

Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761117294892>



Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$5.00 per issue, \$60.00 annually
United States: US\$6.00 per issue, US\$72.00 annually
Other Countries: US\$7.00 per issue, US\$84.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 5 \$ l'exemplaire, 60 \$ par année
États-Unis : 6 \$ US l'exemplaire, 72 \$ US par année
Autres pays : 7 \$ US l'exemplaire, 84 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No. 1

Public Perceptions of Crime

By Kwing Hung and Sharon Bowles*

Highlights

- An analysis of public opinion polls, victimization survey data and police-reported crime statistics reveals some conflicting trends with regard to public perceptions and public experiences of crime.
- Data from the 1993 General Social Survey (GSS) suggest that there was a small but measurable increase in the level of fear of criminal victimization compared to the 1988 results, as reflected in the respondents' levels of apprehension while walking alone in their neighbourhoods at night. Urban residents, females and elderly persons showed higher levels of apprehension. International data on this issue reveal that Canada ranks in the lowest third of twelve countries in terms of fear.
- Data from both public opinion polls and the General Social Survey also suggest that there is a general public perception of an increase in the level of crime in Canada in recent years.
- According to the 1993 GSS results, overall victimization rates were similar for 1988 and 1993. Victimization rates declined consistently with the increasing age of the respondents.

* Department of Justice Canada

January 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.
© Minister of Industry, Science and Technology, 1995. All rights reserved.
No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Vol.15, N° 1

La criminalité et les perceptions du public

par Kwing Hung et Sharon Bowles*

Faits saillants

- Une analyse des résultats de sondages d'opinion, des données d'enquêtes sur la victimisation et des statistiques sur la criminalité déclarées par la police révèle des tendances contradictoires en ce qui concerne les perceptions et l'expérience du public par rapport à la criminalité.
- Les données de l'Enquête sociale générale (ESG) de 1993 indiquent qu'il y a eu une augmentation faible mais mesurable du niveau de crainte d'être victime d'un acte criminel, comparativement aux données de 1988, comme en témoigne le degré d'appréhension des répondants lorsqu'ils marchent seuls dans leur quartier le soir. Les citoyens, les femmes et les personnes âgées ont exprimé des degrés d'appréhension particulièrement élevés. Les données internationales à ce chapitre montrent que le Canada se classe dans le tiers inférieur de douze pays à l'étude, pour ce qui est du niveau de crainte.
- Les données de sondages d'opinion et de l'Enquête sociale générale semblent également indiquer que la population croit en général qu'il y a eu une hausse de la criminalité au Canada au cours des dernières années.
- Selon les résultats de l'ESG de 1993, les taux globaux de victimisation sont demeurés les mêmes pour 1993 en comparaison à l'enquête de 1988. Ils diminuent de façon constante avec l'augmentation de l'âge des répondants.

* ministère de la Justice du Canada

January 1995
ISSN 0715-271X

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

- While police-reported violent crime statistics show an upward trend over the latter half of the 1980s, much of this increase is attributable to increases in the number of minor assaults, and is likely also due to the increased willingness of victims to report crimes to the police.
- In examining the issue of violent crime, survey findings and police-reported crime statistics suggest that Canadians tend to over-estimate both the frequency and seriousness of violent crimes, the probability of victimization by strangers, and the severity of injuries sustained by victims.

Introduction

Recent public-opinion polls and surveys indicate that crime is an important issue to Canadians. At the national level, it is of less importance than "the economy" or "unemployment", but it increases in importance as a local or community concern¹. The objective of this Juristat is to examine public perceptions of crime and its character, and to relate these perceptions to police-reported crime statistics.

In the course of this Juristat, reference will be made to the results of public opinion polls, to the data from national and international victimization surveys, and to statistics from the Uniform Crime Reporting Survey which is based on crimes reported to the police. The reader is invited to consult the "Methodology Section" of this Juristat for further details about these surveys.

The readers of this Juristat are alerted to the fact that another, related Juristat will be released later in the spring of 1995. This second Juristat, entitled "Personal Safety", will examine in a more detailed way the issue of fear of crime and precautionary behavior in the population.

Fear of Crime / Fear of Victimization

Fear of crime and the perceived possibility of criminal victimization have been measured in a variety of polls and surveys in a variety of ways, by asking about the level of fear associated with walking alone in one's neighbourhood late at night, or the fear of becoming a victim of crime, or the individual use of measures to protect oneself and one's property from crime. The objective of this part of the Juristat is to examine data on the levels of fear and apprehension in the population, data on perceived changes in the level of crime in Canadian society, and to relate these to the results of victimization surveys and to police-reported statistics.

¹ See discussion in Julian Roberts, "Public Opinion, Crime and Criminal Justice," in *Crime and Justice: A Review of Research*, (Michael Tonry, ed) vol. 16. University of Chicago Press 1992. See also findings of Macleans/CTV poll reported in the January 4, 1993 edition of Macleans magazine, at p.24.

- Bien que les statistiques sur la criminalité violente déclarées par la police affichent une tendance à la hausse au cours de la dernière moitié des années 80, cette progression soit attribuable aux augmentations du nombre de voies de fait simples et probablement aussi à la volonté accrue des victimes de signaler les crimes à la police.
- En ce qui concerne les crimes de violence, les résultats des enquêtes et les statistiques sur la criminalité déclarées par la police laissent supposer que les Canadiens ont tendance à surestimer la fréquence et la gravité des crimes de violence, la probabilité d'être victime d'un acte criminel commis par un inconnu et la gravité des blessures subies par les victimes.

Introduction

D'après les sondages d'opinion et les enquêtes réalisés récemment, les Canadiens estiment que la criminalité est une question importante. Au niveau national, elle est jugée moins importante que l'économie ou le chômage, mais constitue une préoccupation plus grande au niveau de la localité ou de la collectivité¹. Le présent Juristat vise à examiner la façon dont les Canadiens perçoivent la criminalité et son caractère, et à établir un lien entre ces perceptions et les statistiques déclarées par la police.

Tout au long du Juristat, on fera référence aux résultats des sondages d'opinion, aux données tirées des enquêtes nationale et internationale sur la victimisation, et aux statistiques du Programme de déclaration uniforme de la criminalité qui est fondé sur les actes criminels signalés à la police. Le lecteur est invité à consulter la section «Méthodes» du présent bulletin afin d'obtenir de plus amples détails sur ces enquêtes.

Les lecteurs sont priés de tenir compte du fait qu'un autre Juristat connexe sera diffusé plus tard au printemps 1995. Ce Juristat, portant sur «La sécurité des personnes» examinera plus en détail la peur que ressent la population d'être victime d'un acte criminel et les précautions qu'elle prend à cet égard.

Crainte que suscite la criminalité et crainte d'être victime d'un acte criminel

Divers sondages et enquêtes ont permis de mesurer de différentes façons la crainte que suscite la criminalité et la possibilité perçue d'être victime d'un acte criminel. Les questions posées aux répondants portaient sur le niveau de crainte ressentie lorsqu'ils marchent seuls dans leur quartier tard le soir, la crainte d'être victimes d'un crime ou les mesures alors prises pour se protéger et protéger leurs biens. La présente section a pour but d'examiner les données sur les niveaux de crainte et d'appréhension de la population et les données sur les changements perçus du niveau de criminalité dans la société canadienne et d'établir un lien entre ces données et les résultats des enquêtes sur la victimisation et les statistiques déclarées par la police.

¹ Voir la discussion dans l'article de Julian Roberts, «Public Opinion, Crime and Criminal Justice» dans *Crime and Justice: A Review of Research*, (Michael Tonry, ed.), vol. 16. University of Chicago Press 1992. Voir aussi les résultats d'un sondage Maclean's/CTV publiés dans l'édition du magazine *Maclean's* 4 janvier 1993, p. 24.

Feelings of Safety while Walking Alone in One's Neighbourhood

The 1993 General Social Survey focussed on the perceived risk of criminal victimization by questioning respondents about their perceived levels of safety when walking alone in their neighbourhoods after dark. Global results indicated that 27% of Canadians aged fifteen years and older felt "Somewhat Unsafe" or "Very Unsafe" walking alone in their neighbourhoods after dark. This finding has remained almost unchanged from the 1988 data on the issue.

Figure 1

Feelings of Safety Walking Alone in Their Neighbourhood after Dark by Sex and Residence, Canada, 1988 and 1993

Sentiments de sécurité éprouvés lors de promenades en solitaire dans son quartier

L'Enquête sociale générale de 1993 portait principalement sur les perceptions quant au risque d'être victime d'un acte criminel. On demandait aux répondants s'ils se sentaient en sécurité lorsqu'ils marchaient seuls dans leur quartier une fois la nuit tombée. Les résultats globaux indiquent que 27 % des Canadiens âgés de 15 ans et plus sentent «pas très en sécurité» et «pas du tout en sécurité» une proportion pratiquement inchangée par rapport aux données de 1988 sur cette question.

Figure 1

Sentiments de sécurité éprouvés par les personnes lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier après la tombée de la nuit, selon le sexe et le lieu de résidence, Canada, 1988 et 1993

	1988				1993			
	Very Safe	Reasonably Safe	Somewhat Unsafe	Very Unsafe	Very Safe	Reasonably Safe	Somewhat Unsafe	Very Unsafe
	Très en sécurité	Assez en sécurité	Pas très en sécurité	Pas du tout en sécurité	Très en sécurité	Assez en sécurité	Pas très en sécurité	Pas du tout en sécurité
	%	%	%	%	%	%	%	%
Total - Total	40 ¹	33	17	9	32	40	15	12
Males - Hommes	58	29	9	3	48	41	6	4
Females - Femmes	23	36	24	14	16	40	23	19
Urban Total - Total - urbain	36	35	18	9	27	43	17	12
Males - Hommes	55	32	9	3	43	45	7	3
Females - Femmes	18	38	27	15	12	41	25	20
Rural Total - Total - rural	53	28	12	6	48	36	10	5
Males - Hommes	70	22	6	2	63	30	3	2
Females - Femmes	37	33	19	9	31	43	16	8

¹ Percent may not add to 100 because of rounding and the exclusion of non-responses.

¹ En raison de l'arrondissement des pourcentage et de l'exclusion des non-réponses, la somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Source: General Social Survey, 1988 and 1993.

Source: Enquête sociale générale, 1988 et 1993.

Figure 1 presents the GSS data for "Feelings of Safety" for males and females by place of residence for 1988 and 1993. In examining the total population, there is some evidence of a decline in the perceived levels of safety between 1988 and 1993: an increase in the proportion feeling "Very Unsafe" (9% to 12%), but a more important decrease in the proportion of the population feeling "Very Safe" (40% to 32%). The same pattern holds true for both sexes, but it is very clear that females feel much less safe than their male counterparts - the proportion of females feeling "Somewhat Unsafe" or "Very Unsafe" is four times higher than the equivalent male proportion for both of the survey years.

There are also clear differences with regard to feelings of safety between urban and rural residents. Looking at the 1993 data, the proportions of the population feeling "Somewhat Unsafe" or "Very Unsafe" are generally twice as high for urban dwellers of both sexes than for rural residents.

La figure 1 présente les données de l'ESG concernant les «sentiments de sécurité» chez les hommes et les femmes selon le lieu de résidence pour 1988 et 1993. L'examen de la population totale semblerait révéler une baisse des niveaux perçus de sécurité entre 1988 et 1993 : une augmentation de la proportion de la population qui sent «pas du tout en sécurité» (passant de 9 % à 12 %), mais une diminution plus importante de la proportion de la population qui sent «très grande sécurité» (passant de 40 % à 32 %). La même tendance est vraie pour les deux sexes, mais il apparaît très clairement que les femmes se sentent beaucoup moins en sécurité que leurs homologues masculins : la proportion de femmes qui sentent «pas très en sécurité» et «pas du tout en sécurité» est quatre fois plus élevée que la proportion équivalente d'hommes pour les deux années d'enquête.

De même, les sentiments de sécurité diffèrent nettement entre les habitants des régions urbaines et des régions rurales. D'après les données de 1993, les proportions de la population qui sentent «pas très en sécurité» et «pas du tout en sécurité» sont généralement deux fois plus élevées chez les citoyens des deux sexes que chez les ruraux.

In examining the details of Figure 1 for changes between 1988 and 1993, there are consistent declines in the proportion of persons feeling "Very Safe" across both urban and rural areas, but the pattern is not nearly as clear when one examines the proportion feeling "Somewhat Unsafe" and "Very Unsafe". The proportion of both rural males and rural females feeling "Somewhat Unsafe" or "Very Unsafe" declined between 1988 and 1993, but the pattern for the urban residents is not as clear.

Si l'on regarde les détails de la figure 1 quant aux variations entre 1988 et 1993, on remarque des baisses constantes de la proportion de personnes qui sentent une «très grande sécurité» dans les régions urbaines et rurales, mais la tendance est loin d'être aussi claire lorsque l'on examine la proportion de celles qui sentent «pas très en sécurité» et «pas du tout en sécurité». La proportion des hommes et des femmes des régions rurales qui sentent une «pas très en sécurité» et «pas du tout en sécurité» a diminué entre 1988 et 1993, mais la tendance pour les citoyens n'est pas aussi évidente.

Figure 2

Feelings of Safety While Walking Alone in the Neighbourhood after Dark by Sex and Age Group, Age 15+, Canada, 1988 and 1993

Figure 2

Sentiments de sécurité éprouvés par les personnes lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier après la tombée de la nuit, selon le sexe et le groupe d'âge, 15 ans et plus, Canada, 1988 et 1993

	1988				1993			
	Very Safe	Reasonably Safe	Somewhat Unsafe	Very Unsafe	Very Safe	Reasonably Safe	Somewhat Unsafe	Very Unsafe
	Très en sécurité	Assez en sécurité	Pas très en sécurité	Pas du tout en sécurité	Très en sécurité	Assez en sécurité	Pas très en sécurité	Pas du tout en sécurité
	%	%	%	%	%	%	%	%
Males - Hommes								
15-24	61 ¹	29	6	3	50	43	5	1
25-44	61	29	7	2	51	40	6	3
45-64	57	28	10	3	47	42	7	4
65+	41	32	15	6	38	37	9	10
Females - Femmes								
15-24	19	37	30	14	14	45	26	14
25-44	25	40	23	12	17	44	25	14
45-64	26	35	23	14	17	40	21	20
65+	15	25	25	24	13	22	19	38

¹ Percent may not add to 100 because of rounding and the exclusion of non-responses.

¹ En raison de l'arrondissement des pourcentages et de l'exclusion des non-réponses, la somme peut ne pas correspondre aux totaux.

Source: General Social Survey, 1988 and 1993.

Source: Enquête sociale générale, 1988 et 1993.

Figure 2 presents similar data, but with a breakdown by age and sex of the respondents. The data for males show consistent changes with increasing age - steady decreases in the proportion feeling "Very Safe", and steady increases in the proportion feeling "Somewhat Unsafe". The proportion feeling "Very Unsafe" is more than three times as great for those over the age of 65 years compared with those under the age of 44 years. The proportions of persons feeling "Very Safe" are consistently lower in 1993 than in 1988. What appears to have happened between 1988 and 1993 is that the proportion feeling "Reasonably Safe" has grown at the expense of the group feeling "Very Safe".

La figure 2 présente des données semblables, mais réparties selon l'âge et le sexe des répondants. Les données pour les hommes montrent des variations constantes avec l'augmentation de l'âge : des diminutions régulières de la proportion qui sentent une «très grande sécurité» et des augmentations régulières de la proportion qui sentent «pas très en sécurité». La proportion de personnes qui sentent «pas du tout en sécurité» est plus de trois fois plus élevée chez celles de plus de 65 ans que chez celles de moins de 44 ans. Les proportions de personnes qui sentent une «très grande sécurité» sont généralement plus faibles en 1993 qu'en 1988. Voici ce qui semble s'être produit entre 1988 et 1993 : la proportion de personnes qui sentent une «sécurité raisonnable» a augmenté au détriment du groupe qui sent une «très grande sécurité».

It is clear from this table, as well, that there are dramatic differences between the sexes concerning their perceptions of safety when walking alone in their neighbourhoods after dark. The proportions of females feeling "Somewhat Unsafe" or "Very Unsafe" are two to five times higher than those of their male counterparts.

The data for females do not show such consistent tendencies with increasing age. The survey results for 1988 and 1993 suggest that the youngest age-group and the oldest age-group exhibit the lowest feelings of safety.

In examining the data for females for 1988 and 1993, it is clear that there was a decline in the proportion feeling "Very Safe" and almost universal increases in the proportions feeling "Very Unsafe" across the different age groups.

Other, smaller scale studies reveal similar or somewhat higher levels of public fear^{2,3}.

Perceptions of Personal Safety

The previous analysis of GSS data indicated that there were small decreases in the levels of perceived safety on the part of a number of different demographic groups of the population between 1988 and 1993. One of the factors which could be associated with perceived levels of safety in the neighbourhood is the perceived change in the level of crime between these two dates. The GSS Survey contained questions on this issue and the results indicated that 46% of the population felt that there had been an increase in the level of crime in their neighbourhoods. Four percent of the population felt that there had been a decrease in the amount of crime, and 43% felt that there had been no change. (Eight per cent of the respondents had no opinion on this issue.)

Other surveys have also asked Canadians to describe their feelings of personal safety from crime, and how these feelings have changed over the last five years. Survey results⁴ suggest that a majority of Canadians see this situation as "somewhat worse" or

Il ressort également de ce tableau des différences marquées entre les deux sexes pour ce qui est de la perception ressentie lorsqu'ils marchent seuls dans leur quartier après la tombée de la nuit. Les proportions de femmes qui sentent «pas très en sécurité» et «pas du tout en sécurité» sont deux à cinq fois plus élevées que celles de leurs homologues masculins.

Les données sur les femmes n'affichent pas de tendances aussi constantes avec l'augmentation de l'âge. Les résultats d'enquête pour 1988 et 1993 indiquent que le groupe d'âge le plus jeune et le groupe d'âge le plus avancé se sentent le moins en sécurité.

L'examen des données sur les femmes pour 1988 et 1993 révèle une diminution de la proportion de celles qui se sentent «très en sécurité» et des augmentations presque généralisées des proportions qui sentent «pas du tout en sécurité» parmi les différents groupes d'âge.

D'autres études de moindre envergure montrent des niveaux de crainte semblables ou un peu plus élevés^{2,3}.

Perceptions de la sécurité personnelle

L'analyse précédente des données de l'ESG a indiqué que les niveaux de sécurité perçue par différents groupes démographiques ont quelque peu diminué entre 1988 et 1993. L'un des facteurs pouvant être associé aux niveaux perçus de sécurité dans son quartier est le changement perçu du niveau de criminalité entre ces deux années. L'ESG comportait des questions sur ce sujet, et les résultats indiquent que 46 % de la population estiment que la criminalité a augmenté dans leur quartier. Quatre pour cent sont d'avis que le nombre de crimes a régressé, et 43 % croient qu'il n'y a eu aucun changement. (Huit pour cent des répondants n'avaient aucune opinion sur cette question.)

D'autres enquêtes menées auprès des Canadiens portaient également sur leurs sentiments de sécurité face à la criminalité et sur l'évolution de ces sentiments au cours des cinq dernières années. Les résultats d'enquête⁴ indiquent qu'une majorité de Canadiens pensent que cette situation

² See, for example, an Angus Reid study conducted in June, 1994, in which 24% of respondents said they felt "unsafe" in walking alone in their neighbourhoods after dark. See also the 1992 Macleans/CTV poll in which 33% of survey respondents indicated "fear" of walking alone in their neighbourhood at night.

³ For example, the 1992 Macleans/CTV poll reports that the percentage of people feeling "unsafe" was 55% for females and 11% for males.

⁴ Macleans/CTV poll, 1992.

² Voir, par exemple, l'étude d'Angus Reid menée en juin 1994, selon laquelle 24% des répondants ont dit sentir une «insécurité» lorsqu'ils marchent seuls dans leur quartier après la tombée de la nuit. Voir aussi le sondage Maclean's/CTV réalisé en 1992, selon lequel 33% des répondants ont indiqué qu'ils craignaient de marcher seuls dans leur quartier le soir.

³ Par exemple, le sondage Maclean's/CTV mené en 1992 indique que le pourcentage de personnes qui sentent une «insécurité» s'établit à 55% chez les femmes et à 11% chez les hommes.

⁴ Sondage Maclean's/CTV, 1992.

"unchanged". Only a minority of Canadians say the situation has changed in any dramatic way, with 17% percent of Canadians responding that their sense of personal safety from crime is "much worse", while 8% percent indicate that it is "somewhat" or "much better".

When asked in 1992 about their expectations regarding the problem of crime over the next twelve months, slightly more than half of Canadians (57%) felt pessimistic, expressing the belief that the crime level in their community would worsen slightly (39%) or significantly (18%). In comparison, 28% expected the crime level to improve slightly and 5% expected significant improvement⁵.

A 1990 public opinion poll⁶ conducted by the Angus Reid Group suggested that a small minority of Canadians (6%) express a "great deal of fear" of becoming a victim of crime. An additional 13% express "a fair amount of fear" of becoming a crime victim in their own community, while the majority of respondents (53%) indicated "a little fear" of criminal victimization. More than one-quarter of those surveyed (27%) said they had "no fear" of potential victimization. The gender of the respondent was a significant factor affecting levels of fear, with women being twice as likely as men to report "a fair amount" or a "great deal" of fear of criminal victimization. Previous experience of victimization also affected the extent to which respondents were likely to express fear, with 13% of crime victims reporting "a great deal of fear" compared to 4% of non-victims. This relationship between level of fear and previous victimization was much less clear in the data from the 1988 General Social Survey.

Fear of Crime – An International Perspective

While Canadians express concerns about crime, their level of fear is comparable to, or lower than that of citizens of many other countries. (See Figure 3) The results of the International Crime Survey, undertaken in 1992⁷, suggest that Canada ranks ninth out of twelve countries in "fear" level, as measured by perceptions of safety in walking in the neighbourhood after dark. For example, 20% of Canadians said they felt "a bit" or "very unsafe" out alone after dark, compared to 45% in Poland, 41% in the United States, 35% in Italy and 33% in England. The European average was 30.3%. Lower levels of fear were reported by citizens of Sweden (13.5%), Finland (18%) and Belgium (19.6%).

s'est «un peu aggravée» ou est restée «inchangée». Seule une minorité de Canadiens estiment que la situation a changé de façon dramatique, 17 % d'entre eux ayant répondu que leur sentiment de sécurité s'est «beaucoup aggravé» et 8% ayant indiqué qu'il s'est «un peu amélioré» ou «grandement amélioré».

Interrogés en 1992 sur leurs prévisions concernant le problème de la criminalité au cours des douze prochains mois, un peu plus de la moitié des Canadiens (57 %) sont pessimistes, croyant que le niveau de criminalité dans leur collectivité augmentera légèrement (39 %) ou beaucoup (18 %). À titre de comparaison, 28 % pensent que le niveau de criminalité diminuera légèrement, et 5 % prévoient une baisse importante⁵.

Un sondage d'opinion⁶ mené en 1990 par le groupe Angus Reid révèle qu'une petite minorité de Canadiens (6 %) ont «très peur» d'être victimes d'un acte criminel; 13 % ont «assez peur» d'être victimes d'un crime dans leur collectivité, tandis que la majorité des répondants (53 %) ont «un peu peur». Plus du quart des répondants (27 %) n'ont «aucune peur». Le sexe des répondants est un facteur important qui influe sur le niveau de crainte, les femmes étant deux fois plus susceptibles que les hommes d'avoir «assez peur» ou «très peur». Le fait d'avoir déjà été victime d'un crime influence aussi la mesure dans laquelle le répondant est susceptible d'exprimer sa crainte : 13 % des victimes de crimes ont dit avoir «très peur», contre 4 % des non-victimes. Ce rapport entre le niveau de crainte et le fait d'avoir été victime est beaucoup moins évident dans les données de l'Enquête sociale générale de 1988.

Crainte que suscite la criminalité – Perspective internationale

Les Canadiens disent que la criminalité les inquiète, mais leur niveau de crainte est comparable ou inférieur à celui des citoyens de nombreux autres pays (voir la figure 3). Les résultats de l'enquête internationale sur la criminalité menée en 1992⁷ révèlent que le Canada se classe au neuvième rang parmi les douze pays à l'étude pour ce qui est du niveau de «crainte» mesuré par les perceptions de la sécurité ressentie par les répondants lorsqu'ils marchent dans leur quartier une fois la nuit tombée. Par exemple, 20 % des Canadiens sentent une «certaine» ou une «très grande insécurité» lorsqu'ils sortent seuls après la tombée de la nuit, contre 45 % en Pologne, 41 % aux États-Unis, 35 % en Italie et 33 % en Angleterre. La moyenne européenne s'établit à 30,3 %. Des niveaux inférieurs de crainte ont été déclarés par les citoyens de la Suède (13,5 %), de la Finlande (18 %) et de la Belgique (19,6 %).

⁵ *Insight Canada Research: Perspectives Canada Report*, vol. 2, no. 3 (Summer 1993), interview schedule p. 3. Ten percent of the respondents answered "Don't know"

⁶ *The Reid Report*, vol. 5, no. 5, May 1990.

⁷ Jan J.M. van Dijk and Pat Mayhew (1992): *Criminal Victimization in the Industrialized World*, p. 56-57.

⁵ *Insight Canada Research: Perspectives Canada Report*, Vol. 2, no. 3 (Été 1993), questionnaire d'interview, p. 3. Dix pour cent des répondants ont indiqué «Ne sait pas».

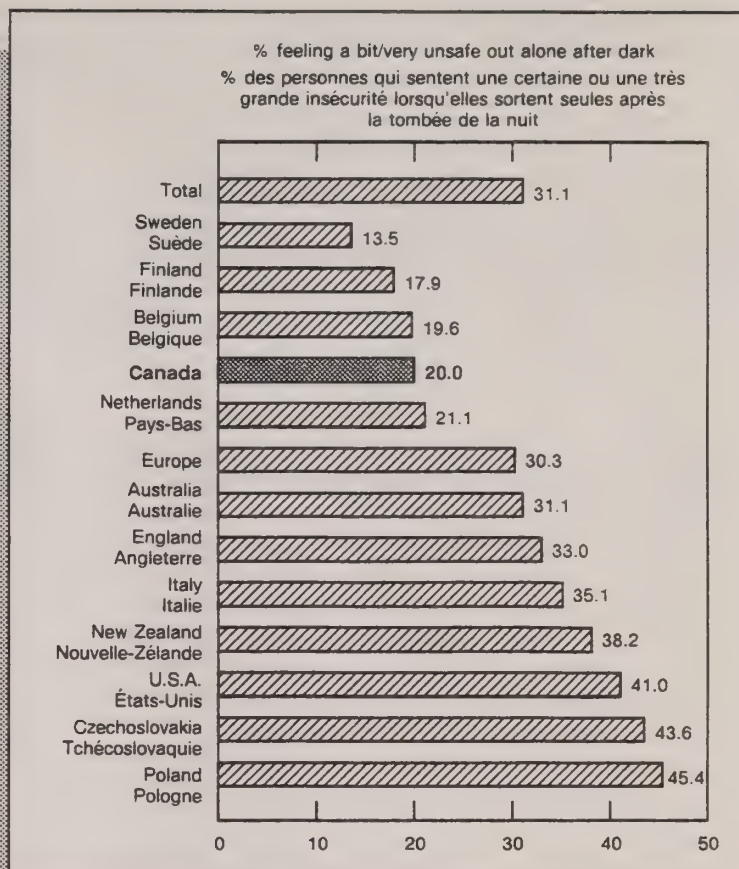
⁶ *The Reid Report*, Vol. 5, no. 5, mai 1990.

⁷ Jan J.M. van Dijk et Pat Mayhew (1992): *Criminal Victimization in the Industrialised World*, p. 56-57.

Figure 3

Fear of Street Crime, Percentage of the Public Feeling a Bit or Very Unsafe When Walking in Their Own Area After Dark

Crainte d'être victime d'un crime dans la rue, pourcentage des personnes qui sentent une certaine ou une très grande insécurité lorsqu'elles marchent dans leur quartier après la tombée de la nuit



Source: *Criminal Victimization in the Industrialised World, key findings of the 1989 and 1992 International Crime Surveys*, Directorate for Crime Prevention, Ministry of Justice, The Netherlands.

Source: *Criminal Victimization in the Industrialised World, principales constatations de l'enquête internationale sur la criminalité, menée en 1989 et en 1992*, Direction générale de la prévention du crime, ministère de la Justice, Pays-Bas.

In this same survey, there was an additional question to measure the proportion of respondents who said that they had taken precautions the last time that they went out in the evening (either by avoiding risky areas, or by staying clear of certain persons). The results of this question placed Canada in the mid-range of countries surveyed, (i.e., twelfth out of twenty), with 21% of respondents saying they "take precautions when going out in the evening". The percentage of citizens "taking precautions" ranged from a low of 15.6% in Japan to a high of 38.6% in Italy.

Dans le cadre de la même enquête, une question supplémentaire avait pour but de mesurer la proportion de répondants qui ont pris des précautions la dernière fois qu'ils sont sortis en soirée (soit en évitant les endroits dangereux ou en se tenant à distance de certaines personnes). Selon les réponses à cette question, le Canada se situe en milieu de peloton des pays à l'étude (c'est-à-dire douzième sur vingt), 21% des répondants ayant dit prendre des précautions lorsqu'ils sortent le soir. Le pourcentage de citoyens qui prennent des précautions varie d'un creux de 15,6% au Japon à un sommet de 38,6% en Italie.

Personal Victimization Rates

The following section extends the analysis from the perceived levels of safety in neighbourhoods and the perceived changes in the level of crime, to personal victimization rates for different sectors of the Canadian population for different types of crimes.

Figure 4 contains the GSS data on personal victimization rates for different groups of respondents and for the four crimes which were defined as "personal victimizations". (Other crimes, such as "Break and Enter", "Vandalism" and "Theft", were defined as "household crimes".)

Taux de victimisation des personnes

Dans la section suivante, on pousse un peu plus loin l'analyse entre, d'une part, les niveaux perçus de la sécurité dans les quartiers, et les changements perçus du niveau de criminalité et, d'autre part, les taux de victimisation des personnes pour différents segments de la population canadienne en ce qui concerne différents genres de crimes.

La figure 4 renferme les données de l'ESG sur les taux de victimisation des personnes pour différents groupes de répondants pour ce qui est des quatre infractions définies comme des «crimes contre les personnes». (D'autres infractions, notamment l'introduction par effraction, le vandalisme et le vol, sont définies comme des «crimes contre les ménages».)

Figure 4

Personal Victimization Rates per 1,000 Population, by Type of Incident and Victim Characteristics, Age 15+, Canada, 1988 and 1993

Figure 4

Taux de victimisation des personnes pour 1 000 habitants, selon le genre d'affaire et, les caractéristiques des victimes, 15 ans et plus, Canada, 1988 et 1993

Victim Characteristics Caractéristiques des victimes	Type of Incident Genre d'affaire							
	Theft Personal Property Vol de biens personnels		Sexual Assault Agression sexuelle		Robbery Vol qualifié		Assault Voies de fait	
	1988	1993	1988 ¹	1993	1988	1993	1988	1993
Canada - Canada	59	51	--	17	13	9	68	67
Urban - Urbain	70	57	--	18	14	9	72	72
Rural - Rural	46	36	--	14	--	--	56	53
Age - Âge								
15-24	123	93	--	48	39	23	145	155
25-44	65	61	--	17	10	9	80	69
45-64	22	29	--	--	--	--	19	38
65+	--	--	--	--	--	--	--	--
Male - Hommes	58	51	--	--	17	12	74	68
Female - Femmes	61	51	--	29	10	6	63	66

¹ There were too few cases reported in 1988 to make statistically reliable estimates. New questions concerning sexual assault were added to the 1993 survey.

¹ On ne peut pas établir des estimations statistiquement fiables en raison du nombre infime de cas déclarés en 1988. De nouvelles questions concernant les agressions sexuelles ont été ajoutées à l'enquête de 1993.

-- amount too small to be meaningful.

-- nombres infimes.

Source: General Social Survey, 1988 and 1993.

Source: Enquête sociale générale, 1988 et 1993.

Looking at the data for Canada as a whole, it is clear that the personal victimization rates declined in 1993 compared to 1988 for the three crimes of "Theft of Personal Property", "Robbery", and "Assault". The declines were greater for the first two than for the latter. (It is not possible to comment on changes in the rates for "Sexual Assault" since the questions pertaining to this crime were changed in 1993; thus the 1993 results are not comparable to the results of 1988.)

Changes in the urban and rural rates generally paralleled the changes in the national rates, with the exception of "urban assault rates", where no change took place. When the results are examined by gender, it is apparent that declines took place in the victimization rates between 1988 and 1993 for the three crimes for which comparable data are available, with the exception of "assault rates against females", where a small increase is noted.

An examination of the personal victimization rates by age and type of crime yields some interesting results. The most obvious feature of these figures is the rapid decline in the rates for all "personal" crimes with increasing age. Indeed, there were too few cases for the age group "65 years and over" in both of the years of the survey to allow statistically reliable estimates. This was the same for the age group "45-64" with regard to "Robbery". With regard to changes between 1988 and 1993, the figures for most age groups and crimes show declines between these dates, with the greatest decreases taking place in the age group "15-24" for both "Theft of Personal Property" and "Robbery". But there were also increases: in the case of 15-24 year-olds and "Assault", and with regard to 45-64 year-olds for both "Theft of Personal Property" and "Assault".

When one compares Figures 2 and 4, it is apparent that the age group which expressed the highest level of fear while walking alone in their neighbourhoods after dark, persons 65 years of age and over, report victimization rates which were too low to measure given the sample size of the GSS. This would suggest that their level of fear is a reflection of their feelings of vulnerability.

Risk Factors for Criminal Victimization

As discussed in an earlier section of this Juristat, public concern about criminal victimization varies among different segments of the population. Data from the personal risk component of the General Social Survey (1993) provide information on the characteristics and factors associated with criminal victimization. Young people (those aged 15-24 years), single or divorced individuals, and those who live in urban areas report higher levels of victimization than do older Canadians, married individuals and those living in rural areas. The risk of criminal victimization also seems to be related to the extent to which individuals engage in evening activities outside

Si l'on examine les données pour l'ensemble du Canada, on constate une baisse des taux de victimisation des personnes en 1993 comparativement à 1988, pour ce qui est du vol de biens personnels, du vol qualifié et des voies de fait. Les diminutions étaient plus importantes pour les deux premières catégories d'infractions. (Il est impossible de commenter les variations des taux d'agressions sexuelles, étant donné que les questions sur cette infraction ont été modifiées en 1993 et que les résultats de cette année-là ne sont donc pas comparables à ceux de 1988.)

Les variations des taux urbains et ruraux suivent généralement celles des taux nationaux, exception faite des «taux urbains de voies de fait» qui sont demeurés inchangés. Si l'on examine les résultats selon le sexe, on remarque que les taux de victimisation ont diminué entre 1988 et 1993 en ce qui concerne les trois infractions pour lesquelles il existe des données comparables, sauf les «taux de voies de fait contre les femmes» qui ont légèrement augmenté.

L'examen des taux de victimisation des personnes selon l'âge et le genre de crime fait voir des résultats intéressants. Il en ressort principalement que les taux de tous les crimes contre les personnes diminuent rapidement avec l'augmentation de l'âge. En effet, le nombre infime de cas pour le groupe des «65 ans et plus» durant les deux années d'enquête ne permet pas d'établir des estimations statistiquement fiables. Il en est de même pour le groupe des «45 à 64 ans» en ce qui a trait au vol qualifié. En ce qui concerne les variations entre 1988 et 1993, les chiffres pour la plupart des groupes d'âge et des crimes montrent des baisses, les plus importantes ayant été enregistrées par le groupe des «15 à 24 ans» pour le vol de biens personnels et le vol qualifié. Cependant, des hausses ont également été observées chez les «15 à 24 ans» pour les voies de fait, et chez les «45 à 64 ans» pour le vol de biens personnels et les voies de fait.

Si l'on compare les figures 2 et 4, on voit bien que le groupe de personnes craignant le plus de marcher seules dans leur quartier le soir (celui des 65 ans et plus) affiche des taux de victimisation si bas qu'ils ne peuvent pas être mesurés, vu la taille de l'échantillon de l'ESG. On pourrait croire que leur niveau de crainte traduit leurs sentiments de vulnérabilité.

Facteurs de risque d'être victime d'un acte criminel

Comme il a été mentionné précédemment, la crainte d'être victime d'un acte criminel varie entre les différents segments de la population. Les données de la composante sur les risques auxquels est exposée une personne de l'Enquête sociale générale (1993) portent sur les caractéristiques et les facteurs liés au fait d'être victime d'un acte criminel. Par exemple, les jeunes (ceux âgés de 15 à 24 ans), les célibataires, les personnes divorcées et celles qui vivent dans des régions urbaines déclarent des taux de victimisation plus élevés que les personnes âgées, les personnes mariées et celles qui vivent dans des régions rurales. Le risque d'être victime d'un acte criminel semble également être lié à la mesure dans laquelle une personne

the home. The General Social Survey data reveal, for example, that individuals who said they had engaged in 30 or more evening activities a month were nearly four times as likely to report being a victim of a crime than were respondents who engaged in less than 10 evening activities per month.

Public Perceptions and Police-reported Crime

This section of the Juristat examines common public perceptions with regard to the nature of crime and assesses the correspondence between these perceptions and police-reported crime data.

Perceptions of Violent Crime

Not surprisingly, Canadians are more concerned about violent crime than any other type of crime. The 1988 General Social Survey reports that when asked about the type of crime that concerns them most, more people, (42%), say assault rather than theft (36%) or vandalism (15%). Moreover, the majority of Canadians think that most crimes are violent. A study⁸ conducted in 1982 found that a majority of respondents significantly overestimated the official incidence of violent crime in Canada.

When one examines data from the Uniform Crime Reporting (UCR) survey, it can be seen that violent crimes account for only a small proportion of crimes reported to the police. Offenses under the Criminal Code are normally classified into three main categories: violent, property, and others. **Violent crimes** include homicide, attempted murder, non-sexual assault, sexual assault, other sexual offenses, robbery, and abduction. **Property crimes** include break and enter, theft, possession of stolen goods, and fraud. **Other crimes** include all other offenses under the Criminal Code, with vandalism accounting for more than one-half of these offenses.

In 1993, the police reported a total of 2.7 million Criminal Code offenses across Canada. There were 310,187 violent crimes (11% of all crimes), 1.6 million property crimes (58%), and 826,659 other crimes (30%). Stated another way, the rate of violent crime was 1,079 per 100,000 population, while the rate of property crime was five times as high at 5,562 per 100,000 population.

⁸ Doob, Anthony and Julian V. Roberts. 1982. Crime and the Official Response to Crime: The Views of the Canadian Public. Ottawa: Department of Justice Canada

participe à des activités nocturnes à l'extérieur de la maison. Les données de l'Enquête sociale générale révèlent, par exemple, que les personnes qui prennent part à trente activités nocturnes ou plus par mois sont presque quatre fois plus susceptibles de déclarer avoir été victimes d'un crime que les personnes qui participent à moins de dix activités nocturnes par mois.

Perceptions du public et actes criminels déclarés par la police

Dans la présente section, on examine les perceptions courantes du public concernant la nature de la criminalité, et on évalue la correspondance entre ces perceptions et les données sur la criminalité déclarées par la police.

Perceptions concernant les crimes de violence

Il n'est pas étonnant que les Canadiens se préoccupent davantage des crimes de violence que de tout autre type de crime. L'Enquête sociale générale de 1988 révèle qu'un plus grand nombre de personnes craignent davantage d'être victimes de voies de fait (42 %) que de vol (36 %) ou de vandalisme (15 %). De plus, la majorité des Canadiens estiment que la plupart des crimes sont de nature violente. Une étude⁸ menée en 1982 a montré qu'une majorité de répondants avaient considérablement surestimé l'incidence officielle des crimes de violence au Canada.

Lorsque l'on examine les données du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC), on constate que les crimes de violence ne comptent que pour une faible proportion des crimes signalés à la police. Les infractions au Code criminel sont normalement classées dans trois grandes catégories : les crimes de violence, les crimes contre les biens et les autres crimes. Les **crimes de violence** sont notamment l'homicide, la tentative de meurtre, les voies de fait, l'agression sexuelle, les autres infractions sexuelles, le vol qualifié et l'enlèvement. Les **crimes contre les biens** englobent l'introduction par effraction, le vol, la possession de biens volés et la fraude. Les **autres crimes** comprennent toutes les autres infractions au Code criminel, le vandalisme représentant plus de la moitié de ces infractions.

En 1993, la police a déclaré un total de 2,7 millions d'infractions au Code criminel dans l'ensemble du Canada. Elle a dénombré 310 187 crimes de violence (11 % de tous les crimes), 1,6 million de crimes contre les biens (58 %), et 826 659 autres crimes (30 %). Autrement dit, le taux de crimes de violence s'établit à 1 079 pour 100 000 habitants, tandis que le taux de crimes contre les biens est cinq fois plus élevé, soit 5 562 pour 100 000 habitants.

⁸ Doob, Anthony et Julian V. Roberts. 1982. Crime and the Official Response to Crime: The Views of the Canadian Public. Ottawa: Ministère de la Justice du Canada.

Increases in Violent Crime Rates

While many Canadians believe that crime in general is increasing⁹, they are particularly concerned with an increase in violent crime. A 1994 poll¹⁰ reported that 85% of respondents felt that the level of violent crime was on the increase in their community. Similarly, another poll¹¹ found that 24% of respondents felt that the amount of violent crime in their neighbourhood had become "significantly worse", an increase of 10 percentage points over the previous survey results, three years earlier.

In 1993, police reported 2.7 million Criminal Code incidents to the UCR Survey. This meant that the 1993 *crime rate*, (per 100,000 population), was 5% lower than the rate of the previous year. This is the largest year-to-year decrease in the national crime rate since crime statistics were first collected in 1962. The *violent crime rate* remained almost constant in 1993, decreasing by 0.2% below the previous year. Criminal incidents related to property declined by 6% in comparison to 1992. The 1993 homicide rate of 2.19 incidents per 100,000 population was 15% lower than the previous year and 27% lower than the peak rate of 3.02 which was attained in 1975.

While the 1993 crime statistics show declines, the general crime trend over the past five years has indeed been in an upward direction. The 1993 rate of Criminal Code incidents was 9,516 incidents per 100,000 persons, 7% higher than the rate in 1989. The peak rate (during this five-year period) was reached in 1991. The pattern with regard to violent crime is more consistent over the past five years, showing steady increases from 1989 to 1992 and a small decrease in 1993. But the 1993 violent crime rate of 1,079 incidents per 100,000 persons was 19% higher than the 1989 rate of 908 incidents. A considerable part of this upward change was accounted for by increases in the number of minor assaults.

The large increase in violent crime rates may be due, in part, to increased reporting of crimes by victims. It is likely that because of lower tolerance toward family violence and sexual incidents, crimes that at one time were not reported, are now being brought to the attention of the police. The two International Crime Surveys conducted in 1989 and 1992 seem to support this conclusion. While rates of violent victimization, as reported by victims themselves, increased only 2% between 1988 and 1991, there was a 22% increase in rate of violent crime reported by the police. In addition, the survey respondents acknowledged increased reporting of crime to the police.

Augmentations des taux de crimes de violence

Nombreux sont les Canadiens qui croient que la criminalité est généralement en progression⁹, et ils s'inquiètent particulièrement d'une hausse des crimes de violence. Un sondage¹⁰ mené en 1994 a révélé que 85 % des répondants estimaient que le niveau de crimes de violence était à la hausse dans leur collectivité. De même, un autre sondage¹¹ a montré que 24 % des répondants étaient d'avis que le nombre de crimes de violence dans leur quartier avait considérablement augmenté, un accroissement de 10 points de pourcentage par rapport aux résultats de l'enquête menée trois ans plus tôt.

En 1993, la police a déclaré 2,7 millions d'infractions au Code criminel dans le cadre du programme DUC. Ainsi, le *taux de criminalité* en 1993 (pour 100 000 habitants) est inférieur de 5 % à celui de l'année précédente. Il s'agit de la plus forte diminution d'une année à l'autre du taux national de criminalité depuis le début de la collecte de statistiques sur la criminalité en 1962. Le *taux de crimes de violence* est demeuré presque inchangé en 1993, fléchissant de 0,2 % par rapport à l'année précédente. Le taux de crimes contre les biens a baissé de 6 % par rapport à 1992. Le taux d'homicides en 1993 (2,19 pour 100 000 habitants) est inférieur de 15 % à celui de l'année précédente et de 27 % au sommet de 3,02 atteint en 1975.

Bien que les statistiques de 1993 sur la criminalité montrent des baisses, la tendance générale de la criminalité au cours des cinq dernières années a en effet suivi un mouvement ascendant. Le taux d'infractions au Code criminel en 1993 s'établit à 9 516 pour 100 000 personnes, soit 7 % de plus qu'en 1989. Le taux record durant cette période de cinq ans a été atteint en 1991. La tendance en ce qui concerne les crimes de violence est plus stable au cours des cinq dernières années, affichant des augmentations régulières de 1989 à 1992 et une faible diminution en 1993. Toutefois, le taux de crimes de violence en 1993 (1 079 infractions pour 100 000 personnes) dépasse de 19 % le taux de 908 enregistré en 1989. Ce mouvement à la hausse était en grande partie attribuable aux augmentations du nombre de voies de fait mineures.

La forte augmentation des taux de crimes de violence est peut-être attribuable en partie au fait que les victimes déclarent davantage les crimes dont elles ont été l'objet. Il est probable qu'en raison de la plus faible tolérance à l'égard de la violence familiale et des infractions sexuelles, les crimes autrefois gardés sous silence sont maintenant portés à l'attention de la police. Les deux enquêtes internationales sur la criminalité menées en 1989 et en 1992 semblent appuyer cette conclusion. Bien que les taux de victimisation avec violence déclarés par les victimes elles-mêmes n'aient augmenté que de 2 % entre 1988 et 1991, le taux de crimes de violence déclaré par la police s'est accru de 22 %. En outre, les répondants ont admis que les actes criminels sont davantage signalés à la police.

⁹ See for example, *The Reid Report*, vol. 9 no. 6, June 1994, "Crime and Safety in Canada".

¹⁰ *The Reid Report*, Vol. 9, no. 6, June 1994, "Crime and Safety in Canada".

¹¹ *The Decima Quarterly Report*, Vol. XIII, no. 2, Summer 1992.

⁹ Consulter par exemple *The Reid Report*, Vol. 9, n° 6, juin 1994, «Crime and Safety in Canada».

¹⁰ *Rapport Reid*, Vol. 9, n° 6, juin 1994, «Crime and Safety in Canada».

¹¹ *The Decima Quarterly Report*, Vol. XIII, n° 2, été 1992.

The results of the 1993 General Social Survey indicate that overall victimization rates have not changed as compared with 1988 – that is, essentially the same proportion of the population (24%) experienced at least one instance of criminal victimization in 1993 as in 1988.

Crimes Committed by Strangers

A common indicator of fear of crime is "the proportion of persons feeling unsafe walking alone in their neighbourhood after dark". This kind of fear usually originates out of a concern of being victimized by strangers. However, most violent crimes reported to the police are committed not by strangers, but by persons known to the victim.

According to the 1993 data from the Revised UCR Survey, which includes 32% of the national volume of crime reported to the police, less than one-third (29%) of all violent offenders were strangers to the victim, while spouses or ex-spouses accounted for 18%, followed by casual acquaintances (23%), friends (12%), and relatives (9%). The victim/offender relationship was not reported in 9% of the incidents.

Adult females were mostly victimized by individuals they knew, while male adults were more likely than females to be victimized by strangers. Among adult female victims, 32% were victimized by their spouses or ex-spouses and only 17% by strangers. The remaining fifty percent of female victims were victimized by other relatives or other individuals known to the victim such as friends, acquaintances and co-workers. Among adult male victims, only 3% were victimized by their spouses or ex-spouses and 38% by strangers. The remaining victims were victimized by people known to them, such as relatives, friends and acquaintances.

Homicide data show the same pattern – homicides are far less likely to occur at the hands of a stranger than someone known to the victim. Of the homicides for which an accused was identified in 1993, 15% were committed by strangers, the same as in 1992. More than one-half (51%) were killed by an acquaintance, and one-third (33%) by an immediate family member or relative.

The Seriousness of Violent Crimes

Figure 5 shows the percentage distribution of total violent crimes by type of crime for 1993. As is evident from the table, the most serious form of violent crime, homicide, accounts for only 0.2% of all violent crimes, while robberies account for 10% and sexual assaults constitute 11% of all violent crime. All other violent crimes, including attempted murder,

Les résultats de l'Enquête sociale générale de 1993 indiquent que les taux de victimisation dans l'ensemble n'ont pas changé par rapport à ceux de 1988, c'est-à-dire qu'essentiellement la même proportion de la population (24%) a subi au moins un acte criminel en 1993 comme en 1988.

Crimes commis par des inconnus

Un indicateur commun qui permet de mesurer la peur que suscite la criminalité est «la proportion de personnes qui sentent une insécurité lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier une fois la nuit tombée». Elles éprouvent ce genre de peur habituellement parce qu'elles craignent d'être victimes d'un acte criminel commis par un inconnu. Toutefois, la plupart des crimes de violence signalés à la police sont perpétrés non par des inconnus, mais par des personnes connues de la victime.

Selon les données de 1993 du programme DUC révisé, qui portent sur 32 % des crimes signalés à la police dans tout le pays, moins du tiers (29 %) de tous les délinquants violents n'étaient pas connus de la victime, alors que 18 % étaient des conjoints ou ex-conjoints, suivis des connaissances (23 %), des amis (12 %) et des parents (9 %). Le lien entre la victime et le délinquant n'était pas déclaré dans 9 % des cas.

Les femmes étaient le plus souvent victimes d'un acte criminel commis par une personne qu'elles connaissaient, tandis que les hommes étaient plus susceptibles que les femmes d'être victimes d'un acte criminel commis par un inconnu. Parmi les femmes victimes, 32 % ont subi un acte criminel de la part de leur conjoint ou ex-conjoint et seulement 17 % de la part d'un inconnu. Le reste des femmes victimes (50 %) ont été l'objet d'un crime commis par un autre parent ou une autre personne qu'elles connaissaient, par exemple un ami, une connaissance ou un collègue. Parmi les hommes victimes, seulement 3 % ont subi un acte criminel de la part de leur conjointe ou ex-conjointe et 38 % de la part d'un inconnu. Le reste des victimes ont été l'objet d'un crime commis par une personne qu'elles connaissaient, par exemple un parent, un ami ou une connaissance.

Les données sur les homicides montrent la même tendance. Les homicides sont beaucoup moins susceptibles d'être commis par un inconnu que par une personne connue de la victime. Parmi les homicides pour lesquels un accusé a été identifié en 1993, 15 % ont été commis par un inconnu, soit le même pourcentage qu'en 1992. Plus de la moitié (51 %) des victimes ont été tuées par une connaissance et le tiers (33 %) par un membre de la famille immédiate ou un parent.

Gravité des crimes de violence

La figure 5 montre, pour 1993, la répartition en pourcentage de tous les crimes de violence selon le genre. Comme l'indique le tableau, le crime de violence le plus grave, soit l'homicide, ne figure que pour 0,2 % de tous les crimes de violence, tandis que les vols qualifiés en représentent 10 % et les agressions sexuelles, 11 %. Tous les autres crimes de violence, dont la tentative de meurtre,

abduction, and other sexual offenses (such as sexual relations with under-age persons), account for approximately 2% of all violent crime.

While violent crime is of particular concern to Canadians, it should be noted, from the data in Figure 5, that the large majority (77%) of all violent crimes reported to the police are non-sexual assaults, the great majority of which are classified by the police as being of the least serious kind – Level I. (This crime was at one time referred to as "Common Assault".) For sexual assaults, 96% are classified at the least serious level.

l'enlèvement et les autres infractions sexuelles (p. ex. les relations sexuelles avec un mineur), constituent environ 2 % de tous les crimes de violence.

Les crimes de violence inquiètent particulièrement les Canadiens. Il convient cependant de noter, d'après les données de la figure 5, que la grande majorité (77 %) de tous les crimes de violence signalés à la police sont des voies de fait dont la forte majorité sont considérées par la police comme les moins graves, soit du niveau 1. (Cette infraction était auparavant appelée «voies de fait simples».) Pour ce qui est des agressions sexuelles, 96 % figurent parmi les moins graves.

Figure 5

Violent Crimes by Crime Type, Canada, 1993

	Number – Nombre	%
Homicide – Homicide	630	0.2
Attempted murder – Tentative de meurtre	988	0.3
Sexual assault – Agression sexuelle	34,764	11.2
Other sexual offenses – Autres infractions sexuelles	4,170	1.3
Non-sexual assault – Voies de fait	238,470	76.8
Robbery – Vol qualifié	29,961	9.7
Abduction – Enlèvement	1,204	0.4
Total – Total	310,187	100.0

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS, 1993.

Source: Programme de déclaration uniforme de la criminalité, CCSJ, 1993.

Figure 5

Crimes de violence selon le genre, Canada, 1993

Injuries Sustained in Violent Crimes

While Canadians are particularly concerned about violent crimes involving assaults¹², these crimes do not often result in serious physical injuries to victims.

Data from the Revised UCR Survey in 1993 show that among victims of violent crimes, 6% received major physical injuries (defined as "injuries requiring professional medical attention"), 43% received minor injuries, and 38% reported no physical injuries. The level of injuries was unknown for the remaining 13% of victims.

While most violent crimes do not result in serious physical injuries to victims, it is difficult to estimate the larger impact of crime on victims – the resulting emotional and psychological injuries. Serious psychological injuries may result from a variety of victimization experiences, particularly in cases of sexual assault, or cases where the offender is the spouse or a close acquaintance of the victim.

One of the indicators of psychological trauma experienced by crime victims may be the inability to carry on with normal daily activities following the crime incident. In the 1988 General Social Survey,

Blessures causées par les crimes de violence

Bien que les crimes de violence comportant des voies de fait¹² inquiètent particulièrement les Canadiens, ils causent rarement des blessures physiques graves aux victimes.

Les données du programme DUC révisé de 1993 montrent que parmi les victimes de crimes de violence, 6 % ont subi des blessures physiques graves (définies comme des «blessures qui nécessitent des soins médicaux»), 43 % ont reçu des blessures légères, et 38 % n'ont déclaré aucune blessure physique. La gravité des blessures n'est pas connue pour le reste des victimes (13 %).

Bien que la plupart des crimes de violence n'entraînent pas de blessures physiques graves aux victimes, il est difficile d'évaluer les conséquences plus vastes de la criminalité sur les victimes, c'est-à-dire les blessures émotionnelles et psychologiques qui en résultent. De profondes blessures psychologiques peuvent découler de divers cas de victimisation, particulièrement lorsqu'il s'agit d'une agression sexuelle ou lorsque l'agresseur est le conjoint ou une connaissance proche de la victime.

Un des indicateurs du traumatisme psychologique subi par les victimes d'actes criminels peut être l'incapacité de poursuivre leurs activités quotidiennes normales à la suite de l'incident. Selon l'Enquête sociale générale de 1988, près des

¹² 1988 General Social Survey.

¹² Enquête sociale générale de 1988.

almost two-thirds (62%) of victims of **sexual assault** indicated that they were unable to carry on with their normal activities for at least one day following the incident. Twenty percent said they found it difficult to resume their normal activities 10 days or more following the victimization experience. Among victims of **non-sexual assault**, 21% said they could not carry on with their normal daily activities for at least one day following the incident, while 2% said they found it difficult to carry on their normal activities 10 days or more after the incident. Among victims of **robbery**, 25% experienced some form of incapacitation, and 3% said they could not resume their normal activities 10 days after the robbery. These data suggest that psychological injuries are a common outcome of a victimization experience, and may be particularly severe for victims of sexual assault.

Conclusions

One of the primary objectives of this Juristat was to examine prevalent Canadian perceptions of the phenomenon of crime and to assess these perceptions in light of crime statistics. The rationale for this was to refine the relationship between perception and reality in this important area, and to assist in the public debate by the provision of statistical information.

Data drawn from public attitude surveys show that crime is an issue of concern to Canadians and that their level of concern may be increasing. Data on police-reported crime, as well as national victimization surveys, suggest that there is a tendency to overestimate the frequency and seriousness of violent crime. Public perceptions of increases in crime have been accurate until the recent past – 1993 UCR data show significant declines in property crime and a small decline in the level of violent crime.

There is some evidence, from the General Social Survey, that levels of fear of crime have increased in the Canadian population. However, when one examines the self-reported rates of victimization, as recorded in the GSS survey, it is apparent that overall rates of victimization were similar for 1988 and 1993.

deux tiers (62 %) des victimes d'**agression sexuelle** ont indiqué ne pas avoir été capables d'exercer leurs activités normales au moins une journée après l'incident. Vingt pour cent ont dit qu'il leur a été difficile de reprendre leurs activités normales dix jours ou plus après l'incident. Parmi les victimes de **voies de fait**, 21 % ont dit ne pas avoir été capables de poursuivre leurs activités quotidiennes normales pendant au moins une journée après l'incident, tandis que 2 % ont affirmé avoir éprouvé de la difficulté à continuer leurs activités dix jours ou plus après l'incident. Parmi les victimes de **vol qualifié**, 25 % ont ressenti une certaine incapacité, et 3 % ont déclaré ne pas avoir pu reprendre leurs activités normales 10 jours après le vol. Ces données semblent indiquer que les victimes d'actes criminels subissent souvent des blessures psychologiques, lesquelles peuvent être particulièrement profondes chez les victimes d'agression sexuelle.

Conclusions

Le présent Juristat visait principalement à examiner les perceptions courantes des Canadiens au sujet du problème de la criminalité et à évaluer ces perceptions à la lumière des statistiques sur la criminalité. Le principe de base était de mieux cerner le rapport entre les perceptions et la réalité et de contribuer au débat public en fournissant des renseignements statistiques.

Les données tirées des sondages d'opinion indiquent que la criminalité préoccupe les Canadiens et que leur inquiétude s'accroît peut-être. Les données sur les actes criminels déclarés par la police, ainsi que les enquêtes nationales sur la victimisation, révèlent une tendance à surestimer la fréquence et la gravité des crimes de violence. Jusqu'à un passé récent, le public avait raison de penser que la criminalité avait augmenté; les données DUC de 1993 montrent d'importantes baisses des crimes contre les biens et une faible diminution du niveau de crimes de violence.

Il ressort de l'Enquête sociale générale que les niveaux de crainte d'être victime d'un acte criminel ont augmenté chez les Canadiens. Toutefois, lorsque l'on examine les taux de victimisation déclarés par les victimes dans le cadre de cette enquête, on constate que les taux globaux de victimisation sont demeurés les mêmes pour 1993 en comparaison à l'enquête de 1988.

Methodology

UCR – Uniform Crime Reporting Survey

The Uniform Crime Reporting (UCR) Surveys were developed by Statistics Canada with the cooperation and assistance of the Canadian Association of Chiefs of Police. The aggregate UCR survey became operational in 1962. It covers crime and traffic statistics reported by police agencies in Canada. UCR survey data reflect reported crime that has been substantiated through police investigation.

Currently, there are two levels of detail collected by the UCR Survey:

1. Aggregate UCR Survey – The aggregate-based UCR survey records the number of incidents reported to the police. It includes the number of reported offenses and the number of actual offenses (excluding those unfounded), the number of offenses cleared by charge, the number of adults charged and the number of youths charged, and the gender of persons charged. This survey does not include victim characteristics.

2. Revised UCR Survey – The UCR II micro-data survey captures detailed information on individual criminal incidents reported to the police, including characteristics of victims, accused persons, and the incidents themselves.

The Revised UCR Survey is being progressively implemented in police departments across the country. The Revised UCR Survey data-file for 1993 contains data from some 79 police departments which have begun to collect Revised UCR Survey data and to send it to Statistics Canada. It is not a representative sample of any particular geographic area in Canada and therefore not indicative of any national or provincial or regional trends. It represents 30% of the volume of reported crime data received annually at the CCJS.

Victimization Survey – General Social Survey

Early in 1988 and throughout 1993, Statistics Canada's General Social Survey conducted telephone interviews with approximately 10,000 Canadians aged 15 years and older. Respondents were asked about experiences with crime and the criminal justice system over the previous twelve month period.

In 1988, a survey on personal risk related to criminal victimization was initiated as part of the General Social Survey program. It examined the prevalence and the social and demographic distribution of eight specific types of criminal victimization experiences: sexual assault, robbery, assault, break

Méthodes

Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC)

Le Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) a été conçu par Statistique Canada avec le concours de l'Association canadienne des chefs de police. Le programme DUC agrégé a été inauguré en 1962. Il comporte des statistiques sur les crimes et les infractions aux règlements de la circulation qui sont déclarés par les services de police au Canada. Les données du programme DUC font état des actes criminels signalés qui ont été corroborés par des enquêtes policières.

Actuellement, il existe deux niveaux de détail dans les données recueillies par le programme DUC :

1. Programme DUC agrégé – Le programme DUC fondé sur des données agrégées enregistre le nombre d'affaires déclarées à la police, ce qui comprend le nombre d'infractions signalées et le nombre d'infractions réelles (à l'exclusion des affaires sans fondement), le nombre d'infractions classées par mise en accusation, le nombre d'adultes et le nombre de jeunes contre lesquels on a porté des accusations, ainsi que le sexe des personnes accusées. Ce programme ne comprend pas les caractéristiques des victimes.

2. Programme DUC révisé – Dans le cadre du programme DUC II fondé sur des microdonnées, on recueille des renseignements détaillés sur les affaires criminelles individuelles déclarées à la police, y compris les caractéristiques des victimes, des personnes accusées et des affaires en tant que telles.

Le programme DUC révisé est mis en oeuvre de manière progressive dans les services de police de l'ensemble du pays. Il comporte un fichier pour 1993 qui contient les données qu'environ 79 services de police fournissent à Statistique Canada aux fins de ce programme. L'échantillon n'est pas représentatif d'une région géographique particulière du pays et ne traduit donc aucune tendance nationale, provinciale ou régionale. Il représente 30 % des données que le CCSJ reçoit annuellement sur les crimes signalés.

Enquête sur la victimisation – Enquête sociale générale

Au début de 1988 et tout au long de 1993, l'Enquête sociale générale de Statistique Canada a été menée par téléphone auprès d'environ 10 000 Canadiens âgés de 15 ans et plus. Les répondants étaient interrogés au sujet de leurs expériences concernant les actes criminels et le système de justice pénale au cours des douze mois précédents.

En 1988, dans le cadre de l'Enquête sociale générale, on a mis en oeuvre une enquête sur les risques auxquels est exposée une personne en ce qui a trait aux actes criminels. L'enquête avait pour but d'étudier la prévalence ainsi que la répartition sociale et démographique de huit genres précis de victimisation : agression sexuelle, vol qualifié, voies de fait,

and enter, motor vehicle theft, theft of personal property, theft of household property, and vandalism. This survey also examined the victim's experience of crime, the reasons for not reporting offenses to the police, and Canadians' perceptions of the level of crime around them. This survey was replicated in 1993.

The International Victimization Survey

An International Crime Survey (ICS) was originally suggested in order to provide crime statistics which were more comparable between countries and less biased by differences in formal legal structures and criminal codes. The original ICS was organized in 1989 and collected data in 14 countries. In the majority of countries taking part in the 1989 survey, 2,000 respondents were interviewed by telephone. They were asked about eleven main forms of victimization. Respondents who mentioned that they had experienced one or more of the offenses covered were asked additional questions about: where it had occurred, its material consequences, whether the police were involved, (and if not, why not?), satisfaction with police response, and any victim assistance given. In addition, some basic socio-demographic data were collected. Other questions were asked about: fear of crime, satisfaction with local policing, crime prevention behaviours, and the preferred sentence for a 21-year old recidivist burglar.

Public Opinion Polls

The polling data described in this report come from national telephone surveys conducted with representative samples of Canadian adults. Generally speaking, the results are accurate within plus or minus 3 percentage points, 19 times out of twenty.

Survey results present a "snapshot" of public opinion at a particular point in time. Findings may vary depending on the question wording or the context in which the question is posed to the public. Therefore, the results of individual polls should be treated with caution.

introduction par effraction, vol de véhicules automobiles, vol de biens personnels, vol de biens du ménage et vandalisme. L'enquête portait également sur l'expérience vécue par les victimes d'actes criminels, les raisons qui les amènent à ne pas prévenir la police et dont la façon que les Canadiens perçoivent le niveau de criminalité dans leur quartier. Cette enquête a été répétée en 1993.

Enquête internationale sur la victimisation

Il avait été suggéré à l'origine de tenir une enquête internationale sur la criminalité (EIC) afin de fournir des statistiques sur la criminalité qui soient davantage comparables entre les pays et moins biaisées en raison des différences des codes criminels et des cadres juridiques officiels. La première EIC a été menée en 1989 dans quatorze pays. Dans la plupart des pays ayant participé à l'enquête cette année-là, 2 000 répondants ont été interviewés par téléphone. Ils ont été interrogés sur onze formes principales de victimisation. Ceux qui disaient avoir été victimes d'une ou de plusieurs infractions visées par l'enquête devaient répondre à des questions supplémentaires sur les éléments suivants : lieu de l'affaire, conséquences matérielles, intervention de la police (dans la négative, pour quelles raisons?), satisfaction à l'égard de l'intervention de la police et aide fournie aux victimes. En outre, certaines données sociodémographiques de base ont été recueillies. D'autres questions concernaient la crainte que suscite la criminalité, la satisfaction à l'égard des services de police locaux, les mesures de prévention du crime et la peine devant être infligée à un voleur récidiviste de 21 ans.

Sondages d'opinion

Les données de sondages traitées dans le présent rapport proviennent d'enquêtes téléphoniques nationales menées auprès d'échantillons représentatifs d'adultes canadiens. De façon générale, les résultats sont exacts à plus ou moins trois points de pourcentage dix-neuf fois sur vingt.

Les résultats d'enquête donnent un «aperçu» ponctuel de l'opinion publique. Les résultats peuvent varier en fonction du libellé de la question ou du contexte dans lequel elle a été posée au public. Par conséquent, il faut interpréter avec prudence les résultats des sondages individuels.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1-800-267-6677. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951-9023) ou le numéro sans frais 1-800-387-2231. Pour commander, communiquer avec la Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267-6677. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents

Catalogue 85-002

Vol.13 No.3	Correctional Services in Canada: Highlights for 1991-92 / Les services correctionnels au Canada: faits saillants de 1991-1992
Vol.13 No.4	Street Prostitution in Canada / La prostitution de rue au Canada
Vol.13 No.5	Youth Court Statistics: Highlights 1992-93 / Statistiques des tribunaux de la jeunesse: faits saillants de 1992-1993
Vol.13 No.6	Common Assault in Canada / Les voies de fait simples au Canada
Vol.14 No.1	Correctional Services in Canada: Highlights for 1992-93 / Les services correctionnels au Canada: faits saillants de 1992-1993
Vol.14 No.2	Conditional Release Decision-Making in Canada 1992-93 / Décisions concernant la mise en liberté sous condition au Canada, 1992-1993
Vol.14 No.3	Canadian Crime Statistics, 1992 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1992
Vol.14 No.4	Homicide in Canada, 1992 / L'homicide au Canada, 1992
Vol.14 No.5	Impaired Driving - Canada 1992 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada 1992
Vol.14 No.6	Drug Use and Crime / Consommation de drogues et criminalité
Vol.14 No.7	Criminal Justice Processing of Sexual Assault Cases / L'administration de la justice pénale dans les cas d'agression sexuelle
Vol.14 No.8	Spousal Homicide / Les homicides entre conjoints
Vol.14 No.9	Wife Assault: The findings of a National Survey / Résultats d'une enquête nationale sur l'agression contre la conjointe
Vol.14 No.10	Private Policing in Canada / Rapport sur les services de police privés au Canada
Vol.14 No.11	Youth Custody in Canada, 1992-93 / Le placement sous garde des adolescents au Canada, 1992-1993
Vol.14 No.12	The Winnipeg Family Violence Court / Le tribunal de la violence familiale à Winnipeg
Vol.14 No.13	Trends in Criminal Victimization: 1988-1993 / Tendances en matière de victimisation: 1988-1993.
Vol.14 No.14	Canadian Crime Statistics, 1993 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1993
Vol.14 No.15	Homicide in Canada, 1993 / L'homicide au Canada, 1993
Vol.14 No.16	Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993
Vol.14 No.17	Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Price: Canada: \$5.00 per issue, \$60.00 annually
 United States: US\$6.00 per issue, US\$72.00 annually
 Other Countries: US\$7.00 per issue, US\$84.00 annually
 To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 5 \$ l'exemplaire, 60 \$ par année
 États-Unis : 6 \$ US l'exemplaire, 72 \$ US par année
 Autres pays : 7 \$ US l'exemplaire, 84 \$ US par année
 Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No. 2

Vol.15, N° 2

Risk of Personal and Household Victimization: Canada, 1993

Risque de victimisation des personnes et des ménages : Canada, 1993

by Christine Wright*

par Christine Wright*

Highlights

Faits saillants

- Canadians 15 years and over were victimized by approximately 5.6 million criminal incidents in 1993: 3.1 million of these were crimes against the person and 2.1 million were household crimes. A further .4 million incidents which were not classified as either personal or household victimizations were also reported.
- In most cases, urban dwellers experienced higher crime rates than their rural counterparts. Young (15-24) rural residents, however, were at a higher risk of violent victimizations than the urban young.
- People in households with incomes of less than \$15,000 reported the highest violent victimization rates. Those with the highest incomes had the highest personal theft and household crime victimization rates.
- Overall, separated or divorced Canadians were five times more likely to be victims of violent crimes than those married or living common-law. Females who were separated or divorced had violent victimization rates almost seven times that of married females.

- Les Canadiens de 15 ans et plus ont été victimes d'environ 5,6 millions d'actes criminels en 1993. Parmi ces actes criminels, 3,1 millions étaient des crimes contre la personne, 2,1 millions étaient des crimes contre les ménages et 0,4 million étaient des crimes non classés.
- De façon générale, les habitants des régions urbaines sont plus fréquemment victimes d'actes criminels que les habitants des régions rurales. Chez les jeunes (15-24 ans) des régions rurales, cependant, le risque d'être victimes de crimes avec violence est plus élevé que chez les jeunes des régions urbaines.
- On enregistre le taux le plus élevé de crimes avec violence chez les ménages dont le revenu est inférieur à 15 000 \$. Cependant, pour ce qui est du vol des biens personnels et de l'ensemble des crimes contre les ménages, ce sont ceux qui ont les revenus les plus élevés qui présentent les plus hauts taux de victimisation.
- Dans l'ensemble, les Canadiens séparés ou divorcés étaient cinq fois plus susceptibles d'être victimes de crimes violents que ceux qui étaient mariés ou conjoints de fait. Dans le cas des femmes séparées ou divorcées, le taux de crimes avec violence était de près de sept fois celui des femmes mariées.

* Senior Analyst, Integration and Analysis Program

* Analyste principale, Programme de l'intégration et de l'analyse

January 1995
 ISSN 0715-271X

Janvier 1995
 ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.
 © Minister of Industry, Science and Technology, 1995. All rights reserved.
 No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

- Canadians 15 years and older living in Québec experienced the lowest rates of personal victimization and those in British Columbia the highest (114 vs 180 incidents per 1,000 population). This pattern held for household victimizations as well (150 vs 238 incidents per 1,000 households).
- Those who engage in the highest number of evening activities (30 or more activities) experienced the highest overall victimization rates, while Canadians 15-24 years old who engaged in fewer activities (10-19) reported the highest rates of violent victimization.
- Over a quarter of individuals who consumed illicit drugs during the previous 12 months experienced a personal victimization (26%), compared with less than 10% for those who did not use any illicit substances.
- The rate of household crime is highest for people who live in a semi-detached, row house or duplex compared with an apartment or single dwelling, and for those who rent as opposed to those who own their own dwelling.
- Les Canadiens de 15 ans et plus vivant au Québec présentent le taux le plus faible de victimisation des personnes et ceux de la Colombie-Britannique présentent le taux le plus élevé (114 contre 180 incidents pour 1 000 habitants). Le modèle est le même pour le taux de victimisation des ménages (150 contre 238 incidents pour 1 000 ménages).
- De façon générale, ceux qui participent au plus grand nombre d'activités nocturnes (30 et plus) affichent le taux le plus élevé de victimisation. Cependant, les jeunes Canadiens (15 à 24 ans) qui ont participé à moins d'activités nocturnes (10-19) ont déclaré des taux plus élevés de crimes avec violence.
- Plus du quart des personnes qui faisaient usage de drogues illicites au cours des douze mois précédents ont été victimes de crimes contre la personne (26 %), contre moins de 10 % chez ceux qui n'en faisaient pas usage.
- Le taux de crimes contre les ménages est plus élevé chez ceux qui habitent des maisons jumelées, des maisons en rangée et des duplex que chez ceux qui habitent un appartement ou une maison individuelle; il est aussi plus élevé chez les ménages qui sont locataires que chez ceux qui sont propriétaires.

Introduction

This Juristat is based on the results of the criminal victimization component of the 1993 General Social Survey (GSS). This survey examined the prevalence and the social and demographic distribution of eight specific types of criminal victimization experiences: sexual assault, robbery/attempt, assault, theft of personal property/attempt, break and enter/attempt, motor vehicle/part theft/attempt, theft of household property/attempt and vandalism. The first four crimes listed above are categorized as personal victimizations, with the first three considered as violent crime; household victimizations include the last four. Motor vehicle/part theft includes theft of motor vehicle parts (e.g., stereos, hubcaps, etc.) as well as theft of vehicles.

The GSS also examined victims' experiences with crime, the reasons victims decided to report or not to report offences to the police, and Canadians' perceptions of the level of crime around them. The criminal victimization component of the GSS was initiated in 1988 and was replicated in 1993.

The primary focus of this report is on the risk factors associated with personal and household victimization experiences, and the consequences of the criminal victimizations reported in the 1993 survey.

Introduction

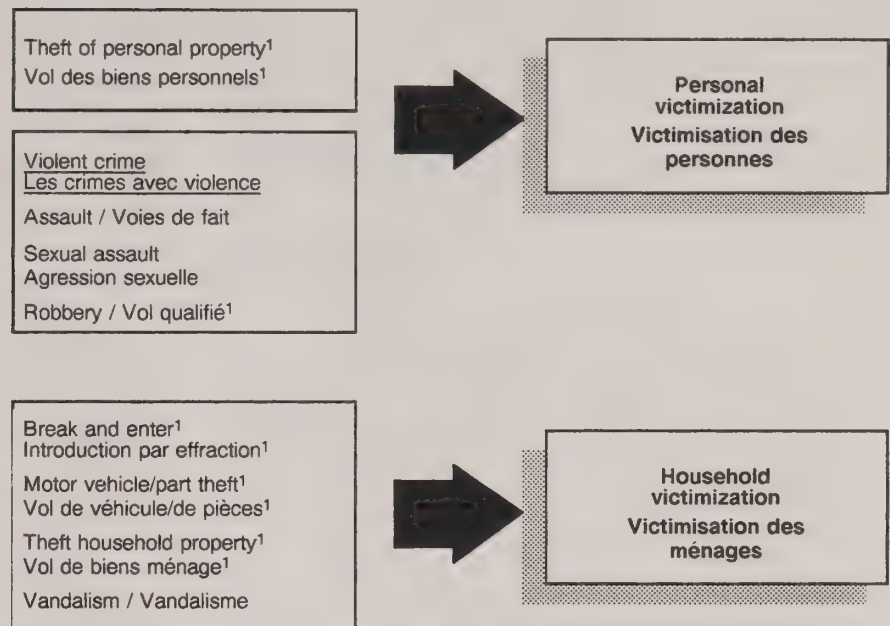
Le présent *Juristat* fait état des résultats de la composante de l'Enquête sociale générale (ESG) de 1993 portant sur la victimisation en rapport avec la criminalité. Cette enquête avait pour objet d'étudier la prévalence ainsi que la répartition sociale et démographique de huit genres précis d'expériences de victimisation : agression sexuelle, vol qualifié/tentative, voies de fait, vol de biens personnels/tentative, introduction par effraction/tentative, vol de véhicule automobile ou de pièces de véhicule/tentative, vol de biens du ménage/tentative et vandalisme. Les quatre premiers crimes énumérés ci-dessus sont classés dans la catégorie des crimes contre la personne, les trois premiers étant considérés comme des crimes avec violence. Les quatre derniers font partie de la catégorie des crimes contre les ménages. Comme il est indiqué, le vol de véhicules automobiles comprend aussi le vol de pièces (p. ex. radio, enjoliveurs, etc.)

L'enquête porte également sur l'expérience vécue par les victimes d'actes criminels, les raisons qui les amènent à prévenir ou non la police et la façon dont les Canadiens perçoivent le niveau de criminalité dans leur quartier. Cette composante de l'ESG a été instaurée en 1988 et a été répétée en 1993.

Le présent rapport a pour but d'examiner les facteurs de risque associés aux expériences de victimisation des personnes et des ménages ainsi que les conséquences de la victimisation rapportées dans l'enquête de 1993.

Crime classification

Classification de crime



¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

Methodology

From February 1993 to December 1993, the GSS conducted telephone interviews with approximately 10,000 Canadians aged 15 years or older. The sample covered the non-institutionalized population of the ten provinces, selected by random digit dialling techniques. Respondents were asked about their experiences with crime and the criminal justice system over the previous 12 month period. On the basis of these interviews, estimates were made of the incidence of the eight specific crimes identified above in the general population 15 and over (approximately 21,644,000 Canadians). Perceptions of risk and attitudes to various components of the justice system were also surveyed.

General Risk of Victimization

Canadians 15 years and over were victimized in approximately 5.6 million criminal incidents in 1993 (Table 1). Fifty-six percent of these incidents involved crimes against persons. Over one-third were violent victimizations (sexual assaults, robberies and assaults) and a further 20% involved the theft of personal property. Thirty-seven percent of the incidents involved crimes against households (break and enters, motor vehicle/part thefts, thefts of household property and vandalism). Seven percent of incidents were not classified as either personal or household.

Méthodes

De février à décembre 1993, l'ESG a été menée par téléphone auprès d'environ 10 000 Canadiens âgés de 15 ans et plus. L'échantillon, sélectionné par système d'appel aléatoire, portait sur l'ensemble de la population hors institution des dix provinces. On demandait aux répondants s'ils avaient été victimes d'actes criminels et s'ils avaient été en contact avec le système de justice pénal au cours des douze mois précédents. D'après les résultats de ces interviews, on a établi des estimations de la fréquence des huit catégories d'actes criminels définies ci-dessus dans l'ensemble de la population de 15 ans et plus (environ 21 644 000 Canadiens) ainsi que de leur incidence sur la perception du risque et sur les attitudes des Canadiens à l'égard de divers éléments du système judiciaire.

Risque général de victimisation

Les Canadiens de 15 ans et plus ont été victimes d'environ 5,6 millions d'actes criminels en 1993 (tableau 1), et 56 % de ces actes étaient des crimes contre la personne. Plus du tiers étaient des crimes avec violence (agression sexuelle, vol qualifié, voies de fait), 20 % étaient des vols de biens personnels, 37 % étaient des crimes contre les ménages (introduction par effraction, vol de véhicule automobile/de pièces, vol de biens du ménage et vandalisme) et 7 % étaient des crimes non classés.

Table 1

Rate of personal victimizations per 1,000 population 15 and over and household victimizations per 1,000 households by type of incident, region and urban/rural residence, Canada, 1993

Tableau 1

Taux de cas de victimisation pour 1 000 habitants âgée de 15 ans et plus et taux de cas de victimisation des ménages pour 1 000 ménages selon le genre de crime, la région du Canada et la région urbaine ou rurale, Canada, 1993

Type of incident Genre de crime	Total Canada Totale	Region Région					Urban/rural residence Région urbaine ou rurale	
		Atlantic Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	B.C. C.-B.	Urban Urbaine	Rural Rurale
		Rate	Rate	Rate	Rate	Rate	Rate	Rate
		Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux
Total Personal Incidents – Total des crimes contre la personne	143	153	114	152	138	180	155	108
Theft personal property – Vol des biens personnels ¹	51	51	48	51	59	45	57	36
Total Violent – Total des crimes avec violence	93	102	65	101	79	134	98	72
Sexual assault – Agression sexuelle	17	--	17	16	--	23	18	14
Robbery – Vol qualifié ¹	9	--	--	13	--	--	9	--
Assault – Voies de fait	67	72	42	72	65	101	72	53
Total Household Incidents – Total des crimes contre les ménages	190	188	150	187	225	238	222	133
Break and Enter – Introduction par effraction ¹	50	--	60	44	45	65	56	40
Motor vehicle/part theft – Vol de véhicule/de pièces ¹	37	--	35	35	40	45	45	--
Theft household property – Vol de biens ménage ¹	48	--	22	54	68	56	56	38
Vandalism – Vandalisme	55	--	34	53	73	72	64	38

-- amount too small to be meaningful.

-- nombres infimes.

¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993 – Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

The rate of personal victimization was 143 incidents per 1,000 Canadians 15 years and over (Table 1). The rate of assault was the highest of all personal offences (67 per 1,000 population) followed by theft of personal property (51 per 1,000 population), sexual assault (17 per 1,000 population), and robbery (9 per 1,000 population).

As can be seen in Table 1, the rate of household victimization was 190 incidents per 1,000 households. Vandalism was highest at 55 per 1,000 households, followed by break and enter (50 per 1,000), theft of household property (48 per 1,000) and theft of a motor vehicle or motor vehicle parts (37 per 1,000).

Le taux de victimisation des personnes s'est établi à 143 actes criminels pour 1 000 Canadiens de 15 ans et plus (tableau 1). Parmi les crimes perpétrés contre la personne, ce sont les voies de fait qui ont la plus forte incidence (67 pour 1 000), suivies des vols de biens personnels (51 pour 1 000), des agressions sexuelles (17 pour 1 000) et des vols qualifiés (9 pour 1 000).

Comme on peut le voir au tableau 1, le taux de victimisation des ménages s'établissait à 190 actes criminels pour 1 000 ménages. Ce sont les actes de vandalisme qui ont la plus forte incidence (55 pour 1 000 ménages), suivis des introductions par effraction (50 pour 1 000), des vols de biens du ménage (48 pour 1 000), et des vols de véhicules automobiles ou de pièces de véhicules (37 pour 1 000).

Personal Victimization

Overall rates of personal victimization are based on the incidence of theft of personal property/attempt, sexual assault, robbery/attempt, and assault in the Canadian population among those 15 years and older. A sub-set of these offences consisting of sexual assault, robbery/attempt, and assault is considered to be violent offences. Consequently, when describing personal victimizations, the differences between personal theft and violent offences are often considered in the analysis.

Risk Factors

Regional Variation

Personal victimization rates can be examined in relation to the five regions in Canada: Atlantic Canada, Québec, Ontario, the Prairies, and British Columbia. Due to operational difficulties, the sample for the GSS survey did not include the population in the territories. As can be seen in Figure 1 and Table 1, Canadians living in Québec experienced the lowest rates of personal victimization (114 per 1,000 population) and those in British Columbia the highest (180 per 1,000). For rates of theft of personal property, the range among the regions is quite small (from 45 - 59 per 1,000) with British Columbia being the lowest and the Prairies the highest. However, there is much more variation when examining violent victimizations; British Columbia recorded a rate over twice that of Québec (134 vs 65 per 1,000). British Columbia was the only region in which the rural personal victimization rate was higher than the urban rate.

Victimisation des personnes

Les taux globaux de victimisation des personnes dans la population canadienne de 15 ans et plus sont basés sur la fréquence des vols de biens personnels/tentatives, des agressions sexuelles, des vols qualifiés/tentatives et des voies de fait. Les sous-catégories agression sexuelle, vol qualifié/tentative et voies de fait sont considérées comme des crimes violents. Par conséquent, lorsqu'il est question de victimisation des personnes, on fait souvent la distinction entre le vol de biens personnels et les autres catégories qui sont des crimes avec violence.

Facteurs de risque

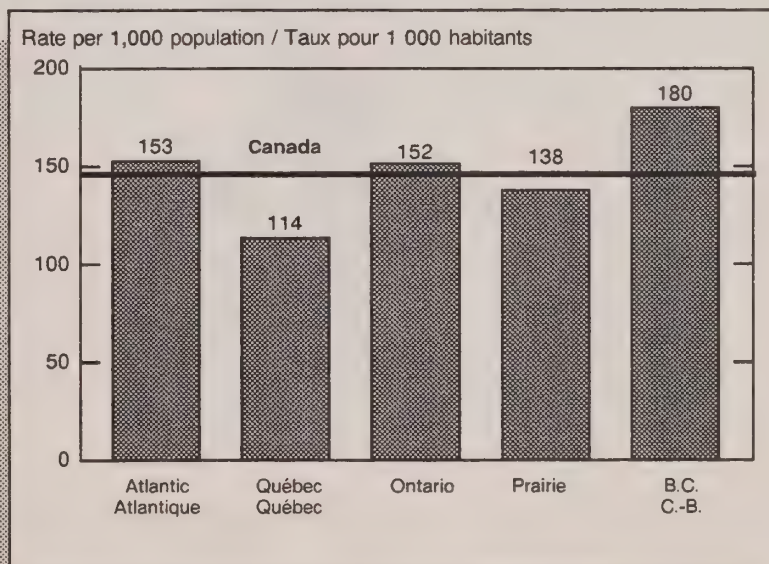
Variation régionale

On peut examiner les taux de victimisation des personnes selon les cinq régions du Canada : la région de l'Atlantique, le Québec, l'Ontario, les Prairies et la Colombie-Britannique. Comme il a déjà été mentionné, les territoires ne font pas partie de l'échantillon de l'ESG pour des raisons de difficultés opérationnelles. D'après les données de la figure 1 et du tableau 1, on trouve le taux le plus faible de victimisation des personnes chez les Canadiens qui vivent au Québec (114 pour 1 000 habitants) et le taux le plus élevé chez ceux qui vivent en Colombie-Britannique (180 pour 1 000). En ce qui concerne les taux de vols de biens personnels, la variation entre les régions est assez faible (de 45 à 59 pour 1 000), le taux le plus faible se trouvant en Colombie-Britannique et le plus élevé, dans les Prairies. Les écarts sont cependant beaucoup plus marqués lorsqu'on examine les crimes avec violence : la Colombie-Britannique a enregistré un taux plus de deux fois plus élevé que celui du Québec (134 contre 65 pour 1 000). La Colombie-Britannique était la seule région où le taux de victimisation des personnes était plus élevé en région rurale qu'en région urbaine.

Figure 1

Rates of personal victimization per 1,000 population by region, Canada, 1993

Taux de victimisation des personnes pour 1 000 habitants selon la région, Canada, 1993



Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

Table 2

Personal victimization rates per 1,000 population 15 and over by type of incident, urban/rural residence, sex and age group, Canada 1993

Tableau 2

Taux de cas de victimisation des personnes pour 1,000 personnes âgées 15 ans et plus, selon la région urbaine ou rurale, le sexe et le groupe d'âge, Canada, 1993

Sex and age group, urban/rural residence Sexe et groupe d'âge, région urbaine ou rurale	Total personal incidents	Theft personal property ¹	Violent victimizations Crimes avec violence			
	Totale de crime contre la personne	Vol de biens personnels ¹	Total violent	Sexual Assault	Robbery ¹	Assault
			Total des crime	Agression sexuelle	Vol qualifié ¹	Voies de fait
	Rate	Rate	Rate	Rate	Rate	Rate
	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux
Both sexes – Les deux sexes						
All age groups – Tous les groupes d'âge	143	51	93	17	9	67
15-24 – 15 à 24 ans	318	93	225	48	23	155
25-44 – 25 à 44 ans	156	61	96	17	9	69
45-64 – 45 à 64 ans	74	29	45	--	--	38
65 and over – 65 ans et plus	--	--	--	--	--	--
Male – Hommes						
All age groups – Tous les groupes d'âge	136	51	84	--	12	68
15-24 – 15 à 24 ans	304	89	215	--	--	172
25-44 – 25 à 44 ans	135	56	78	--	--	62
45-64 – 45 à 64 ans	73	36	38	--	--	33
65 and over – 65 ans et plus	--	--	--	--	--	--
Female – Femmes						
All age groups – Tous les groupes d'âge	151	51	100	29	6	66
15-24 – 15 à 24 ans	333	98	236	85	--	136
25-44 – 25 à 44 ans	178	65	113	31	--	76
45-64 – 45 à 64 ans	74	22	52	--	--	43
65 and over – 65 ans et plus	--	--	--	--	--	--
Urban – Régions urbaines						
Both sexes – Les deux sexes						
All age groups – Tous les groupes d'âge	155	57	98	18	9	72
15-24 – 15 à 24 ans	312	97	215	41	25	149
25-44 – 25 à 44 ans	164	65	99	20	--	72
45-64 – 45 à 64 ans	91	35	56	--	--	48
65 and over – 65 ans et plus	--	--	--	--	--	--
Rural – Régions rurales						
Both sexes – Les deux sexes						
All age groups – Tous les groupes d'âge	108	36	72	14	--	53
15-24 – 15 à 24 ans	319	74	245	--	--	163
25-44 – 25 à 44 ans	101	47	53	--	--	46
45-64 – 45 à 64 ans	--	--	--	--	--	--
65 and over – 65 ans et plus	--	--	--	--	--	--
Not stated – Non déclaré						
Both sexes – Les deux sexes						
All age groups – Tous les groupes d'âge	144	46	98	--	--	62
15-24 – 15 à 24 ans	367	--	259	--	--	180
25-44 – 25 à 44 ans	225	--	166	--	--	98
45-64 – 45 à 64 ans	--	--	--	--	--	--
65 and over – 65 ans et plus	--	--	--	--	--	--

-- amount too small to be meaningful.

-- nombres infimes.

¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993 – Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

Urban/Rural Residence

Table 2 indicates that urban dwellers experienced overall personal victimization rates 44% higher than those who lived in rural areas (155 vs 108 per 1,000). It should be noted here, however, that the focus of this classification is the area of residence of an individual, not where the victimization occurred. If a rural resident is victimized in an urban area, the victimization will be attributed to a rural resident and likewise if an urban resident is victimized in a rural area it will be counted as a crime against an urban resident.

Higher victimization rates for those in urban areas were consistent across all personal crime categories. In fact, there were too few robberies reported by rural residents to make reliable estimates. The differences between urban and rural dwellers were more significant for females than for males. While urban males experienced 24% higher personal victimization rates than rural males, urban females reported rates 47% higher than their rural counterparts. In both types of residential areas, females experienced higher victimization rates than men (See Figure 2). While urban residents have a higher rate of personal victimization than those who live in rural areas overall, young rural residents (15-24) have both a higher rate of personal victimization and violent victimization than the urban young (Table 2).

Régions urbaines et régions rurales

Le tableau 2 indique que le taux global de victimisation des habitants des régions urbaines dépasse de 44 % celui des habitants des régions rurales (155 contre 108 pour 1 000). Il faut cependant noter que cette classification est établie d'après la région de résidence de la victime et non d'après l'endroit où le crime s'est produit. Ainsi, si une personne habitant une région rurale est victime d'un crime dans une région urbaine, la victime sera classée comme habitant une région rurale et inversement, si le crime est commis en région rurale contre un résident d'une région urbaine, il sera classé comme crime contre un habitant d'une région urbaine.

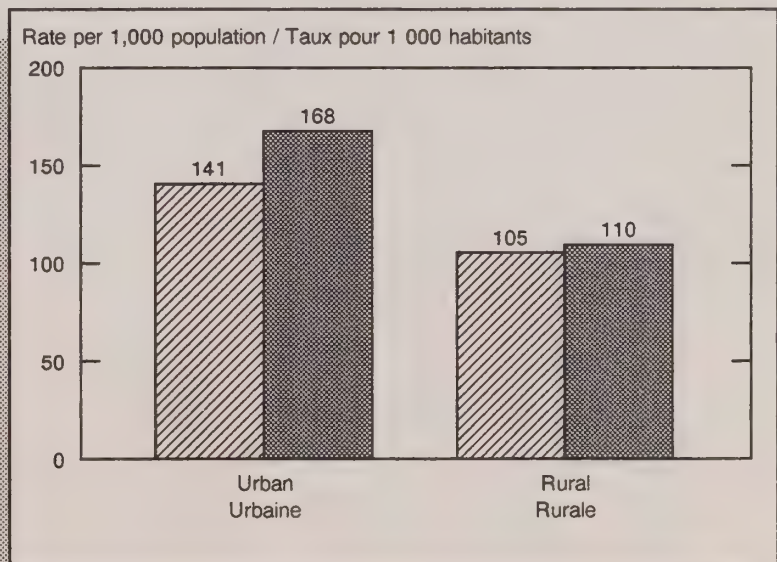
On constate que les taux de victimisation en région urbaine sont plus élevés pour toutes les catégories de crimes contre la personne. Pour ce qui est du vol qualifié, on relève trop peu d'incidents en région rurale pour faire des estimations fiables. Les écarts entre les habitants des régions urbaines et des régions rurales sont plus importants chez les femmes que chez les hommes. Alors que le taux de victimisation des hommes en région urbaine dépasse de 24 % celui des hommes en région rurale, le taux de victimisation des femmes en région urbaine dépasse de 47 % celui des femmes en région rurale. Dans les deux types de régions, cependant, les taux de victimisation demeurent plus élevés chez les femmes que chez les hommes (voir figure 2). Bien que dans l'ensemble, le taux de victimisation soit plus élevé en région urbaine, les jeunes des régions rurales (15-24 ans) présentent des taux plus élevés de crimes contre la personne et de crimes avec violence que les jeunes des régions urbaines (tableau 2).

Figure 2

Personal victimization rates per 1,000 population by sex and urban/rural residence, Canada, 1993

Taux de victimisation des personnes pour 1 000 habitants selon le sexe et la région urbaine ou rurale, Canada, 1993

Male / Hommes
Female / Femmes



Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

Sex and Age

Table 2 illustrates the personal victimization rates by sex, age and urban/rural residence. Overall rates are higher for females (151 per 1,000 population) than for males (136 per 1,000 population). Also, unlike findings from previous research and official police-reported surveys, data from the 1993 GSS show that females face greater risks of criminal violence (100 incidents per 1,000 population) than do men (84 per 1,000 population). While assault rates are very similar for males and females (68 and 66 per 1,000 population respectively), females reported much higher rates of sexual assault (29 per 1,000 population) than did males (too few incidents reported to make reliable estimates). Males, however, reported robbery rates twice those of females (12 vs 6 incidents per 1,000 population respectively).

Rates of personal victimization also vary markedly when age is considered. Canadians between the ages of 15 and 24 reported a personal victimization rate (318 per 1,000 population) twice that of those 25-44 (156 per 1,000 population) and over 4 times that of those 45-64 (74 per 1,000 population). A rate for those 65 and over could not be estimated reliably. These differences become even wider in the case of violent victimizations: the young (15-24) are 5 times more likely to be a victim than those 45-64 (225 vs 45 per 1,000 population).

Household Income

As seen in Table 3, the rates of theft of personal property increase with the level of household income, with the highest being for those over \$60,000. For violent victimizations, however, those living in households with the lowest income experience a personal crime rate which is almost 70% higher than the income group (\$30,000-39,999) with the next highest rate (see Figure 3). This finding is driven primarily by assault rates as the numbers reported for the other categories of violent crime were insufficient to produce reliable estimates by income. Those at the highest household income level (over \$60,000) and those persons with household incomes between \$15-29,999 reported the lowest violent crime rates.

Educational Achievement

Regarding educational achievement (see Table 4), those with some post-secondary education reported the highest levels of personal victimization (189 per 1,000 population). This is true for violent crime (sexual assault, assault, and robbery), however, those with the highest level of education (post-secondary degree or diploma) reported the highest personal theft rate (66 per 1,000 population). There is undoubtedly a positive relationship between the level of education and income. And as indicated above, those with the highest incomes reported the highest rates of theft of personal property.

Sexe et âge

Le tableau 2 illustre les liens qui existent entre les taux de victimisation des personnes et les facteurs sexe, âge et résidence (urbaine ou rurale). Dans l'ensemble, on enregistre des taux de victimisation plus élevés chez les femmes (151 pour 1 000 habitants) que chez les hommes (136 pour 1 000). De plus, contrairement aux résultats de la recherche antérieure et des enquêtes officielles de la police, les données de l'ESG de 1993 indiquent que les risques d'être victimes de crimes avec violence sont plus élevés pour les femmes (100 crimes pour 1 000) que pour les hommes (84 pour 1 000). Alors que les taux de voies de fait sont très semblables chez les hommes et chez les femmes (68 et 66 pour 1 000 respectivement), les taux d'agressions sexuelles déclarées par les femmes sont beaucoup plus élevés (29 pour 1 000) que dans le cas des hommes (trop peu d'incidents déclarés pour faire des estimations fiables). Chez les hommes, cependant, les taux déclarés de vol qualifié sont de deux fois ceux déclarés par les femmes (12 contre 6 incidents pour 1 000).

Les taux de victimisation des personnes varient également beaucoup en fonction de l'âge. Les Canadiens de 15 à 24 ans affichent un taux de victimisation (318 pour 1 000) qui est deux fois plus élevé que celui du groupe des 25-44 ans (156 pour 1 000) et de plus de quatre fois plus élevé que celui des 45-64 ans (74 pour 1 000). Il est impossible d'établir une estimation fiable du taux de victimisation des personnes de 65 ans et plus. Ces écarts deviennent encore plus marqués dans le cas des crimes avec violence: les jeunes (15-24 ans) sont cinq fois plus susceptibles d'en être victimes que les personnes de 45-64 ans (225 contre 45 pour 1 000).

Revenu du ménage

Comme l'indique le tableau 3, les taux de vols de biens personnels augmentent en fonction du niveau de revenu du ménage, les plus élevés se trouvant chez les ménages qui gagnent plus de 60 000 \$. Pour ce qui est des crimes avec violence, cependant, les ménages ayant les revenus les plus faibles sont victimes de crimes contre la personne dans une proportion dépassant de près de 70 % celle de la tranche suivante de revenu (30 000 \$ à 39 999 \$) (voir figure 3). Ce résultat est basé essentiellement sur les taux des voies de fait, car les nombres déclarés pour les autres catégories de crimes avec violence sont insuffisants pour établir des estimations fiables par tranche de revenu. Les taux les plus faibles de crimes avec violence se trouvent chez les ménages gagnant plus de 60 000 \$ et chez ceux dont le revenu se situe entre 15 000 \$ et 29 999 \$.

Niveau de scolarité

En ce qui concerne le niveau de scolarité (voir tableau 4), ce sont les personnes qui ont effectué des études postsecondaires incomplètes qui déclarent les taux les plus élevés de victimisation des personnes (189 pour 1 000 habitants) pour les crimes avec violence (agression sexuelle, voies de fait et vol qualifié). Par contre, on enregistre le taux le plus élevé de vols de biens personnels (66 pour 1 000) chez les personnes qui ont le plus haut niveau de scolarité (grade ou diplôme de niveau postsecondaire). Il existe donc assurément une relation positive entre le niveau de scolarité et le revenu. Comme il est mentionné précédemment, ce sont ceux qui ont les revenus les plus élevés qui déclarent les plus hauts taux de vols de biens personnels.

Table 3

Rate of personal victimizations per 1,000 population 15 and over and household victimizations per 1,000 households by type of incident and household income, Canada, 1993

Type of incident Genre de crime	All income groups Tous les tranches de revenu	Income group – Les tranches de revenu					Unknown Ne sait pas
		< \$15,000	\$15-\$29,999	\$30-39,999	\$40-59,999	\$60,000 +	
	Rate Taux	Rate Taux	Rate Taux	Rate Taux	Rate Taux	Rate Taux	Rate Taux
Total Personal Incidents – Total des crimes contre la personne	143	204	111	152	131	146	144
Theft personal property – Vol des biens personnels ¹	51	49	39	60	49	73	42
Total Violent – Total des crimes avec violence	92	155	72	92	81	72	102
Sexual assault – Agression sexuelle	17	--	--	--	--	--	21
Robbery – Vol qualifié ¹	9	--	--	--	--	--	13
Assault – Voies de fait	67	101	48	73	67	58	68
Total Household Incidents – Total des crimes contre les ménages	190	154	172	239	240	254	129
Break and Enter – Introduction par effraction ¹	50	57	46	77	56	56	30
Motor vehicle/part theft – Vol de véhicule/ de pièces ¹	37	--	--	54	51	42	29
Theft household property – Vol de biens ménage ¹	48	--	44	--	58	75	37
Vandalism – Vandalisme	55	43	51	58	75	81	33

-- amount too small to be meaningful.

-- nombres infimes.

¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993 – Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

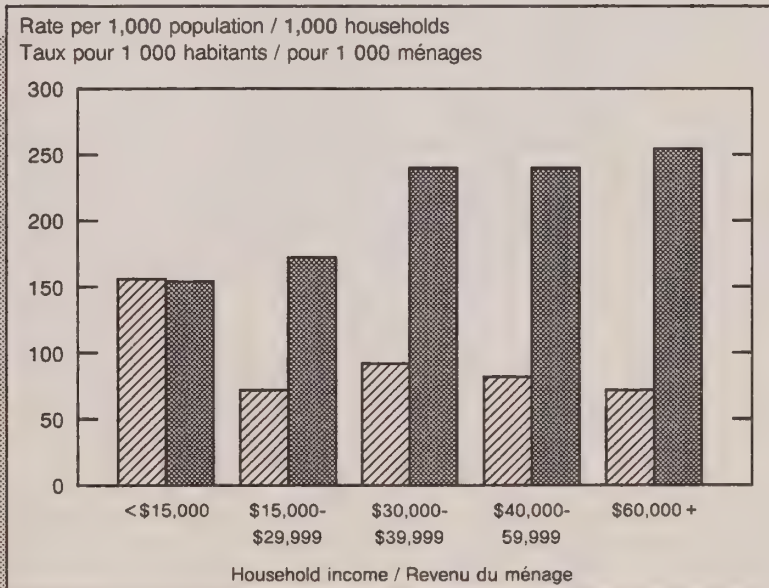
Figure 3

Rates of violent victimization per 1,000 population and household victimization per 1,000 households by household income, Canada, 1993

Taux de crimes avec violence pour 1 000 habitants et taux de victimisation des ménage pour 1 000 ménages, selon le revenu du ménage, Canada, 1993

Violent / Crimes avec violence

Household / Crimes contre les ménages



Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

Table 4

Personal victimization rates per 1,000 population 15 and over by type of incident and education, Canada, 1993

Tableau 4

Taux par 1,000 personnes âgées de 15 ans et plus pour les crimes contre la personne selon la scolarité, Canada, 1993

Education Scolarité	Total population Totale	Total personal incidents	Theft personal property ¹	Violent victimizations – Crimes avec violence			
				Total violent	Sexual Assault	Robbery ¹	Assault
		Totale de crime contre la personne	Vol de biens personnels ¹	Total des crimes avec violence	Agression sexuelle	Vol qualifié ¹	Voies de fait
	Number Nombre	Rate Taux	Rate Taux	Rate Taux	Rate Taux	Rate Taux	Rate Taux
All education levels – Tous les niveaux de scolarité	21,644	143	51	93	17	9	67
Some secondary or less – Études secondaires incomplètes ou moins	6,217	136	40	97	19	13	64
Secondary graduation – Diplôme d'études secondaires certificat des métiers	3,518	123	42	81	--	--	67
Some postsecondary – Études postsecondaires incomplètes	3,383	189	54	135	32	--	93
Postsec. degree or diploma – Grades ou diplôme d'études postsecondaires	7,574	150	66	84	14	--	66
Not stated – Non déclaré	953	--	--	--	--	--	--

-- amount too small to be meaningful.

-- nombres infimes.

¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993 – Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

Marital Status

As can be seen in Table 5, the rates of personal victimization for those who are single (274 per 1,000 population) or separated or divorced (301 per 1,000) are twice the national average (143 per 1,000) and over three times higher than for those who are married (85 per 1,000).

Overall, women are victimized at a higher rate than males (151 vs 136 per 1,000 population). Within the sexes, however, the patterns of victimization vary. While the highest rate of personal victimization for males is for those classified as single (245 per 1,000), the highest rate of personal victimization for females is for those separated or divorced (374 per 1,000).

These differences are most pronounced when violent victimizations are isolated. Separated or divorced Canadians were five times more likely to be victims of violent crimes than those married or living in a common-law relationship. Married males and females experienced identical rates (46 per 1,000 population) of violent victimizations. Females who were separated or divorced, however, had the highest risk of being a victim of violence (307 per 1,000), approximately two and one half times that of separated or divorced males and almost seven times that of married females.

État matrimonial

Comme le montre le tableau 5, les taux de victimisation des personnes célibataires (274 pour 1 000), séparées ou divorcées (301 pour 1 000) sont deux fois plus élevés que la moyenne nationale (143 pour 1 000) et plus de trois fois plus élevés que celui des personnes mariées (85 pour 1 000).

Dans l'ensemble, les taux de victimisation sont plus élevés chez les femmes que chez les hommes (151 contre 136 pour 1 000). Cependant, les modèles de victimisation diffèrent selon les sexes. Chez les hommes, on enregistre les taux les plus élevés pour la catégorie des célibataires (245 pour 1 000), tandis que chez les femmes, ce sont les personnes séparées ou divorcées qui présentent les taux les plus élevés (374 pour 1 000).

Ces différences deviennent encore plus marquées quand on isole les crimes avec violence. Les Canadiens séparés ou divorcés sont cinq fois plus susceptibles d'être victimes de crimes violents que les Canadiens mariés ou conjoints de fait. Les taux de crimes avec violence sont les mêmes pour les hommes et pour les femmes mariés (46 pour 1 000). Ce sont cependant les femmes séparées ou divorcées qui présentent le plus haut risque d'être victimes de violence, l'incidence étant de 307 pour 1 000, soit environ deux fois et demie le taux pour les hommes séparés ou divorcés et près de sept fois celui pour les femmes mariées.

Table 5

Personal victimization rates per 1,000 population 15 and over by type of incident sex and marital status, Canada, 1993

Sex and marital status Sexe et état matrimonial	Total population Totale	Total personal incidents	Theft personal property ¹	Violent victimizations – Crimes avec violence			
		Total de crime contre la personne	Vol de biens personnels ¹	Total violent	Sexual assault	Robbery ¹	Assault
				Total des crimes avec violence	Agression sexuelle	Vol qualifié ¹	Voies de fait
	Number	Rate	Rate	Rate	Rate	Rate	Rate
	Nombre	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux
Male – Hommes							
All marital status – Tous les états matrimoniaux	10,593	136	51	84	--	12	68
Married or common-law – Marié(e) ou partenaire en union libre	6,711	85	39	46	--	--	42
Single – Célibataire	3,105	245	79	166	--	31	123
Widow or widower – Veuf ou veuve	232	--	--	--	--	--	--
Separated or divorced – Séparé(e) ou divorcé(e)	519	187	--	121	--	--	--
Not stated – Non déclaré	--	--	--	--	--	--	--
Female – Femmes							
All marital status – Tous les états matrimoniaux	11,051	151	51	100	29	6	66
Married or common-law – Marié(e) ou partenaire en union libre	6,643	85	39	46	12	--	33
Single – Célibataire	2,477	311	94	217	70	--	134
Widow or widower – Veuf ou veuve	1,028	--	--	--	--	--	--
Separated or divorced – Séparé(e) ou divorcé(e)	820	374	--	307	77	--	200
Not stated – Non déclaré	83	--	--	--	--	--	--

-- amount too small to be meaningful. – nombres infimes.

¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

Source: General Social Survey, 1993. – Enquête sociale générale, 1993.

Month and Time of Day

Overall, 55% of personal victimizations occurred between 6:01p.m. and 6:00a.m. (night), 38% between 6:01a.m. and 6:00p.m. (day), and for 7% of offences the time was unknown (see Table 6). For violent crime, 60% occurred during the night. For personal theft, however, almost equal percentages of victimizations occurred during the day and night (44% and 46% respectively). The time period in which the highest number of violent victimizations was recorded was between 6:01p.m. and 12:00 midnight. For personal theft, the highest percentage of victimizations occurred between noon and 6:00 p.m.

When time of year is examined, it appears that more personal victimizations occur during the summer months (June, July and August) for all categories of personal crime than at any other time of the year (Table 7).

Tableau 5

Taux par 1,000 personnes âgées de 15 ans et plus pour les crimes contre la personne selon le genre de crime le sexe et l'état matrimonial, Canada, 1993

Sex and marital status Sexe et état matrimonial	Total population Totale	Total personal incidents	Theft personal property ¹	Violent victimizations – Crimes avec violence			
		Total de crime contre la personne	Vol de biens personnels ¹	Total violent	Sexual assault	Robbery ¹	Assault
				Total des crimes avec violence	Agression sexuelle	Vol qualifié ¹	Voies de fait
	Number	Rate	Rate	Rate	Rate	Rate	Rate
	Nombre	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux
Male – Hommes							
All marital status – Tous les états matrimoniaux	10,593	136	51	84	--	12	68
Married or common-law – Marié(e) ou partenaire en union libre	6,711	85	39	46	--	--	42
Single – Célibataire	3,105	245	79	166	--	31	123
Widow or widower – Veuf ou veuve	232	--	--	--	--	--	--
Separated or divorced – Séparé(e) ou divorcé(e)	519	187	--	121	--	--	--
Not stated – Non déclaré	--	--	--	--	--	--	--
Female – Femmes							
All marital status – Tous les états matrimoniaux	11,051	151	51	100	29	6	66
Married or common-law – Marié(e) ou partenaire en union libre	6,643	85	39	46	12	--	33
Single – Célibataire	2,477	311	94	217	70	--	134
Widow or widower – Veuf ou veuve	1,028	--	--	--	--	--	--
Separated or divorced – Séparé(e) ou divorcé(e)	820	374	--	307	77	--	200
Not stated – Non déclaré	83	--	--	--	--	--	--

-- amount too small to be meaningful. – nombres infimes.

¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

Source: General Social Survey, 1993. – Enquête sociale générale, 1993.

Mois et heure du jour

Globalement, 55 % des crimes contre les personnes se sont produits pendant la nuit (entre 18 h - 6 h) et 38 % pendant le jour (entre 6 h - 18 h). Pour 7 % des crimes, l'heure était inconnue (voir tableau 6). Pour ce qui est des crimes avec violence, 60 % se sont produits pendant la nuit. Pour les vols de biens personnels, les pourcentages sont presque égaux pendant le jour et pendant la nuit (44 % et 46 % respectivement). La période pendant laquelle on a enregistré le plus grand nombre de crimes avec violence est de 18 h à minuit. Pour les vols de biens personnels, c'est entre midi et 18 h qu'on enregistre le taux le plus élevé.

Quant à la période de l'année, il semble que dans l'ensemble, il se soit produit plus de crimes contre la personne pendant les mois d'été (juin, juillet et août) et ce, pour toutes les catégories de crimes contre la personne (tableau 7).

Tableau 6

Pourcentage de cas de victimisation selon l'heure à laquelle ils ont été commis et le genre d'actes, Canada, 1993

¹ "Total day" includes some incidents which occurred during the day but morning or afternoon was not specified. - Le «total durant le jour» comprend certains crimes qui ont eu lieu durant le jour, sans que l'on précise si c'était le matin ou l'après-midi.
² "Total night" includes some incidents which occurred during the night but whether they occurred in the period before or after midnight was not specified. - Le «total durant la nuit» comprend certains crimes qui ont eu lieu durant la nuit, sans que l'on précise si c'était avant ou après minuit.
³ Includes attempts - Comprend les tentatives.

Source: General Social Survey, 1993. - Enquête sociale générale, 1993.

Tableau 7

Pourcentage de cas de victimisation selon la saison où le crime a été commis et le genre de crime, Canada, 1993

Source: General Social Survey, 1993. – Enquête sociale générale, 1993.

Lifestyle Factors

Evening Activities

Evening activities include all those activities performed by an individual outside or away from the home "at night" and are often linked to a person's income, marital status, and age. For example, people who are single, employed or attending school will have different lifestyles than people with full-time family responsibilities. As a person can be involved in more than one activity per evening (e.g., going to a movie, then a bar), he or she can then report being involved in more than 30 evening activities per month. Table 8 shows numbers and rates of personal victimization by number of evening activities away from the home for both sexes and all age categories. Overall, those involved in the greatest number of evening activities (30 and more) had the highest personal victimization rates (243 per 1,000 population). This is true for both theft of personal property and violent offences for both sexes.

Table 8
Number of personal victimizations and rates per 1,000 population by type of incident, age group and number of evening activities, Canada, 1993

Age group and number of evening activities Groupe d'âge et nombre d'activités nocturnes	Total population Totale	Personal victimizations – Cas de victimisation des personnes					
		Total personal incidents		Theft personal property ¹		Total violent	
		Totale de crime contre la personne		Vol de biens personnels ¹		Total des crimes avec violence	
		Number	Rate	Number	Rate	Number	Rate
		Nombre	Taux	Nombre	Taux	Nombre	Taux
(no. in thousands – nbre en milliers)							
Both sexes – Les deux sexes							
All age groups – Tous les groupes d'âge	21,644	3,104	143	1,102	51	2,002	93
Total evening activities – Total des activités nocturnes	5,001	332	66	101	20	231	46
Less than 10 – Moins de 10	5,097	660	130	227	45	433	85
10-19 – 10 à 19	4,551	586	129	217	48	369	81
20-29 – 20 à 29	6,157	1,495	243	548	89	947	154
30 and more – 30 ou plus	837	--	--	--	--	--	--
Not stated – Non déclaré							
15-24 – 15 à 24							
Total evening activities – Total des activités nocturnes	3,788	1,206	318	354	93	853	225
Less than 10 – Moins de 10	314	--	--	--	--	--	--
10-19 – 10 à 19	585	228	390	--	--	194	332
20-29 – 20 à 29	704	171	242	--	--	128	182
30 and more – 30 ou plus	2,116	754	356	262	124	493	233
Not stated – Non déclaré	68	--	--	--	--	--	--
25-44 – 25 à 44							
Total evening activities – Total des activités nocturnes	9,156	1,432	156	556	61	876	96
Less than 10 – Moins de 10	1,291	163	126	--	--	115	89
10-19 – 10 à 19	2,351	331	141	154	65	177	75
20-29 – 20 à 29	2,412	321	133	131	54	189	79
30 and more – 30 ou plus	2,836	607	214	219	77	387	136
Not stated – Non déclaré	265	--	--	--	--	--	--
45+ – 45 ans et plus							
Total evening activities – Total des activités nocturnes	8,700	466	54	192	22	274	31
Less than 10 – Moins de 10	3,396	119	35	--	--	79	23
10-19 – 10 à 19	2,161	102	47	--	--	63	29
20-29 – 20 à 29	1,435	94	66	--	--	--	--
30 and more – 30 ou plus	1,204	134	112	67	56	67	56
Not stated – Non déclaré	504	--	--	--	--	--	--

-- amount too small to be meaningful. – nombres infimes.

¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

Source: General Social Survey, 1993. – Enquête sociale générale, 1993.

Facteurs liés au mode de vie

Activités nocturnes

Les activités nocturnes comprennent toutes les activités qui ont lieu à l'extérieur de la maison, pendant la soirée. Ces activités sont souvent liées au revenu de la personne, à son état matrimonial et à son âge. Ainsi, le mode de vie d'une personne célibataire, de celle qui travaille ou de celle qui va à l'école n'est pas le même que celui d'une personne qui a des responsabilités familiales à temps plein. Comme une personne peut avoir plus d'une activité le même soir (p. ex. aller au cinéma, ensuite dans un bar), elle peut déclarer avoir participé à plus de 30 activités nocturnes par mois. Le tableau 8 illustre le nombre de cas et le taux de victimisation des personnes selon le nombre d'activités nocturnes, le sexe et le groupe d'âge. Dans l'ensemble, il semble que les personnes qui ont le plus grand nombre d'activités nocturnes (30 et plus) présentent le taux de victimisation le plus élevé (243 pour 1 000 habitants). Cette constatation s'applique à la fois aux vols de biens personnels et aux crimes violents pour les deux sexes.

Tableau 8
Nombre de cas de victimisation des personnes et taux de victimisation par 1,000 personnes selon le genre de crime, le groupe d'âge et le nombre d'activités nocturnes, Canada, 1993

However, when age is considered, an anomalous finding emerges. As was previously mentioned, young Canadians (15-24) reported the highest victimization rates and, as a group, they also reported engaging in the highest number of evening activities. Generally, those who participated in the highest number of evening activities experienced the highest rates of victimization, but for the youngest age category (15-24), those involved in 10-19 evening activities reported the highest rates of violent victimization (390 per 1,000 population).

Alcohol and Drug Consumption

Over a quarter of individuals who reported consuming illicit drugs during the twelve months prior to their being surveyed by the GSS, also experienced a personal victimization (26%), compared to less than 10% of those who did not use any illicit substances (see Table 9). Fifteen percent of those who indicated that they had used illicit drugs over the previous year reported being the victim of an assault, compared to 5% who did not.

Table 9

Percentage of personal victimizations by use of illicit drugs in past twelve months, Canada, 1993

	Total population Totale	Used illicit drugs/ Faisait usage de drogues illicites	Didn't use illicit drugs/ Ne faisait pas usage de drogues illicites	Unknown Inconnu
	no. - nbre		%	
All persons ¹ - Toutes les personnes ¹	21,644	100	100	100
Total personal incidents - Totales des crimes contre la personne	2,155	26	10	--
Assault - Voies de fait	1,041	15	5	--
Total violent - Total des crimes avec violence	1,549	22	6	--
No crime - Aucun crime	16,051	55	77	24

-- amount too small to be meaningful. - nombres infimes.

¹ Numbers in columns will not add to "All persons" as not all subcategories are presented. - Les chiffres des colonnes ne correspondront pas au «total des personnes», car les sous-catégories ne sont pas toutes présentées.

Source: General Social Survey, 1993. - Enquête sociale générale, 1993.

For those victims who experienced a violent crime, approximately one half reported that in "their opinion" the incident was "related to someone else's or their own alcohol or drug use" (see Table 10); 36% said that it was not related to alcohol or drug use. Victims reported that sixty-five percent of robberies, 49% of assaults, and 44% of sexual assaults were related to someone's drug/alcohol use.

Table 10

Personal victimization related to someone's drug/alcohol use, Canada, 1993

Type of incident Genre de crime	Total population Totale	Yes Oui	No Non	Unknown Inconnu
	no. - nbre		%	
Total personal incidents - Totale des crimes contre la personne	3,104	33	29	39
Total violent - Total des crimes avec violence	2,002	14	7	4
Sexual assault - Agression sexuelle	360	44	36	20
Robbery - Vol qualifié ¹	196	65	--	--
Assault - Voies de fait	1,446	49	41	10

-- amount too small to be meaningful. - nombres infimes.

¹ Includes attempts - Comprends les tentatives.

Source: General Social Survey, 1993. - Enquête sociale générale, 1993.

Si on tient compte de l'âge, cependant, on fait une constatation intéressante. Comme il a déjà été mentionné, les jeunes Canadiens (15-24 ans) déclarent les taux les plus élevés de victimisation et, en tant que groupe, ce sont eux qui participent au plus grand nombre d'activités nocturnes. On a constaté que ceux qui ont le plus grand nombre d'activités nocturnes présentent le taux le plus élevé de victimisation, mais dans le cas du groupe des 15-24 ans, ce sont ceux qui participent à 10 à 19 activités nocturnes qui présentent le taux le plus élevé de crimes avec violence (390 pour 1 000).

Consommation d'alcool et usage de drogues

Plus du quart des personnes qui faisaient usage de drogues illicites au cours des douze mois précédents ont été victimes de crimes contre la personne (26 %), contre moins de 10 % chez ceux qui n'en faisaient pas usage (voir tableau 9). Parmi ceux qui faisaient usage de drogues illicites au cours de l'année précédente, 15 % ont été victimes de voies de fait; chez ceux qui ne faisaient pas usage de drogues, cette proportion était de 5 %.

Tableau 9

Pourcentage de cas de victimisation des personnes selon l'usage de drogues illicites au cours des 12 derniers mois et le genre de crime, Canada, 1993

Chez les victimes de crimes avec violence, environ la moitié ont déclaré que «à leur avis», l'incident était lié à la consommation d'alcool ou à l'usage de drogues (voir tableau 10), tandis que 36 % n'établissaient pas cette relation. Selon les déclarations des victimes, 65 % des vols qualifiés, 49 % des voies de fait et 44 % des agressions sexuelles étaient liés à l'usage de drogues ou à la consommation d'alcool.

Tableau 10

Victimisations des personnes liée à l'usage de drogues ou d'alcool, Canada, 1993

As can be seen in Table 11, persons who reported drinking the highest volumes of alcohol (14+ drinks/week) also reported the highest rates of personal victimization (189 per 1,000 population), approximately twice that of non-drinkers (95 per 1,000). When personal victimizations are broken down into personal theft and violent crimes, the patterns vary. For example, while those who consumed less than one drink per week reported the highest levels of personal theft (63 per 1,000), those who consumed 14 or more drinks per week experienced the highest rate of violent crime (136 per 1,000). Non-drinkers and those who drank less than one drink per week reported similarly low rates of violent crime (61 and 76 per 1,000 respectively).

For females, however, those who were occasional drinkers or reported drinking 1-6 drinks per week also reported the highest violent crime rates. Among males, those who reported drinking 14 or more drinks per week experienced the highest violent victimization rate, but non-drinkers had a higher violent rate than occasional drinkers or those who reported drinking 1-6 drinks per week (see Figure 4).

Comme le démontre le tableau 11, ce sont les personnes qui consomment le plus d'alcool (14 consommations et plus par semaine) qui présentent aussi le taux le plus élevé de victimisation, soit 189 pour 1 000 personnes, ce qui représente à peu près le double de celui des non-buveurs, qui est de 95 pour 1 000. Lorsque les crimes contre la personne sont répartis selon les catégories vol de biens personnels et crimes avec violence, les modèles changent. Ainsi, ceux qui prennent moins d'une consommation par semaine affichent le taux le plus élevé de vols de biens personnels (63 pour 1 000), tandis que ceux qui prennent 14 consommations et plus par semaine affichent le taux le plus élevé de crimes avec violence (136 pour 1 000). Les taux de crimes avec violence sont faibles chez les non-buveurs et chez ceux qui prennent moins d'une consommation par semaine (61 et 76 pour 1 000 respectivement).

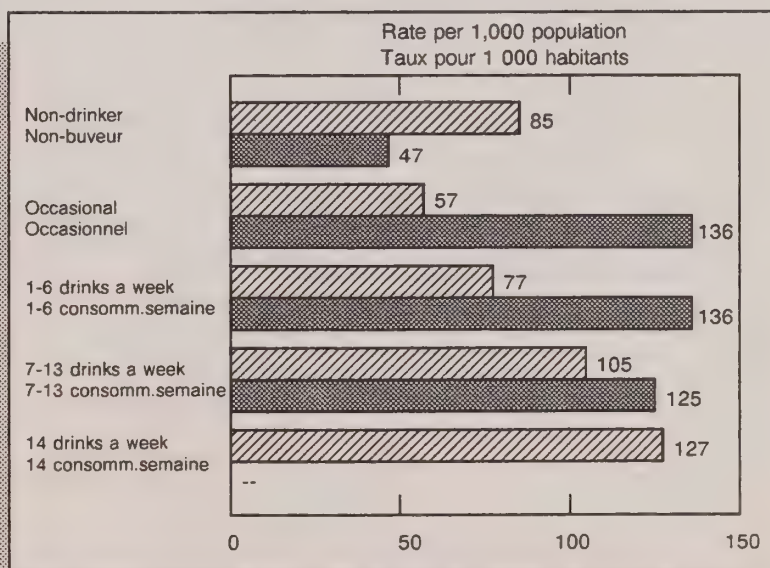
Toutefois, les femmes qui se classent dans la catégorie des buveurs occasionnels ou qui déclarent prendre 1 à 6 consommations par semaine sont celles qui déclarent aussi les taux les plus élevés de crimes avec violence. Chez les hommes, ceux qui déclarent prendre 14 consommations et plus par semaines affichent le taux le plus élevé de victimisation pour ce qui est des crimes avec violence, mais les non-buveurs affichent un taux de crimes avec violence plus élevé que les buveurs occasionnels ou les buveurs qui déclarent prendre 1 à 6 consommations par semaine (voir la figure 4).

Figure 4

Rates of violent victimizations per 1,000 population by sex and type of drinker, Canada, 1993

Taux de crimes avec violence pour 1 000 habitants selon le sexe et le type de buveur, Canada, 1993

▨ Males / Hommes
▤ Females / Femmes



-- amount too small to be meaningful. -- nombres infimes.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

Table 11

Rate of personal victimizations per 1,000 population by type of incident, sex and type of drinker, Canada 1993

Tableau 11

Taux de cas de victimisation des personnes par 1 000 population selon le sexe et le genre de buveur, Canada, 1993

Sex and type of drinker Sexe et genre de buveur	Total population Totale	Total personal incidents Totale de crime contre la personne	Theft personal property ¹ Vol de biens personnels ¹	Total violent incidents Totale des crimes avec violence
	Number Nombre	Rate Taux	Rate Taux	Rate Taux
Both sexes – Les deux sexes				
Total-Type of drinker – Tous les genres de buveurs	21,644	143	51	93
Non-drinker – Non-buveur	5,342	95	34	61
Occasional – Buveur occasionnel	3,518	168	59	109
Total current – Buveurs actuels	11,984	163	57	106
< 1 drink-week – consomm. semaine	1,145	139	63	76
1-6 drinks-week – consomm. semaine	7,510	164	60	104
7-13 drinks-week – consomm. semaine	1,979	158	47	111
14+ drinks-week – consomm. semaine	1,248	189	53	136
Volume unknown – Fréquence inconnue	102	--	--	--
Not stated – Non déclaré	800	--	--	--
Male – Hommes				
Total-Type of drinker – Tous les genres de buveurs	10,593	136	51	84
Non-drinker – Non-buveur	1,976	127	42	85
Occasional – Buveur occasionnel	1,202	127	70	57
Total current – Buveurs actuels	7,028	140	50	90
< 1 drink-week – consomm. semaine	441	187	--	--
1-6 drinks-week – consomm. semaine	4,043	124	47	77
7-13 drinks-week – consomm. semaine	1,405	149	44	105
14+ drinks-week – consomm. semaine	1,066	174	--	127
Volume unknown – Fréquence inconnue	74	--	--	--
Not stated – Non déclaré	387	--	--	--
Female – Femmes				
Total-Type of drinker – Tous les genres de buveurs	11,051	151	51	100
Non-drinker – Non-buveur	3,367	76	29	47
Occasional – Buveur occasionnel	2,316	189	54	136
Total current – Buveurs actuels	4,956	196	67	128
< 1 drink-week – consomm. semaine	705	109	--	--
1-6 drinks-week – consomm. semaine	3,466	211	75	136
7-13 drinks-week – consomm. semaine	574	178	--	125
14+ drinks-week – consomm. semaine	182	--	--	--
Volume unknown – Fréquence inconnue	--	--	--	--
Not stated – Non déclaré	412	--	--	--

-- amount too small to be meaningful. – nombres infimes.

¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

Source: General Social Survey, 1993. – Enquête sociale générale, 1993.

Main Activity

The GSS defined a person's main activity as being one of the following: working at a job or business, looking for work, going to school, keeping house, retired, or something else such as long term illness, maternity/paternity leave etc. As can be seen in Table 12, those who attended school had the highest rate of personal victimization (301 per 1,000 population), almost twice the rate of the next highest group, those working (152 per 1,000). The lowest rate of personal victimizations was experienced by those keeping house (107 per 1,000). This pattern is maintained when personal victimizations are further

Activité principale

L'ESG définit l'activité principale comme étant l'une des suivantes : travailler à un emploi ou à une entreprise, chercher du travail, aller à l'école, tenir maison, être à la retraite ou encore, être en congé prolongé de maladie, de maternité, de paternité, etc. Comme l'indique le tableau 12, ce sont les étudiants qui présentent le taux de victimisation le plus élevé (301 pour 1 000). Ce taux est presque le double du taux du groupe qui suit immédiatement, les personnes qui travaillent (152 pour 1 000). Le taux le plus faible se retrouve chez les personnes qui ont comme activité principale de tenir maison (107 pour 1 000). Ce modèle demeure le même lorsque les crimes contre la personne sont répartis en crimes

broken down by violent crime and personal theft. In the latter crime category, the gap between groups further widens, with those going to school having a rate over 4 times that of those keeping house (101 vs 23 per 1,000).

Table 12

Rate of personal victimizations per 1,000 population by type of incident, and main activity, Canada 1993

Sex and main activity Sexe et activité principale	Total population Totale	Total personal incidents Totale de crime contre la personne	Theft personal property ¹ Vol de biens personnels ¹	Total violent incidents Totale des crimes avec violence
	Number Nombre	Rate Taux	Rate Taux	Rate Taux
All activities – Toutes les activités	21,644	143	51	93
Working at a job or business – Employé(e) ou travailleur(euse) autonome	11,329	152	60	92
Looking for work – A la recherche d'un emploi	875	135	--	91
A student – Étudiant(e)	2,611	301	101	201
Keeping house – Travaux ménagers	2,997	107	23	84
Retired – Retraité(e)	2,624	--	--	--
Other – Autre	381	--	--	--
Not stated – Non déclaré	814	--	--	--

-- amount too small to be meaningful. – nombres infimes.

¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

Source: General Social Survey, 1993. – Enquête sociale générale, 1993.

As was discussed previously, the age group with the highest victimization rates were those between the ages of 15-24. It is not surprising, then, that those going to school also reported the highest victimization rates among all main activities identified in the GSS.

Consequences of Personal Victimization

Main Activity Affected

As a measure of the personal impact of crime, victims were asked if they "found it difficult or impossible to carry out their main activity for all or most of a day following the criminal incident". Survey results show that 16% of victims reported difficulty carrying out their main activity for a period of time following a personal victimization. Not surprisingly, percentages were higher for victims of violent crime than for personal theft (see Table 13). For victims of violent crime, 6% experienced difficulty for one day, 8% for 2-3 days and 10% for 4 days or more.

While 12% of males who experienced a personal victimization found it difficult to perform their main activity "for all or most of a day following a criminal incident", approximately 27% of females found it difficult to do so. The range between the sexes widens in terms of violent victimizations -- 11% of men and a third of female victims of violent crime found it difficult to perform their main activity. Part of this variation is likely due to the differing patterns of criminal victimizations for the two sexes.

violents et vols de biens personnels. Dans la seconde catégorie de crimes, l'écart entre les groupes s'élargit encore, car les étudiants présentent un taux de plus de 4 fois plus élevé que celui des personnes qui tiennent maison (101 contre 23 pour 1 000).

Tableau 12

Taux de cas de victimisation des personnes par 1,000 personnes selon l'activité principale, Canada, 1993

Comme il a déjà été dit, c'est le groupe d'âge des 15-24 ans qui présente le taux de victimisation le plus élevé. Il n'est donc pas étonnant de retrouver chez les étudiants (plutôt que chez les autres groupes définis par l'ESG) les taux de victimisation les plus élevés.

Conséquences de la victimisation des personnes

Activité principale

Pour mesurer les effets du crime sur les personnes, on a demandé aux victimes si elles avaient trouvé difficile ou impossible de poursuivre leur activité principale pendant toute ou presque toute la journée après l'incident. Les résultats de l'enquête indiquent que 16 % des victimes ont déclaré avoir eu de la difficulté à accomplir leur activité principale par suite du crime. Il n'est pas étonnant de constater que les pourcentages sont plus élevés chez les victimes de crimes avec violences que chez les victimes de vol de biens personnels (voir tableau 13). Chez les victimes de crimes violents, 6 % ont éprouvé de la difficulté pendant une journée, 8 % pendant 2 à 3 jours et 10 % pendant 4 jours ou plus.

Chez les hommes qui ont été victimes de crimes, 12 % ont trouvé difficile d'accomplir leur activité principale pendant toute ou presque toute la journée à la suite de l'incident, tandis que chez les femmes, environ 27 % ont eu de la difficulté à le faire. L'écart entre les hommes et les femmes s'élargit lorsqu'il s'agit de crimes avec violence : 11 % des hommes et le tiers des femmes ont trouvé difficile de reprendre leur activité principale. Cette variation est probablement attribuable en partie au fait que les deux sexes affichent des tendances différentes en matière de victimisation.

Table 13

Percentage of criminal victimizations by difficulty carrying out main activity and type of incident, Canada, 1993

Type of incident Genre de crime	Total incidents Totale des crimes	No difficulty Aucune difficulté	Difficulty – Difficulté				Don't know Ne sait pas	
			1 day 1 jour	2 or 3 days 2 ou 3 jours	4 days or more 4 jours ou plus	Not stated Non déclaré		
			Total					
%								
All incidents – Tous les crimes	100	78	16	6	5	6	--	6
Total personal incidents – Total des crimes contre la personne	100	79	20	7	6	7	--	--
Theft personal property – Vol des biens personnels ¹	100	86	14	--	--	--	--	--
Total violent – Total des crimes avec violence	100	75	23	6	8	10	--	--
Sexual assault – Aggression sexuelle	100	70	28	--	--	--	--	--
Robbery – Vol qualifié ¹	100	77	--	--	--	--	--	--
Assault – Voies de fait	100	76	22	5	8	9	--	--
Total household incidents – Total de crimes contre les ménages	100	87	13	5	4	4	--	--
Break and enter – Introduction par effraction ¹	100	82	17	--	--	--	--	--
Motor vehicle/part theft – Vol de véhicule/de pièces ¹	100	86	--	--	--	--	--	--
Theft household property – Vol des biens ménage ¹	100	91	--	--	--	--	--	--
Vandalism – Vandalisme	100	88	12	--	--	--	--	--
Unclassifiable – Inclassé	100	18	--	--	--	--	--	80

-- amount too small to be meaningful. – nombres infimes.

¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

Source: General Social Survey, 1993. – Enquête sociale générale, 1993.

Value of Items Taken and Compensation Received

To determine the scope of economic loss suffered as a consequence of crime, victims were asked to indicate whether anything had actually been stolen or damaged, the value involved, and whether they were able to obtain compensation for stolen or damaged property. The offences included under personal victimization which typically involve the theft of property are robbery/attempt and personal theft/attempt. For 45% of robberies and attempted robberies, there was nothing stolen during the incident (see Table 14). When there was a loss involved, numbers were too small to enable reporting on the breakdown of economic costs.

For personal theft/attempt personal theft, the pattern was somewhat different -- 91% of victims reported that something was actually stolen or damaged (Table 15). Thirty-four percent indicated that the value of goods taken or damaged was less than \$100, while 13% reported that the value of stolen property was between \$100-\$199, 14% between \$200-\$399, 15% between \$400-\$999 and 12% \$1,000 or more. As seen in Table 14, nothing was recovered for 75% of personal theft incidents.

Valeur des biens perdus et indemnisation

Pour déterminer l'ampleur de la perte financière subie par suite du crime, on a demandé aux victimes d'indiquer si des biens avaient été volés ou endommagés, quelle était la valeur de ces biens et si elles avaient pu obtenir un dédommagement. Les crimes contre la personne classés dans la catégorie vol de biens sont le vol qualifié/tentative et le vol de biens personnels/tentative. Dans 45 % des cas de vol qualifié ou de tentative de vol qualifié, aucun bien n'a été volé (voir tableau 14). Dans les cas où une perte était subie, les chiffres étaient trop minimes pour les inscrire dans les différentes catégories.

Pour les cas de vol de biens personnels ou de tentative de vol de biens personnels, le modèle est quelque peu différent : 91 % des victimes ont déclaré que des biens avaient été volés ou endommagés (tableau 15). Parmi elles, 34 % ont indiqué que la valeur des biens volés était de moins de 100 \$, tandis que 13 % ont déclaré une perte se situant entre 100 \$ et 199 \$, 14 % entre 200 \$ et 399 \$, 15 % entre 400 \$ et 999 \$ et 12 % une perte de 1 000 \$ ou plus. Comme on le voit au tableau 14, rien n'a été récupéré dans 75 % des cas de vol de biens personnels.

Table 14

Percentage of criminal victimizations by recovery status of stolen property and type of incident, Canada, 1993

Type of incident Genre de crime	Total incidents Totale des crimes	Nothing stolen Aucun bien volé	Property stolen – Bien volés				Don't know Ne sait pas
			Total stolen Total bien volé	Nothing recovered Aucun bien récupéré	Some or all recovered Biens récupérés en partie ou en entier	Not stated Non déclaré	
			%				
Total incidents – Nombre totale de crimes	100	47	40	33	5	2	3
Total Personal Incidents – Total des crimes contre la personne	100	51	36	29	4	--	13
Theft personal property – Vol des biens personnels ¹	100	9	91	75	12	--	--
Total Violent – Total des crimes avec violence	100	75	--	--	--	--	20
Sexual assault – Agression sexuelle	100	--	--	--	--	--	100
Robbery – Vol qualifié ¹	100	45	--	--	--	--	--
Assault – Voies de fait	100	98	--	--	--	--	--
Total Household Incidents – Total des crimes contre les ménages	100	46	54	45	7	--	--
Break and Enter – Introduction par effraction ¹	100	45	55	46	--	--	--
Motor vehicle/part theft – Vol de véhicule/de pièces ¹	100	24	75	56	15	--	--
Theft household property – Vol de biens ménage ¹	100	--	97	87	--	--	--
Vandalism – Vandalisme	100	100	--	--	--	--	--
Unclassified – Inclassé	100	20	--	--	--	--	79

-- amount too small to be meaningful. – nombres infimes.

¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

Source: General Social Survey, 1993. – Enquête sociale générale, 1993.

Tableau 14

Pourcentage de cas de victimisation selon que les biens volés ont été récupérés ou non et le genre de crime, Canada, 1993

Table 15

Percent of criminal victimizations by economic costs and type of incident, Canada, 1993

Type of incident Genre de crime	Total incidents Totale des crimes	Nothing stolen or damaged Aucun bien volé ou endommagé	Economic costs – Pertes financières						Don't know Ne sait pas
			Total	Less than \$100 Moins de \$100	\$100-199	\$200-399	\$400-999	\$1000 or more \$1000 ou plus	Don't know Ne sait pas
			%						
Total incidents – Nombre totale de crimes	100	38	57	16	7	10	10	10	4
Total Personal Incidents – Total des crimes contre la personne	100	58	42	16	5	7	7	5	--
Theft personal property – Vol des biens personnels ¹	100	--	93	34	13	14	15	12	--
Total Violent – Total des crimes avec violence	100	86	14	5	--	--	--	--	--
Sexual assault – Agression sexuelle	100	100	--	--	--	--	--	--	--
Robbery – Vol qualifié ¹	100	39	61	--	--	--	--	--	--
Assault – Voies de fait	100	89	11	--	--	--	--	--	--
Total Household Incidents – Total des crimes contre les ménages	100	11	89	18	12	16	15	19	8
Break and Enter – Introduction par effraction ¹	100	30	70	--	--	12	--	26	--
Motor vehicle/part theft – Vol de véhicule/de pièces ¹	100	--	88	15	16	--	--	26	--
Theft household property – Vol de biens ménage ¹	100	--	98	30	15	17	18	15	--
Vandalism – Vandalisme	100	--	100	19	11	24	20	13	14
Property victimizations² – Crimes contre la propriété²	100	9	91	24	12	15	15	17	7
Unclassified – Inclassé	100	22	--	--	--	--	--	--	77

-- amount too small to be meaningful. – nombres infimes.

¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

² Includes theft of personal property and household victimizations. – Comprend le vol de biens personnels et les crimes contre les ménages.

Household Victimization

Risk Factors

As with personal victimization, different factors play a role in determining the variable rates of household victimization. The specific crimes examined in this category include break and enter/attempt, motor vehicle/part theft/attempt, theft of household property/attempt, and vandalism.

Regional Variation

British Columbia reported the highest rate of household victimizations (238 per 1,000 households) and Québec the lowest (150 per 1,000) (see Figure 5). For individual crimes, British Columbia recorded the highest rates for break and enter and motor vehicle/part theft (see Table 1). The Prairie region recorded the highest rate for theft of household property (68 per 1,000 households) and was slightly above that of British Columbia for vandalism (73 and 72 incidents per 1,000 households respectively). Québec recorded the lowest rates for all household crimes with the exception of break and enter. Ontario and the Prairie Region had the lowest rates (44 and 45 per 1,000) for this latter crime category.

Victimisation des ménages

Facteurs de risque

Comme dans le cas des crimes contre la personne, les crimes contre les ménages varient en fonction d'un certain nombre de facteurs. Les crimes examinés dans cette catégorie sont l'introduction par effraction/tentative, le vol de véhicule/de pièces automobile/tentative, le vol de biens du ménage/tentative et le vandalisme.

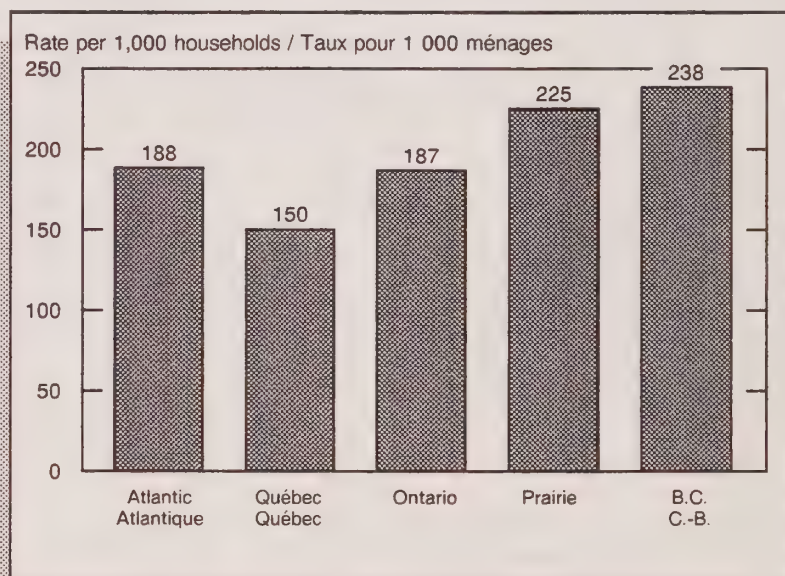
Variation régionale

La Colombie-Britannique a enregistré le plus haut taux de crimes contre les ménages (238 pour 1 000 ménages) et le Québec, le taux le plus bas (150 pour 1 000) (voir figure 5). En ce qui concerne les différentes catégories de crimes, la Colombie-Britannique présente les taux les plus élevés pour l'introduction par effraction et le vol de véhicules automobiles/de pièces (voir tableau 1). La région des Prairies a enregistré le taux le plus élevé de vols de biens du ménage (68 pour 1 000 ménages) et elle se situe légèrement au-dessus de la Colombie-Britannique pour le vandalisme (73 et 72 incidents pour 1 000 ménages respectivement). Le Québec a enregistré les taux les plus faibles pour tous les crimes contre les ménages, sauf pour l'introduction par effraction. Pour ce qui est de cette dernière catégorie, c'est l'Ontario et la région des Prairies qui avaient les taux les plus faibles (44 et 45 pour 1 000).

Figure 5

Rates of household victimization per 1,000 households by region, Canada, 1993

Taux de victimisation des ménages pour 1 000 ménages selon la région, Canada, 1993



Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

Urban/Rural Residence

Households located in urban areas experienced household victimization rates (222 per 1,000 households) two-thirds higher than those in rural areas (133 per 1,000)(see Table 1). For the individual crime categories of break and enter, theft of household property, and vandalism, urban dwellings experienced higher rates by 40%, 47% and 68% respectively (insufficient motor vehicle/part thefts in rural areas were reported to enable reliable estimates).

Household Income

As can be seen in Figure 3, the overall rate of household victimization increased with the household income level; for households with incomes of \$60,000 and over, the rate was 65% higher than the rate for those with incomes of less than \$15,000 (254 vs 154 incidents per 1,000 households respectively) (see Table 3).

For the individual crimes of break and enter and motor vehicle/part theft, however, the pattern shifted somewhat. In these two crime categories, the highest rates occurred in households with incomes in the \$30,000-\$39,999 range.

Dwelling Size, Type and Ownership

As can be seen in Table 16, the rate of household crime increased with the number of persons living in the household. The rate of household incidents for dwellings with 5 or more persons was almost 60% higher than those with only one occupant (246 vs 157 incidents per 1,000 households).

This relationship would appear to be strongest for the crime of theft of household property, where the rate of incidents for households of 5 or more persons was over 200% greater than for households of one person. In comparison, the relationship was weakest for break and enter, where the difference is only 9% higher for dwellings with the highest number of occupants.

People who live in a semi-detached, row house or duplex experienced the highest household crime rates, and those in single detached homes, the lowest (270 vs 184 incidents per 1,000 households). Some variation occurred within the individual crime categories. For example, the highest rates of motor vehicle/part theft were reported by apartment dwellers, while this same category of dwelling reported the lowest rates for theft of household property and vandalism.

The overall household crime rate for those who rented their dwellings was 13% higher than for those who owned their homes (212 vs 187 incidents per 1,000 households). This was a factor more for vehicle/part theft (35% higher for those who rented versus owned) and less so for household theft (9% higher for those who rented).

Régions urbaines et régions rurales

Le taux global de victimisation des ménages dans les régions urbaines dépasse des deux tiers celui dans les régions rurales (222 contre 133 pour 1 000) (voir tableau 1). Pour les catégories introduction par effraction, vol des biens du ménage et vandalisme, les taux en région urbaine sont respectivement de 40 %, 47 % et 68 % supérieurs à ceux des régions rurales (le nombre de vols de véhicules automobiles/pièces déclaré en région rurale est insuffisant pour établir des estimations fiables).

Revenu du ménage

Comme on le voit à la figure 3, le taux global de victimisation des ménages augmente en fonction du revenu du ménage : le taux est de 65 % plus élevé pour les ménages ayant un revenu de 60 000 \$ et plus que pour ceux dont le revenu est de moins de 15 000 \$ (254 contre 154 incidents pour 1 000 ménages) (voir tableau 3).

Dans le cas de l'introduction par effraction et du vol de véhicules automobiles/pièces, cependant, le profil se modifie quelque peu. Pour ces deux catégories de crimes, les taux les plus élevés se trouvent chez les ménages ayant un revenu dans la tranche des 30 000 \$ à 39 999 \$.

Taille du ménage, type d'habitation et propriété

Comme on le voit au tableau 16, le taux des crimes contre les ménages augmente en fonction de la taille des ménages. Chez les ménages de cinq personnes ou plus, le taux est de près de 60 % plus élevé que chez les ménages comptant une seule personne (246 contre 157 incidents pour 1 000 ménages).

Cette corrélation semble la plus forte pour les vols de biens du ménage, dont le taux est de plus de 200 % plus élevé chez les ménages de cinq personnes que chez les ménages d'une personne. Elle est la plus faible pour les introductions par effraction, dont le taux n'est que de 9 % plus élevé chez les ménages de plus grande taille.

Les ménages habitant des maisons jumelées, des maisons en rangée et des duplex présentent le taux le plus élevé de victimisation et ceux qui habitent des maisons individuelles non attenantes, le plus faible (270 contre 184 pour 1 000 ménages). L'incidence varie également en fonction de la catégorie du crime. Ainsi, les ménages vivant en appartement ont déclaré les taux les plus élevés de vols de véhicules automobiles/pièces et en même temps, les taux les plus faibles de vols de biens du ménage et de vandalisme.

Le taux global de crimes contre les ménages était de 13 % plus élevé chez les locataires que chez les propriétaires (212 contre 187 pour 1 000 ménages). Ce facteur semble en corrélation plus forte dans le cas du vol de véhicules automobiles/pièces (35 % plus élevé chez les locataires) et moins forte dans le cas du vol des biens du ménage (9 % plus élevé chez les locataires).

Table 16

Household victimization rates per 1,000 households by type of incident, by household size, then dwelling type then ownership, Canada, 1993

Tableau 16

Taux de cas de victimisation des ménages par 1,000 ménages selon le genre de crime contre les ménages la région urbaine ou rurale et le revenu du ménage, Canada, 1993

Household size then dwelling type then ownership	Total households Nombre total de ménages	Household victimizations – Les crimes contre les ménages				
		Total household incidents	Break and enter ¹	Motor vehicule/ part theft ¹	Theft of household property ¹	Vandalism
		Nombre total de crimes contre les ménages	Introduc- tion par effraction ¹	Vol de véhicule auto- mobile/ de pièces ¹	Vol de biens du ménage ¹	Vandalisme
	Number	Rate	Rate	Rate	Rate	Rate
	Nombre	Taux	Taux	Taux	Taux	Taux
Household Size – Taille du ménage						
All sizes – Toutes les tailles	10,884	190	50	37	48	55
1 person – personne	2,908	157	54	30	27	47
2 persons – personnes	3,492	174	48	34	41	51
3 persons – personnes	1,771	211	46	44	59	63
4 persons – personnes	1,756	226	59	43	63	61
5 or more persons – personnes ou plus	956	246	--	--	91	63
Dwelling Type – Type de logement						
All types – Tous les types	10,884	190	50	37	48	55
Single detached – Maison individuelle	6,221	184	46	33	50	55
Semi-detached, row house, duplex – Maison jumelée, en rangée ou duplex	1,328	270	65	--	82	79
Low – high rise – Immeuble d'appartements	2,556	186	59	46	33	48
Other – Autre	367	215	--	--	--	--
Not stated – Non déclaré	411	--	--	--	--	--
Ownership – Mode d'occupation						
Total – Tous les mondes	10,884	190	50	37	48	55
Owned – Propriétaire	6,657	187	49	34	51	53
Rented – Locataire	3,805	212	57	46	47	62
Not stated – Non déclaré	422	--	--	--	--	--

-- amount too small to be meaningful. – nombres infimes.

¹ Includes attempts – Comprend les tentatives.

Source: General Social Survey, 1993. – Enquête sociale générale, 1993.

Month and Time of Occurrence

As seen in Table 6, almost two-thirds of all household victimizations occurred between 6:01 p.m. and 6:00 a.m. (during the night). Because the occupants of a dwelling are typically not home during the offence, a higher percentage of break and enters were committed between 6:01 a.m. and 6:00 p.m. (during the day) than any other household crime category (31%). Over three-quarters of motor vehicle/part thefts were committed during the night (76%), with the highest proportion being stolen between midnight and 6:00 a.m.

As with personal victimization, the highest percentages of household crime occurred during the summer months (31%) (see Table 7). This was true for all the individual crimes included under household crime as well. Almost 150% more household thefts

Mois et heure

Comme on le voit au tableau 6, près des deux tiers des crimes contre les ménages se produisent pendant la nuit. Dans le cas de l'introduction par effraction, toutefois, l'incidence de ce crime pendant la journée est plus élevée (31 %) que pour les autres catégories de crimes, ce qui s'explique par le fait que les occupants sont nécessairement absents de la maison au moment du délit. Plus des trois quarts des vols de véhicules automobiles se commettent pendant la nuit (76 %), la plus forte proportion se situant entre minuit et 6 heures.

Comme dans le cas de la victimisation des personnes, on enregistre les plus forts pourcentages (31 %) de crimes contre les ménages pendant les mois d'été (voir tableau 7). Ceci s'applique à toutes les catégories de crimes contre les ménages. On a observé près de 150 % plus de vols de biens

occurred in the summer months than in the winter (37% vs 15%). The lowest amount of variation occurred in the theft of motor vehicles/parts -- from a high of 28% in the summer to a low of 23% in both the fall and spring; 24% of all vehicles were stolen in the winter.

Consequences of Household Victimization

Value of Items Taken and Compensation Received

As seen in Table 15, in approximately 90% of household incidents there was some property stolen or damaged. Of these, 18% involved a loss of less than \$100, 12% between \$100-199, 16% between \$200-399, 15% between \$400-999, and 19% involving \$1000 or more. In 26% of both break and enters and motor vehicle/part thefts, the economic cost of the stolen property was over \$1000.

Table 14 shows the recovery status of stolen property. As indicated, there was nothing actually stolen in 46% of incidents and nothing recovered for a further 45% of household crimes. This is elevated to 87% for theft of household property and 56% for theft of motor vehicles/parts. Overall, only in 7% of household incidents where property was stolen was there any recovery. For theft of motor vehicles and/or motor vehicle parts, 15% were recovered.

Main activity affected

For 13% of household incidents, the victims reported difficulty in carrying out their main activity, 5% for one day following the incident, 4% for 2-3 days and 4% for more than four days. This percentage is elevated to 17% for victims of break and enter (see Table 13).

Conclusion

This report looked specifically at risk factors associated with personal and household victimizations which occurred in Canada in 1993. The results suggest that females, young persons, urban dwellers, and those women who are separated or divorced experienced higher crime rates than other groups in the population. Also, it is interesting to note that rural young people are more susceptible to violent crime than their urban counterparts and it generally confirms that those who engage in more evening activities and consume more alcohol or drugs are at higher risk. Once again, however, the 15-24 age group does not follow the general trend, having higher levels of victimization at lower levels of activity.

du ménage pendant les mois d'été que pendant l'hiver (37 % contre 15 %). Ce sont les vols de véhicules automobiles qui présentent la plus faible variation : 28 % en été, 23 % au printemps et à l'automne et 24 % en hiver.

Conséquences de la victimisation des ménages

Valeur des biens volés et indemnisation

Comme on le voit au tableau 15, dans environ 90 % des crimes contre les ménages, des biens ont été volés ou endommagés. Dans 18 % de ces cas, la perte est de moins de 100 \$, dans 12 % des cas, elle est de 100 \$ à 199 \$, dans 16 % des cas, de 200 \$ à 399 \$, dans 15 % des cas, de 400 \$ à 999 \$ et dans 19 % des cas, de 1 000 \$ ou plus. Dans 26 % des cas d'introduction par effraction et de vol de véhicule automobile/pièces, la perte subie est de plus de 1 000 \$.

Le tableau 14 illustre dans quelle mesure les biens volés ont été récupérés. Comme on peut le constater, dans 46 % des crimes contre les ménages, rien n'a été volé. Dans 45 % des cas, il n'y a eu aucun recouvrement. Ce dernier pourcentage s'élève à 87 % pour les vols de biens du ménage et à 56 % pour les vols de véhicules automobiles. Dans l'ensemble, ce n'est que dans 7 % des cas que les biens volés ont été recouvrés. Pour ce qui est des véhicules automobiles et des pièces de véhicules, il y a eu recouvrement dans une proportion de 15 %.

Activité principale

Dans 13 % des cas de crimes contre les ménages, les victimes ont déclaré avoir eu de la difficulté à poursuivre leur activité principale à la suite de l'incident : 5 % pendant une journée, 4 % pendant deux ou trois jours et 4 % pendant plus de quatre jours. Ce pourcentage s'élève à 17 % pour les victimes d'introduction par effraction (voir tableau 13).

Conclusion

Le présent rapport examine en particulier les facteurs de risque associés aux crimes commis en 1993 contre les personnes et contre les ménages. Les résultats indiquent que les femmes, les jeunes, les habitants des régions urbaines et les femmes séparées ou divorcées ont enregistré des taux de crimes plus élevés que les autres groupes de la population. De même, il est intéressant de noter que De même, il est intéressant de noter que les jeunes vivant en région rurale sont plus susceptibles d'être victimes de crimes avec violence que ceux des régions urbaines. L'enquête confirme aussi que de façon générale, ceux qui participent à plus d'activités nocturnes et qui consomment plus d'alcool présentent des risques plus élevés. Ici encore, cependant, on constate que le groupe des 15-24 ans ne suit pas la tendance générale, c'est-à-dire qu'il présente des taux plus élevés de victimisation à des niveaux inférieurs d'activité.

The analysis in this report has been preliminary -- victimization rates were examined in relation to one or perhaps two characteristics of the victim or household. The objective of this analysis was to be suggestive, that is to identify major trends in the data. No attempt was made in this report to use more sophisticated multi-variate approaches to examine the relationship between these variables and the characteristics of the victims. This more complex analysis is beyond the scope of the present report, but the data are available to the public for such examination.

It is hoped that this report, in conjunction with other sources of information on crime in Canadian society, will help put criminal victimization experiences in a clearer context. It is important that people base decisions about their personal safety and public policy on the best possible picture of the dangers and consequences of crime.

L'analyse faite ici était préliminaire. Elle a porté sur les taux de victimisation par rapport à une ou deux caractéristiques des victimes ou des ménages. Elle se voulait suggestive, c'est-à-dire qu'elle visait à définir les principales tendances qui se dégagent des données. On n'a pas tenté d'utiliser des méthodes d'analyse multidimensionnelle plus avancées pour examiner le rapport entre ces variables et les caractéristiques des victimes. Cette analyse plus complexe dépasserait le cadre du présent rapport. Toutefois, le public a accès aux données s'il veut faire un tel examen.

Il est cependant à espérer que le présent rapport, concurremment avec d'autres sources d'information sur le crime dans la société canadienne, permettra de mieux situer en contexte les expériences de victimisation. Les décisions des Canadiens concernant leur sécurité personnelle et celles qui dirigent la politique gouvernementale doivent être éclairées par la meilleure information possible sur les dangers et les conséquences du crime.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call **Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1-800-267-6677**. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951-9023) ou le numéro sans frais 1-800-387-2231. Pour commander, communiquer avec la **Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267-6677**. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

- | | |
|--------------|---|
| Vol.13 No.3 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1991-92 / Les services correctionnels au Canada: faits saillants de 1991-1992 |
| Vol.13 No.4 | Street Prostitution in Canada / La prostitution de rue au Canada |
| Vol.13 No.5 | Youth Court Statistics: Highlights 1992-93 / Statistiques des tribunaux de la jeunesse: faits saillants de 1992-1993 |
| Vol.13 No.6 | Common Assault in Canada / Les voies de fait simples au Canada |
| Vol.14 No.1 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1992-93 / Les services correctionnels au Canada: faits saillants de 1992-1993 |
| Vol.14 No.2 | Conditional Release Decision-Making in Canada 1992-93 / Décisions concernant la mise en liberté sous condition au Canada, 1992-1993 |
| Vol.14 No.3 | Canadian Crime Statistics, 1992 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1992 |
| Vol.14 No.4 | Homicide in Canada, 1992 / L'homicide au Canada, 1992 |
| Vol.14 No.5 | Impaired Driving - Canada 1992 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada 1992 |
| Vol.14 No.6 | Drug Use and Crime / Consommation de drogues et criminalité |
| Vol.14 No.7 | Criminal Justice Processing of Sexual Assault Cases / L'administration de la justice pénale dans les cas d'agression sexuelle |
| Vol.14 No.8 | Spousal Homicide / Les homicides entre conjoints |
| Vol.14 No.9 | Wife Assault: The findings of a National Survey / Résultats d'une enquête nationale sur l'agression contre la conjointe |
| Vol.14 No.10 | Private Policing in Canada / Rapport sur les services de police privés au Canada |
| Vol.14 No.11 | Youth Custody in Canada, 1992-93 / Le placement sous garde des adolescents au Canada, 1992-1993 |
| Vol.14 No.12 | The Winnipeg Family Violence Court / Le tribunal de la violence familiale à Winnipeg |
| Vol.14 No.13 | Trends in Criminal Victimization: 1988-1993 / Tendances en matière de victimisation: 1988-1993. |
| Vol.14 No.14 | Canadian Crime Statistics, 1993 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1993 |
| Vol.14 No.15 | Homicide in Canada, 1993 / L'homicide au Canada, 1993 |
| Vol.14 No.16 | Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993 |
| Vol.14 No.17 | Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada |
| Vol.15 No. 1 | Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Price: Canada: \$5.00 per issue, \$60.00 annually
United States: US\$6.00 per issue, US\$72.00 annually
Other Countries: US\$7.00 per issue, US\$84.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 5 \$ l'exemplaire, 60 \$ par année
États-Unis : 6 \$ US l'exemplaire, 72 \$ US par année
Autres pays : 7 \$ US l'exemplaire, 84 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No. 3

Youth Court Statistics 1993-94 Highlights

by Paul de Souza¹

Highlights

- In 1993-94, there were 116,000 cases, representing 213,000 charges, processed in the youth courts of Canada. Relative to 1992-93, the youth court caseload remained virtually unchanged in 1993-94. Approximately 8 out of 10 youths were male and one-half of the youth court caseload involved 16 and 17 year old youths.
- The most common cases appearing in youth courts involved theft under \$1,000 (17%), break and enter (14%), offences against the *Young Offenders Act* (YOA) (10%), minor assault (9%), and failure to appear/comply (9%).
- Since 1992-93, the number of property cases has decreased by 5% while the numbers of cases in all other offence categories have either increased or remained near the same level. The number of cases involving violence has increased by 8%. The majority of this increase, about two-thirds, is due to the increase in minor assault cases, which increased by 12% over the last year.

¹ Analyst, Youth Court Survey, Courts Program.

January 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.
© Minister of Industry, Science and Technology, 1995. All rights reserved.
No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Vol.15, N° 3

Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994

par Paul de Souza¹

Faits saillants

- En 1993-1994, 116,000 causes représentant 213,000 accusations ont été traitées par les tribunaux de la jeunesse au Canada. Par rapport à 1992-1993, le nombre de causes devant ces tribunaux est demeuré pratiquement inchangé en 1993-1994. Environ 8 adolescents sur 10 étaient du sexe masculin, et la moitié de toutes les causes avaient trait à des adolescents âgés de 16 et de 17 ans.
- Les causes les plus fréquentes concernaient le vol de moins de \$1,000 (17%), l'introduction par effraction (14%), les infractions à la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC) (10%), les voies de fait mineures (9%), et le défaut de comparaître ou de se conformer à une décision (9%).
- Depuis 1992-1993, le nombre de causes comportant des infractions contre les biens de propriété a diminué de 5%, tandis que le nombre de causes pour les autres catégories d'infractions a augmenté ou est demeuré au même niveau. Le nombre de causes comportant des infractions violentes s'est accru de 8%. La majeure partie de cette hausse, soit environ les deux tiers, est attribuable à l'augmentation des causes comportant des voies de fait mineures, lesquelles ont progressé de 12% par rapport à l'année précédente.

¹ Analyste, Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, Programme des tribunaux.

Janvier 1995
ISSN 0715-271X

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

- In 1993-94, 78,000 or two-thirds of cases heard in youth courts resulted in findings of guilt. Proceedings were stayed or withdrawn in 28% of cases, and another 4% resulted in findings of not guilty or dismissal. There were 94 cases transferred to adult court.
- Probation was the most significant disposition in 39% of cases. In other cases, the most significant dispositions were open custody in 19% of cases, secure custody in 14%, community service orders in 13%, and fines in 7%.
- The median sentence length for a probation disposition was 1 year.
- In 1993-94, 24% of cases with a secure or open custody disposition involved sentences of less than one month; a further 48% involved a sentence of 1 to 3 months, 18% involved a sentence of 4 to 6 months, and 10% were sentenced to more than 6 months in custody.
- En 1993-1994, 78,000 causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse (soit les deux tiers) se sont soldées par un verdict de culpabilité. Les procédures ont été suspendues ou retirées dans 28% des causes. Un verdict de non-culpabilité a été rendu ou les accusations ont été rejetées dans 4% des causes. On a dénombré 94 causes qui ont été transférées à un tribunal pour adultes.
- Dans 39% des causes se soldant par un verdict de culpabilité, la décision la plus importante prise par le tribunal de la jeunesse était la probation. Dans d'autres causes, les décisions les plus sévères étaient le placement sous garde en milieu ouvert (19%), le placement sous garde en milieu fermé (14%), l'ordonnance de travaux communautaires (13%), et l'imposition d'une amende (7%).
- La durée médiane de la sentence pour une décision de probation était de un an.
- En 1993-1994, dans 24% des causes, les adolescents qui ont été condamnés à une peine comportant la garde en milieu fermé ou en milieu ouvert se sont vu imposer une peine de moins de un mois, dans 48% des causes, une peine de un à trois mois, dans 18% des causes, une peine de quatre à six mois, et dans 10% des causes, une peine de plus de six mois.

Introduction

This Juristat summarizes the activity of youth courts in Canada for the 1993-94 fiscal year (April to March). Highlights are presented from the annual Youth Court Statistics report, including a summary of youth court caseload in 1993-94, and information on accused characteristics and case outcomes. Recent trends in the data are also examined.

The analysis is based on Youth Court Survey (YCS) data collected by the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) in collaboration with provincial and territorial government departments responsible for youth courts. The YCS collects data from youth courts on persons aged 12 to 17 appearing on federal statute offences. Federal statute offences in this report include *Criminal Code* offences, drug offences, the *Young Offenders Act* (YOA), and other federal statute offences.

The unit of analysis is the case, which is defined by the YCS as one or more charges laid against a young person, presented in a youth court on the same date. Case counts are categorized by principal

Introduction

Dans le présent bulletin Juristat, on résume l'activité des tribunaux de la jeunesse au Canada au cours de l'exercice financier allant d'avril 1993 à mars 1994. On présente les faits saillants du rapport annuel des *Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse*, y compris un résumé du nombre de causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse en 1993-1994 et des renseignements au sujet des caractéristiques des accusés et de l'aboutissement des causes. On examine également les tendances récentes qui se dégagent des données.

L'analyse est basée sur les données provenant de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ) recueillies par le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) en collaboration avec les ministères provinciaux et territoriaux responsables des tribunaux de la jeunesse. L'ETJ recueille des données provenant des tribunaux de la jeunesse sur l'ensemble des adolescents âgés de 12 à 17 ans comparissant devant les tribunaux de la jeunesse relativement à des infractions aux lois fédérales. Dans le présent rapport, les infractions aux lois fédérales comprennent les infractions relatives au *Code criminel*, aux drogues et aux autres lois fédérales, y compris à la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC).

L'unité d'analyse est la cause, définie par l'ETJ comme étant un ou plusieurs chefs d'accusation portés contre une jeune personne, et entendue devant un tribunal de la jeunesse à la même date. Les causes sont classées en

charge, most significant decision and most significant disposition.² Consequently, less serious charges, decisions and dispositions are under-represented.

The YCS collects data from all youth courts in Canada. As of the 1992-93 reporting year, all provinces/territories reported complete coverage to the YCS.

Overview of cases heard in youth court

In 1993-94, 115,949 cases were heard in youth courts involving 212,906 federal statute charges. Relative to 1992-93, the youth court caseload remained virtually unchanged in 1993-94. As in previous years, there was an average of 2 charges per case.

Excluding Ontario and Northwest Territories³, there has been a 25% increase in the youth court caseload since 1986-87. Much of this caseload increase was due to administrative offences, those against the administration of justice under the YOA and under the *Criminal Code*. Excluding these offences, the number of cases heard has increased by 7% over 1986-87; the youth population increased 3% during the same period.

Among all the jurisdictions, three provinces recorded decreased caseloads since 1992-93. They were Newfoundland (-17%), British Columbia (-13%) and Alberta (-3%). Both territories and three provinces recorded increased caseload: Yukon (26%); Northwest Territories (13%); New Brunswick (18%); Manitoba (9%); and Ontario (4%). The other four provinces remained near the same caseload levels in both years.

² According to the YCS, the determination of principal charge is by the ordering of charges from most to least serious. Violent charges are given first priority in the selection process, followed by drug and narcotic offences, property offences, other *Criminal Code* offences, offences under the *Young Offenders Act*, and other federal statute offences. Offences are further ranked within these offence categories.

Since a case with more than one charge may have more than one type of decision, the "most significant decision" has been selected for analysis on the basis of the following order from most to least serious: transfer to adult court; guilty; other decision (e.g., not fit to stand trial); stay of proceedings, charge withdrawn, or transfer to other jurisdiction; and not guilty or charge dismissed.

The most significant disposition is determined by the effect the disposition has on the young person. Dispositions are ordered from most to least serious as follows: secure custody, detention for treatment, open custody, probation, fine, compensation, pay purchaser, compensation in kind, community service order, restitution, prohibition/seizure/forfeiture, other disposition, and absolute discharge.

³ Data from Ontario and the Northwest Territories were not available for 1986-87. Subsequently, all trend analyses involving the base year 1986-87 are made excluding these jurisdictions.

fonction de l'infraction la plus sérieuse et de la décision la plus importante². Les infractions moins sérieuses et les décisions moins sévères sont donc sousreprésentées.

L'ETJ recueille des données auprès de tous les tribunaux de la jeunesse au Canada. Depuis l'année 1992-1993, l'ensemble des provinces et des territoires ont fourni des données complètes dans le cadre de l'ETJ.

Aperçu des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse

En 1993-1994, les tribunaux de la jeunesse ont entendu 115,949 causes comportant 212,906 infractions aux lois fédérales. Par rapport à 1992-1993, le nombre de causes devant les tribunaux de la jeunesse est demeuré fixe en 1993-1994. Comme lors des années précédentes, le nombre moyen d'accusations par cause était égal à 2.

À l'exclusion de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest³, il y a eu une augmentation de 25% dans le nombre de causes devant les tribunaux de la jeunesse depuis 1986-1987. Une bonne part de cette augmentation est attribuable aux infractions administratives, lesquelles comprennent toutes les infractions contre l'administration de la justice en vertu de la *LJC* et du *Code criminel*. En faisant abstraction de ces infractions, on s'aperçoit que le nombre de causes entendues a augmenté de 7% depuis 1986-1987; la population des jeunes a augmenté de 3% durant cette même période.

Depuis 1992-1993, parmi les secteurs de compétence, trois provinces ont enregistré une diminution du nombre de causes entendues: Terre-Neuve avec une diminution de 17%, la Colombie-Britannique, de 13%, et l'Alberta, de 3%. Les deux territoires et trois provinces ont subi une augmentation du nombre de causes: le Yukon (26%), les Territoires du Nord-Ouest (13%), le Nouveau-Brunswick (18%), le Manitoba (9%), et l'Ontario (4%). Le nombre de causes des quatre autres provinces est demeuré stable par rapport à l'année précédente.

² Selon l'ETJ, la détermination de l'infraction la plus importante est effectuée par le classement par ordre de sévérité décroissant des infractions, tel que suit: infractions avec violence, infractions relatives aux drogues, infractions contre les biens, autres infractions au Code criminel, infractions à la Loi sur les jeunes contrevenants, et infractions aux autres infractions aux lois fédérales. Les infractions sont classées à nouveau au sein de ces catégories d'infractions.

Lorsque les tribunaux rendent plusieurs jugements relativement à une cause, c'est le «jugement le plus sévère» qui est choisi pour analyse, en fonction de l'ordre de sévérité décroissant suivant: renvoi à un tribunal pour adultes, verdict de culpabilité, autre décision (telle l'incapacité de l'accusé de subir son procès), arrêt des procédures, retrait des accusations ou transfert à un autre secteur de compétence, verdict de non-culpabilité ou rejet des accusations.

La décision la plus sévère est identifiée par l'impact qu'elle a sur le jeune adolescent. Les décisions sont ordonnées par ordre de sévérité décroissant: garde en milieu fermé, détention pour traitement, garde en milieu ouvert, probation, amende, indemnisation, remboursement à l'acquéreur, compensation en nature, services communautaires, restitution, interdiction/saisie/confiscation, autre décision et libération inconditionnelle.

³ Les données excluent l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest pour lesquels les données de 1986-1987 ne sont pas disponibles. Par conséquent, toutes les analyses de tendance impliquant l'année de base 1986-1987 sont effectuées à l'exclusion de ces secteurs de compétence.

Age and gender

In 1993-94, approximately 8 out of 10 youths were males and one-half of the youth court caseload involved 16 and 17 year old youths. One-fifth of all cases involved 15 year old youths, while about 26% of all cases involved 12 to 14 year olds. There was a 6% increase in caseload from the previous year for the 12 to 13 year old age group (Figure 1).

Âge et sexe

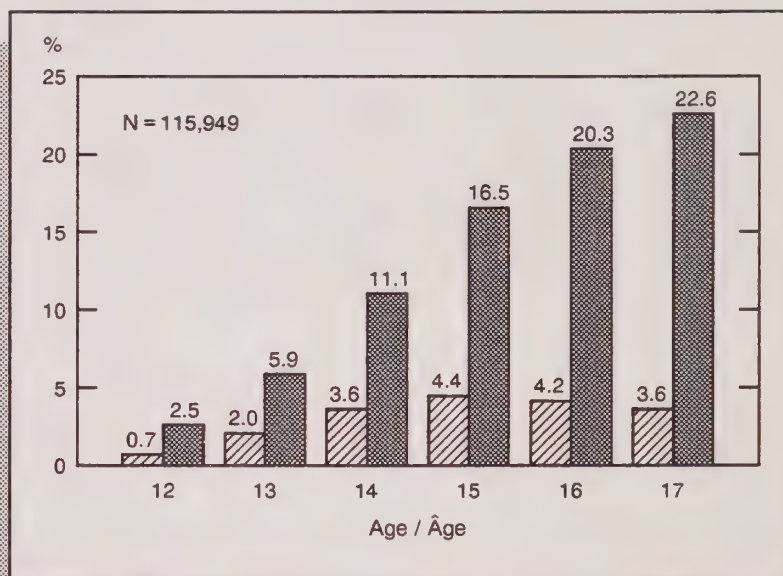
En 1993-1994, environ 8 adolescents sur 10 étaient du sexe masculin et la moitié de toutes les causes avaient trait à des adolescents âgés de 16 et de 17 ans. Un cinquième de toutes les causes ont impliqué des adolescents de 15 ans, tandis qu'environ 26% de toutes les causes ont impliqué des jeunes de 12 à 14 ans. Chez les jeunes de 12 et 13 ans, on a noté une hausse de 6% du nombre de causes par rapport à l'année précédente (figure 1).

Figure 1

Youth Court Cases by Age and Sex of Accused, Canada, 1993-94

Causes devant les tribunaux de la jeunesse selon l'âge et le sexe, Canada, 1993-1994

▨ Females / Féminin
 ■ Males / Masculin



Note: There were 3,333 cases (2.9%) in which the age of the youth was under 12, over 17, or unknown

Nota: Il y avait 3,333 causes (2.9%) dans lesquelles l'âge de l'adolescent était inférieur à 12, supérieur à 17, ou inconnu.

Males appearing in youth court were older than females. More than half (53%) of males were 16 and 17 years of age compared to 41% of females.

Younger youths tended to appear in youth court for different kinds of cases than older youths. Fifty percent of the cases involving 12 and 13 year old youths were for theft under \$1,000 (23%), break and enter (14%), and minor assault (13%). These three offences accounted for 42% of the cases involving 14 and 15 year olds, and 36% of cases involving 16 and 17 year olds (Table 1). On the other hand, involvement in such offences as failure to appear/comply, the YOA offences, possession of stolen goods, theft over \$1,000, and drug offences tended to increase with age.

Les adolescents comparaisant devant le tribunal de la jeunesse étaient plus âgés que les adolescentes. Plus de la moitié (53%) des adolescents étaient âgés de 16 et 17 ans, comparativement à 41% des adolescentes.

Les jeunes adolescents comparaissent devant les tribunaux de la jeunesse pour des types de causes différents que les adolescents plus âgés. Cinquante pour cent des causes impliquant des jeunes de 12 et 13 ans concernaient des vols de moins de \$1,000 (23%), des introductions par effraction (14%) et des voies de fait mineures (13%). Ces trois infractions constituaient 42% des causes impliquant des jeunes de 14 et 15 ans, et 36% des causes impliquant des jeunes de 16 et 17 ans (tableau 1). Par contre, la proportion des causes concernant, par exemple, le défaut de comparaître ou de se conformer à une décision, les infractions à la LJC, la possession de biens volés, le vol de plus de \$1,000, et les infractions relatives aux drogues a augmenté en même temps que l'âge des adolescents.

Table 1

Cases Heard in Youth Courts by Principal Charge and Age, 1993-94

Principal charge ¹	Total cases ²	12-13 Years	14-15 Years	16-17 Years
La nature de l'accusation principale ¹	Total des causes ²	12 et 13 ans	14 et 15 ans	16 et 17 ans
percent ⁶ – pourcentage ⁶				
Total Offences – Total des infractions	115,949	12,814	41,135	58,667
	100%	100%	100%	100%
Theft under \$1,000 – Vol de moins de \$1,000	19,481 17%	23	18	15
Break and Enter – Introduction par effraction	15,643 13%	14	14	13
YOAs Offences ³ – Infractions à la LJC ³	11,018 10%	6	9	9
Minor Assault – Voie de fait mineures	10,854 9%	13	10	8
Failure to Appear/Comply – Défaut de comparaître/de se conformer	10,843 9%	8	9	9
Possession of Stolen Goods – Possession de biens volés	7,746 7%	5	6	7
Mischief/Damages – Méfait/Dommages	6,144 5%	8	5	5
Theft over \$1,000 – Vol de plus de \$1,000	4,346 4%	3	4	4
Aggravated Assault/Weapon – Voies de fait graves/Armes	4,145 4%	4	3	4
Drug Offences – Infractions relatives aux drogues	3,130 3%	1	2	4
Weapons/Firearms/Explosives – Armes/Armes à feu/Explosifs	2,713 2%	2	2	2
Robbery – Vol qualifié	2,318 2%	2	2	2
Escape/Unlawfully at Large – Évasion/Liberté sans excuses	2,082 2%	1	2	2
Fraud/Forgery – Fraudes/Faux	2,064 2%	1	1	2
Sexual Assault (level 1) ⁴ – Agressions sexuelles (niveau 1) ⁴	1,965 2%	3	2	1
Take Vehicle without Consent – Prise d'un véhicule sans consentement	1,583 1%	1	2	1
Impaired Driving – Conduite avec facultés affaiblies	890 1%	–	–	1
Other Offences ⁵ – Autres infractions ⁵	8,984 7%	6	7	9

– Too small to be expressed. – Nombres infimes.

¹ The principal charge is the most serious charge for a case upon entering the youth court process. – La principale accusation est l'accusation la plus grave portée dans une cause au moment de la première comparution.

² There were 3,333 cases (2.9%) in which the age of the youth was under 12, over 17 or unknown. – Il y avait 3 333 causes (2.9%) dans lesquelles l'âge de l'adolescent était inférieur à 12, supérieur à 17 ou inconnu.

³ This category includes 10,973 cases involving "Failure to Comply with a disposition". – Cette catégorie inclut 10 973 causes comportant «Défaut de se conformer à une décision».

⁴ This category includes 63 cases involving "Rape/Indecent Assault". – Cette catégorie inclut 63 causes comportant «Viol, Attentat à la pudeur».

⁵ Other Offences include other violent offences (1.2%), other property offences (1.8%), other Criminal Code offences (4.4%) and other Federal Statutes offences (0.3%). – Autres infractions comprennent les autres infractions avec violence (1.2%), les autres infractions contre les biens (1.8%), les autres infractions au Code criminel (4.4%) et les autres infractions aux lois fédérales (0.3%).

⁶ Due to rounding, individual percentages may not always add up to 100%. – Le total des pourcentages individuels peut être autre que 100% quand il y a arrondissement.

Tableau 1

Causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse, selon la nature de l'accusation principale et l'âge, 1993-1994

Types of cases heard in youth court

In 1993-94, there were 59,138 property offence cases, 23,374 violent offence cases, 18,922 other *Criminal Code* offence cases, 11,018 YOA offence cases, 3,130 drug offence cases, and 367 cases involving other federal statute offences. Data indicate that the cases heard most often in youth court involved theft under \$1,000 (17%), break and enter (13%), offences against the *Young Offenders Act* (YOA) (10%), minor assault (9%) and failure to appear/comply (9%) (Figure 2).

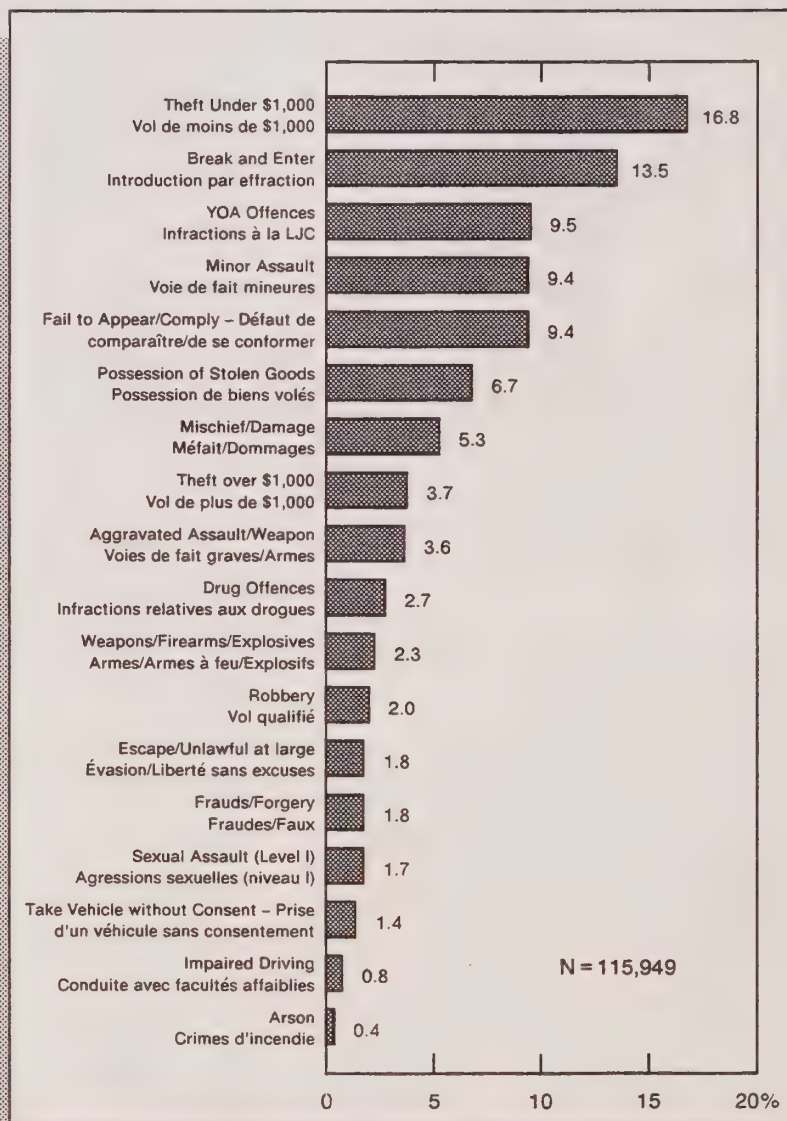
Genres de causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse

En 1993-1994, il y avait 59,138 causes concernant des infractions contre les biens, 23,374 concernant des infractions avec violence, 18,922 concernant d'autres infractions au *Code criminel*, 11,018 concernant des infractions à la *LJC*, 3,130 concernant des infractions relatives aux drogues, et 367 concernant des infractions à d'autres lois fédérales. Les données révèlent que les causes les plus fréquemment entendues devant les tribunaux de la jeunesse ont impliqué le vol de moins de \$1000 (17%), l'introduction par effraction (13%), les infractions à la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC) (10%), les voies de fait mineures (9%), et le défaut de comparaître ou de se conformer à une décision (9%) (figure 2).

Figure 2

Youth Court Cases by Principal Charge, Canada, 1993-94

Causes devant les tribunaux de la jeunesse selon l'infraction la plus importante, Canada, 1993-1994



Note: The principal charge is the most serious charge for a case upon entering the youth court process. The cases displayed have been chosen according to frequency and represent 93% of all youth court cases. Derived from *Youth Court Statistics 1993-94*, Table 3.

Nota: La principale accusation est l'accusation la plus grave portée dans une cause au moment de la première comparution. Les cas présentés ont été choisis selon leur fréquence et représentent 93% de toutes les causes traduites devant les tribunaux de la jeunesse. Proviennent de *Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse 1993-1994*, tableau 3.

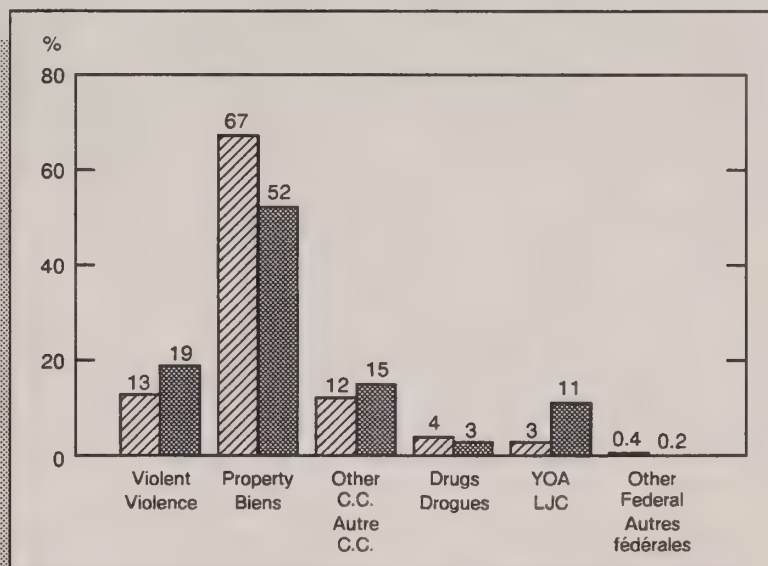
Compared to 1992-93, the number of property cases decreased by 5% while the number of cases in all other offence categories either increased or remained near the same level. Since 1992-93, the number of cases involving violence increased by 8% (1,721 cases). Two-thirds of this increase (1,137 cases) was due to an increase in minor assault cases. Over the same period, drug offence cases increased by 34% (799 cases). Since 1986-87, both violent offence cases and cases involving administration of justice offences increased as proportions of overall caseload (Figure 3).

Figure 3

Youth Court Cases by Offence Category, Canada, 1986-87 and 1993-94

Causes devant les tribunaux de la jeunesse selon la catégorie de l'infraction, Canada, 1986-1987 et 1993-1994

▨ 1986-87 (N = 52,160)
 ▤ 1993-94 (N = 65,209)



Note: Data exclude Ontario and the Northwest Territories in both years.

Nota: Les données excluent l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest pour les deux années.

Youth Court Decisions

In 1993-94, 78,010 or two-thirds of cases heard in youth courts resulted in a finding of guilt for at least one charge. Proceedings were stayed or withdrawn in 28% of cases, and another 4% resulted in findings of not guilty or dismissal (Figure 4). Few cases were transferred to adult court (94) or to another province/territory (204). Slightly less than half (47%) of all cases transferred to adult court involved violent offences. Manitoba reported half of all cases transferred to adult court.

Cases involving escape custody/unlawfully at large, impaired driving, and break and enter resulted most often in a finding of guilt at 90%, 84% and 76% respectively. Youth court cases least likely to result in a finding of guilt involved failure to appear/comply (55%), aggravated/weapon assault (60%), sexual assault (60%), and theft under \$1,000 (62%).

Jugements des tribunaux de la jeunesse

En 1993-1994, 78,010 des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse (soit les deux tiers) se sont traduites par un verdict de culpabilité relativement à au moins une accusation. Il y a eu arrêt des procédures ou retrait des accusations dans 28% des causes, tandis que 4% des causes se sont soldées par un verdict de non-culpabilité ou par un rejet (figure 4). Peu de causes ont été renvoyées à un tribunal pour adultes (94 causes) ou à un autre secteur de compétence (204 causes). Moins de la moitié (47%) de toutes les causes qui ont été transférées à un tribunal pour adultes avait trait aux infractions avec violence. Le Manitoba a fourni la moitié de toutes les causes qui ont été transférées à un tribunal pour adultes.

Les causes portant sur l'évasion et le fait d'être illégalement en liberté (90%), la conduite avec facultés affaiblies (84%), et introduction par effraction (76%) se sont le plus souvent traduites par un verdict de culpabilité. Les causes ayant trait au défaut de comparaître ou de se conformer à une décision (55%), aux voies de fait graves/avec une arme (60%), aux agressions sexuelles (60%) et au vol de moins de \$1,000 (62%) étaient les moins susceptibles de se solder par un verdict de culpabilité.

Figure 4

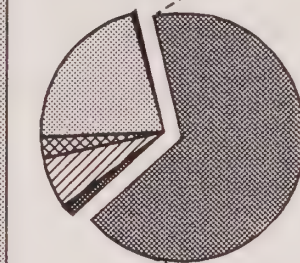
Youth Court Cases by Most Significant Decision and Most Significant Disposition, Canada, 1993-94

Causes devant les tribunaux de la jeunesse selon le jugement et la décision les plus sévères, Canada, 1993-1994

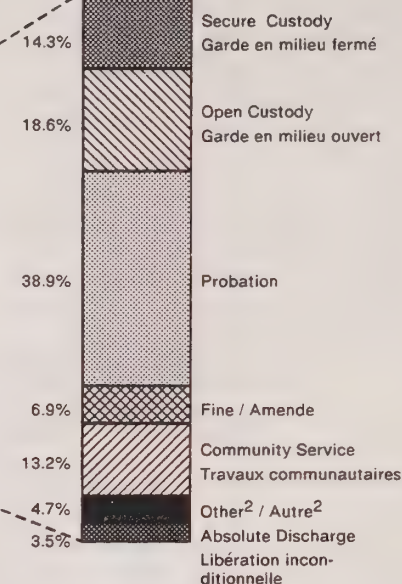
Decisions / Jugements

67.3%	Guilty / Coupable
1.3%	Not Guilty / Non Coupable
6.8%	Stayed / Arrêt
3.0%	Dismissed / Rejeté
21.3%	Withdrawn / Retiré
0.3%	Other ¹ / Autre ¹

Decisions / Jugements N = 115,949



Dispositions / Décisions N = 78,010



¹ "Other" includes transfer to adult court or to other jurisdictions, or any other decision (such as unfit to stand trial).

² "Other" includes compensation, pay purchaser, detention for treatment, restitution, prohibition, seizure, forfeiture, or other disposition.

¹ « Autre » inclut le renvoi à un tribunal pour adultes ou à un autre secteur de compétence, et tout autre jugement (tel l'incapacité de subir un procès).

² « Autre » comprend l'indemnisation, la détention pour traitement, la restitution, l'interdiction, la saisie, la confiscation ou toute autre décision.

The proportion of cases resulting in a guilty finding ranged from 53% in the Yukon, 54% in Manitoba, and 61% in Ontario, to 85% in Newfoundland, and 90% in New Brunswick (Figure 5). There were other striking differences among provinces concerning sentencing decisions. For example, Manitoba recorded the highest proportion of cases stayed (43%) while Ontario reported 35% of cases withdrawn. The high proportions in these two provinces are partially due to charges being stayed or withdrawn pending completion of alternative measures programs. These proportions were consistent with those of previous years.

Youth Court Dispositions

In 1993-94, probation was the most significant disposition in 39% of the cases with findings of guilt. (Figure 4) In other cases, the most significant dispositions were open custody in 19% of cases, secure custody in 14%, Community Service Order (CSO) in 13%, and fines in 7%. A further 3% of dispositions resulted in an absolute discharge and 5%

La proportion de causes qui se sont traduites par un verdict de culpabilité a varié de 53% au Yukon, 54% au Manitoba, et 61% à l'Ontario, à 85% à Terre-Neuve et 90% au Nouveau-Brunswick (figure 5). Il y avait d'autres différences frappantes dans les prononcés de la sentence entre les provinces. Par exemple, la proportion des arrêts de procédures était la plus élevée (43%) au Manitoba, alors qu'en Ontario, 35% des causes ont été retirées. Ces fortes proportions dans ces deux provinces sont attribuables en partie aux accusations ayant été suspendues ou retirées en attendant l'achèvement du programme des mesures de rechange. Ces chiffres concordent avec ceux des années précédentes.

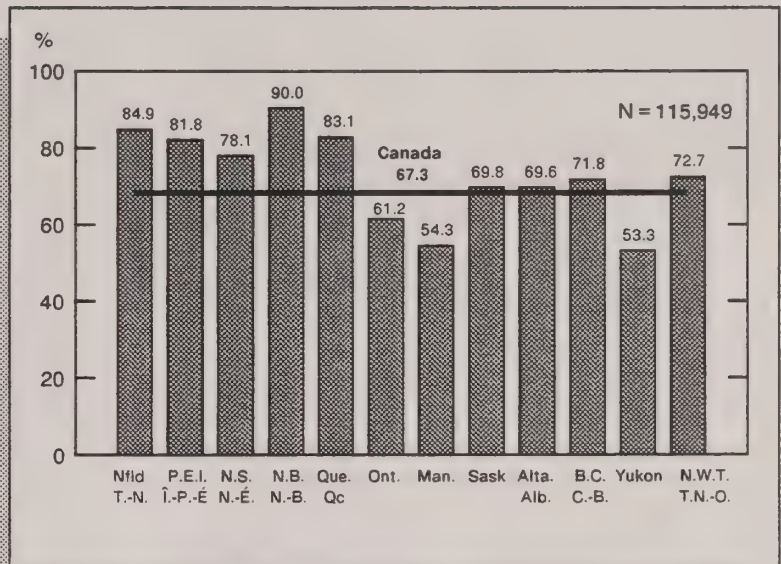
Décisions des tribunaux de la jeunesse

En 1993-1994, dans 39% des causes se soldant par un verdict de culpabilité, la décision la plus sévère rendue par le tribunal de la jeunesse était la probation (figure 4). La garde en milieu ouvert a été ordonnée comme décision la plus sévère dans 19% des causes, la garde en milieu fermé, dans 14% des causes, l'ordonnance de travaux communautaires, dans 13% des causes, et une amende, dans 7% des causes.

Figure 5

Proportion of Youth Court Cases with Guilty Findings by Province/Territory, 1993-94

Causes devant les tribunaux de la jeunesse comportant un verdict de culpabilité selon la province et le territoire, 1993-1994



received another type of disposition.⁴ The percentage for a CSO appears low because, in most cases, CSOs are used as a condition of probation or in conjunction with a more significant disposition. In fact, 27% of all cases resulting in a conviction included a Community Service Order.

A case may result in more than one disposition for a young offender. Similar to 1992-93, 68% of all cases with guilty findings involved one disposition, 25% resulted in two dispositions, and 5% involved three or more dispositions. For those cases resulting in multiple dispositions, the most frequent combinations included probation and community service (13%), open custody and probation (5%), and secure custody and probation (3%).

Custodial Dispositions

In 1993-94, secure and open custody orders were the most significant dispositions in 33% of 78,010 cases resulting in convictions across Canada (Table 2). Custody was the most common disposition ordered in the cases involving offences such as murder/manslaughter (100% of 17 cases), escape

Pour les autres causes, le tribunal a accordé une libération inconditionnelle (3%) ou rendu un autre genre de décision⁴ (5%). Le pourcentage d'ordonnances de travaux communautaires semble faible car, dans la plupart des causes, ces ordonnances sont une condition de la probation ou sont assorties d'une décision plus sévère. En fait, les travaux communautaires ont été imposés dans 27% des causes qui se sont soldées par un verdict de culpabilité.

Une cause peut se solder par plus d'une décision pour un jeune contrevenant. Semblable à l'année antérieure, en 1993-1994, 68% de toutes les causes comportant un verdict de culpabilité se sont traduites par une seule décision, 25%, par deux décisions et 5%, par trois décisions ou plus. Pour les causes qui se sont soldées par plusieurs décisions, les combinaisons les plus fréquentes étaient la probation et les travaux communautaires (13%), la garde en milieu ouvert et la probation (5%), et la garde en milieu fermé et la probation (3%).

Décisions comportant la garde

En 1993-1994, 33% de 78,010 causes se sont soldées par une ordonnance comportant la garde en milieu fermé ou en milieu ouvert comme décision la plus sévère rendue par les tribunaux de la jeunesse dans l'ensemble du Canada (tableau 2). Le placement sous garde a été la décision la plus fréquemment rendue dans les causes portant sur des

⁴ Figures for "other" dispositions were low since they are among the less serious dispositions, and were often used in combination with other more serious dispositions. Nearly 25% of all cases resulting in a conviction involved or combined with one "other" disposition. These included restitution (3.0%), prohibition (1.5%), compensation (1.2%), pay purchaser (0.4%), and other dispositions such as essays, apologies and counselling programs (19.4%).

⁴ Les chiffres pour les «autres» décisions sont faibles car celles-ci sont parmi les décisions les moins sévères et sont souvent assorties d'autres décisions plus sévères. Près de 25% des causes qui se sont soldées par un verdict de culpabilité avaient fait l'objet ou étaient assorties d'une «autre» décision. Cette catégorie comprend: restitution (3.0%), interdiction (1.5%), indemnité (1.2%), remboursement à l'acquéreur (0.4%), et autres décisions telles que détention aux fins de traitement, les travaux écrits, les excuses et les programmes de consultation (19.4%).

from custody/being unlawfully at large (90% of 1,915 cases), and importing/exporting drugs (89% of 18 cases).

The proportion of cases in the jurisdictions with custodial disposition orders ranged from 26% in Manitoba to 43% in Prince Edward Island. The use of custody was consistent with the previous year, with the exception of the territories which have greater variability from year to year due to smaller caseloads.

Under the YOA, youth courts may sentence a youth found guilty of an offence to open or secure custody for a maximum of 3 years.⁵ Of the 25,602 cases resulting in a custodial disposition, 24% were sentenced to less than one month, a further 48% from 1 to 3 months, 18% from 4 to 6 months, and 10% were for more than 6 months in custody. Murder/manslaughter cases had the highest median sentence length of 2 years and 4 months, followed by attempted murder at 1 year. Break and enter and theft under \$1,000, the two most common cases, resulted in median sentence lengths of 90 days and 30 days, respectively.

The proportion of cases resulting in a custodial disposition of 3 months or less increased from 55% in 1986-87 to 65% in 1993-94 (Ontario and Northwest Territories excluded). The proportion of cases resulting in a custodial disposition of more than six months decreased from 19% in 1986-87 to 13% in 1993-94 (Ontario and Northwest Territories excluded) (Figure 6). This trend was consistent for both open and secure custody.⁶ When Ontario and the Northwest Territories cases for 1993-94 were included, the proportion of custodial cases resulting in a custodial disposition of 3 months or less was 72%.

Probation

Under the YOA, youth courts may sentence a young person found guilty of an offence to a term of probation of up to 2 years. In 1993-94, a probation order was the most significant disposition for 39% of total cases with a finding of guilt. Of the 30,361 cases resulting in probation as the most significant disposition, 28% were for a period of 6 months or less, 53% ranged from 7 to 12 months, and 19% were for more than 12 months. The median sentence length for a probation disposition was 1 year.

⁵ On May 15, 1992, an amendment to the Young Offenders Act and the Criminal Code (c.11, S.C. 1992) came into force increasing the maximum sentence imposed in youth courts for murder to five years.

⁶ The YCS does not distinguish between consecutive and concurrent sentences. As a result, sentence length in multiple disposition cases may be under-estimated.

infractions comme le meurtre/homicide involontaire (100% des 17 causes), l'évasion et le fait d'être illégalement en liberté (90% des 1,915 causes), et l'importation/l'exportation des drogues (89% des 18 causes).

La proportion de causes qui se sont traduites par une décision comportant la garde dans les divers secteurs de compétence a varié de 26% en Manitoba à 43% à l'Île-du-Prince-Édouard. Le nombre de décisions comportant la garde était comparable à celui des années précédentes, à l'exception des territoires qui ont manifesté une grande variation d'une année à l'autre dans les proportions, à cause du faible volume de causes.

En vertu de la *LJC*, les tribunaux de la jeunesse peuvent condamner un adolescent déclaré coupable d'une infraction à une période de garde en milieu ouvert ou en milieu fermé d'une durée maximale de trois ans⁵. Parmi les 25,602 causes à l'égard desquelles les tribunaux ont rendu une décision comportant la garde, 24% des adolescents ont été condamnés à moins d'un mois, 48% se sont vus imposer une peine d'un à trois mois, 18%, une peine de quatre à six mois et 10%, une peine de plus de six mois. C'est pour le meurtre et l'homicide involontaire que la durée médiane de la sentence a été la plus longue (2 ans, 4 mois), suivis de la tentative de meurtre (1 an). L'introduction par effraction et le vol de moins de \$1,000, les deux causes les plus communes, se sont soldées par des peines de garde d'une durée moyenne de 90 jours et de 30 jours, respectivement.

La proportion de causes qui se sont soldées par une décision comportant une période de garde de trois mois et moins est passée de 55% en 1986-1987 à 65% en 1993-1994 (à l'exclusion de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest). La proportion de causes qui se sont traduites par une décision comportant une période de garde de plus de six mois est tombée de 19% en 1986-1987 à 13% en 1993-1994 (à l'exclusion de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest) (figure 6). Cette tendance est semblable pour la garde en milieu ouvert et la garde en milieu fermé⁶. Si l'on inclut les causes en Ontario et dans les Territoires du Nord-Ouest pour 1993-1994, la proportion de causes qui se sont soldées par une décision comportant une période de garde de trois mois et moins passe à 72%.

Probation

En vertu de la *LJC*, les tribunaux de la jeunesse peuvent condamner un adolescent déclaré coupable d'une infraction à une période de probation d'une durée maximale de deux ans. Les ordonnances de probation ont constitué les décisions les plus courantes dans les tribunaux de la jeunesse puisqu'elles ont représenté 39% de toutes les décisions rendues en 1993-1994. Parmi les 30,361 causes se soldant par la probation comme décision la plus sévère, 28% était pour une période de 6 mois ou moins, 53% de 7 à 12 mois, et 19% pour une période de probation de plus de 12 mois. La durée médiane de la sentence pour une décision de probation était de 1 an.

⁵ Le 15 mai 1992, l'entrée en vigueur d'un amendement à la Loi sur les jeunes contrevenants et au Code criminel (c.11, S.C.1992), a augmenté à cinq ans la durée maximale de la peine pour meurtre imposée par les tribunaux de la jeunesse.

⁶ L'ETJ ne différencie pas les sentences consécutives des sentences concomitantes. En conséquence, la durée de la sentence dans les causes comportant plusieurs décisions peut être sous-représentée.

Table 2

Cases Heard in Youth Courts with Guilty Findings by Principal Charge and Most Serious Disposition, 1993-94

Tableau 2

Causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse comportant un verdict de culpabilité selon l'infraction la plus importante et la décision la plus sévère, 1993-1994

Offence Type ¹	Total Guilty Findings	Secure Custody	Open Custody	Probation Services	Fine	Community service	Absolute Discharge
Genre d'infraction ¹	Total avec verdict de culpabilité	Garde en milieu fermé	Garde en milieu ouvert	Probation communautaires	Amende	Travaux communautaires	Libération Absolu
percent – pourcentage							
Total	78,010 100%	14	19	39	7	13	3
Violent Offences – Infractions avec violence	14,381 100%	13	18	45	3	13	3
Minor Assault – Voie de fait mineures	7,347 100%	9	14	48	5	17	4
Other Violent – Autres infractions avec violence	7,034 100%	19	21	43	2	10	2
Property Offences – Infractions contre les biens	40,253 100%	12	17	44	5	15	4
Break and Enter – Introduction par effraction	11,330 100%	18	22	45	1	11	1
Theft under \$1,000 – Vol de moins de \$1,000	11,807 100%	5	12	44	9	19	7
Possession of Stolen Goods – Possession de biens volés	6,273 100%	14	20	38	5	16	3
Mischiefs/Damages – Méfait/Dommages	4,352 100%	7	11	48	5	17	6
Other Property – Autres infractions contre les biens	6,491 100%	13	18	44	4	14	3
Other Criminal Code – Autre Code criminel	12,685 100%	20	22	28	11	9	3
Failure to Appear – Défaut de comparaître	5,786 100%	15	27	25	10	9	2
Escape Custody/Unlawfully at large – Évasion/Liberté sans excuses	1,915 100%	60	30	4	1	2	–
Impaired Driving – Conduite avec facultés affaiblies	748 100%	2	4	32	55	6	–
Other Criminal Code – Autres au Code criminel	4,236 100%	11	14	40	10	14	5
Drug Related – Relatives aux drogues	2,120 100%	12	12	38	18	9	8
YOA Offences – Infractions à la LJC	8,282 100%	21	26	22	12	12	2
Other Federal Statutes – Autres aux lois fédérales	289 100%	3	2	26	52	5	6

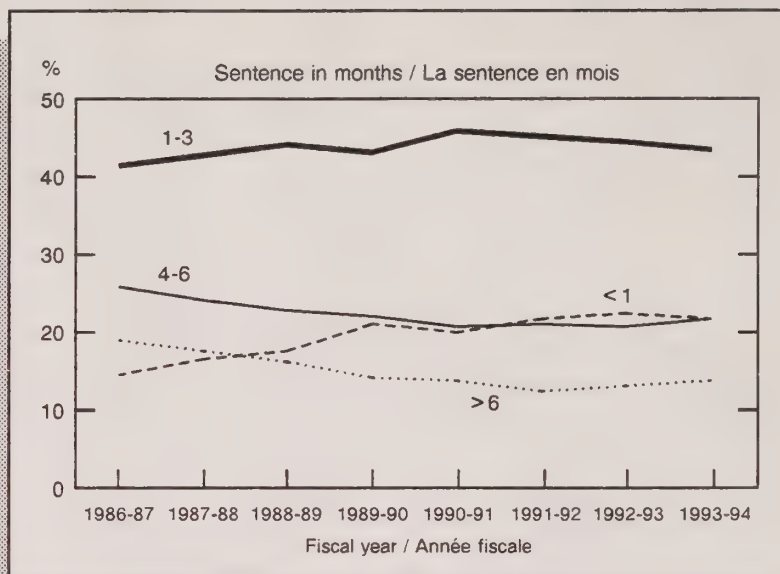
– Too small to be expressed. – nombres infimes.

¹ Offence figures relate to the principal charge associated with the most significant disposition in the case. Row totals do not add to 100% because "other" dispositions do not appear in the table (i.e. compensation, pay purchaser, and others such as essays, apologies and counselling programs). – Les données sur les infractions désignent l'infraction la plus importante associée à la décision la plus importante dans une cause. La somme des pourcentages des rangées ne correspond pas à 100% car la catégorie «autre» décision n'apparaît pas dans le tableau (c.-à-d. compensation, remboursement à l'acquéreur et autres tels que la rédaction d'une dissertation, les excuses et les programmes de consultation).

Figure 6

Youth Court Cases with Custodial Dispositions by Sentence Length, Canada, 1986-87 to 1993-94

Causes devant les tribunaux de la jeunesse avec décision de garde selon la sentence, Canada, 1986-1987 à 1993-1994



Note: Data exclude Ontario and Northwest Territories for which data for previous years are not available. Custodial dispositions refer to secure and open custody.

Nota: Les données excluent l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest pour lesquels les données des années précédentes ne sont pas disponibles. Les données sur le placement sous garde incluent la garde en milieu fermé et en milieu ouvert.

Probation dispositions were ordered most frequently in cases involving rape/indecent assault (57% of 23 cases), soliciting (54% of 191 cases), sexual assault (52% of 1,048 cases), and taking a motor vehicle without consent (52% of 1,151 cases). Sexual assault offences had the longest median term of probation at 1 year and 6 months. Cases involving break and enter resulted in a median sentence length of 1 year, while the theft under \$1,000 cases resulted in a median sentence length of 9 months.

La probation a été la décision la plus couramment rendue relativement aux infractions suivantes: viol, attentat à la pudeur (57% de 23 causes), sollicitation (54% de 191 causes), agression sexuelle (52% de 1,048 causes) et prise d'un véhicule sans consentement (52% de 1,151 causes). La durée médiane de la probation imposée pour l'agression sexuelle a été la plus longue (1 an et 6 mois). Les causes impliquant l'introduction par effraction a entraîné l'imposition d'une sentence de durée médiane de 1 an, tandis que les infractions concernant le vol de moins de \$1,000 se sont traduites par une sentence de durée médiane de 9 mois.

Fines

Under the YOA, a young person found guilty of an offence may receive a fine of up to \$1,000. In 1993-94, fines were the most serious disposition for only 5,381 or 7% of the total cases resulting in conviction. In the majority of cases receiving fines, the guilty were ordered to pay amounts of \$100 or less (56%), 42% were fined between \$101 and \$500, and 2% received a fine that was over \$500. The average dollar amount for fines was \$154.

Fines were ordered most frequently in cases involving the impaired operation of a motor vehicle (55%). Impaired operation of a motor vehicle had one of the highest average fines of \$343. The average fine amount imposed for break and enter was \$210, while the average amount for theft under \$1,000 was \$123.

Amendes

En vertu de la LJC, un jeune contrevenant reconnu coupable d'une infraction peut se voir imposer une amende d'un montant maximal de \$1,000. En 1993-1994, l'imposition d'une amende a été la décision la plus sévère dans seulement 5,381 ou 7% de toutes les causes se soldant par une condamnation. Dans la majorité des causes qui ont entraîné une amende, les coupables ont eu à payer des montants de \$100 ou moins (56%), 42%, de \$101 à \$500, et 2%, plus de \$500. Le montant moyen de l'amende imposée a été de \$154.

Des amendes ont surtout été imposées dans les causes impliquant la conduite avec facultés affaiblies (55%). La conduite avec facultés affaiblies avait l'amende moyenne la plus élevée, \$343. Le montant moyen de l'amende imposée pour l'introduction par effraction a été de \$210, tandis que pour le vol de moins de \$1,000, il a été de \$123.

Methodology

The Youth Court Survey (YCS) is a census of *Criminal Code* and other federal statute offences heard in youth court for youths aged 12 to 17 (up to the 18th birthday) at the time of the offence. Though every effort is made by respondents and the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) to ensure complete survey coverage, slight under-coverage may occur in some jurisdictions.

Survey forms covering charges laid against young persons are completed by court personnel. Some jurisdictions mail the completed forms directly to the CCJS for processing, while other jurisdictions forward data on tape extracted from the local operational system. At the CCJS, all records are submitted to an automated edit. Records that fail the edit are checked against the original information. If problems remain, telephone follow-ups are made to the courts themselves or to central collection points. Corrected data are re-submitted to the edit procedure.

Records are retained in master charge files organized by fiscal year based on the date of decision or disposition (depending on if the case had a guilty finding or not). Two additional files are derived from this master charge file: a "person" file is created by linking records based on the accused identifier code, sex and date of birth; and a "case" file is created by linking "persons" records with the same court code and date of first appearance. The tabulations in this article are derived from the case file.

In April 1984, 12 became the minimum age requirement for charges under the *Young Offenders Act* (YOA). However, it was not until April 1985 that the maximum age of 17 (up to the 18th birthday) was established in all provinces and territories. Due to the changes in the upper and lower age limits, data from the first year of the YCS, 1984-85, cannot be directly compared with 1993-94 data. The same is true for 1985-86 data, which may refer to cases with charges laid in the previous year. Thus, the base year for the trend analyses in this report is 1986-87.

Differences in data over time and across jurisdictions result from a number of factors that reflect how the YOA has been implemented. Pre-court screening procedures may affect the number of youth appearing in court. The Crown Attorney, for example, may decide not to proceed with a charge, or the initial charge may be changed. A youth may also

Méthode

L'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ) est un recensement de toutes les causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse au Canada relativement à des infractions au *Code criminel* et aux autres lois fédérales dont sont accusés des adolescents qui étaient âgés de 12 à 17 ans (jusqu'à leur 18^e anniversaire) au moment de l'infraction. Malgré tous les efforts déployés par les répondants et le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) pour assurer une couverture complète de l'enquête, il peut y avoir un léger sous-dénombrement dans certains secteurs de compétence.

Les formules d'enquête relatives aux accusations portées contre les jeunes contrevenants sont remplies par les employés des tribunaux. Dans certains secteurs de compétence, les formules remplies sont envoyées directement par la poste au Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) pour fins de traitement, tandis que dans d'autres secteurs, les données tirées du système opérationnel régional sont transmises sur bande magnétique. Au CCSJ, tous les enregistrements sont soumis à un contrôle automatique. Les enregistrements rejetés au contrôle sont vérifiées en comparaison du formulaire original. Si le problème persiste, on assure un suivi par téléphone auprès des tribunaux ou des bureaux centraux de collecte. Après correction, les zones de données font l'objet d'un autre contrôle.

Les enregistrements sont versés dans des fichiers principaux des accusations organisés par exercice financier, selon la date de décision ou du jugement (tout dépendant du verdict rendu dans la cause, soit de culpabilité ou de non culpabilité). Deux autres fichiers sont ensuite établis à partir de ces fichiers principaux: un fichier des «personnes», qu'on crée en reliant les enregistrements en fonction du code d'identification de l'accusé, du sexe et de la date de naissance; et un fichier des «causes», qu'on crée en associant les enregistrements sur les «personnes» à un code de tribunal et à une date de première comparution identiques. Les totalisations incluses dans le présent article sont tirées du fichier des causes.

En avril 1984, l'âge requis pour faire l'objet d'accusations en vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC) était de 12 ans. Ce n'est toutefois qu'en avril 1985 que l'âge maximal de 17 ans (jusqu'au 18^e anniversaire) a été établi dans l'ensemble des provinces et des territoires. Puisque l'âge minimal et l'âge maximal ont été modifiés, les données portant sur la première année d'application de la LJC, soit 1984-1985, ne peuvent pas être comparées directement à celles de 1993-1994. Il en va de même pour les données de 1985-1986, qui peuvent se rapporter à des causes relatives à des accusations portées l'année précédente. L'année de base utilisée pour toute l'analyse présentée dans ce rapport est donc 1986-1987.

Les différences quant aux données qu'on constate entre périodes et entre secteurs de compétence sont attribuables à un certain nombre de facteurs qui traduisent la façon dont la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC) a été appliquée. Les procédures d'examen préalables à la comparution peuvent influencer sur le nombre de jeunes personnes qui comparaissent devant le tribunal. Il se peut, par exemple, que le procureur

be diverted from the court process into a program such as Alternative Measures (either before or after police lay charges) or a police diversion program. Differences in procedures and eligibility requirements of these programs across the jurisdictions may also influence the volume and characteristics of cases heard in youth courts. Consequently, analyses of YCS data should be limited to general comparisons.

For further information

For further information, contact Information and Client Services (613-951-9023 or toll-free at 1-800-387-2231), Canadian Centre for Justice Statistics, 19th Floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario, K1A 0T6.

de la Couronne décide de ne pas poursuivre une accusation, ou encore que l'accusation initiale soit modifiée. Il se peut aussi que l'on soustraie l'adolescent à la procédure judiciaire et que l'on l'oriente vers un programme comme celui des mesures de rechange (soit avant ou après la mise en accusation) ou un programme de la police. Les différences qui existent entre les provinces et les territoires quant aux procédures et aux exigences d'admissibilité peuvent aussi influencer sur le nombre et les caractéristiques des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse. En conséquence, les analyses des données de l'ETJ devraient être strictement utilisées pour des comparaisons générales.

Renseignements supplémentaires

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec la Sous-section de l'information et des services à la clientèle (613-951-9023 ou au numéro sans frais 1-800-387-2231) du Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.-H. Coats, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de statistiques judiciaires



Price: Canada: \$5.00 per issue, \$60.00 annually
United States: US\$6.00 per issue, US\$72.00 annually
Other Countries: US\$7.00 per issue, US\$84.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 5 \$ l'exemplaire, 60 \$ par année
États-Unis : 6 \$ US l'exemplaire, 72 \$ US par année
Autres pays : 7 \$ US l'exemplaire, 84 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No. 4

The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94

Andy Birkenmayer*

Highlights

- During 1993-94 the average monthly count of adults on probation in Canada was 102,402. This represents a 2% increase over the previous year, and a 40% increase since 1989-90.
- In 1993-94, 79,171 Canadians were placed on probation. This is an increase of 35% since 1989-90.
- Women were just as likely to receive probation as a disposition as were men. In 1993-94, 1,585 males per 10,000 males charged and 1,522 females per 10,000 females charged were placed on probation.
- Probationers as a group are getting older. In 1993-94, the median age of the probationers were 30 years, compared to 27 years in 1989-90.
- Higher proportions of men were put on probation for "violent" offences, whereas higher proportions of women were put on probation for "property" offences.
- On average in 1993-94, there were 9,928 persons on full parole, 1,622 on day parole and 2,195 on statutory release.

* Correctional Services Program

March 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.
© Minister of Industry, Science and Technology, 1995. All rights reserved.
No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Vol.15, No 4

Le recours aux services correctionnels communautaires : 1993-1994

Andy Birkenmayer*

Faits saillants

- En 1993-1994, les comptes mensuels moyens des adultes en probation au Canada atteignaient 102 402. Cela représente une augmentation de 2 % par rapport à l'année précédente et une hausse de 40 % depuis 1989-1990.
- En 1993-1994, on dénombrait 79 171 Canadiens inscrits à la probation, soit une hausse de 35 % depuis 1989-1990.
- Les femmes étaient tout aussi susceptibles d'être mises en probation que les hommes. En 1993-1994, 1 585 hommes pour 10 000 hommes accusés et 1 522 femmes pour 10 000 femmes accusées ont été mis en probation.
- La population des probationnaires vieillit. En 1993-1994, l'âge médian des probationnaires était de 30 ans, comparativement à 27 ans en 1989-1990.
- Une plus forte proportion d'hommes ont été inscrits à la probation pour avoir commis des crimes de « violence », tandis qu'une plus forte proportion de femmes ont été condamnées à la probation pour avoir commis des crimes contre les « biens ».
- En 1993-1994, on dénombrait en moyenne 9 928 personnes qui bénéficiaient d'une libération conditionnelle totale, 1 622 détenus en semi-liberté et 2 195 contrevenants en liberté d'office.

* Programme des services correctionnels

Mars 1995
ISSN 0715-271X

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics Canada
Statistique Canada

Canada

Introduction

During 1993-94, there were, on average, more than 154,000 offenders under the jurisdiction of correctional service agencies in Canada (Figure 1). (These data exclude federally sentenced offenders on temporary absences.) Of the total, 66% (102,402) were on probation and 12% (19,001) offenders were released into the community under various forms of conditional release. Thus, 79% of offenders were under supervision in the community while 21% were incarcerated.

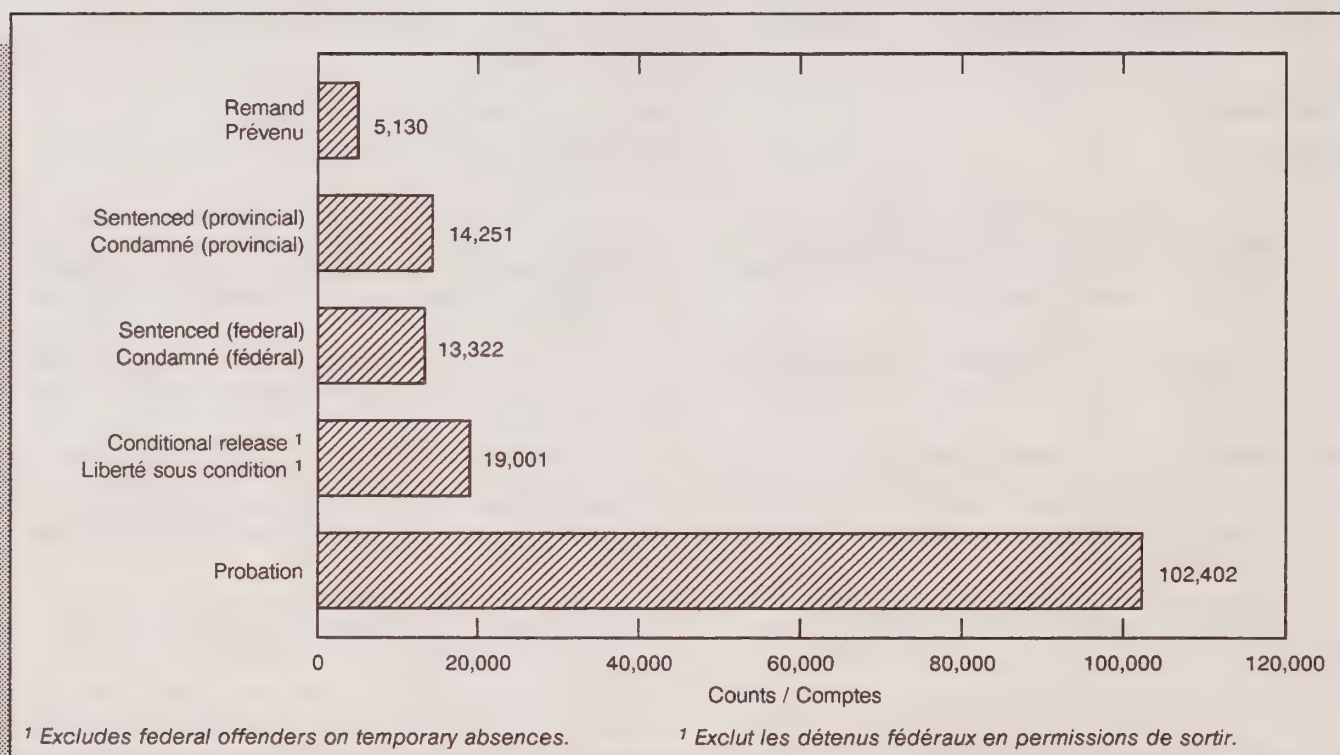
Introduction

En 1993-1994, une moyenne de plus de 154 000 contrevenants étaient sous la surveillance d'organismes correctionnels du Canada (figure 1). (Ce nombre exclut les contrevenants sous responsabilité fédérale qui bénéficiaient d'une permission de sortir.) De ce nombre, 66 % (102 402 contrevenants) étaient en probation et 12 % (19 001 contrevenants) jouissaient d'une forme quelconque de libération conditionnelle dans la collectivité. Par conséquent, 79 % des contrevenants purgeaient leur peine sous surveillance dans la collectivité, tandis que 21 % étaient incarcérés.

Figure 1

Correctional Populations in Canada, 1993-94

Populations correctionnelles au Canada, 1993-94



This *Juristat* will examine in greater detail the use of community supervision of offenders in Canada. Further details can be found in the report, *Adult Correctional Services in Canada, 1993-94* (Statistics Canada, Cat. 85-211). Data limitations are discussed in the Methodology and Data Limitation section at the end of this *Juristat*. It should be noted that, for various periods, data were not available from Ontario, Alberta, the Northwest Territories, Correctional Services Canada and the National Parole Board.

Le présent bulletin examine plus en détail le recours à la surveillance communautaire des contrevenants au Canada. Le lecteur pourra obtenir des renseignements supplémentaires dans le rapport intitulé *Services correctionnels pour adultes au Canada, 1993-1994* (n° 85-211 au catalogue de Statistique Canada). Les limites des données sont présentées dans la section «Méthode et limites des données» qui figure à la fin du bulletin. À noter que, pour différentes périodes, les données n'étaient pas disponibles pour l'Ontario, l'Alberta, les Territoires du Nord-Ouest, le Service correctionnel du Canada et la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Legislative Mandate

The use of community sanctions, such as probation, is governed by the *Criminal Code of Canada* (R.S.C. 1985, c. C-46). The various conditional release programs are governed by federal and provincial correctional legislation. This section is included to provide the reader with some of the legislative background governing some of the community correctional programs.

Probation

Probation terms are dispositions imposed by the Court. The *Criminal Code of Canada* (CCC) sec.737 stipulates that:

- (1) Where an accused is convicted of an offence, the court may, having regard to the age and character of the accused, the nature of the offence and the circumstances surrounding its commission,
 - (a) ... suspend the passing of sentence and direct that the accused be released on the conditions prescribed in a probation order;
- (2) The following conditions shall be deemed to be prescribed in a probation order, namely, that the accused shall keep the peace and be of good behaviour and shall appear before the court when required to do so by the court, and, in addition the court may prescribe as conditions in a probation order that the accused shall do any one or more ... things specified in the order ...;
 - (a) report to and be under the supervision of a probation officer or other person designated by the court ...

Sec. 738 (2)(b) further stipulates that:

no probation order shall continue in force for more than three years from the date on which the order came into force.

In effect then, probation is a suspended sentence which may, or may not, be supervised by a probation officer. Terms of probation which do not stipulate a condition of supervision do not generally come to the attention of correctional authorities. Throughout this document the use of the word "probation" will denote supervised probation only.

Conditional Release

The planned and gradual release of inmates into the community, through conditional release mechanisms, is an important aspect of correctional programming. The use of a variety of such mechanisms allows for the protection of society through the supervision of the offender in the community by correctional authorities.

Mandat législatif

Le recours aux sanctions communautaires, telles que la probation, est régi par le *Code criminel du Canada* (LRC 1985, chap. C-46). Les divers programmes de mise en liberté sous condition sont régis par la législation fédérale et provinciale en matière de services correctionnels. La présente section vise à fournir au lecteur des renseignements législatifs régissant certains programmes de services correctionnels communautaires.

Probation

Les conditions de la probation sont imposées par le tribunal. Selon l'article 737 du *Code criminel du Canada* (CCC) :

- (1) Lorsqu'un accusé est déclaré coupable d'une infraction, le tribunal peut, vu l'âge et la réputation de l'accusé, la nature de l'infraction et les circonstances dans lesquelles l'infraction a été commise :
 - a) ... surseoir au prononcé de la sentence et ordonner qu'il soit libéré selon les conditions prescrites dans une ordonnance de probation;
- (2) Les conditions suivantes sont censées être prescrites dans une ordonnance de probation, savoir : que l'accusé ne trouble pas l'ordre public et ait une bonne conduite et qu'il comparaisse devant le tribunal lorsqu'il en est requis par celui-ci et, en outre, le tribunal peut prescrire comme conditions, dans une ordonnance de probation, que l'accusé devra exécuter l'une ou plusieurs des choses... comme le spécifie l'ordonnance :
 - a) se présenter à un agent de probation ou autre personne désignée par le tribunal, et être sous sa surveillance...

L'alinéa 738(2)(b) apporte la précision suivante :

aucune ordonnance de probation ne reste en vigueur pendant plus de trois ans à partir de la date où elle est entrée en vigueur.

Par conséquent, la probation correspond à une condamnation avec sursis où le contrevenant peut être surveillé ou non par un agent de probation. Les conditions de probation qui ne prévoient pas la surveillance du contrevenant ne sont pas en général portées à l'attention des responsables des services correctionnels. Dans le présent bulletin, on entend par «probation» seulement la probation sous surveillance.

Mise en liberté sous condition

La mise en liberté planifiée et progressive des détenus dans la collectivité, au moyen de mécanismes de mise en liberté sous condition, est un aspect important du programme correctionnel. L'utilisation de divers mécanismes permet de protéger la société grâce à la surveillance du contrevenant par les autorités correctionnelles.

The following mechanisms for conditional release are used in Canada:

- **Full Parole** is a form of conditional release, granted at the discretion of paroling authorities, which allows an offender to serve part of a prison sentence in the community. In all instances the offender is placed under supervision and is required to abide by conditions designed to reduce the risk of re-offending and to foster reintegration in the community.
- **Day Parole** provides offenders with the opportunity to participate in on-going community-based activities. Ordinarily, the offender resides at a correctional institution or community residence. Offenders are also granted day parole in order to prepare for full parole and statutory release.
- **Temporary Absence** allows the offender to leave the institution for specific program purposes. The offender may be either *escorted* or *unescorted* on such occasions. Reasons for such releases can be for family visits, medical services, rehabilitative programs, socialization, humanitarian reasons, or similar reasons. (The new federal correctional legislation includes specific definitions of the reasons for which temporary absences may be granted).
- **Statutory Release** requires that federally sentenced offenders serve the final third of their sentence in the community under supervision and under conditions of release like those imposed on offenders released on full parole.

In November 1992, *Bill C-36*, the *Corrections and Conditional Release Act (CCRA)* was proclaimed in force replacing the *Parole Act* and the *Penitentiary Act*. The authority to grant parole is now found in the *Corrections and Conditional Release Act*, and the respective provincial legislation. The authority for temporary absences is found in both federal and provincial correctional legislation and is exercised by correctional authorities in provincial and territorial systems. In the federal system the responsibility for temporary absences is shared between the National Parole Board (NPB) and Correctional Services Canada (CSC).

There are three provincial jurisdictions which have full-functioning boards of parole. Quebec, Ontario and British Columbia operate boards that have jurisdiction for all provincial offenders in their provincial institutions. The NPB has jurisdiction over all offenders sentenced to a penitentiary (those who receive a sentence of two years or more) and offenders held in provincial and territorial correctional institutions where there are no provincial boards of parole.

Les mécanismes de mise en liberté sous condition utilisés au Canada sont les suivants :

- La **libération conditionnelle totale** est une forme de mise en liberté sous condition, accordée à la discrétion des responsables des libérations conditionnelles, qui permet à un contrevenant de purger une partie de sa peine d'emprisonnement dans la collectivité. Dans tous les cas, le contrevenant est sous surveillance et doit respecter les conditions qui lui sont imposées pour réduire les risques de récidive et favoriser sa réinsertion dans la société.
- La **semi-liberté** donne aux contrevenants l'occasion de participer à des activités communautaires permanentes. En général, les contrevenants vivent dans un établissement correctionnel ou un établissement résidentiel communautaire. La semi-liberté leur est accordée pour les préparer à la libération conditionnelle totale ou la libération d'office.
- La **permission de sortir** permet au contrevenant de quitter l'établissement pour participer à des programmes précis. Lorsqu'il sort, le contrevenant peut être «*sous surveillance*» ou laissé «*sans surveillance*». Le contrevenant peut obtenir une permission de sortir pour visiter sa famille, obtenir des services médicaux, participer à un programme de réadaptation, socialiser, ou encore pour des motifs humanitaires ou des raisons similaires. (La nouvelle loi fédérale sur les services correctionnels définit clairement les raisons pour lesquelles une permission de sortir peut être accordée.)
- La **libération d'office** est le mécanisme selon lequel les contrevenants sous responsabilité fédérale doivent purger le dernier tiers de leur peine dans la collectivité sous surveillance tout en respectant des conditions de libération similaires à celles imposées aux contrevenants bénéficiant d'une libération conditionnelle totale.

En novembre 1992, la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (projet de loi C-36)* est entrée en vigueur, remplaçant ainsi la *Loi sur la libération conditionnelle* et la *Loi sur les pénitenciers*. Le pouvoir d'accorder la libération conditionnelle est désormais régi par la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* ainsi que les lois provinciales pertinentes. Le pouvoir d'accorder des permissions de sortir est régi par les lois fédérales et provinciales concernant les services correctionnels et est exercé par les autorités correctionnelles des systèmes provinciaux et territoriaux. Dans le système fédéral, l'octroi des permissions de sortir est une responsabilité que se partagent la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) et le Service correctionnel du Canada (SCC).

Trois provinces possèdent des commissions des libérations conditionnelles pleinement fonctionnelles. Il s'agit du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique dont les commissions des libérations conditionnelles sont responsables de tous les contrevenants provinciaux détenus dans leurs établissements provinciaux. La CNLC est responsable de tous les contrevenants envoyés à un pénitencier (ceux qui ont été condamnés à une peine minimale de deux ans) et des contrevenants détenus dans les établissements correctionnels des provinces et des territoires où il n'existe pas de commission provinciale des libérations conditionnelles.

On October 31, 1991, the Quebec National Assembly enacted *Bill 147* amending the *Act to Promote the Parole of Inmates* and the *Act Respecting Probation and Houses of Detention*. Quebec's reform of conditional release came into effect on June 15, 1992. As part of this reform, the Commission also improved its parole program by adding a "parole with close supervision" which is better adapted to the specific needs of some of its clientele.

Parole boards are administrative tribunals which have the authority to grant, deny, terminate or revoke parole in their jurisdictions. The NPB also has the authority to terminate or revoke the statutory release of offenders, to detain certain offenders and to grant unescorted temporary absences for some offenders in penitentiaries.

Probation Counts

The average count of probationers represents a major indicator of workload for the probation services. The Correctional Services Program at the Canadian Centre for Justice Statistics collects counts of probationers

Le 31 octobre 1991, l'Assemblée nationale du Québec a adopté la *loi 147* modifiant la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus* et la *Loi sur la probation et sur les établissements de détention*. Cette réforme de la mise en liberté sous condition au Québec est entrée en vigueur le 15 juin 1992. Dans le cadre de cette réforme, la Commission a également amélioré son régime de libération conditionnelle en ajoutant une nouvelle forme de surveillance mieux adaptée aux besoins spécifiques d'une certaine partie de sa clientèle. Il s'agit de la libération conditionnelle avec surveillance intensive.

Les commissions des libérations conditionnelles sont des tribunaux administratifs qui ont le pouvoir, à l'intérieur de leur secteur de compétence, d'accorder, de refuser, de faire cesser ou de révoquer la libération conditionnelle. La CNLC a aussi le pouvoir de faire cesser et de révoquer la libération d'office des contrevenants, de détenir certains contrevenants et d'accorder des permissions de sortir sans surveillance à certains contrevenants détenus dans des pénitenciers.

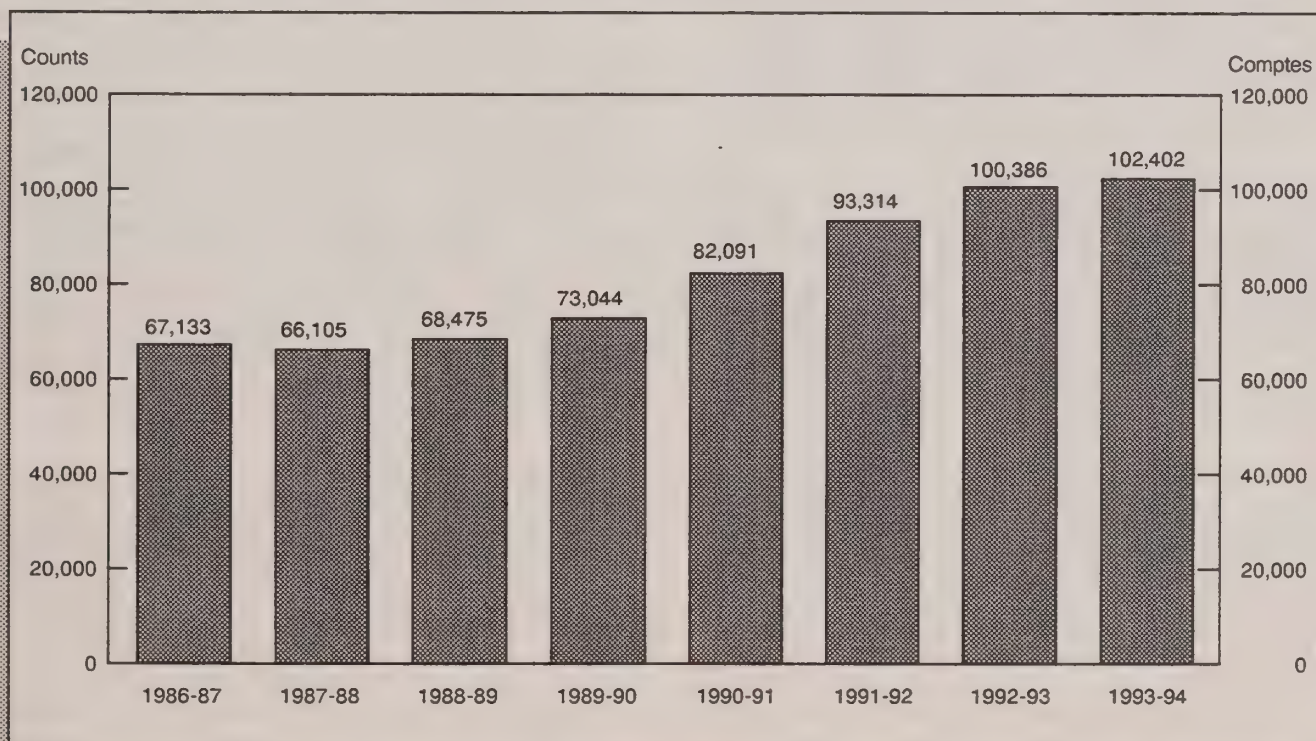
Comptes des probationnaires

Le compte des probationnaires constitue l'un des grands indicateurs de la charge de travail des services de probation. Le Programme des services correctionnels du Centre canadien de la statistique juridique recueille les comptes des

Figure 2

Average Probation Counts, 1986-87 to 1993-94

Comptes moyens de contrevenants en probation, 1986-87 à 1993-94



from every jurisdiction. Generally, these counts are collected by the jurisdictions on a monthly basis and are averaged to produce an annual average. The count data are not associated with any probationer characteristics. Therefore, the age, gender, offence and ethnicity of the offender population are not tabulated.

The data presented in Figure 2 represent a short-term trend in probation counts. The year 1986-87 was used to start the series in order to avoid any trend factors arising from the April 1985 implementation of the uniform age provisions of the *Young Offenders Act* (YOA). The trend has shown a 53% increase in counts between 1986-87 and 1993-94. Most of the increase occurred between 1989-90 and 1992-93. This *Juristat* will focus on the period between 1989-90 and 1993-94.

The annual average monthly counts of probationers are presented in Table 1. In 1993-94, the Canadian average count of probationers was 102,402. This represented a 2% increase over the previous year and a 40% increase since 1989-90. In 1993-94, half of the probationers were in Ontario. All jurisdictions with the exception of Nova Scotia (-9%), Québec (-2%), and the Yukon (-38%) experienced increased counts during the last year. The increases ranged from 18% in Newfoundland to 1% in Alberta. All jurisdictions except the Yukon experienced increased probation counts since 1989-90 (Table 1). These increases ranged from 151% in Newfoundland to 15% in Saskatchewan. On the whole, the Atlantic provinces experienced larger increases than did the Western provinces. The large increase in counts experienced in Newfoundland is a result of increases in the intakes (35%) coupled with a very large increase in the length of the probation terms imposed.

Rates were calculated for the count data and are also presented in Table 1. In 1993-94, the probation rate in Canada was 47 probationers per 10,000 adults in the population. This represented 1% over 1992-93 and a 33% increase over 1989-90. In 1993-94, the rates varied from a high of 187 probationers per 10,000 adults in the Yukon to a low of 22 probationers per 10,000 adults in Québec.

Generally, crime rates increase from east to the west in Canada. In order to improve the comparability in utilization rates among the jurisdictions, intake rates were calculated based on the number of adults charged. In 1993-94, on a national level, there was an average of 1,363 probationers per 10,000 adults charged by the police as reported in the Uniform Crime Report survey¹, representing a 10% increase over 1992-93 and a 54% increase over 1989-90. These rates demonstrate that, in 1993-94, there were

probationnaires auprès de chaque secteur de compétence. Généralement, ces comptes sont recueillis tous les mois par les secteurs de compétence et une moyenne annuelle est ensuite calculée. Les données sur les comptes ne sont associées à aucune caractéristique des probationnaires. Par conséquent, aucune donnée sur l'âge, le sexe et l'origine ethnique du contrevenant ou encore sur l'infraction commise n'est compilée.

Les données présentées à la figure 2 illustrent la tendance à court terme des inscriptions à la probation. On a choisi l'année 1986-1987 comme date du début de la série pour éviter tout facteur tendanciel pouvant être attribuable à l'application des dispositions de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC) concernant l'âge uniformisé qui est entrée en vigueur en avril 1985. La tendance signale une augmentation de 53 % des comptes entre 1986-1987 et 1993-1994. Cette augmentation s'est surtout produite entre 1989-1990 et 1992-1993. Le présent bulletin portera sur la période allant de 1989-1990 à 1993-1994.

La moyenne annuelle des comptes mensuels des probationnaires est présentée au tableau 1. Les comptes moyens nationaux des probationnaires atteignaient 102 402 en 1993-1994. Cela représente une augmentation de 2 % par rapport à l'année précédente et une hausse de 40 % depuis 1989-1990. En 1993-1994, la moitié des probationnaires se trouvaient en Ontario. Au cours de la dernière année, les comptes ont augmenté dans tous les secteurs de compétence, sauf en Nouvelle-Écosse (-9 %), au Québec (-2 %) et au Yukon (-38 %). Les hausses variaient entre 18 % à Terre-Neuve et 1 % en Alberta. Tous les secteurs de compétence, sauf le Yukon, ont connu une augmentation de leurs comptes de probationnaires depuis 1989-1990 (tableau 1). Ces augmentations variaient entre 151 % à Terre-Neuve et 15 % en Saskatchewan. Dans l'ensemble, les comptes des provinces de l'Atlantique ont affiché une hausse supérieure à ceux des provinces de l'Ouest. La forte augmentation observée à Terre-Neuve est attribuable à l'accroissement des inscriptions à la probation (35 %) et à l'augmentation très considérable de la durée de la période de probation imposée.

Les taux ont été calculés à partir des données sur les comptes et sont également présentés au tableau 1. En 1993-1994, le taux de probation au Canada était de 47 probationnaires pour 10 000 adultes. Cela représentait une augmentation de 1 % par rapport à 1992-1993 et une hausse de 33 % depuis 1989-1990. En 1993-1994, les taux variaient entre 187 probationnaires pour 10 000 adultes au Yukon et 22 probationnaires pour 10 000 adultes au Québec.

En général, les taux de criminalité augmentent à mesure qu'on se déplace d'est en ouest au Canada. Pour améliorer la comparabilité des taux d'utilisation entre les secteurs de compétence, les taux d'inscription ont été calculés en fonction du nombre d'adultes accusés. En 1993-1994, au niveau national, on dénombrait une moyenne de 1 363 probationnaires pour 10 000 adultes accusés par la police, tel que déclaré au Programme de déclaration uniforme de la criminalité¹; cela représentait une progression de 10 % par rapport à 1992-1993 et un accroissement de 54 % depuis

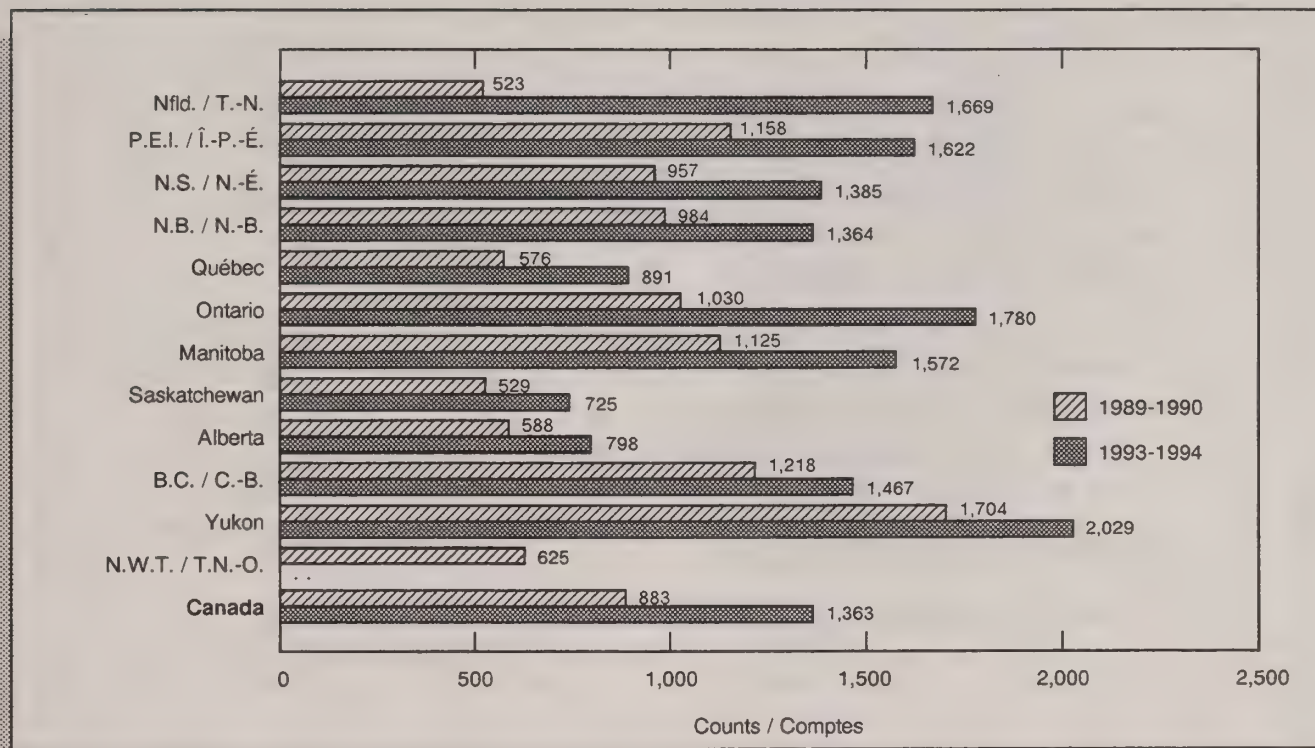
¹ See *Canadian Crime Statistics: 1993*. Statistics Canada, Catalogue 85-205, Annual.

¹ Voir *Statistique de la criminalité au Canada*: n° 85-205 au catalogue de Statistique Canada, annuel.

Figure 3

Probation Counts: Rate per 10,000 Adults Charged

Comptes des contrevenants en probation : taux pour 10 000 adultes accusés



great variations among jurisdictions, in the use of probation. The highest rate, of 2,029 probationers per 10,000 adults charged, was in the Yukon. The lowest rate was in Saskatchewan (745). All jurisdictions, with the exception of the Northwest Territories, experienced increases in their probation rates since 1989-90 (Figure 3).

Probation Intakes

During 1993-94, 79,171 probationers began a probation disposition under the supervision of a probation service in Canada. On a national level this represents a 35% increase since 1989-90. The trend of increased probation intakes was evident in all jurisdictions (Table 2). There are two possible explanations for the increased use of probation. The first is an increase in crime with a corresponding increase in the use of probation dispositions. The second is an increase in the use of probation independent of increases in crime rates. In order to further examine this phenomenon, the data presented

1989-1990. Ces taux montrent que, en 1993-1994, la probation est utilisée différemment dans les diverses régions du pays. Le Yukon a enregistré le taux le plus élevé, soit 2 029 probationnaires pour 10 000 adultes accusés. La Saskatchewan a affiché le taux le plus bas (745). Depuis 1989-1990, des hausses des taux de probation ont été observées dans tous les secteurs de compétence, à l'exception des Territoires du Nord-Ouest (figure 3).

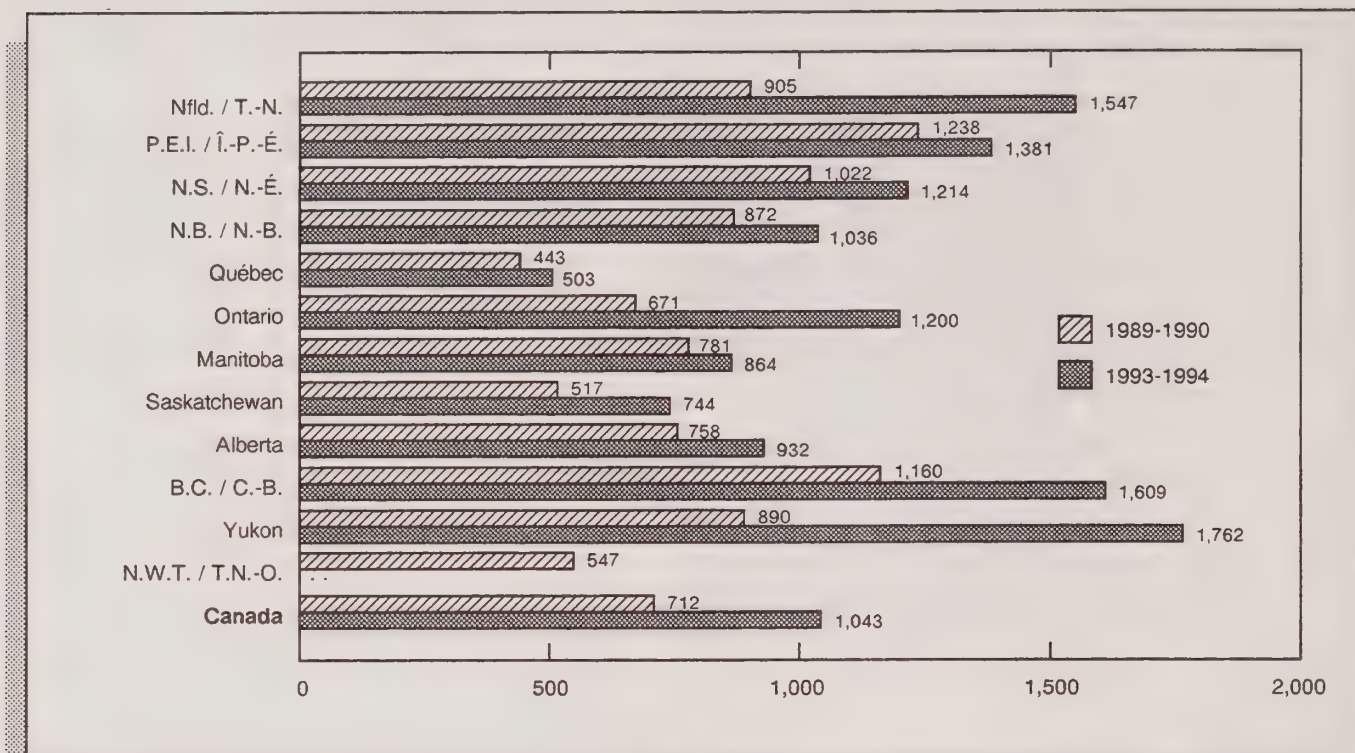
Inscriptions à la probation

En 1993-1994, 79 171 nouvelles périodes de probation ont débuté sous la surveillance d'un service de probation au Canada. Au niveau national, cela représente une augmentation de 35 % depuis 1989-1990. Cette tendance à la hausse pouvait être observée dans tous les secteurs de compétence (tableau 2). Il pourrait y avoir deux explications au recours accru à la probation. Il se pourrait premièrement que la hausse de la criminalité entraîne une augmentation correspondante du nombre de décisions comportant la probation. Il se pourrait deuxièmement qu'on ait de plus en plus recours à la probation, nonobstant l'augmentation des taux de criminalité. Les données présentées à la figure 4

Figure 4

Probation Intakes: Rate per 10,000 Adults Charged

Inscriptions à la probation : taux pour 10 000 adultes accusés



in Figure 4 were prepared. Here, the probation intakes are expressed in terms of a rate per 10,000 adults charged. Nationally, the rate went up 46% between 1989-90 (712) and 1993-94 (1,043). Thus, not only did the rate increase but it increased more rapidly than the actual intakes. This would indicate that there has been a genuine increase in the use of probation as a disposition, independent of variations in the crime rate. Moreover, this increase in rates was evident in all reporting jurisdictions (Figure 4). During the same period the use of incarceration increased by only 14% (from 1,391 admissions per 10,000 adults charged in 1989-90 to 1,580 admissions per 10,000 adult charged in 1993-94)². Thus, increasing number of persons charged are getting probation as a disposition.

² See *Adult Correctional Services in Canada : Highlights for 1993-94*. Statistics Canada, *Juristat* Vol. 15, No. 5.

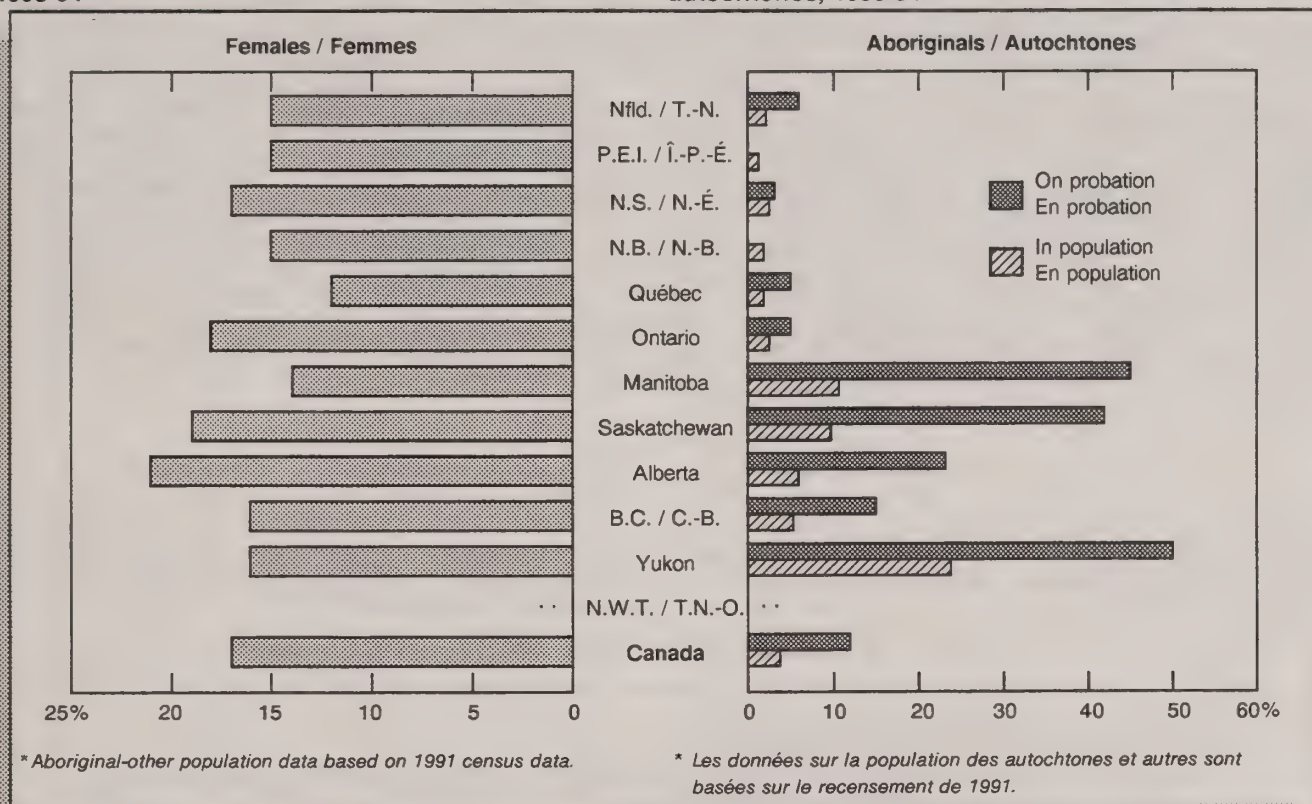
permettent d'examiner ce phénomène plus en profondeur. Dans cette figure, les inscriptions à la probation sont exprimées selon un taux pour 10 000 adultes accusés. Au niveau national, le taux s'est accru de 46 % entre 1989-1990 (712) et 1993-1994 (1 043). Donc, le taux a non seulement augmenté, mais il s'est accru plus vite que les inscriptions réelles. Cela signifierait que le recours à la probation, en tant que décision rendue par le tribunal, a bien affiché une hausse réelle, nonobstant les fluctuations du taux de criminalité. De plus, l'augmentation des taux a été observée dans tous les secteurs de compétence déclarants (figure 4). Pendant la même période, le recours à l'incarcération ne s'est accru que de 14 % (de 1 391 admissions pour 10 000 adultes accusés en 1989-1990 à 1 580 admissions pour 10 000 adultes accusés en 1993-1994)². Par conséquent, une plus grande proportion des personnes accusées sont condamnées à la probation.

² Voir «Les services correctionnels pour adultes au Canada : Faits saillants de 1993-1994», Statistique Canada, *Juristat*, vol. 15, n° 5.

Figure 5

Selected Offender Characteristics: Percent Distribution on Intake of Females and Aboriginals, 1993-94

Certaines caractéristiques du contrevenant à l'inscription : pourcentage des femmes et des autochtones, 1993-94



The gender, ethnicity (Aboriginal/non-Aboriginal) and age of probationers are available from most jurisdictions. These data reflect the status of the probationer on intake. On a national level, 17% of the probationers were female (Table 2). It should be noted that only 9% of the incarcerated were female but that 18% of the adults charged were female. The percent distribution of female probationers in the jurisdictions varied from 21% in Alberta to 12% in Québec (Figure 5).

Prince Edward Island and New Brunswick were not able to provide information on the ethnic origin of probationers (Aboriginal/non-Aboriginal). Within the jurisdictions providing data, 12% of the probationers in the 1993-94 probation intake were of Aboriginal peoples origin (Table 2). During the same period 17% of the persons incarcerated in Canada were Aboriginal peoples. In 1991 census, 3.7%³ of the population reported having aboriginal origins. Clearly there is an over representation of Aboriginal peoples in the probation intake. There was considerable variability in the distribution of Aboriginal probationers among the jurisdictions. Generally, the

La plupart des secteurs de compétence peuvent nous fournir des données sur le sexe, l'origine ethnique (autochtone ou non autochtone) et l'âge des probationnaires. Ces données brossent le portrait du contrevenant au moment de son inscription à la probation. Au niveau national, 17 % des probationnaires étaient des femmes (tableau 2). Il convient de noter que les femmes représentent seulement 9 % des détenus, mais 18 % des adultes accusés. La ventilation en pourcentage des femmes en probation dans les divers secteurs de compétence variait entre 21 % en Alberta et 12 % au Québec (figure 5).

L'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick n'étaient pas en mesure de fournir des renseignements sur l'origine ethnique des probationnaires (autochtone ou non autochtone). Dans les secteurs de compétence qui fournissent ces données, 12 % des personnes inscrites à la probation en 1993-1994 étaient d'origine autochtone (tableau 2). Au cours de la même période, 17 % des détenus au Canada étaient autochtones. Selon le recensement de 1991, 3,7 %³ de la population ont déclaré être d'origine autochtone. De toute évidence, les autochtones sont surreprésentés dans les comptes des probationnaires. La proportion de probationnaires autochtones variait beaucoup d'un secteur de compétence à l'autre. En général, on observait une plus forte

³ See *The Daily*, Statistics Canada, March 30, 1993.

³ Voir *Le Quotidien*, Statistique Canada, le 30 mars 1993.

Western provinces had higher proportions of Aboriginal peoples in their intakes than the Atlantic and Central provinces (Figure 5). The Western provinces generally have a higher proportion of Aboriginal peoples in their population, however, there is also a greater over representation of Aboriginal peoples in their probation intakes.

Gender specific intake rates per 10,000 adults in each jurisdiction are presented in Table 2. On a national level, in 1993-94, 62 out of every 10,000 adult males were placed on probation and 12 out of every 10,000 females were put on probation. These data are consistent with the generalization that males have a higher participation rate in crime than females. For males, the rate varied from 271 in the Yukon to 22 in Québec. For females, a similar pattern was evident, with a high of 51 in the Yukon to a low of 3 in Québec.

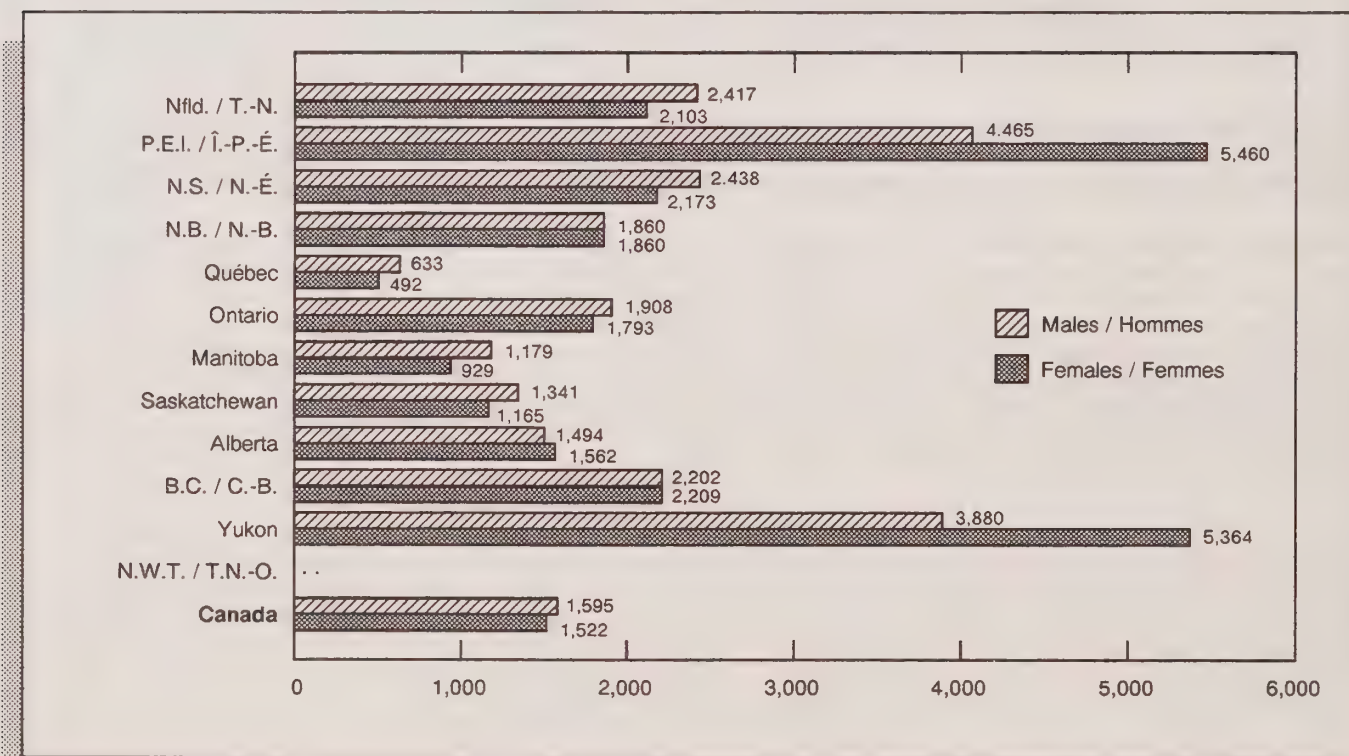
proportion d'autochtones inscrits à la probation dans les provinces de l'Ouest que dans les provinces de l'Atlantique et le centre du pays (figure 5). Les provinces de l'Ouest ont en général une plus forte proportion d'autochtones au sein de leur population, mais elles affichent également une plus grande surreprésentation des autochtones dans leurs inscriptions à la probation.

Le tableau 2 montre les taux d'inscription selon le sexe pour 10 000 adultes, pour chacun des secteurs de compétence. Au niveau national en 1993-1994, pour 10 000 hommes, il y avait 62 hommes inscrits à la probation et, pour 10 000 femmes, il y en avait 12 inscrites à la probation. Ces données sont conformes à la généralisation selon laquelle le taux de criminalité est plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Chez les hommes, le taux variait entre 271 au Yukon et 22 au Québec. Chez les femmes, on a observé une variation semblable, le Yukon enregistrant le taux le plus élevé, 51, et le Québec, le plus faible, 3.

Figure 6

Probation Intakes: Rate per 10,000 Adults Charged by Gender, 1993-94

Inscriptions à la probation : taux pour 10 000 adultes accusés selon le sexe, 1993-94



Gender specific intake rates were calculated based on the number of adults charged with a Criminal Code Offence. The rates per 10,000 males charged and per 10,000 females charged are shown in Table 2. At the national level, the probation intake rates for males and females were quite similar. In 1993-94, 1,585 males per 10,000 males charged and 1,522 females per 10,000 females charged were placed on probation. For males these rates varied from a high of 4,065 in Prince Edward Island to a low of 633 in Québec (Figure 6). Similarly for the females, the high was in the Prince Edward Island (5,460) with the low being in Québec (492). These rates point to different utilization of probation across the country. The Atlantic provinces had higher rates than the Western provinces. It is interesting to note that in Prince Edward Island, Alberta, British Columbia and the Yukon the rates for females were higher than the rates for males. In New Brunswick the rates for males and females were the same.

The age distribution of probationers on intake by jurisdiction is provided in Table 3. Since 1989-90, the age distribution of probationers has shown a tendency towards increasing numbers of older probationers, with the median age of probationers increased from 27 to 30 years. In 1993-94 almost two-thirds of the probationers were 25 years of age or older, with almost half of the probation intake being over 25 but under 40 years old. For the 1993-94 national data the rate per 1,000 adults in each age cohort was calculated. Generally within the age cohorts, the proportion of persons being put on probation decreased with age. At the national level, 11 out of every 1,000 persons 18 and 19 years old were put on probation, and almost 9 out of every 1,000 persons 20 to 24 year old were put on probation. The age participation distribution showed a steady decrease with the older age cohorts, with the intake rate decreasing to 1.2 per 1,000 persons in the cohort for the people 50 and over. Because of the generally aging population, one would expect larger numbers of probationers from older age cohorts even with relatively low participation rates. The traditional view that probation is the purview of youth has been partially upheld, in that younger persons are more likely to be placed on probation. However, the aging population at large is reflected in larger numbers of older persons being placed on probation.

Since 1989-90, the national median probation term has been twelve months. However, when the distribution of the length of probation terms is examined more closely (Table 4), one sees that the distribution of disposition lengths has been changing around the median. The proportion of terms below the median has decreased and the proportions of terms at and above the median have increased. What masks the trend is that 30% of the probation terms are at the median. In 1993-94, most jurisdictions had median probation terms which were at the national level. The exceptions were Québec (24 mos.), Newfoundland (19 mos.), Manitoba (18 mos.) and Nova Scotia (14 mos.).

Les taux d'inscription selon le sexe ont été calculés en fonction du nombre d'adultes accusés d'une infraction au Code criminel. Les taux pour 10 000 hommes accusés et pour 10 000 femmes accusées apparaissent au tableau 2. Au niveau national, les taux d'inscription à la probation pour les hommes et les femmes sont assez semblables. En 1993-1994, 1 585 hommes pour 10 000 hommes accusés et 1 522 femmes pour 10 000 femmes accusées ont été mises en probation. Chez les hommes, les taux variaient, allant de 4 065 à l'Île-du-Prince-Édouard à 633 au Québec (figure 6). On observe une tendance semblable chez les femmes, puisque le taux le plus élevé a été enregistré à l'Île-du-Prince-Édouard (5 460) et le taux le plus faible, au Québec (492). Ces taux montrent que la probation est utilisée différemment dans les diverses régions du pays. Les provinces de l'Atlantique affichaient des taux supérieurs à ceux des provinces de l'Ouest. Chose intéressante à noter, à l'Île-du-Prince-Édouard, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Yukon, les taux chez les femmes étaient supérieurs aux taux chez les hommes. Au Nouveau-Brunswick, les taux chez les hommes et chez les femmes étaient identiques.

La répartition par âge des probationnaires à l'inscription selon le secteur de compétence est illustrée au tableau 3. Depuis 1989-1990, la répartition par âge des probationnaires montre que les probationnaires ont tendance à être plus âgés, l'âge médian étant passé de 27 à 30 ans. En 1993-1994, près des deux tiers des probationnaires étaient âgés de 25 ans et plus, et près de la moitié des personnes inscrites à la probation étaient âgées de plus de 25 ans mais de moins de 40 ans. Pour les données nationales de 1993-1994, le taux pour 1 000 adultes dans chacune des catégories d'âge a été calculé. En général, à l'intérieur des catégories d'âge, on s'aperçoit que la proportion des personnes en probation diminue avec l'âge. Au niveau national, 11 personnes pour 1 000 personnes de 18 ou 19 ans étaient inscrites à la probation, et près de 9 personnes pour 1 000 personnes de 20 à 24 ans étaient mises en probation. La répartition de la criminalité par âge montre une diminution constante avec l'augmentation de l'âge, le taux d'inscription tombant à 1,2 pour 1 000 personnes dans la catégorie des personnes de 50 ans et plus. En raison du vieillissement de la population en général, il faudrait s'attendre à un plus grand nombre de probationnaires dans les catégories d'âge plus avancé, malgré des taux de criminalité relativement faibles. Ces chiffres appuient en partie l'opinion traditionnelle selon laquelle la probation est surtout infligée aux jeunes, ceux-ci étant plus susceptibles d'être mis en probation. Toutefois, le vieillissement de la population en général se traduit dans les nombres plus élevés de personnes plus âgées mises en probation.

Depuis 1989-1990, au niveau national, la durée médiane de la probation est de douze mois. Cependant, un examen plus poussé de la ventilation de la durée de la probation (tableau 4) permet de constater un changement dans la répartition de la durée des peines par rapport à la durée médiane. La proportion des peines dont la durée est inférieure à la durée médiane a diminué, tandis que la proportion des peines dont la durée est égale ou supérieure à la durée médiane a augmenté. Cette tendance est masquée par le fait que 30 % des périodes de probation se situent à la médiane. En 1993-1994, dans la plupart des secteurs de compétence, la durée médiane de la probation correspondait au niveau national. Il y a quelques exceptions, le Québec (24 mois), Terre-Neuve (19 mois), le Manitoba (18 mois) et la Nouvelle-Écosse (14 mois).

Nine jurisdictions were able to provide data on the offences of which the probationers were convicted (Table 5). In these jurisdictions, over 90% of the offences were under the *Criminal Code*. The majority of the remaining offences were against other federal statutes such as the *Food and Drugs Act* and the *Narcotic Control Act*. In Newfoundland, New Brunswick, Manitoba and British Columbia the proportion of intakes for "violent" offences exceeded intakes for "property" offences. Eight of the jurisdictions were able to provide separate offence distributions for males and females (Table 5). Generally, a higher proportion of males were put on probation for "violent" offences than for "property" offences. On the other hand, more females were put on probation for "property" offences than for "violent" offences. It should be noted that in 1993, more males and females were charged with "property" offences than with "violent" offences. Probationers in Manitoba had the highest rate of "violent" crimes for both males (56%) and females (39%). These high figures are a result of the special domestic violence programs instituted to serve the Winnipeg Family Violence Court⁴.

In summary, probation intakes are increasing more rapidly than crime rates. Probationers are becoming older and tend to get longer dispositions. Relative to the number of persons charged, similar proportions of men and women are being placed on probation.

Community Supervision of Offenders on Conditional Release

While on parole or on statutory release, the offender must conform to a set of release conditions. Some of these conditions are standard and others are determined by the specific needs of the offender. Standard conditions typically are that the inmate must:

- remain within the jurisdiction of the Board;
- keep the peace, be of good behaviour and obey the law;
- report to a parole supervisor and the police as required;
- keep the Board informed about changes of residence or employment; and,
- refrain from criminal associates and contacts.

⁴ See *The Winnipeg Family Violence Court. Juristat 1994*, Vol. 14, No. 12.

Neuf secteurs de compétence ont été en mesure de fournir des données sur les infractions pour lesquelles les probationnaires ont été reconnus coupables (tableau 5). Dans ces secteurs de compétence, les contrevenants avaient commis, dans plus de 90 % des cas, des infractions au *Code criminel*. La majorité des autres crimes étaient des infractions à des lois fédérales comme la *Loi sur les aliments et drogues* et la *Loi sur les stupéfiants*. À Terre-Neuve, au Nouveau-Brunswick, au Manitoba et en Colombie-Britannique, la proportion des personnes inscrites à la probation ayant commis des crimes de «violence» était supérieure à celle des probationnaires ayant commis des crimes contre les «biens». Huit des secteurs de compétence ont pu fournir une ventilation des infractions pour les hommes et une autre pour les femmes (tableau 5). En général, une plus forte proportion d'hommes ont été condamnés à la probation pour avoir commis des crimes de «violence» que pour avoir commis des crimes contre les «biens». Par contre, plus de femmes ont été mises en probation pour avoir commis des crimes contre les «biens» que pour avoir commis des crimes de «violence». Il convient de noter que, en 1993, plus de femmes et d'hommes ont été accusés de crimes contre les «biens» que de crimes de «violence». Les probationnaires du Manitoba affichaient le taux le plus élevé de crimes de «violence», tant chez les hommes (56 %) que chez les femmes (39 %). Ces taux élevés sont attribuables aux programmes spéciaux de lutte contre la violence familiale créés pour appuyer le Tribunal de la violence familiale à Winnipeg⁴.

En résumé, les inscriptions à la probation progressent plus rapidement que les taux de criminalité. À l'heure actuelle, les probationnaires sont plus âgés et tendent à obtenir des peines plus longues. Relativement au nombre de personnes accusées, des proportions similaires d'hommes et de femmes sont inscrits à la probation.

Surveillance communautaire des contrevenants en liberté sous condition

Le contrevenant en liberté conditionnelle ou en liberté d'office doit respecter une série de conditions de la mise en liberté. Certaines de ces conditions sont générales, d'autres sont définies selon les besoins particuliers du contrevenant. Parmi les conditions générales que doit respecter le contrevenant, mentionnons qu'il doit :

- rester dans le ressort de la Commission;
- ne pas troubler l'ordre public, avoir une bonne conduite et respecter la loi;
- se présenter à un surveillant de liberté conditionnelle et à la police lorsqu'il en est requis;
- informer la Commission de tout changement d'adresse ou d'emploi; et
- s'abstenir de tout contact avec des associés ou des éléments criminels.

⁴ Voir *Le Tribunal de la violence familiale à Winnipeg, Juristat*, 1994, vol. 14, n° 12.

Additional conditions may be imposed. For example, a board may impose conditions to refrain from possession of firearms, to refrain from the use of alcohol and/or non-prescribed drugs, to reside in a halfway house for a period of time or, to attend a treatment or training program.

Supervision of parolees in the community is provided by the appropriate correctional agency. In the case of persons granted parole by the National Parole Board (NPB), the responsibility rests with Correctional Services Canada. Persons released by a provincial board are supervised by probation and parole officers of that province.

Persons Released on Full Parole

Not all inmates are automatically eligible to be considered for parole release. Inmates in provincial institutions serving sentences of six months or more are eligible for parole consideration. Inmates serving lesser sentences must apply for parole consideration. Federally sentenced offenders, with a few exceptions, are eligible for parole consideration. In addition, federally sentenced offenders who are not released on parole will generally spend the last third of their sentence on *statutory release* in the community under the supervision of parole officers.

Québec, Ontario and British Columbia have boards of parole with authority over the provincial inmates held in their provincial institutions. The NPB has authority over all federally sentenced offenders and for provincial inmates in those provinces which do not have their own boards. Because the 1992-93 release data from Ontario and the 1993-94 data from the NPB were not available, a national trend for parole releases is not possible. The number of persons released on parole is shown in Table 6.

The trends in the average counts of provincial parolees in the community (Table 6) reflect an increase since 1989-90. The average count of offenders on full parole in 1993-94 was 9,928. At the national level, in 1993-94, there was a 21% increase in the average count of offenders on full parole over the previous year and a 36% increase since 1989-90. The national trend, since 1992-93, is reflective of different patterns in the jurisdictions. Québec was the provincial jurisdiction with the largest increase, of 35%, in the counts since 1992-93. Ontario also had an increase, but of a more moderate nature (14%). The remaining provincial jurisdictions showed moderate decreases in the last year; British Columbia decreased by 6% and the NPB (provincial offenders)

D'autres conditions peuvent être imposées. Par exemple, la Commission peut exiger que le contrevenant s'abstienne d'être propriétaire d'armes à feu, s'abstienne de consommer de l'alcool ou des médicaments vendus sans prescription, habite dans une maison de transition pendant une certaine période ou participe à un programme de thérapie ou de formation.

La surveillance des détenus en liberté conditionnelle dans la collectivité est effectuée par l'organisme correctionnel compétent. Dans le cas des personnes à qui la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC) a accordé la libération conditionnelle, cette responsabilité incombe au Service correctionnel du Canada. Les personnes libérées par une commission provinciale sont placées sous la surveillance d'agents de probation ou d'agents de liberté conditionnelle de la province concernée.

Personnes bénéficiant d'une libération conditionnelle totale

Les détenus ne sont pas tous admissibles à la libération conditionnelle. Les détenus incarcérés dans les établissements provinciaux qui purgent des peines de six mois ou plus sont admissibles à la libération conditionnelle. Les détenus purgeant des peines moindres doivent présenter une demande s'ils veulent obtenir une libération conditionnelle. Les contrevenants sous responsabilité fédérale, sauf de rares exceptions, sont admissibles à la libération conditionnelle. De plus, les contrevenants sous responsabilité fédérale qui ne sont pas libérés sous condition purgeront en général le dernier tiers de leur peine en *liberté d'office* dans la collectivité sous la surveillance d'agents de liberté conditionnelle.

Le Québec, l'Ontario et la Colombie-Britannique ont des commissions des libérations conditionnelles qui sont responsables des détenus incarcérés dans leurs établissements provinciaux respectifs. La CNLC exerce sa compétence sur tous les détenus fédéraux ainsi que sur les détenus incarcérés dans les provinces ne possédant pas de commission des libérations conditionnelles. Étant donné que l'Ontario n'a pu fournir de données sur les libérations en 1992-1993 et que la CNLC n'a pu transmettre ces données en 1993-1994, il a été impossible de dégager une tendance nationale en ce qui concerne les libérations conditionnelles. Le nombre de personnes ayant bénéficié d'une libération conditionnelle figure au tableau 6.

Les tendances qui se dégagent des comptes moyens des probationnaires provinciaux en liberté dans la collectivité (tableau 6) signalent une tendance à la hausse des libérations conditionnelles depuis 1989-1990. Les comptes moyens de contrevenants bénéficiant d'une libération conditionnelle totale atteignaient 9 928 en 1993-1994. Au niveau national, en 1993-1994, on observait une augmentation de 21 % des comptes moyens des contrevenants jouissant d'une libération conditionnelle totale par rapport à l'année précédente et une hausse de 36 % depuis 1989-1990. Cette tendance nationale, depuis 1992-1993, est conforme aux diverses tendances observées dans les secteurs de compétence. Le Québec a affiché la plus forte augmentation des comptes, soit de 35 %, depuis 1992-1993. L'Ontario a également connu une hausse,

by 4%. The largest numerical increase, of 1,084, was of federally sentenced offenders on full parole. Indeed, 63% of the increase in full parolees, during the last year, was of federally sentenced offenders. To a large extent the changes in Québec and NPB data can be attributed to recent legislative changes for both jurisdictions. Both the *Corrections and Conditional Release Act* and *Bill 147* in Québec affected parole eligibility.

Persons Released on Day Parole

The NPB has authority to grant day parole to offenders under its jurisdiction. The provincial boards of parole do not grant day parole. Provincial offenders can apply to the NPB for day parole. The average count of offenders on day parole in 1993-94 was 1,622 (Table 6). The majority (95%, 1,547) were federal offenders. The 1993-94 count represents a 19% decrease from the previous year. The *Corrections and Conditional Release Act* affected the conditions governing day parole eligibility.

Persons Released on Statutory Release

Sentenced offenders who are not granted parole, may be released into the community prior to the warrant expiry date of their sentence. Federal inmates are released under *statutory release* and are supervised in the community as if on parole. Provincial inmates achieve early release under provisions of earned remission and are not supervised in the community. No counts are kept of provincial offenders who are released to the community prior to their warrant expiry date.

In 1993-94 there was an average count of 2,195 offenders who had been released into the community under statutory release provisions (Table 7). This represents a 7% decrease in counts from the previous year.

mais qui était toutefois plus modérée, soit de 14%. Les autres provinces ont enregistré des baisses modérées au cours de la dernière année : la Colombie-Britannique a diminué de 6%; la CNLC (contrevenants sous responsabilité provinciale) de 4 %. C'est le compte des contrevenants sous responsabilité fédérale bénéficiant d'une libération conditionnelle totale qui a connu la plus forte hausse de 1 084. En fait, les contrevenants sous responsabilité fédérale figuraient pour 63 % de l'augmentation des comptes des détenus qui bénéficiaient d'une libération conditionnelle totale durant la dernière année. Dans une large mesure, les variations observées dans les données du Québec et de la CNLC peuvent être attribuées aux modifications apportées récemment aux lois dans ces deux secteurs de compétence. La *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* et la *loi 147* au Québec ont influencé l'admissibilité à la libération conditionnelle.

Personnes en semi-liberté

La CNLC a le pouvoir d'octroyer la semi-liberté aux contrevenants sous sa responsabilité. Les commissions provinciales des libérations conditionnelles ne peuvent pas accorder la semi-liberté. Les contrevenants sous responsabilité provinciale doivent présenter une demande à la CNLC pour obtenir la semi-liberté. Les comptes moyens des détenus en semi-liberté atteignaient 1 622 en 1993-1994 (tableau 6). La majorité de ces détenus (95 %, 1 547) étaient des contrevenants sous responsabilité fédérale. Les comptes pour 1993-1994 représentent une baisse de 19 % par rapport à l'année précédente. La *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* a modifié les conditions régissant l'admissibilité à la semi-liberté.

Personnes en liberté d'office

Les personnes condamnées qui n'obtiennent pas la liberté conditionnelle peuvent être remises en liberté dans la collectivité avant la date d'expiration de leur peine. Les détenus sous responsabilité fédérale sont mis en *liberté d'office* et placés sous surveillance dans la collectivité, comme s'ils étaient en liberté conditionnelle. Les détenus sous responsabilité provinciale obtiennent la libération anticipée aux termes des dispositions sur la réduction méritée de peine et ne font pas l'objet de surveillance au sein de la collectivité. On ne dispose d'aucun chiffre sur les contrevenants sous responsabilité provinciale qui sont mis en liberté dans la collectivité avant la date d'expiration de leur peine.

En 1993-1994, il y avait un compte moyen de 2 195 contrevenants en liberté dans la collectivité aux termes des dispositions sur la libération d'office (tableau 7). Cela représente une baisse de 7 % des comptes par rapport à l'année précédente.

Temporary Absences

There are a great many reasons which would necessitate that an inmate leave an institution during the term of a sentence of incarceration. Family issues such as funerals, medical issues such as special tests, or community services such as removing snow from the sidewalks of senior citizens are among the reasons which cause an inmate to be temporarily absent from the institution. In the provinces and territories the release of an offender on Temporary Absence (TA) falls under the responsibility of the superintendent (warden) of the institution. Typically a TA can last from several hours up to 15 days. In 1993-94, Prince Edward Island and the Northwest Territories were not able to provide data on the number of TAs granted, and Saskatchewan could only provide data on the number of inmates affected. During 1993-94, the remaining jurisdictions granted 151,455 TAs. Details concerning the durations of the absence and the reasons for the release are not collected.

In 1993-94, Correctional Services Canada and the National Parole Board were not able to provide any data on TAs. In 1992-93, 41,493 escorted and 5,432 unescorted absences were taken under the authority of CSC officials. A further 499 escorted and 1,655 unescorted TAs were granted by the NPB.

Methodology and Data Limitations

The data presented in this *Juristat* were taken from the Adult Correctional Services Survey. This survey is conducted annually, on a fiscal year basis, to collect information on custodial and community corrections caseload and caseload characteristics for both provincial/territorial and federal corrections. Intake data were not available from Ontario for 1991-92 and 1992-93. In 1993-94 only limited data were available for federally sentenced offenders and for probationers in Alberta. No data for community programs were available from the Northwest Territories and the National Parole Board. The calculation of all rates and percentage change were adjusted to account for unavailable data.

Permissions de sortir

Pour de nombreuses raisons, un détenu pourrait devoir quitter un établissement pendant qu'il purge sa peine. Il peut obtenir une permission de sortir notamment pour s'acquitter d'obligations familiales telles que des funérailles, recevoir des soins médicaux tels que des examens spéciaux ou effectuer des travaux communautaires comme déneiger les trottoirs pour des personnes âgées. Dans les provinces et les territoires, la mise en liberté d'un détenu qui a obtenu la permission de sortir relève du directeur de l'établissement. En général, une permission peut être accordée pour une période de plusieurs heures à quinze jours. En 1993-1994, l'Île-du-Prince-Édouard et les Territoires du Nord-Ouest n'étaient pas en mesure de fournir des données sur le nombre de permissions accordées, et la Saskatchewan pouvait fournir uniquement des données sur le nombre de détenus touchés. En 1993-1994, les autres secteurs de compétence ont accordé 151 455 permissions de sortir. Les détails concernant la durée de l'absence et les raisons de la mise en liberté ne sont pas recueillis.

En 1993-1994, le Service correctionnel du Canada et la Commission nationale des libérations conditionnelles n'ont pu fournir de données sur les permissions de sortir. En 1992-1993, 41 493 permissions de sortir sous surveillance et 5 432 permissions de sortir sans surveillance ont été accordées en vertu de l'autorité des agents responsables du SCC. De plus, la CNLC a accordé 499 permissions de sortir sous surveillance et 1 655 permissions de sortir sans surveillance.

Méthode et limites des données

Les données présentées ici sont tirées de l'Enquête sur les services correctionnels pour adultes, menée à chaque exercice financier. Cette enquête annuelle vise à recueillir des renseignements sur le nombre de cas et les caractéristiques des cas en ce qui concerne la détention et les services correctionnels en milieu communautaire tant aux niveaux provincial/territorial que fédéral. Les données sur les inscriptions en Ontario n'étaient pas disponibles pour 1991-1992 et 1992-1993. En 1993-1994, l'Alberta n'a fourni qu'un nombre limité de données sur les contrevenants sous responsabilité fédérale et les probationnaires. Les Territoires du Nord-Ouest et la Commission nationale des libérations conditionnelles n'ont pu fournir de données sur les programmes communautaires. L'ensemble des taux et des variations en pourcentage ont été corrigés pour tenir compte de l'absence de données.

Table 1
Average Probation Counts, 1989-90 to 1993-94

Tableau 1
Comptes moyens de contrevenants en probation, 1989-90 à 1993-94

		Counts	Rates – Taux	
		Comptes	Per 10,000 adults	Per 10,000 adults charged
			Pour 10 000 adultes	Pour 10 000 adultes accusés
Newfoundland –Terre-Neuve	1989-90	995	24.4	523.3
	1990-91	1,434	34.7	852.8
	1991-92	1,949	46.5	1,142.1
	1992-93	2,119	50.0	1,273.3
	1993-94	2,499	58.6	1,668.8
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	1989-90	593	62.9	1,157.8
	1990-91	621	65.2	1,243.5
	1991-92	728	76.2	1,369.2
	1992-93	830	87.1	1,554.3
	1993-94	862	89.2	1,621.5
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	1989-90	3,043	44.8	956.6
	1990-91	2,647	38.6	780.1
	1991-92	3,563	51.5	1,042.7
	1992-93	4,561	65.6	1,373.3
	1993-94	4,170	59.6	1,385.1
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	1989-90	2,010	36.9	983.7
	1990-91	2,122	38.5	968.7
	1991-92	2,136	38.2	1,046.9
	1992-93	2,435	43.3	1,214.7
	1993-94	2,555	45.2	1,363.5
Québec	1989-90	7,321	13.8	576.3
	1990-91	10,342	19.3	774.5
	1991-92	11,584	21.5	826.7
	1992-93	12,047	22.1	872.9
	1993-94	11,824	21.5	890.6
Ontario	1989-90	36,763	47.8	1,029.9
	1990-91	40,376	51.5	1,160.6
	1991-92	46,284	58.3	1,344.8
	1992-93	50,558	62.9	1,559.0
	1993-94	51,997	63.9	1,780.1
Manitoba	1989-90	3,488	42.8	1,124.6
	1990-91	3,791	46.4	1,161.7
	1991-92	4,758	57.9	1,408.0
	1992-93	5,066	61.7	1,502.2
	1993-94	5,385	65.4	1,571.8
Saskatchewan	1989-90	2,851	38.9	528.9
	1990-91	3,106	42.9	609.1
	1991-92	3,453	47.9	734.6
	1992-93	3,149	43.7	699.8
	1993-94	3,277	45.5	745.1
Alberta	1989-90	5,576	30.8	587.9
	1990-91	6,236	33.7	691.8
	1991-92	6,901	36.7	678.2
	1992-93	7,345	38.6	758.7
	1993-94	7,415	38.4	797.6
British Columbia – Colombie-Britannique	1989-90	9,432	38.6	1,218.0
	1990-91	9,996	39.8	1,307.5
	1991-92	10,903	42.4	1,284.8
	1992-93	11,126	42.3	1,292.0
	1993-94	11,985	44.5	1,426.8
Yukon	1989-90	584	301.0	1,704.1
	1990-91	809	408.6	2,205.0
	1991-92	713	347.8	2,305.2
	1992-93	700	328.6	2,341.1
	1993-94	433	186.6	2,029.1
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1989-90	388	106.3	624.5
	1990-91	611	161.6	832.7
	1991-92	342	88.4	369.4
	1992-93	450	116.0	534.0
	1993-94	..	..	..
Canada	1989-90	73,044	35.5	883.0
	1990-91	82,091	39.3	1,000.8
	1991-92	93,314	44.1	1,109.6
	1992-93	100,386	46.9	1,238.4
	1993-94	102,402	47.4	1,362.9

.. Data not available. - Nombres indisponibles.

Table 2

Probation Intakes with Selected Offender Characteristics, 1989-90 to 1993-94

Tableau 2

Nombre d'inscriptions à la probation, selon certaines caractéristiques du contrevenant, 1989-90 à 1993-94

		Intakes – Inscriptions								Rates – Taux			
		Total	Males		Females		Aboriginals		Per 10,000 adults		Per 10,000 adults charged		
			Hommes		Femmes		Autochtones		Pour 10 000 adultes		Pour 10 000 adultes accusés		
			No.	%	No.	%	No.	%	Males	Females	Males	Females	
			nbre				nbre			Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Newfoundland – Terre-Neuve	1989-90	1,720	1,509	88	211	12	8	–	74.3	9.7	1,787.1	1,935.8	
	1990-91	1,945	1,677	86	268	14	135	7	81.5	12.2	2,095.7	2,095.4	
	1991-92	2,203	1,915	87	288	13	124	6	91.8	13.1	2,348.3	2,368.4	
	1992-93	2,431	2,095	86	336	14	157	6	99.3	15.1	2,618.8	2,145.6	
	1993-94	2,316	1,974	85	342	15	148	6	92.8	15.3	2,417.3	2,108.5	
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	1989-90	634	562	89	72	11	..	..	121.6	12.7	4,543.2	5,070.4
	1990-91	674	581	86	93	14	..	..	124.7	16.3	4,043.1	4,720.8
	1991-92	726	646	89	80	11	..	..	138.3	14.1	4,151.7	4,324.3
	1992-93	813	717	88	96	12	..	..	154.5	17.2	4,144.5	5,079.4
	1993-94	734	639	87	95	13	..	..	135.7	16.6	4,064.9	5,459.8
Nova Scotia(1) – Nouvelle-Écosse(1)	1989-90	3,252	2,747	84	505	16	157	5	82.7	14.1	2,264.3	1,965.7	
	1990-91	3,588	3,056	85	532	15	171	5	91.2	14.8	2,373.6	1,999.2	
	1991-92	3,843	3,227	84	616	16	150	4	95.6	16.9	2,301.4	2,292.5	
	1992-93	3,962	3,308	83	654	17	129	3	97.5	17.9	2,389.8	2,329.1	
	1993-94	3,654	3,033	83	621	17	144	4	89.1	16.8	2,438.1	2,172.8	
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	1989-90	1,781	1,564	88	217	12	..	..	58.5	7.4	2,192.9	1,932.3
	1990-91	1,697	1,490	88	207	12	..	..	55	6.9	1,806.1	1,623.5
	1991-92	1,727	1,518	88	209	12	..	..	55.4	6.9	1,737.4	1,588.1
	1992-93	1,770	1,497	85	273	15	..	..	54.3	9	1,653.4	1,850.8
	1993-94	1,942	1,648	85	294	15	..	..	59.5	9.7	1,860.0	1,859.6
Québec	1989-90	5,631	5,012	89	619	11	169	3	19.4	2.2	584.6	431.9	
	1990-91	5,998	5,365	89	633	11	209	3	20.6	2.3	584.6	403.3	
	1991-92	7,074	6,310	89	764	11	280	4	24	2.7	640.7	476.2	
	1992-93	7,044	6,271	89	773	11	265	4	23.6	2.7	649.8	469.6	
	1993-94	6,672	5,883	88	789	12	322	5	22	2.8	633.1	492.3	
Ontario	1989-90	23,958	19,308	81	4,650	19	910	4	51.3	11.8	1,274.3	1,453.2	
	1990-91	27,476	22,485	82	4,991	18	911	3	58.7	12.4	1,459.6	1,503.6	
	1991-92	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1992-93	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1993-94	35,066	28,695	82	6,371	18	1,593	5	72.2	15.3	1,908.2	1,793.4	
Manitoba	1989-90	2,421	2,032	84	389	16	1,047	43	50.8	9.1	226.2	949.5	
	1990-91	2,720	2,275	84	445	16	1,198	44	56.7	10.3	232.1	1,060.0	
	1991-92	3,131	2,671	85	460	15	1,342	43	66.3	10.6	368.0	1,077.3	
	1992-93	3,221	2,779	86	442	14	1,421	44	69.1	10.2	1,373.6	987.3	
	1993-94	2,959	2,531	86	428	14	1,327	45	62.9	9.8	1,178.9	929.4	
Saskatchewan	1989-90	2,785	2,248	81	537	19	1,573	56	62	14	1,166.8	1,137.0	
	1990-91	2,882	2,317	80	565	20	1,667	58	64.7	14.9	1,238.6	1,199.6	
	1991-92	3,197	2,579	81	618	19	1,850	58	72.4	16.4	1,324.5	1,265.6	
	1992-93	3,025	2,456	81	569	19	1,696	56	69.3	15.1	231.6	1,100.8	
	1993-94	3,272	2,658	81	614	19	1,357	41	75.1	16.3	1,340.8	1,164.6	
Alberta	1989-90	7,187	5,899	82	1,288	18	1,452	20	64.9	14.1	1,382.7	1,305.0	
	1990-91	8,145	6,535	80	1,610	20	1,862	23	70.5	17.2	1,471.2	1,548.5	
	1991-92	8,903	7,143	80	1,760	20	2,095	24	75.7	18.5	1,371.8	1,464.2	
	1992-93	9,028	7,082	78	1,946	22	2,075	23	74.3	20.2	1,447.7	1,684.0	
	1993-94	8,667	6,837	79	1,830	21	1,978	23	70.8	18.8	1,494.4	1,561.7	

Table 2

Probation Intakes with Selected Offender
Characteristics, 1989-90 to 1993-94 – Concluded

Tableau 2

Nombre d'inscriptions à la probation, selon certaines
caractéristiques du contrevenant, 1989-90 à 1993-94 –
fin

		Intakes – Inscriptions							Rates – Taux			
		Total	Males		Females		Aboriginals		Per 10,000 adults		Per 10,000 adults charged	
			Hommes		Femmes		Autochtones		Pour 10 000 adultes		Pour 10 000 adultes accusés	
		No.	No.	%	No.	%	No.	%	Males	Females	Males	Females
		nbre	nbre		nbre		nbre		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
British Columbia – Colombie- Britannique	1989-90	8,981	7,528	84	1,453	16	1,367	15	62.5	11.6	1,670.0	1,638.1
	1990-91	10,230	8,618	84	1,612	16	1,569	15	69.6	12.6	1,904.7	1,964.2
	1991-92	11,115	9,308	84	1,807	16	1,806	16	73.4	13.8	1,783.0	1,770.7
	1992-93	11,503	9,622	84	1,881	16	1,781	15	74.3	14.1	1,794.1	1,817.2
	1993-94	13,513	11,391	84	2,122	16	2,067	15	85.8	15.4	2,202.3	2,206.5
Yukon	1989-90	305	272	89	33	11	166	54	266.7	23.9	2,784.0	2,244.9
	1990-91	400	346	87	54	14	231	58	332.7	42.6	3,245.8	3,829.8
	1991-92	376	321	85	55	15	227	60	302.8	40.4	3,474.0	4,104.5
	1992-93	373	319	86	54	14	223	60	292.7	38.5	4,007.5	5,567.0
	1993-94	376	317	84	59	16	187	50	270.9	37.4	3,880.0	5,363.6
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1989-90	340	295	87	45	13	305	90	149.7	19	1,054.7	1,226.2
	1990-91	345	294	85	51	15	313	91	146.3	20.3	909.9	1,034.5
	1991-92	374	321	86	53	14	344	92	155.8	21.5	932.9	1,088.3
	1992-93	474	409	86	65	14	423	89	198.5	28	1,195.6	1,540.3
	1993-94	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Canada	1989-90	58,995	48,976	83	10,019	17	7,154	13	48.5	9.5	1,244.5	1,263.0
	1990-91	66,100	55,039	83	11,061	17	8,266	13	53.7	10.4	1,350.6	1,341.6
	1991-92(2)	42,669	35,959	84	6,710	16	8,218	20	..	..	..	..
	1992-93(2)	43,644	36,555	84	7,089	16	8,170	20	..	..	..	..
	1993-94	79,171	65,606	83	13,565	17	9,123	12	62	12.3	1,585.0	1,522.3

.. Data not available. – Nombres indisponibles.

– Nil or zero. – Néant ou zéro.

(1) Nova Scotia - In 1992-93, the percentage value shown for Aboriginal peoples and median age are based on the number of probation orders (4,192) rather than the number of probationers. – Nouvelle-Écosse - En 1992-1993, la valeur en pourcentage indiquée pour les Autochtones et l'âge médian sont fondés sur le nombre d'ordonnances de probation (4 192) plutôt que sur le nombre de probationnaires.

(2) Canada totals for 1991-92 and 1992-93 exclude Ontario. – Les totaux pour le Canada pour 1991-1992 et 1992-1993 excluent l'Ontario.

Table 3

Age of Offenders on Intake to Probation, Canada and the Province, 1989-90 to 1993-94

Tableau 3

Âge des contrevenants à l'inscription à la probation, Canada et les provinces, 1989-90 à 1993-94

		Age on intake – Âge à l'inscription										
Province and year		Under 18								50 and over	Median age	Total known cases
Province et année		Moins de 18	18-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50 et plus	Âge médian	Total des cas connus
Number – Nombre												
Newfoundland and Labrador – Terre-Neuve et le Labrador	1989-90	–	252	448	330	231	164	130	73	92	27	1,720
	1990-91	2	273	505	339	283	209	146	83	105	27	1,945
	1991-92	–	364	540	403	289	216	152	106	133	27	2,203
	1992-93	2	320	650	407	342	241	185	119	165	27	2,431
	1993-94	2	289	559	399	348	247	191	111	170	28	2,316
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	1989-90	–	77	171	136	71	50	43	37	42	27	627
	1990-91	–	97	187	125	65	71	41	35	50	27	671
	1991-92	–	82	159	117	74	63	53	24	40	28	612
	1992-93	–	102	241	129	109	82	64	37	44	27	808
	1993-94	–	88	185	108	98	70	66	35	58	29	708
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	1989-90	–	503	899	602	440	310	206	123	169	26	3,252
	1990-91	–	578	935	698	469	338	235	154	181	26	3,588
	1991-92	–	1,164	489	709	..	911	..	378	186	26	3,837
	1992-93	5	529	1,158	761	610	410	271	199	249	27	4,192
	1993-94	3	473	996	654	615	445	260	182	215	29	3,843
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	1989-90	4	385	420	311	240	144	103	53	115	26	1,775
	1990-91	–	288	416	271	245	166	119	53	118	27	1,676
	1991-92	–	354	436	311	227	147	95	64	82	26	1,716
	1992-93	–	274	444	322	243	180	103	87	113	27	1,766
	1993-94	–	322	444	293	303	208	128	98	130	28	1,926
Québec	1989-90	4	672	1,563	1,115	834	565	376	217	285	28	5,631
	1990-91	2	651	1,534	1,193	980	654	439	252	293	28	5,998
	1991-92	2	802	1,792	1,395	1,110	782	506	325	360	27	7,074
	1992-93	2	715	1,774	1,338	1,172	836	513	326	368	28	7,044
	1993-94	2	772	1,694	1,168	1,083	780	470	333	370	29	6,672
Ontario(1)	1989-90	31	1,335	9,168	4,631	3,157	2,086	..	2,257	1,289	28	23,954
	1990-91	16	1,475	10,399	5,234	3,862	2,467	..	2,584	1,421	28	27,458
	1991-92	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1992-93	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	1993-94	12	3,517	7,742	6,377	5,984	4,341	2,836	1,764	2,468	29	35,041
Manitoba	1989-90	6	265	718	525	329	232	155	81	110	26	2,421
	1990-91	11	368	748	565	403	285	204	103	133	27	2,820
	1991-92	8	307	818	636	511	334	223	130	164	28	3,131
	1992-93	8	282	834	665	558	337	231	134	172	28	3,221
	1993-94	7	255	769	567	465	379	218	123	176	28	2,959
Saskatchewan	1989-90	7	501	818	507	329	259	154	83	127	25	2,785
	1990-91	9	464	801	610	375	261	137	86	139	26	2,882
	1991-92	10	516	889	654	415	303	177	101	132	26	3,197
	1992-93	8	418	798	599	483	293	182	101	143	27	3,025
	1993-94	4	434	931	663	548	315	201	101	172	27	3,369
Alberta	1989-90	52	1,247	1,822	1,432	1,015	666	401	243	367	26	7,245
	1990-91	49	1,190	1,970	1,531	1,105	687	465	303	358	26	7,658
	1991-92	54	1,240	2,168	1,602	1,284	904	568	326	426	27	8,572
	1992-93	54	1,112	2,156	1,662	1,534	1,036	608	368	484	28	9,014
	1993-94	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

Table 3

Age of Offenders on Intake to Probation, Canada and the Province, 1989-90 to 1993-94 - Concluded

Tableau 3

Âge des contrevenants à l'inscription à la probation, Canada et les provinces, 1989-90 à 1993-94 - fin

		Age on intake – Âge à l'inscription										
Province and year		Under 18								50 and over	Median age	Total known cases
Province et année		Moins de 18	18-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	50 et plus	Âge médian	Total des cas connus
Number – Nombre												
British Columbia(2) – Colombie-Britannique(2)	1989-90	–	1,560	2,224	1,626	1,248	870	..	942	509	26	8,979
	1990-91	–	1,624	2,495	1,866	1,487	1,097	..	1,101	560	28	10,230
	1991-92	–	1,665	2,803	1,976	1,707	1,184	..	1,221	559	27	11,115
	1992-93	–	1,629	2,714	2,040	1,810	1,349	..	1,369	592	28	11,503
	1993-94	–	1,716	3,014	2,311	2,284	1,730	..	1,687	770	29	13,512
Yukon	1989-90	2	35	66	72	44	25	21	12	19	28	296
	1990-91	–	54	73	83	63	37	31	14	19	28	374
	1991-92	–	42	97	72	64	37	22	13	13	28	360
	1992-93	–	39	86	75	64	37	22	13	12	28	348
	1993-94	–	31	83	77	77	43	29	16	20	29	376
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1989-90	1	58	114	64	52	26	11	4	9	24	339
	1990-91	5	43	98	70	54	29	20	14	12	27	345
	1991-92	–	48	127	86	52	27	20	7	7	26	374
	1992-93	1	58	142	110	56	43	31	14	19	27	474
	1993-94	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
CANADA	1989-90	107	6,890	18,431	11,351	7,990	5,397	1,600	4,125	3,133	27	59,024
	1990-91	94	7,105	20,161	12,585	9,391	6,301	1,837	4,782	3,389	27	65,645
	1991-92(3)	74	6,584	10,318	7,961	5,733	4,908	1,816	2,695	2,102	27	42,191
	1992-93(3)	80	5,478	10,997	8,108	6,981	4,844	2,210	2,767	2,361	28	43,826
	1993-94(4)	30	7,895	16,417	12,630	11,806	8,552	4,399	4,448	4,546	30	70,723
Rate* – Taux*	1993-94	..	11.2	8.8	6.0	5.0	3.9	2.2	2.6	1.2	..	..

.. Data not available. - Nombres indisponibles.

- Nil or zero. - Néant ou zéro.

* Rates based on number of adults in the age cohort. - Le taux a été fondé sur le nombre des adultes dans chacune des catégories d'âge.

(1) Ontario - The age breakdown for 1989-90 were as follows: 19-20, 21-25, 26-30, 31-35, 36-40, 41-50 and 51 and over. - Ontario - La répartition selon l'âge en 1989-1990 était la suivante : 19-20, 21-25, 26-30, 31-35, 36-40, 41-50 et 51 ans et plus.

(2) British Columbia - The figures reported in category 45-49 represent the age grouping 40-49 years. - Colombie-Britannique - Les figures apparaissant à la catégorie d'âge 45-49, comprennent le groupe d'âge 40-49 ans.

(3) Canada totals for 1991-92 and 1992-93 exclude Ontario. - Les totaux pour le Canada pour 1991-1992 et 1992-1993 excluent l'Ontario.

(4) Canada total for 1993-94 excludes data for Alberta and the NWT. - Le total pour le Canada pour 1993-1994 exclut les données pour l'Alberta et les T.N.-O.

Table 4
Probation Order Length, 1989-90 to 1993-94

Tableau 4
Durée de l'ordonnance de probation, 1989-90 à 1993-94

Province and year	Province et année	Total probation admissions	Total des admissions en probation	Probation order length - Durée de l'ordonnance de probation					Median (in months)	Médiane (en mois)
				Less than 6 months	6 months and less than 12 months	12 months	More than 12 months			
				Moins de 6 mois	6 mois et moins de 12 mois	12 mois	Plus de 12 mois			
		No.		Percent - pourcentage						
		nbre								
Newfoundland and Labrador (1) - Terre-Neuve et le Labrador (1)	1989-90	1,720		3	12	41	44		11	
	1990-91	1,945		3	10	42	45		12	
	1991-92	2,230		3	10	42	46		12	
	1992-93	2,431		3	10	36	51		18	
	1993-94	2,316		2	8	36	54		19	
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	1989-90	634		17	26	38	20		12	
	1990-91	674		10	22	45	22		12	
	1991-92	726		14	18	46	21		12	
	1992-93	813		12	25	37	25		12	
	1993-94	734		13	16	41	31		12	
Nova Scotia (2) - Nouvelle Écosse (2)	1989-90	3,252		34	39	..	28		12	
	1990-91	3,588		29	42	..	29		12	
	1991-92	3,843		26	43	..	30		12	
	1992-93	3,962		..	..	..	..		..
	1993-94	3,654		6	22	39	33		14	
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	1989-90	1,781		21	43	..	36		12	
	1990-91	1,697		24	45	..	32		10	
	1991-92	1,727		21	49	..	30		10	
	1992-93	1,770		17	49	..	35		11	
	1993-94	1,942		14	47	..	39		11	
Québec	1989-90	5,631		1	6	25	68		24	
	1990-91	5,998		--	3	22	75		24	
	1991-92	7,074		--	3	22	75		24	
	1992-93	7,044		--	2	20	78		24	
	1993-94	6,672		--	3	22	75		24	
Ontario (3)	1989-90	23,958		14	46	..	40		11	
	1990-91	27,476		13	47	..	40		12	
	1991-92	..		..	..	..	..		..
	1992-93	..		..	..	..	..		..
	1993-94	35,066		3	11	42	45		12	
Manitoba	1989-90	2,421		--	11	42	46		12	
	1990-91	2,720		--	9	40	50		14	
	1991-92	3,131		1	7	33	57		18	
	1992-93	3,221		1	6	37	55		18	
	1993-94	2,959		--	6	34	58		18	
Saskatchewan	1989-90	2,785		4	33	39	24		12	
	1990-91	2,882		3	32	40	24		12	
	1991-92	3,197		5	32	40	22		12	
	1992-93	3,025		5	33	41	21		12	
	1993-94	3,272		3	30	41	36		12	
Alberta	1989-90	7,187		7	25	36	32		12	
	1990-91	8,145		7	27	35	31		12	
	1991-92	8,903		7	25	35	33		12	
	1992-93	9,028		8	24	37	31		12	
	1993-94	..		..	..	..	..		..

Table 4

Probation Order Length, 1989-90 to 1993-94 –
Concluded

Tableau 4

Durée de l'ordonnance de probation, 1989-90 à 1993-94
– fin

		Probation order length – Durée de l'ordonnance de probation					
Province and year		Total probation admissions	Less than 6 months	6 months and less than 12 months	12 months	More than 12 months	Median (in months)
Province et année		Total des admissions en probation	Moins de 6 mois	6 mois et moins de 12 mois	12 mois	Plus de 12 mois	Médiane (en mois)
		No.	Percent – pourcentage				
		nbre					
British Columbia (4) – Colombie-Britannique (4)	1989-90	8,981	27	41	..	32	9
	1990-91	10,230	25	42	..	32	10
	1991-92	11,115	27	42	..	31	9
	1992-93	11,503	24	45	..	30	..
	1993-94	13,513	21	48	..	31	12
Yukon (5)	1989-90	305	22	28	18	32	12
	1990-91	400	27	28	18	28	11
	1991-92	376	17	29	4	50	12
	1992-93	373	20	18	5	58	12
	1993-94	376	11	15	32	42	15
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1989-90	340	10	38	43	8	12
	1990-91	345	9	33	40	17	12
	1991-92	374	15	35	36	14	12
	1992-93	474	10	35	37	15	12
	1993-94	..	..	..	..	..	..
CANADA	1989-90	58,995	14	35	12	39	12
	1990-91	66,100	13	36	12	40	12
	1991-92(6)	42,696	..	..	..	..	..
	1992-93(6)	43,644	..	..	..	..	..
	1993-94(7)	70,504	7	19	30	45	12

.. Data not available. – Nombres indisponibles.

– Amount too small to be expressed. – Nombres infimes.

(1) Newfoundland and Labrador - Probation order length categories reported for 1991-92 are as follows: 1-3 months, 4-6 months, 7-12 months, 13-24 months and 25-36 months. – Terre-Neuve et le Labrador - En 1991-1992, les catégories portant sur la durée de l'ordonnance de probation sont les suivantes : de 1 à 3 mois, de 4 à 6 mois, de 7 à 12 mois, de 13 à 24 mois et de 25 à 36 mois.

(2) Nova Scotia - Prior to 1992-93, probation order length categories were reported as follows: 1-3 months, 4-6 months, 7-12 months, 13-24 months and over 24 months. – Nouvelle-Écosse - Avant 1992-93, les catégories portant sur la durée de l'ordonnance de probation étaient les suivantes : de 1 à 3 mois, de 4 à 6 mois, de 7 à 12 mois, de 13 à 24 mois et plus de 24 mois.

(3) Ontario - Prior to 1993-94, probation order length categories were reported as follows: less than 3 months, 3 to less than 6 months, 6 to less than 12 months, 12 to less than 18 months, 18 to less than 24 months, and 24 months and over. – Ontario - Avant 1993-1994, les catégories déclarées portant sur la durée de l'ordonnance de probation étaient les suivantes : moins de 3 mois, 3 mois à moins de 6 mois, 6 mois à moins de 12 mois, 12 mois à moins de 18 mois, 18 mois à moins de 24 mois et 24 mois et plus.

(4) British Columbia - Probation order lengths are reported in the following categories: 1-90 days, 91-180 days, 181-365 days, 366-729 days and 730 days or more. – Colombie-Britannique - Les catégories déclarées portant sur la durée de l'ordonnance de probation sont les suivantes : de 1 à 90 jours, de 91 à 180 jours, de 181 à 365 jours, de 366 à 729 jours et 730 jours ou plus.

(5) Yukon - The 1992-93 data represent a nine-month probation caseload only. – Yukon - Les données de 1992-1993 représentent neuf mois des cas en probation seulement.

(6) Canada totals for 1991-92 and 1992-93 exclude Ontario. – Les totaux pour le Canada pour 1991-1992 et 1992-1993 excluent l'Ontario.

(7) Canada total for 1993-94 excludes data for Alberta and the NWT. – Le total pour le Canada pour 1993-1994 exclut les données pour l'Alberta et les T.N.-O.

Note: Categories of probation order length for some provinces may differ slightly from those shown on the table.

Nota: Les catégories de la durée de l'ordonnance de probation pour certaines provinces peuvent être différentes de celles qui apparaissent à ce tableau.

Table 5

Probation Intakes by Major Offence, Canada and the Provinces, 1993-94

Tableau 5

Nombres d'inscriptions de contrevenants à la probation, selon l'infraction la plus grave, Canada et les provinces, 1993-94

Province and year	Unit of count	Total of-fences	Criminal Code - Code criminel					Federal Statutes - Lois fédérales			
			Crimes of violence	Property crimes	Impaired driving	Other	Total	Drug offences	Other	Total	All other
Province et année	Unité de dénombrement	Total des infractions	Crimes de violence	Crimes contre les biens	Conduite avec facultés affaiblies	Autres		Infraction concernant les drogues	Autres		Tous autres
		No. nbre									
percent - pourcentage											
Newfoundland and Labrador - Terre-Neuve et le Labrador	MO M	2,027	40	31	5	19	94	4	2	5	1
	IM F	289	21	50	1	23	95	2	1	3	1
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	MSO M	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	IPG F	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	MSO M	3,201	30	40	8	18	95	4	1	4	1
	IPG F	628	16	67	2	11	96	3	1	4	-
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	MSO M	1,642	35	34	5	24	98	1	-	1	1
	IPG F	294	22	47	2	29	100	-	-	-	-
Québec	MSO M	5,351	30	43	4	13	91	8	1	9	-
	IPG F	719	13	41	2	29	86	13	1	14	-
Ontario	MSO M	28,690	46	37	6	6	95	4	1	5	-
	IPG F	6,359	20	63	4	7	95	3	1	5	-
Manitoba	MSO M	2,374	56	27	4	11	98	2	-	2	-
	IPG F	399	39	49	4	5	97	2	1	2	-
Saskatchewan	MSO M	3,262	44	36	9	9	98	2	-	2	-
	IPG	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-
Alberta	MSO M	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	IPG F	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
British Columbia - Colombie-Britannique	MSO M	11,350	40	29	6	17	92	6	-	6	2
	IPG F	2,119	15	52	7	16	90	7	-	7	3
Yukon	MSO M	357	32	24	19	20	96	4	-	4	-
	IPG F	70	29	24	23	19	94	3	-	3	3
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	MSO M	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
	IPG F	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..

.. Data not available. - Nombres indisponibles.

- Nil or zero. - Néant ou zéro.

MO - Multiple Offences. - IM - Infractions multiples.

MSO - Most Serious Offence. - IPG Infraction la plus grave.

Table 6

Inmates Released on Parole and Average Counts of Parolees, 1989-90 to 1993-94

Tableau 6

Les libérations de détenus et le nombre moyen de contrevenants en libération conditionnelle, 1989-90 à 1993-94

		Full Parole – Libération conditionnelle		Day Parole – Semi-liberté	
		Average releases	Average count	Releases	Count
		Libérations moyen	Compte moyen	Libérations	Compte
Québec(1)	1989	1,567	915	...	...
	1990	1,492	916	...	...
	1991	1,600	898	...	...
	1992	2,783	1,332	...	...
	1993	3,226	1,804	...	...
Ontario	1989-90	2,263	1,344	...	...
	1990-91	2,204	1,273	...	...
	1991-92	3,631	1,428	...	...
	1992-93	..	1,558	...	...
	1993-94	3,456	1,772	...	...
British Columbia – Colombie-Britannique	1989-90	611	366	...	...
	1990-91	635	355	...	...
	1991-92	621	330	...	...
	1992-93	567	303	...	...
	1993-94	559	284	...	...
N.P.B. – C.N.L.C. (Federal offenders) – (Contrevenants fédéraux)	1989-90	1,849	4,219	4,113	1,631
	1990-91	1,999	4,457	4,795	1,830
	1991-92	2,125	4,698	5,095	1,700
	1992-93	2,175	4,535	5,159	1,934
	1993-94	..	5,619	..	1,547
N.P.B. – C.N.L.C.(2) (Provincial offenders) – (Contrevenants provinciaux)	1989-90	901	480	474	113
	1990-91	932	511	419	67
	1991-92	914	502	445	114
	1992-93	853	470	436	80
	1993-94	..	449	..	75
CANADA	1989-90	7,191	7,324	4,587	1,744
	1990-91	7,262	7,512	5,214	1,897
	1991-92	8,891	7,856	5,540	1,814
	1992-93	..	8,198	5,595	2,014
	1993-94	..	9,928	..	1,622

.. Data not available. – Nombres indisponibles.

(1) The Québec Board of Parole reports data by calendar year. – La Commission québécoise des libérations conditionnelles déclare ses données selon l'année civile.

(2) Provincial caseload is composed of provincial offenders in provinces which do not operate their own parole boards, but who are supervised by Correctional Services Canada. – Le nombre de contrevenants provinciaux englobe les contrevenants dans les établissements des provinces ne possédant pas leur propre commission des libérations conditionnelles qui sont sous la surveillance du Service correctionnel Canada.

Table 7

Inmates Released on Statutory Release and Average Counts, 1989-90 to 1993-94

Tableau 7

Contrevenants libéré en libération d'office et comptes moyens, 1989-90 à 1993-94

	Released	Counts
	Libéré	Comptes
1989-90	3,444	2,498
1990-91	3,411	2,517
1991-92	3,467	2,419
1992-93	3,564	2,357
1993-94	..	2,195

.. Data not available. – Nombres indisponibles.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call **Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1-800-267-6677**. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951-9023) ou le **numéro sans frais 1-800-387-2231**. Pour commander, communiquer avec la **Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267-6677**. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents

Catalogue 85-002

Vol.14 No.5	Impaired Driving - Canada 1992 / Conduite avec facultés affaiblies - Canada 1992
Vol.14 No.6	Drug Use and Crime / Consommation de drogues et criminalité
Vol.14 No.7	Criminal Justice Processing of Sexual Assault Cases / L'administration de la justice pénale dans les cas d'agression sexuelle
Vol.14 No.8	Spousal Homicide / Les homicides entre conjoints
Vol.14 No.9	Wife Assault: The findings of a National Survey / Résultats d'une enquête nationale sur l'agression contre la conjointe
Vol.14 No.10	Private Security and Public Policing in Canada / Services de sécurité privés et services de police public au Canada
Vol.14 No.11 1993	Youth Custody in Canada, 1992-1993 / Le placement sous garde des adolescents au Canada, 1992-1993
Vol.14 No.12	The Winnipeg Family Violence court / Le Tribunal de la violence familiale à Winnipeg
Vol.14 No.13	Trends in Criminal Victimization: 1988-1993 / Tendances en Matière de Victimisation: 1988-1993
Vol.14 No.14	Canadian Crime Statistic, 1993 / Statistique de la criminalité au Canada, 1993
Vol.14 No.15	Homicide in Canada - 1993 / L'homicide au Canada - 1993
Vol.14 No.16	Trends in Justice Spending - 1988-89 to 1992-93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993
Vol.14 No.17	Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada
Vol.15 No.1	Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public
Vol.15 No.2	Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993
Vol.15 No.3	Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Price: Canada: \$5.00 per issue, \$60.00 annually
 United States: US\$6.00 per issue, US\$72.00 annually
 Other Countries: US\$7.00 per issue, US\$84.00 annually
 To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 5 \$ l'exemplaire, 60 \$ par année
 États-Unis : 6 \$ US l'exemplaire, 72 \$ US par année
 Autres pays : 7 \$ US l'exemplaire, 84 \$ US par année
 Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No. 5

Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94

Micheline Reed*

Highlights

- From 1989-90 to 1993-94, the total correctional caseload (federal and provincial) has increased steadily from 117,571 to 154,106 (31%).
- In 1993-94, custodial admissions to provincial facilities increased by 20% since 1989-90. Eight jurisdictions followed this upward trend, they were: Newfoundland and Labrador (33%); Nova Scotia (25%); New Brunswick (11%); Quebec (38%); Ontario (30%); British Columbia (22%); Yukon (4%) and the Northwest Territories (46%). The remaining four jurisdictions reported decreases. Between 1992-93 and 1993-94, total custodial admissions, excluding Ontario, increased by 0.6%.
- Non-sentenced admissions (remand and temporary detention) increased by 42% since 1989-90. In 1993-94, five jurisdictions reported decreases as follows: Newfoundland and Labrador (-3%); Prince Edward Island (-19%); Nova Scotia (-5%); Manitoba (-24%); and Alberta (-8%).

* Correctional Services Program

March 1995
 ISSN 0715-271X

Vol. 15, N° 5

Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994

Micheline Reed*

Faits saillants

- Entre 1989-1990 et 1993-1994, le nombre total de cas du secteur correctionnel (fédéral et provincial) a augmenté progressivement allant de 117 571 à 154 106, soit 31 %.
- En 1993-1994, le nombre d'admissions dans les établissements de détention provinciaux s'est accru de 20 % depuis 1989-1990. Huit secteurs de compétence suivaient cette tendance à la hausse, il s'agissait de Terre-Neuve et le Labrador (33 %), de la Nouvelle-Écosse (25 %), du Nouveau-Brunswick (11 %), du Québec (38 %), de l'Ontario (30 %), de la Colombie-Britannique (22 %), du Yukon (4 %) et des Territoires du Nord-Ouest (46 %). Les quatre autres secteurs de compétences ont observé une diminution. Entre 1992-1993 et 1993-1994, le nombre total des admissions, excluant l'Ontario, ont augmenté de 0,6 %.
- Le nombre d'admissions des personnes non condamnées (les prévenus et les personnes en détention provisoire) a augmenté de 42 % par rapport à 1989-1990. Cinq secteurs de compétence ont enregistré une diminution en 1993-1994, il s'agit de Terre-Neuve et du Labrador (-3 %), de l'Île-du-Prince-Édouard (-19 %), de la Nouvelle-Écosse (-5 %), du Manitoba (-24 %) et de l'Alberta (-8 %).

* Programme des services correctionnels

Mars 1995
 ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.
 © Minister of Industry, Science and Technology, 1995. All rights reserved.
 No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

- On average, 32,803 inmates were in custody during 1993-94. Provincial inmates accounted for 59% (19,481) of the total count, while federal inmates accounted for the remaining 41% (13,322).
- Persons starting a term of supervised probation in 1993-94 showed an increase of 34% since 1989-90. The average number of offenders on probation also showed an increase of 40% over the same period, reaching 102,402.
- The average number of inmates on full parole supervision in the community reached 9,928 in 1993-94. This represents an increase of 36% since 1989-90.
- Total operating expenditures on adult correctional services was \$1.88 billion in 1993-94. Expressed in constant 1989-90 dollars, this represented a decrease of 2% since 1992-93 and approached within 1% of the 1989-90 expenditure level.
- En moyenne, 32 803 détenus étaient en détention en 1993-1994. Les détenus sous responsabilité provinciale représentaient 59 % (19 481) du compte total, tandis que les détenus sous responsabilité fédérale intervenaient pour 41 % (13 322).
- Le nombre de personnes condamnées à la probation en 1993-1994 a progressé de 34 % par rapport à 1989-1990. Le nombre moyen des contrevenants en probation a également augmenté de 40 % au cours de la même période, s'élevant à 102 402.
- Le nombre moyen de contrevenants bénéficiant d'une libération conditionnelle dans la collectivité s'élevait à 9 928 en 1993-1994. Il s'agit d'une hausse de 36 % par rapport à 1989-1990.
- Le total des dépenses d'exploitation au chapitre des services correctionnels pour adultes était 1,88 milliard de dollars en 1993-1994. Exprimés en dollars constants de 1989-1990, il s'agit d'une baisse de 2 % depuis 1992-1993 et près du 1 % par rapport aux dépenses de 1989-1990.

Introduction

This Juristat focuses on the activities of adult correctional services in Canada during 1993-94. It also provides trend comparisons over the period beginning in 1989-90. The number of admissions and average daily counts in federal and provincial/territorial facilities are highlighted. In addition, probation and parole intake and counts are described. A brief section on expenditures associated with these services is provided. Greater details on all these issues may be found in the report Adult Correctional Services in Canada, 1993-94 (Cat. 85-211).

The criminal justice system in Canada is administered within four distinct sectors: policing services, prosecutions (Crown), courts and correctional services. The Canadian correctional system is divided into two distinct administrative sectors. The federal sector is responsible for all offenders serving a sentence of two years or more, while the provincial sector provides custodial services to inmates serving a sentence of less than two years. Federally sentenced inmates awaiting the expiration of the 30-day appeal period are held in provincial facilities and are included in provincial admissions, prior to being transferred to a federal penitentiary.

Overview

On any given day during 1993-94, an average of 154,106 offenders were under the direct care or supervision of correctional agencies in Canada (see Figure 1). Of these, 27,573 were inmates serving custodial sentences; 14,251 (52%) were housed in provincial or territorial facilities and 13,322 (48%) were in federal penitentiaries. In addition, there were 5,230

Introduction

Le présent bulletin porte sur les activités des services correctionnels pour adultes au Canada en 1993-1994. Il présente également des comparaisons pour la période commençant en 1989-1990. Il met en relief le nombre d'admissions et les comptes quotidiens moyens des détenus dans les établissements fédéraux et provinciaux/territoriaux. De plus, il renferme une description des inscriptions et des comptes des contrevenants faisant l'objet d'une ordonnance de probation et d'une libération conditionnelle. Il comprend une courte section sur les dépenses engagées pour ces services. De plus amples détails sur toutes ces questions sont fournis dans le rapport Services correctionnels pour adultes au Canada, 1993-1994 (n° 85-211 au catalogue).

L'administration du système de justice pénale au Canada relève de quatre secteurs distincts (les services de police, la poursuite, c'est-à-dire la Couronne, les tribunaux et les services correctionnels). Le système correctionnel canadien se compose de deux secteurs administratifs distincts. Le secteur fédéral est chargé de tous les contrevenants purgeant une peine minimale de deux ans, tandis que le secteur provincial fournit des services aux détenus condamnés à une peine de moins de deux ans. Les détenus sous responsabilité fédérale qui attendent l'expiration du délai d'appel de 30 jours sont incarcérés dans des établissements provinciaux et sont inclus dans le nombre d'admissions provinciales, avant d'être transférés dans un pénitencier fédéral.

Vue d'ensemble

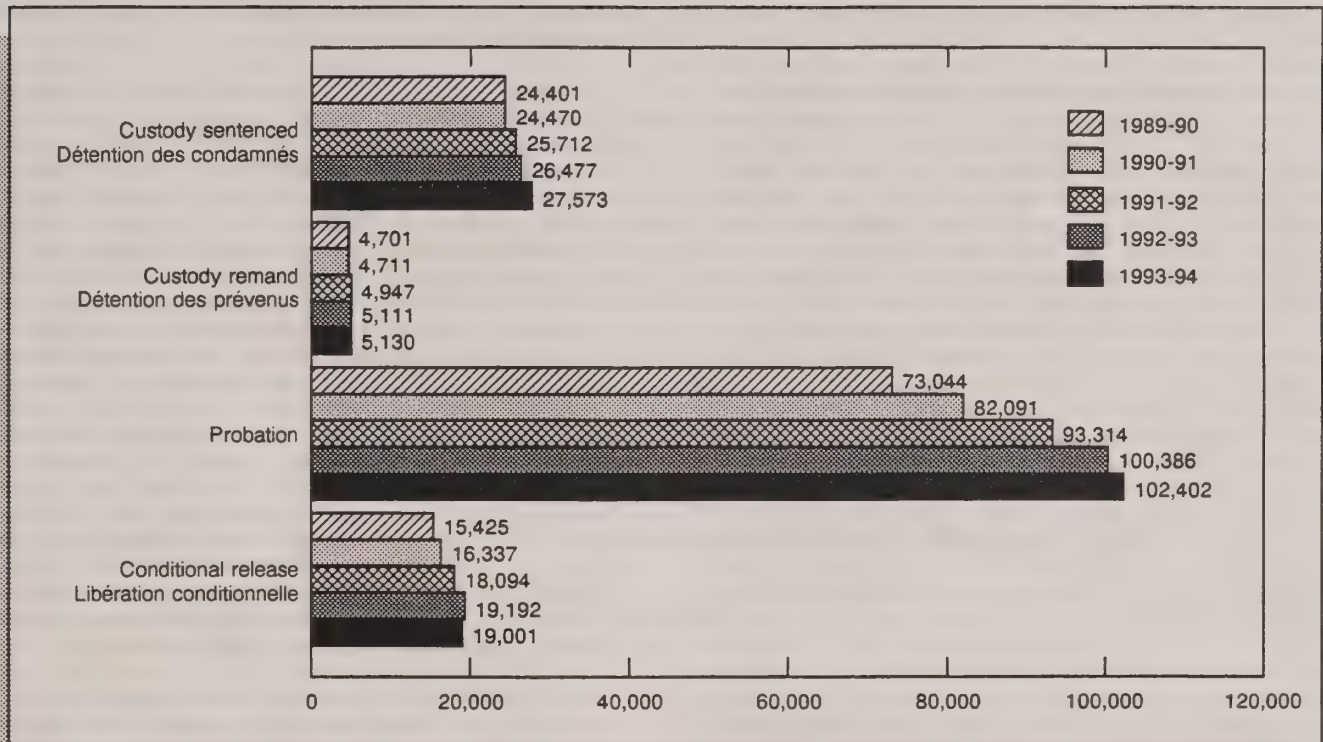
À un jour donné en 1993-1994, une moyenne de 154 106 contrevenants étaient sous la garde ou la surveillance directe d'organismes correctionnels du Canada (figure 1). De ce nombre, 27 573 détenus purgeaient une peine d'emprisonnement et 14 251 (52 %) étaient incarcérés dans les établissements provinciaux/territoriaux et 13 322 (48 %) dans les pénitenciers fédéraux. De plus, il y avait 5 230 détenus

inmates in provincial facilities who were not serving a sentence; 5,130 (98%) of these were remanded in custody awaiting some judicial action with respect to their cases, while the remaining 100 (2%) were on temporary detention. Remanded inmates represent 26% of the provincial average daily inmate population. Since 1989-90, the total correctional caseload has increased steadily from 117,571 to 154,106 (31%).

dans les établissements provinciaux qui ne purgeaient pas une peine; 5 130 (98 %) de ces détenus étaient renvoyés en détention en attendant une action en justice relativement à leur cause, tandis que les 100 autres détenus (2 %) étaient en détention provisoire. Les prévenus représentaient 26 % de la population quotidienne moyenne des détenus. Depuis 1989-1990, le nombre total de cas du secteur correctionnel a augmenté progressivement allant de 117 571 à 154 106, soit 31 %.

Figure 1

Adult Correctional Populations Populations correctionnelles adultes



An average of 121,403 offenders (79% of the total) were serving a disposition or part of their sentence under community supervision. Eighty-four percent of these offenders (102,402) were under probation supervision, while 16% (19,001) were in the community on parole and other forms of conditional release (excluding federal offenders on temporary absence). The largest overall increase (40%) between 1989-90 and 1993-94 occurred in the probation population.

Par ailleurs, une moyenne de 121 403 contrevenants (79 % du nombre total) faisaient l'objet d'une décision ou purgeaient une partie de leur peine sous surveillance dans la collectivité. Quatre-vingt-quatre pour cent de ces contrevenants (102 402) étaient en probation, alors que 16 % (19 001) jouissaient d'une libération conditionnelle ou d'une autre forme de liberté conditionnelle dans la collectivité (excluant les contrevenants fédéraux bénéficiant d'une permission de sortir). La plus forte augmentation globale (40 %) entre 1989-1990 et 1993-1994 a été observée dans la population de probationnaires.

Institutional Trends

Overall admission and count data reported in 1993-94 represent an increase over the previous year. These are discussed below. Most jurisdictions experienced increases in both admissions and counts of both sentenced and remanded offenders.

Tendances dans les établissements

Les données globales sur les admissions et les comptes des détenus déclarées en 1993-1994 montrent une augmentation par rapport à l'année précédente. On examine ces données ci-après. La plupart des secteurs de compétence déclarants ont enregistré des hausses du nombre d'admissions et du nombre de condamnés et de prévenus.

Admissions

There were 240,841 custodial admissions to provincial facilities in 1993-94. This represented a 20% increase nationally since 1989-90 and an increase of 0.6%, over 1992-93. Calculations made over the last two years exclude Ontario's data to provide a more consistent comparison (see Methodology Section). Compared to 1992-93, custodial admissions increased in Nova Scotia (9%), Quebec (2%), Manitoba (7%), Saskatchewan (1%), British Columbia (12%), the Yukon (18%) and the Northwest Territories (0.2%). Provinces which experienced decreases in admissions were: Newfoundland and Labrador (6%); Prince Edward Island (10%); New Brunswick (7%); and Alberta (8%).

Sentenced admissions and remand admissions are two major components of custodial admissions (Table 1). Any inmate sentenced to a term of imprisonment during the year, is counted as a sentenced admission regardless of the original admission status. This includes offenders whose aggregate sentences are two years or more. However, some jurisdictions report their sentenced admissions at "first intake", that is, their status at time of admission. In 1993-94 the median sentence to be served on admission to provincial facilities was 31 days.

Twenty-five percent of sentenced offenders were admitted to serve time in default of paying a fine levied under either federal or provincial statutes. Because of the relatively short time served for fine defaults, the volume of admissions is not reflected in the counts. To cope with the large numbers of fine defaulters, many jurisdictions have instituted fine option programs.

In 1993-94, males represented 91% of the total sentenced population, while females accounted for the remaining 9%. The gender distribution has remained fairly constant since 1989-90, with females representing between 8% and 9%, and males fluctuating between 91% and 92% of sentenced offenders. Aboriginal peoples accounted for 17% of total sentenced offenders, showing a decrease of 6% from 1992-93 and a decrease of 1% since 1989-90. In 1993-94, the median age for sentenced offenders was 29, showing a slight increase from 1989-90 where the median was 27 years.

Non-sentenced admissions reached 120,934 in 1993-94, representing an increase of 42% since 1989-90 and an increase of 1% from 1992-93, excluding Ontario. Six jurisdictions followed the national upward trend from 1992-93 to 1993-94. They are: Nova Scotia (12%); New Brunswick (0.4%); Manitoba (18%); British Columbia (14%); Yukon (15%); and the Northwest Territories (14%). The

Admissions

En 1993-1994, on a dénombré 240 841 admissions dans les établissements provinciaux. Ceci représentait une hausse au niveau national de 20 % depuis 1989-1990 et de 0,6 % par rapport à 1992-1993. Les calculs pour les deux dernières années excluent les données pour l'Ontario de manière à fournir une comparaison plus cohérente (voir la section de la Méthode). Comparativement aux données de 1992-1993, on a observé une augmentation du nombre d'admissions dans les établissements en Nouvelle-Écosse (9 %), au Québec (2 %), au Manitoba (7 %), en Saskatchewan (1 %), en Colombie-Britannique (12 %), au Yukon (18 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (0,2 %). Les provinces ayant enregistré des diminutions du nombre d'admissions sont : Terre-Neuve et le Labrador (6 %), l'Île-du-Prince-Édouard (10 %), le Nouveau-Brunswick (7 %) et l'Alberta (8 %).

Les admissions des condamnés et celles des prévenus sont les deux groupes principaux des admissions en établissement (tableau 1). Une admission de condamné s'applique à tout détenu condamné à une peine d'emprisonnement durant l'année, quel que soit son statut à l'admission. Elle comprend également l'admission de tout contrevenant dont la peine totale est d'une durée minimale de deux ans. Par contre, certains secteurs de compétence déclarent les admissions de condamnés selon le statut à la «première mise en détention», c'est-à-dire à l'admission. En 1993-1994, la peine médiane à l'admission devant être purgée dans les établissements provinciaux était d'une durée de 31 jours.

Vingt-cinq pour cent des condamnés ont été admis uniquement pour ne pas avoir payé une amende en contravention à une loi fédérale ou provinciale. Les comptes ne traduisent pas le nombre d'admissions pour défaut de paiement d'une amende, car les peines infligées pour cette infraction sont d'une durée relativement courte. En raison de la multitude de personnes qui ne paient pas leurs amendes, de nombreux secteurs de compétence ont mis sur pied des programmes de solution de rechange à l'amende.

En 1993-1994, les hommes représentaient 91 % du nombre total des personnes condamnées, tandis que les femmes représentaient les autres 9 %. La répartition selon le sexe est demeurée relativement stable depuis 1989-1990, les femmes représentant entre 8 % et 9 % des contrevenants condamnés, et les hommes affichant un pourcentage qui varie entre 91 % et 92 %. Les autochtones comptaient pour 17 % du nombre total de personnes condamnées, soit une diminution de 6 % par rapport à 1992-1993 et d'une baisse de 1 % depuis 1989-1990. En 1993-1994, l'âge médian des contrevenants était de 29 ans, soit une augmentation faible par rapport à l'âge médian de 27 ans en 1989-1990.

Les 120 934 admissions de contrevenants non condamnés en 1993-1994 représentent une augmentation de 42 % par rapport à 1989-1990 et d'une hausse de 1 % (excluant l'Ontario) par rapport à 1992-1993. Six des secteurs de compétence ont suivi la tendance nationale à la hausse entre 1992-1993 et 1993-1994; il s'agit de la Nouvelle-Écosse (12 %), du Nouveau-Brunswick (0,4 %), du Manitoba (18 %), de la Colombie-Britannique (14 %), du Yukon (15 %) et des

remaining jurisdictions reported decreases as follows: Newfoundland and Labrador (15%); Prince Edward Island (19%); Quebec (2%); Saskatchewan (1%); and Alberta (9%). The reported median length of incarceration for remanded inmates was six days.

In November 1992, the *Corrections and Conditional Release Act* was enacted and brought about changes regarding admissions and releases of day parolees in the federal system. As a result, data comparability over time is difficult to establish, and comparisons should be made with caution (see Table 1). In 1993-94, 4,875 offenders received an aggregate custodial sentence of two years or more, and were transferred under a Warrant of Committal to a penitentiary. Excluding life sentences, the average sentence for offenders transferred to a federal penitentiary was 46.3 months.

As in the provincial offender population, federally sentenced males accounted for the largest proportion (97%) of the all warrant of committal admissions, while the female population represented the remaining 3% of admissions. This gender distribution has not changed since 1989-90. Aboriginal peoples represented 12% of all warrant of committal admissions, showing an increase of 1% both from 1992-93 and 1989-90. In 1993-94, the average federal offender was 31 years of age. The average age since 1989-90 has not changed.

Average Counts

On an average day in 1993-94, 19,481 offenders were held in provincial/territorial correctional facilities. This represents a 0.6% increase over the previous year (see Table 2). The largest increase in offender counts occurred in Nova Scotia and British Columbia (10%). The largest decrease in counts was reported in Prince Edward Island (-17%) followed by the Yukon (-9%).

There was an average of 14,251 sentenced offenders in provincial custody during 1993-94 which represents a 10% increase since 1989-90 and marks a 0.8% increase since 1992-93. The national upward trend (see Figure 2) was reflected in Nova Scotia (8%), Quebec (3%), Saskatchewan (2%), Alberta (6%), British Columbia (7%), and the Northwest Territories (2%).

Federal offender counts have increased steadily from 11,415 in 1989-90 to 13,322 in 1993-94, representing a 17% increase. Between 1992-93 and 1993-94, the average count increased by 8% or 980 offenders.

Territoires du Nord-Ouest (14 %). Les autres secteurs de compétence ont enregistré les diminutions suivantes : Terre-Neuve et le Labrador (15 %) l'Île-du-Prince-Édouard (19 %), le Québec (2 %), la Saskatchewan (1 %), et l'Alberta (9 %). La durée médiane enregistrée des peines d'incarcération des prévenus était de six jours.

La *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* a été adoptée en novembre 1992, entraînant des modifications concernant le dénombrement des admissions et des libérations des détenus fédéraux en semi-liberté. Par conséquent, toute comparaison temporelle des données est difficile à établir et doit être faite avec prudence (voir le tableau 1). En 1993-1994, 4 875 contrevenants ont été condamnés à une peine totale d'emprisonnement d'au moins deux ans et ont été transférés à un pénitencier en vertu d'un mandat d'incarcération. À l'exclusion des peines d'emprisonnement à perpétuité, la peine moyenne infligée aux contrevenants transférés dans les pénitenciers fédéraux était de 46,3 mois.

Comme dans la population de détenus sous responsabilité provinciale, les détenus sous responsabilité fédérale représentaient la plus forte proportion (97 %) du nombre total des admissions en vertu d'un mandat d'incarcération, tandis que les détenues représentaient les autres 3 %. Cette répartition selon le sexe n'a pas changé depuis 1989-1990. Les autochtones comptaient pour 12 % du nombre total des admissions en vertu d'un mandat d'incarcération, soit une augmentation de 1 % par rapport à 1992-1993 et depuis 1989-1990. En 1993-1994, l'âge moyen des détenus sous responsabilité fédérale était de 31 ans, représentant aucun changement depuis 1989-1990.

Comptes moyens

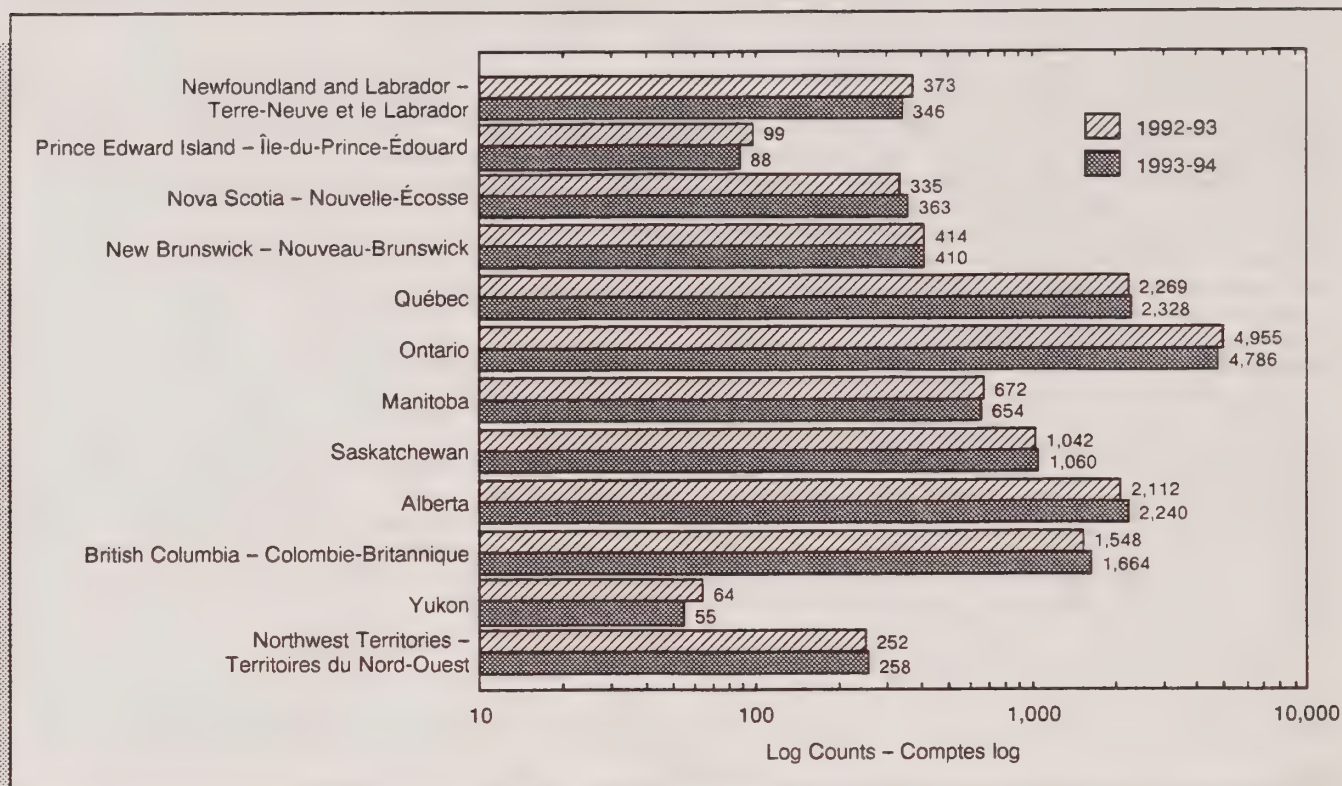
Durant une journée moyenne en 1993-1994, 19 481 contrevenants étaient détenus dans les établissements correctionnels provinciaux/territoriaux. Il s'agit d'une augmentation de 0,6 % par rapport à l'année précédente (voir le tableau 2). La plus forte augmentation du compte moyen de contrevenants s'est produite en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique (10 %). La baisse la plus marquée des comptes a été observée à l'Île-du-Prince-Édouard (-17 %) suivit du Yukon (-9 %).

On a dénombré une moyenne de 14 251 condamnés dans les établissements provinciaux en 1993-1994, ce qui constitue une augmentation de 10 % depuis 1989-1990 et de 0,8 % par rapport à 1992-1993. La tendance nationale à la hausse s'est révélée en Nouvelle-Écosse (8 %), au Québec (3 %), en Saskatchewan (2 %), en Alberta (6 %), en Colombie-Britannique (7 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (2 %) (voir la figure 2).

Les comptes fédéraux ont augmenté progressivement passant de 11 415 en 1989-1990 à 13 322 en 1993-1994, représentant une augmentation de 17 %. Entre 1992-1993 et 1993-1994, le compte moyen de contrevenants a augmenté de 8 %, soit de 980 contrevenants.

Figure 2

Provincial Sentenced Counts Comptes des condamnés provinciaux



At the provincial level, average remand counts increased slightly by 0.4% between 1992-93 and 1993-94, reaching 5,130. This trend (see Figure 3) was largely a reflection of trends in Nova Scotia (22%), New Brunswick (10%), Alberta (1%), British Columbia (18%), the Yukon (13%) and the Northwest Territories (35%). Ontario's remand counts showed no change from the previous year. Since 1989-90, remand counts have shown an increase of 10%. All but two jurisdictions followed this trend, they were: Prince Edward Island (-27%); and Manitoba (-2%).

Rates

The recent trend emerging in international literature is to express the incarceration rate as a function of persons charged with a reported crime. The justification is that the actual incidence of crime, not the population, is a much better measure for comparing incarceration rates among jurisdictions and within jurisdictions over time. During 1993 there were 759,123 adults charged with committing an actual offence¹. In Canada, the 1993-94 sentenced incarceration rate was 188 per 10,000 adults charged, an

À l'échelle provinciale, les comptes moyens des prévenus ont augmenté légèrement de 0,4 % entre 1992-1993 et 1993-1994 pour s'établir à 5 130. Cette tendance (voir la figure 3) traduit dans une large mesure la tendance enregistrée en Nouvelle-Écosse (22 %), au Nouveau-Brunswick (10 %), en Alberta (1 %), en Colombie-Britannique (18 %), au Yukon (13 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (35 %). Les comptes moyens des prévenus pour l'Ontario n'ont vu aucun changement par rapport à 1992-1993. Depuis 1989-1990, le compte des prévenus a augmenté de 10 %. Tous les secteurs de compétence sauf deux ont suivi cette tendance; il s'agit de l'Île-du-Prince-Édouard (-27 %) et du Manitoba (-2 %).

Taux

On a récemment noté, dans la documentation internationale, une tendance à exprimer le taux d'incarcération en fonction des personnes accusées d'un crime déclaré parce que l'incidence réelle de la criminalité, et non la population est un bien meilleur moyen de comparer les taux d'incarcération entre les secteurs de compétence et au sein de chacun d'eux au fil des ans. En 1993, 759 123 adultes ont été accusés d'une infraction réelle¹. Au Canada, le taux d'incarcération de condamnés en 1993-1994 s'est établi à 188 pour 10 000 adultes accusés, soit une augmentation de 8 %

¹ Canadian Crime Statistics, 1993 (Catalogue 85-205, Annual) Canadian Centre for Justice Statistics.

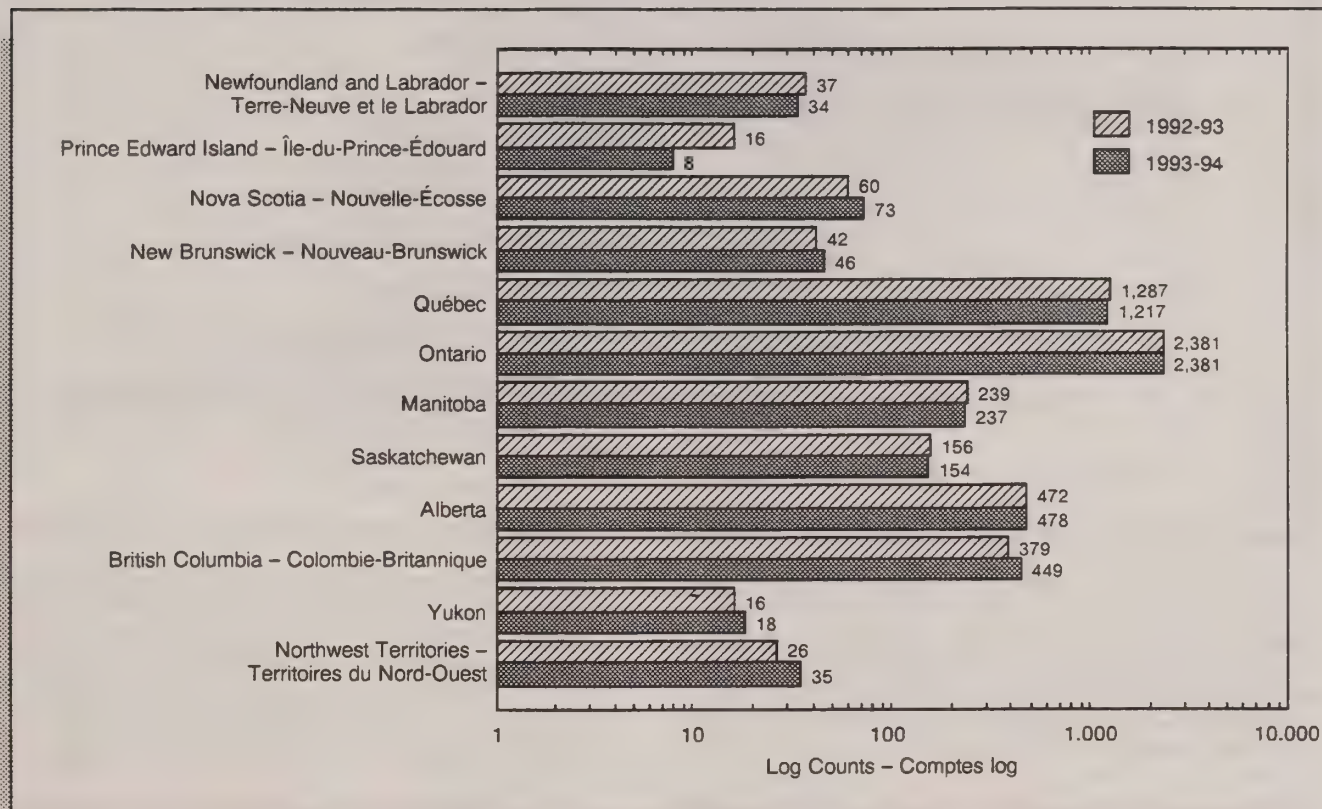
¹ Statistique de la criminalité au Canada, 1993, (n° 85-205 au catalogue, annuelle) Centre canadien de la statistique juridique.

increase of 8% over the previous year. Both Nova Scotia and the Yukon (20%) experienced the highest incarceration rate increase between 1992-93 to 1993-94. Only two jurisdictions experienced a decrease in their sentenced incarceration rates per 10,000 adults charged, they were: Prince Edward Island (-10%); and Manitoba (-4%) (see Figure 4).

par rapport à l'année précédente. La Nouvelle-Écosse et le Yukon ont tous deux enregistré la plus forte augmentation, soit 20 % du taux d'incarcération entre 1992-1993 et 1993-1994. Deux secteurs de compétence seulement ont enregistré une baisse de leurs taux d'incarcération; il s'agit de l'Île-du-Prince-Édouard (-10 %) et du Manitoba (-4 %) (voir la figure 4).

Figure 3

Provincial Remand Counts Comptes des prévenus provinciaux



Community Corrections Trends

Probation Intakes

In 1993-94, 79,171 probationers started new probation terms. This represents an overall increase of 34% since 1989-90; all jurisdictions with the exception of the Northwest Territories followed this trend. In comparison to 1992-93, four jurisdictions experienced increases in probation intakes: New Brunswick (10%); Saskatchewan (8%); British Columbia (17%); and the Yukon (0.8%) (see Table 3).

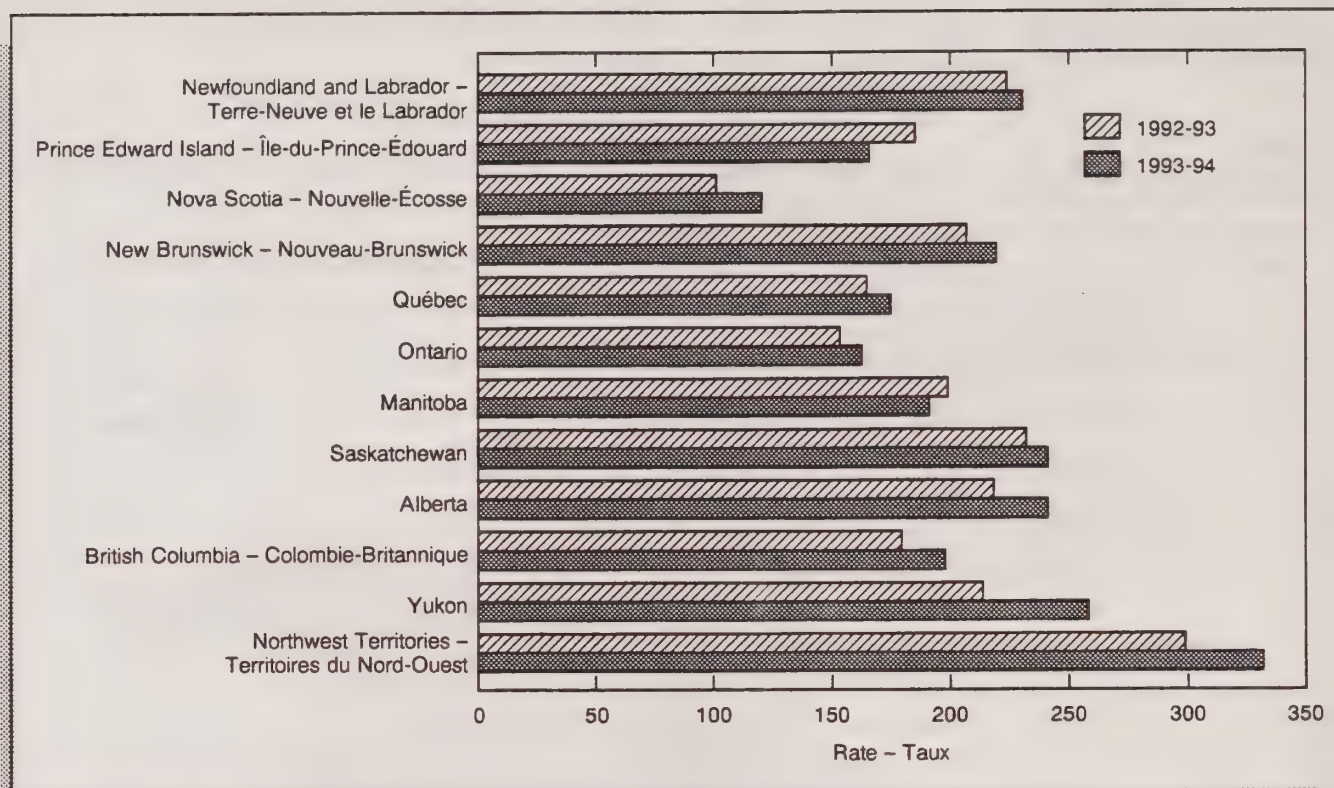
Tendances des services correctionnels en milieu communautaire

Inscriptions à la probation

En 1993-1994, 79 171 nouvelles périodes de probation ont débuté dans les secteurs de compétence. Ceci représente une hausse de 34 % par rapport à 1989-1990. Cette tendance s'observe dans tous les secteurs de compétence, sauf dans les Territoires du Nord-Ouest. Comparativement à 1992-1993, le nombre d'inscriptions à la probation a augmenté dans quatre secteurs de compétence, soit au Nouveau-Brunswick (10 %), en Saskatchewan (8 %),

Figure 4

Counts of Sentenced Offenders: Rate per 10,000 Adults Charged
Comptes des personnes condamnées : Taux pour 10 000 adultes accusées



The remaining jurisdictions all showed decreases in their intakes. It should be noted that in 1993-94, Nova Scotia (1.3:1) and British Columbia (1.2:1) experienced ratios of probation intakes greater than their sentenced admissions. Thus, in these two jurisdictions, probation was a more common judicial sanction than was incarceration.

In 1993-94, male probationers accounted for 83% of all probation intakes, while female probationers accounted for the remaining 17%. The proportion of male probationers fluctuated between 83% and 85% since 1989-90. Aboriginal peoples accounted for 12% of all probation intakes in 1993-94. This represented an increase of 4% over 1992-93 and 1% since 1989-90. In 1993-94, the median age for probationers was 30, compared with a 27 year median age in 1989-90.

Probation Counts

The average month-end probation counts increased by 2,016 (2%) between 1992-93 and 1993-94, reaching 102,402. In fact, since 1989-90, probation counts have increased steadily, registering an increase of 40% (29,358 offenders). All jurisdictions with the exception of Nova Scotia

en Colombie-Britannique (17 %) et au Yukon (0,8 %) (voir le tableau 3). Les autres secteurs de compétence ont enregistré une baisse du nombre d'inscriptions à la probation. Il est à noter qu'en 1993-1994, la Nouvelle-Écosse (1.3:1) et la Colombie-Britannique (1.2:1) ont enregistré des ratios d'admission à la probation supérieurs à leurs admissions de condamnés. Par conséquent, ces deux secteurs de compétence ont eu recours à la probation plus souvent qu'à l'incarcération.

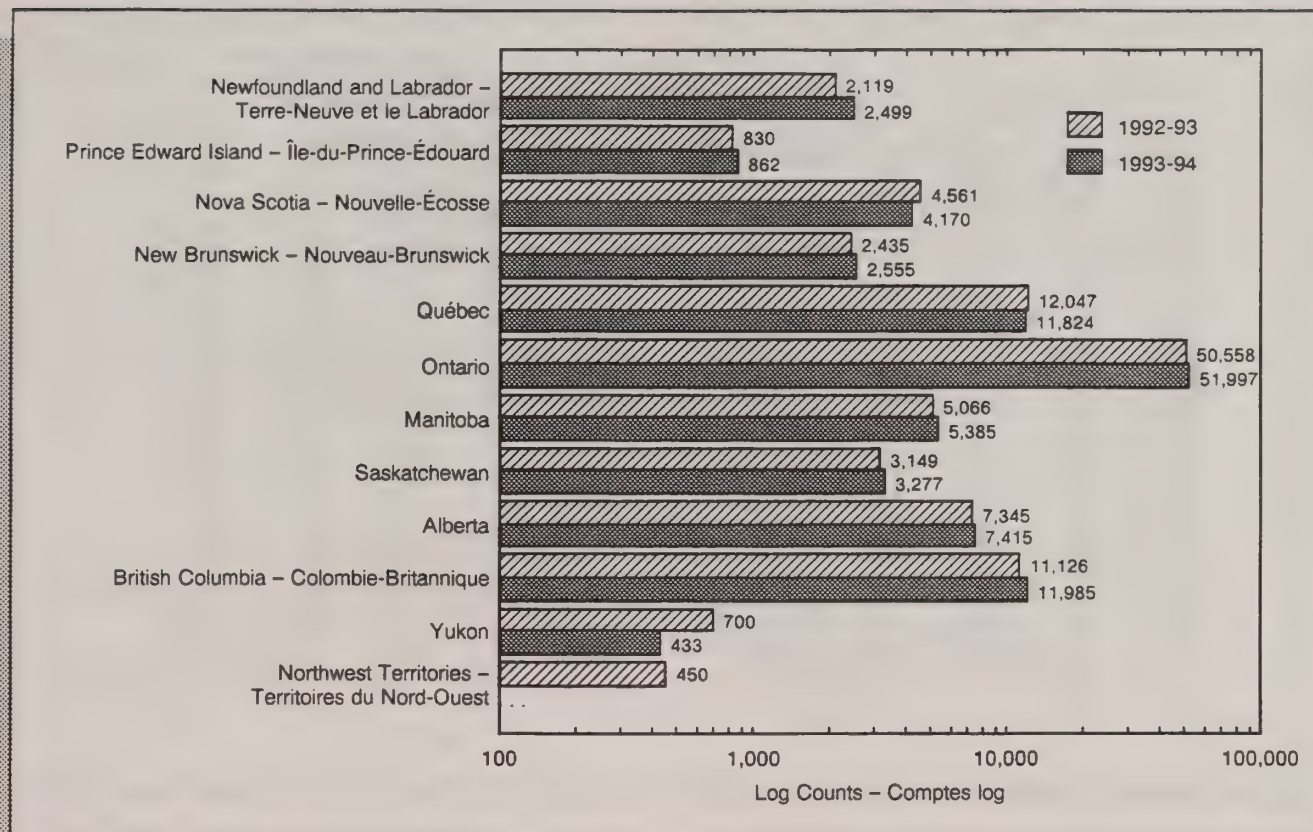
Les probationnaires du sexe masculin représentaient 83 % du nombre total d'inscriptions à la probation en 1993-1994, et les probationnaires du sexe féminin représentaient les autres 17 %. La proportion de probationnaires du sexe masculin a fluctué entre 83 % et 85 % depuis 1989-1990. Les autochtones comptaient pour 12 % de nombre total d'inscriptions à la probation, soit une augmentation de 4 % par rapport à 1992-1993 et de 1 % depuis 1989-1990. En 1993-1994, l'âge médian des probationnaires était de 30 ans, comparativement à l'âge médian de 27 ans en 1989-1990.

Comptes des probationnaires

Les comptes moyens des probationnaires à la fin du mois ont augmenté de 2 016 (2 %) entre 1992-1993 et 1993-1994 pour atteindre 102 402. En fait, depuis 1989-1990, les comptes des probationnaires ont augmenté progressivement, enregistrant une hausse de 40 % (29 358 contrevenants). Le nombre de cas de probation a augmenté dans tous

Figure 5

Provincial Probation Counts Comptes des probationnaires provinciaux



(-9%), Quebec (-2%) and the Yukon (-38%) reported increases in probation caseloads (Figure 5). The Northwest Territories could not provide data for 1993-94 and is not included in these comparisons. The caseloads are increasing more rapidly than the probation intakes. This is largely due to the fact that the median term of probation has increased in recent years to 12 months.

Rates

As with the institutional data, probation intakes were calculated as a function of the number of adults charged. The national probation rate increased in 1993-94 by 10% from the previous year to reach 1,363 per 10,000 adults charged. All jurisdictions with the exception of the Yukon (-13%) experienced increases in their probation rates (see Figure 6).

Parole Activity

On an average day during 1993-94, there were 9,928 offenders in the community under full parole supervision. This represents a 21% increase over 1992-93 when 8,198 offenders were under parole supervision. In 1993-94, of the total 9,928 parolees,

les secteurs de compétence, sauf en Nouvelle-Écosse (-9 %), au Québec (-2 %) et au Yukon (-38 %) (voir la figure 5). Les Territoires du Nord-Ouest n'ont pas pu fournir les données 1993-1994 et ne sont pas pris en compte dans ces comparaisons. Le nombre de cas de probation progresse plus rapidement que le nombre d'inscriptions à la probation, surtout à cause du fait que la durée médiane de la probation est passée à douze mois au cours des dernières années.

Taux

Comme c'est le cas des données sur les établissements correctionnels, les inscriptions à la probation ont été calculées en fonction des adultes accusés. Le taux national de probation s'est accru en 1993-1994 de 10 % par rapport à l'année précédente pour atteindre 1 363 pour 10 000 adultes accusés. Des augmentations du taux de probation ont été observées dans tous les secteurs de compétence, sauf au Yukon (-13 %) (voir la figure 6).

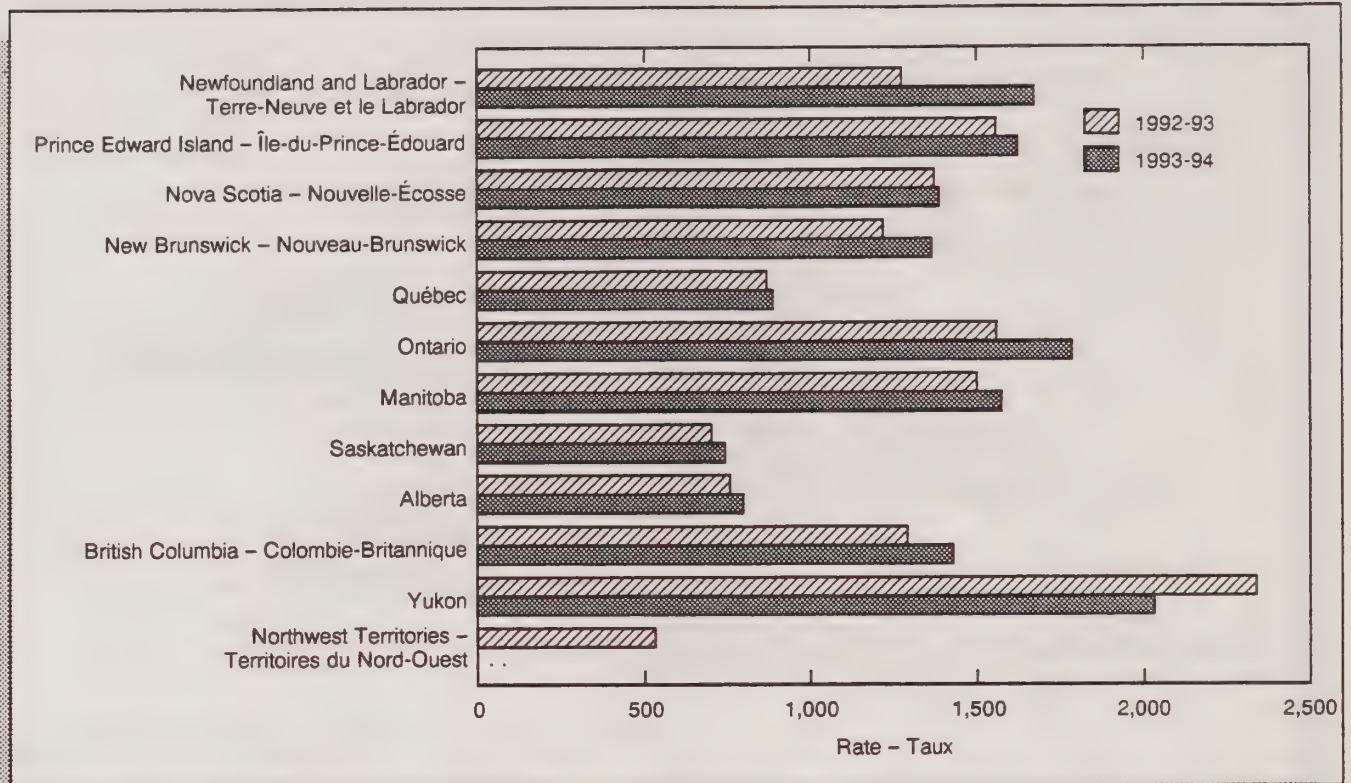
Libération conditionnelle

Durant une journée moyenne en 1993-1994, 9 928 personnes étaient en liberté conditionnelle totale sous surveillance dans la collectivité. Ceci représente une hausse de 21 % par rapport à 1992-1993, alors que 8 198 contrevenants bénéficiaient d'une libération conditionnelle

Figure 6

Average Probation Counts: Rate per 10,000 Adults Charged

Comptes moyen de contrevenants en probation : Taux pour 10 000 adultes accusés



3,860 were released under the jurisdiction of provincial boards; the remaining 6,068 were released under the jurisdiction of the National Parole Board.

A more in depth discussion of community corrections in Canada is provided in the Juristat entitled *The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94*, Vol. 15 No. 4.

Correctional Expenditures

The total operating expenditures on adult corrections in Canada for 1993-94 was \$1.876 billion, of which \$881.9 million were spent federally and \$994.2 million provincially. When expressed in constant 1989-90 dollars, this represented an increase of 1.0% since 1989-90 and a decrease of 1.5% over the 1992-93 total. Federal expenditures in constant 1989-90 dollars increased by 1.1% over the 1992-93 total and decreased by 3.3% since 1989-90. Provincially, operating expenditures showed an increase of 5.2% (in constant dollars) since 1989-90 and a decrease of 3.8% from 1992-93 (Figure 7).

sous surveillance. En 1993-1994, de l'ensemble des 9 928 libérés conditionnels, 3 860 ont été libérés par des commissions provinciales et les 6 068 autres ont été libérés par la Commission nationale des libérations conditionnelles.

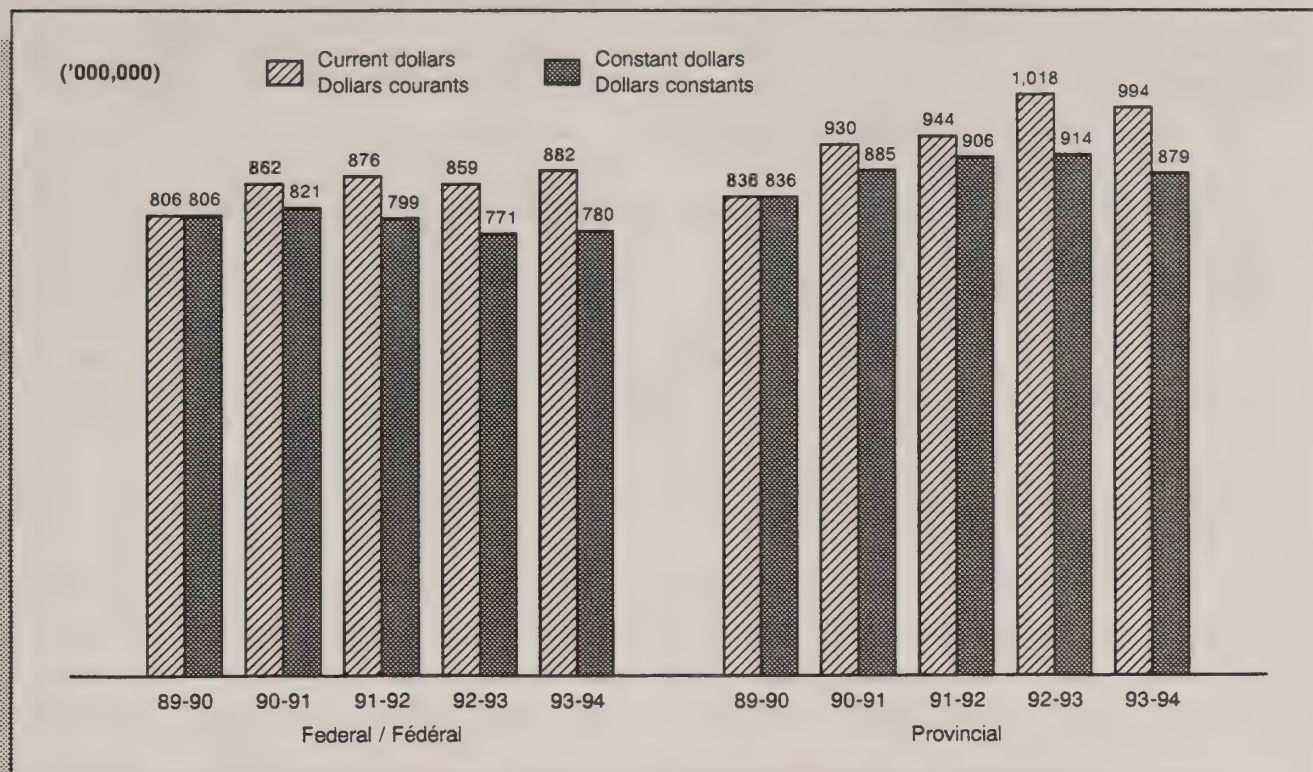
Une étude plus poussée des services correctionnels en milieu communautaire au Canada est présentée dans le Juristat intitulé *Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994*, vol. 15, n° 4.

Dépenses au chapitre des services correctionnels

En 1993-1994, le total des dépenses d'exploitation au chapitre des services correctionnels pour adultes au Canada était 1,876 milliard de dollars; de cette somme, 881,9 millions de dollars ont été dépensés au niveau fédéral et 994,2 millions de dollars au niveau provincial. En dollars constants de 1989-1990, ceci représentait une augmentation de 1,0 % par rapport à 1989-1990, et une baisse de 1,5 % par rapport à 1992-1993. Les dépenses au niveau fédéral, exprimées en dollars constants de 1989-1990, ont augmenté de 1,1 % par rapport à 1992-1993 et ont diminué de 3,3 % depuis 1989-1990. Au niveau provincial, les dépenses d'exploitation ont augmenté (en dollars constants) de 5,2 % depuis 1989-1990 et ont baissé de 3,8 % par rapport à 1992-1993 (voir la figure 7).

Figure 7

Operating Expenditures on Federal and Provincial Corrections, 1989-90 to 1993-94
Dépenses d'exploitation correctionnelles fédérales et provinciales, 1989-1990 à 1993-1994



A breakdown of these operating expenditures by type of service shows that 78% of funds were spent on custodial services, 10% on community supervision, and 2% on parole boards (provincial and federal). The remaining 10% were absorbed by headquarters and general administration.

The total per capita cost (in current dollars) to the Canadian people for adult corrections was \$65.25 in 1993-94. The provincial per capita cost was \$34.58, while the cost at the federal level was \$30.67 per capita. With respect to the cost of housing an offender in a custodial facility, the national average daily cost per inmate for 1993-1994 was \$114.32. Provincially, this cost was \$110.18 per day per offender, and federally, the daily cost was \$120.38.

Methodology and Data Limitations

The data presented in this Juristat were taken from the Adult Correctional Services Survey. This survey is conducted annually, on a fiscal year basis, to collect information for adult offenders aged 18 years and over on custodial and community corrections caseload and caseload characteristics for both provincial/territorial and federal corrections. For the years 1991-92 and 1992-93, admission data for

Une ventilation de ces dépenses d'exploitation, selon le genre de service, montre que 78 % de ces fonds ont été engagées pour les services de détention, 10 % pour la surveillance en milieu communautaire et 2 % pour les commissions des libérations conditionnelles (provinciales et fédérale). Le reste des dépenses (10 %) a été imputé au bureau central et à l'administration générale.

Les services correctionnels pour adultes ont coûté (en dollars courants) au peuple canadien un total de 65,25 \$ par habitant en 1993-1994. Le coût par habitant se situait à 34,58 \$ au niveau provincial et à 30,67 \$ au niveau fédéral. En ce qui concerne l'hébergement d'un contrevenant dans un établissement de détention, le coût moyen par jour pour le Canada était de 114,32 \$ en 1993-1994. Au niveau provincial, ce coût était de 110,18 \$ par jour par détenu, et au niveau fédéral, le coût moyen par jour était de 120,38 \$.

Méthode et limites des données

Les données présentées ici sont tirées de l'Enquête sur les services correctionnels pour adultes, menée chaque exercice financier. Cette enquête annuelle vise à recueillir des renseignements pour les contrevenants adultes âgés de 18 ans et plus sur le nombre de cas et les caractéristiques des cas en ce qui concerne la détention et les services correctionnels en milieu communautaire tant au niveau provincial/territorial que fédéral. Les données sur les

Ontario were not available. All rates, changes in rates and changes in percentages were adjusted to account for these absences. In 1993-94, Correctional Services Canada provided limited data on their federally sentenced offenders. The Financial Resources Survey provided the operational expenditures information on corrections personnel, resources and spending.

The varying degree of correctional services provided across the jurisdictions may have an impact on cross-jurisdictional comparisons. However, given an understanding of the framework in which correctional services are provided in each jurisdiction, the data presented may be interpreted as generally indicative of corrections within and across systems.

admissions en Ontario n'étaient pas disponibles en 1991-1992 et 1992-1993. Tous les taux, les taux et les pourcentages révisés tiennent compte de ces absences. En 1993-1994, le Service correctionnel Canada nous a fourni un nombre limité de données sur les contrevenants fédéraux. L'enquête sur les ressources financières fournit des renseignements sur les dépenses d'exploitation relatives au personnel et aux ressources des services correctionnels.

La prestation des services correctionnels varie d'un secteur de compétence à l'autre, ce qui peut avoir une incidence sur les comparaisons entre ces secteurs. Toutefois, compte tenu du cadre dans lequel les services correctionnels sont fournis dans chaque secteur de compétence, on peut considérer les données comme des indicateurs généraux de ces services dans l'ensemble des systèmes.

Canadian Centre for Justice Statistics**Centre canadien de la statistique juridique**

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call **Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1-800-267-6677**. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951-9023) ou le **numéro sans frais 1-800-387-2231**. Pour commander, communiquer avec la **Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267-6677**. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

- | | |
|--------------|---|
| Vol.14 No.5 | Impaired Driving - Canada 1992 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada 1992 |
| Vol.14 No.6 | Drug Use and Crime / Consommation de drogues et criminalité |
| Vol.14 No.7 | Criminal Justice Processing of Sexual Assault Cases / L'administration de la justice pénale dans les cas d'agression sexuelle |
| Vol.14 No.8 | Spousal Homicide / Les homicides entre conjoints |
| Vol.14 No.9 | Wife Assault: The findings of a National Survey / Résultats d'une enquête nationale sur l'agression contre la conjointe |
| Vol.14 No.10 | Private Policing in Canada / Rapport sur les services de police privés au Canada |
| Vol.14 No.11 | Youth Custody in Canada, 1992-93 / Le placement sous garde des adolescents au Canada, 1992-1993 |
| Vol.14 No.12 | The Winnipeg Family Violence Court / Le tribunal de la violence familiale à Winnipeg |
| Vol.14 No.13 | Trends in Criminal Victimization: 1988-1993 / Tendances en matière de victimisation: 1988-1993. |
| Vol.14 No.14 | Canadian Crime Statistics, 1993 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1993 |
| Vol.14 No.15 | Homicide in Canada, 1993 / L'homicide au Canada, 1993 |
| Vol.14 No.16 | Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993 |
| Vol.14 No.17 | Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada |
| Vol.15 No. 1 | Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public |
| Vol.15 No.2 | Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993 |
| Vol.15 No.3 | Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No.4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.



Table 1

Total Number of Admissions to Custody, Canada and the Provinces, 1989-90 to 1993-94¹

Tableau 1

Nombre total des admissions dans les établissements, Canada et les provinces, 1989-90 à 1993-94¹

		Sentenced on admission	Non-sentenced admissions			
Province and year			Peines non prononcées à l'admission			Total
Province et année		Condamné à l'admission	Remand	Other/ temporary detention		
			Prévenus	Autres/ détentions temporaires	Total	
<hr/>						
Newfoundland and Labrador – Terre-Neuve et le Labrador	1989-90	1,821	267	–	267	2,088
	1990-91	2,035	234	–	234	2,269
	1991-92	2,438	264	–	264	2,702
	1992-93	2,666	304	–	304	2,970
	1993-94	2,525	260	–	260	2,785
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	1989-90	1,374	56	–	56	1,430
	1990-91	1,447	70	–	70	1,517
	1991-92	1,416	90	–	90	1,506
	1992-93	1,185	67	–	67	1,252
	1993-94	1,070	54	–	54	1,124
Nova Scotia ² – Nouvelle-Écosse ²	1989-90	1,767	1,516	226	1,742	3,509
	1990-91	1,927	1,579	183	1,762	3,689
	1991-92	2,140	1,622	151	1,773	3,913
	1992-93	2,542	1,212	267	1,479	4,021
	1993-94	2,743	1,100	558	1,658	4,401
New Brunswick ³ – Nouveau-Brunswick ³	1989-90	3,243 ^r	909 ^r	–	909 ^r	4,152 ^r
	1990-91	3,448 ^r	874 ^r	–	874 ^r	4,322 ^r
	1991-92	4,029 ^r	878 ^r	–	878 ^r	4,907 ^r
	1992-93	4,070	910	–	910	4,980
	1993-94	3,702	914	–	914	4,616
Québec ⁴	1989-90	18,870	25,372 ^e	–	25,372 ^e	44,242
	1990-91	17,316	32,275	–	32,275	49,591
	1991-92	20,578	37,246	–	37,246	57,824
	1992-93	23,306	36,776	–	36,776	60,082
	1993-94	24,802	36,314	–	36,314	61,116
Ontario ⁵	1989-90	44,820	25,992	..	25,992	70,812
	1990-91	45,076	27,504	..	27,504	72,580
	1991-92	..	..	..	..	..
	1992-93	..	..	..	..	..
	1993-94	39,861	46,161	5,923	52,084	91,945
Manitoba ⁶	1989-90	3,405	8,971 ^e	610	9,581 ^e	12,986
	1990-91	5,148	7,642	766	8,408	13,556
	1991-92	3,697	5,946	1,020	6,966	10,663
	1992-93	3,587	4,958	1,213	6,171	9,758
	1993-94	3,140	5,277	2,008	7,285	10,425
Saskatchewan	1989-90	7,551	4,784	–	4,784	12,335
	1990-91	7,377	5,127	–	5,127	12,504
	1991-92	7,448	5,664	–	5,664	13,112
	1992-93	6,889	5,149	–	5,149	12,038
	1993-94	7,069	5,095	–	5,095	12,164
Alberta	1989-90	21,395	10,516	–	10,516	31,911
	1990-91	20,580	10,998	–	10,998	31,578
	1991-92	22,646	11,340	–	11,340	33,986
	1992-93	23,771	10,601	–	10,601	34,372
	1993-94	22,021	9,666	–	9,666	31,687

Table 1

Total Number of Admissions to Custody, Canada and the Provinces, 1989-90 to 1993-94¹ – Concluded

Tableau 1

Nombre total des admissions dans les établissements, Canada et les provinces, 1989-90 à 1993-94¹ – fin

		Sentenced on admission	Non-sentenced admissions			
Province and year			Peines non prononcées à l'admission			Total
Province et année		Condamné à l'admission	Remand	Other/ temporary detention	Total	
			Prévenus	Autres/ détentions temporaires		
<hr/>						
British Columbia – Colombie-Britannique	1989-90	9,893	5,321	–	5,321	15,214
	1990-91	9,138	5,340	–	5,340	14,478
	1991-92	10,135	5,760	–	5,760	15,895
	1992-93	10,597	6,058	–	6,058	16,655
	1993-94	11,654	6,923	–	6,923	18,577
Yukon ⁷	1989-90	444	188	–	188	632
	1990-91	435	204	–	204	639
	1991-92	296	210	5	215	511
	1992-93	324	215	18	233	557
	1993-94	389	253	16	269	658
Northwest Territories ⁸ – Territoires du Nord-Ouest ⁸	1989-90	682 ^r	222	14 ^r	236 ^r	918 ^r
	1990-91	942	255	26	281	1,223
	1991-92	1,004	315	18	333	1,337
	1992-93	946	348	47	395	1,341
	1993-94	931	345	67	412	1,343
Provincial Total – Total provincial (Excludes Ontario – Exclut l'Ontario) (Excludes Ontario – Exclut l'Ontario)	1989-90	115,265 ^r	84,114 ^r	850 ^r	84,964 ^r	200,229 ^r
	1990-91	114,869 ^r	92,102 ^r	975	93,077 ^r	207,946 ^r
	1991-92	75,827 ^r	69,335 ^r	1,194	70,529 ^r	146,356 ^r
	1992-93	79,883	66,598	1,545	68,143	148,026
	1993-94	119,907	112,362	8,572	120,934	240,841
Federal Total ⁹ – Total fédéral ⁹	1989-90	4,663	...	...	...	4,663
	1990-91	4,646	...	...	...	4,646
	1991-92	5,344	...	...	...	5,344
	1992-93	5,583	...	...	...	5,583
	1993-94	4,875	...	...	...	4,875

See footnote(s) at end of tables.

Voir note(s) à la fin des tableaux.

– nil or zero.

– néant ou zéro.

.. figures not available.

.. nombres indisponibles.

... figures not appropriate or not applicable.

... n'ayant pas lieu de figurer.

^r revised figures.

^r nombres rectifiés.

^e estimate.

^e estimation.

Table 2

Average Number of Offenders in Provincial Custody – On-Register and Actual-In, Canada and the Provinces, 1989-90 to 1993-94¹

Tableau 2

Nombre moyen de contrevenants dans les établissements provinciaux – Compte inscrit au registre et compte réel, Canada et les provinces, 1989-90 à 1993-94¹

Province and year		On-register count	Actual-in count – Compte réel				Total	Sentenced rate per 10,000 adults charged	Remand rate per 10,000 adults charged
			Sentenced	Not sentenced					
				Peines non prononcées					
Province et année		Compte inscrit au registre	Condamnés	Remand	Other tempo- rary detention		Condam- nés selon le taux pour 10 000 adultes accusées	Préve- nus selon le taux pour 10 000 adultes accusées	
				Prévenus	Autres/ déten- tions tempo- raires	Total			
Newfoundland and Labrador – Terre-Neuve et le Labrador	1989-90	350	277	27	–	27	304	146	14
	1990-91	351	263	31	–	31	294	156	18
	1991-92	415	323	31	–	31	354	189	18
	1992-93	470	373	37	–	37	410	224	22
	1993-94	422	346	34	–	34	380	231	23
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	1989-90	90	79	11	–	11	90	154	21
	1990-91	114	92	13	–	13	105	184	26
	1991-92	108	92	16	–	16	108	173	30
	1992-93	115	99	16	–	16	115	185	30
	1993-94	96	88	8	–	8	96	165	15
Nova Scotia ² – Nouvelle-Écosse ²	1989-90	470	344	55	–	55	399	108	17
	1990-91	450	323	56	–	56	379	95	17
	1991-92	437 ^r	340	56	–	56	396	100	16
	1992-93	480	335	60	–	60	395	101	18
	1993-94	546	363	73	–	73	436	121	24
New Brunswick ³ – Nouveau-Brunswick ³	1989-90	387	325	41	4	45	370	159	20
	1990-91	424	360	37	7	44	404	164	17
	1991-92	419	371	36	9	45	416	182	18
	1992-93	494	414	42	8	50	464	207	21
	1993-94	510	410	46	11	57	466	219	25
Québec ⁴	1989-90	4,654	1,884	1,184	–	1,184	3,068	148	93
	1990-91	4,622	2,012	1,156	–	1,156	3,168	151	87
	1991-92	5,131	2,099	1,245	–	1,245	3,344	150	89
	1992-93	5,568	2,269	1,287	–	1,287	3,556	164	93
	1993-94	5,727	2,328	1,217	–	1,217	3,545	175	92
Ontario ⁵	1989-90	7,884	4,508 ^r	2,233 ^r	44	2,277 ^r	6,785 ^r	126	63
	1990-91	8,088	4,562	2,246	45	2,291	6,853	131	65
	1991-92	8,288	5,052	2,270	59	2,329	7,381	147	66
	1992-93	8,416	4,955	2,381	85	2,466	7,421	153	73
	1993-94	8,283	4,786	2,381	87	2,468	7,254	164	82
Manitoba ⁶	1989-90	1,168	712	243	–	243	955	230	78
	1990-91	1,227	771	216	–	216	987	236	66
	1991-92	1,183	721	238	–	238	959	213	70
	1992-93	1,191	672	239	28	267	939	199	71
	1993-94	1,151	654	237	2	239	893	191	69
Saskatchewan	1989-90	1,495	1,185	136	–	136	1,321	220	25
	1990-91	1,493	1,157	159	–	159	1,316	227	31
	1991-92	1,531	1,136	179	–	179	1,315	242	38
	1992-93	1,490	1,042	156	–	156	1,198	232	35
	1993-94	1,479	1,060	154	–	154	1,214	241	35

Table 2

Average Number of Offenders in Provincial Custody – On-Register and Actual-In, Canada and the Provinces, 1989-90 to 1993-94¹ – Concluded

Tableau 2

Nombre moyen de contrevenants dans les établissements provinciaux – Compte inscrit au registre et compte réel, Canada et les provinces, 1989-90 à 1993-94¹ – fin

Province and year		On-register count	Actual-in count – Compte réel				Total	Sentenced rate per 10,000 adults charged	Remand rate per 10,000 adults charged
			Sentenced	Not sentenced		Total			
				Peines non prononcées					
Province et année		Compte inscrit au registre	Condamnés	Remand	Other tempo- rary detention		Condam- nés selon le taux pour 10 000 adultes accusées	Préve- nus selon le taux pour 10 000 adultes accusées	
				Prévenus	Autres/ déten- tions tempo- raires	Total			
Alberta	1989-90	3,340	1,857	404	–	404	2,261	196	43
	1990-91	3,491	1,877	448	–	448	2,324	208	50
	1991-92	3,729	1,952	477	–	477	2,430	192	47
	1992-93	4,113	2,112	472	–	472	2,584	218	49
	1993-94	4,035	2,240	478	–	478	2,718	241	51
British Columbia – Colombie-Britannique	1989-90	..	1,512	331	–	331	1,843	195	43
	1990-91	..	1,459	311	–	311	1,770	191	41
	1991-92	..	1,532	367	–	367	1,899	181	43
	1992-93	..	1,548	379	–	379	1,927	180	44
	1993-94	..	1,664	449	–	449	2,113	198	53
Yukon ⁷	1989-90	91	72	12	–	12	84	211	35
	1990-91	91	78	13	–	13	91	213	35
	1991-92	85	70	14	–	14	84	226	45
	1992-93	81	64	16	–	16	80	214	54
	1993-94	82	55	18	–	18	73	258	84
Northwest Territories ⁸ – Territoires du Nord-Ouest ⁸	1989-90	..	231 ^r	24	–	24	255 ^r	372	39
	1990-91	..	227	25	–	25	252	309	34
	1991-92	..	241	18	–	18	259	260	19
	1992-93	..	252	26	–	26	278	299	31
	1993-94	..	258	35	–	35	293	332	45
Provincial Total – Total provincial	1989-90	19,929	12,986 ^r	4,701 ^r	48	4,749 ^r	17,735 ^r	157	57
	1990-91	20,351	13,181	4,711	52	4,763	17,944	160	57
	1991-92	21,326 ^r	13,929	4,947	68	5,015	18,944	165	59
	1992-93	22,418	14,135	5,111	121	5,232	19,367	174	63
	1993-94	22,331	14,251	5,130	100	5,230	19,481	188	68
Federal Total ⁹ – Total fédéral ⁹	1989-90	12,642	11,415	...	...	...	11,415	138	...
	1990-91	12,864	11,289	...	...	...	11,289	137	...
	1991-92	13,248	11,783	...	...	...	11,783	140	...
	1992-93	13,709	12,342	...	...	...	12,342	152	...
	1993-94	...	13,322	...	...	...	13,322	175	...

See footnote(s) at end of tables.

Voir note(s) à la fin des tableaux.

– nil or zero.

– néant ou zéro.

– amount too small to be expressed.

– nombres infimes.

... figures not available.

... nombres indisponibles.

... figures not appropriate or not applicable.

... n'ayant pas lieu de figurer.

^r revised figures.

^r nombres rectifiés.

Table 3

Community Supervision Caseload - Average Offender Count and Admissions/Releases, Canada and the Provinces, 1989-90 to 1993-94

Tableau 3

Nombre de contrevenants sous surveillance communautaire - compte moyen de contrevenants et nombre d'admissions et de libérations, Canada et les provinces, 1989-90 à 1993-94

Province and year Province et année		Average offender count ¹ Compte moyen de contrevenants ¹				Admissions/releases Admissions/libérations			
		Probation	Full parole	Statutory release	Total	Probation intakes	Full parole	Statutory release	Total
			Libération conditionnelle	Libération d'office		Inscriptions à la probation	Libération conditionnelle	Libération d'office	
Newfoundland and Labrador – Terre-Neuve et le Labrador	1989-90	995 ^r	...	...	995 ^r	1,720 ^r	...	...	1,720 ^r
	1990-91	1,434 ^r	...	...	1,434 ^r	1,945 ^r	...	...	1,945 ^r
	1991-92	1,949 ^r	...	...	1,949 ^r	2,203 ^r	...	...	2,203 ^r
	1992-93	2,119 ^r	...	...	2,119 ^r	2,431 ^r	...	...	2,431 ^r
	1993-94	2,499	...	...	2,499	2,316	...	...	2,316
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	1989-90	593	...	...	593	634	...	...	634
	1990-91	621	...	...	621	674	...	...	674
	1991-92	738	...	...	738	726	...	...	726
	1992-93	830	...	...	830	813	...	...	813
	1993-94	862	...	...	862	734	...	...	734
Nova Scotia ² – Nouvelle-Écosse ²	1989-90	3,043	...	...	3,043	3,252	...	...	3,252
	1990-91	2,647	...	...	2,647	3,588	...	...	3,588
	1991-92	3,563	...	...	3,563	3,843	...	...	3,843
	1992-93	4,561	...	...	4,561	3,962	...	...	3,962
	1993-94	4,170	...	...	4,170	3,654	...	...	3,654
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	1989-90	2,010	...	...	2,010	1,781	...	...	1,781
	1990-91	2,122	...	...	2,122	1,697	...	...	1,697
	1991-92	2,136	...	...	2,136	1,727	...	...	1,727
	1992-93	2,435	...	...	2,435	1,770	...	...	1,770
	1993-94	2,555	...	...	2,555	1,942	...	...	1,942
Québec ³	1989-90	7,321	915 ^r	...	8,236 ^r	5,631	1,567 ^r	...	7,198 ^r
	1990-91	10,342	916 ^r	...	11,258 ^r	5,998	1,492 ^r	...	7,490 ^r
	1991-92	11,584	898	...	12,482	7,074	1,600 ^r	...	8,674 ^r
	1992-93	12,047	1,332	...	13,379	7,044	2,783 ^r	...	9,827 ^r
	1993-94	11,824	1,804	...	13,628	6,672	3,226	...	9,898
Ontario	1989-90	36,763	1,344	...	38,107	23,958	2,263	...	26,221
	1990-91	40,376	1,273	...	41,649	27,476	2,204	...	29,680
	1991-92	46,284	1,428	...	47,712	..	..	...	..
	1992-93	50,558	1,558	...	52,116	..	..	...	..
	1993-94	51,997	1,772	...	53,769	35,066	3,456	...	38,522
Manitoba	1989-90	3,488	...	...	3,488	2,421	...	...	2,421
	1990-91	3,791	...	...	3,791	2,720	...	...	2,720
	1991-92	4,758	...	...	4,758	3,131	...	...	3,131
	1992-93	5,066	...	...	5,066	3,221	...	...	3,221
	1993-94	5,385	...	...	5,385	2,959	...	...	2,959
Saskatchewan	1989-90	2,851	...	...	2,851	2,785	...	...	2,785
	1990-91	3,106	...	...	3,106	2,882	...	...	2,882
	1991-92	3,453	...	...	3,453	3,197	...	...	3,197
	1992-93	3,149	...	...	3,149	3,025	...	...	3,025
	1993-94	3,277	...	...	3,277	3,272	...	...	3,272
Alberta	1989-90	5,576	...	...	5,576	7,187	...	...	7,187
	1990-91	6,236	...	...	6,236	8,145	...	...	8,145
	1991-92	6,901	...	...	6,901	8,903	...	...	8,903
	1992-93	7,345	...	...	7,345	9,028	...	...	9,028
	1993-94	7,415	...	...	7,415	8,667	...	...	8,667

Table 3

Community Supervision Caseload - Average Offender Count and Admissions/Releases, Canada and the Provinces, 1989-90 to 1993-94 - Concluded

Tableau 3

Nombre de contrevenants sous surveillance communautaire - compte moyen de contrevenants et nombre d'admissions et de libérations, Canada et les provinces, 1989-90 à 1993-94 - fin

Province and year Province et année		Average offender count ¹ Compte moyen de contrevenants ¹				Admissions/releases Admissions/libérations			
		Probation	Full parole Libération conditionnelle	Statutory release Libération d'office	Total	Probation intakes Inscriptions à la probation	Full parole Libération conditionnelle	Statutory release Libération d'office	Total
British Columbia - Colombie-Britannique	1989-90	9,432	366	...	9,798	8,981	611	...	9,592
	1990-91	9,996	355	...	10,351	10,230	635	...	10,865
	1991-92	10,903	330	...	11,233	11,115	621	...	11,736
	1992-93	11,126	303	...	11,429	11,503	567	...	12,070
	1993-94	11,985	284	...	12,269	13,513	559	...	14,072
Yukon ⁴	1989-90	584	...	...	584	305	...	...	305
	1990-91	809	...	...	809	400	...	...	400
	1991-92	713	...	...	713	376	...	...	376
	1992-93	700	...	...	700	373	...	...	373
	1993-94	433	...	...	433	376	...	...	376
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	1989-90	388	...	...	388	340	...	...	340
	1990-91	611	...	...	611	345	...	...	345
	1991-92	342	...	...	342	374	...	...	374
	1992-93	450	...	...	450	474	...	...	474
	1993-94	..	..	..	..	..	..	..	..
Provincial total - Total provincial	1989-90	73,044 ^r	2,625 ^r	...	75,669 ^r	58,995 ^r	4,441 ^r	...	63,436 ^r
	1990-91	82,091 ^r	2,544 ^r	...	84,635 ^r	66,100 ^r	4,331 ^r	...	70,431 ^r
	1991-92	93,324 ^r	2,656 ^r	...	95,980 ^r	42,669 ^r	2,221 ^r	...	44,890 ^r
	1992-93	100,386 ^r	3,193 ^r	...	103,579 ^r	43,644 ^r	3,350 ^r	...	46,994 ^r
	1993-94	102,402	3,860	...	106,262	79,171	7,241	...	86,412
Federal corrections ⁵ - Services correctionnels fédéraux ⁵	1989-90	...	4,272	2,498	6,770	...	1,864	3,457	5,321
	1990-91	...	4,440	2,517	6,957	...	2,007	3,416	5,423
	1991-92	...	4,642	2,419	7,061	...	2,132	3,471	5,603
	1992-93	...	4,418	2,357	6,775	...	2,178	3,572	5,750
	1993-94	...	6,068	2,195	8,263	...	...	...	...

See footnotes(s) at end of tables.

Voir note(s) à la fin des tableaux.

Note: For those jurisdictions which do not operate a provincial parole board, the probation caseload may also include a small number of provincial parolees who have been transferred since being placed on parole.

Nota: Pour ces secteurs de compétence la où il n'y a pas de commission provinciale des libérations conditionnelles, le nombre de contrevenants en probation peut également comprendre un petit nombre de personnes en libération conditionnelle provinciale qui ont été transférées depuis leur libération conditionnelle.

.. figures not available.

.. nombres indisponibles.

... figures not appropriate or not applicable.

... n'ayant pas lieu de figurer.

^r revised figures.

^r nombres rectifiés.

Footnote

Tables 1 and 2

- ¹ These data tables exclude lock-up counts. However, all provincial and territorial institutions may hold a small number of inmates temporarily who are not sentenced or on remand, i.e. held for immigration purposes. Consequently, these temporary detainees are reported separately as **Other Temporary Detention** if possible. If not, these counts are included in either the sentenced admission or remand counts. Given the small number of temporary detainees held in the institutions, the remand and sentenced counts are marginally affected.

Counts are reported as **average daily counts** unless otherwise noted.

- ² Nova Scotia – The significant decrease in sentenced admissions in 1989-90 is a result of the introduction of a Fine Option Program in February 1990. This resulted in a significant decline in fine default admissions starting in 1989-90. The increase in sentenced admissions in 1992-93 resulted from changes made to the information system.
- ³ New Brunswick – All secure facilities will occasionally supply emergency back-up for law enforcement agencies. **Other temporary detention** includes admissions for parole suspension and immigration holdings.

Total admission figures are reported on a fiscal year basis, while all profile distributions are calculated using admission data for the calendar year.

- ⁴ Quebec – Changes of status are included in the sentenced admission figures.

Average counts are based on the count taken on the 15th. day of each month.

Although the police generally provide lock-up services in Quebec, provincial facilities also house a small number of persons in lock-up.

- ⁵ Ontario – Sentenced admission figures represent those sentenced during the year regardless of status on admission or actual admission date.

On occasion, a small number of lock-ups may be housed in provincial facilities.

Notes

Tableaux 1 et 2

- ¹ Ces tableaux ne comprennent pas les comptes des personnes en détention temporaire. Cependant, tous les établissements provinciaux et territoriaux peuvent détenir temporairement un petit nombre de personnes qui ne sont ni condamnées ni prévenues, p. ex. celles détenues en vertu de la *Loi sur l'immigration*. Par conséquent, ces détenus temporaires sont enregistrés séparément dans la catégorie **Autres genres de détention temporaire** si possible. Sinon, ces comptes sont compris soit dans les comptes des admissions de personnes condamnées, soit dans ceux des prévenus. Le petit nombre de personnes détenues temporairement dans des établissements a peu d'influence sur les comptes des prévenus et des personnes condamnées.

Les comptes présentés sont des **comptes quotidiens moyens** sauf indication contraire.

- ² Nouvelle-Écosse – La diminution importante du nombre d'admissions de personnes condamnées en 1989-1990 s'explique par la mise sur pied en février 1990 d'un Programme de solution de rechange à l'amende. Il en est résulté une forte baisse du nombre d'admissions relatives au défaut de payer à partir de 1989-1990. L'augmentation au nombre de personnes condamnées en 1992-1993 résulte des changements apportés au système d'information.
- ³ Nouveau-Brunswick – Tous les établissements en milieu fermé fournissent à l'occasion des services d'appoint en cas d'urgence aux organismes d'application de la loi. La catégorie **Autres genres de détention temporaire** comprend le nombre d'admissions suivant une révocation de la libération conditionnelle et les personnes détenues en vertu de la *Loi sur l'immigration*.

Les chiffres sur les admissions de personnes sont basées sur l'année financière, tandis que les répartitions sont basées sur les données des admissions de l'année civile.

- ⁴ Québec – Les admissions des personnes condamnées incluent les changements de statut.

Les comptes moyens sont fondés sur le dénombrement effectué le 15^e jour de chaque mois.

Bien que la police assure généralement les services de détention temporaire au Québec, les établissements provinciaux logent également à l'occasion un petit nombre de personnes en détention temporaire.

- ⁵ Ontario – Les chiffres sur les admissions de personnes condamnées s'appliquent aux personnes qui ont été condamnées pendant l'année, peu importe leur statut à l'admission ou quelle que soit la date d'admission réelle.

Il peut arriver qu'un petit nombre de personnes en détention temporaire soient incarcérées dans des établissements provinciaux.

Tables 1 and 2 – Concluded

- 6 Manitoba – Counting procedures have changed over the years including a transition from all manual to all automated sources. Manitoba's new automated system also underwent a "cleaning process" in 1992 which effected counts. The processes invalidated the use of the admission counts to reflect volume trends. The best indicator for this is simply the average daily population counts.

In 1989-90, admissions to the Provincial Remand Centre were excluded from all data tables.

The decrease in **total admissions** for 1989-90 was as a result of offenders in the Fine Option Program no longer being included as admissions to the Provincial Remand Centre.

- 7 Yukon – The 1991-92 survey is based on **incomplete data** and may not be consistent with previous years' data. All admission types include transfers in each of the five years under examination.

- 8 Northwest Territories – Average counts are derived from monthly counts.

- 9 In November 1992, the *Corrections and Conditional Release Act* was enacted. The Act has brought about changes regarding the admission and release of day parolees as they are now counted as an admission or release in the same manner as full parole or statutory release.

Data regarding admissions and releases must take into account these changes and the interpretation of the results should be made with caution. For further information, contact the Correctional Service of Canada to clarify any questions.

Average counts until 1992-93 were based on 52 weekly counts. In 1993-94, the count is based on a snapshot taken on March 31st.

Table 3

- 1 Unless otherwise specified, average offender count is reported as a monthly average count.
- 2 Nova Scotia – The average offender count for 1992-93 is reported as of March 31, 1993.

Tableaux 1 et 2 – fin

- 6 Manitoba – Les procédures de dénombrement ont subi des modifications au fil des ans, y compris le remplacement de toutes les sources manuelles par des sources automatisées. En 1992, le nouveau système automatisé du Manitoba a également fait l'objet d'un «nettoyage», ce qui a eu une incidence sur les comptes. Ces processus ont eu pour effet d'invalider l'utilisation des comptes d'admissions pour traduire les tendances relatives au volume. Les comptes quotidiens moyens de la population sont simplement le meilleur indicateur à ce chapitre.

En 1989-1990, le nombre d'admissions au *Provincial Remand Centre* était exclu de tous les tableaux de données.

La diminution du **nombre total des admissions** pour 1989-1990 était attribuable au fait que les contrevenants visés par le Programme de solution de rechange à l'amende ne sont plus comptés parmi les admissions au *Provincial Remand Centre*.

- 7 Yukon – Les données d'enquête de 1991-1992 sont fondées sur des **données incomplètes** et peuvent ne pas concorder avec celles des années précédentes. Tous les genres d'admission comprennent également les transfèrements dans le cas de chacune des cinq années à l'étude.

- 8 Territoires du Nord-Ouest – Les comptes moyens proviennent des comptes mensuels.

- 9 La *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* a été adoptée en novembre 1992. Elle a entraîné des modifications en ce qui concerne le dénombrement des admissions et des libérations des détenus en semi-liberté, les admissions et les libérations étant maintenant comptées de la même façon comme des libérations conditionnelles totales ou d'office.

Les données sur les admissions et les libérations doivent traduire ces changements, et l'interprétation des résultats doit être faite avec prudence. Pour obtenir de plus amples renseignements ou des éclaircissements sur certaines questions, le lecteur est prié de communiquer avec le Service correctionnel du Canada.

Jusqu'en 1992-1993, les comptes moyens étaient fondés sur 52 comptes hebdomadaires. En 1993-1994, les comptes sont fondés sur un relevé pontuel au 31 mars.

Tableau 3

- 1 Sauf indication contraire, le compte moyen de contrevenants est déclaré selon le compte mensuel moyen.
- 2 Nouvelle-Écosse – Le compte moyen de contrevenants en 1992-1993 représente le compte au 31 mars 1993.

Table 3 - Concluded

- ³ Quebec - Parole data are reported on a calendar year basis.
- ⁴ Yukon - The 1992-93 data represent a nine-month probation caseload only.
- ⁵ Includes provincial offenders in those provinces which do not operate their own parole boards and supervised by Correctional Services Canada.

Tableau 3 - fin

- ³ Québec - Les données portant sur les libérations conditionnelles sont déclarées sur l'année civile.
- ⁴ Yukon - Les données de 1992-1993 représentent neuf mois des cas en probation seulement.
- ⁵ Comprend les contrevenants provinciaux dans les provinces ne possédant pas leur propre commission des libérations conditionnelles qui sont sous la surveillance du Service correctionnel Canada.



Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$5.00 per issue, \$60.00 annually
United States: US\$6.00 per issue, US\$72.00 annually
Other Countries: US\$7.00 per issue, US\$84.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 5 \$ l'exemplaire, 60 \$ par année
États-Unis : 6 \$ US l'exemplaire, 72 \$ US par année
Autres pays : 7 \$ US l'exemplaire, 84 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No. 6

Victims' Use of Police and Social Services

by Rebecca Kong and Karen Rodgers*

Highlights

- According to the 1993 General Social Survey, 28% of violent victimizations (ie. physical assault, sexual assault, or robbery) experienced by Canadians aged 15 years and over during the 12 months prior to the survey were reported to police. Thirty-one percent of violent incidents involving male victims and 25% of those involving female victims were reported to police.
- Of those violent incidents not reported to police, 34% were not reported because the matter was handled without the need for police intervention. In 18% of unreported incidents, the victims stated that they themselves did not feel the incident was important enough to contact the police. Men were twice as likely as women to give this reason (27% versus 12%).
- In the majority violent incidents reported to police by the victim, victims were satisfied with the way police responded (64%). However, satisfaction varied by gender. In 75% of violent incidents involving male victims, the victim was satisfied, compared to 54% of incidents involving female victims.

* Integration and Analysis Program

March 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.
© Minister of Industry, Science and Technology, 1995. All rights reserved.
No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Vol. 15, N° 6

Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes

par Rebecca Kong et Karen Rodgers*

Faits saillants

- L'Enquête sociale générale de 1993 révèle que la police a été informée de 28 % des actes de violence (agressions physiques, agressions sexuelles et vols qualifiés) dont avaient été victimes les Canadiens âgés de 15 ans et plus durant les douze mois ayant précédé l'enquête. La police a été informée de 31 % des cas où les victimes des actes de violence étaient des hommes et de 25 % des cas où il s'agissait de femmes.
- Parmi les actes de violence non signalés à la police, 34 % s'expliquaient du fait que l'incident avait été réglé sans l'intervention de la police. Dans 18 % des cas non signalés, les victimes ont indiqué que l'incident n'était pas assez grave à leurs yeux pour être signalé à la police. Deux fois plus d'hommes que de femmes ont invoqué cette raison (27 % contre 12 %).
- Dans la majorité des cas où les victimes avaient signalé un acte de violence à la police, elles étaient satisfaites de la façon dont la police est intervenue (64 %). Toutefois, le degré de satisfaction variait selon le sexe de la victime. Il se situait à 75 % pour les cas où les victimes étaient des hommes, contre 54 % pour les cas où il s'agissait de femmes.

* Programme de l'intégration et de l'analyse

Mars 1995
ISSN 0715-271X

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

- Compared to incidents of physical assault, robberies were more likely to be reported to the police (30% versus 47%). Findings also indicated that incidents which resulted in injury to the victim were more likely to be reported to the police (39%) than those from which injury did not result (24%). Incidents involving a weapon were twice as likely to be reported to the police as incidents not involving weapons (54% versus 23%).
- Students have the lowest rates of reporting their violent victimizations to police. Only 12% of violent incidents against students were reported to police.
- Regardless of whether or not incidents were reported to police, in 27% of violent incidents the victim looked to informal or formal sources of help. Of these, 34% looked to friends, 23% to family, 21% used a helping/victim agency and the remainder went to clergy and "others", such as co-workers and neighbours.
- Comparativement aux victimes d'agression physique, les victimes de vol qualifié étaient plus susceptibles de déclarer leur expérience à la police (30 % contre 47 %). Les résultats montrent aussi que les victimes ayant subi des blessures étaient plus susceptibles d'en informer la police (39 %) que celles qui n'en avaient pas subi (24 %). De même, les actes commis avec une arme étaient deux fois plus susceptibles d'être signalés à la police que ceux commis sans arme (54 % contre 23 %).
- Les étudiants affichent les plus faibles taux de déclaration à la police des actes de violence dont ils ont été victimes. Seulement 12 % des actes de violence commis contre des étudiants ont été signalés à la police.
- Que les actes aient été signalés ou non à la police, dans 27 % des actes de violence, les victimes ont dit avoir eu recours à des sources d'aide officielles ou non. Parmi ces cas, 34 % ont fait appel à des amis, 23 % à des membres de la famille et 21 % à un organisme de secours ou d'aide aux victimes, et les autres se sont adressées au clergé et à d'"autres" personnes, notamment des collègues de travail et des voisins.

Introduction

With recent changes to the criminal justice system, such as the implementation of sexual assault legislation¹ and mandatory charging and prosecution of family violence cases², the system has been amended to better respond to violent crimes. As well, services have been established to help victims cope with the consequences of these crimes. Frequently, however, the extent to which police and helping/victim services are used depends on a number of factors such as the nature of the offence, the victim-offender relationship, the location of the incident and the victims' socio-demographic characteristics. In addition, victimization surveys and official police records have shown that the nature of violence experienced by men and women differs. While men tend to be victimized by male strangers, women are most often assaulted by someone known to them. Women are also the most prevalent victims of sexual assault. It is expected, therefore, that men's and women's use of official agencies would differ. By developing profiles of those most and least likely to contact police or use

Introduction

Compte tenu des changements apportés récemment au système de justice pénale, notamment l'adoption des dispositions législatives relatives à l'agression sexuelle¹ et l'obligation de porter des accusations et d'intenter des poursuites dans les cas de violence familiale², le système a été modifié de façon à mieux réagir aux crimes de violence. Des services ont également été mis sur pied pour aider les victimes à faire face aux conséquences de ces crimes. Toutefois, le recours aux services de police et aux services de secours et d'aide aux victimes est souvent fonction d'un certain nombre de facteurs, tels que la nature de l'infraction, le lien entre la victime et le contrevenant, le lieu de l'incident et les caractéristiques sociodémographiques de la victime. En outre, les enquêtes sur la victimisation et les rapports officiels de police ont montré que les hommes et les femmes subissent des actes de violence de nature différente. Bien que les hommes aient tendance à être l'objet de crimes de violence commis par des hommes qui leur sont inconnus, les femmes sont le plus souvent agressées par des personnes qu'elles connaissent. De même, elles sont plus souvent victimes d'agression sexuelle. On peut donc s'attendre à des variations entre les

¹ In 1983, Bill C-127 abolished the offences of rape and indecent assault and created three new crimes of sexual assault and three parallel offences of assault. These amendments changed the way crimes of sexual aggression are processed through the criminal justice system. Also, in 1991, the Supreme Court struck down provisions of the sexual assault legislation which prevented a defendant from introducing evidence regarding the complainant's previous sexual conduct. Bill C-49 was subsequently introduced to provide a test to determine whether a complainant's sexual history could be admitted at trial.

² During the early 1980's, police forces across Canada were given directives making it mandatory for police to lay charges in cases where reasonable grounds exist to suspect that domestic violence had occurred.

¹ En 1983, le projet de loi C-127 abolissait les infractions de viol et d'attentat à la pudeur pour définir trois nouveaux crimes d'agression sexuelle et, parallèlement, trois types de voies de fait. Ces modifications ont changé la façon dont les crimes d'agression sexuelle sont traités par le système de justice pénale. De même, en 1991, la Cour suprême a annulé les dispositions législatives sur l'agression sexuelle qui empêchaient le défendeur de présenter une preuve ayant trait au comportement sexuel antérieur du plaignant. Le projet de loi C-49 a par la suite été déposé pour servir de test afin de déterminer s'il était possible de tenir compte des antécédents sexuels du plaignant lors d'un procès.

² Au début des années 80, les corps de police ont reçu des directives les obligeant à porter des accusations dans les cas où ils ont des motifs raisonnables de croire qu'il y a eu violence familiale.

services following a criminal victimization, these agencies can better target and plan programs for victims.

Methodology

This Juristat draws mostly upon the 1993 General Social Survey (GSS) on Personal Risk and uses data from the 1993 Violence Against Women (VAW) Survey to enrich the analysis of women's use of social services. Each of these victimization surveys used random digit dialing to gather information on victimization from Canadians living in the ten provinces. While a primary objective of the 1993 General Social Survey was to measure the extent to which Canadians have experienced criminal victimizations of all types (ie. both property and personal crimes), the objective of the Violence Against Women Survey was to learn more about the nature and extent of violence against women in Canada.

The General Social Survey

The General Social Survey is made up of five cycles, and each is repeated every five years. The purpose of the GSS is to gather national statistical information on the living conditions and well-being of Canadians. As a result, changes in Canadian society can be monitored over time and data can be provided to inform specific policy issues of a current or emerging nature. In 1988 and again in 1993, the GSS collected information on personal risk, examining the prevalence and social and demographic distribution of eight specific types of criminal victimizations. The following violent crimes were included: sexual assault, robbery (includes attempted robbery) and physical assault³ (see Box for definitions). Over 10,000 Canadians aged 15 years and older were surveyed about their experiences with crime and the criminal justice system within the twelve month period preceding the survey. Detailed information was collected on each victimization experienced by an individual during the reference period. Data collected from this survey have been weighted to represent Canada's population aged 15 years and older.

The Violence Against Women Survey

Unlike the General Social Survey, the Violence Against Women Survey sampled only women aged 18 years and older residing in the ten provinces. They were asked about their experiences of physical and sexual assault by strangers, dates/boyfriends, acquaintances, and current or previous spouses/common-law partners. Respondents who disclosed an incident of violence since the age of 16 were then

hommes et les femmes pour ce qui est du recours aux organismes d'aide. Par l'établissement de profils des personnes les plus et les moins susceptibles de s'adresser à la police ou de recourir à des services à la suite d'un acte criminel, ces organismes peuvent mieux cibler et planifier les programmes à l'intention des victimes.

Méthode

Le contenu du présent bulletin provient en grande partie de l'Enquête sociale générale (ESG) de 1993 sur les risques personnels et s'appuie sur les données de l'Enquête sur la violence envers les femmes (EVF) de 1993 afin d'enrichir l'analyse du recours aux services sociaux par les femmes. Ces deux enquêtes téléphoniques à composition aléatoire ont permis de recueillir des données sur la victimisation auprès des Canadiens des dix provinces. L'un des principaux objectifs de l'ESG de 1993 était de déterminer dans quelle mesure les Canadiens avaient été victimes d'actes criminels de tous genres (crimes contre les biens et contre la personne), alors que l'EVF visait à mieux connaître la nature et l'étendue de la violence envers les femmes au Canada.

L'Enquête sociale générale

L'ESG comprend cinq cycles, chacun étant répété tous les cinq ans. Elle a pour objet de recueillir des renseignements statistiques nationaux sur les conditions de vie et le bien-être des Canadiens. Il est donc possible de suivre l'évolution de la société canadienne dans le temps et de fournir des données en vue d'éclairer certaines questions d'orientation, courantes ou nouvelles. En 1988 puis à nouveau en 1993, l'ESG a servi à recueillir des données sur les risques auxquels s'exposaient les personnes et à examiner la fréquence et la répartition sociale et démographique de huit genres d'actes criminels. Étaient visés les crimes de violence suivants : l'agression sexuelle, le vol qualifié (y compris les tentatives de vol qualifié), et l'agression physique³ (voir l'encadré pour connaître les définitions). Plus de 10 000 Canadiens âgés de 15 ans et plus ont été interrogés au sujet de leurs expériences en ce qui touche la criminalité et le système de justice pénale au cours des douze mois ayant précédé l'enquête. Des renseignements détaillés ont été recueillis sur chaque cas de violence dont avait été victime une personne durant la période de référence. Les données de l'enquête ont été pondérées pour être représentatives de la population canadienne âgée de 15 ans et plus.

L'Enquête sur la violence envers les femmes

L'échantillon de l'EVF, contrairement à celui de l'ESG, était constitué uniquement de femmes âgées de 18 ans et plus dans les dix provinces. Les répondantes ont été interrogées au sujet des agressions physiques et sexuelles que leur avaient fait subir des inconnus, des hommes rencontrés lors d'un rendez-vous amoureux, des amoureux, des hommes qu'elles connaissent et leurs conjoints actuels ou antérieurs dans le cadre d'un mariage ou d'une union libre.

³ Throughout this Juristat, violent victimizations measured by the 1993 GSS include sexual assault, robbery/attempted robbery, and physical assault.

³ Dans le présent bulletin, les actes de violence mesurés par l'ESG de 1993 sont l'agression sexuelle, le vol qualifié ou les tentatives de vol qualifié, et l'agression physique.

Measuring Violent Incidents – Catégorisation des actes de violence 1993 General Social Survey – Enquête sociale générale, 1993

Incident Classification Scheme – Schéma de classification des actes criminels

Crimes are coded hierarchically according to seriousness: incidents containing elements of more than one crime are coded according to the most serious in the hierarchy – Les crimes sont codés de façon hiérarchique en fonction de leur gravité; les affaires ayant trait à plus d'un genre d'acte criminel ont été codées en fonction de l'acte le plus grave perpétré.

Type of violent crime and description – Genre d'acte de violence et la description

1. Sexual assault – agression sexuelle

Sexually assaulted, molested or attempted to sexually assault or molest – Agression sexuelle/attentat à la pudeur ou tentative d'agression/d'attentat à la pudeur

2. Robbery – Vol qualifié

Something taken and the person who committed the act had a weapon or there was an attack or threat of violence – Tentative de vol et la personne ayant commis l'acte avait une arme ou il y a eu une attaque ou menace de recours la violence

3. Attempted robbery – Tentative de vol qualifié

Attempted to take something and the person who committed the act had a weapon or there was an attack or threat of violence – Tentative de vol et la personne ayant commis l'acte avait une arme ou il y a eu une attaque ou menace de recours la violence

4. Assault – Voies de fait

A weapon was present or there was an attack (anything from being hit, slapped, grabbed or knocked down to being shot, or beaten up) or threat of an attack – La personne avait une arme ou il y a eu une attaque (par exemple, être frappé, giflé, jeté au sol, empoigné, blessé par une arme à feu ou battu) ou une menace d'attaque.

asked detailed questions about their experiences, including questions on police-reporting and use of services. If a respondent disclosed more than one incident since the age of 16, detailed information was collected on one incident that had been randomly selected by computer. Data collected from the total sample of 12,300 women have been weighted to represent Canada's female population aged 18 years and older.

Lorsque les répondantes indiquaient qu'elles avaient subi un acte de violence depuis l'âge de 16 ans, elles étaient interrogées en détail sur leur expérience, entre autres sur la déclaration de l'incident à la police et le recours à des services. Lorsque les répondantes indiquaient avoir subi plusieurs incidents depuis l'âge de 16 ans, elles étaient interrogées en détail sur un incident choisi au hasard par ordinateur. Les données recueillies auprès de l'échantillon total de 12 300 femmes ont été pondérées afin de représenter la population de femmes âgées de 18 ans et plus au Canada.

Reporting to Police

According to the 1993 GSS, approximately 1.4 million Canadians aged 15 years and over (7%) were victims of at least one violent crime within the 12 months preceding the survey. The rate of physical assault was highest for all personal violent offences (67 per 1,000 population), followed by sexual assault (17 per 1,000 population), and robbery (9 per 1,000 population). Overall, rates of violent victimization were higher for females (100 per 1,000 population) than for males (84 per 1,000 population). In general, women faced greater risks of sexual assault (29 per 1,000 population) than did men⁴, whereas men experienced a marginally higher rate of physical assault than did women (68 as compared to 66 per 1,000 population), and double the rate for robbery (12 as compared to 6 per 1,000 population).

As shown in Table 1, survey results indicate that less than one-third of violent victimizations were

Déclaration des actes de violence à la police

Selon l'ESG de 1993, environ 1,4 million de Canadiens âgés de 15 ans et plus (7 %) ont été victimes d'au moins un crime de violence au cours des douze mois ayant précédé l'enquête. De tous les crimes de violence contre la personne, les agressions physiques avaient le taux le plus élevé (67 pour 1 000 habitants), suivies des agressions sexuelles (17 pour 1 000) et des vols qualifiés (9 pour 1 000 habitants). Dans l'ensemble, les taux de crimes de violence étaient plus élevés chez les femmes (100 pour 1 000) que chez les hommes (84 pour 1 000). En général, les femmes risquaient plus d'être victimes d'une agression sexuelle (29 pour 1 000 habitants) que les hommes⁴; par ailleurs, les hommes affichaient des taux d'agressions physiques un peu plus élevés que les femmes (68 contre 66 pour 1 000 habitants) et des taux deux fois supérieurs de vols qualifiés (12 contre 6 pour 1 000 habitants).

Comme l'illustre le tableau 1, les résultats de l'enquête indiquent que moins du tiers des actes de violence ont été

⁴ The number of men who indicated having experienced a sexual assault in the twelve months prior to the survey was too low to allow for a statistically reliable estimate.

⁴ Le nombre infime d'hommes qui ont dit avoir été victimes d'une agression sexuelle au cours des douze mois ayant précédé l'enquête ne permet pas d'établir une estimation statistiquement fiable.

reported to police (28%)⁵ and incidents involving male victims were more likely to be reported to police than incidents involving female victims (31% versus 25%).

Reasons stated for reporting and not reporting to police

In most situations, it is the decision of the victim whether or not to report to police and in a small percentage of cases, the police are contacted by a witness or bystander. For those respondents who reported their violent victimization to the police, the GSS asked their reasons for doing so. The reason cited most often was to stop the incident or to receive protection (89%), followed by the victim feeling it was his or her duty to contact the police (80%), and to catch the offender (78%).⁶ Reasons for reporting differed little between men and women.

While respondents could give a number of reasons for not reporting to police, the *main* reasons included the following: the incident was handled without the need for police intervention (34%); the incident was not important enough to involve police (18%); and it was a personal matter (11%) (Figure 1).

⁵ In comparison, according to the 1988 General Social Survey, 31% of violent victimizations which occurred in 1987 were reported to police.

⁶ Percentages exceed 100% because of multiple responses.

déclarés à la police (28 %)⁵ et que les hommes étaient plus susceptibles que les femmes de déclarer à la police les actes criminels dont ils avaient été victimes (31 % contre 25 %).

Raisons invoquées pour déclarer ou non les actes de violence à la police

Dans la plupart des situations, c'est la victime qui décide d'informer ou non la police et, dans une faible proportion de cas, c'est un témoin ou un spectateur qui communique avec celle-ci. Lorsque les répondants à l'ESG avaient déclaré à la police l'acte de violence dont ils avaient été victimes, on leur a demandé ce qui les avait amenés à le faire. Ils ont invoqué le plus souvent les raisons suivantes : mettre fin à l'incident ou obtenir une protection (89 %); faire leur devoir en prévenant la police (80 %); faire arrêter le contrevenant (78 %)⁶. Les raisons variaient peu entre les hommes et les femmes.

Les répondants pouvaient donner plus d'une raison pour avoir omis d'informer la police, mais les *principales* étaient les suivantes : l'incident avait été réglé sans l'intervention de la police (34 %); l'incident n'était pas assez grave à leurs yeux (18 %); l'incident touchait une question personnelle (11 %) (figure 1). La crainte de représailles a été invoquée

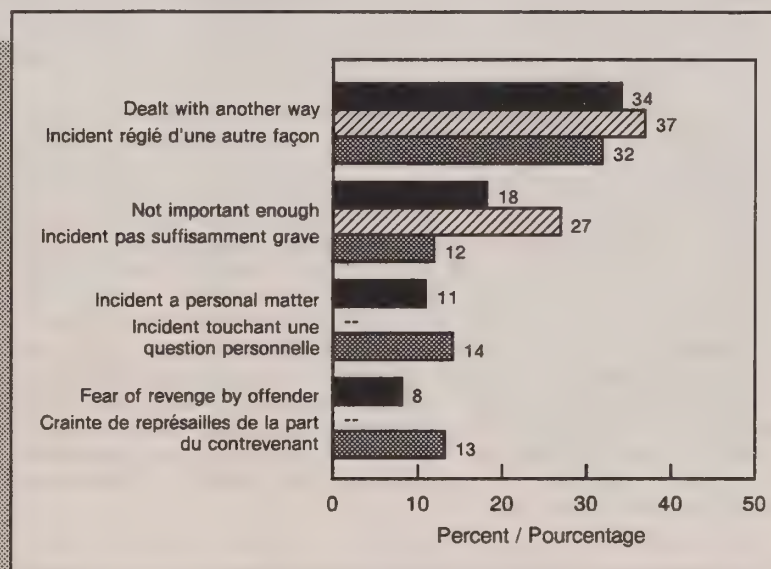
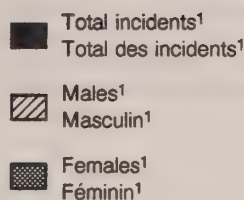
⁵ À titre de comparaison, l'Enquête sociale générale de 1988 révèle que 31 % des actes de violence survenus en 1987 ont été signalés à la police.

⁶ Les pourcentages dépassent 100 % en raison des réponses multiples.

Figure 1

Victims' main reason for not reporting violent incidents to police, by sex of victim, Canada, 1993

Raison principale pour laquelle les victimes n'ont pas déclaré les actes de violence à la police, selon le sexe de la victime, Canada, 1993



¹ Totals do not add to 100% because minor categories are not shown in figure. These include: insurance would not cover; police could not do anything; police would not help; no police involvement; other; not stated.

-- not statistically reliable

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993

¹ Les totaux peuvent ne pas correspondre à 100 % en raison des catégories avec peu de déclaration qui ne sont pas présentées. Comprend : pas de remboursement d'assurance; la police ne pouvait rien faire; la police n'aurait pas voulu intervenir; ne voulait aucun contact; autre; non-déclaré.

-- données statistiquement non fiables

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

In only 8% of unreported violent incidents, the police were not contacted because the victim feared revenge by the offender. In the remainder of unreported incidents, victims cited other reasons, such as, the police would not be able to do anything, the police would not help, or they did not want police involved.

Among incidents involving men and women, reasons for not reporting violent crime differed (Figure 1). Unreported incidents involving male victims and those involving female victims most frequently went unreported because the victim said the incident was handled without the need for police intervention. However, incidents involving men were over twice as likely as incidents involving women to go unreported because the victim felt the incident was not important enough to contact police (27% versus 12%). While in 14% of unreported violent incidents involving female victims, the victims stated that the main reason the incident went unreported was because it was a personal matter, in 13% of incidents, they stated fear of revenge from the perpetrator as their main reason for not reporting to police. The number of unreported incidents involving male victims in which they stated either of these last reasons for not reporting was too low to enable a statistically reliable estimate.

Victims' satisfaction with police response

In the majority of incidents reported to police by the victim, victims were satisfied with the way the police handled the incidents (64%). When the victim brought the violent crime to the attention of police, the police most often made an official report of the incident⁷ (70%) and visited the scene of the crime (64%). In 31% of incidents, victims were aware that an arrest had been made.

Levels of satisfaction with police responses differed, however, according to the sex of the victim. In three-quarters of violent incidents involving male victims that were reported to police, victims were satisfied with the way police responded to their cases. The same was true for only slightly over one-half (54%) of reported incidents involving women. The likelihood that police visited the scene of the crime was essentially equal in reported cases involving men (65%) and women (63%), but a report of the incident was made by police in 74% of cases involving male victims and in 67% involving female victims. The number of cases where the perpetrator was charged or arrested was too low to enable a statistically reliable gender comparison.

Factors Associated with Reporting to Police

Although people cited various reasons for reporting or not reporting their victimization to the police, findings from the 1993 GSS show that the type

dans seulement 8 % des cas de crime de violence non signalés à la police. Pour le reste des crimes non signalés, les victimes ont donné d'autres raisons, par exemple que la police n'aurait rien pu faire, que la police n'aurait pas voulu intervenir ou qu'elles ne voulaient pas avoir affaire à la police.

Lorsque les incidents mettaient en cause des hommes et des femmes, différentes raisons ont été invoquées pour avoir omis d'informer la police d'un crime de violence (figure 1). La raison invoquée le plus souvent tant par les hommes que par les femmes était que l'incident avait été réglé sans l'intervention de la police. Par contre, les hommes étaient plus de deux fois plus susceptibles que les femmes d'indiquer que l'incident n'était pas assez grave (27 % contre 12 %). Dans 14 % des crimes de violence non signalés et mettant en cause des femmes, la victime a indiqué qu'il s'agissait d'une question personnelle. La crainte de représailles de la part du contrevenant était la principale raison exprimée par 13 % des femmes. Toutefois, dans le cas des hommes ayant invoqué l'une ou l'autre de ces deux dernières raisons, le nombre infime ne permet pas d'établir une estimation statistiquement fiable.

Satisfaction des victimes à l'égard de l'intervention policière

Dans la majorité des incidents signalés à la police par la victime, les victimes étaient satisfaites de la façon dont la police est intervenue (64 %). Lorsque la police avait été informée d'un crime de violence par la victime, la police avait le plus souvent fait un rapport officiel⁷ de l'incident (70 %) et visité les lieux du crime (64 %). Dans 31 % des incidents, la victime savait que la police avait procédé à une arrestation.

Cependant, les degrés de satisfaction différaient selon le sexe de la victime. Dans les trois quarts des cas de violence mettant en cause des hommes et signalés à la police, les victimes étaient satisfaites de l'intervention de la police, alors qu'il en est ainsi pour seulement un peu plus de la moitié (54 %) des cas où les femmes étaient les victimes. La police s'est rendue sur les lieux du crime dans des proportions essentiellement égales de cas impliquant des hommes (65 %) et de cas impliquant des femmes (63 %), alors qu'elle a rédigé un rapport dans 74 % des cas où les hommes étaient les victimes et dans 67 % de ceux où il s'agissait des femmes. Le nombre infime de cas où le contrevenant a été accusé ou arrêté ne permet pas d'établir des comparaisons statistiquement fiables entre les sexes.

Facteurs associés à la déclaration des actes de violence à la police

Diverses raisons ont motivé les gens à déclarer ou non à la police les actes de violence dont ils ont été victimes. Les résultats de l'ESG de 1993 montrent toutefois que leur

⁷ Reports filed by police become part of official police statistics.

⁷ Les rapports rédigés par les policiers forment les statistiques officielles de la police.

of victimization, the seriousness of the incident, the victim-offender relationship, the location of the incident, and various socio-demographic characteristics of victims were linked to decisions to contact police.

The type of crime

Sexual assault, robbery, and physical assault are all considered violent personal crimes. However, the circumstances surrounding these crimes and their impact on the victim may vary. For instance, during the 1980's, the criminal justice system was identified as being too adversarial toward victims of sexual assault (File, 1987; Hepperle, 1985; Morris, 1987). As a result, Canadian laws and the rules of evidence that govern the offence of sexual assault underwent major changes during that decade to improve the criminal justice response to these cases. Although police statistics show an increase in the number of these incidents dealt with by police⁸, victimization surveys reveal that sexual assault continues to be under-reported compared to other crimes. For example, the VAW survey revealed that only 6% of sexual assault incidents experienced by women since the age of 16 were reported to police, compared to 26% of wife assault incidents, and 28% of physical assaults. According to the 1993 GSS, too few incidents of sexual assault were reported to police to allow for a statistically reliable estimate. In comparison, 47% of robberies and 30% of physical assaults were brought to the attention of police. Therefore, the type of violent crime may influence the extent to which incidents are reported to police.

The seriousness of a crime

The severity of a crime is also linked to whether or not a victim will report to the police (Table 1). Frequently the severity of a crime is measured by the victim's physical injury, the threat of or use of weapons, or the victim's inability to accomplish everyday activities as a result of his or her experience. The 1993 GSS showed that in almost four-in-ten incidents which resulted in injury to the victim, the police were contacted, compared to almost one-quarter of incidents which did not result in injury.⁹

Table 1 also indicates that the presence or absence of a weapon during the commission of the incident had an even greater influence on reporting. Incidents involving weapons were twice as likely to be brought to the attention of police as incidents not involving weapons (54% versus 23%).

décision d'informer la police était également influencée par le genre de crime, la gravité de l'incident, le lien entre la victime et le contrevenant, le lieu de l'incident et diverses caractéristiques sociodémographiques des victimes.

Genre de crime

L'agression sexuelle, le vol qualifié, et l'agression physique sont considérés comme des crimes de violence contre la personne. Cependant, les circonstances de ces crimes et leurs conséquences sur la victime peuvent varier. Par exemple, durant les années 80, certains estimaient que le système de justice pénale était trop défavorable à l'égard des victimes d'agression sexuelle (File, 1987; Hepperle, 1985; Morris, 1987). Pour cette raison, la législation canadienne et les règles de preuve qui régissent l'infraction d'agression sexuelle ont fait l'objet d'importantes modifications durant cette décennie afin que le système de justice pénale puisse mieux réagir dans de tels cas. Bien que les statistiques policières montrent une hausse du nombre d'affaires traitées par la police⁸, les enquêtes sur la victimisation révèlent que les agressions sexuelles continuent d'être sous-déclarées par rapport à d'autres crimes. Par exemple, l'EVF indique que seulement 6 % des agressions sexuelles qu'avaient subies les femmes depuis l'âge de 16 ans ont été déclarées à la police, comparativement à 26 % des voies de fait contre l'épouse et à 28 % des agressions physiques. Selon l'ESG de 1993, le nombre infime d'agressions sexuelles signalées à la police ne permet pas d'établir une estimation statistiquement fiable. À titre de comparaison, 47 % des vols qualifiés et 30 % des agressions physiques ont été signalés à la police. Le genre de crime de violence peut donc influencer sur le taux de déclaration des incidents à la police.

Gravité du crime

La gravité du crime intervient aussi dans la décision de la victime de prévenir ou non la police (tableau 1). Elle se mesure souvent par les blessures corporelles infligées à la victime, la menace d'utilisation ou l'utilisation d'une arme ou l'incapacité de la victime d'accomplir ses activités quotidiennes par suite de l'incident. Selon l'ESG de 1993, près de quatre victimes sur dix ayant reçu des blessures lors de l'incident ont communiqué avec la police, contre près du quart des victimes n'ayant pas été blessées.⁹

Le tableau 1 indique également que la présence ou l'absence d'une arme lors de la perpétration de l'acte influence encore davantage la décision d'informer la police. Les actes commis avec une arme étaient deux fois plus susceptibles d'être déclarés à la police que ceux commis sans arme (54 % contre 23 %).

⁸ According to the Aggregate Uniform Crime Reporting Survey maintained by the Canadian Centre for Justice Statistics, the rate of sexual assaults reported to the police in 1983 was 47 per 100,000 population and increased to 121 per 100,000 in 1993.

⁹ Percentages are based on incidents of robbery and assault. Respondents who disclosed being sexually assaulted/molested within the reference period were not asked questions on physical injury.

⁸ Selon le Programme agrégé de déclaration uniforme de la criminalité, administré par le Centre canadien de la statistique juridique, le taux d'agressions sexuelles signalées à la police est passé de 47 pour 100 000 habitants en 1983 à 121 pour 100 000 habitants en 1993.

⁹ Les pourcentages sont fondés sur les cas de vols qualifiés et de voies de fait. Les répondants qui ont signalé avoir été victimes d'une agression sexuelle ou d'un attentat à la pudeur pendant la période visée n'ont pas eu à répondre aux questions sur les blessures corporelles.

Table 1

Number and percentage of violent incidents against persons 15 years and over by reporting to police, incident characteristics and by sex of victims, Canada, 1993

Tableau 1

Nombre et pourcentage des actes de violence commis contre des personnes âgées de 15 ans et plus, selon qu'ils ont été déclarés ou non à la police et selon les caractéristiques de l'acte et selon le sexe de la victime, Canada, 1993

Characteristics of violent incidents and sex of victims Caractéristiques de l'acte de violence et sexe de la victime	Total violent incidents Total des actes de violence	Reported to police Déclarés à la police	
	No.	No.	
	Nbre	Nbre	%
	Numbers in thousands Nombres en milliers		
Total violent incidents – Total des actes de violence	2,002	552	28
Male – Masculin	892	273	31
Female – Féminin	1,110	279	25
Incidents with physical injury to victim¹ – Avec blessures corporelles à la victime¹	259	101	39
Male – Masculin	103	--	--
Female – Féminin	155	--	--
Incidents without physical injury to victim¹ – Sans blessures corporelles à la victime¹	620	148	24
Male – Masculin	326	78	24
Female – Féminin	295	--	--
Incidents where a weapon was involved – Avec arme	277	149	54
Male – Masculin	184	90	49
Female – Féminin	93	--	--
Incidents where no weapon was involved – Sans arme	1,623	367	23
Male – Masculin	642	171	27
Female – Féminin	981	197	20
Incidents resulting in victim having difficulty performing daily activities – Avec difficulté pour la victime à exercer ses activités quotidiennes	466	196	42
Male – Masculin	100	--	--
Female – Féminin	365	134	37
Incidents resulting in no difficulty by victim in performing daily activities – Sans difficulté pour la victime à exercer ses activités quotidiennes	1,496	356	24
Male – Masculin	751	211	28
Female – Féminin	745	144	19

¹ Percentages based on incidents of robbery and assault where the respondent indicated being physically attacked during the incident. Respondents who disclosed being sexually assaulted/molested within the reference period were not asked questions on physical injury. – Les pourcentages sont fondés sur les incidents de vol qualifié et d'agression pour lesquels les répondants ont indiqué avoir été attaqués physiquement. Les répondants qui ont dit avoir été victimes d'agression sexuelle atteinte à la pudeur durant la période de référence n'ont pas été interrogés au sujet des blessures corporelles.

-- not statistically reliable – données statistiquement non fiables.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993 – Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

Results from the 1993 GSS also showed that the relative difficulty in performing everyday activities because of the victimization was linked to police reporting. In 42% of incidents where the victim had difficulty in carrying out his or her daily activities, the

Les résultats de l'ESG de 1993 montrent un lien entre la décision d'informer la police et la difficulté pour la victime d'exercer ses activités quotidiennes à la suite de l'incident. La police a été informée dans 42 % des incidents où la victime a trouvé difficile d'exercer ses activités quotidiennes, contre

incident was reported to police, compared to 24% of incidents where the victim experienced no difficulties (Table 1).

According to the 1993 GSS, incidents against men were almost twice as likely to be reported to police when a weapon was involved than when there was no weapon (49% versus 27%) (Table 1). Although this latter comparison cannot be made among female victims because of unreliable estimates, the GSS showed that 37% of incidents against women which resulted in the victim experiencing difficulties performing her main activities were reported to police. In comparison, 19% of incidents involving women who did not experience these difficulties were reported to police. The number of incidents involving men who had difficulties performing their main activities due to the incident was too low to permit a comparison.

Victim-offender relationship

Frequently, the relationship between the victim and the perpetrator influenced whether or not the victim contacted the police (Table 2). Research has suggested that the closer or more intimate a victim is

24 % des incidents où la victime n'a pas éprouvé de difficulté (tableau 1).

Selon l'ESG de 1993, les hommes étaient presque deux fois plus susceptibles de déclarer à la police les actes commis avec une arme que ceux commis sans arme (49 % contre 27 %) (tableau 1). Même si les estimations ne sont pas assez fiables pour établir une telle comparaison chez les femmes, l'ESG révèle que la police a été informée de 37 % des cas où les femmes avaient eu de la difficulté à exercer leurs activités principales, contre 19 % des cas où les femmes n'avaient pas éprouvé de difficulté. En raison du nombre infime d'hommes qui ont trouvé difficile d'exercer leurs activités principales à la suite de l'incident, il est impossible d'établir des comparaisons.

Lien entre la victime et le contrevenant

Il est arrivé fréquemment que le lien entre la victime et le contrevenant a influencé la victime dans sa décision de prévenir ou non la police (tableau 2). Les recherches laissent supposer que plus le lien est proche ou intime entre la

Table 2

Number and percentage of violent incidents against persons 15 years and over reported to police, by victim-offender relationship and by sex of the victim, Canada, 1993¹

Relationship of perpetrator to victim and sex of the victim	Total	Reported to police	
		Déclarés à la police	
Lien de l'agresseur avec la victime et sexe de la victime	No.	No.	%
	Nbre	Nbre	
Numbers in thousands			
Nombres en milliers			
Stranger – Personnes inconnues	766²	252	33
Male – Masculin	498	172	35
Female – Féminin	268	80	30
Known persons³ – Personnes connues³	1,131	282	25
Male – Masculin	334	87	26
Female – Féminin	797	196	25
Acquaintance – Connaissance	798	158	20
Male – Masculin	317	81	25
Female – Féminin	481	77	16
Relative⁴ – Parenté⁴	332	124	37
Male – Masculin	--	--	--
Female – Féminin	316	119	38

¹ Percentages in this table are based on violent incidents where the respondent was able to indicate whether or not there was one perpetrator or more. – Les pourcentages dans ce tableau sont fondés sur les incidents pour lesquels le répondant pouvait indiquer s'il y avait un ou plusieurs agresseurs.

² Numbers may not add to totals because of number rounding. – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux.

³ This category collapses acquaintances and relatives into one. – Sont réunis en une seule catégorie les connaissances et les parents.

⁴ Relative includes current or previous spouse, son/daughter, parent, and other relatives – Comprend : conjoint actuel ou précédent, fils, fille, père, mère et autres membres de la famille.

-- not statistically reliable. – données statistiquement non fiables.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993. – Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

with an offender, the less likely the victim is to involve police. In keeping with previous research findings, the 1993 GSS showed that crimes precipitated by strangers were more likely to come to the attention of the police (33%) than were crimes committed by someone known to the victim (25%). Results vary, however, within the category of "known" perpetrators. Victimization were more likely to be reported to police if the perpetrator was a relative (37%) rather than an acquaintance (20%). This finding may be a result of recent changes in police responses to domestic violence cases.

Table 2 also shows that violent incidents perpetrated by acquaintances or strangers against men were more likely to be reported to police than such incidents against women. However, women were more likely to report violence by a relative than violence by strangers or acquaintances. Because the number of incidents against men involving a relative was too small, statistically reliable gender comparisons of victimizations by a family member cannot be made using the GSS.

Location

The police became involved in over one-third of violent incidents that occurred in or around a private residence (Figure 2). By comparison, 28% of incidents that occurred in a public place, and only 19% that took place in a commercial establishment, were brought to the attention of police.

Data from the GSS revealed that violent incidents involving female victims were more likely than incidents involving male victims to take place in or around a private residence, but were less likely to be reported to police. While less than one in five (19%) violent incidents against men took place in or around a private residence, 44% were reported to police. By comparison, over one-half (54%) of violent incidents against women took place in or around a private residence, and 31% of these were brought to the attention of the authorities.

While violent incidents against men were most likely to take place in a commercial building (36%) or a public place (36%), it was these incidents which were least likely to be reported to police (26% and 27% respectively). While 32% of violent incidents against women occurred in a commercial establishment and 10% in a public place, the numbers which were reported to police were too small to provide a statistically reliable estimate.

Socio-demographic characteristics

As indicated in Table 3, violent incidents involving older victims were more likely to be reported to police than incidents involving younger victims. Of all the age groups, incidents involving victims aged 15 to 24 years were least likely to be reported. Low reporting of these incidents may be understood in light of the

victime et le contrevenant, moins les chances sont fortes que la victime ait affaire à la police. Conformément aux résultats de recherches précédentes, l'ESG de 1993 montre que les crimes commis par des inconnus sont plus susceptibles d'être signalés à la police (33 %) que les crimes commis par des contrevenants connus (25 %). Les résultats varient toutefois dans la catégorie des «contrevenants connus». Les actes de violence étaient le plus souvent signalés à la police si le contrevenant était un parent (37 %) plutôt qu'une connaissance (20 %). Cette constatation peut être attribuable aux récentes modifications de l'intervention policière dans les cas de violence familiale.

Le tableau 2 montre également que les hommes étaient plus susceptibles que les femmes de signaler les actes de violence commis par une connaissance ou un inconnu. Par ailleurs, les femmes étaient plus susceptibles de signaler les actes de violence commis par un parent que ceux commis par un inconnu ou par une connaissance. En raison du nombre infime d'incidents où un homme a été victime de violence de la part d'un parent, les données de l'ESG empêchent de comparer les actes commis par un membre de la famille selon le sexe de la victime.

Lieu de l'incident

La police est intervenue dans plus du tiers des actes de violence qui sont survenus dans une résidence privée ou ses alentours (figure 2). Cette proportion se compare à 28 % des actes commis dans un endroit public et à 19 % seulement de ceux qui ont eu lieu dans un établissement commercial.

Les données de l'ESG révèlent que les femmes étaient plus susceptibles que les hommes de subir un acte de violence dans une résidence privée ou ses alentours, mais qu'elles étaient moins susceptibles d'en prévenir la police. Moins d'un acte de violence sur cinq (19 %) commis contre des hommes a eu lieu dans une résidence privée ou ses alentours, alors que 44 % ont été signalés à la police. En revanche, plus de la moitié (54 %) des actes de violence commis contre des femmes ont eu lieu dans une résidence privée ou ses alentours, et 31 % ont été signalés aux autorités.

Les actes de violence commis contre des hommes risquaient davantage de se produire dans un établissement commercial (36 %) ou un endroit public (36 %), alors qu'ils étaient les moins susceptibles d'être signalés à la police (26 % et 27 % respectivement). Bien que 32 % des actes de violence commis contre les femmes aient eu lieu dans un établissement commercial et 10 %, dans un endroit public, ils ont été signalés à la police dans une proportion insuffisante pour permettre d'en dégager une estimation statistiquement fiable.

Caractéristiques sociodémographiques

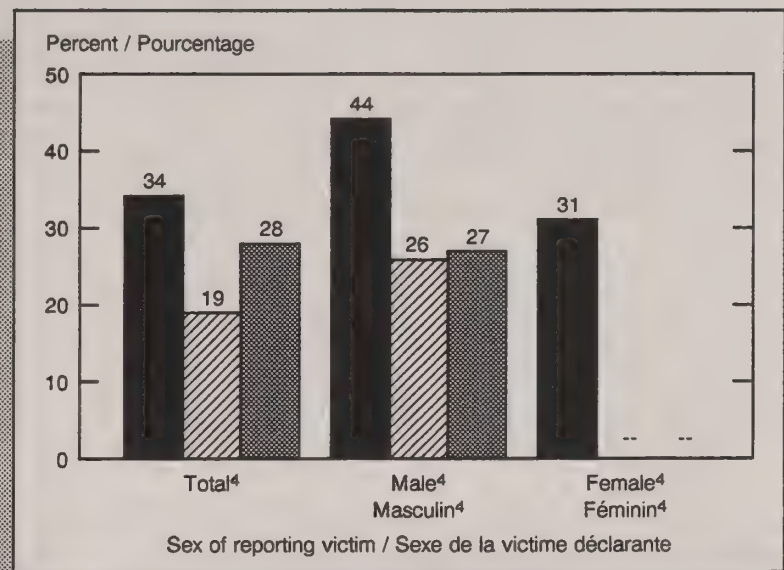
Comme l'indique le tableau 3, la probabilité qu'un acte de violence soit signalé à la police augmente avec l'âge de la victime. De tous les groupes d'âge, celui des 15 à 24 ans avait le moins tendance à signaler un acte de violence. Les faibles taux de déclaration chez les jeunes peuvent s'expliquer par le contexte où se produisent le plus souvent ces

Figure 2

Proportion of violent incidents against persons 15 years and over reported to police, by location of incident and sex of victim, Canada, 1993

Proportion des actes de violence commis contre les personnes âgées de 15 ans et plus et déclarés à la police, selon le lieu de l'incident et le sexe de la victime, Canada, 1993

- In or around a private residence¹
Résidence privée et ses alentours¹
- Commercial establishment²
Établissement commercial²
- Public place³
Endroit public³



¹ Includes inside respondent's home, on a farm, inside vacation property, inside a garage, outside respondent's home, other private residence/home.

² Includes restaurant or bar, shopping mall, inside school, commercial building, hospital, sports facility, public transportation.

³ Includes parking garage, sidewalk/street, other sidewalk, rural park/area.

⁴ Totals do not add to 100% because the categories "Elsewhere" and "Not Stated" are not shown in figure.

-- not statistically reliable

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993

¹ Comprend: maison du répondant, ferme, endroit de villégiature, garage, extérieur de la maison du répondant, autre résidence/maison privée.

² Comprend: restaurant ou bar, centre commercial, école, bâtiment commercial, hôpital, centre sportif, transports en commun.

³ Comprend: aire de stationnement, trottoir/rue, trottoir dans un autre quartier, région rurale/parc.

⁴ Les totaux peuvent ne pas correspondre à 100 % en raison des catégories "Ailleurs" et "Non-déclaré" qui ne sont pas présentées.

-- données statistiquement non fiables

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

context in which they most often occurred. According to the 1993 GSS, one-half of perpetrators in cases involving victims aged 15 to 24 years were acquaintances, and incidents most frequently took place in commercial establishments, including bars and restaurants – factors associated with low rates of reporting to police.

Table 3 also reveals that incidents involving victims with the following socio-demographic characteristics were least likely to be reported to police: victims with some post-secondary education, those who are single, and those who are going to school – factors that are linked to being young. Finally, while incidents involving victims with household incomes of less than \$15,000 were most likely to be reported to the police (38%), those with household incomes ranging from \$30,000 to \$49,999 showed the lowest reporting rates (23%).

actes. L'ESG de 1993 indique que dans les cas où les victimes avaient entre 15 et 24 ans, la moitié des contrevenants étaient des connaissances et les actes subis sont survenus le plus souvent dans un établissement commercial (y compris les bars ou les restaurants), ces facteurs étant associés à des taux de déclaration peu élevés.

Le tableau 3 révèle en outre que les victimes risquaient moins de signaler les actes de violence à la police lorsqu'elles avaient les caractéristiques sociodémographiques suivantes : elles avaient fait des études post-secondaires partielles, elles étaient célibataires ou elles fréquentaient l'école, ces trois facteurs étant associés au jeune âge. Enfin, alors que les personnes ayant un revenu du ménage inférieur à 15 000 \$ étaient plus susceptibles d'informer la police (38 %), les personnes dont le revenu du ménage se situait entre 30 000 \$ et 49 999 \$ ont affiché les taux de déclaration les plus bas (23 %).

Table 3

Percentage of violent incidents against persons 15 years and over reported to police by socio-demographic characteristics of victims, Canada, 1993

Tableau 3

Pourcentage des actes de violence commis contre des personnes de 15 ans et plus et déclarés à la police, selon les caractéristiques sociodémographiques de la victime, Canada, 1993

Socio-demographic characteristics of victims Caractéristiques sociodémographiques de la victime	Percentage reported to police Pourcentage déclaré à la police
	Canada
	%
Total - Total	28
Sex - Sexe	
Male - Masculin	31
Female - Féminin	25
Age - Âge	
15 to 24 - 15 à 24	17
25 to 34 - 25 à 34	31
35 to 44 - 35 à 44	38
45 and over - 45 et plus	39
Education level - Niveau de scolarité	
Post Secondary - Études post-secondaires	28
Some post secondary - Études post-secondaires partielles	23
High school diploma - Diplôme d'études secondaires	27
Less than high school diploma - Moins d'un diplôme d'études secondaires	32
Marital status - État matrimonial	
Single - Célibataire	23
Married/common-law - Marié(e)/conjoint(e) de fait	33
Divorced/separated - Divorcé(e)/séparé(e)	31
Widowed - Veuf(ve)	--
Household income - Revenu du ménage	
Less than \$15,000 - Moins de 15 000 \$	38
\$15,000 to \$29,999 - 15 000 \$ à 29 999 \$	28
\$30,000 to \$49,999 - 30 000 \$ à 49 999 \$	23
\$50,000 and over - 50 000 \$ et plus	30
Main Activity - Principale activité	
Working at a job or business - Travailler à un emploi/son compte	31
Going to school - Étudier	12
Keeping house - Tenir maison	43

— not statistically reliable. — données statistiquement non fiables.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993 — Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

Use of Services and Informal Sources of Help

Victimization surveys often ask respondents about their use of social services, and about other sources of support, including family and friends. This information can help provide a picture of the actions taken by victims following an incident. The 1993 GSS gathered limited information on victims' use of social services. The 1993 Violence Against Women (VAW) Survey, on the other hand, gathered more detailed information on women's use of social services. This section of the Juristat will begin by offering an overall description of the use of family, friends and helping/victim agencies, based on the 1993 GSS. This will be followed by a more detailed analysis of women's use of social services based on the VAW survey.

Recours aux services et aux sources d'aide informelles

Les enquêtes sur la victimisation comportent souvent des questions sur le recours aux services sociaux et sur les autres sources de soutien, dont la famille et les amis. Les réponses peuvent contribuer à brosser un tableau des mesures prises par les victimes à la suite d'un incident. L'ESG de 1993 a permis de recueillir certains renseignements sur le recours aux services sociaux par les victimes. D'autre part, l'EVF de 1993 a fourni des renseignements plus détaillés sur l'utilisation des services sociaux par les femmes. On trouvera ci-dessous une description générale du recours à la famille, aux amis et aux organismes de secours et d'aide aux victimes, d'après les données de l'ESG de 1993. Suivra une analyse détaillée de l'utilisation des services sociaux par les femmes, d'après les données de l'EVF.

Overall, as shown in Table 4, the 1993 GSS revealed that in 27% of violent incidents, the victim talked to someone about their victimization, such as a family member, friend, or helping/victim agency, regardless of whether or not the incident was reported to police. While in 41% of violent incidents involving female victims, the victim looked to someone for support, the same is true for only 11% of incidents involving male victims. Of incidents in which the victim went to someone for support, family was looked to in 34% of cases, friends in 23%, helping/victim agency in 21% of cases.¹⁰ In the remainder of cases, victims went to clergy and "others" such as co-workers and neighbours. Of violent incidents involving female victims who looked to someone for support, in 37% of cases help was sought from family, in 26% from friends and in 25% of cases help was sought from a helping/victim agency. The number of cases involving male victims who went to family, friends or a helping/victim agency for assistance was too low to allow for statistically reliable estimates.

¹⁰ Based on the total number of violent incidents, help was sought from a helping/victim agency in 6% of incidents. This percentage is slightly lower than that revealed in the 1988 General Social Survey (10%).

Table 4

Number and percentage of violent incidents against persons 15 years and over by whether or not help was sought from someone, by source of assistance, and sex of victim, Canada, 1993

	Sex of victim - Sexe de la victime					
	Total		Male		Female	
			Masculin		Féminin	
	No.	%	No.	%	No.	%
	Nbre		Nbre		Nbre	
Numbers in thousands - Nombres en milliers						
Total violent incidents - Total des actes de violence	2,002	100	892	100	1,110	100
Incidents where victim sought help from someone - Actes où la victime a demandé de l'aide	546	27	95	11	451	41
Incidents where victim did not seek help from someone - Actes où la victime n'a pas demandé d'aide	1,414	71	757	85	658	59
Not stated - Non déclaré	--	--	--	--	--	--
Total incidents where help sought from someone - Total des actes où la victime a demandé de l'aide	546	100¹	95	100	451	100¹
Source of help - Source d'aide:						
Friends - Amis	185	34	--	--	169	37
Family - Famille	128	23	--	--	115	26
Helping/victim agency - Organisme de secours/d'aide	114	21	--	--	114	25
Clergy - Clergé	--	--	--	--	--	--
Others - Autres	176	32	--	--	110	24

¹ Percentages do not add to 100% because of multiple responses. - Les pourcentages peuvent ne pas correspondre à 100% en raison de réponses multiples.

-- not statistically reliable. - données statistiquement non fiables.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993. - Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

Dans l'ensemble, comme l'indique le tableau 4, l'ESG de 1993 révèle que dans 27 % des crimes de violence, les victimes ont parlé de leur expérience à quelqu'un, par exemple un membre de la famille, un ami ou un organisme de secours ou d'aide aux victimes ou une autre personne, qu'elles aient ou non signalé l'incident à la police. Dans 41 % des cas où les femmes étaient victimes d'actes de violence, elles ont cherché un soutien auprès de quelqu'un, contre seulement 11 % des cas où les hommes étaient les victimes. Dans les cas où les victimes ont cherché de l'aide, 34 % se sont tournées vers la famille, 23 % vers des amis et 21 % vers un organisme de secours ou d'aide aux victimes¹⁰. Dans le reste des cas, les victimes se sont adressées au clergé et à d'autres personnes, notamment des collègues de travail ou des voisins. Dans les cas où les victimes d'actes de violence étaient des femmes, 37 % ont fait appel à un membre de la famille, 26 % à des amis et 25 % à un organisme de secours ou d'aide aux victimes. En raison du nombre infime d'hommes qui se sont adressés à la famille, à des amis ou à un organisme de secours pour recevoir de l'aide, il est impossible d'établir des estimations statistiquement fiables.

¹⁰ Dans 6 % du nombre global de crimes de violence, la victime a fait appel à un organisme de secours ou d'aide aux victimes. Ce pourcentage est légèrement inférieur à celui obtenu lors de l'Enquête sociale générale de 1988 (10 %).

Tableau 4

Nombre et pourcentage des actes de violence commis contre des personnes âgées de 15 ans et plus, selon qu'elles ont demandé ou non de l'aide à quelqu'un et selon la source d'aide et le sexe de la victime, Canada, 1993

Women's use of social services and informal sources of support

The VAW survey offers a more detailed breakdown of helping services used by women who have been victims of violence. The survey asked women about their use of transition homes, crisis centres/crisis lines, women's centres, community/family centres, and other counsellors. Results show that 8% of women victimized in the 12 months preceding the survey turned to a formal social service for assistance, and 9% have at some time used a service since the age of 16. Lifetime rates varied according to the types of victimizations women experienced. For example, only 6% of sexual assault victims used a social service, compared to 10% of women physically assaulted, and 24% of wife assault victims (Table 5). While the first of these findings may be indicative of the secrecy that still surrounds sexual assault, the last may be a reflection of the recent federal/provincial education campaigns and

Recours par les femmes aux services sociaux et aux sources de soutien informelles

L'EVF offre une répartition plus détaillée des services de secours auxquels se sont adressées les femmes victimes de violence. Elle a permis d'interroger les femmes sur leur recours à des maisons de transition, des centres de détresse-secours/services d'écoute téléphonique, des centres d'aide aux femmes, des centres de services communautaires/centres familiaux ou d'autres conseillers. Les résultats montrent que 8 % des femmes victimes d'un acte de violence au cours des douze mois ayant précédé l'enquête ont fait appel à un service social et que 9 % ont utilisé un service à un moment donné depuis l'âge de 16 ans. Les taux de victimisation des femmes durant toute leur existence variaient selon le genre d'actes de violence qu'elles avaient subis. Par exemple, seulement 6 % des victimes d'agression sexuelle se sont adressées à un service social, contre 10 % des victimes d'agression physique et 24 % des victimes de violence conjugale (tableau 5). Il se peut que les premiers résultats traduisent le caractère secret de l'agression sexuelle, mais

Table 5

Number and percentage of violent incidents experienced by women 18 years and over by type of violence and who they contacted for help, Canada, 1993

Tableau 5

Nombre et pourcentage d'actes de violence qu'ont subis les femmes de 18 ans et plus, selon le type d'acte de violence et la personne à laquelle elles se sont adressées pour obtenir de l'aide, Canada, 1993

Source of assistance Source d'aide	Type of violence – Type d'acte de violence							
	Total		Other assaults ¹ – Autre agressions ¹					
			Wife assault		Sexual assault		Physical assault	
			Violence envers l'épouse/la conjointe		Agressions sexuelles		Agressions physiques	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
	Nbre		Nbre		Nbre		Nbre	
Numbers in thousands – Nombres en milliers								
Total incidents – Total des actes	20,544	100²	2,801	100²	13,463	100²	4,280	100²
Told someone – En a parlé à quelqu'un	15,743	77	2,164	77	9,914	74	3,664	86
Social services – Services sociaux	1,881	9	683	24	756	6	441	10
Crisis centre/crisis line – Centre de détresse-secours/service d'écoute téléphonique	451	2	116	4	221	2	--	--
Women's centre – Centre d'aide aux femmes	267	1	95	3	--	--	--	--
Community/family centre – Centre de services communautaires (CLSC)/centre familial	359	2	132	5	--	--	--	--
Another counsellor – Un autre conseiller	1,221	6	410	15	522	4	289	7
Family – Famille	8,646	42	1,219	44	5,136	38	2,290	54
Friends/neighbours – Amis/voisins	10,552	51	1,263	45	6,867	51	2,422	57
Doctor – Médecin	1,789	9	639	23	763	6	386	9
Minister/priest/clergy – Pasteur/prêtre/membre de clergé	512	2	203	7	203	2	--	--
Police – Police	2,796	14	727	26	867	6	1,202	28

¹ Includes assaults by strangers, dates/boyfriends and other known men. – Inclut les agressions commises par des inconnus, des hommes rencontrés au cours de rendez-vous amoureux, des amoureux et d'autres hommes connus.

² Figures do not add to 100% because of multiple responses. – Les totaux peuvent ne pas correspondre à 100 % en raison de réponses multiples.

-- not statistically reliable. – données statistiquement non fiables.

Source: Violence Against Women Survey, Statistics Canada, 1993 – Enquête sur la violence envers les femmes, Statistique Canada, 1993

legislative changes regarding family violence, and the increased availability of shelters for abused women since the 1970's.

As indicated in Table 5, the social service most frequently used by women who have experienced violence since the age of 16 years was a counsellor (6%), followed by a community/family centre (2%), a crisis centre/crisis line (2%), and a women's centre (1%). Only victims of wife assault were asked about their use of transition homes. Although not presented in the Table 5, results from the survey indicated that 8% of women who experienced wife assault contacted a transition home and 6% stayed in one. While this survey did not examine trends over time, the increase in the availability of services for victimized women may have produced an increase in the percentage of women who have used these services in recent years.

As was found in the 1993 GSS, the VAW survey showed that, since the age of 16, the sources of support on which women relied most heavily were friends and neighbours (51% of incidents) and family (42%). Smaller proportions of women told a doctor (9%) or a religious leader (2%) about the experience. These percentages increased when only victims of wife assault were considered: 23% told a doctor about their experience, and 7% went to a religious leader. Perpetrators of violence also contacted social agencies for help: in 16% of violent marital partnerships, the woman indicated that her partner received counselling for his violent behaviour.

Another useful source of data to better understand the use of social services is the 1992-93 Transition Home Survey¹¹ conducted by Statistics Canada. According to this survey, the number of transition homes for abused women has been growing since the 1970's. On March 31, 1993 there were 371 shelters for abused women across Canada; only 18 of these existed prior to 1975. In the fiscal year 1992-93, there were 86,499 admissions to the 303 facilities which responded to the Transition Home Survey; almost half of these admissions were children (47%). Mothers looking for assistance because of abuse will often be accompanied by their children. On March 31 1993, three-quarters of women with children seeking refuge from abusive situations were admitted with their children. On this same day, 1,636 children were

que les derniers résultats témoignent des récentes campagnes de sensibilisation fédérales/provinciales, des modifications législatives en matière de violence familiale, et l'augmentation dans la disponibilité de maisons d'hébergement pour femmes violentées depuis l'année 1970.

Comme l'indique le tableau 5, parmi les services sociaux offerts, ce sont les services d'un conseiller (6 %) auxquels ont recouru le plus souvent les femmes qui avaient été victimes de violence depuis l'âge de 16 ans; elles ont également fait appel aux centres de services communautaires/centres familiaux (2 %), aux centres de détresse-secours/services d'écoute téléphonique (2 %) et aux centres d'aide aux femmes (1 %). Seules les victimes de violence conjugale ont été interrogées sur leur recours aux maisons de transition. Les résultats de l'enquête, bien qu'ils ne soient pas présentés dans le tableau 5, montrent que 8 % des femmes victimes de violence conjugale se sont adressées à une maison de transition et que 6 % y ont habité. L'enquête ne permet pas d'examiner les tendances chronologiques, mais il est possible que l'accessibilité accrue des services d'aide aux victimes ait fait augmenter le pourcentage des femmes qui ont utilisé ces services au cours des dernières années.

Ainsi que l'a constaté l'ESG de 1993, l'EVF montre que, depuis l'âge de 16 ans, les femmes ont le plus souvent demandé un soutien aux amis et aux voisins (51 % des incidents) et à la famille (42 %). Elles étaient moins nombreuses à s'être confiées à un médecin (9 %) ou à un membre du clergé (2 %). Ces pourcentages augmentent lorsque l'on tient compte uniquement des femmes victimes de violence conjugale : 23 % en ont parlé à un médecin et 7 %, à un membre du clergé. Les agresseurs ont également communiqué avec des organismes sociaux pour obtenir de l'aide : dans 16 % des unions conjugales où règne la violence, la femme a indiqué que son partenaire avait reçu des services de counseling pour son comportement violent.

L'Enquête sur les maisons d'hébergement pour femmes violentées¹¹, menée en 1992-1993 par Statistique Canada, est une autre source de données utile pour mieux comprendre le recours aux services sociaux. Selon cette enquête, le nombre de maisons d'hébergement pour femmes violentées est en progression depuis les années 70. Au 31 mars 1993, on a dénombré dans l'ensemble du pays 371 de ces refuges, dont seulement 18 existaient avant 1975. Durant l'exercice 1992-1993, il y a eu 86 499 admissions dans les 303 établissements qui ont participé à l'enquête, presque la moitié des personnes hébergées étaient des enfants (47 %). Souvent, une mère qui demande de l'aide par suite de mauvais traitements sera accompagnée de ses enfants. Au 31 mars 1993, les trois quarts des femmes qui avaient des enfants et voulaient échapper à la violence ont été admises avec eux-ci. À la même date, 1 636 enfants habitaient dans des

¹¹ The objective of this survey was to gather detailed information on the services provided by facilities for abused women and to collect information on the characteristics of the women they serve. While 12-month aggregate data was collected to provide information on such aspects as staffing and facility income and expenditures, the survey used a "one-day snapshot" to provide a profile of clients. Because transition homes typically do not collect detailed information on clients that they can easily retrieve, this latter approach to data collection avoids placing an unreasonable burden upon staff.

¹¹ L'enquête visait à rassembler des renseignements détaillés sur les services fournis par les établissements pour femmes violentées et à recueillir de l'information sur les caractéristiques de leur clientèle. Alors que des données agrégées pour douze mois ont été recueillies sur des aspects tels que le personnel et les recettes et les dépenses de l'établissement, l'enquête a permis de faire un «relevé ponctuel d'une journée» afin de tracer le profil de la clientèle. Parce que les maisons pour transition ne recueillent habituellement pas de renseignements détaillés facilement récupérables sur la clientèle, cette dernière méthode de collecte des données évite d'imposer au personnel un fardeau déraisonnable.

residents in shelters, some without their mothers. This survey documented a 2% increase in total admissions over the previous year.

Conclusion

The objective of this Juristat was to examine the extent to which police and social services are contacted in cases of violent personal crimes and to provide some insight into who is most and least likely to use these agencies. The 1993 General Social Survey indicated that in less than one-third of violent incidents did victims contact police. Results showed, however, that the more serious forms of violence which involve weapons, or which result in injury or in difficulty in the performance of daily activities are more likely to be reported to police than less serious forms of violence. Although violence by a relative is more likely to be reported to police than violence by a stranger or an acquaintance, the effect of victim-offender relationship on reporting varies between men and women. Moreover, victims were more likely to contact police in incidents that occurred in or around private residences than in those that occurred in commercial establishments or public places. An analysis of the effect of victim socio-demographic characteristics suggests that incidents involving victims with the following socio-demographic characteristics were least likely to contact police: those aged 15 to 24 years, those with some post-secondary education, those who are single, and those whose main activity is going to school.

This Juristat also revealed that victims were more likely to seek assistance from friends and family than from a formal helping agency. While the Violence Against Women Survey showed that relatively few women used social services, it also revealed that wife assault victims were more likely than victims of non-spousal violence to have used social services.

In providing profiles of those least and most likely to contact police and social services following a violent victimization, this Juristat is intended to be useful to these agencies in developing programs and in responding to victims.

Bibliography

File, Patricia (ed.) (1987) *Women and Criminal Justice Issues: Workshop Proceedings*. Ottawa: National Association of Women and the Law.

Gartner, Rosemary and Anthony N. Doob (1994) "Trends in Criminal Victimization: 1988-1993." *Juristat Service Bulletin* 14(13), Ottawa: Canadian Centre for Justice Statistics.

refuges, certains sans leur mère. L'enquête montre une hausse de 2 % du nombre total d'admissions par rapport à l'année précédente.

Conclusion

Le présent bulletin avait pour objet d'examiner dans quelle mesure les victimes de crimes de violence font appel à la police ou aux services sociaux et de tracer un profil des personnes les plus susceptibles de recourir à ces organismes. L'ESG de 1993 révèle que moins du tiers des victimes ont communiqué avec la police. Les résultats montrent toutefois que les formes de violence plus graves, soit celles qui comportent l'usage d'une arme, occasionnent des blessures corporelles à la victime ou lui causent de la difficulté à exercer ses activités quotidiennes, sont plus susceptibles d'être signalées à la police que les formes de violence moins graves. Bien que les actes de violence commis par un parent soient plus susceptibles d'être déclarés que ceux infligés par un inconnu ou une connaissance, l'incidence du lien victime-contrevenant sur leur déclaration varie entre les hommes et les femmes. De plus, les victimes étaient plus portées à communiquer avec la police si l'incident avait eu lieu dans une résidence privée et ses alentours que s'il était survenu dans un établissement commercial ou un endroit public. Si l'on analyse l'incidence des caractéristiques sociodémographiques des victimes sur la déclaration, on constate que les victimes les moins susceptibles de s'adresser à la police étaient âgées de 15 à 24 ans, avaient fait des études post-secondaires partielles, étaient célibataires, et avaient pour activité principale les études.

Le présent bulletin révèle également que les victimes étaient plus susceptibles de faire appel à des amis et des membres de la famille qu'à des organismes de secours. Bien que l'EVF montre que relativement peu de femmes ont utilisé les services sociaux, elle indique aussi que les victimes de violence conjugale étaient plus susceptibles que les victimes d'autres formes de violence de recourir aux services sociaux.

En fournissant les profils des victimes les plus et les moins susceptibles de s'adresser à la police ou aux services sociaux à la suite d'un crime de violence, l'intention du présent bulletin est d'aider ces organismes dans l'élaboration des programmes et la prestation des services aux victimes.

Bibliographie

File, Patricia (éd.) (1987) *Women and Criminal Justice Issues: Workshop Proceedings*. Ottawa: Association nationale de la femme et du droit.

Gartner, Rosemary et Anthony N. Doob (1994). «Tendances en matière de victimisation: 1988-1993», *Bulletin de service Juristat* 14(13). Ottawa: Centre canadien de la statistique juridique.

Hepperle, Winifred (1985) "Women Victims in the Criminal Justice System" in Immogene Moyer (ed.) *The Changing Roles of Women in the Criminal Justice System: Offenders, Victims and Professionals*. Illinois:Waveland Press Inc.

Housing, Family and Social Statistics Division (1994) *Tables in Victimization: The 1993 General Social Survey*. Ottawa:Statistics Canada.

Morris, Allison (1987) *Women, Crime and Criminal Justice*. Oxford:Basil Blackwell Inc.

Rodgers, Karen (1994) "Wife Assault in Canada." *Canadian Social Trends*, Ottawa:Statistics Canada, 34:2-9

Rodgers, Karen and Garry MacDonald (1994) "Canada's Shelters for Abused Women." *Canadian Social Trends*, Ottawa:Statistics Canada, 34:10-14.

Sacco, Vincent F. and Holly Johnson (1990). *Patterns of Criminal Victimization in Canada*. Ottawa:Statistics Canada.

Hepperle, Winifred (1985) «Women Victims in the Criminal Justice System» dans Immogene Moyer (éd.), *The Changing Roles of Women in the Criminal Justice System: Offenders, Victims and Professionals*. Illinois:Waveland Press Inc.

Division des statistiques sociales, du logement et des familles (1994). *Tableaux sur la victimisation, Enquête sociale générale de 1993*. Ottawa:Statistique Canada.

Morris, Allison (1987) *Women, Crime and Criminal Justice*. Oxford:Basil Blackwell Inc.

Rodgers, Karen (1994) «La violence conjugale au Canada», *Tendances sociales canadiennes* 34:2-9. Ottawa:Statistique Canada.

Rodgers, Karen et Garry MacDonald (1994) «Les refuges pour femmes victimes de violence au Canada», *Tendances sociales canadiennes* 34:10-14. Ottawa:Statistique Canada.

Sacco, Vincent F. et Holly Johnson (1990) *Profil de la victimisation au Canada*. Ottawa:Statistique Canada.

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1-800-267-6677. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951-9023) ou le numéro sans frais 1-800-387-2231. Pour commander, communiquer avec la Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267-6677. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

- | | |
|---------------|---|
| Vol.14 No. 5 | Impaired Driving - Canada 1992 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada 1992 |
| Vol.14 No. 6 | Drug Use and Crime / Consommation de drogues et criminalité |
| Vol.14 No. 7 | Criminal Justice Processing of Sexual Assault Cases / L'administration de la justice pénale dans les cas d'agression sexuelle |
| Vol.14 No. 8 | Spousal Homicide / Les homicides entre conjoints |
| Vol.14 No. 9 | Wife Assault: The findings of a National Survey / Résultats d'une enquête nationale sur l'agression contre la conjointe |
| Vol.14 No. 10 | Private Policing in Canada / Rapport sur les services de police privés au Canada |
| Vol.14 No. 11 | Youth Custody in Canada, 1992-93 / Le placement sous garde des adolescents au Canada, 1992-1993 |
| Vol.14 No. 12 | The Winnipeg Family Violence Court / Le tribunal de la violence familiale à Winnipeg |
| Vol.14 No. 13 | Trends in Criminal Victimization: 1988-1993 / Tendances en matière de victimisation: 1988-1993 |
| Vol.14 No. 14 | Canadian Crime Statistics, 1993 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 15 | Homicide in Canada, 1993 / L'homicide au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 16 | Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993 |
| Vol.14 No. 17 | Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada |
| Vol.15 No. 1 | Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public |
| Vol.15 No. 2 | Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993 |
| Vol.15 No. 3 | Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$5.00 per issue, \$60.00 annually
United States: US\$6.00 per issue, US\$72.00 annually
Other Countries: US\$7.00 per issue, US\$84.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 5 \$ l'exemplaire, 60 \$ par année
États-Unis : 6 \$ US l'exemplaire, 72 \$ US par année
Autres pays : 7 \$ US l'exemplaire, 84 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No. 7

Youth Custody and Probation in Canada, 1993-94

by Tim Foran*

Highlights

- In 1993-94, the average daily count of youths in custodial facilities across Canada was 4,921, an increase of 5% over 1992-93.
- Open or secure custodial dispositions were ordered in one-third (33%) of all youth court cases resulting in convictions across Canada.
- Of those youths held in custody, 39% were held in secure custody, 43% in open custody, and 18% were on remand.
- The proportion of cases receiving custodial dispositions varied across jurisdictions, ranging from 43% in Prince Edward Island to 26% in Manitoba.
- In 1993-94, males accounted for 90% of all youths sentenced to secure custody and 87% of youths sentenced to open custody.

* Senior Analyst, Correctional Services Program.

March 1995
ISSN 0715-271X

Vol. 15, N° 7

Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1993-1994

par Tim Foran*

Faits saillants

- En 1993-1994, le compte quotidien moyen d'adolescents placés sous garde dans l'ensemble du Canada s'est établi à 4 921, soit une hausse de 5% par rapport à 1992-1993.
- Des décisions comportant la garde en milieu ouvert ou fermé ont été rendues dans environ le tiers (33%) des causes qui se sont traduites par une déclaration de culpabilité devant les tribunaux de la jeunesse dans l'ensemble du pays.
- Parmi les adolescents envoyés sous garde, 39% étaient placés en milieu fermé, 43% en milieu ouvert, et 18% en détention provisoire.
- La proportion des adolescents qui ont fait l'objet d'une décision comportant la garde varie entre les secteurs de compétence, allant de 43% à l'Île-du-Prince-Édouard à 26% au Manitoba.
- En 1993-1994, 90% de tous les adolescents condamnés à la garde en milieu fermé et 87% des adolescents condamnés à la garde en milieu ouvert étaient du sexe masculin.

* Analyste principal, Programme des services correctionnels.

Mars 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.
© Minister of Industry, Science and Technology, 1995. All rights reserved.
No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

I. Introduction

This Juristat profiles youth custody in Canada for 1993-94, and summarizes trends in custodial dispositions between 1986-87 and 1993-94. Caseload data from all youth courts in Canada have been collected through the Youth Court Survey (YCS), in collaboration with provincial and territorial government departments responsible for youth courts. This Juristat also examines the caseload of young offenders held in custody and on probation across Canada. Data on young offender corrections in Canada were taken from the Corrections Key Indicator Report for Adults and Young Offenders.

This Juristat is divided into two sections: custodial dispositions *ordered* in youth courts, and young persons *actually in* custodial facilities. The unit of analysis for the first part of this Juristat is the case, defined as one or more charges laid against a young person, presented in youth court on the same date. The unit of analysis for the second part of the Juristat is the average count, defined as the average number of young offenders who are legally required to be at a facility and are present at the time the count is taken. This Juristat also presents month-end supervised probation counts.

II. Custodial Dispositions Ordered in Youth Courts, 1993-94

Under the *Young Offenders Act* (YOA), there are two types of custodial dispositions: secure and open. A secure custody disposition, pursuant to s.20(1)(k) and s.24.1(1) commits the offender to a facility designated for the secure detention of young persons. This includes facilities with perimeter security features where youths are under constant observation. An open custody disposition commits the young offender to a community residential centre, group home, child care institution, forest or wilderness camp, or similar facility. Section 24.1 of the YOA also details the constraints placed upon the use of secure custody (see box on page 3).

A disposition count refers only to a case in which the most serious decision is a finding of guilt. Of the 115,949 cases reported to the YCS in 1993-94, two-thirds of all cases (67%) resulted in a guilty verdict for at least one charge (this includes cases where the accused pled guilty). In approximately one-third of all cases found guilty, a custodial disposition was ordered; 19% of cases received an open custody disposition, while 14% received secure custody (Table 2).

I. Introduction

Le présent Juristat porte sur le placement sous garde des adolescents au Canada en 1993-1994 et résume les tendances des décisions comportant la garde entre 1986-1987 et 1993-1994. Les données sur le nombre de causes dans les tribunaux de la jeunesse de l'ensemble du pays ont été recueillies dans le cadre de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ), avec la collaboration des ministères provinciaux et territoriaux responsables de ces tribunaux. Ce bulletin permet également d'examiner le nombre de jeunes contrevenants placés sous garde et en probation au pays. Les données sur les services correctionnels offerts aux jeunes contrevenants ont été tirées du Rapport des indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes contrevenants.

Le présent Juristat se divise en deux sections : l'une concerne les décisions comportant la garde *rendues* par les tribunaux de la jeunesse et l'autre porte sur les adolescents *réellement* placés sous garde. Dans la première partie, l'unité d'analyse est la cause; par «cause», on entend une ou plusieurs accusations portées contre un adolescent et présentées devant un tribunal de la jeunesse à la même date. L'unité d'analyse utilisée dans la deuxième partie est le compte moyen, défini comme étant le nombre moyen de jeunes contrevenants qui sont tenus par la loi d'être détenus dans un établissement et qui sont présents au moment où le compte est pris. Le présent Juristat présente également les comptes en fin de mois des cas de probation sous surveillance.

II. Décisions comportant la garde rendues par les tribunaux de la jeunesse, 1993-1994

En vertu de la *Loi sur les jeunes contrevenants* (LJC), il existe deux types de décisions comportant la garde : la garde en milieu fermé et la garde en milieu ouvert. Conformément à l'alinéa 20(1)k) et 24.1(1) de la LJC, un contrevenant condamné à la garde en milieu fermé est envoyé dans un établissement conçu pour la détention sécuritaire des adolescents. Il s'agit notamment des établissements dotés de dispositifs de sécurité périmétrique et assurant une surveillance constante des adolescents. Un jeune contrevenant condamné à la garde en milieu ouvert est envoyé dans un centre résidentiel communautaire, un foyer collectif, un établissement d'aide à l'enfance, un camp forestier, un camp de pleine nature ou un lieu semblable. L'article 24.1 de la LJC précise en outre les restrictions relatives au recours à la garde en milieu fermé (voir l'encadré à la page 3).

Le nombre de décisions est basé uniquement sur les causes dans lesquelles le jugement le plus sévère est une déclaration de culpabilité. Parmi les 115 949 causes déclarées à l'ETJ en 1993-1994, les deux tiers (67 %) se sont soldées par un verdict de culpabilité pour au moins un chef d'accusation (y compris les causes dans lesquelles le prévenu a plaidé coupable). Parmi les causes qui se sont traduites par une déclaration de culpabilité, environ le tiers se sont soldées par une décision comportant la garde, soit 19 % en milieu ouvert et 14 % en milieu fermé (tableau 2).

Limits to the Use of Secure Custody According to the YOA

The *Young Offenders Act* limits the use of secure custody through ss. 24.1(3) and 24.1(4). Section 24.1(3) applies to young persons who were 14 years of age or more at the time the offence was committed. This section states that a youth may receive custody when:

- (a) the offence is one for which an adult would be liable to imprisonment for five years or more;
- (b) the offence is an offence under section 26 of this Act in relation to a disposition under paragraph 20(1)(j), an offence under section 144 (prison breach) or subsection 145(1) (escape or being at large without excuse) of the *Criminal Code* or an attempt to commit any such offence; or
- (c) the offence is an indictable offence and the young person was,
 - (i) within twelve months prior to the commission of the offence, found guilty of an offence for which an adult would be liable to imprisonment for five years or more, or adjudged to have committed a delinquency under the *Juvenile Delinquents Act*, chapter J-3 of the Revised Statutes of Canada, 1970, in respect of such offence, or
 - (ii) at any time prior to the commission of the offence, committed to secure custody with respect to a previous offence, or committed to custody in a place or facility for the secure containment or restraint of a child, within the meaning of the *Juvenile Delinquents Act*...with respect to a delinquency under that Act.

A slightly more restrictive Section 24.1(4) applies to young persons who were under the age of 14 years at the time the offence was committed. This section states that a youth may receive custody only when:

- (a) the offence is one for which an adult would be liable to life imprisonment;
- (b) the offence is one for which an adult would be liable to imprisonment for five years or more and the young person was at any time prior to the commission of the offence found guilty of an offence for which an adult would be liable to imprisonment for five years or more or adjudged to have committed a delinquency under the *Juvenile Delinquents Act*... in respect of such offence; or
- (c) the offence is an offence under section 26 of this Act in relation to a disposition under paragraph 20(1)(j), an offence under section 144 (prison breach) or subsection 145(1) (escape or being at large without excuse) of the *Criminal Code* or an attempt to commit any such offence.

Limites au recours à la garde en milieu fermé selon la LJC

Les paragraphes 24.1(3) et 24.1(4) de la *Loi sur les jeunes contrevenants* limitent le recours à la garde en milieu fermé. Selon le paragraphe 24.1(3), qui s'applique aux adolescents âgés d'au moins de 14 ans au moment de l'infraction, un adolescent ne peut être envoyé en milieu fermé que si selon le cas :

- (a) l'infraction rendrait un adulte passible d'un emprisonnement minimal de cinq ans;
- (b) l'infraction tombe sous le coup de l'article 26 de la présente loi relativement à une décision rendue en vertu de l'alinéa 20(1)j), de l'article 144 (bris de prison) ou du paragraphe 145(1) (évasion et liberté sans excuse légitime) du *Code criminel* ou consiste en une tentative de commettre l'une de ces infractions; ou
- (c) l'infraction est un acte criminel et l'adolescent :
 - (i) dans les douze mois précédant la perpétration de celle-ci, a été trouvé coupable d'une infraction qui rendrait un adulte passible d'un emprisonnement minimal de cinq ans ou a été jugé coupable, pour telle infraction, d'un délit tombant sous le coup de la *Loi sur les jeunes délinquants*, chapitre J-3 des Statuts révisés du Canada de 1970, ou
 - (ii) avant la perpétration de l'infraction, a été envoyé en milieu fermé pour une infraction antérieure ou a été placé sous garde dans un établissement désigné pour le placement ou l'internement sécuritaire d'un enfant, au sens de la *Loi sur les jeunes délinquants*...pour délit tombant sous le coup de cette loi.

Le paragraphe 24.1(4), qui est un peu plus restrictif, s'applique aux adolescents âgés de moins de 14 ans au moment de l'infraction. Selon ce paragraphe, un adolescent âgé de moins de 14 ans ne peut être placé en milieu fermé que si, selon le cas :

- (a) l'infraction rendrait un adulte passible d'un emprisonnement à vie;
- (b) l'infraction rendrait un adulte passible de l'emprisonnement minimal de cinq ans et l'adolescent a été trouvé coupable, avant la perpétration de l'infraction, d'une infraction qui rendrait un adulte passible d'un emprisonnement minimal de cinq ans, ou a été jugé coupable, pour celle-ci, d'un délit tombant sous le coup de la *Loi sur les jeunes délinquants*; ou
- (c) l'infraction tombe sous le coup de l'article 26 de la présente loi, relativement à une décision rendue en vertu de l'alinéa 20(1)j), de l'article 144 (bris de prison) ou du paragraphe 145(1) (évasion et liberté sans excuse légitime) du *Code criminel* ou consiste en une tentative de commettre l'une de ces infractions.

In 1993-94, males were involved in 81% of all cases appearing before youth courts, and in 83% of cases resulting in a guilty finding. In addition, males accounted for 90% of all youths sentenced to secure custody, and 87% of those sentenced to open custody. In nearly half (49%) of the cases resulting in custodial dispositions, the accused was a male aged 16 or 17 years (Table 1). In the remainder of cases resulting in custodial dispositions, 37% involved males between 12 and 15 years of age, while 11% involved females between 12 and 17 years.

In 1993-94, over half of all cases with guilty findings involved youths aged 16 or 17 (51%)¹. These same offenders were more likely to receive a term of secure custody than were youths under 16 years of age (see box on page 3). In 1993-94, 17% of 16 and 17 year olds were sentenced to secure custody, compared with 13% of 14 and 15 year olds and 6% of 12 and 13 year olds. However, differences by age were less apparent in the case of open custody, with 14 and 15 year olds receiving the highest proportion of orders (20%).

Distribution of Offence Categories for Custodial Dispositions

In 1993-94, nearly half of all custodial dispositions handed down in youth courts were for property offences (45%), most often for break and enter offences (Figure 1). "Other" *Criminal Code* offences (21%), in particular failure to appear, accounted for the next highest proportion of custodial dispositions ordered. Violent offences accounted for 17% of all custodial dispositions ordered, with assault being the most common offence in this category. *Young Offenders Act* offences accounted for 15% of custodial dispositions, with the most common offence in this category being wilful failure/refusal to comply with a disposition. *Narcotic Control Act* offences, *Food and Drugs Act* offences, and "other federal statute" offences were associated with the remaining 2% of custodial dispositions ordered in youth courts across Canada.

Custodial Dispositions Ordered by Offence Type

In 1993-94, custody orders were the most serious dispositions in one-third (33%) of all cases resulting in convictions. Custody was the only disposition ordered in all 13 murder cases and all 4 manslaughter cases in 1993-94. Custody was ordered in three-quarters of cases of sexual assault with a weapon (74% or 29 of 39 cases) and in almost two-thirds of all robbery offences (63%). Just over one-third of assaults with a weapon (35%) and nearly one-quarter (23%) of all minor assaults received terms of custody.

En 1993-1994, des adolescents du sexe masculin ont été impliqués dans 81 % du total des causes entendues et dans 83 % des causes qui se sont soldées par une déclaration de culpabilité. En outre, 90 % de tous les adolescents condamnés à la garde en milieu fermé et 87 % de ceux condamnés à la garde en milieu ouvert étaient du sexe masculin. Dans près de la moitié (49 %) des causes qui se sont traduites par une décision comportant la garde, l'accusé était un adolescent du sexe masculin âgé de 16 ou 17 ans (tableau 1); il s'agissait d'un adolescent âgé de 12 à 15 ans dans 37 % des causes et d'une adolescente âgée de 12 à 17 ans dans 11 % des causes.

En 1993-1994, plus de la moitié (51 %) des causes comportant une déclaration de culpabilité impliquaient des adolescents âgés de 16 ou 17 ans¹. Ces mêmes contrevenants étaient plus susceptibles d'être condamnés à la garde en milieu fermé que les adolescents de moins de 16 ans (voir l'encadré à la page 3). En 1993-1994, 17 % des adolescents de 16 et 17 ans ont été condamnés à la garde en milieu fermé, comparativement à 13 % des adolescents de 14 et 15 ans et à 6 % de ceux de 12 et 13 ans. Toutefois, les différences selon l'âge étaient moins évidentes pour la garde en milieu ouvert, les adolescents de 14 et 15 ans formant la plus forte proportion d'adolescents assujettis à de telles ordonnances (20 %).

Répartition des catégories d'infractions qui ont entraîné des décisions comportant la garde

En 1993-1994, près de la moitié des décisions comportant la garde rendues par les tribunaux de la jeunesse concernaient des crimes contre les biens (45 %), le plus souvent des introductions par effraction (figure 1). Viennent ensuite les «autres» infractions au *Code criminel* (21 %), particulièrement les défauts de comparaître. Les crimes de violence comptent pour 17 % de toutes les décisions prévoyant la garde, les voies de fait représentant l'infraction la plus commune dans cette catégorie. Les infractions prévues par la *Loi sur les jeunes contrevenants* interviennent pour 15 % de ce type de décisions, l'infraction la plus fréquente dans cette catégorie étant l'omission ou le refus de se conformer à une décision. Les infractions à la *Loi sur les stupéfiants*, à la *Loi sur les aliments et drogues* et aux «autres lois fédérales» étaient associées au reste (2 %) des décisions comportant la garde prononcées par les tribunaux de la jeunesse au pays.

Décisions comportant la garde selon le type d'infraction

Dans le tiers (33 %) de toutes les causes qui se sont traduites par une déclaration de culpabilité en 1993-1994, les décisions les plus sévères étaient des ordonnances de placement sous garde. Le placement sous garde a été la seule décision rendue dans les 13 causes de meurtre et les 4 causes d'homicide involontaire coupable en 1993-1994. Les tribunaux ont prononcé une décision comportant la garde pour les trois quarts des causes d'agression sexuelle armée (74 % ou 29 des 39 causes), pour près des deux tiers de toutes les infractions de vol qualifié (63 %), pour un peu plus du tiers (35 %) des voies de fait armées et pour près du quart de toutes les voies de fait mineures (23 %).

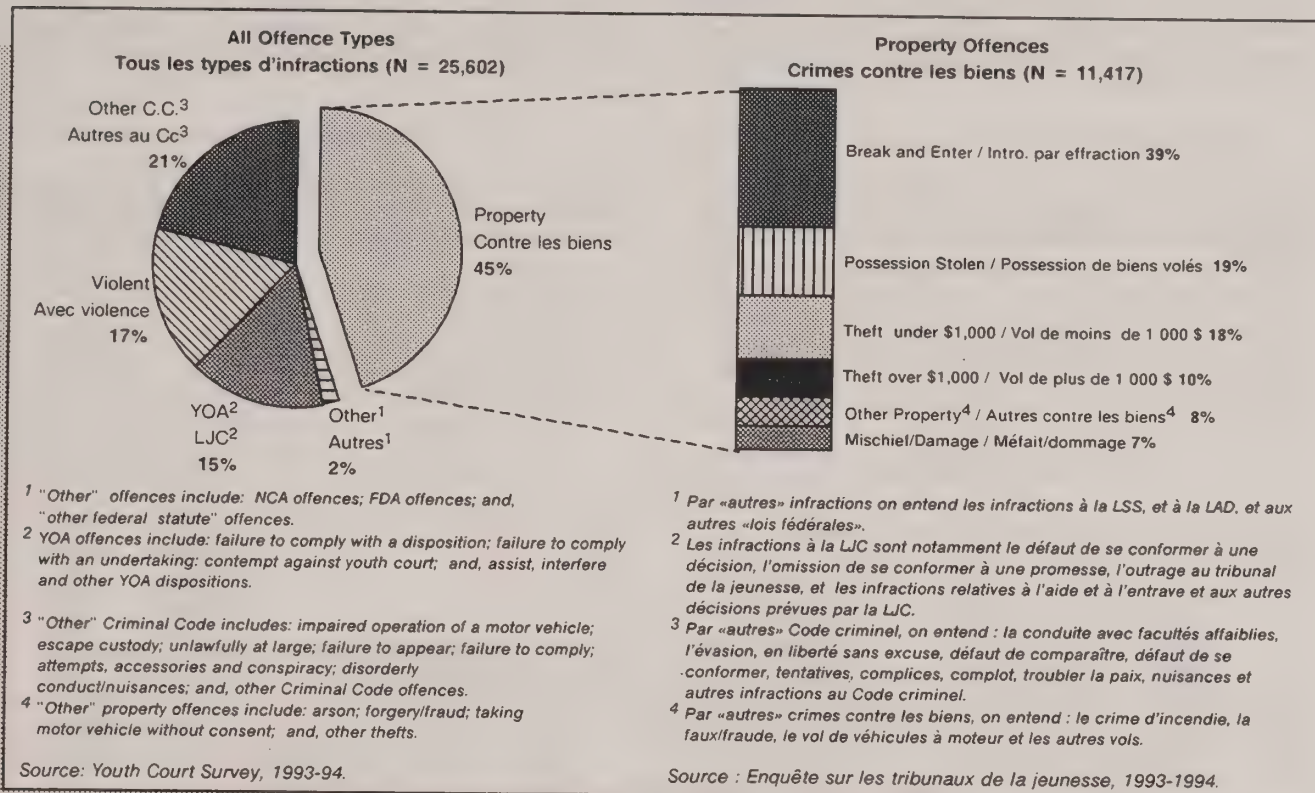
¹ This age is the age of the youth at the time of the offence. The youth may be older at the date of disposition.

¹ Il s'agit de l'âge de l'adolescent à la date de l'infraction. Il se peut que l'adolescent soit plus âgé au moment de la décision.

Figure 1

Distribution of Custodial Dispositions by Offence Type, Canada, 1993-94

Répartition des décisions comportant au placement sous garde, selon le type d'infraction, Canada, 1993-1994



Custody was also ordered frequently in cases involving offences such as: being unlawfully at large (92%); importing/exporting narcotics (89%); escape from custody (88%); theft over \$1,000 (45%); failure to appear (42%); and, break and enter (40%).

Custodial Dispositions Ordered by Jurisdiction

Prince Edward Island (43%), the Yukon (41%) and Ontario (38%) ordered the highest proportion of custodial dispositions. Manitoba (26%), Nova Scotia (27%) and Alberta (27%) ordered the lowest proportion of custodial dispositions (Table 2). Youth courts across Canada ordered a higher proportion of open custody dispositions (19%) than secure custody dispositions (14%) in 1993-94.

This pattern of higher proportions of open than secure custodial dispositions was evident in nine of the twelve jurisdictions. Newfoundland and Labrador (19% open versus 14% secure), Prince Edward Island (28% open versus 15% secure), Nova Scotia (21% open versus 6% secure), New Brunswick (18% open versus 17% secure), Ontario (23% open versus 15% secure), Manitoba (14% open versus 12% secure),

Le placement sous garde a également été ordonné fréquemment dans les causes relatives aux infractions suivantes : le fait d'être illégalement en liberté (92 %), l'importation et l'exportation de stupéfiants (89 %), l'évasion (88 %), le vol de plus de 1 000 \$ (45 %), le défaut de comparaître (42 %) et l'introduction par effraction (40 %).

Décisions comportant la garde selon le secteur de compétence

La proportion de décisions comportant la garde était plus élevée à l'Île-du-Prince-Édouard (43 %), au Yukon (41 %) et en Ontario (38 %) que dans les autres secteurs de compétence, alors qu'elle était moins élevée au Manitoba (26 %), en Nouvelle-Écosse (27 %) et en Alberta (27 %) qu'ailleurs au pays (tableau 2). En 1993-1994, les tribunaux de la jeunesse du Canada ont prononcé une proportion plus élevée de décisions comportant la garde en milieu ouvert (19 %) que de décisions comportant la garde en milieu fermé (14 %).

Cette tendance, soit un plus grand recours à la garde en milieu ouvert qu'à la garde en milieu fermé, a été également observée dans neuf des douze secteurs de compétence, notamment à Terre-Neuve et le Labrador (19 % en milieu ouvert contre 14 % en milieu fermé), à l'Île-du-Prince-Édouard (28 % contre 15 %), en Nouvelle-Écosse (21 % contre 6 %), au Nouveau-Brunswick (18 % contre 17 %), en Ontario (23 % contre 15 %), au Manitoba (14 % contre

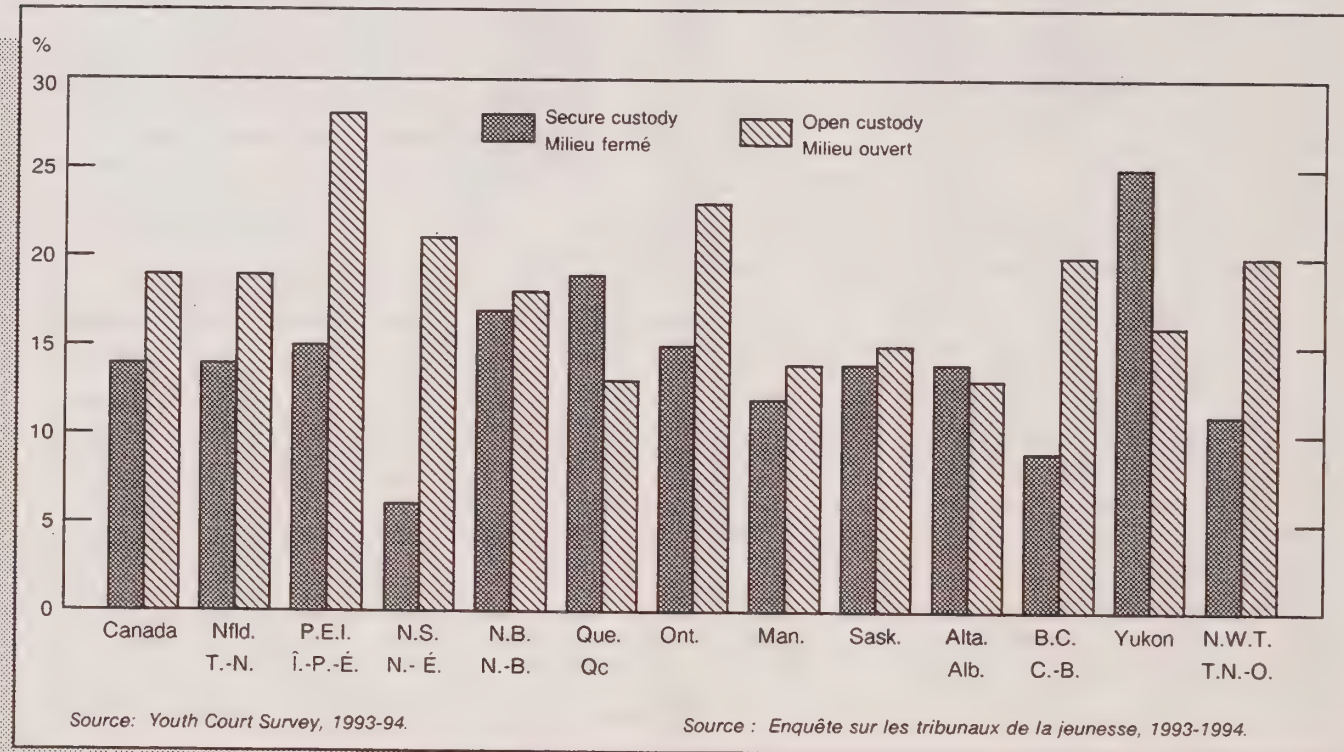
Saskatchewan (15% open versus 14% secure), British Columbia (20% open versus 9% secure) and the Northwest Territories (20% open versus 11% secure) all had greater proportions of young offenders in open custody. A higher proportion of secure than open custody was ordered in three jurisdictions: Quebec (19% secure versus 13% open), Alberta (14% secure versus 13% open) and the Yukon (25% secure versus 16% open) (Figure 2).

12 %), en Saskatchewan (15 % contre 14 %), en Colombie-Britannique (20 % contre 9 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (20 % contre 11 %). Par ailleurs, une plus forte proportion de décisions prévoyant la garde en milieu fermé que de décisions prévoyant la garde en milieu ouvert ont été rendues dans trois secteurs de compétence, soit au Québec (19 % en milieu fermé contre 13 % en milieu ouvert), en Alberta (14 % contre 13 %) et au Yukon (25 % contre 16 %) (figure 2).

Figure 2

Distribution of Cases Receiving Custodial Dispositions, Canada and the Provinces, 1993-94

Répartition des causes recevant une disposition de détention, Canada et les provinces, 1993-1994



III. Trends in Custodial Dispositions Ordered in Youth Courts from 1986-87 to 1993-94

Each provincial and territorial government has the constitutional responsibility to institute its own administrative structures to implement and enforce the YOA. Differences over time and across jurisdictions are the result of a number of factors that reflect how the YOA was implemented. These factors include: amendments to the legislation; different screening procedures used to determine who will appear in youth courts; changes in eligibility criteria for Alternative Measures; and, programs that give effect to the dispositions defined in the YOA. It should be noted that data for both Ontario and the Northwest Territories are excluded from the analysis of trends over time due to the unavailability of time series data from these two jurisdictions.

III. Tendances des décisions comportant la garde rendues par les tribunaux de la jeunesse, de 1986-1987 à 1993-1994

La Constitution confère à chaque gouvernement provincial et territorial la responsabilité d'établir ses propres structures administratives afin de mettre en application la LJC. Les différences dans le temps et entre les secteurs de compétence sont attribuables à plusieurs facteurs qui traduisent la façon dont la LJC est mise en oeuvre. Ces facteurs sont notamment les modifications apportées à la loi, les différentes procédures d'examen servant à déterminer qui comparaitra devant le tribunal de la jeunesse, les modifications des critères d'admissibilité aux mesures de rechange et les programmes qui permettent l'exécution des décisions prévues par la LJC. Il convient de prendre note que les données de l'Ontario et des Territoires du Nord-Ouest sont exclues de l'analyse des tendances dans le temps parce qu'il a été impossible d'obtenir des données chronologiques pour ces deux secteurs de compétence.

Between 1986-87 and 1993-94, there has been a 25% increase in the number of cases heard in youth courts in the ten jurisdictions for which time series data are available, and a 16% increase in the number of cases resulting in a finding of guilt. However, the proportion of cases receiving a guilty verdict has remained the same over the years, with approximately three-quarters of all cases resulting in guilty findings.

Custodial Dispositions Ordered Over Time

Between 1986-87 and 1993-94, there has been a 41% increase in the number of cases receiving custody as a most serious disposition. However, the increase in custody as a proportion of all dispositions ordered by youth courts has been moderate, increasing from 24% in 1986-87 to 29% in 1993-94. The proportion of female offenders receiving custodial dispositions increased from 12% in 1986-87 to 18% in 1993-94. The proportion of males ordered to custody has increased from 26% in 1986-87 to 31% in 1993-94. In 1993-94, youth courts ordered a slightly higher proportion of secure (14%) and open (16%) custody dispositions than they had in 1986-87 (12% secure, 12% open).

The proportion of secure custody dispositions ordered by youth courts has changed very little since 1986-87, with the exception of the Yukon, where secure custody dispositions increased from 9% of total dispositions in 1986-87 to 25% in 1993-94 (Table 2). It should be noted that the Territories show a greater variability from year to year due to smaller caseloads.

Between 1986-87 and 1993-94, the Atlantic provinces showed increases in the proportion of cases receiving open custody dispositions. Open custody, as a proportion of total dispositions, increased from 9% to 19% in Newfoundland and Labrador; from 18% to 28% in Prince Edward Island; from 12% to 21% in Nova Scotia; and, from 10% to 18% in New Brunswick. British Columbia also reported a substantial increase in the proportion of cases receiving open custody rising from 11% in 1986-87 to 20% in 1993-94.

Recidivism

Prior record is one of the factors that potentially affects the decisions made and the dispositions ordered by youth courts. An earlier Juristat on recidivism in youth courts, released by the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) indicated that, in 1990-91, in every jurisdiction for which recidivism data were available, the likelihood that a young offender would receive a custodial disposition increases with the number of prior convictions. In addition, although prior record was associated with the severity of the disposition, the number of prior convictions was not related to the length of custodial terms, especially

Entre 1986-1987 et 1993-1994, le nombre de causes entendues par les tribunaux de la jeunesse dans les dix secteurs de compétence pour lesquels il existe des données chronologiques s'est accru de 25 % et le nombre de causes qui se sont traduites par une déclaration de culpabilité a augmenté de 16 %. Toutefois, la proportion des causes comportant une déclaration de culpabilité est demeurée inchangée au fil des ans, se situant à près des trois quarts de toutes les causes.

Décisions comportant la garde prononcées au fil des ans

Entre 1986-1987 et 1993-1994, le nombre de causes qui se sont terminées par le placement sous garde comme décision la plus sévère a progressé de 41 %. Cependant, la proportion des décisions comportant la garde par rapport à l'ensemble des décisions rendues par les tribunaux de la jeunesse a connu une hausse modérée, étant passé de 24 % en 1986-1987 à 29 % en 1993-1994. La proportion d'adolescentes condamnées au placement sous garde a grimpé de 12 % en 1986-1987 à 18 % en 1993-1994. Par ailleurs, la proportion d'adolescents condamnés au placement sous garde est passée de 26 % en 1986-1987 à 31 % en 1993-1994. En 1993-1994, les tribunaux de la jeunesse ont prononcé un pourcentage un peu plus élevé de décisions comportant la garde en milieu fermé (14 %) et en milieu ouvert (16 %) qu'ils ne l'ont fait en 1986-1987 (12 % en milieu fermé et 12 % en milieu ouvert).

Depuis 1986-1987, la proportion de décisions comportant la garde en milieu fermé rendues par les tribunaux de la jeunesse a très peu varié dans l'ensemble du Canada, sauf au Yukon, où cette proportion est passée de 9 % en 1986-1987 à 25 % en 1993-1994 par rapport à l'ensemble des décisions (tableau 2). Il convient de prendre note que les territoires affichent une plus grande variabilité d'une année à l'autre en raison du nombre inférieur de causes.

Entre 1986-1987 et 1993-1994, la proportion des causes qui se sont soldées par une décision comportant la garde en milieu ouvert s'est accrue dans les provinces de l'Atlantique. Le pourcentage des ordonnances de garde en milieu ouvert par rapport à l'ensemble des décisions a progressé dans les secteurs de compétence suivants : de 9 % à 19 % à Terre-Neuve et au Labrador; de 18 % à 28 % à l'Île-du-Prince-Édouard; de 12 % à 21 % en Nouvelle-Écosse et de 10 % à 18 % au Nouveau-Brunswick. La Colombie-Britannique affiche également une hausse marquée de la proportion de causes qui se sont traduites par une décision de placement sous garde en milieu ouvert, qui est passée de 11 % en 1986-1987 à 20 % en 1993-1994.

Récidive

Les antécédents judiciaires font partie des facteurs qui peuvent influencer sur les jugements et les décisions rendus par les tribunaux de la jeunesse. Un Juristat portant sur les cas de récidive devant les tribunaux de la jeunesse, diffusé par le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ), montre qu'en 1990-1991, dans tous les secteurs de compétence disposant de données sur la récidive, plus le nombre de condamnations antérieures était élevé, plus le jeune contrevenant risquait de faire l'objet d'une décision comportant la garde. De plus, malgré la relation entre les antécédents judiciaires et la sévérité de la décision, le nombre de condamnations antérieures n'était pas lié à la durée du

open custody. For more information on this topic, please refer to Juristat, Volume 12, No. 2, "Recidivism in Youth Courts, 1990-91", February, 1992.

IV. Young Persons in Custodial Facilities

This second section of the Juristat focuses on young persons actually in custodial facilities. The "average daily institutional count" data available from the Corrections Key Indicator Report for Adults and Young Offenders are "actual-in" counts² as opposed to "on-register" counts in each jurisdiction. These data are presented by custody status: "secure custody sentenced"; "open custody sentenced"; and, "remand". In 1993-94, the average daily actual-in count of custodial facilities across Canada was 4,921 young offenders (Table 3)³, an increase of 5% over 1992-93. This number includes young offenders in secure custody (39%), open custody (43%), and remand status (18%).

² Includes all youths on remand and temporary detention, sentenced offenders and other young offenders who are legally required to be at a facility, and are present at the time the count is taken.

³ Annual custodial counts are calculated from monthly counts based on average daily counts.

Figure 3

Percentage Change in Average Daily Actual-in Counts of Young Offenders from 1986-87 to 1993-94, Canada and the Provinces

placement sous garde, particulièrement en milieu ouvert. Pour plus de renseignements à ce sujet, se reporter au Juristat intitulé «La récidive dans les tribunaux de la jeunesse, 1990-1991» février 1992 (volume 12, numéro 2).

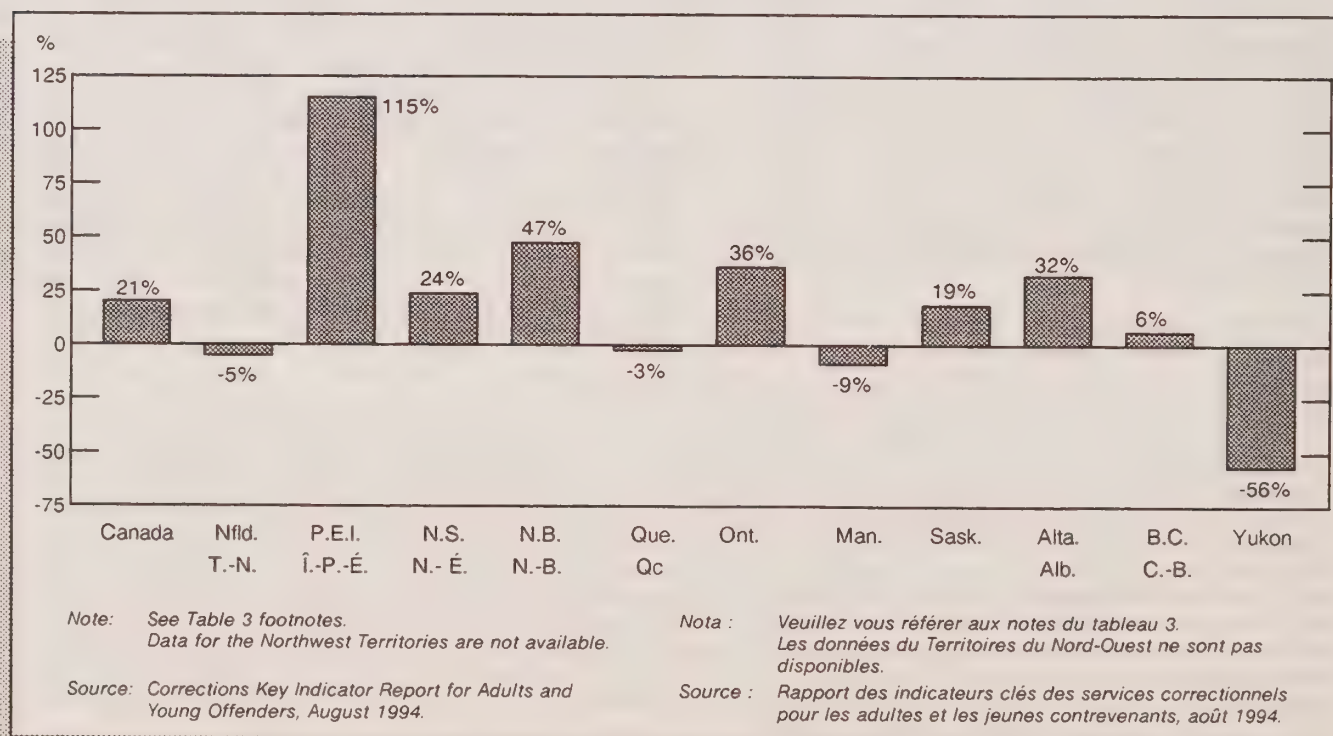
IV. Les adolescents dans les établissements de détention

Dans la deuxième section du Juristat, on se penche sur les adolescents qui sont réellement placés sous garde. On analyse les données disponibles sur le «compte quotidien moyen des détenus en établissement» tirées du Rapport des indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes contrevenants. Il s'agit du «compte réel des détenus en établissement»² et non du «compte des jeunes contrevenants inscrits au registre» dans chaque secteur de compétence. Ces données sont présentées selon le statut du détenu : «condamné à la garde en milieu fermé», «condamné à la garde en milieu ouvert» et «prévenu». En 1993-1994, le compte quotidien moyen des détenus en établissement dans l'ensemble du Canada s'est établi à 4 921 jeunes contrevenants (tableau 3)³, ce qui représente une hausse de 5 % par rapport à 1992-1993. Ce nombre comprend les jeunes contrevenants gardés en milieu fermé (39 %), en milieu ouvert (43 %) et en détention provisoire (18 %).

² Comprend tous les adolescents placés en détention provisoire/temporaire, les contrevenants condamnés et les autres jeunes contrevenants qui doivent, en vertu de la loi, être détenus dans un établissement et qui sont présents lors du compte.

³ Les comptes annuels des détenus sont calculés à partir des comptes mensuels fondés sur les comptes quotidiens moyens.

Taux de variation du compte quotidien moyen des jeunes contrevenants en établissement de 1986-1987 à 1993-1994, Canada et les provinces



Number of Youths in Custodial Facilities

The number of youths actually in custodial facilities in Canada has increased over time. In 1993-94, excluding the Northwest Territories, 4,866 youths were held in custody, up 21% from 1986-87. The increase in actual-in counts ranged from 6% in British Columbia to 115% in Prince Edward Island⁴. Four jurisdictions experienced decreases in their total actual-in counts (see Figure 3). In Newfoundland and Labrador, Quebec, and Ontario the decreases are due to reduced open custody counts. A drop in both secure and open counts contributed to the decrease in the Yukon.

While the total number of youths in custodial facilities has increased gradually over the past eight years, the number of youths sentenced to custody, as reported in the YCS section, increased by 41%. The reason that custody "in counts" have increased gradually in comparison to the number sentenced to custody may be due, in part, to the fact that the lengths of custodial dispositions handed down over the eight years have decreased. For further information please consult Juristat, Volume 15, No. 3 "Youth Court Statistics 1993-94 Highlights" which found that more frequent, but shorter custody sentences have become the trend.

In 1993-94, 1,897 youths were held in secure custody facilities, slightly less than half (47%) of all youths sentenced to custody. While the number of youths in secure custody remained consistent between 1986-87 and 1991-92, an increase of 10% was recorded in 1992-93 followed by a further 6% increase in 1993-94. The number of youths in open custody fluctuated between 1986-87 and 1988-89, but recorded an overall increase of 23% between 1986-87 and 1993-94.

The number of youths in secure and open custodial facilities has not been stable in all jurisdictions since 1986-87. For example, in Nova Scotia, the number in open custody facilities increased steadily (60%) between 1986-87 and 1992-93, but experienced a 10% drop in 1993-94. The number in secure custody facilities remained stable until 1990-91, dropped by 30% in 1991-92, but increased again (40%) by 1993-94.

In Ontario, while the secure custody counts increased by 20% between 1986-87 and 1993-94, the open custody counts increased more than twice as quickly, rising 51% during the same time period. In Alberta, the secure custody counts increased rapidly (96%) between 1986-87 and 1993-94, while the open

⁴ Jurisdictions with relatively smaller caseloads generally have greater variability from year to year.

Nombre d'adolescents dans les établissements de détention

Le nombre d'adolescents réellement placés dans les établissements de détention au Canada a augmenté au fil des ans. En 1993-1994, si l'on exclut les Territoires du Nord-Ouest, 4 866 adolescents étaient placés sous garde, ce qui représente une hausse de 21 % par rapport à 1986-1987. L'augmentation du nombre réel de détenus en établissement varie entre 6 % en Colombie-Britannique et 115 % à l'Île-du-Prince-Édouard⁴. Dans quatre secteurs de compétence, le compte réel total a faibli (voir la figure 3). À Terre-Neuve et au Labrador, au Québec et en Ontario, cette diminution est attribuable à la baisse du nombre de contrevenants placés en milieu ouvert. Au Yukon, le repli observé est causé par une chute du nombre de contrevenants placés tant en milieu ouvert qu'en milieu fermé.

Bien que le nombre total d'adolescents dans les établissements de détention ait augmenté lentement au cours des huit dernières années, le nombre d'adolescents condamnés au placement sous garde s'est accru de 41 %, selon les chiffres présentés dans la section sur l'ETJ. La hausse graduelle du nombre réel d'adolescents «en établissement» par rapport au nombre d'adolescents condamnés au placement sous garde peut être attribuable en partie à la diminution de la durée des placements sous garde au cours de ces huit années. Pour obtenir de plus amples renseignements, se reporter au Juristat intitulé «Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse – Faits saillants de 1993-1994», volume 15, n° 3, selon lequel les peines de détention infligées tendent à être plus fréquentes mais plus courtes.

En 1993-1994, 1 897 adolescents étaient placés en milieu fermé au Canada, ce qui représente un peu moins de la moitié (47 %) de tous les adolescents condamnés au placement sous garde. Bien que le nombre d'adolescents placés en milieu fermé soit demeuré stable entre 1986-1987 et 1991-1992, une augmentation de 10 % a été enregistrée en 1992-1993, suivie d'une autre hausse de 6 % en 1993-1994. Le nombre d'adolescents placés en milieu ouvert a fluctué entre 1986-1987 et 1988-1989, mais une hausse globale de 23 % a été observée entre 1986-1987 et 1993-1994.

Depuis 1986-1987, le nombre d'adolescents placés en milieu fermé et en milieu ouvert n'est pas resté stable dans tous les secteurs de compétence. Par exemple, en Nouvelle-Écosse, le nombre d'adolescents placés en milieu ouvert s'est accru régulièrement (60 %) entre 1986-1987 et 1992-1993, mais il a connu une baisse de 10 % en 1993-1994. Par ailleurs, le nombre d'adolescents placés en milieu fermé est demeuré stable jusqu'en 1990-1991, puis il a chuté de 30 % en 1991-1992 avant d'augmenter de nouveau (40 %) en 1993-1994.

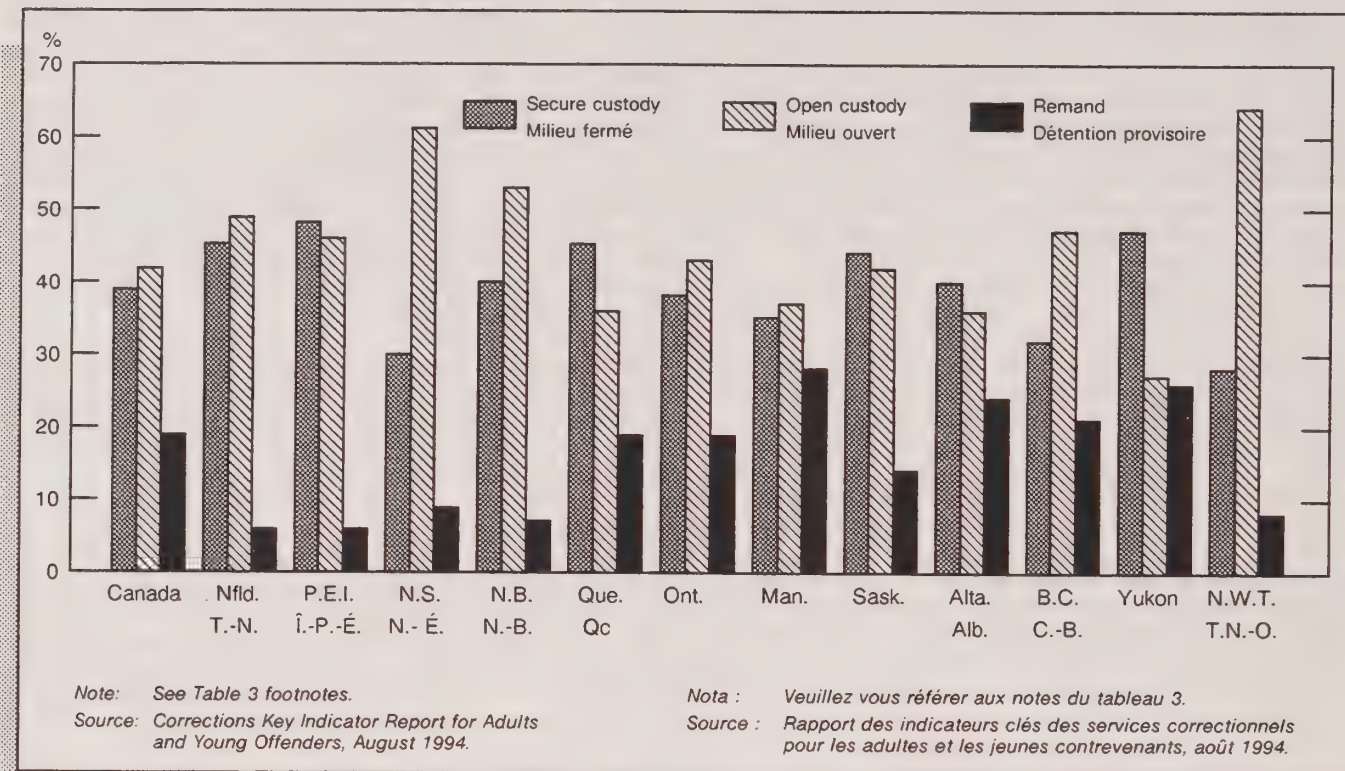
En Ontario, bien que le nombre d'adolescents placés en milieu fermé se soit accru de 20 % entre 1986-1987 et 1993-1994, le nombre d'adolescents placés en milieu ouvert a progressé plus de deux fois plus rapidement, ayant augmenté de 51 % au cours de la même période. En Alberta, le nombre d'adolescents placés en milieu fermé a

⁴ On observe généralement une plus grande variabilité d'une année à l'autre dans les secteurs de compétence où le nombre de cas est relativement faible.

Figure 4

Average Daily Count of Young Offenders, by Custody Status, Canada and the Provinces, 1993-94

Répartition des comptes quotidiens moyens des jeunes contrevenants, selon le statut de la détention, Canada et les provinces, 1993-1994



custody counts dropped (7%). On the other hand, in British Columbia, the secure custody count decreased (26%) over the eight years, while the open custody count increased (25%) (Table 3).

Within each jurisdiction, the proportional breakdown of young offenders in secure custody, open custody and remand varied in 1993-94. For example, based on the average daily counts for young offenders, Nova Scotia had 30% in secure custody, 61% in open custody and 9% on remand, while Alberta had 40% in secure custody, 36% in open custody, and 24% in remand (Figure 4).

Rates of Youth in Custodial Facilities per 10,000 Youth Population

Between 1986-87 and 1993-94, youth custody rates in Canada have increased modestly. The custody rate increased steadily from 17.7 per 10,000 youth population in 1986-87 to 21.1 youths per 10,000 youth population in custodial facilities in 1993-94 (Table 3). Generally, within most provinces, the custody rate has varied only slightly over the past eight years.

grimpé rapidement (96 %) de 1986-1987 à 1993-1994, mais le nombre d'adolescents placés en milieu ouvert a diminué (7 %). Par ailleurs, le nombre d'adolescents placés en milieu fermé en Colombie-Britannique a diminué (26 %) au cours des huit années, tandis que le nombre d'adolescents placés en milieu ouvert a augmenté (25 %) (tableau 3).

Dans chaque secteur de compétence, on a noté des variations dans la répartition proportionnelle des jeunes contrevenants placés en milieu fermé, en milieu ouvert et en détention provisoire en 1993-1994. Par exemple, d'après les comptes quotidiens moyens des jeunes contrevenants de la Nouvelle-Écosse, 30 % étaient placés en milieu fermé, 61 % en milieu ouvert et 9 % en détention provisoire; par ailleurs, en Alberta, 40 % étaient placés en milieu fermé, 36 % en milieu ouvert et 24 % en détention provisoire (figure 4).

Proportions d'adolescents placés sous garde pour 10 000 adolescents

De 1986-1987 à 1993-1994, la proportion d'adolescents placés sous garde au Canada a connu une légère hausse. Elle est montée progressivement de 17,7 pour 10 000 adolescents en 1986-1987 à 21,1 pour 10 000 adolescents en 1993-1994 (tableau 3). En général, dans la plupart des provinces, la proportion d'adolescents placés sous garde n'a que peu varié au cours des huit dernières années.

The most notable change in custody rates occurred in the Territories. The Yukon and Northwest Territories had the lowest estimated youth populations in 1993 (2,500 and 6,600 respectively) and the highest rates of youth custody⁵. In 1993-94, Quebec had the lowest rate of youth in custody (9.7 per 10,000 youth population) while Prince Edward Island (40.1 per 10,000), Saskatchewan (34.2 per 10,000), and New Brunswick (31.8 per 10,000), had the highest rates of custody among the provinces.

Number of Youths on Remand

In 1993-94, as a proportion of total "actual-in" custody, Newfoundland and Labrador (5.7%), Prince Edward Island (6.1%), Nova Scotia (9.2%), New Brunswick (7.2%) and the Northwest Territories (8.5%) had the lowest proportion of youths on remand. In all other jurisdictions the proportion of youth on remand ranged from 14.3% in Saskatchewan to 28.0% in Manitoba. Between 1986-87 and 1993-94, there was a 33% increase in the total number of youths remanded in custody across Canada. Only Prince Edward Island (-6.5%), Manitoba (-1.8%) and the Yukon (-4.5%) experienced decreases in their remand counts. All other jurisdictions experienced an increase in the number of youths on remand.

Number of Youths on Probation

In 1993-94, excluding the Northwest Territories, 34,692 youth were serving a term of supervised probation, an increase of 3% over 1992-93 (Table 4). The change in the number of youths on probation in Canada between 1986-87 and 1993-94 cannot be calculated due to gaps in the survey coverage⁶. However, in jurisdictions for which data are available, the number of youths on probation has increased. Between 1986-87 and 1993-94, Quebec experienced the greatest increase (46%) in the percentage of youths on probation. The next greatest increase was in Manitoba where the number of youths on probation increased by 30%, going from 1,199 youths in 1986-87 to 1,558 youths in 1993-94. Between 1986-87 and 1993-94, Newfoundland and Labrador (22%) Saskatchewan (11%), Alberta (7%), British Columbia (5%) and the Yukon (5%) also reported increases in the number of youths on probation (Table 4). From 1988-89 to 1993-94, probation counts in New Brunswick increased by 27%. Between 1990-91 and 1993-94 in Ontario, the probation counts for young offenders increased by 40% (from 11,864 to 16,584).

⁵ Caseloads are relatively small in the Yukon and Northwest Territories.

⁶ See Table 4 footnotes.

La variation la plus importante dans la proportion de placements sous garde a été enregistrée dans les territoires. Le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest avaient les plus faibles populations estimatives d'adolescents en 1993 (2 500 et 6 600 respectivement) et les plus hauts taux de placement sous garde⁵. En 1993-1994, le Québec affichait la plus faible proportion d'adolescents placés sous garde (9,7 pour 10 000 adolescents), alors que l'Île-du-Prince-Édouard (40,1 pour 10 000 adolescents), la Saskatchewan (34,2 pour 10 000 adolescents) et le Nouveau-Brunswick (31,8 pour 10 000 adolescents) ont enregistré les taux de placement sous garde les plus élevés parmi les provinces.

Nombre d'adolescents placés en détention provisoire

En 1993-1994, les secteurs de compétence ayant affiché la plus faible proportion d'adolescents en détention provisoire par rapport au nombre réel total d'adolescents en établissement sont Terre-Neuve et le Labrador (5,7 %), l'Île-du-Prince-Édouard (6,1 %), la Nouvelle-Écosse (9,2 %), le Nouveau-Brunswick (7,2 %) et les Territoires du Nord-Ouest (8,5 %). Dans tous les autres secteurs de compétence, la proportion d'adolescents en détention provisoire variait entre 14,3 % en Saskatchewan et 28,0 % au Manitoba. Entre 1986-1987 et 1993-1994, on a observé une hausse de 33 % du nombre total d'adolescents en détention provisoire au Canada. Le nombre d'adolescents placés en détention provisoire a diminué uniquement à l'Île-du-Prince-Édouard (-6,5 %), au Manitoba (-1,8 %) et au Yukon (-4,5 %). Ce nombre s'est accru dans tous les autres secteurs de compétence.

Nombre d'adolescents en probation

Sans les Territoires du Nord-Ouest, le nombre d'adolescents en probation sous surveillance s'établissait à 34 692 en 1993-1994, une augmentation de 3 % par rapport à 1992-1993 (tableau 4). Il est impossible de calculer la variation du nombre d'adolescents en probation au Canada entre 1986-1987 et 1993-1994 en raison des lacunes dans le champ d'observation de l'enquête⁶. Cependant, dans les secteurs de compétence pour lesquelles on dispose de données, le nombre d'adolescents en probation a progressé. Entre 1986-1987 et 1993-1994, le Québec a connu la plus forte hausse (46 %) du pourcentage d'adolescents en probation. La deuxième hausse en importance est observable au Manitoba où le nombre de probationnaires s'est accru de 30 %, étant passé de 1 199 adolescents en 1986-1987 à 1 558 en 1993-1994. Entre 1986-1987 et 1993-1994, Terre-Neuve et le Labrador (22%), la Saskatchewan (11 %), l'Alberta (7 %), la Colombie-Britannique (5 %) et le Yukon (5 %) ont également affiché une hausse du nombre d'adolescents en probation (tableau 4). De 1988-1989 à 1993-1994, le nombre de probationnaires a augmenté de 27 % au Nouveau-Brunswick. Entre 1990-1991 et 1993-1994, en Ontario, le nombre de probationnaires s'est accru de 40 % (étant passé de 11 864 à 16 584).

⁵ Le nombre de cas est relativement faible au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest.

⁶ Veuillez vous référer aux notes du tableau 4.

V. Methodology

Youth Court Survey (YCS)

The Youth Court Survey (YCS), conducted by the Courts Program of the CCJS is intended to be a census of *Criminal Code* and other federal statute offences heard in youth court for youths aged 12 to 17 (up to the 18th birthday) at the time of the offence. In April 1984, 12 became the minimum age requirement for criminal responsibility under the YOA. However, it was not until April 1985 that the maximum age of 17 (up to the 18th birthday) was established in all provinces and territories. One of the objectives of this report is to describe changes over time, and so comparable data must be used (i.e., youths must be defined by the same minimum and maximum age limits). Due to changes in the upper and lower age limits, data from the first year of the YCS, 1984-85, cannot be directly compared with 1993-94 data. The same is true for 1985-86 data, which may refer to cases with charges laid in the previous year. Thus, the base year for all analyses in this report is 1986-87.

Records are retained in master charge files, organized by fiscal year based on the date of disposition. A "case" file is created by linking "persons" records (accused identifier code, sex and date of birth) and the same court code and date of first appearance. The tabulations in this report are derived from the case file.

Differences in data over time and across jurisdictions result from a number of factors that reflect how the YOA has been implemented. Pre-court screening procedures may affect the number of youths appearing in court. The Crown Attorney, for example, may decide not to proceed with a charge, or the initial charge may be changed. A youth may also be diverted from the court process into a program such as Alternative Measures or a police diversion program. Differences in procedures and eligibility requirements of these programs across the jurisdictions may also influence the volume and characteristics of cases heard in youth courts. Consequently, these data should be considered indicative rather than definitive and their analysis is limited to general comparison. In 1991-92, Ontario was included in the YCS for the first time. In 1991-92, Ontario figures represented approximately 85% of its respective provincial total.

V. Méthodologie

Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ)

L'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ), menée par le Programme des tribunaux du CCSJ, se veut un recensement des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse relativement à des infractions au *Code criminel* et aux autres lois fédérales dont sont accusés des adolescents qui étaient âgés de 12 à 17 ans (jusqu'à leur 18^e anniversaire) au moment de l'infraction. En avril 1984, l'âge minimal auquel un adolescent doit assumer la responsabilité criminelle de ses actes était fixé à 12 ans en vertu de la *LJC*. Ce n'est toutefois qu'en avril 1985 que l'âge maximal de 17 ans (jusqu'au 18^e anniversaire) a été établi dans l'ensemble des provinces et territoires. Le présent rapport a notamment pour but de décrire les changements survenus au fil des ans, et c'est pourquoi il faut utiliser des données comparables (c'est-à-dire qu'il faut définir le groupe d'adolescents selon les mêmes limites d'âge minimal et d'âge maximal). Parce que l'âge minimal et l'âge maximal ont été modifiés, les données portant sur la première année d'application de l'ETJ, soit 1984-1985, ne peuvent pas être comparées directement à celles de 1993-1994. Il en va de même pour les données de 1985-1986, qui peuvent se rapporter à des causes relatives à des accusations portées l'année précédente. L'année de base utilisée pour toutes les analyses présentées ici est donc 1986-1987.

Les enregistrements sont versés dans des fichiers principaux des accusations, qui sont organisés par exercice financier selon la date de la décision. On crée un fichier des «causes» en associant les enregistrements sur les «personnes» (code d'identification, sexe et date de naissance de l'accusé) à un code de tribunal et à une date de première comparution identiques. Les totalisations incluses dans le présent rapport sont tirées du fichier des causes.

Les différences observées dans les données entre les périodes et entre les secteurs de compétence sont attribuables à un certain nombre de facteurs qui traduisent la façon dont la *LJC* a été appliquée. Les procédures d'examen préalables à la comparution peuvent influencer sur le nombre d'adolescents qui comparaissent devant le tribunal. Il se peut, par exemple, que le procureur de la Couronne décide de ne pas poursuivre une accusation, ou encore que l'accusation initiale soit modifiée. Il se peut aussi qu'on soustraie l'adolescent à la procédure judiciaire et qu'on l'oriente vers un programme comme celui des mesures de rechange ou un programme de la police. Les différences qui existent entre les secteurs de compétence quant aux procédures et aux exigences d'admissibilité peuvent aussi influencer sur le nombre et les caractéristiques des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse. L'analyse des données provenant de cette enquête consiste donc uniquement en des comparaisons générales des données, qui sont présentées à titre indicatif plutôt que définitif. En 1991-1992, l'Ontario a participé à l'ETJ pour la première fois. En 1991-1992, les données recueillies pour l'Ontario représentaient environ 85 % des chiffres totaux de cette province.

Corrections Key Indicator Report for Adults and Young Offenders

The Corrections Key Indicator Report for Adults and Young Offenders, conducted by the Correctional Services Program of the Canadian Centre for Justice Statistics, presents the average daily counts of young offenders in secure and open custody, and on remand. These data are presented monthly, by fiscal year. The data for the monthly average daily counts are calculated by dividing the total days stay for all secure and open correctional institutions within the jurisdiction by the number of days in the month. Annual counts are calculated by averaging the monthly counts. The report also presents month-end supervised probation counts by province.

Rapport des indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes contrevenants

Le Rapport des indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes contrevenants, produit par le Programme des services correctionnels du Centre canadien de la statistique juridique, présente les comptes quotidiens moyens des jeunes contrevenants placés en milieu fermé, en milieu ouvert et en détention provisoire. Ces données sont présentées pour chaque mois, selon l'exercice financier. Pour calculer les comptes quotidiens moyens par mois, on divise la durée totale des séjours en jours pour l'ensemble des établissements de garde en milieu fermé et en milieu ouvert dans un secteur de compétence par le nombre de jours dans le mois. Les comptes annuels sont obtenus en faisant la moyenne des comptes mensuels. Ce rapport présente également les comptes en fin de mois des cas de probation sous surveillance, selon la province.

Table 1

Number and Distribution of Cases Heard by Youth Courts by Type of Custodial Disposition, Age and Sex of the Accused, 1993-94

Tableau 1

Nombre et répartition des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse selon le genre de garde, l'âge et le sexe de l'accusé, 1993-1994

Age ¹ Âge ¹		Cases Found Guilty		Secure Custody		Open Custody	
		Causes reconnues coupables		Garde en milieu fermé		Garde en milieu ouvert	
		No.	%	No	%	No	%
		Nbre		Nbre		Nbre	
Total	T	78,010	100%	11,119	14%	14,483	19%
	M	64,616	100%	10,033	16%	12,587	19%
	F	13,394	100%	1,086	8%	1,896	14%
< 12	T	21	100%	—	—	6	29%
	M	20	100%	—	—	5	25%
	F	1	100%	—	—	1	100%
12	T	2,279	100%	90	4%	333	15%
	M	1,845	100%	76	4%	285	15%
	F	434	100%	14	3%	48	11%
13	T	6,156	100%	439	7%	1,162	19%
	M	4,732	100%	367	8%	950	20%
	F	1,424	100%	72	5%	212	15%
14	T	11,620	100%	1,303	11%	2,371	20%
	M	8,935	100%	1,064	12%	1,852	21%
	F	2,685	100%	239	9%	519	19%
15	T	16,800	100%	2,327	14%	3,426	20%
	M	13,518	100%	2,017	15%	2,948	22%
	F	3,282	100%	310	9%	478	15%
16	T	19,253	100%	2,959	15%	3,714	19%
	M	16,328	100%	2,731	17%	3,344	20%
	F	2,925	100%	228	8%	370	13%
17	T	20,410	100%	3,741	18%	3,244	16%
	M	17,980	100%	3,538	20%	3,015	17%
	F	2,430	100%	203	8%	229	9%
> 17	T	677	100%	137	20%	57	8%
	M	605	100%	130	21%	52	9%
	F	72	100%	7	10%	5	7%
Unknown – Inconnu	T	794	100%	123	15%	170	21%
	M	653	100%	110	17%	136	21%
	F	141	100%	13	9%	34	24%

— Nil or zero. — Néant ou zéro.

See footnote(s) at end of tables. — Voir note(s) à la fin des tableaux.

Source: Youth Court Survey, 1993-94. — Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, 1993-1994.

Table 2

Cases Heard in Youth Courts and Found Guilty, by Custodial Disposition, 1986-87 to 1993-94

Tableau 2

Causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse et qui se sont soldé par une déclaration de culpabilité selon le genre de garde, 1986-1987 à 1993-1994

Jurisdiction		Total Cases		Total Guilty		Secure Custody		Open Custody	
		Total des causes		Total coupable		Milieu fermé		Milieu ouvert	
		No.		No.	%	No	%	No	%
Secteur de compétence		Nbre		Nbre		Nbre		Nbre	
Newfoundland and Labrador – Terre-Neuve et le Labrador	1986-87	2,405		2,210	92%	340	15%	192	9%
	1987-88	2,334		2,030	87%	262	13%	170	8%
	1988-89	2,214		1,922	87%	288	15%	175	9%
	1989-90	2,262		1,971	87%	268	14%	220	11%
	1990-91	2,429		2,039	84%	280	14%	285	14%
	1991-92	2,887		2,508	87%	357	14%	496	20%
	1992-93	2,556		2,174	85%	383	18%	433	20%
	1993-94	2,126		1,805	85%	245	14%	345	19%
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	1986-87	308		287	93%	45	16%	51	18%
	1987-88	358		329	92%	51	16%	49	15%
	1988-89	371		334	90%	32	10%	48	14%
	1989-90	518		481	93%	98	20%	67	14%
	1990-91	471		433	92%	60	14%	65	15%
	1991-92	576		529	92%	82	16%	141	27%
	1992-93	490		441	90%	79	18%	123	28%
	1993-94	501		410	82%	61	15%	116	28%
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	1986-87	3,109		2,644	85%	207	8%	318	12%
	1987-88	3,100		2,558	83%	224	9%	355	14%
	1988-89	2,890		2,335	81%	184	8%	423	18%
	1989-90	2,873		2,293	80%	169	7%	447	19%
	1990-91	2,917		2,285	78%	145	6%	467	20%
	1991-92	3,520		2,769	79%	144	5%	569	21%
	1992-93	3,078		2,442	79%	142	6%	566	23%
	1993-94	3,133		2,446	78%	146	6%	518	21%
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	1986-87	1,846		1,687	91%	285	17%	161	10%
	1987-88	2,150		1,942	90%	379	20%	217	11%
	1988-89	2,193		1,996	91%	340	17%	263	13%
	1989-90	2,244		2,049	91%	377	18%	292	14%
	1990-91	2,347		2,130	91%	390	18%	318	15%
	1991-92	2,401		2,141	89%	395	18%	387	18%
	1992-93	2,133		1,926	90%	342	18%	288	15%
	1993-94	2,527		2,274	90%	387	17%	416	18%
Québec	1986-87	8,062		6,922	86%	1,213	18%	809	12%
	1987-88	7,756		6,605	85%	1,224	19%	814	12%
	1988-89	8,198		6,787	83%	1,302	19%	799	12%
	1989-90	8,579		7,057	82%	1,333	19%	929	13%
	1990-91	8,726		7,216	83%	1,291	18%	863	12%
	1991-92	10,139		8,326	82%	1,723	21%	1,019	12%
	1992-93	10,293		8,603	84%	1,565	18%	1,148	13%
	1993-94	10,322		8,574	83%	1,595	19%	1,115	13%
Ontario	1986-87	..		..	..	..	..	..	..
	1987-88	..		..	..	..	..	..	..
	1988-89	..		..	..	..	..	..	..
	1989-90	..		..	..	..	..	..	..
	1990-91	..		..	..	..	..	..	..
	1991-92 ³	48,854		25,924	53%	3,676	14%	5,661	22%
	1992-93	47,970		28,469	59%	4,198	15%	6,273	22%
	1993-94	50,008		30,610	61%	4,634	15%	7,068	23%
Manitoba	1986-87	6,222		3,659	59%	387	11%	526	14%
	1987-88	7,501		4,211	56%	393	9%	552	13%
	1988-89	6,087		3,744	62%	405	11%	616	16%
	1989-90	6,426		3,727	58%	419	11%	502	13%
	1990-91	6,999		4,094	58%	482	12%	635	16%
	1991-92	7,795		4,457	57%	499	11%	628	14%
	1992-93	7,665		4,196	55%	511	12%	568	14%
	1993-94	8,329		4,526	54%	545	12%	634	14%

Table 2

Cases Heard in Youth Courts and Found Guilty, by Custodial Disposition, 1986-87 to 1993-94 – Concluded

Tableau 2

Causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse et qui se sont soldé par une déclaration de culpabilité selon le genre de garde, 1986-1987 à 1993-1994 – fin

Jurisdiction Secteur de compétence		Total Cases Total des causes	Total Guilty Total coupable		Secure Custody Milieu fermé		Open Custody Milieu ouvert	
		No.	No.	%	No	%	No	%
		Nbre	Nbre		Nbre		Nbre	
Saskatchewan	1986-87	5,330	4,076	76%	443	11%	568	14%
	1987-88	6,529	5,108	78%	639	13%	790	15%
	1988-89	6,711	5,130	76%	594	12%	823	16%
	1989-90	7,394	5,466	74%	541	10%	887	16%
	1990-91	7,779	5,772	74%	678	12%	851	15%
	1991-92	9,055	6,463	71%	760	12%	1,044	16%
	1992-93	8,012	5,731	72%	725	13%	776	14%
	1993-94	8,095	5,652	70%	768	14%	822	15%
Alberta	1986-87	13,843	11,040	80%	1,070	10%	1,352	12%
	1987-88	14,237	11,229	79%	967	9%	1,334	12%
	1988-89	15,613	12,006	77%	1,126	9%	1,367	11%
	1989-90	15,831	12,346	78%	1,255	10%	1,387	11%
	1990-91	17,059	13,107	77%	1,386	11%	1,397	11%
	1991-92	19,650	13,945	71%	1,587	11%	1,369	10%
	1992-93	19,882	14,296	72%	1,887	13%	1,692	12%
	1993-94	19,240	13,394	70%	1,913	14%	1,753	13%
British Columbia – Colombie- Britannique	1986-87	10,817	8,097	75%	858	11%	886	11%
	1987-88	11,417	8,391	73%	887	11%	1,063	13%
	1988-89	10,971	7,924	72%	719	9%	1,113	14%
	1989-90	11,365	8,019	71%	745	9%	1,154	14%
	1990-91	10,937	7,523	69%	693	9%	1,065	14%
	1991-92	13,229	9,234	70%	580	6%	1,497	16%
	1992-93	12,202	8,354	68%	672	8%	1,451	17%
	1993-94	10,613	7,615	72%	721	9%	1,559	20%
Yukon	1986-87	217	156	72%	14	9%	30	19%
	1987-88	296	220	74%	18	8%	52	24%
	1988-89	357	286	80%	26	9%	59	21%
	1989-90	432	299	69%	12	4%	80	27%
	1990-91	298	198	66%	23	12%	54	27%
	1991-92	342	197	58%	38	19%	54	27%
	1992-93	256	150	59%	37	25%	25	17%
	1993-94	323	172	53%	43	25%	28	16%
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1986-87	..	..	..	..	..	..	..
	1987-88	..	..	..	..	..	..	..
	1988-89	..	..	..	..	..	..	..
	1989-90	711	585	82%	81	14%	131	22%
	1990-91	726	593	82%	93	16%	109	18%
	1991-92	574	434	76%	67	15%	52	12%
	1992-93	650	474	73%	75	16%	84	18%
	1993-94	732	532	73%	61	11%	109	20%
CANADA	1986-87 ¹	52,159	40,778	78%	4,862	12%	4,893	12%
	1987-88 ¹	55,678	42,623	77%	5,044	12%	5,396	13%
	1988-89 ¹	55,605	42,464	76%	5,016	12%	5,686	13%
	1989-90 ²	58,635	44,293	76%	5,298	12%	6,096	14%
	1990-91 ²	60,688	45,390	75%	5,521	12%	6,109	13%
	1991-92 ³	119,022	76,927	65%	9,908	13%	12,917	17%
	1992-93	115,187	77,256	67%	10,616	14%	13,427	17%
	1993-94	115,949	78,010	67%	11,119	14%	14,483	19%

.. Figures not available. – Nombres indisponibles.

See footnote(s) at end of tables. – Voir note(s) à la fin des tableaux.

Source: Youth Court Survey, 1986-87 to 1993-94. – Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, 1986-1987 à 1993-1994.

Table 3

Average Daily Counts of Young Offenders by Custody Status, 1986-87 to 1993-94

Tableau 3

Comptes quotidiens moyens des jeunes contrevenants selon le statut de la détention, 1986-1987 à 1993-1994

Jurisdiction Secteur de compétence		Sentenced – Condamnés			Remand/ Temporary Detention Prévenus/ détention provisoire	Actual In ¹ Compte actuel ¹	% Change from Previous Year % en varia- tion par rapport à l'année précédente	Rate of Incarce- ration ² Taux d'incarcé- ration ²	% Change from Previous Year % en varia- tion par rapport à l'année précédente
		Secure Custody Milieu fermé	Open Custody Milieu ouvert	Total					
Newfoundland and Labrador ³ – Terre-Neuve et le Labrador ³	1986-87	61.4	85.0	146.4	6.4	152.8	...	21.8	...
	1987-88	50.5	80.8	131.3	4.7	136.0	-11.0	19.9	-8.8
	1988-89	43.4	74.1	117.5	5.5	123.0	-9.6	18.2	-8.4
	1989-90	42.1	41.8	83.9	6.4	90.3	-26.6	13.7	-24.7
	1990-91	42.8	44.9	87.7	8.8	96.5	6.9	15.2	10.4
	1991-92	51.4	75.2	126.6	10.4	137.0	42.0	22.3	47.1
	1992-93	67.9	77.3	145.2	12.6	157.8	15.2	26.5	18.7
	1993-94	65.6	71.2	136.8	8.3	145.1	-8.0	25.1	-5.0
Prince Edward Island ⁴ – Île-du-Prince- Édouard ⁴	1986-87	4.5	14.4	18.9	3.1	22.0	...	17.3	...
	1987-88	10.3	17.5	27.8	3.0	30.8	40.0	24.8	43.4
	1988-89	8.6	9.4	18.0	1.9	19.9	-35.4	16.3	-34.3
	1989-90	22.8	12.5	35.3	3.2	38.5	93.5	31.8	95.1
	1990-91	18.1	14.0	32.1	2.2	34.3	-10.9	28.6	-10.2
	1991-92	18.2	15.9	34.1	4.0	38.1	11.1	32.0	12.0
	1992-93	28.0	18.8	46.8	3.5	50.3	32.0	42.3	32.0
	1993-94	22.5	21.9	44.4	2.9	47.3	-6.0	40.1	-5.2
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	1986-87	50.2	67.5	117.7	9.3	127.0	...	15.0	...
	1987-88	49.0	71.6	120.6	12.0	132.6	4.4	15.9	5.8
	1988-89	40.5	75.3	115.8	12.2	128.0	-3.5	15.6	-1.9
	1989-90	47.0	79.6	126.6	12.6	139.2	8.8	17.4	11.6
	1990-91	47.0	89.1	136.1	16.8	152.9	9.8	19.5	12.1
	1991-92	33.3	94.9	128.2	16.2	144.4	-5.6	18.8	-4.0
	1992-93	39.6	107.8	147.4	15.5	162.9	12.8	21.3	13.7
	1993-94	46.6	96.5	143.1	14.5	157.6	3.3	20.9	-2.0
New Brunswick ⁵ Nouveau- Brunswick ⁵	1986-87	89.8	46.7	136.5	4.9	141.4	...	19.6	...
	1987-88	87.4	65.7	153.1	6.5	159.6	12.9	22.2	13.3
	1988-89	70.3	81.2	151.5	9.0	160.5	0.6	22.5	1.4
	1989-90	73.8	105.2	179.0	8.8	187.8	17.0	26.6	18.3
	1990-91	74.3	100.7	175.0	10.3	185.3	-1.3	26.8	0.7
	1991-92	81.6	118.7	200.3	15.8	216.1	16.6	31.8	18.7
	1992-93	86.3	100.3	186.6	14.3	200.9	-7.0	30.1	-5.2
	1993-94	83.3	109.5	192.8	15.0	207.8	3.4	31.8	5.7
Québec	1986-87	238.5	264.8	503.3	90.9	594.2	...	10.9	...
	1987-88	238.2	239.4	477.6	91.3	568.9	-4.3	10.4	-4.3
	1988-89	225.8	226.7	452.5	92.5	545.0	-4.2	10.0	-4.2
	1989-90	229.3	234.5	463.8	102.4	566.2	3.9	10.3	2.8
	1990-91	218.7	222.0	440.7	93.7	534.4	-5.6	9.5	-7.3
	1991-92	228.3	241.0	469.3	107.8	577.1	8.0	10.1	5.7
	1992-93	237.1	260.2	497.3	98.2	595.5	3.2	10.2	1.0
	1993-94	244.4	227.0	471.4	105.0	576.4	-3.2	9.7	-4.1
Ontario ⁶	1986-87	674.9	609.3	1,284.2	293.6	1,577.8	...	19.3	...
	1987-88	678.5	687.7	1,366.2	288.9	1,655.1	4.9	20.2	5.0
	1988-89	647.8	663.3	1,311.1	323.5	1,634.6	-1.2	20.1	-0.8
	1989-90	735.6	698.3	1,433.9	395.9	1,829.8	11.9	22.6	12.4
	1990-91	763.2	749.5	1,512.7	379.3	1,892.0	3.4	23.3	3.1
	1991-92	689.3	791.0	1,480.3	384.5	1,864.8	-1.4	22.8	-2.0
	1992-93	785.3	867.6	1,652.9	410.8	2,063.7	10.7	25.0	9.7
	1993-94	813.1	921.8	1,734.9	411.8	2,146.7	4.0	25.8	3.1
Manitoba	1986-87	95.7	126.9	222.6	78.1	300.7	...	30.3	...
	1987-88	88.4	119.3	207.7	89.6	297.3	-1.1	30.1	-0.6
	1988-89	78.7	112.0	190.7	89.6	280.3	-5.7	28.6	-4.9
	1989-90	86.7	92.7	179.4	71.9	251.3	-10.3	26.0	-9.0
	1990-91	86.1	99.2	185.3	75.0	260.3	3.6	27.1	4.3
	1991-92	102.6	102.1	204.7	76.5	281.2	8.0	29.4	8.4
	1992-93	77.0	102.0	179.0	51.9	230.9	-17.9	24.4	-16.9
	1993-94	96.8	100.6	197.4	76.7	274.1	18.7	29.3	19.7

Table 3

Average Daily Counts of Young Offenders by Custody Status, 1986-87 to 1993-94 – Concluded

Tableau 3

Comptes quotidiens moyens des jeunes contrevenants selon le statut de la détention, 1986-1987 à 1993-1994 – fin

Jurisdiction Secteur de compétence		Sentenced – Condamnés			Remand/ Temporary Detention Prévenus/ détention provisoire	Actual In ¹ Compte actuel ¹	% Change from Previous Year % en varia- tion par rapport à l'année précédente	Rate of Incarce- ration ² Taux d'incarcé- ration ²	% Change from Previous Year % en varia- tion par rapport à l'année précédente
		Secure Custody Milieu fermé	Open Custody Milieu ouvert	Total					
Saskatchewan ⁷	1986-87	103.5	120.5	224.0	43.5	267.5	...	28.2	...
	1987-88	133.3	144.6	277.9	39.2	317.1	18.5	33.7	19.8
	1988-89	130.2	131.8	262.0	35.2	297.2	-6.3	31.8	-5.7
	1989-90	124.7	126.6	251.3	38.8	290.1	-2.4	31.3	-1.7
	1990-91	119.0	142.0	261.0	51.5	312.5	7.7	34.0	8.5
	1991-92	120.5	144.9	265.4	51.3	316.7	1.3	34.3	1.0
	1992-93	129.0	119.1	248.1	43.0	291.1	-8.1	31.5	8.3
	1993-94	140.4	132.4	272.8	45.1	317.9	9.2	34.2	8.7
Alberta	1986-87	128.0	239.8	367.8	105.8	473.6	...	22.0	...
	1987-88	131.8	217.0	348.8	106.4	455.2	-3.9	21.4	-2.6
	1988-89	142.8	210.6	353.4	121.3	474.7	4.3	22.6	5.2
	1989-90	146.1	188.2	334.3	123.3	457.6	-3.6	21.7	-3.6
	1990-91	168.7	165.6	334.3	121.6	455.9	-0.4	21.2	-2.2
	1991-92	173.6	178.8	352.4	126.3	478.7	5.0	21.9	2.9
	1992-93	208.5	193.9	402.4	140.3	542.7	13.4	24.2	10.5
	1993-94	250.6	223.5	474.1	151.3	625.4	15.2	27.3	12.9
British Columbia ⁸ Colombie- Britannique ⁸	1986-87	155.6	135.1	290.7	47.3	338.0	...	13.4	...
	1987-88	141.7	150.3	292.0	38.2	330.2	-2.3	13.3	-0.9
	1988-89	136.3	140.9	277.2	40.9	318.1	-3.7	12.9	-3.1
	1989-90	122.1	137.2	259.3	43.5	302.8	-4.8	12.3	-5.0
	1990-91	129.2	133.3	262.5	51.8	314.3	3.8	12.5	1.6
	1991-92	107.5	146.1	253.6	46.8	300.4	-4.4	11.6	-6.8
	1992-93	106.2	154.8	261.0	54.3	315.3	5.0	11.9	2.1
	1993-94	114.6	168.6	283.2	75.9	359.1	13.9	13.1	10.8
Yukon	1986-87	6.8	9.6	16.4	2.2	18.6	...	80.9	...
	1987-88	5.6	9.2	14.8	2.2	17.0	-8.6	73.9	-8.6
	1988-89	4.0	8.9	12.9	6.1	19.0	11.8	82.6	11.8
	1989-90	3.3	9.1	12.4	3.7	16.1	-15.3	70.0	-15.3
	1990-91	4.4	9.8	14.2	4.0	18.2	13.0	75.8	8.3
	1991-92	3.7	7.3	11.0	2.5	13.5	-25.8	56.3	-25.8
	1992-93	3.8	3.3	7.1	2.5	9.6	-28.9	40.0	-28.9
	1993-94	3.9	2.2	6.1	2.1	8.2	-14.6	32.8	-18.0
Northwest Territories ⁹ – Territoires du Nord-Ouest ⁹	1986-87	..	..	..	..	..	...	...	...
	1987-88	29.8	31.5	61.3	..	61.3	...	98.9	...
	1988-89	26.8	38.8	65.6	0.7	66.3	8.2	108.7	9.9
	1989-90	21.0	35.3	56.3	2.8	59.1	-10.9	98.5	-9.4
	1990-91	20.8	20.2	41.0	2.2	43.2	-26.9	72.0	-26.9
	1991-92	23.1	22.9	46.0	3.1	49.1	13.7	79.2	10.0
	1992-93	20.5	32.3	52.8	4.8	57.6	17.3	90.0	13.6
	1993-94	15.3	35.4	50.7	4.7	55.4	-3.8	83.9	-6.7
CANADA ¹⁰	1986-87	1,608.9	1,719.6	3,328.5	685.1	4,013.6	...	17.7	...
	1987-88	1,644.5	1,834.6	3,479.1	682.0	4,161.1	3.7	18.4	4.2
	1988-89	1,555.2	1,773.0	3,328.2	738.4	4,066.6	-2.3	18.1	-1.8
	1989-90	1,654.5	1,761.0	3,415.5	813.3	4,228.8	4.0	18.8	4.2
	1990-91	1,692.3	1,790.3	3,482.6	817.2	4,299.8	1.7	19.0	1.0
	1991-92	1,633.1	1,938.8	3,571.9	845.2	4,417.1	2.7	19.3	1.7
	1992-93	1,789.2	2,037.4	3,826.6	851.7	4,678.3	5.9	20.1	4.6
	1993-94	1,897.1	2,110.6	4,007.7	913.3	4,921.0	5.2	21.1	4.3

.. Figures not available. – Nombres indisponibles.

... Figures not applicable. – Nombres inapplicables.

See footnote(s) at the end of tables. – Voir note(s) à la fin des tableaux.

Source: Corrections Key Indicator Report for Adults and Young Offenders. – Rapport des Indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes contrevenants.

Table 4

Average Month-End Probation Counts of Young Offenders, 1986-87 to 1993-94¹

Jurisdiction		Total Supervised	% Change from Previous Year
Secteur de compétence		Total avec suivi	% en variation par rapport à l'année précédente
Newfoundland and Labrador – Terre-Neuve et le Labrador	1986-87	1,144	...
	1987-88	1,203	5.2
	1988-89	1,164	-3.2
	1989-90	1,177	1.1
	1990-91	1,209	2.7
	1991-92	1,326	9.7
	1992-93	1,397	5.4
	1993-94	1,395	-0.1
Prince Edward Island ² – Île-du-Prince-Édouard ²	1986-87	275	...
	1987-88	277	0.7
	1988-89	261	-5.8
	1989-90	327	25.3
	1990-91	368	12.5
	1991-92	425	15.5
	1992-93	485	14.1
	1993-94	490	1.0
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	1986-87	1,184	...
	1987-88	1,303	10.1
	1988-89	1,181	-9.4
	1989-90	1,153	-2.4
	1990-91	1,186	2.9
	1991-92	1,334	12.5
	1992-93	1,372	2.8
	1993-94	1,380	0.6
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	1986-87	...	...
	1987-88	...	...
	1988-89	887	...
	1989-90	829	-6.5
	1990-91	876	5.7
	1991-92	1,020	16.4
	1992-93	1,028	0.8
	1993-94	1,124	9.3
Québec ³	1986-87	2,404	...
	1987-88	1,975	-17.8
	1988-89	2,836	43.6
	1989-90	2,531	-10.8
	1990-91	2,623	3.6
	1991-92	2,875	9.6
	1992-93	3,214	11.8
	1993-94	3,500	8.9
Ontario ⁴	1986-87	5,972	...
	1987-88	7,338	22.8
	1988-89	7,064	-3.7
	1989-90	6,556	-7.2
	1990-91	11,864	...
	1991-92	15,145	27.7
	1992-93	16,079	6.2
	1993-94	16,584	3.1
Manitoba	1986-87	1,199	...
	1987-88	1,386	15.6
	1988-89	1,448	4.5
	1989-90	1,386	-4.5
	1990-91	1,395	0.6
	1991-92	1,496	7.2
	1992-93	1,456	-2.7
	1993-94	1,558	7.0

Tableau 4

Comptes moyens de probationnaires pour adolescents en fin de mois, 1986-1987 à 1993-1994¹

Jurisdiction		Total Supervised	% Change from Previous Year
Secteur de compétence		Total avec suivi	% en variation par rapport à l'année précédente
Saskatchewan	1986-87	1,568	...
	1987-88	1,499	-4.4
	1988-89	1,453	-3.1
	1989-90	1,503	3.4
	1990-91	1,610	7.1
	1991-92	1,705	5.9
	1992-93	1,769	3.8
	1993-94	1,735	-1.9
Alberta	1986-87	2,724	...
	1987-88	2,529	-7.2
	1988-89	2,730	7.9
	1989-90	2,584	-5.3
	1990-91	2,597	0.5
	1991-92	2,871	10.6
	1992-93	2,962	3.2
	1993-94	2,923	-1.3
British Columbia ⁵ – Colombie-Britannique ⁵	1986-87	3,741	...
	1987-88	3,882	3.8
	1988-89	3,785	-2.5
	1989-90	3,799	0.4
	1990-91	3,733	-1.7
	1991-92	3,989	6.9
	1992-93	3,877	-2.9
	1993-94	3,922	1.2
Yukon	1986-87	77	...
	1987-88	89	15.6
	1988-89	104	16.8
	1989-90	90	-13.5
	1990-91	64	-28.9
	1991-92	72	12.5
	1992-93	81	12.5
	1993-94	81	-
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1986-87	...	...
	1987-88	...	...
	1988-89	...	...
	1989-90	...	...
	1990-91	...	...
	1991-92	...	...
	1992-93	...	...
	1993-94	...	...
CANADA ⁶	1986-87	20,288	...
	1987-88	21,481	...
	1988-89	22,913	...
	1989-90	21,935	...
	1990-91	27,525	...
	1991-92	32,258	...
	1992-93	33,720	4.6
	1993-94	34,692	2.9

– Nil or zero. – Néant ou zéro.

... Figures not available. – Nombres indisponibles.

... Figures not applicable. – Nombres inapplicables.

See footnote(s) at the end of tables. – Voir note(s) à la fin des tableaux.

Source: Corrections Key Indicator Report for Adults and Young Offenders. – Rapport des indicateurs clés des services correctionnels pour les adultes et les jeunes contrevenants.

Footnotes

Table 1

- 1 Age is the age at the time the most significant charge was committed.

Table 2

- 1 Excludes Ontario and the Northwest Territories.
- 2 Excludes Ontario.
- 3 In 1991-92, Ontario figures represented approximately 85% of its respective provincial total.

Table 3

- 1 Actual-in counts include secure custody, open custody, and remand/temporary detention. Due to rounding, figures may not add to totals.
- 2 Incarceration rate per 10,000 youth population is based on actual-in counts.
- 3 Newfoundland and Labrador: Open custody counts for the fiscal years 1986-87 to 1988-89 are estimates.
- 4 Prince Edward Island: For the months July to December 1988, the Prince Edward Island Youth Courts were almost entirely closed awaiting a Supreme Court ruling on the authority of Youth Court in Prince Edward Island. During this period, counts were lower than might usually be expected.
- 5 New Brunswick: Secure custody counts are daily counts; open custody counts are weekly counts.
- 6 Ontario: For 1993-94 remand data for 12 - 15 years olds is an estimate based on six months data.
- 7 Saskatchewan: Young offenders on temporary absences are included in the actual-in count.
- 8 British Columbia: As of October 1991, open custody data include youths in community based residential centres.
- 9 Northwest Territories: Total for 1990-91 covers only the first six months of the fiscal year.
- 10 Canada: Totals for 1986-87, exclude the Northwest Territories. Totals for the Northwest Territories in 1990-91 cover the first six months of the fiscal year.

Notes

Tableau 1

- 1 L'âge est relié à la date de l'accusation la plus importante.

Tableau 2

- 1 Exclut l'Ontario et les Territoires du Nord-Ouest.
- 2 Exclut l'Ontario.
- 3 En 1991-1992, les chiffres de l'Ontario représentaient environ 85% de son total provincial respectif.

Tableau 3

- 1 Les compte actuels d'adolescents placés sous garde se rapportent à ceux placés en milieu fermé, en milieu ouvert et en prévenus/détention provisoire. Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.
- 2 Le taux d'incarcération pour 10 000 adolescents est basé sur le compte actuel.
- 3 Terre-Neuve et le Labrador : Les chiffres pour le milieu ouvert qui se rapportent à l'exercice financier de 1986-1987 à 1988-1989 sont des estimations.
- 4 Île-du-Prince-Édouard : Pour les mois de juillet à décembre 1988, les tribunaux de la jeunesse de l'Île-du-Prince-Édouard ont été presque entièrement fermés en attente du jugement de la Cour suprême du Canada sur l'autorité des tribunaux de la jeunesse pour l'Île-du-Prince-Édouard. Pour cette période, les chiffres sont moins élevés qu'ils devraient être normalement.
- 5 Nouveau-Brunswick : Les comptes portant sur la garde en milieu fermé sont établis sur une base quotidienne et les comptes portant sur la garde en milieu ouvert sont établis sur une base hebdomadaire.
- 6 Ontario : Les chiffres de 1993-1994 pour les adolescents âgés de 12 à 15 ans qui sont en détention provisoire constituent une estimation fondée sur des données recueillies pour six mois.
- 7 Saskatchewan : Les jeunes contrevenants en congé provisoire sont inclus dans le compte actuel.
- 8 Colombie-Britannique : À partir d'octobre 1991, les données relatives à la garde en milieu ouvert incluent les adolescents placés en centres résidentiels locaux.
- 9 Territoires du Nord Ouest : Les totaux pour 1990-1991 couvrent seulement les six premiers mois de l'exercice financier.
- 10 Canada : Les totaux pour 1986-1987, exclus les Territoires du Nord-Ouest. Les totaux des Territoires du Nord-Ouest pour 1990-1991 couvrent les six premiers mois de l'exercice financier.

Footnotes – Concluded

Table 4

- 1 Due to rounding, figures may not add to totals.
- 2 Prince Edward Island: Data includes alternative measures.
- 3 Quebec: Data for 1993-94 is an estimate.
- 4 Ontario: Totals prior to 1990-91 include young offenders aged 16-17 only.
- 5 British Columbia: Due to the implementation of the Probation Records System, the supervised probation caseload does not include custody orders as previously reported prior to April 1991.
- 6 Canada: Data do not include New Brunswick for 1986-87 and 1987-88; 12 to 15 year olds in Ontario prior to 1990-91; and the Northwest Territories for all years. Due to gaps in survey coverage, yearly percentage change for Canada is not applicable in most years.

Notes – fin

Tableau 4

- 1 Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.
- 2 Île-du-Prince-Édouard : Les données se rapportent également aux mesures de rechange.
- 3 Québec : Les données pour 1993-1994 sont des estimations.
- 4 Ontario : Les données précédant 1990-1991 se rapportent uniquement aux jeunes âgés de 16 et 17 ans.
- 5 Colombie-Britannique : Suite à l'implantation du «Probation Records System», le volume des cas de probation avec suivi n'inclut pas les ordonnances de garde, alors qu'avant avril 1991, les chiffres déclarés incluaient ces cas.
- 6 Canada : Les données n'incluent pas le Nouveau-Brunswick en 1986-1987 et en 1987-1988; les 12 à 15 ans en Ontario pour les années qui précède 1990-1991; et les Territoires du Nord-Ouest pour toutes ces années. En raison des lacunes dans la couverture de l'enquête pour certaines années, le pourcentage de variation d'une année à l'autre pour le Canada ne s'applique pas pour la plupart des années.

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1-800-267-6677. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951-9023) ou le numéro sans frais 1-800-387-2231. Pour commander, communiquer avec la Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267-6677. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents

Catalogue 85-002

- | | |
|---------------|---|
| Vol.14 No. 5 | Impaired Driving - Canada 1992 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada 1992 |
| Vol.14 No. 6 | Drug Use and Crime / Consommation de drogues et criminalité |
| Vol.14 No. 7 | Criminal Justice Processing of Sexual Assault Cases / L'administration de la justice pénale dans les cas d'agression sexuelle |
| Vol.14 No. 8 | Spousal Homicide / Les homicides entre conjoints |
| Vol.14 No. 9 | Wife Assault: The findings of a National Survey / Résultats d'une enquête nationale sur l'agression contre la conjointe |
| Vol.14 No. 10 | Private Policing in Canada / Rapport sur les services de police privés au Canada |
| Vol.14 No. 11 | Youth Custody in Canada, 1992-93 / Le placement sous garde des adolescents au Canada, 1992-1993 |
| Vol.14 No. 12 | The Winnipeg Family Violence Court / Le tribunal de la violence familiale à Winnipeg |
| Vol.14 No. 13 | Trends in Criminal Victimization: 1988-1993 / Tendances en matière de victimisation: 1988-1993. |
| Vol.14 No. 14 | Canadian Crime Statistics, 1993 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 15 | Homicide in Canada, 1993 / L'homicide au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 16 | Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993 |
| Vol.14 No. 17 | Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada |
| Vol.15 No. 1 | Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public |
| Vol.15 No. 2 | Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993 |
| Vol.15 No. 3 | Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$5.00 per issue, \$60.00 annually
United States: US\$6.00 per issue, US\$72.00 annually
Other Countries: US\$7.00 per issue, US\$84.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 5 \$ l'exemplaire, 60 \$ par année
États-Unis : 6 \$ US l'exemplaire, 72 \$ US par année
Autres pays : 7 \$ US l'exemplaire, 84 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No. 8

Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993

by Gail Young*

Highlights

- Total police personnel declined marginally by 0.3% (237 persons) in 1993. The number of police officers and the number of other personnel declined by roughly equal amounts in 1993. This was only the second time since 1962 that both groups decreased in the same year. Of the 76,368 persons employed by police forces during 1993, three-quarters were police officers and one-quarter were other personnel.
- The five largest forces in Canada account for 61% of all police officers: RCMP (27.7%), Metro Toronto (9.7%), Sûreté du Québec (7.9%), Montreal Urban Community (7.8%), and Ontario Provincial Police (7.7%).
- In 1993, there was one officer for every 509 Canadians. This represents the highest ratio since 1986, and the second consecutive annual increase. Among the provinces, Quebec showed the lowest ratio (1:491) while Prince Edward Island (1:690) and Newfoundland (1:669) had the highest.
- Females continued to increase in proportion among police officers (8%) and civilians (66%).

* Senior Analyst, Policing Services Program

March 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, Science and Technology, 1995. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Vol. 15, No 8

Effectif policier et dépenses au chapitre des services de police au Canada – 1993

par Gail Young*

Faits saillants

- En 1993, l'effectif policier total a connu une faible décroissance de 0,3 % (237 personnes). On a enregistré à peu près la même diminution du nombre d'agents de police et du nombre d'autres membres du personnel en 1993. C'était la deuxième fois seulement depuis 1962 qu'on enregistrerait une diminution pour les deux groupes dans la même année. Sur les 76 368 personnes employées par les services de police au cours de 1993, les trois-quarts étaient des agents de police, et les autres membres du personnel représentaient le dernier quart.
- Les cinq plus grands corps policiers au Canada comptaient 61 % de tous les agents de police : GRC (27,7 %), Grand Toronto (9,7 %), Sûreté du Québec (7,9 %), Communauté urbaine de Montréal (7,8 %) et Police provinciale de l'Ontario (7,7 %).
- En 1993, on comptait un agent de police pour 509 Canadiens. Il s'agit du ratio le plus élevé depuis 1986 et de la deuxième augmentation annuelle consécutive. Parmi les provinces, c'est le Québec qui a enregistré le plus faible ratio (1 : 491), tandis que l'Île-du-Prince-Édouard (1 : 690) et Terre-Neuve (1 : 669) ont connu les ratios les plus élevés.
- La proportion de femmes parmi les agents de police et les employés civils continue d'augmenter (8 % et 66 % respectivement).

* Analyste principale, Programme des services policiers

Mars 1995
ISSN 0715-271X

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics Canada
Statistique Canada

Canada

- Expenditures on policing totalled \$5.79 billion in 1993/94, a 1.2% increase over the previous year. This represents the smallest year-to-year increase since data were first collected in 1985/1986. The average increase over the previous seven years was 7.1%. Salaries, wages and benefits continued to account for over 80% (82%) of policing expenditures in 1993.

- Les dépenses engagées au titre des services de police ont totalisé 5,79 milliards de dollars en 1993-1994, soit une augmentation de 1,2% par rapport à l'année précédente. Il s'agit de la plus faible augmentation d'une année à l'autre depuis qu'on a commencé à recueillir des données en 1985-1986. L'augmentation moyenne enregistrée au cours des sept dernières années était de 7,1%. Les traitements, les salaires et les avantages sociaux représentaient toujours plus de 80 % (82 %) des dépenses effectuées sur le chapitre des services de police en 1993.

Introduction

This report examines 1993 police personnel and 1993/1994 police expenditures for Canada, the provinces, territories and selected cities. Some key ratios (population per officer, *Criminal Code* incidents per officer, police to civilian ratios, ratio of male to female personnel and per capita costs) are presented back to 1962 for personnel data and back to 1985/1986 for expenditure data. In addition, data are analyzed by the three levels of policing: municipal, provincial/territorial, and federal.

All municipal, provincial and federal police forces (with the exception of the Canadian Security Intelligence Service, Ports Canada, and Canadian National Railway police) are included. Private security guards and investigators, military police, and federal and provincial departments deploying personnel to enforce specific statutes in the areas of income tax, customs and excise, immigration, fisheries and wildlife are excluded.

Expenditure data include salaries, wages and benefits, other operating costs, and purchase/lease of motor vehicles. Police personnel data are a count of "actual" permanent full-time and permanent part-time employees as of 30 September 1993. For further methodological and coverage notes, please refer to the section "Methodology - Coverage" at the end of this Juristat.

Policing Responsibilities

Policing in Canada is the responsibility of all three levels of government: federal, provincial/territorial and municipal. The federal government, through the RCMP, is responsible for enforcement of federal statutes and executive orders in each province and territory, and for providing services such as forensic laboratories, identification services, the Canadian Police Information Centre (CPIC), and the Canadian Police College.

Each province assumes responsibility for its own municipal and provincial policing. Provincial legislation can require that cities and towns, upon reaching a minimum population (between 500 and 5,000 depending upon the province), maintain their own municipal police force. Municipal policing can

Introduction

Le présent rapport examine l'effectif policier de 1993 et les dépenses sur le chapitre des services de police en 1993-1994 pour l'ensemble du Canada, les provinces, les territoires et quelques villes. Certains ratios clés (nombre d'habitants par agent de police, nombre d'infractions au *Code criminel* par agent de police, ratio agents de police : employés civils, ratio hommes : femmes et coûts par habitant) sont présentés rétroactivement jusqu'en 1962 pour les données sur le personnel et jusqu'en 1985-1986 pour les données sur les dépenses. En outre, les données sont analysées en fonction des trois niveaux de services de police : municipal, provincial/territorial et fédéral.

La totalité des corps policiers municipaux, provinciaux et fédéraux (à l'exception des policiers du Service canadien du renseignement de sécurité, de Ports Canada et du Canadien National) sont inclus. Sont exclus les gardiens de sécurité et les enquêteurs du secteur privé, la police militaire et les agents de ministères fédéraux et provinciaux qui sont chargés d'appliquer certaines lois dans les domaines de l'impôt sur le revenu, des douanes et de l'accise, de l'immigration, des pêches et de la protection de la faune.

Les données sur les dépenses portent sur les traitements, les salaires et les avantages sociaux, d'autres charges d'exploitation et l'achat ou la location de véhicules automobiles. Les données sur l'effectif policier correspondent au nombre réel d'employés permanents qui travaillent à plein temps et à temps partiel au 30 septembre 1993. Pour de plus amples renseignements sur la méthodologie et la couverture, veuillez vous reporter à la section «Méthodologie - Couverture» à la fin de la publication.

Responsabilités policières

Les services de police au Canada relèvent de trois ordres de gouvernement : fédéral, provincial et municipal. L'administration fédérale, par l'entremise de la GRC, est chargée de l'application des lois et des ordres exécutifs fédéraux dans l'ensemble des provinces et des territoires, ainsi que de la prestation de services comme les laboratoires judiciaires, les services d'identité judiciaire, le Centre d'information de la police canadienne (CIPC) et le Collège canadien de police.

Chaque province est responsable de ses services de police municipaux et provinciaux. Les villes et les villages peuvent être tenus par la loi d'avoir leur propre corps policier municipal une fois que leur population atteint une limite minimum qui se situe entre 500 et 5 000 habitants, selon la province. Les services policiers municipaux peuvent être

be provided either by an independent police force or through contract with the provincial police force or another municipal police force. Municipal policing consists of enforcement of the *Criminal Code*, provincial statutes, and municipal by-laws within the boundaries of a municipality or several adjoining municipalities which comprise a region (Durham Regional Police), or a metropolitan area (Montreal Urban Community).

Provincial policing involves enforcement of the *Criminal Code* and provincial statutes within areas of a province not served by a municipal police force. In some cases, there may be an overlapping of policing boundaries. Provincial police perform traffic duties on major provincial thoroughfares which pass through municipal jurisdictions. Only Ontario (Ontario Provincial Police) and Quebec (Sûreté du Québec) maintain their own provincial forces. Newfoundland maintains a provincial police force, the Royal Newfoundland Constabulary (RNC) which provides policing to the three largest municipalities, and contracts with the RCMP for all other policing in the province. For the remaining provinces/territories, provincial level policing is provided by the RCMP under contract.

Police Personnel

Police personnel include sworn police officers, civilians, and those with specialized training such as special constables who provide services such as airport security and by-law enforcement. For the purposes of this report, police personnel are divided into two categories: sworn police officers and all other personnel.

assurés par un corps policier indépendant ou, à contrat, par le corps policier provincial ou un autre corps policier municipal. Les services policiers municipaux sont chargés de l'application du *Code criminel*, des lois provinciales et des règlements municipaux à l'intérieur des limites d'une municipalité ou de plusieurs municipalités voisines qui forment une région (par ex., Durham Regional Police Force) ou une zone métropolitaine (par ex., les services de police de la Communauté urbaine de Montréal).

Les corps policiers provinciaux sont chargés de l'application du *Code criminel* et des lois provinciales dans les régions d'une province non desservies par un service de police municipal. Dans certains cas, les limites des territoires peuvent se recouper étant donné que les corps de police provinciaux exercent des fonctions liées à l'application des règlements de la circulation sur les principales routes provinciales qui traversent des municipalités. L'Ontario (Police provinciale de l'Ontario), et le Québec (Sûreté du Québec) sont les seules provinces qui ont un corps policier provincial. Terre-Neuve a un corps policier provincial, la Royal Newfoundland Constabulary (RNC), qui exerce ses fonctions dans les trois plus grandes municipalités et conclut des ententes de services policiers à contrat avec la GRC pour le reste de la province. Quant aux autres provinces et territoires, les services policiers provinciaux sont assurés à contrat par la GRC.

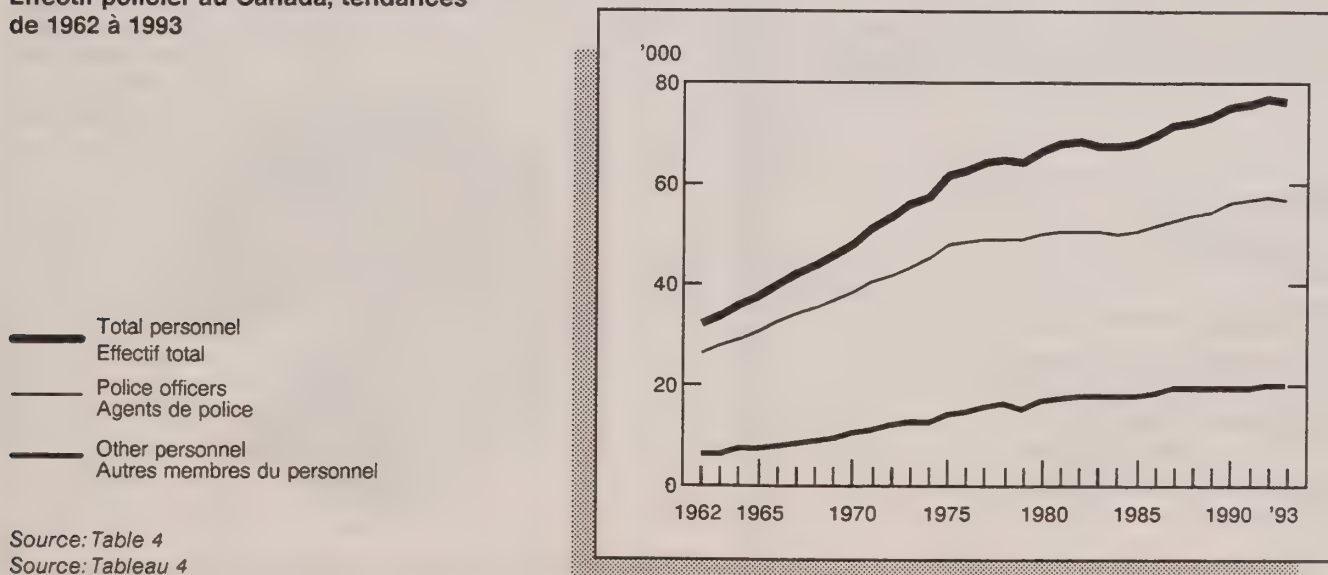
Effectif policier

L'effectif policier comprend les agents de police assermentés, les employés civils et les personnes ayant une formation spécialisée comme les agents spéciaux, qui fournissent des services tels la sécurité aéroportuaire et l'application des règlements municipaux. Aux fins du présent rapport, l'effectif est divisé en deux catégories : les agents de police assermentés et les autres membres du personnel.

Figure 1

Police Personnel Trends, Canada, 1962-1993

Effectif policier au Canada, tendances de 1962 à 1993



Source: Table 4

Source: Tableau 4

In 1993, there were 76,368 people employed providing policing services in Canada, three-quarters of whom were police officers. This is 237 or 0.3% fewer personnel than in 1992. This decrease comprised 118 officers and 119 other personnel. This is the third time since 1962 that the year-to-year total personnel figures have shown a decline and the second time that both police personnel and other personnel figures decreased during the same year (Table 4, Figure 1).

During the period 1962-1975, the total number of police personnel in Canada increased 93%, a much faster rate of increase than the Canadian population which increased 25%. Since 1975, the number of police personnel increased by 24%, approximately the same rate of increase as the Canadian population (25%) during that period.

Since 1962, the other personnel category increased twice as fast (242%) as the number of sworn police officers (118%). This reduced the police officer to civilian ratio from almost five officers for each civilian in 1962 (4.6) to three officers (2.9) for each civilian in 1993. This change reflects the re-assignment of duties such as dispatch and by-law enforcement from police officers to civilians and special constables.

Police Officers

There were 56,873 police officers in Canada in 1993, 0.2% fewer than the previous year, the first time since 1984 that the year-to-year number of police officers decreased.

En 1993, les services policiers comptaient 76 368 employés au Canada, dont les trois-quarts étaient des agents de police. Par rapport à 1992, il s'agit d'une perte de 237 employés, ou une diminution de 0,3 %. Cette diminution touche 118 agents et 119 autres membres du personnel. C'est la troisième fois depuis 1962 que le nombre total d'employés accuse une diminution d'une année à l'autre et la deuxième fois qu'on enregistre une diminution simultanée du nombre d'agents de police et du nombre d'autres membres du personnel (Tableau 4, Figure 1).

Au cours de la période 1962-1975, l'effectif policier total au Canada a augmenté de 93 %, soit une hausse beaucoup plus marquée que celle enregistrée pour la population canadienne (25 %). Depuis 1975, l'effectif policier a augmenté de 24 %, soit à peu près le même taux de croissance que celui enregistré pour la population canadienne (25 %) pendant cette période.

Depuis 1962, la catégorie des autres membres du personnel a augmenté deux fois plus vite (242 %) que celle des agents de police assermentés (118 %). Par conséquent, le rapport entre le nombre d'agents de police et le nombre d'habitants est passé de presque cinq agents pour chaque habitant en 1962 (4,6) à trois agents pour chaque habitant (2,9) en 1993. Ce résultat s'explique par la redistribution de certaines fonctions policières à des employés civils et à des agents spéciaux (par ex., répartition et application des règlements municipaux).

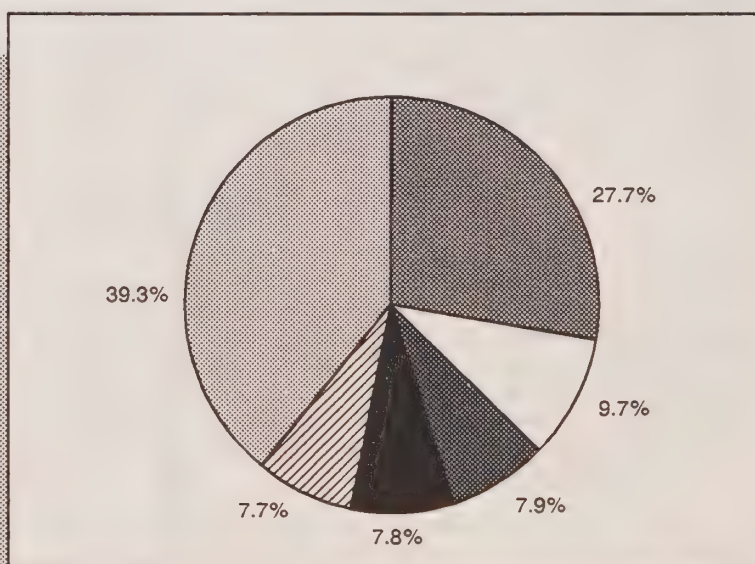
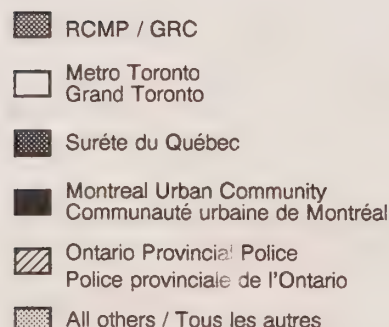
Agents de police

En 1993, on comptait 56 873 agents de police au Canada; il s'agit d'une perte de 0,2 % par rapport à l'année précédente. C'est la première fois depuis 1984 que le nombre d'agents de police diminue d'une année à l'autre.

Figure 2

Police Officers by Major Force, Canada, 1993

Pourcentage d'agents de police dans les principaux corps policiers du Canada, 1993



Source: Police Administration Survey.

Source: Enquête annuelle de la statistique de l'administration de la police.

The five largest police forces in Canada (Royal Canadian Mounted Police (RCMP), Sûreté du Québec, Ontario Provincial Police (OPP), Metropolitan Toronto and the Montreal Urban Community) account for 61% of all police officers.

The proportion of police officers assigned to field duties such as patrol, criminal investigation, traffic enforcement and crime prevention has increased from 88% in 1986 (the year that the Police Administration Survey began collecting this information) to 92% in 1993. The remaining 8% of police officers performed management or other administrative duties.

Police Officers by Level of Policing

Police officers providing municipal policing services (including RCMP and OPP municipal contracts) accounted for 62% (35,321) of all police officers in Canada. The 14,368 police officers providing provincial policing services (including RNC policing and RCMP provincial policing contracts) accounted for 25%. RCMP federal police officers accounted for 8%, (4,715 officers) and the 2,469 RCMP administrative and law enforcement service officers comprised the remaining 4% of police officers (Table 5).

Population Per Police Officer¹

The ratio of police officer to population provides a means of comparing increases or decreases in the number of police officers in relation to changes in the Canadian population.

¹ In 1993, Canada's population estimates were revised for the years 1971 through to 1993 which caused revisions to the ratio of population to police officer.

Les cinq corps policiers les plus importants au Canada, soit la Gendarmerie royale du Canada (GRC), la Sûreté du Québec, la Police provinciale de l'Ontario (PPO), le Grand Toronto et la Communauté urbaine de Montréal, emploient 61 % de tous les agents de police du pays.

La proportion d'agents de police affectés aux activités sur le terrain comme la patrouille, les enquêtes criminelles, l'application des règlements de la circulation et la prévention du crime est passée de 88 % en 1986 (année où l'enquête de l'administration de la police a commencé à recueillir ce genre de données) à 92 % en 1993. Les autres agents de police (8 %) étaient affectés à des tâches de gestion ou à d'autres tâches administratives.

Agents de police selon le niveau des services de police

Les policiers municipaux (y compris ceux qui étaient visés par les contrats de services de police municipaux de la GRC et la PPO) représentaient 62 % (35 321) de tous les policiers au Canada. Les 14 368 policiers provinciaux (y compris ceux au service de la RNC et ceux visés par les contrats de la GRC) comptaient pour 25 %. Les agents fédéraux de la GRC représentaient 8 % (4 715 agents), et les 2 469 agents de la GRC chargés des services administratifs et des services relatifs à l'application de la loi représentaient les 4 % restants (Tableau 5).

Nombre d'habitants par agent de police¹

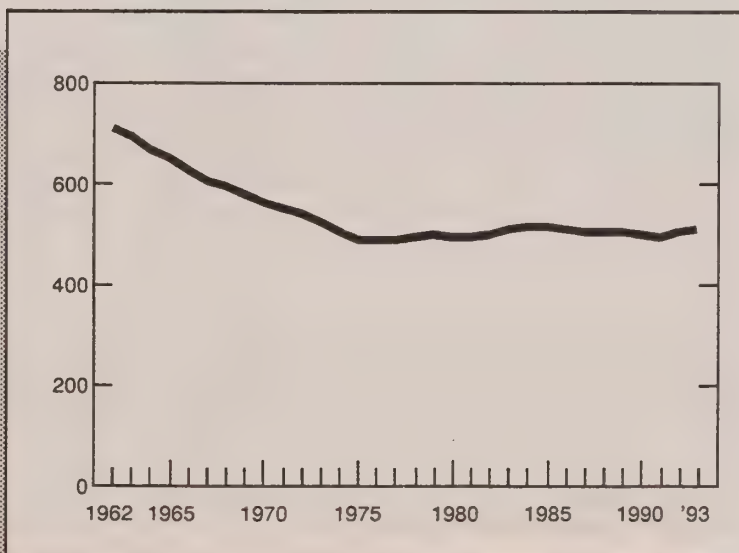
Le ratio agent de police : habitants permet d'établir une comparaison entre les augmentations ou les diminutions touchant le nombre d'agents de police par rapport à la population canadienne.

¹ En 1993, les estimations de la population canadienne ont été révisées pour la période 1971-1993, ce qui a entraîné une modification du ratio nombre d'habitants : agent de police.

Figure 3

Population per Police Officer,
Canada, 1962-1993

Nombre d'habitants par agent de police
au Canada, 1962 à 1993



Source: Table 4
Source: Tableau 4

Between 1962 and 1975 this ratio showed consistent decreases from 711 Canadians per officer to 486 Canadians per officer. This decrease meant that the number of police officers grew much faster than the Canadian population.

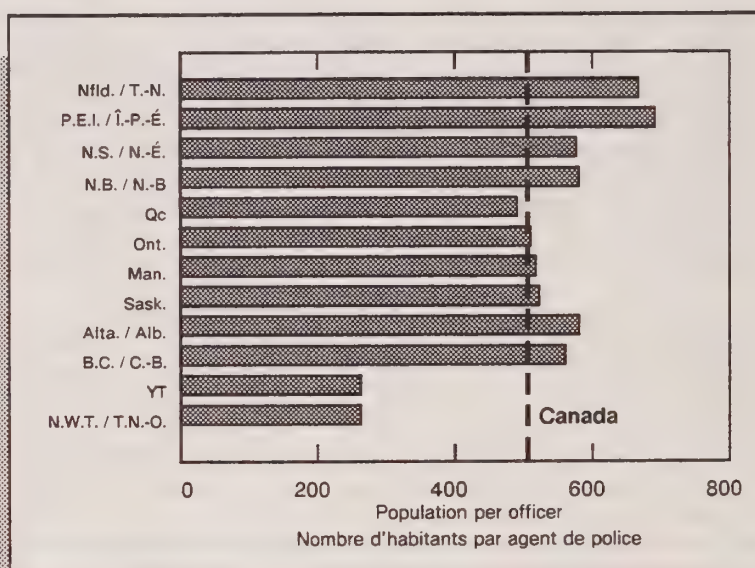
Between 1975 and 1985, this ratio increased until it reached 515 people for every officer. Between 1985 and 1991 the ratio declined to 495 people for every officer before increasing in each of 1992 and 1993. In 1993 there were 509 persons for each police officer, the highest ratio since 1986 (Table 4).

Entre 1962 et 1975, ce ratio a connu une diminution constante, passant de 711 Canadiens pour un agent de police à 486 Canadiens pour un agent de police. Cette décroissance signifie que le nombre de policiers a augmenté plus rapidement que le nombre d'habitants au Canada.

Entre 1975 et 1985, ce ratio a augmenté jusqu'à atteindre 515 habitants pour un agent de police. Entre 1985 et 1991, le ratio a été ramené à 495 habitants pour un agent, avant d'augmenter à nouveau en 1992 et en 1993. En 1993, on comptait 509 personnes pour un agent de police, soit le ratio le plus élevé depuis 1986 (Tableau 4).

Figure 4

**Population per Police Officer,
by Province/Territory, 1993**
**Nombre d'habitants par agent de police
selon la province ou le territoire, 1993**



Source: Table 5
Source: Tableau 5

Among the provinces and territories, Prince Edward Island (1:690) and Newfoundland (1:669) had the highest police officer to population ratios while the Yukon (1:251) and the Northwest Territories (1:266) had the lowest. Of the other provinces, Quebec had the lowest ratio (1:491), slightly less than that of Ontario (1:513), closely followed by Manitoba (1:522) and Saskatchewan (1:525). Nova Scotia (1:581) and New Brunswick (1:585) had police to population ratios similar to those in Alberta (1:588) and British Columbia (1:566).

Table 1 compares the population per officer for the 33 Canadian cities over 100,000 population. The cities with the lowest ratios were Montreal (1:397), Toronto (1:407), Halifax (1:407), Quebec City (1:419) and Vancouver (1:448). Cities with the highest ratios, Surrey (1:893) and Richmond (1:892) in British Columbia, and Halton Region (1:849) and Nepean (1:834) in Ontario, were suburban communities which are part of major metropolitan areas.

Parmi les provinces et les territoires, ce sont l'Île-du-Prince-Édouard (1:690) et Terre-Neuve (1:669) qui ont connu le rapport le plus élevé entre le nombre d'agents de police et d'habitants, tandis que le Yukon (1:251) et les Territoires du Nord-Ouest (1:266) enregistraient le plus faible. Parmi les autres provinces, c'est le Québec qui avait le plus faible ratio (1:491), soit à peine inférieur à celui de l'Ontario (1:513), qui était suivie de près par le Manitoba (1:522) et la Saskatchewan (1:525). Les ratios enregistrés par la Nouvelle-Écosse (1:581) et le Nouveau-Brunswick (1:585) étaient semblables à ceux de l'Alberta (1:588) et de la Colombie-Britannique (1:566).

Le tableau 1 présente le ratio agent de police : habitants pour les 33 villes canadiennes comptant plus de 100 000 habitants. Les villes ayant enregistré le plus faible ratio sont : Montréal (1:397), Toronto (1:407), Halifax (1:407), la ville de Québec (1:419) et Vancouver (1:448). Les villes qui ont connu le plus faible ratio étaient : Surrey (1:893) et Richmond (1:892) en Colombie-Britannique; la région de Halton (1:849) et Nepean (1:834) en Ontario sont des communautés urbaines faisant partie de grandes régions métropolitaines.

Table 1

Population per Officer¹, Cities over 100,000,
Canada, 1993.

Tableau 1

Nombre d'habitants par agent¹, villes de plus de
100 000 habitants, Canada, 1993.

Police Force Effectif policier	Population Population	Number of Officers Nombre d'agents	Population per Officer N. d'habitants par agent
Toronto, Ontario	2,241,100	5,507	407
Montréal, Québec	1,753,200	4,420	397
Peel Regional Police, Ontario	747,500	1,104	677
Calgary, Alberta	732,300	1,177	622
Edmonton, Alberta	629,100	1,126	559
Winnipeg, Manitoba	616,600	1,074	574
York Regional Police, Ontario	551,100	682	808
Vancouver, B.C.-C.-B.	495,900	1,108	448
Hamilton-Wentworth, Ontario	453,300	648	700
Durham Regional Police, Ontario	419,200	585	717
Niagara Regional Police, Ontario	401,800	582	690
Waterloo Regional, Ontario	390,000	548	712
Ottawa, Ontario	344,800	594	580
Halton Regional Police, Ontario	326,800	385	849
Laval, Québec	326,700	440	743
London, Ontario	326,100	428	762
Surrey, B.C.-C.-B.	270,700	303	893
Windsor, Ontario	195,100	379	515
Saskatoon, Saskatchewan	186,600	320	583
Québec, Québec	184,000	439	419
Regina, Saskatchewan	179,700	325	553
Burnaby, B.C.-C.-B.	168,600	216	781
Sudbury Regional Police, Ontario	165,800	223	743
St. John's, Nfld. T.-N.	165,500	273	606
Richmond, B.C.-C.-B.	134,700	151	892
Longueuil, Québec	133,700	197	679
Halifax, N.S.-N.E.	115,200	283	407
Thunder Bay, Ontario	115,100	194	593
Gatineau, Québec	114,500	152	753
Nepean, Ontario	111,800	134	834
Gloucester, Ontario	105,600	134	788
Saanich, B.C.-C.-B.	102,000	129	791
Sherbrooke, Québec	100,400	144	697

¹ Represents actual police officer strength as of 30 September 1993. - Il s'agit des effectifs policiers réels au 30 septembre 1993.

Criminal Code Incidents Per Police Officer

Although estimates indicate that between 20% and 25% of a police officer's time is spent investigating a criminal incident,² the number of *Criminal Code* incidents reported to police per officer may be used as a partial indicator of police workload.

Between 1962 and 1993 the number of police officers more than doubled (118%), while the number of actual *Criminal Code* incidents (excluding traffic) reported to the police increased five-fold (432%). The result is that the ratio of incidents per officer in 1993 (48.1) was two-and-one-half times higher than in 1962 (19.7). While the number of incidents per officer was rapidly increasing, the number of incidents cleared per officer rose by 133% from 7.2

Nombre d'affaires reliées au Code criminel par agent de police

Même si les estimations montrent qu'un policier consacre de 20 à 25 % de son temps aux enquêtes sur les affaires criminelles², le nombre d'infractions au *Code criminel* par agent qui sont signalées à la police peut servir d'indicateur partiel de la charge de travail des policiers.

Entre 1962 et 1993, le nombre d'agents de police a plus que doublé (118 %), tandis que le nombre d'infractions (sauf celles touchant la circulation) signalées à la police a presque quintuplé (432 %). Il en résulte que le nombre d'infractions par agent en 1993 (48,1) était deux fois et demi plus élevé que celui enregistré en 1962 (19,7). Même si ce ratio a augmenté rapidement, le nombre d'affaires «classées» par agent a augmenté de 133 %, passant de 7,2 en 1962 à 16,8 en 1993. Comme la croissance du taux de criminalité est

² *The Police Function in Canada*. Edited by William McGrath and Michael Mitchell. Metheun: Agincourt, 1981, page 78.

² *The Police Function in Canada*. Ouvrage publié sous la direction de William McGrath et de Michael Mitchell. Metheun: Agincourt, 1981, page 78.

in 1962 to 16.8 in 1993. With the crime rate increasing at a much faster rate than the number of police officers, it might be expected that the clearance rate would decline as officers respond to the additional work. This has not been the case. Despite the increasing ratio of incidents per officer since 1962, the overall clearance rate³ for all forces has remained relatively constant over the past thirty-one years: 37% in 1962 and 35% in 1993.

The recent decline in the police reported crime rate has been combined with a decline in the number of police officers and a reduction in the number of incidents per officer. In 1992 and 1993, the number of incidents per officer fell in each year from 51.1 in 1991 to 48.1 in 1993.

³ The "clearance rate" represents the portion of "actual" incidents reported to police which are either "cleared by charge" or "cleared by other means". To clear an incident "by other means" indicates that there is sufficient evidence to lay an information (charge), but, for various reasons such as age of accused, death of an accused or complainant, or police discretion, the information is not laid.

beaucoup plus rapide que celle du nombre d'agents de police, on aurait pu croire que le taux d'affaires classées aurait diminué puisque les agents ont une charge de travail accrue. Cela n'a pas été le cas. Malgré l'accroissement du nombre d'infractions par agent depuis 1962, la proportion globale³ d'affaires résolues pour tous les corps policiers est demeurée relativement stable depuis les 31 dernières années (37 % en 1962 et 35 % en 1993).

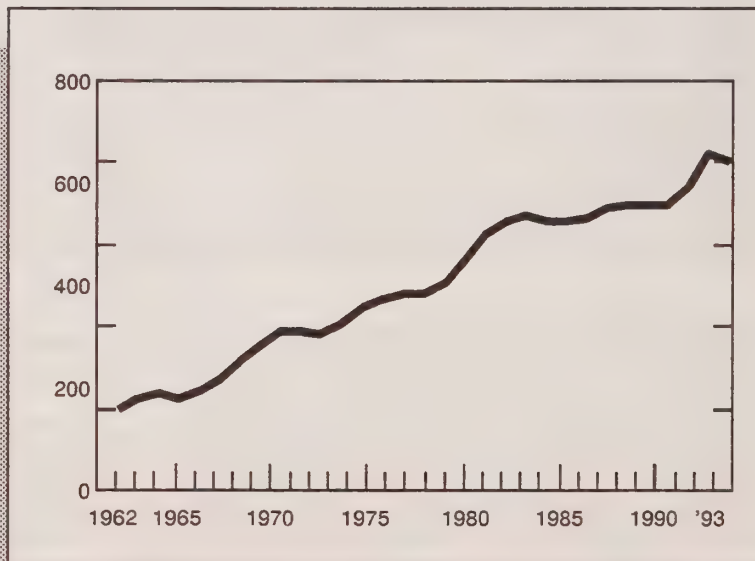
La diminution récente du nombre d'infractions signalées à la police s'est accompagnée d'une diminution du nombre d'infractions par agent. Le nombre d'infractions par agent a chuté en 1992 et en 1993, pour passer de 51,1 en 1991 à 48,1 en 1993.

³ Le «taux d'affaires classées» représente la portion d'affaires réelles signalées à la police qui sont «classées par suite d'inculpation» ou «classées pour d'autres raisons». Dans le cas d'une affaire classée «pour d'autres raisons», il existe suffisamment de preuves pour déposer une dénonciation (inculpation), mais la dénonciation n'est pas déposée pour diverses raisons telles que l'âge du contrevenant, le décès de l'accusé ou du plaignant ou le recours au pouvoir discrétionnaire de la police.

Figure 5

Criminal Code Incidents per Police Officer, Canada, 1962-1993

Nombre d'affaires reliées au Code criminel par agent de police au Canada, 1962 à 1993



Source: Table 4
Source: Tableau 4

Police Personnel by Gender

In 1993, males represented 77% of police personnel, distributed as 92% of police officers and one-third of other personnel. After remaining constant during the 1960's at less than 1% (fewer than two hundred officers), the proportion of female officers rose to 2% in 1980, 4% in 1985 and 8% in 1993.

Effectif policier selon le sexe

En 1993, les hommes constituaient 77 % de l'effectif, dont 92 % étaient des agents de police; les autres membres du personnel constituaient le dernier tiers. Après être demeurée stable durant les années 1960 avec moins de 1 % (moins de 200 agents), la proportion de femmes policiers a atteint 2 % en 1980, 4 % en 1985 et 8 % en 1993 (4 556).

Figure 6

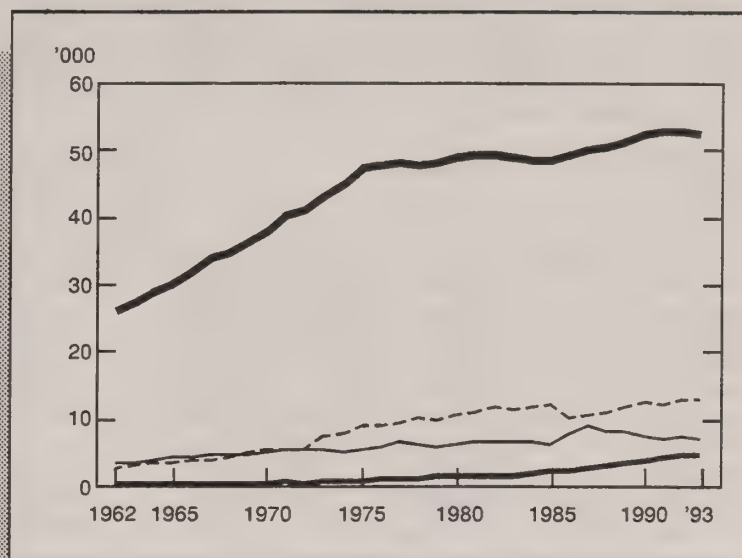
**Police Personnel by Gender, Canada,
1962-1993**
**Effectif policier selon le sexe au Canada,
1962 à 1993**

— Male police officers
Policiers de sexe masculin

— Male, other personnel
Autres membres du personnel de sexe masculin

— Female police officers
Policiers de sexe féminin

--- Female, other personnel
Autres membres du personnel de sexe féminin



Source: Table 2

Source: Tableau 2

(4,556 female police officers) (Table 2). Female police officers tend to be at the entry level: of all female officers, 94% held the rank of constable, 6% non-commissioned officers (between the rank of constable and lieutenant), and three-quarters of one percent (33 females) achieved officer status. Male police officers were distributed as 68% constables, 27% non-commissioned officers, and 5% officers. When compared to the total number of police officers, female officers comprised 1% of the officer ranks, 2% of non-commissioned officers and 11% of all constables.

agents de police de sexe féminin) (Tableau 2). Les femmes occupent généralement les postes de débutants: sur le nombre total de femmes, 94 % détenaient le grade d'agent, 6 % avaient le grade de sous-officier (entre le grade d'agent et celui de lieutenant) et les trois-quarts de 1 % (33 femmes), le grade d'officier. Les proportions correspondantes pour les hommes s'établissaient à 68 %, à 27 % et à 5 %. Lorsqu'on compare ces pourcentages au nombre total d'agents de police, les femmes détenaient 1 % des grades d'officier, 2 % des grades de sous-officier et 11 % de tous les grades d'agent.

Table 2

**Police Personnel¹ By Gender and Category,
Canada, Selected Years**

Year Année	Police Officers Agents de police		Other Personnel Autres membres du personnel	
	Male Homme	Female Femme	Male Homme	Female Femme
1962	25,961	168	3,160	2,539
1965	29,956	190	3,842	3,291
1970	37,764	186	4,929	5,007
1975	47,151	562	5,218	8,577
1980	48,748	1,092	6,140	10,270
1985	48,519	1,833	5,950	11,752
1990	52,461	3,573	7,077	12,253
1993	52,317 ^r	4,556	6,695	12,800

¹ Represents actual police officer strength as of 30 September 1993. - Il s'agit des effectifs policiers réels au 30 septembre 1993.

^r Revised figures. - Nombres rectifiés.

Tableau 2

**Effectif policier¹ selon le sexe et la catégorie, Canada,
certaines années.**

The distribution of males and females in the "other personnel" category has also shown considerable change since 1962. In 1962, females accounted for 45% of "other personnel". By 1970, the number of females in the "other personnel" group surpassed the number of males and, by 1993, there were almost twice as many females as males in this category.

Policing Expenditures

Policing expenditures included in this report represent operating expenditures and include costs that are paid from police department budgets. Revenues, recoveries and capital expenditures (with the exception of motor vehicle leases and purchases) are excluded from the analysis. Due to variances in types of expenditures for which police departments are responsible, the figures provided may not always represent the complete cost of policing for a particular agency (See Methodology - Coverage).

Cost Of Policing, 1985/1986 - 1993/1994

From 1985/1986 to 1993/1994, policing expenditures increased by 63%, from \$3.542 billion to \$5.786 billion. After adjusting for inflation (using the Consumer Price Index, base year 1986), this represented a real increase of 20% (Table 3).

La répartition des autres membres du personnel en fonction du sexe a aussi beaucoup fluctué depuis 1962. En 1962, les femmes représentaient 45 % des autres membres du personnel. En 1970, le nombre de femmes dans cette catégorie avait dépassé le nombre d'hommes et, en 1993, il y avait presque deux fois plus de femmes que d'hommes dans cette catégorie.

Dépenses sur le chapitre des services de police

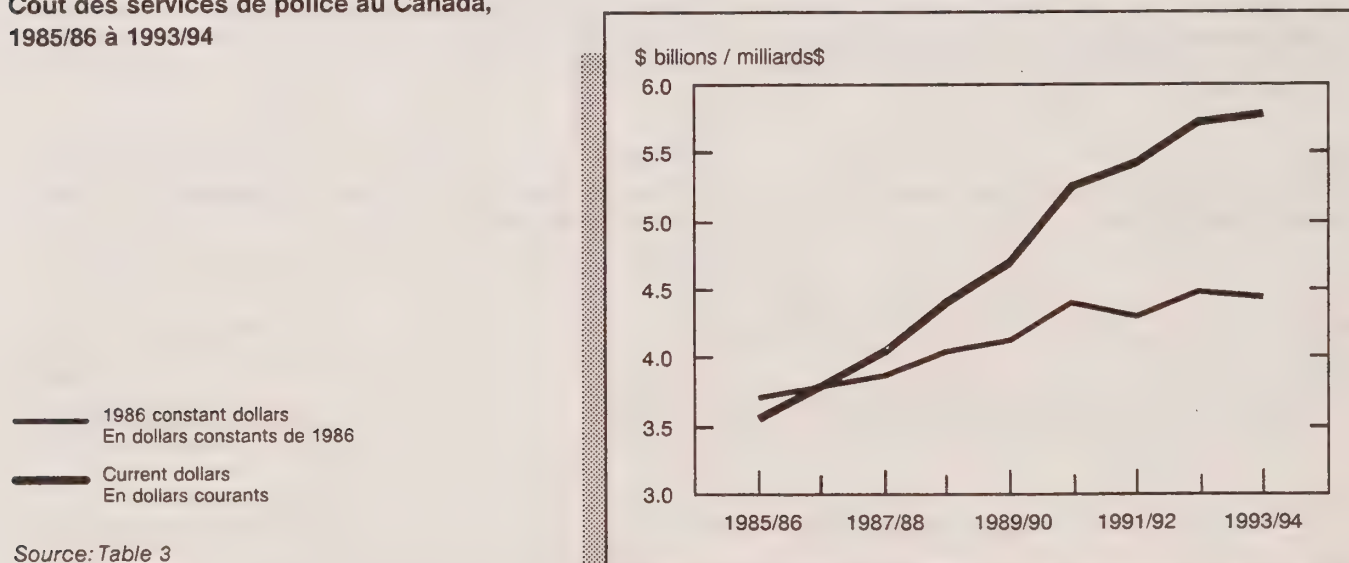
Les dépenses dont il est question dans le présent rapport représentent les dépenses d'exploitation et comprennent les frais acquittés à même les fonds prévus au budget des services de police. Les recettes, les recouvrements et les dépenses en immobilisations (sauf celles concernant l'achat ou la location de véhicules automobiles) ne sont pas inclus dans l'analyse. En raison des écarts entre les types de dépenses des services policiers, les chiffres fournis ne correspondent peut-être pas toujours au coût complet des services de police pour un corps policier particulier (voir «Méthodologie - Couverture»).

Coût des services de police, 1985-1986 à 1993-1994

De 1985-1986 à 1993-1994, les dépenses engagées au titre des services de police ont augmenté de 63 %, passant de 3,542 milliards de dollars à 5,786 milliards. Après ajustement en fonction de l'inflation et conformément à l'indice des prix à la consommation (année de base 1986), cela représente une hausse réelle de 20 % (Tableau 3).

Figure 7

Policing Costs, Canada, 1985/86-1993/94 Coût des services de police au Canada, 1985/86 à 1993/94



Source: Table 3

Source: Tableau 3

Table 3

Current and Constant Dollar Expenditures on Policing 1985/86 to 1993/94

Year Année	Current Dollars en dollars courants		Constant Dollars en dollars constants	
	(\$,000)	Year-to-Year % Change	(\$,000)	Year-to-Year % Change
	en milliers (\$)	taux de variation d'une année à l'autre	en milliers (\$)	taux de variation d'une année à l'autre
1985/1986	3,542,240	...	3,689,833	...
1986/1987	3,772,217	6.5%	3,772,217	2.2%
1987/1988	4,027,809	6.8%	3,858,055	2.3%
1988/1989	4,389,414	9.0%	4,041,818	4.8%
1989/1990	4,684,760	6.7%	4,109,439	1.7%
1990/1991	5,248,530	12.0%	4,392,075	6.9%
1991/1992	5,426,887	3.4%	4,300,227	-2.1%
1992/1993	5,716,833	5.3%	4,462,789	3.8%
1993/1994	5,786,371	1.2%	4,435,330	-0.6%

... Figures not applicable.

... N'ayant pas lieu de figurer.

The increase of 1.2% between 1992/1993 and 1993/1994 was the smallest year-to-year increase since expenditure data were first collected for 1985/1986. During the past seven years, the average increase was 7.1%. After adjusting for inflation, policing expenditures between 1992/1993 and 1993/1994 declined 0.6%.

The 1993/1994 police expenditures of \$5.79 billion represent a cost of \$200 per Canadian, a 46% increase from the per capita cost of \$137 in 1985/1986 (a 9% increase in constant dollars). Of these expenditures, 82% were for salaries, wages and benefits, 15% for other operating costs and the remaining 3% were for motor vehicle leases and purchases.

Between 1986 and 1993, the distribution of the police dollar among levels of policing has remained constant, with municipal policing accounting for 55%, provincial policing 28%, federal policing 10%, and other RCMP costs accounting for the remaining 7% (Figure 8 and Table 6).

Figure 9 compares per capita policing costs of municipal and provincial policing by province for 1993/1994. Only expenditures on municipal and provincial policing are included because the federal government is responsible for all federal policing and other RCMP expenditures. Further information on per capita costs is available from Table 6.

Tableau 3

Dépenses totales au titre des services policiers (en dollars constants et en dollars courants) de 1985-1986 à 1993-1994.

La hausse de 1,2 % enregistrée entre 1992-1993 et 1993-1994 représente la plus faible augmentation d'une année à l'autre depuis que des données sur les dépenses ont été recueillies pour la première fois en 1985-1986. L'augmentation moyenne enregistrée au cours des sept dernières années s'établissait à 7,1 %. Après ajustement en fonction de l'inflation, les dépenses sur le chapitre des services de police entre 1992-1993 et 1993-1994 ont accusé une baisse de 0,6 %.

En 1993-1994 les dépenses de ces 5,79 milliards de dollars au titre des services policiers représentent un coût de 200 \$ par Canadien, soit une hausse de 46 % par rapport au coût de 137 \$ par habitant enregistré en 1985-1986 (hausse de 9 % en dollars constants). Les traitements, salaires et avantages sociaux représentaient 82 % de l'ensemble de ces dépenses. Une part de 15 % allait aux coûts d'exploitation et les 3 % restants, aux frais de location ou d'achat de véhicules automobiles.

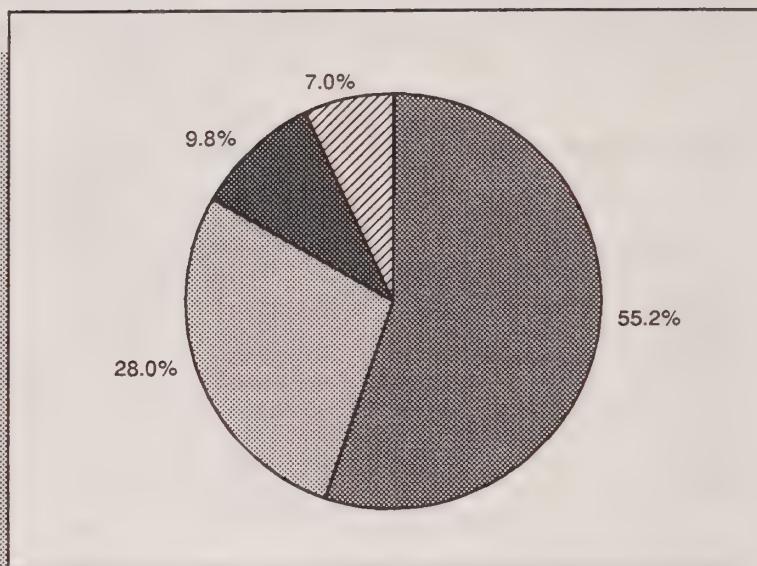
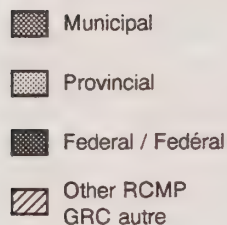
Entre 1986 et 1993, la répartition des dépenses entre les niveaux des services de police est demeurée stable : les services policiers municipaux détenaient 55 %, les services policiers provinciaux, 28 %, les services policiers fédéraux détenaient 10 %, et d'autres coûts associés aux services assurés par la GRC représentaient les derniers 7 % (figure 8 et tableau 6).

La figure 9 compare le coût par habitant des services de police municipaux et provinciaux pour 1993-1994. Seules les dépenses au titre des services policiers municipaux et provinciaux sont incluses parce que le gouvernement fédéral est responsable de l'ensemble des services policiers fédéraux et des autres dépenses liées à la GRC. Le tableau 6 fournit d'autres données sur le coût par habitant.

Figure 8

**Policing Costs by Level,
Canada, 1993-1994**

**Coûts des services policiers selon
le niveau au Canada, 1993-1994**



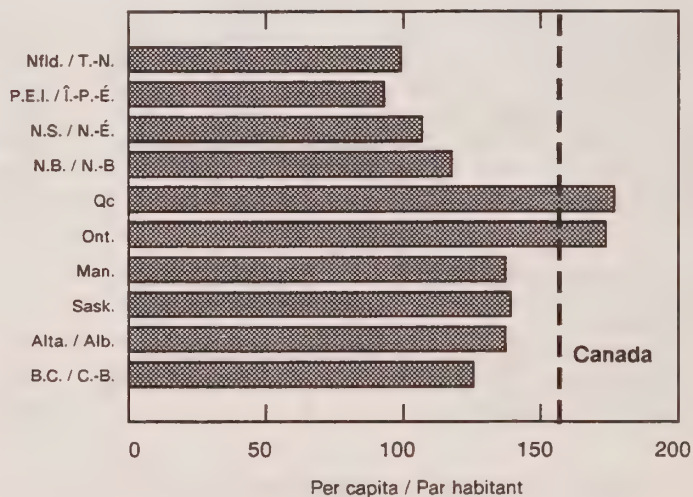
Source: Tables 6,7 and 8

Source: Tableaux 6,7 et 8

Figure 9

**Per Capita Cost of Provincial and Municipal
Policing, by Province, 1993-1994**

**Coût par habitant des services de police
provinciaux et municipaux,
selon la province, 1993-1994**



Source: Table 6

Source: Tableau 6

The average per capita cost of municipal and provincial policing in the provinces during 1993/1994 was \$158. Quebec had the highest per capita costs (\$176), closely followed by Ontario (\$175), while Prince Edward Island (\$93) and Newfoundland and Labrador (\$99) had the lowest per capita cost (Table 6). Since 1986 when expenditure data have been collected, this pattern has been consistent.

Municipal Policing Expenditures

Municipalities have two options when providing municipal policing services: forming an independent police agency or entering into an agreement with another police agency (another independent municipal police agency or the provincial police force) to meet the policing needs of the community. In 1993, there were 579 municipal police forces in Canada, 369 "independent" forces, 13 OPP contract forces, and 197 RCMP contract forces. In total, municipal policing accounted for 62% of all police officers and 55% of all policing expenditures. The Yukon, Northwest Territories, and Newfoundland and Labrador were the only areas in Canada without municipal police forces (Table 7).

Municipal policing in Newfoundland and Labrador is managed differently than in other provinces. The Royal Newfoundland Constabulary, which is a provincial police force, only provides policing to the three largest municipalities; St. John's, Corner Brook, and Labrador City, with the costs paid by the provincial government. Because of this arrangement, these policing costs are included under the provincial policing costs.

The 369 independent municipal police forces employed 31,722 officers, or 90% of municipal police officers in Canada, and accounted for 92% of the total municipal policing expenditures.

The RCMP employed 3,380 officers under contract in 197 municipalities in all provinces except Newfoundland, Quebec and Ontario. RCMP municipal policing contract charges are based upon the size of the municipality. During the 1993/1994 fiscal year, policing contracts in municipalities with a population of under 15,000 were billed 70% of the cost of the contract, while municipalities 15,000 and over were billed 90% of the contract cost. This costing formula takes into consideration the costs of providing federal and other RCMP policing duties while also performing municipal policing duties. Table 7 provides details on RCMP municipal policing expenditures separated by the amount paid by the municipality and the portion of the contract costs not billed to the municipality.

Excluding "integrated" municipal and provincial Ontario Provincial Police (OPP) detachments, 13 Ontario municipalities contracted with the OPP for a total of 219 officers to provide municipal policing services.

Le coût moyen par habitant des services de police municipaux et provinciaux dans les provinces en 1993-1994 était de 158 \$. C'est le Québec qui avait le coût par habitant le plus élevé (176 \$), suivi de près par l'Ontario (175 \$), tandis que l'Île-du-Prince-Édouard (93 \$), Terre-Neuve et le Labrador (99 \$) ont connu le plus faible (Tableau 6). Cette tendance se maintient depuis que des données sur les dépenses ont été recueillies pour la première fois.

Dépenses relatives aux services de police municipaux

Deux options s'offrent aux municipalités souhaitant offrir des services policiers municipaux : former un corps de police indépendant ou conclure un contrat avec un autre corps de police (un autre corps policier municipal ou les services policiers provinciaux) afin de répondre aux besoins de la collectivité sur ce chapitre. En 1993, on comptait 579 corps policiers municipaux au Canada, dont 369 «corps indépendants», 13 contrats de services policiers avec la PPO et 197 contrats de services policiers avec la GRC. Au total, les services policiers municipaux comptaient 62 % de tous les agents de police et représentaient 55 % de l'ensemble des dépenses au titre des services de police. Le Yukon, les Territoires du Nord-Ouest, Terre-neuve et le Labrador étaient les seules régions du Canada à ne pas avoir de corps policier municipal (Tableau 7).

Les services policiers municipaux à Terre-Neuve et au Labrador sont gérés différemment que dans les autres provinces. La Royal Newfoundland Constabulary, corps policier provincial, offre seulement des services aux plus grandes municipalités, soit St. John's, Corner Brook et Labrador City, dont les coûts sont assumés par le gouvernement provincial. Aux termes de cette entente, les coûts des services de police sont inclus dans les coûts des services policiers provinciaux.

Les 369 corps de police municipaux indépendants comptaient 31 722 agents, ou 90 % de tous les policiers municipaux du Canada, et représentaient 92 % du total des dépenses engagées au titre des services de police municipaux.

La GRC employait 3 380 agents à contrat dans les 197 municipalités de toutes les provinces, sauf Terre-Neuve, Québec et Ontario. La répartition des frais des services policiers municipaux assurés à contrat par la GRC est fonction de la taille de la municipalité. Au cours de l'exercice 1993-1994, les municipalités de moins de 15 000 habitants assumaient 70 % des coûts des services policiers municipaux, tandis que les municipalités de plus de 15 000 habitants en assumaient une part de 90 %. Cette formule de répartition des coûts tient compte des coûts associés aux services policiers fédéraux et aux autres fonctions associées au maintien de l'ordre qui sont assurés par la GRC et qui s'ajoutent aux services policiers municipaux. Le tableau 7 fournit des détails sur les dépenses engagées au titre des services policiers municipaux assurés par la GRC; on peut y voir la part assumée par la municipalité et la part des coûts de contrats qui ne lui revient pas.

À l'exception des détachements «intégrés» assurant les services policiers municipaux et provinciaux de la Police provinciale de l'Ontario (PPO), 13 municipalités ontariennes ont conclu un contrat de services avec la PPO, pour un total de 219 agents chargés de fournir des services policiers municipaux.

Provincial Policing Expenditures

Provincial policing accounted for over one-quarter (28%) of policing costs, with RCMP contract provincial policing accounting for 41% of these expenditures (Table 8). The three independent provincial police forces, (Royal Newfoundland Constabulary, Sûreté du Québec and Ontario Provincial Police) accounted for the remaining 59%.

The RCMP provide provincial policing services under contract to eight provinces (Ontario and Quebec are the only provinces without RCMP provincial policing) and the Yukon and Northwest Territories. In the provinces and territories where the RCMP are contracted to provide provincial level policing, the provinces are billed 70% of the total contract costs. As with municipal policing, this costing formula takes into consideration the costs of providing federal and other RCMP policing duties while also performing provincial policing duties. Table 8 provides information on the portion of the provincial policing contracts which are charged to the provinces.

Newfoundland maintains two provincial police agencies. The Royal Newfoundland Constabulary is a provincial force that provides policing to the three largest municipalities; St. John's, Corner Brook and Labrador City. The Royal Canadian Mounted Police, under contract with the province, provides policing to the remaining municipalities and the rural areas.

Federal Policing Expenditures

In 1993/1994, expenditures on federal policing totalled \$569 million (Table 5). The RCMP has responsibility in all provinces and territories for enforcement of Federal Statutes, Executive Orders, providing protective services, and airport policing.

Other RCMP Policing

RCMP administration, training, divisional and headquarters responsibilities accounted for an additional \$406 million (Table 5). These responsibilities include services such as forensic laboratory services; the Canadian Police College which provides training and research for domestic and foreign police forces; and informatics support for management and operation of CPIC, an automated national computer information system which is available to all police forces; and telecommunications services for data and radio transmissions to ensure all detachments receive current information.

Dépenses relatives aux services de police provinciaux

Les services de police provinciaux ont compté pour d'un quart (28 %) du total des dépenses, dont 41 % allaient aux contrats de services policiers provinciaux assurés par la GRC (Tableau 8). Les trois corps policiers indépendants, soit la Royal Newfoundland Constabulary, la Sûreté du Québec et la Police provinciale de l'Ontario, représentaient les 59 % restants.

La GRC a conclu des contrats de services policiers provinciaux avec huit provinces (l'Ontario et le Québec sont les seules provinces à ne pas avoir ce genre de contrat avec la GRC) ainsi qu'avec le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Dans les provinces et les territoires où la GRC assure des services policiers provinciaux à contrat, les provinces assument 70 % du total des coûts. Comme dans le cas des services policiers municipaux, cette formule de partage des coûts tient compte des coûts liés aux services policiers fédéraux et aux autres fonctions associées au maintien de l'ordre qui sont assurés par la GRC et qui viennent s'ajouter aux services policiers provinciaux. Le tableau 8 donne de l'information sur la part des contrats de services policiers provinciaux qui est imputable à la province.

Terre-Neuve compte deux services de police provinciaux. La Royal Newfoundland Constabulary est un corps policier provincial qui offre des services aux trois plus grandes municipalités : St. John's, Corner Brook et Labrador City. La Gendarmerie royale canadienne assure, en vertu d'un contrat avec la province, des services de police aux autres municipalités et aux régions rurales.

Services de police fédéraux

En 1993-1994, les dépenses engagées au titre des services policiers fédéraux ont totalisé 569 millions de dollars (Tableau 5). La GRC est chargée de l'application des lois et des ordres exécutifs fédéraux dans l'ensemble des provinces et territoires ainsi que de la prestation de services de protection et de services de sécurité aéroportuaire.

Autres services de police assurés par la GRC

Les responsabilités assumées par la GRC sur les plans de l'administration et de la formation de même qu'au sein des divisions et à l'Administration centrale ont occasionné des dépenses supplémentaires de l'ordre de 406 millions de dollars (Tableau 5). Ces responsabilités comprennent des services comme les laboratoires judiciaires, le Collège canadien de police qui offre aux corps policiers, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, une formation et des services de recherche, un soutien informatique aux fins de la gestion et de l'exploitation du CIPC (base de données nationale informatisée à laquelle ont accès tous les corps policiers), de même que des services de télécommunications pour la transmission radio et la transmission de données, qui permettent de garantir que tous les détachements reçoivent de l'information à jour.

Table 4

Trends in Police Personnel¹ and Expenditures,
Canada, 1962-1993

Tableau 4

Tendances au chapitre du personnel policier¹ et
dépenses policières, Canada, 1962-1993

Year	Population ²	Police Officers	Other Personnel	Total Personnel	Police: Civilian Ratio	Population per Police Officer	Actual Criminal Code Incidents ³	Incidents Per Officer	Total Expen- ditures	Per Capita Cost
Année	Population ²	Agents de police	Autre personnel	Total Personnel	Police pour employé civil	Nombre d'habitants par agent de police	Affaires réelles au Code criminel ³	Affaires par agent de police	Dépenses totales	Coût par habitant
	000's								\$000's	\$
1962	18,583.0	26,129	5,699	31,828	4.58	711.2	514,986	19.7	...	...
1963	18,931.0	27,333	5,935	33,268	4.61	692.6	572,105	20.9	...	...
1964	19,291.0	28,823	6,655	35,478	4.33	669.3	626,038	21.7	...	...
1965	19,644.0	30,146	7,133	37,279	4.23	651.6	628,418	20.8	...	...
1966	20,014.9	32,086	7,583	39,669	4.23	623.8	702,809	21.9	...	...
1967	20,378.0	33,792	8,018	41,810	4.21	603.0	784,568	23.2	...	...
1968	20,701.0	34,887	8,351	43,238	4.18	593.4	897,530	25.7	...	...
1969	21,001.0	36,342	8,963	45,305	4.05	577.9	994,790	27.4	...	...
1970	21,297.0	37,949	9,936	47,885	3.82	561.2	1,110,066	29.3	...	...
1971	22,026.4	40,148	10,597	50,745	3.79	548.6	1,166,458	29.1	...	...
1972	22,284.5	41,214	11,762	52,976	3.50	540.7	1,189,805	28.9	...	...
1973	22,559.5	43,142	12,297	55,439	3.51	522.9	1,298,551	30.1	...	...
1974	22,874.7	45,276	12,085	57,361	3.75	505.2	1,456,885	32.2	...	...
1975	23,209.2	47,713	13,794	61,507	3.46	486.4	1,585,805	33.2	...	...
1976	23,517.5	48,213	14,377	62,590	3.35	487.8	1,637,704	34.0	...	...
1977	23,796.4	48,764	15,231	63,995	3.20	488.0	1,654,020	33.9	...	...
1978	24,036.3	48,705	15,749	64,454	3.09	493.5	1,714,297	35.2	...	...
1979	24,276.9	48,990	15,001	63,991	3.27	495.5	1,855,271	37.9	...	...
1980	24,593.3	49,841	16,410	66,251	3.04	493.4	2,045,399	41.0	...	...
1981	24,900.0	50,563	16,999	67,562	2.97	492.5	2,168,201	42.9	...	...
1982	25,201.9	50,539	17,738	68,277	2.85	498.7	2,203,668	43.6	...	...
1983	25,456.3	50,081	17,342	67,423	2.89	508.3	2,148,633	42.9	...	...
1984	25,701.8	50,010	17,503	67,513	2.86	513.9	2,147,697	42.9	...	...
1985	25,941.6	50,351	17,702	68,053	2.84	515.2	2,174,175	43.2	3,542,240	137
1986	26,203.8	51,425	17,855	69,280	2.88	509.6	2,277,749	44.3	3,772,217	144
1987	26,549.7	52,510	19,140	71,650	2.74	505.6	2,352,403	44.8	4,027,809	152
1988	26,894.8	53,312	18,985	72,297	2.81	504.5	2,392,419	44.9	4,389,414	163
1989	27,379.3	54,233	19,099	73,332	2.84	504.8	2,425,936 ^r	44.7	4,684,760	171
1990	27,790.6	56,034	19,330	75,364	2.90	496.0	2,627,193 ^r	46.9	5,248,530	189
1991	28,120.1	56,774	18,997	75,771	2.99	495.3	2,898,988 ^r	51.1	5,426,887	193
1992	28,542.2	56,991	19,614	76,605	2.91	500.8	2,847,981 ^r	50.0	5,716,833	200
1993	28,940.6	56,876 ^r	19,495	76,368 ^r	2.92	508.9 ^r	2,736,096	48.1	5,786,371	200

¹ A new survey was implemented in 1986. To maintain historical continuity, figures prior to 1986 have been adjusted. — Un nouveau questionnaire a été mis en place en 1986. Pour maintenir une continuité historique, les chiffres d'avant 1986 ont été ajustés.

² 1962 - 1970: Final intercensal estimates. — Estimations intercensitaires définitives.

1971 - 1990: Revised intercensal estimates. — Estimations intercensitaires révisées.

1991 - 1992: Final postcensal estimates. — Estimations postcensitaires définitives.

1993: Updated postcensal estimates. — Estimations postcensitaires mises à jour.

³ Excludes Criminal Code traffic. Source: Uniform Crime Reporting Program, Canadian Centre for Justice Statistics. — Exclut les infractions du Code criminel reliées à la circulation. Source: Programme de la déclaration uniforme de la criminalité, Centre canadien de la statistique juridique.

... Figures not applicable. — N'ayant pas lieu de figurer.

^r Revised figures. — Nombres rectifiés.

Table 5
Police Officers¹, by Level of Policing, 1993**Tableau 5**
Agents de police¹ selon les niveaux des forces de l'ordre, 1993

Province/ Territory	Popula- tion ²	Independent (non-RCMP)		RCMP/GRC					Total Police Officers	Popu- lation
		Indépendant (sauf GRC)							Total Agents de police	Per Police
		Muni- cipal	Provin- cial	Muni- cipal	Provin- cial ³	Federal	Other ⁴	Total RCMP		
Province/ Territoire	Popula- tion ²	Muni- cipal	Provin- cial	Muni- cipal	Provin- cial ³	Fédéral	Autre ⁴	Total GRC		Nombre d'habi- tants par agent de police
	000's									
Nfld. - T.-N. ⁵	584.4	...	339	...	409	93	33	535	874	669
P.E.I. - Î.-P.É.	133.2	64	...	12	87	17	13	129	193	690
N.S. - N.-É.	931.2	780	...	62	557	154	50	823	1,603	581
N.B. - N.-B.	756.0	680	...	75	413	81	43	612	1,292	585
Que. - Qué. ⁶	7,228.8	9,110	4,492	...	...	1,040	85	1,125	14,727	491
Ont. ⁷	10,813.2	14,820	4,353	...	...	1,801	113	1,914	21,087	513
Man.	1,125.8	1,198	...	176	532	198	54	960	2,158	522
Sask. ⁸	1,011.9	815	...	204	704	150	54	1,112	1,927	525
Alta. - Alb.	2,688.1	2,551	...	633	901	403	83	2,020	4,571	588
B.C. - C.-B.	3,573.9	1,923	...	2,218	1,289	741	140	4,388	6,311	566
Yukon	30.6	...	...	...	88	22	12	122	122	251
N.W.T. - T.N.-O.	63.4	...	...	...	204	15	19	238	238	266
RCMP 'HQ' and Training Academy - Les Divisions 'DG' et École de la GRC	...	...	...	...	...	...	1,770	1,770	1,770	...
Canada	28,940.6	31,941 ^r	9,184	3,380 ^r	5,184	4,715	2,469	15,748 ^r	56,873 ^r	509

¹ Represents actual police officer strength as of 30 September 1993. - Il s'agit des effectifs policiers réels au 30 septembre 1993.² Updated postcensal estimates, Demography Division, Statistics Canada. - Estimations postcensitaires mises à jour, Division de la démographie, Statistique Canada.³ Provincial RCMP officer totals will not match the RCMP provincial contract strengths which may include special constables and civilians. - Le total des agents de police provinciaux ne correspondra pas aux effectifs des contrats provinciaux de la GRC puisqu'il peut inclure des agents spéciaux et des civils.⁴ Includes Canadian Police Services and Departmental and Divisional administration. - Comprend la prestation de services de police au Canada et l'administration des départements et des divisions.⁵ The Royal Newfoundland Constabulary shares provincial policing duties with the RCMP. - La Royal Newfoundland Constabulary partage avec la GRC la prestation des services de police provinciaux à Terre-Neuve.⁶ The Sûreté du Québec provides all provincial policing services in Quebec. - La Sûreté du Québec assure tous les services de police provinciaux au Québec.⁷ Excludes personnel from RCMP 'HQ'. The Ontario Provincial Police provide all provincial policing services in Ontario and deploy 219 officers under contract. - Exclut le personnel de la DG de la GRC. La Police provinciale de l'Ontario assure tous les services de police provinciaux en Ontario et utilise 219 agents à contrat.⁸ Excludes personnel from RCMP Training Academy. - Exclut le personnel de l'École de la GRC.^r Revised figures. - Nombres rectifiés.

Table 6
Total Expenditures¹ on Policing, 1993/1994**Tableau 6**
Dépenses totales¹ consacrées aux services de police, 1993/1994

Province/ Territory	Population ²	Municipal and Provincial Policing				Federal & Other RCMP Policing Costs			Total Ex- penditures
		Services de police municipaux et provinciaux				Dépenses fédérales et autres de la GRC			
Province/ Territoire	Population ²	Municipal ³	Provincial ³	Total	Per Capita Cost	Federal Portion of Contracts ⁴	Federal Policing Costs	Other RCMP Expen- ditures ⁵	Total des dépenses
					Coût par habitant	Part du fédé- rale ⁴	Services de police fédéraux	Autre dépenses de la GRC ⁵	
	000's	\$000's	\$000's	\$000's	\$	\$000's	\$000's	\$000's	\$000's
Nfld. – T.-N. ⁶	584.4	...	57,759	57,759	99	15,999	12,915	633	87,306
P.E.I. – î.-P.-É.	133.2	5,222	7,146	12,368	93	3,379	1,595	813	18,155
N.S. – N.-É.	931.2	57,386	43,121	100,507	108	20,010	15,478	3,096	139,091
N.B. – N.-B.	756.0	56,009	32,877	88,886	118	15,733	10,280	1,947	116,846
Que. – QC	7,228.8	798,434	473,590	1,272,024	176	...	102,029	20,756	1,394,809
Ont. ⁷	10,813.2	1,424,540	465,908	1,890,448	175	...	176,912	33,586	2,100,945
Man.	1,125.8	107,560	46,911	154,471	137	24,537	18,840	2,694	200,542
Sask. ⁸	1,011.9	80,927	59,248	140,175	139	29,493	14,283	200	184,151
Alta. – Alb.	2,688.1	284,605	82,375	366,980	137	46,862	37,605	4,600	456,047
B.C. – C.-B.	3,573.9	334,005	113,425	447,430	125	71,459	75,216	20,272	614,377
Yukon	30.6	...	9,657	9,657	316	4,139	2,610	762	17,168
N.W.T. – T.N.-O.	63.4	...	27,245	27,245	430	11,676	1,819	3,775	44,515
RCMP 'HQ' and Training Academy – Division 'DG' et école de la GRC	...	...	...	...	...		99,146	313,272	412,418
Canada	28,940.5	3,148,688	1,419,262	4,567,950	158	243,287	568,728	406,406	5,786,371

¹ Expenditure figures represent gross operating expenditures and include costs that are paid from police department budgets: revenues and recoveries are not included. Also excluded are capital expenditures with the exception of motor vehicle purchases. - Les chiffres représentent les dépenses d'exploitation brutes et comprennent les frais acquittés à même les fonds prévus au budget des services de police; les revenus et les recouvrements ne sont pas inclus. Sont également exclues les dépenses en immobilisations, sauf celles concernant l'achat de véhicules automobiles.

² Updated postcensal estimates, Demography Division, Statistics Canada. - Estimations postcensitaires révisées, Division de la démographie, Statistique Canada.

³ Figures include the amount billed to the province, territory or municipality for RCMP contract policing and not the total cost of the contract. See Tables 7 and 8 for details. - Les chiffres comprennent le montant facturé à la province, au territoire ou à la municipalité à l'égard des contrats de services de police assurés par la GRC, et non le coût total du contrat. Voir les tableaux 7 et 8 pour connaître les détails.

⁴ Figures represent the federal portion of RCMP municipal and provincial contracts. See Tables 7 and 8 for details. - Les chiffres représentent la part assumée par le fédéral à l'égard des contrats de services de police provinciaux et municipaux assurés par la GRC. Voir les tableaux 7 et 8 pour connaître les détails.

⁵ Provincial level totals include Divisional Administration which are excluded in policing contracts. Law Enforcement Services and departmental administration are included under RCMP headquarters. - Au niveau provincial, le total comprend les frais d'administration de la Division qui ne sont pas inclus dans les contrats de services de police. Les services de l'Application de la Loi et les Départements d'Administration sont inclus sous la rubrique Direction générale de la GRC.

⁶ Provincial policing figures include both the Royal Newfoundland Constabulary and the RCMP. - Les chiffres des services de police provinciaux portent sur la Royal Newfoundland Constabulary et sur la GRC.

⁷ Excludes RCMP "HQ". - Exclut la Division «DG» de la GRC.

⁸ Excludes RCMP Training Academy. - Exclut l'École de la GRC.

... Figures not appropriate or not applicable. - N'ayant pas lieu de figurer.

Note: Totals may not add due to rounding. - Nota: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Table 7
Expenditures on Municipal Policing¹, 1993/1994**Tableau 7**
Dépenses¹ consacrées aux services policiers municipaux, 1993/1994

Province/ Territory	Municipal Forces (non-RCMP)			RCMP Municipal Contract Forces ²				Total	
	Services de police municipaux (sauf à contrat par la GRC)			Services de police municipaux assuré à contrat par la GRC ²				Expenditures on Municipal Policing	
Province/ Territoire	No. of Forces	Population Policed	Total Expendi- tures	No. of Forces	Population policed	Municipal Expendi- tures (70%, 90%)	Federal Expendi- tures (30%, 10%)	Total Expendi- tures	Total des dépenses des services municipaux
	Nbre de services de police	Population surveillée	Total des dépenses	Nbre de services de police	Population surveillée	Dépenses des municipalités (70%, 90%)	Dépenses fédérales (30%, 10%)	Total des dépenses	
		000's				\$000's	\$000's	\$000's	\$000's
Nfld. - T.-N.	...	...	...	...	...	...	...	...	...
P.E.I. - Î.-P.-É.	5	28.1	4,483	3	10,200	739	317	1,056	5,539
N.S. - N.-É.	26	342.5	53,818	10	35,300	3,568	1,529	5,097	58,915
N.B. - N.-B.	25	314.1	51,256	12	54,600	4,753	1,643	6,396	57,652
Que. - QC	152	5,156.0	798,434	...	...	...	...	...	798,434
Ont. ³	126	8,623.3	1,424,540	...	...	...	...	...	1,424,540
Man.	9	684.5	97,219	23	104,900	10,341	4,432	14,773	111,992
Sask.	17	471.5	68,877	34	143,200	12,050	4,101	16,151	85,028
Alta. - Alb.	10	1,513.3	245,070	61	505,500	39,535	11,558	51,093	296,163
B.C. - C.-B.	12	1,009.7	183,654	54	1,836,000	150,351	22,848	173,199	356,853
Yukon	...	...	...	...	...	...	...	...	...
N.W.T. - T.N.-O.	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Canada	382	18,143.0	2,927,351	197	2,689,700	221,337	46,428	267,765	3,195,116

¹ Expenditure figures represent gross operating expenditures and include costs that are paid from police department budgets: revenues, recoveries and capital expenditures with the exception of motor vehicle purchases are excluded. — Les chiffres représentent les dépenses d'exploitation brutes et comprennent les frais acquittés à même les fonds prévus au budget des services de police; les revenus et les recouvrements ne sont pas inclus. Sont également exclues les dépenses en immobilisations, sauf celles concernant l'achat de véhicules automobiles.

² Under the 1993/1994 contract, municipalities under 15,000 were billed 70% of total costs. Municipalities of 15,000 population and over, were billed 90% of total costs. Contract costs do not include municipal employees provided at no cost to the RCMP by the municipality. — Aux termes du contrat de 1993-1994, les coûts ont été assumés à 70 % par les municipalités de moins de 15 000 habitants. Les municipalités de plus de 15 000 habitants ou plus ont assumé 90 % des coûts. Les coûts de contrats ne comprennent pas les employés municipaux que la municipalité fournit sans frais à la GRC.

³ Expenditures for OPP municipal contracts are included under "non-RCMP" municipal police forces. — Les dépenses au titre des contrats municipaux de la PPO sont incluses dans «Corps policiers municipaux autres que la GRC».

... Figures not appropriate or not applicable — N'ayant pas lieu de figurer.

Note: Totals may not add due to rounding. — Nota: Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Table 8
**Expenditures¹ on Provincial/Territorial Policing,
1993/1994**

Tableau 8
**Dépenses¹ consacrées aux services policiers
provinciaux/territoires, 1993/1994**

Province/Territory Province/Territoire	Provincial Police Forces (Non-RCMP)	RCMP Provincial/Territorial Contract Forces			Total Expenditures on Provincial Policing
	Services de police provinciaux (sauf à contrat par la GRC)	Services de police provinciaux/territoires assurés à contrat par la GRC			Total des dépenses des services provinciaux
		Provincial Cost (70%) Part de la province (70%)	Federal Cost (30%) Part du fédéral (30%)	Total (100%) Total (100%)	
	\$000's	\$000's	\$000's	\$000's	\$000's
Nfld. - T.-N. ²	20,428	37,331	15,999	53,330	73,758
P.E.I. - I.P.-É	...	7,146	3,062	10,208	10,208
N.S. - N.-É.	...	43,121	18,481	61,602	61,602
N.B. - N.-B.	...	32,877	14,090	46,967	46,967
Que - QC ³	473,590	...	...	...	473,590
Ont. ⁴	465,908	...	...	...	465,908
Man.	...	46,911	20,105	67,016	67,016
Sask.	...	59,248	25,392	84,640	84,640
Alta. - Alb.	...	82,375	35,304	117,679	117,679
B.C. - C.-B.	...	113,425	48,611	162,036	162,036
Yukon	...	9,657	4,139	13,796	13,796
N.W.T. - T.N.-O.	...	27,245	11,676	38,921	38,921
Canada	959,926	459,336	196,859	656,195	1,616,121

¹ Expenditure figures represent gross operating expenditures and include costs that are paid from police department budgets: revenues, recoveries and capital expenditures with the exception of motor vehicle purchases are excluded. — Les chiffres représentent les dépenses d'exploitation brutes et comprennent les frais acquittés à même les fonds prévus au budget des services de police; les revenus et les recouvrements ne sont pas inclus. Sont également exclues les dépenses en immobilisations, sauf celles concernant l'achat de véhicules automobiles.

² The Royal Newfoundland Constabulary shares provincial policing in Newfoundland with the RCMP. The Constabulary polices approximately 36% of the population and the RCMP, the remaining 64%. — À Terre-Neuve, les services de police provinciaux sont assurés par la Royal Newfoundland Constabulary et par la GRC. La Constabulary dessert environ 36 % de la population et la GRC, 64 %.

³ The Sûreté du Québec provides all provincial policing in Quebec. — La Sûreté du Québec assure tous les services de police provinciaux dans la province.

⁴ The Ontario Provincial Police provide all provincial policing in Ontario. — La Police provinciale de l'Ontario assure tous les services de police provinciaux dans la province.

... Figures not appropriate or not applicable. — N'ayant pas lieu de figurer.

Note: Totals may not add due to rounding. — Nota : Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre aux totaux indiqués.

Methodology - Coverage

This report is based upon data collected through the "Police Administration Statistics Annual Survey" conducted by the Canadian Centre for Justice Statistics. This survey is the primary mechanism for the collection of national statistics from municipal, provincial and federal police forces. More information is collected than is presented in this report and can be provided for special reports or individual requests.

The survey was revised in 1986 to collect police department expenditures as well as more detailed information on police personnel and functions. As both the old and revised surveys were run simultaneously in 1986, it was possible to examine the effects of the revised survey. An analysis of the data revealed that there were some minor differences in the distribution of police personnel between the two surveys. In order to correct these methodological differences, the data presented in Table 4 prior to 1986 have been adjusted at the national level.

Data on police personnel refer to the "actual" number of permanent full-time as well as permanent part-time employees who were on the personnel roster as of 30 September each year.

National and provincial population figures are from the Demography Division of Statistics Canada and represent postcensal or intercensal estimates. Municipal population figures are from the Quickstat database at CCJS and are derived from official census figures. Population data are regularly updated and, as such, rates published in this report may differ slightly from rates published in earlier reports.

Police expenditure data represent final figures for the calendar year (1 January - 31 December) for municipal police forces, and fiscal year (1 April - 31 March) for the Royal Canadian Mounted Police (RCMP) and provincial police forces.

As the provinces are responsible for the delivery of municipal and provincial policing services, RCMP federal policing expenditures are excluded in the calculation of provincial per capita costs (Table 6). In provinces with RCMP municipal and/or provincial policing contracts, the federal share of the policing contracts has also been excluded in the per capita cost calculation.

A major concern regarding data from this survey pertains to the scope of the expenditure data and precisely what can be considered comparable among forces. Any comparisons among forces should be done with caution as only those expenditures paid from a police department's budget are reflected in this report. As an example, for some forces and not others, accommodation costs, support and maintenance costs or costs associated with by-law

Méthodologie - Couverture

Le présent rapport est fondé sur les données recueillies dans le cadre de l'enquête annuelle de la statistique de l'administration de la police, qui est réalisée par le Centre canadien de la statistique juridique. Cette enquête est le principal outil de collecte de renseignements auprès de tous les corps de police municipaux, provinciaux et fédéraux à l'échelle nationale. D'autres renseignements ne figurant pas dans le rapport sont disponibles et peuvent être fournis pour l'établissement de rapports spéciaux ou en réponse à des demandes individuelles.

L'enquête a été révisée en 1986 en vue de recueillir des données sur les dépenses relatives aux services de police ainsi que des renseignements plus détaillés sur l'effectif policier et le fonctionnement des services de police. Comme l'ancienne enquête et la nouvelle ont été menées simultanément en 1986, on a pu examiner les effets du passage de l'une à l'autre. Une analyse des données a révélé de légères différences entre les deux enquêtes sur le plan de la répartition de l'effectif policier. Pour corriger ces différences, les données antérieures à 1986 qui figurent dans le tableau 4 ont été ajustées au niveau national.

Les données sur l'effectif policier se rapportent au nombre réel d'employés permanents travaillant à plein temps ou à temps partiel qui figurent sur la liste des employés au 30 septembre de chaque année.

Les données sur la population nationale et provinciale ont été fournies par la Division de la démographie, Statistique Canada, et représentent des estimations postcensitaires et intercensitaires. Les données sur la population municipale proviennent de la base données Quickstat du CCSJ et sont fondées sur des chiffres provenant de recensements officiels. Les données sur la population sont mises à jour régulièrement et, de ce fait, les taux publiés dans le présent rapport peuvent diverger légèrement des taux publiés dans des rapports antérieurs.

Les données sur les dépenses relatives aux services de police représentent les chiffres définitifs de l'année civile (1^{er} janvier - 31 décembre) dans le cas des services de police municipaux, et ceux de l'année financière (1^{er} avril - 31 mars) dans le cas de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et des services de police municipaux.

Comme les provinces sont chargées de la prestation des services de police municipaux et provinciaux, les dépenses au titre des services de police fédéraux assurés par la GRC ne sont pas incluses dans le calcul du coût par habitant des services provinciaux (Tableau 6). De même, dans les provinces ayant conclu des contrats de services de police municipaux et (ou) provinciaux avec la GRC, la part fédérale n'a pas été comprise dans le calcul du coût par habitant.

Une des principales préoccupations concernant les données de cette enquête a trait à la nature des renseignements sur les dépenses et aux éléments précis qui peuvent être comparés entre les services policiers. Toute comparaison entre les corps policiers doit être faite avec prudence puisque seules les données sur les frais acquittés à même les fonds prévus au budget des corps policiers figurent dans le présent rapport. Par exemple, dans certains corps policiers et non dans d'autres, il arrive parfois que

enforcement and court security are paid for by the municipality rather than the police department. Similarly, RCMP municipal contract expenditures do not include the cost of municipal employees provided at no charge to the RCMP by the municipality.

For Further Information

Inquires should be addressed to the Canadian Centre for Justice Statistics, Information & Client Services, 19th Floor, R.H. Coats Building, Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario, K1A 0T6.

Tel: (613)951-9023 or Toll Free 1-800-387-2231
FAX: (613)951-6615.

les frais de logement, frais de maintien ou de soutien, ou les coûts liés à l'application des règlements municipaux et aux services de sécurité dans les tribunaux soient assumés par la municipalité plutôt que par le corps policier. De même, les dépenses sur le chapitre des services de police municipaux assurés à contrat par la GRC ne comprennent pas les coûts liés aux employés municipaux que les municipalités fournissent sans frais à la GRC.

Renseignements supplémentaires

Toute demande de renseignements devrait être adressée à la Sous-section de l'information et des services à la clientèle, du Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.-H. Coats, Parc Tunney, Ottawa (Ontario) K1A 0T6.

Téléphone : (613) 951-9023 ou 1-800-387-2231 (sans frais);
Télécopieur : (613) 951-6615.

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1-800-267-6677. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951-9023) ou le numéro sans frais 1-800-387-2231. Pour commander, communiquer avec la Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267-6677. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases - Diffusions des Juristat récents

Catalogue 85-002

- | | |
|---------------|--|
| Vol.14 No. 5 | Impaired Driving - Canada 1992 / Conduite avec facultés affaiblies - Canada 1992 |
| Vol.14 No. 6 | Drug Use and Crime / Consommation de drogues et criminalité |
| Vol.14 No. 7 | Criminal Justice Processing of Sexual Assault Cases / L'administration de la justice pénale dans les cas d'agression sexuelle |
| Vol.14 No. 8 | Spousal Homicide / Les homicides entre conjoints |
| Vol.14 No. 9 | Wife Assault: The findings of a National Survey / Résultats d'une enquête nationale sur l'agression contre la conjointe |
| Vol.14 No. 10 | Private Policing in Canada / Rapport sur les services de police privés au Canada |
| Vol.14 No. 11 | Youth Custody in Canada, 1992-93 / Le placement sous garde des adolescents au Canada, 1992-1993 |
| Vol.14 No. 12 | The Winnipeg Family Violence Court / Le tribunal de la violence familiale à Winnipeg |
| Vol.14 No. 13 | Trends in Criminal Victimization: 1988-1993 / Tendances en matière de victimisation: 1988-1993. |
| Vol.14 No. 14 | Canadian Crime Statistics, 1993 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 15 | Homicide in Canada, 1993 / L'homicide au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 16 | Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993 |
| Vol.14 No. 17 | Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada |
| Vol.15 No. 1 | Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public |
| Vol.15 No. 2 | Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993 |
| Vol.15 No. 3 | Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |
| Vol. 15 No. 7 | Youth Custody and Probation in Canada, 1993-94 / Le placement sous garde et la probation chez les adolescents au Canada, 1993-1994 |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences - Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 - 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.

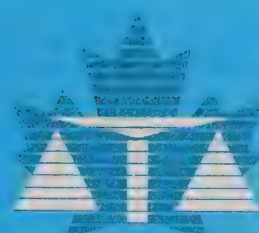




Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$5.00 per issue, \$60.00 annually
United States: US\$6.00 per issue, US\$72.00 annually
Other Countries: US\$7.00 per issue, US\$84.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 5 \$ l'exemplaire, 60 \$ par année
États-Unis : 6 \$ US l'exemplaire, 72 \$ US par année
Autres pays : 7 \$ US l'exemplaire, 84 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No. 9

Fear and Personal Safety

by Vincent F. Sacco*

Highlights

- According to the 1993 General Social Survey, one-in-four Canadians stated that they feel somewhat or very unsafe walking alone in their neighbourhoods after dark. When Canadians were asked for a general assessment of their personal safety from crime, however, the overall pattern of responses is quite positive. Fully 86% stated that they are very or somewhat satisfied with their general level of safety, while only 11% of Canadians indicated that they are very or somewhat dissatisfied.
- Women were more than four times as likely as men to say that they do or would feel somewhat or very unsafe walking alone in their area after dark, and about three times as likely to say they are very or somewhat worried when home alone in the evening or at night.
- There is mixed evidence for the view that the fear of crime is a more serious problem for the elderly. Overall, persons aged 65 and over were almost twice as likely to indicate feeling "unsafe" when walking alone in their area after dark (41%)

* Department of Sociology, Queen's University

March 1995
ISSN 0715-271X

Vol. 15, N° 9

La peur et la sécurité personnelle

par Vincent F. Sacco*

Faits saillants

- Selon l'Enquête sociale générale de 1993, un Canadien sur quatre a déclaré qu'il ne se sentait «pas très en sécurité» ou «pas du tout en sécurité» lorsqu'il marche seul dans son quartier une fois la nuit tombée. Cependant, lorsqu'on a demandé aux Canadiens s'ils étaient, de façon générale, satisfaits ou insatisfaits de leur sécurité personnelle face à la criminalité, les réponses ont été, dans l'ensemble, plutôt positives. Ainsi 86 % des Canadiens ont indiqué être très ou plutôt satisfaits de leur niveau de sécurité, alors que seulement 11 % d'entre eux ont déclaré être très ou plutôt insatisfaits.
- Les femmes sont proportionnellement plus de quatre fois plus nombreuses que les hommes à dire qu'elles ne se sentent pas très en sécurité ou pas du tout en sécurité lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier le soir (ou qu'elles éprouveraient ce sentiment si elles le faisaient); de plus, elles sont environ trois fois plus nombreuses à dire qu'elles sont très inquiètes ou un peu inquiètes lorsqu'elles sont seules chez elles en soirée ou la nuit.
- L'opinion générale selon laquelle la peur d'être victime d'un crime est un problème plus répandu chez les personnes âgées est variée. Dans l'ensemble, le pourcentage de personnes ayant déclaré ne pas se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier

* Département de sociologie, Queen's University

Mars 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada.
© Minister of Industry, Science and Technology, 1995. All rights reserved.
No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministère de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics Canada
Statistique Canada

Canada

than those aged 15 to 24 (23%). However, when older Canadians were asked questions which are more pertinent to their everyday lives, such as, being home alone in the evening or at night or assessing their general safety from crime, there is little evidence to indicate that fear increases with age. For example, while 27% of those aged 15 to 24 stated that they are "worried" when home alone in the evening, the same is true for 23% of older Canadians.

- Fear of walking alone in their area after dark was highest among victims of sexual assault (46%), followed by robbery (33%), break and enter (32%), assault, and vandalism (26% respectively), motor vehicle theft and household theft (25% respectively), and personal theft (23%).
- When Canadians were asked what precautionary measures they have ever taken to protect themselves or their property from crime, 38% said they changed their activities or avoided certain places, 32% installed new locks, 15% installed burglar alarms, 12% obtained a dog, 10% took a self-defence course, 9% changed their phone number, and 2% obtained a gun.
- Victims of sexual assault were more likely to routinely stay at home at night, or to carry something to defend themselves or to alert others, than were other victims of crime.

Introduction

It is widely recognized that the negative consequences of crime are not limited to crime victims. Many in Canadian society who have not themselves been victimized by crime fear the possibility of such an occurrence. In some cases, the fear of crime may cause people to place serious restrictions on their behaviour. Because of a concern for personal safety or the security of their property, they may be unable to take advantage of the social and cultural opportunities which their communities make available to them (Conklin, 1975). Discretionary income may be diverted away from more creative ends and towards the purchase of hardware which is intended to increase feelings of security. Under extreme circumstances, the overall effect may be a reduction in the quality of life and a slow but steady decline in the character of local communities (Skogan, 1990).

après la tombée de la nuit est presque deux fois plus élevé chez les personnes de 65 ans et plus (41 %) que chez les personnes de 15 à 24 ans (23 %). Cependant, lorsqu'on pose aux Canadiens plus âgés des questions se rapportant davantage à leur vie quotidienne (être seul chez soi en soirée ou la nuit ou sentiment général de sécurité face à la criminalité), rien ne semble vraiment démontrer que la peur augmente avec l'âge. Par exemple, tandis que 27 % des personnes âgées de 15 à 24 ans ont déclaré être inquiètes lorsqu'elles étaient seules à la maison pendant la soirée, cette situation s'appliquait aussi à 23 % des Canadiens plus âgés.

- Parmi toutes les victimes d'actes criminels, ce sont les victimes d'agression sexuelle qui sont proportionnellement les plus nombreuses (46 %) à avoir peur de marcher seules dans leur quartier après la tombée de la nuit. Viennent ensuite les victimes de vol qualifié (33 %), d'introduction par effraction (32 %), de voies de fait, et de vandalisme (26 % respectivement), de vol d'un véhicule automobile, et de vol de biens du ménage (25 % respectivement), et de vol de biens personnels (23 %).
- Lorsqu'on a demandé aux Canadiens quelles précautions ils avaient déjà prises pour se protéger ou protéger leurs biens contre des actes criminels, 38 % ont indiqué avoir changé leurs activités ou évité de fréquenter certains endroits, 32 % ont installé de nouvelles serrures, 15 % ont installé un dispositif antivol, 12 % se sont procuré un chien, 10 % ont suivi un cours d'auto-défense, 9 % ont changé de numéro de téléphone et 2 % se sont procuré une arme à feu.
- Les victimes des agressions sexuelles étaient plus aptes à demeurer systématiquement à la maison pendant la soirée, ou de porter quelque chose pour se défendre ou avertir les autres, que l'étaient les autres victimes de crimes.

Introduction

Il est généralement admis que les victimes d'actes criminels ne sont pas les seules personnes à subir les répercussions négatives de la criminalité. Au sein de la société canadienne, de nombreuses personnes n'ayant jamais été victimes d'un crime craignent cependant pour leur sécurité personnelle. Dans certains cas, cette peur peut amener des personnes à restreindre considérablement leur comportement. Parce qu'elles craignent pour leur sécurité personnelle ou pour la sécurité de leurs biens, ces personnes peuvent être incapables de profiter de ce que leur collectivité leur offre sur le plan social et culturel (Conklin 1975). Elles peuvent consacrer leur revenu discrétionnaire à l'achat de matériel susceptible d'accroître leur sentiment de sécurité, au lieu de le dépenser à des fins plus agréables. Dans les cas extrêmes, il peut s'ensuivre une diminution de la qualité de vie, ainsi qu'une baisse lente mais soutenue du caractère propre aux collectivités locales (Skogan 1990).

This Juristat employs data from two recent national surveys in order to explore the ways in which members of the Canadian public perceive and react to the problem of crime. Attention is focused on three major issues. The first relates to the nature and pervasiveness of the fear of crime. Assessments of the levels of fear in society or of who is most afraid, depend to some extent on how fear is measured (Ferraro and LaGrange, 1987; Skogan, 1993). The second issue concerns the types of factors which increase or decrease fear of crime. Two major categories of factors have been identified in the research literature. The first includes those social and demographic characteristics which may be related to feelings of vulnerability. In this respect much attention has been focused on how fear varies across categories of sex and age. The second includes personal experiences with crime and perceptions of the levels of criminal danger in the community. The final issue discussed in this Juristat relates to the measures which people adopt in response to crime and the fear of crime.

Methodology

This analysis utilizes data from Cycle 8 of the General Social Survey, and to a lesser extent, data from the Violence Against Women Survey. Both studies, conducted by Statistics Canada, allow for a detailed investigation of the nature and consequences of fear of crime in Canada.

The 1993 General Social Survey (GSS) collected information about perceptions of and experiences with crime. The survey utilized random digit dialing procedures and telephone interviews to collect information from approximately 10,000 Canadians. The sampling strategy was intended to allow generalizations to be made to the non-institutionalized population, aged 15 years or over, living in the 10 Canadian provinces.

The Violence Against Women Survey (VAWS) was funded by Health Canada in 1993. Women living in the ten Canadian provinces were interviewed by telephone about their experiences with sexual and physical violence since age 16, and about their experiences with the criminal justice system and their fear of violence. The sample of 12,300 women, which was selected using random digit dialing techniques, allows generalizations to be made to the non-institutionalized female population, aged 18 years or over, living in the 10 Canadian provinces.

The Fear of Crime

In popular usage, the term "fear" is employed to denote an emotional response to some immediate threat. Researchers, however, do not usually have access to people in the context of fear-provoking situations. For this reason, in surveys such as the 1993 GSS or the VAWS, fear is understood as a perception or an attitude rather than as an emotional

Le présent bulletin Juristat, qui est fondé sur des données tirées de deux enquêtes nationales récentes, permet d'examiner comment les Canadiens perçoivent le problème de la criminalité et comment ils y réagissent. Trois grands thèmes sont abordés, le premier étant la nature et l'ampleur du phénomène de la peur du crime. Les résultats des évaluations visant à établir les niveaux de crainte éprouvée dans la société ou à déterminer quelles sont les personnes qui sont les plus craintives dépendent, dans une certaine mesure, de la façon dont la peur est mesurée (Ferraro et LaGrange 1987; Skogan 1993). En deuxième lieu, il est question des genres de facteurs qui amplifient ou atténuent la peur d'être victime d'un crime. Les comptes rendus de recherche font état de deux grandes catégories de facteurs. La première regroupe les caractéristiques sociales et démographiques pouvant être liées à un sentiment de vulnérabilité. À cet égard, on a porté une attention spéciale à la façon dont la peur varie selon le sexe et l'âge. La seconde catégorie comprend les expériences personnelles face au crime et les perceptions quant au niveau de danger présent dans la collectivité. Le dernier thème examiné dans ce bulletin a trait, quant à lui, aux mesures prises par les personnes pour se protéger et avoir moins peur.

Méthodologie

La présente analyse est fondée sur les données du cycle 8 de l'Enquête sociale générale et, dans une moindre mesure, sur des données tirées de l'Enquête sur la violence envers les femmes. Ces deux études, qui ont été réalisées par Statistique Canada, permettent un examen détaillé de la nature et des conséquences de la peur du crime au Canada.

L'Enquête sociale générale (ESG) de 1993 visait à recueillir des données sur les perceptions au sujet de la criminalité et sur les expériences face au crime. Cette enquête téléphonique à composition aléatoire a consisté à mener des entrevues auprès d'environ 10 000 Canadiens. La stratégie d'échantillonnage devait permettre de faire des généralisations pour la population de 15 ans ou plus, excluant les pensionnaires d'établissements institutionnels, vivant dans les 10 provinces canadiennes.

L'Enquête sur la violence envers les femmes (EVEF) a été financée par Santé Canada en 1993. Des femmes vivant dans les dix provinces canadiennes ont été interviewées par téléphone au sujet des actes de violence sexuelle ou physique dont elles ont été victimes depuis l'âge de 16 ans, de leurs expériences avec le système de justice pénale et de leur peur de la violence. L'échantillon de 12 300 femmes, qui a été sélectionné à l'aide de techniques de composition aléatoire de numéros de téléphone, permet de faire des généralisations pour l'ensemble des femmes âgées de 18 ans ou plus, excluant les pensionnaires d'établissements institutionnels, vivant dans les 10 provinces canadiennes.

La peur du crime

Dans le langage courant, le terme «peur» est généralement employé pour désigner une réponse émotionnelle à une menace immédiate. Cependant, il est rare que les chercheurs puissent étudier le comportement des gens dans des situations qui provoquent la peur. C'est pourquoi, dans le cadre d'enquêtes telles que l'ESG de 1993 ou l'EVEF, la peur est considérée comme une perception ou

reaction to imminent danger. Most commonly, respondents to surveys are asked about anticipated fear or worry concerning situations in which they might or do find themselves.

Respondents to the 1993 GSS, for instance, were asked how safe they feel or would feel walking alone in their areas after dark. This question has been used in a large number of surveys in Canada (including Cycle 3 of the GSS), the United States, and Great Britain. Although other questions in the 1993 GSS asked about levels of "worry" regarding crime, this question asked about "feelings of safety" in order to facilitate comparisons with earlier studies.

Overall, the 1993 GSS found that 27% of Canadians stated that they feel somewhat or very unsafe walking alone in their neighbourhoods after dark (Table 1). This is similar to the results of the 1988 GSS at which time 25% of Canadians indicated feeling unsafe. Both in 1988 and 1993, a higher percentage described themselves as feeling very safe (40% and 32% respectively) than feeling very unsafe in such circumstances (9% and 12% respectively).

Table 1

Population 15 years and over by feelings of safety when walking alone in their neighbourhoods after dark by age and gender, Canada, 1993

Age and Gender	Total Population	Total Unsafe	Very Unsafe	Somewhat Unsafe	Reasonably Safe	Very Safe	Don't Know/ Not Stated
Âge et sexe	Population Totale	Pas en sécurité total	Pas du tout en sécurité	Pas très en sécurité	Assez en sécurité	Très en sécurité	Ne sait pas/ Non déclaré
	No.	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %	No. %
	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre
Numbers in thousands – Nombres en milliers							
Total Canada	21,644	5,744 27	2,524 12	3,220 15	8,727 40	6,843 32	331 2
15-24	3,788	874 23	290 8	583 15	1,667 44	1,237 33	-- --
25-44	9,156	2,147 23	753 8	1,393 15	3,871 42	3,091 34	47 1
45-64	5,653	1,476 26	685 12	791 14	2,310 41	1,793 32	74 1
65 and over – 65 et plus	3,047	1,247 41	794 26	453 15	878 29	722 24	199 7
Males – Masculin	10,593	1,075 10	405 4	670 6	4,331 41	5,084 48	104 1
15-24	1,934	126 7	-- --	98 5	838 43	968 50	-- --
25-44	4,559	399 9	133 3	267 6	1,836 40	2,310 51	-- --
45-64	2,801	304 11	112 4	192 7	1,171 42	1,310 47	-- --
65 and over – 65 et plus	1,300	245 19	132 10	113 9	486 37	497 38	72 6
Females – Féminin	11,051	4,670 42	2,119 19	2,551 23	4,396 40	1,759 16	227 2
15-24	1,855	748 40	262 14	486 26	829 45	269 14	-- --
25-44	4,597	1,747 39	621 14	1,126 25	2,035 44	781 17	34 1
45-64	2,852	1,173 41	574 20	599 21	1,140 40	483 17	57 2
65 and over – 65 et plus	1,747	1,002 57	662 38	340 19	392 22	226 13	128 7

-- not statistically reliable.

-- données statistiquement non fiables.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993.

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993.

une attitude, et non comme une réaction émotionnelle à un danger imminent. Le plus souvent, les participants à ces enquêtes sont questionnés au sujet de la peur ou de l'inquiétude qu'ils ressentent ou ressentiraient dans des situations où ils se trouvent ou pourraient se trouver.

Par exemple, on a demandé aux répondants de l'ESG de 1993 s'ils se sentaient (ou se sentiraient) en sécurité lorsqu'ils marchent (ou s'ils marchaient) seuls dans leur quartier une fois la nuit tombée. Cette question a été posée dans le cadre d'un grand nombre d'enquêtes menées au Canada (y compris le cycle 3 de l'ESG), aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Même si d'autres questions de l'ESG portaient sur le degré d'inquiétude face au crime, on a posé cette question ayant trait au «sentiment de sécurité» afin de faciliter les comparaisons avec des études antérieures.

Dans l'ensemble, l'ESG de 1993 montre que 27 % des Canadiens ne se sentent pas très en sécurité ou pas du tout en sécurité lorsqu'ils marchent seuls dans leur quartier une fois la nuit tombée (tableau 1). Il s'agit d'un résultat similaire à celui obtenu lors de l'ESG de 1988 où 25 % des Canadiens avaient déclaré ne pas se sentir en sécurité. Tant en 1988 qu'en 1993, le pourcentage de répondants ayant indiqué se sentir très en sécurité (40 % et 32 % respectivement) était plus élevé que le pourcentage de ceux ayant déclaré ne pas se sentir du tout en sécurité dans les mêmes circonstances (9 % et 12 % respectivement).

Tableau 1

Personnes de 15 ans et plus selon le degré de sécurité ressenti lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier une fois la nuit tombée, et selon l'âge et le sexe, Canada, 1993

One in four Canadians indicated that they feel very or somewhat worried when alone in their homes in the evening or at night (Table 2). A comparison of the extreme response categories revealed that 4% described themselves as very worried while three-quarters described themselves as not at all worried.

Un Canadien sur quatre a déclaré se sentir très inquiet ou un peu inquiet lorsqu'il est seul chez lui en soirée ou la nuit (tableau 2). Si l'on compare la première catégorie de réponses avec la dernière, on remarque que 4% des répondants se sont dit très inquiets, alors que les trois quarts d'entre eux ont déclaré n'être pas du tout inquiets.

Table 2

Population 15 years and over by level of worry when home alone in the evening or at night by age and gender, Canada, 1993

Tableau 2

Personnes de 15 ans et plus selon le degré d'inquiétude ressenti lorsqu'elles sont seules chez elles le soir, et selon l'âge et le sexe, Canada, 1993

Age and Gender Âge et sexe	Total ¹ Population	Very or Somewhat Worried		Very Worried		Somewhat Worried		Not At All Worried	
	Population totale ¹	Très inquiet(ète) ou un peu inquiet(ète)		Très inquiet(ète)		Un peu inquiet(ète)		Pas du tout inquiet(ète)	
	No. Nbre	No. Nbre	%	No. Nbre	%	No. Nbre	%	No. Nbre	%
Numbers in thousands - Nombres en milliers									
Total Canada	21,602	5,331	25	941	4	4,390	20	16,271	75
15-24	3,788	1,006	27	164	4	842	22	2,783	74
25-44	9,135	2,273	25	397	4	1,875	21	6,862	75
45-64	5,646	1,367	24	263	5	1,104	20	4,279	76
65 and over - 65 et plus	3,033	685	23	117	4	569	19	2,347	77
Males - Masculin	10,585	1,239	12	142	1	1,097	10	9,346	88
15-24	1,934	219	11	--	--	196	10	1,714	89
25-44	4,554	491	11	85	2	406	9	4,063	89
45-64	2,801	310	11	--	--	288	10	2,491	89
65 and over - 65 et plus	1,296	217	17	--	--	207	16	1,078	83
Females - Féminin	11,017	4,092	37	799	7	3,294	30	6,925	63
15-24	1,855	786	42	140	8	646	35	1,068	58
25-44	4,581	1,781	39	312	7	1,469	32	2,799	61
45-64	2,845	1,057	37	240	8	816	29	1,788	63
65 and over - 65 et plus	1,737	468	27	107	6	362	21	1,269	73

¹ Excludes Not stated/Don't know which constitutes less than 1% of total population.

¹ Ne comprend pas les réponses «Non déclaré/Ne sait pas», qui représentent moins de 1 % de la population totale.

-- not statistically reliable.

-- données statistiquement non fiables.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993.

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993.

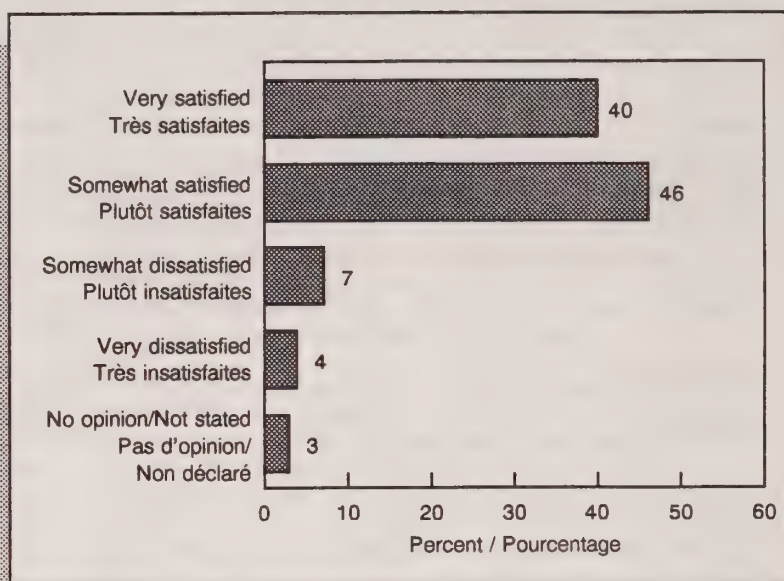
When Canadians were asked for a general assessment of their personal safety from crime, the overall pattern of responses is quite positive (Figure 1). Only 11% of Canadians stated that they are very or somewhat dissatisfied with their general level of safety while 86% indicated that they are very or somewhat satisfied.

Lorsqu'on a demandé aux Canadiens s'ils étaient, de façon générale, satisfaits ou insatisfaits de leur sécurité personnelle face à la criminalité, les réponses ont été, dans l'ensemble, plutôt positives (figure 1). Seulement 11 % des Canadiens ont déclaré être très ou plutôt insatisfaits de leur niveau de sécurité personnelle, alors que 86 % d'entre eux ont indiqué être très ou plutôt satisfaits.

Figure 1

Percentage of population 15 years and over by level of satisfaction with personal safety, Canada, 1993

Pourcentage des personnes de 15 ans et plus selon leur niveau de satisfaction quant à leur sécurité personnelle, Canada, 1993



Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

Factors Affecting Fear of Crime – Gender and Age

To a significant degree, the phrase "public fear of crime" is a misnomer since it implies that the burden of fear falls equally on the shoulders of all Canadians. However, several previous studies have shown, and the data from the GSS reaffirm, that fear is a greater problem for some in Canadian society than for others.

Two socio-demographic characteristics which have consistently been linked to the fear of crime are gender and age. Most research has shown that the fear of crime is higher for women and for the elderly than it is for men or for younger segments of the population (Fattah and Sacco, 1989).

In the case of women it has been argued that the higher level of fear results from a variety of factors including the gender-specific concern about sexual violence, a lower sense of physical strength in comparison to the typical male offender, and childhood training which stresses passivity and dependency (Gordon and Riger, 1989; Sacco, 1990; Skogan and Maxfield, 1981; Stanko, 1990). In a related way, it is claimed that the elderly are more likely to lack physical vigour, and may have fewer social supports, such as family, which might be expected to increase a sense of personal security (Fattah and Sacco, 1989; Kennedy and Silverman, 1984; Yin, 1985). In addition, it is argued, older people may worry more about their ability to recover from injury or to recover losses which they believe are

Facteurs Influant sur la peur du crime – le sexe et l'âge

L'expression «peur du public face au crime» est plutôt inadéquate puisqu'elle laisse supposer que cette peur est ressentie également par tous les Canadiens. Cependant, les données de l'ESG ont confirmé les résultats démontrés par plusieurs études antérieures, selon lesquelles la peur est un problème plus aigu pour certaines personnes que pour d'autres au sein de la société canadienne.

L'âge et le sexe sont deux caractéristiques socio-démographiques qui sont systématiquement liées à la peur du crime. La plupart des recherches ont démontré que la peur du crime est plus forte chez les femmes et les personnes âgées que chez les hommes et les segments plus jeunes de la population (Fattah et Sacco 1989).

Des chercheurs soutiennent que les femmes éprouvent une plus grande peur en raison de divers facteurs, tels que le phénomène de la violence sexuelle dirigée spécifiquement contre elles, le sentiment d'être physiquement moins fortes que le contrevenant type et le fait d'avoir reçu, dans l'enfance, une éducation encourageant la passivité et la dépendance (Gordon et Riger 1989; Sacco 1990; Skogan et Maxfield 1981; Stanko 1990). D'autres affirment que les personnes âgées sont également plus susceptibles de manquer de force physique, et qu'elles ont moins de réseaux de soutien social, comme la famille, qui pourraient accroître leur sentiment de sécurité (Fattah et Sacco 1989; Kennedy et Silverman 1984; Yin 1985). De plus, il se peut que les personnes âgées craignent davantage de ne pas pouvoir se remettre des blessures ou des pertes qu'elles risquent de subir si elles sont victimes d'un acte criminel (Warr 1984). En

likely to result from criminal victimization (Warr, 1984). In short, gender and age differences in fear have been interpreted in terms of differences in vulnerability to criminal harm (Skogan and Maxfield, 1981).

The findings from the 1993 GSS provide strong support for arguments about the significance of gender differences in the fear of crime. Overall, women were more than four times as likely as men to say that they do or would feel somewhat or very unsafe walking alone in their areas after dark (Table 1) and about three times as likely to say that they are very or somewhat worried when home alone in the evening or at night (Table 2). While the differences are less extreme, women are also less likely to indicate that they are generally satisfied with their safety from crime (Figure 2).



bref, les différences entre les sexes et les groupes d'âge quant au sentiment de peur éprouvé ont été attribuées aux différences quant à la vulnérabilité face au crime (Skogan et Maxfield 1981).

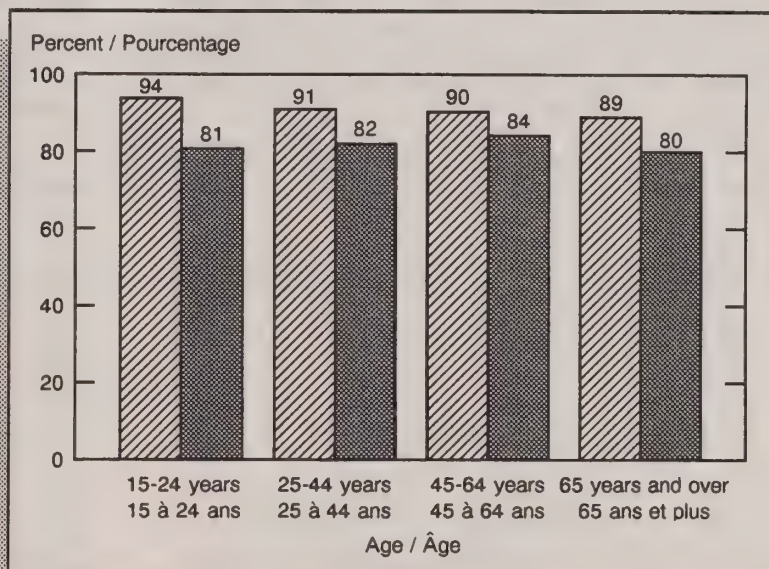
Les résultats de l'ESG de 1993 appuient fortement les arguments concernant l'importance des différences entre les sexes au chapitre de la peur du crime. Les femmes sont proportionnellement plus de quatre fois plus nombreuses que les hommes à dire qu'elles ne se sentent pas très en sécurité ou pas du tout en sécurité lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier le soir (ou qu'elles éprouveraient ce sentiment si elles le faisaient) (tableau 1); de plus, elles sont environ trois fois plus nombreuses à dire qu'elles sont très inquiètes ou un peu inquiètes lorsqu'elles sont seules chez elles le soir (tableau 2). En outre, bien que l'écart soit moins grand, la proportion de femmes ayant déclaré être généralement satisfaites de leur sécurité face à la criminalité est moins élevée (figure 2).

Figure 2

Percentage of population 15 years and over who are very or somewhat satisfied with their personal safety by age and gender

Pourcentage des personnes de 15 ans et plus qui sont très ou plutôt satisfaites de leur sécurité personnelle selon l'âge et le sexe

 Males
Hommes
 Females
Femmes



Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

With respect to age, the pattern is more complicated. The question which asked about safety alone on the street after dark yielded age differences in fear that are consistent with most previous research. In the general population, the level of fear of crime changes relatively little from ages 15 to 64. However, there is a significant increase in fear in later life (Table 1). Among Canadians 65 years or older, 41% said that they feel somewhat or very unsafe.

Overall age variations concerning the questions which asked about the level of worry when home alone in the evening or at night, and about general feelings of safety from crime suggest different

En ce qui concerne l'âge, la situation est plus complexe. La question sur le sentiment de sécurité éprouvé lorsqu'on est seul dans la rue le soir s'est traduite par des différences selon l'âge qui vont dans le même sens que les résultats de la plupart des recherches antérieures. L'intensité de la peur du crime varie peu chez les personnes de 15 à 64 ans. Cependant, on observe une augmentation importante de la peur chez les gens plus âgés (tableau 1). Ainsi, 41% des Canadiens de 65 ans ou plus ont déclaré qu'ils ne se sentaient pas très en sécurité ou pas du tout en sécurité.

Dans l'ensemble, les variations selon l'âge qui sont ressorties des questions portant sur l'inquiétude ressentie lorsqu'on est seul chez soi le soir et sur le sentiment général de sécurité face au crime pointent vers des tendances

patterns. Data relating to the former item indicate a slight decline in fear over the life-cycle (Table 2) while data derived from the latter item indicate little change across age groups (Figure 2).

The combined effects of gender and age on fear of crime require further comment. First, it should be noted that the data displayed in Tables 1 and 2 and in Figure 2 clearly illustrate that the level of fear is higher for women than it is for men in each age group for each of the three items (where comparisons can be made).

It should also be noted that there is some evidence to suggest that the effects of age on fear of crime vary substantially for men and women. Regarding the question which asked about street safety, for instance, the effect of age is more pronounced for males than for females (Table 1). Among males, the comparison of the youngest and oldest group reveals almost a threefold increase in the percentage who report feeling either very or somewhat unsafe. In contrast, the percentage of older females who report feeling somewhat or very unsafe is only about 40% greater than the youngest group. These differences reflect the fact that for women, the fear of crime is relatively high at all age levels.

Among males, a similar effect is evident for the item which asks about the level of worry when home alone in the evening or at night (Table 2). For Canadian males between the ages of 15 and 64, 11% indicate that they are very or somewhat worried in this circumstance. Among Canadian males 65 years of age or over, however, 17% indicate a level of worry. Among females, the pattern is reversed. The highest percentage indicating some level of worry is found in the youngest age group and the relative number providing this type of response declines in later life. Elderly women (who are most likely to find themselves at home alone in the evening) are less likely than any other group of women to express worry. As in the case of the other fear measures, women's fear at any age level exceeds male fear by a wide margin.

More generally it is important to ask why these measures seem to reveal variable patterns of fear among the elderly. It has been suggested that for a variety of reasons relating to health, finances and general lifestyle, elderly people do not often walk alone in their area after dark. As a result, questions which ask older Canadians about their feelings of safety in this situation are essentially irrelevant to the day-to-day realities of the elderly and thus may be inadequate measures of elderly fear (LaGrange and Ferraro, 1987). However, when older Canadians are asked questions which are more pertinent to their everyday lives (being home alone in the evening or assessing their general safety from crime) there is no strong evidence to indicate that ageing is in itself a strong risk factor for fear of crime.

différentes. Les données tirées de la première question indiquent une légère diminution de la peur au cours du cycle de la vie (tableau 2), alors que les données provenant de la deuxième question montrent peu de variation entre les groupes d'âge (figure 2).

Il convient d'examiner davantage les effets combinés du sexe et de l'âge sur la peur du crime. Premièrement, à cet égard, on remarque que les données présentées aux tableaux 1 et 2 ainsi qu'à la figure 2 illustrent clairement que les femmes ont plus peur que les hommes dans chaque groupe d'âge et pour chaque question (lorsque des comparaisons peuvent être établies).

On peut également observer que l'effet de l'âge sur la peur du crime varie considérablement pour les hommes et les femmes. Si l'on prend la question sur la sécurité éprouvée dans la rue, par exemple, l'effet de l'âge est plus prononcé pour les hommes que pour les femmes (tableau 1). Lorsqu'on compare les jeunes hommes avec les plus âgés, on constate que le pourcentage de répondants ayant déclaré qu'ils ne se sentaient pas très en sécurité ou pas du tout en sécurité est presque trois fois plus élevé chez les hommes âgés. Par contre, le pourcentage de femmes âgées ayant déclaré éprouver ce sentiment est supérieur de seulement 40 % au pourcentage affiché par les femmes les plus jeunes. Ces différences dénotent le fait que pour les femmes, la peur du crime est relativement forte à tous les âges.

Chez les hommes, on observe un effet similaire pour la question portant sur l'inquiétude ressentie lorsqu'on est seul chez soi le soir ou la nuit (tableau 2). Parmi les hommes âgés de 15 à 64 ans, 11 % ont indiqué être très inquiets ou un peu inquiets lorsqu'ils se trouvent dans cette situation. Chez les hommes de 65 ans ou plus, cependant, ce pourcentage s'établit à 17 %. Dans le cas des femmes, la tendance est inversée. Le pourcentage le plus élevé de femmes ayant déclaré se sentir inquiètes est associé au groupe d'âge le plus jeune; de plus, le nombre relatif de femmes fournissant ce genre de réponse diminue avec les années. Les femmes âgées (qui sont probablement plus susceptibles de se retrouver seules chez elles le soir) se disent moins inquiètes que celles des autres groupes d'âge. Comme dans le cas des autres mesures de la peur, la proportion de femmes qui éprouvent de la peur, peu importe le groupe d'âge, est beaucoup plus élevée que celle des hommes.

De façon plus générale, il importe de se demander pourquoi ces mesures de la peur semblent révéler des tendances différentes chez les personnes âgées. À cet égard, on a avancé l'hypothèse que, pour diverses raisons liées à l'état de santé, au revenu et au mode de vie en général, les personnes âgées n'ont pas souvent à marcher seules dans la rue le soir. Par conséquent, les questions que l'on pose aux personnes âgées concernant leur sentiment de sécurité dans cette situation sont essentiellement sans rapport avec leurs réalités quotidiennes et peuvent donc constituer des mesures inadéquates de la peur de ces personnes (LaGrange et Ferraro 1987). Cependant, lorsqu'on leur pose des questions se rapportant davantage à leur vie quotidienne (être seul chez soi en soirée ou sentiment général de sécurité face à la criminalité), rien ne semble vraiment démontrer que le fait d'être âgé soit en lui-même un important facteur lié à la peur de crime.

Overall these data indicate that the fear of crime is a more significant problem for women than for men, irrespective of age or how fear is measured. There is considerably less evidence to support any general conclusions about fear of victimization among the elderly. While there is some evidence to support the view that fear of crime increases with age, this effect seems most pronounced among males and when people are asked about hypothetical situations rather than about the realities of their everyday lives.

Fear and the Threat of Crime

Undoubtedly, the fear of crime is also influenced by personal experiences and by perceptions of the environment which threaten danger. People who have been the victims of crime or who live in areas which they perceive to have high rates of crime may feel that they are at greater risk and as a result they may be more likely to express anxieties about their safety (Fattah and Sacco, 1989; Skogan and Maxfield, 1981).

Figure 3 illustrates the relationship between recent victimization (those occurring in the 12 months prior to the survey) and the fear of crime. Concerning feelings of safety when walking alone in their area after dark, victims of sexual assault, and to a lesser degree victims of robbery and break and enter, are most likely to express feelings of fear. For other

Dans l'ensemble, ces données montrent que la peur du crime est un problème plus aigu pour les femmes que pour les hommes, peu importe le groupe d'âge ou la façon dont la peur est mesurée. Par contre, il est beaucoup plus difficile, à partir de ces données, de tirer des conclusions générales au sujet de la peur de la victimisation chez les personnes âgées. Bien que les données montrent que la peur du crime augmente avec l'âge, ce phénomène semble plus prononcé chez les hommes et chez les personnes interrogées sur des situations hypothétiques plutôt que sur les réalités de leur vie quotidienne.

La peur et la menace du crime



Il ne fait aucun doute que les expériences personnelles et le sentiment que le milieu est menaçant influent également sur la peur du crime. Les personnes ayant été victimes d'un acte criminel ou celles qui vivent dans un quartier où, selon elles, le taux de criminalité est élevé peuvent avoir l'impression de courir un plus grand danger et être donc plus susceptibles d'exprimer de la peur pour leur sécurité (Fattah et Sacco 1989; Skogan et Maxfield 1981).

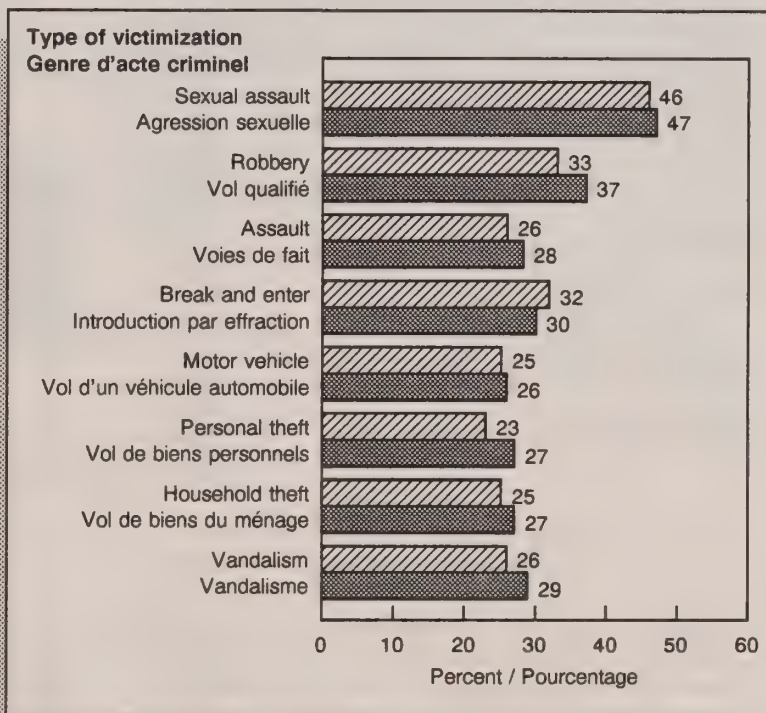
La figure 3 illustre le lien entre les expériences de victimisation récentes (ceux qui ont eu lieu au cours des douze mois qui ont précédé l'enquête) et la peur du crime. Les victimes d'agression sexuelle et, dans une moindre mesure, les victimes de vol qualifié et d'introduction par effraction, sont proportionnellement les plus nombreuses à avoir peur lorsqu'elles marchent seules le soir dans leur

Figure 3

Percentage of population 15 years and over who have been victimized by feeling unsafe walking alone in their area after dark and by feeling worried when home alone in evening by type of victimization

Pourcentage des personnes de 15 ans et plus qui ont été victimes d'un acte criminel selon le degré de sécurité ressenti lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier après la tombée de la nuit et le degré d'inquiétude éprouvé lorsqu'elles sont seules chez elles le soir, et selon le genre d'acte criminel

-  Percent very or somewhat unsafe when walking alone after dark
 Pourcentage de personnes qui ne se sentent pas très en sécurité ou pas du tout en sécurité lorsqu'elles marchent seules le soir
-  Percent very or somewhat worried when home alone in evening
 Pourcentage de personnes qui sont très inquiètes ou un peu inquiètes lorsqu'elles sont seules chez elles le soir



Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

victim categories, the expressed level of fear is close to the national average. Worry about safety while home alone in the evening or at night is also most marked among victims of sexual assault, robbery and break and enter, while for other victim categories, deviations from the national average are much smaller.

It is not only direct experience with crime which promotes concerns about personal safety, however. Much of what Canadians learn about crime comes to them from more vicarious sources such as the newsmedia, personal observations and conversations with friends or co-workers (Wachs, 1988).

In bigger cities, for instance, rates of both personal and household crimes are higher than in less urban places (Kong, 1994; Sacco et al. 1993). Figure 4 indicates that urban Canadians are almost twice as likely as rural Canadians to report that they feel very or somewhat unsafe walking alone in their areas after dark (29% as opposed to 15%).

quartier. Dans les autres catégories de victimes, le pourcentage de personnes ayant exprimé de la peur se situe près de la moyenne nationale. Chez les personnes qui sont inquiètes lorsqu'elles sont seules chez elles le soir, ce sont les victimes d'agression sexuelle, de vol qualifié et d'introduction par effraction qui sont proportionnellement les plus nombreuses, alors que pour les autres catégories de victimes, les écarts par rapport à la moyenne nationale sont beaucoup plus faibles.

Toutefois, ce ne sont pas uniquement les expériences personnelles qui peuvent accroître l'inquiétude pour sa sécurité. Ce que les Canadiens apprennent au sujet de la criminalité provient en grande partie de sources indirectes, comme les médias, des observations personnelles et des conversations avec des amis ou des collègues de travail (Wachs 1988).

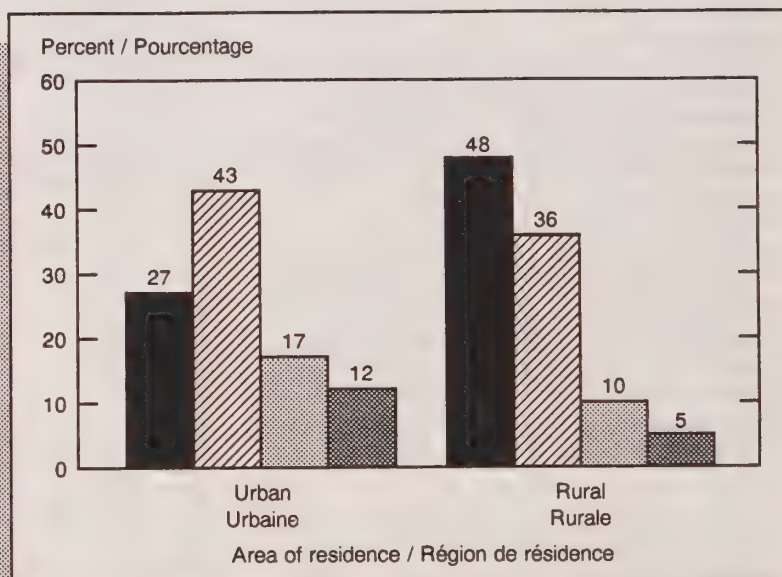
Dans les grandes villes, par exemple, les taux de crimes contre les personnes et contre les ménages sont plus élevés que dans les localités moins urbanisées (Kong 1994; Sacco et coll. 1993). La figure 4 montre que le pourcentage de citoyens ayant déclaré qu'ils ne se sentaient pas très en sécurité ou pas du tout en sécurité lorsqu'ils marchent seuls le soir dans leur quartier est presque deux fois plus élevé que le pourcentage correspondant pour les habitants des régions rurales (29 % contre 15 %).

Figure 4

Percentage of population 15 years and over by feelings of safety when walking alone in their neighbourhoods after dark by urban and rural residence, Canada, 1993

Pourcentage des personnes de 15 ans et plus selon le degré de sécurité ressenti lorsqu'elles marchent seules le soir dans leur quartier et selon la région de résidence (urbaine ou rurale), Canada, 1993

- Very safe
Très en sécurité
- Reasonably safe
Assez en sécurité
- Somewhat unsafe
Pas très en sécurité
- Very unsafe
Pas du tout en sécurité



Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993

Respondents to the 1993 GSS were asked two questions which were intended to assess their perceptions of crime in the local environment. One question asked whether they thought crime in their neighbourhoods had increased, decreased or remained the same "during the last five years". Another question

Les participants à l'ESG de 1993 ont répondu à deux questions visant à évaluer leurs perceptions quant à la criminalité dans leur milieu. À l'une de ces questions, ils devaient indiquer si, selon eux, le nombre d'actes criminels commis dans leur quartier avait augmenté, s'il avait diminué ou s'il était demeuré à peu près le même «au cours des cinq

asked whether they thought their neighbourhood had a higher, lower, or about the same amount of crime as other areas of Canada.

Tables 3 and 4 show the relationship between Canadians' perceptions of neighbourhood crime and the fear of crime. It is clear that those who perceive the crime situation to be worsening are more likely to be concerned about their personal safety than are those who believe that crime levels have improved or remained the same. Approximately one-third of those who believe that local crime had increased reported feeling very or somewhat unsafe walking alone in their area after dark as compared to 17% of those who believed that the local crime level had decreased and 18% of those who thought that it had remained the same (Table 3). Similarly, 31% of those who perceived increases in neighbourhood crime reported being very or somewhat worried when home alone in the evening or at night, as compared to 16% of those who perceived a decrease and 19% of those who did not think the level of neighbourhood crime had changed (Table 4).

Table 3

Population 15 years and over by feelings of safety walking alone in their area after dark by perceptions of crime in their neighbourhoods, Canada, 1993

	Total Population	Total Unsafe	Very Unsafe	Somewhat Unsafe	Reasonably Safe	Very Safe	Dont know/ Not Stated
Perception of Crime	Population Totale	Pas en sécurité total	Pas du tout en sécurité	Pas très en sécurité	Assez en sécurité	Très en sécurité	Ne sait pas/ Non-déclaré
La perception du niveau de criminalité	No. Nbre	No. Nbre %	No. Nbre %	No. Nbre %	No. Nbre %	No. Nbre %	No. Nbre %

Numbers in thousands – Nombres en milliers

**Change in Neighbourhood Crime –
Variation du niveau de criminalité
dans le quartier**

Increased – Augmentation	9,888	3,338 34	1,515 15	1,823 18	4,260 43	2,199 22	91 1
Decreased – Diminution	799	139 17	65 8	74 9	279 35	369 46	-- --
Same – Même	9,297	1,718 18	680 7	1,038 11	3,644 39	3,796 41	138 1
Don't know/Not Stated – Ne sait pas/ Non déclaré	1,660	549 33	263 16	286 17	544 33	479 29	89 5

**Neighbourhood Crime Rate Compared
To Other Areas In Canada –
Taux de criminalité du quartier par
rapport aux autres quartiers au Canada**

Higher – Plus élevé	2,166	1,009 47	517 24	492 23	863 40	284 13	-- --
About the Same – Semblable	6,179	2,087 34	899 15	1,189 19	2,609 42	1,394 23	88 1
Lower – Plus faible	12,370	2,312 19	928 8	1,385 11	4,998 40	4,897 40	162 1
Don't know/Not Stated – Ne sait pas/ Non déclaré	929	335 36	180 19	155 17	256 28	268 29	70 8

-- not statistically reliable.

-- données statistiquement non fiables.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993.

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993.

dernières années». Pour l'autre question, ils devaient indiquer s'ils croyaient que le nombre d'actes criminels commis dans leur quartier, comparativement à d'autres régions du Canada, était plus élevé, à peu près le même ou moins élevé.

Les tableaux 3 et 4 montrent le lien entre, d'une part, les perceptions des Canadiens quant à la criminalité dans leur quartier et, d'autre part, la peur du crime. Manifestement, les personnes qui croient que la criminalité a augmenté sont plus susceptibles d'être inquiètes pour leur sécurité personnelle que celles qui pensent que la criminalité a diminué ou est restée la même. Environ le tiers des personnes qui croient que la criminalité a augmenté dans leur quartier ont déclaré qu'elles ne se sentent pas très en sécurité ou pas du tout en sécurité lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier le soir, comparativement à 17 % de celles qui sont d'avis que la criminalité a diminué et à 18 % des personnes croyant qu'elle n'a pas changé (tableau 3). De même, 31 % des personnes qui croient que la criminalité a augmenté dans leur quartier ont déclaré être très inquiètes ou un peu inquiètes lorsqu'elles sont seules chez elles le soir ou la nuit, comparativement à 16 % de celles qui pensent que la criminalité a diminué et à 19 % de celles qui sont d'avis qu'elle n'a pas changé (tableau 4).

Tableau 3

Personnes de 15 ans et plus selon le degré de sécurité ressenti lorsqu'elles marchent seules dans leur quartier après la tombée de la nuit et la perception du niveau de criminalité dans leur quartier, Canada, 1993

Table 4

Population 15 years and over by level of worry when home alone in the evening or at night by perceptions of crime in neighbourhood, Canada 1993

	Total Population	Very or Somewhat Worried	Very Worried	Somewhat Worried	Not At All Worried
Perception of Crime	Population totale	Très inquiet(ète) ou un peu inquiet(ète)	Très inquiet(ète)	Un peu inquiet(ète)	Pas du tout inquiet(ète)
	No.	No. %	No. %	No. %	No. %
La perception du niveau de criminalité	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre

Numbers in thousands – Nombres en milliers

**Change in Neighbourhood Crime –
Variation de la criminalité dans le quartier**

Increased – Augmentation	9,888	3,040	31	565	6	2,475	25	6,836	69
Decreased – Diminution	799	131	16	--	--	112	14	666	83
Same – Même	9,297	1,778	19	275	3	1,503	16	7,507	81
Don't know/Not Stated – Ne sait pas/Non déclaré	1,660	381	23	82	5	299	18	1,262	76

**Neighbourhood Crime Compared To Other
Areas in Canada –
Criminalité dans le quartier par rapport aux autres
quartiers au Canada**

Higher – Plus élevée	2,166	799	37	196	9	603	28	1,366	63
About the same – Semblable	6,179	1,813	29	317	5	1,496	24	4,349	70
Lower – Plus faible	12,370	2,519	20	371	3	2,148	17	9,842	80
Don't know/Not Stated – Ne sait pas/Non déclaré	929	199	21	56	6	143	15	714	77

-- not statistically reliable.

-- données statistiquement non fiables.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993.

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993.

Similar patterns are observed when Canadians were asked to compare their neighbourhood crime rate to other areas in Canada. As indicated in Table 3, those who believed local crime to be higher than in other areas of Canada were three times more likely to report feeling very unsafe when walking alone in their area after dark than were those who perceived the neighbourhood rate to be comparatively lower (24% as compared to 8%). In a similar way, those who perceive local levels as higher are three times more likely to report being very worried when home alone in the evening or at night than those who believe the local rate to be lower (9% as compared to 3%).

The effects of victimization, urban residence, and perceptions of neighbourhood crime are consistent in suggesting that the fear of crime is a rational response to experiences which have threatened safety or to environments in which people believe themselves to be at greater risk.

Tableau 4

Personnes de 15 ans et plus selon le degré d'inquiétude ressenti lorsqu'elles sont seules chez elles le soir et la perception du niveau de criminalité dans leur quartier, Canada, 1993

	Total Population	Very or Somewhat Worried	Very Worried	Somewhat Worried	Not At All Worried
Perception of Crime	Population totale	Très inquiet(ète) ou un peu inquiet(ète)	Très inquiet(ète)	Un peu inquiet(ète)	Pas du tout inquiet(ète)
	No.	No. %	No. %	No. %	No. %
La perception du niveau de criminalité	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre	Nbre

Numbers in thousands – Nombres en milliers

**Change in Neighbourhood Crime –
Variation de la criminalité dans le quartier**

Increased – Augmentation	9,888	3,040	31	565	6	2,475	25	6,836	69
Decreased – Diminution	799	131	16	--	--	112	14	666	83
Same – Même	9,297	1,778	19	275	3	1,503	16	7,507	81
Don't know/Not Stated – Ne sait pas/Non déclaré	1,660	381	23	82	5	299	18	1,262	76

**Neighbourhood Crime Compared To Other
Areas in Canada –
Criminalité dans le quartier par rapport aux autres
quartiers au Canada**

Higher – Plus élevée	2,166	799	37	196	9	603	28	1,366	63
About the same – Semblable	6,179	1,813	29	317	5	1,496	24	4,349	70
Lower – Plus faible	12,370	2,519	20	371	3	2,148	17	9,842	80
Don't know/Not Stated – Ne sait pas/Non déclaré	929	199	21	56	6	143	15	714	77

-- not statistically reliable.

-- données statistiquement non fiables.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993.

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993.

Des tendances similaires sont observables lorsqu'on demande aux Canadiens de comparer le taux de criminalité de leur quartier avec celui d'autres régions du Canada. Le tableau 3 montre que, comparativement aux personnes qui sont d'avis que la criminalité de leur quartier est plus faible, les personnes qui croient que la criminalité est plus élevée dans leur quartier qu'ailleurs au Canada sont proportionnellement trois fois plus nombreuses à avoir déclaré ne pas se sentir du tout en sécurité lorsqu'elles marchent seules dans les rues le soir (24 % contre 8 %). Il en va de même pour les personnes qui sont inquiètes lorsqu'elles sont seules chez elles le soir ou la nuit; elles sont proportionnellement trois fois plus nombreuses chez les personnes qui croient que la criminalité est plus élevée dans leur quartier que chez celles qui pensent qu'elle est plus faible (9 % contre 3 %).

La victimisation, le fait de vivre en région urbaine et les perceptions quant à la criminalité dans le quartier sont des facteurs qui suggèrent tous que la peur du crime est une réponse rationnelle à des expériences qui ont menacé la sécurité ou à un environnement au sein duquel les personnes pensent courir un plus grand risque.

Precautionary Behaviour

How do Canadians manage the risks associated with crime? Respondents to the 1993 GSS were asked whether they had ever taken one or more of seven specific measures to protect themselves or their property from crime. Table 5 indicates that the taking of such measures is widespread. Most common are changes to routine activities and efforts to avoid certain places (38%) and the installation of new locks (32%). In response to crime, it is less common for Canadians to install a burglar alarm (15%), obtain a dog (12%), take a self-defence course (10%), change their telephone number (9%) or obtain a gun (2%).

Table 5

Population 15 year and over by measures ever taken to protect person or property from crime and by gender, age and household income, Canada, 1993

	Changed Activities or Avoided Certain Places	Installed New Locks	Installed Burglar Alarms	Obtained A Dog	Taken Self-Defence Course	Changed Phone Number	Obtained A Gun
	Changer d'activités ou éviter certains endroits	Poser de nouvelles serrures	Installer un dispositif antivol	Se procurer un chien	Suivre un cours d'auto-défense	Changer de numéro de téléphone	Se procurer une arme à feu
	%	%	%	%	%	%	%
Total Population – Population totale	38	32	15	12	10	9	2
Gender – Sexe							
Male – Masculin	33	32	16	11	11	7	3
Female – Féminin	44	33	14	14	9	11	1
Age – Âge							
15-24	43	23	11	12	17	10	1
25-44	42	35	16	14	11	11	2
45-64	36	36	17	14	7	9	3
65 and over – 65 et plus	25	30	15	6	3	3	2
Household Income – Revenu du ménage							
Under \$15 000 – Moins de 15 000\$	38	26	9	11	9	13	2
\$15 000-29 999\$	36	31	13	11	7	10	1
\$30 000-39 999\$	38	33	12	13	10	10	2
\$40 000-59 999\$	40	35	16	13	10	8	2
\$60 000 and over – 60 000\$ et plus	44	40	22	15	14	8	2

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993.

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993.

Mesures de protection

Comment les Canadiens font-ils face aux risques associés au crime? Les répondants de l'ESG de 1993 devaient indiquer s'ils avaient déjà pris l'une ou l'autre des sept mesures énoncées pour se protéger ou protéger leurs biens du crime. Le tableau 5 indique que de telles mesures sont prises couramment. Les plus fréquentes consistent à changer ses habitudes ou à éviter de fréquenter certains endroits (38%), ainsi qu'à installer de nouvelles serrures (32%). Pour se prémunir contre le crime, il est moins courant pour les Canadiens d'installer un dispositif antivol (15%), de se procurer un chien (12%), de suivre un cours d'auto-défense (10%), de changer de numéro de téléphone (9%) ou de se procurer une arme à feu (2%).

Tableau 5

Personnes de 15 ans et plus selon les mesures déjà prises pour se protéger ou protéger ses biens, et selon le sexe, l'âge et le revenu du ménage, Canada, 1993

Le tableau 5 décrit également le lien entre ces mesures de protection et les deux caractéristiques qui sont étroitement associées à la peur du crime, soit le sexe et l'âge. L'écart le plus important entre les personnes des deux sexes est observable pour la mesure de protection la plus souvent citée. Quarante-quatre pour cent des femmes, contre 33 % des hommes, ont déclaré avoir changé leurs activités ou avoir adopté un comportement d'évitement. Bien que l'écart soit plus faible, les femmes sont également plus nombreuses à

also more likely to report changing their telephone numbers. For the remaining items, the differences are marginal and suggest no clear tendency for males or females to take precautionary measures.

Regarding age, the data in Table 5 provide no evidence that older Canadians are most likely to engage in precautionary behaviour. For four of these items, (changing activities, taking a self-defence course, changing telephone number and obtaining a dog) it is the members of the oldest age group who were least likely to report engaging in the behaviours in question. This pattern is made more interesting by the unbounded reporting period. Since respondents were asked if they had "ever" taken this measure, older Canadians might be expected to report measures more often, simply because the period of time during which they could have done so is greater.

For the item relating to obtaining a gun, there is little change across the life cycle. The installation of new locks and burglar alarms is least frequently reported by the youngest age group, with little apparent variation among those over age 24.

How individuals react to crime may very much depend on the resources which are available to them since many kinds of measures entail direct or indirect financial costs. This is most obvious in the case of burglar alarms, new locks or other kinds of security hardware which are intended to "harden targets". However, even the attempt to change routine behaviours or avoid particular locations may prove costly if, for example, people believe it necessary to take taxis rather than walk to their destinations.

Table 5 describes the relationship between security precautions ever taken and household income. For the first five items listed in the table, the trend is for these measures to be least frequently taken by those in the lowest income groups and most frequently taken by those in the highest income groups. Concerning changing telephone numbers, the data show a marginal downward trend as household income increases. Again, there is little variation in responses to the item which asked about obtaining a gun.

Respondents to the 1993 GSS were also asked about precautions which they routinely take to make themselves safer from victimization (Table 6). Of these precautions, Canadians were most likely to say that they would lock their doors for safety when alone in a car (54%), check the backseat of a car for intruders before getting in (46%), and plan their route with safety in mind (46%). They were least likely to say that they carry something for protection (12%) or stay home at night because they are afraid to go out alone (14%). Table 7 describes the relationship between recent victimization experience and the taking of routine measures to increase safety from crime. Two sets of relationships appear particularly

avoir changé de numéro de téléphone. Pour les autres mesures de protection, les écarts sont minimes et ne laissent entrevoir aucune tendance claire pour les hommes ou les femmes.

En ce qui concerne l'âge, les données du tableau 5 ne montrent aucunement que les personnes âgées sont plus susceptibles de prendre des mesures de précaution. Pour quatre des mesures étudiées (changer d'activités, suivre un cours d'auto-défense, changer de numéro de téléphone et se procurer un chien), ce sont les membres du groupe le plus âgé qui sont proportionnellement les moins nombreux à avoir pris ces mesures. Cette observation est encore plus intéressante du fait que la période de référence est illimitée. Comme les répondants devaient indiquer s'ils avaient «déjà» pris ces mesures, on aurait pu s'attendre à ce que les personnes plus âgées aient déclaré ces mesures plus souvent, tout simplement parce que la période de temps où elles auraient pu le faire est plus longue.

Pour la mesure consistant à se procurer une arme à feu, on observe peu de changement au cours du cycle de vie. Ce sont les membres du groupe le plus jeune qui ont le moins souvent déclaré avoir posé de nouvelles serrures ou installé un dispositif antivol, tandis que les écarts sont faibles entre les groupes de plus de 24 ans.

La façon dont les personnes se prémunissent contre le crime peut dépendre considérablement des ressources dont elles disposent, puisque nombre de ces mesures entraînent des coûts financiers directs ou indirects. Ces coûts sont des plus évidents dans le cas de l'installation de dispositifs antivol, de nouvelles serrures ou d'autres genres de dispositifs de sécurité visant le «renforcement des cibles». Cependant, même les efforts pour changer ses habitudes ou éviter de fréquenter certains endroits peuvent entraîner des coûts si, par exemple, la personne pense qu'il est nécessaire pour elle de prendre le taxi plutôt que marcher jusqu'à sa destination.

Le tableau 5 décrit le lien entre les mesures de sécurité déjà prises et le revenu du ménage. On remarque que les cinq premières mesures énoncées dans le tableau sont prises moins souvent par les personnes à faible revenu et plus souvent par celles ayant les revenus les plus élevés. Dans le cas de la mesure consistant à changer de numéro de téléphone, les données montrent une faible tendance à la baisse à mesure que le revenu du ménage augmente. Là encore, on observe peu de variation pour la mesure consistant à se procurer une arme à feu.

Les répondants de l'ESG de 1993 ont également été interrogés au sujet des précautions qu'ils prennent systématiquement pour éviter d'être victimes d'un acte criminel (tableau 6). Les précautions prises le plus souvent par les Canadiens sont les suivantes: verrouiller les portières lorsqu'ils sont seuls dans leur automobile (54 %); vérifier si aucun intrus ne se trouve à l'arrière de la voiture avant d'y monter (46 %); déterminer son trajet en fonction de sa sécurité (46 %). Par ailleurs, les précautions prises le moins souvent par les Canadiens sont d'emporter quelque chose pour se défendre (12 %) et de rester chez soi le soir par peur de sortir seul (14 %). Le tableau 7 décrit le lien entre le fait d'avoir été récemment victime d'un acte criminel et le fait de prendre systématiquement des précautions pour se

strong. First, victims of sexual assault are consistently most likely to report taking the measure in question, especially staying at home in the evening. Second, carrying something for protection or to alert other people appears to be strongly affected by victimization experiences of any type.

protéger. Deux ensembles de liens semblent particulièrement forts. Premièrement, le pourcentage de victimes d'agression sexuelle est toujours le plus élevé pour toutes les précautions, surtout rester chez soi le soir. Deuxièmement, le fait d'emporter quelque chose pour se défendre ou donner l'alerte semble être étroitement lié au fait d'avoir subi un acte criminel, de quelque nature qu'il soit.

Table 6

Population 15 and over by measures routinely taken to increase safety from crime and by gender, age, and satisfaction with safety, Canada 1993

Tableau 6

Personnes de 15 ans et plus selon les mesures prises systématiquement pour se sentir plus en sécurité, et selon le sexe, l'âge et le degré de satisfaction quant à la sécurité, Canada, 1993

	Lock Doors For Safety When Alone In Car	Check Backseat For Intruders	Plan Route With Safety In Mind	Stay Home At Night	Carry Something to Defend Yourself Or Alert Other People
	Verrouiller les portières lorsque seul dans l'automobile	Vérifier à l'arrière s'il y a un intrus	Déterminer son trajet en fonction de la sécurité	Rester chez soi le soir	Emporter quelque chose pour se défendre ou donner l'alerte
	%	%	%	%	%
Total population - Population totale	54	46	46	14	12
Gender - Sexe					
Males - Masculin	40	33	33	3	7
Satisfied - Satisfaits	39	32	33	2	6
Dissatisfied - Insatisfaits	60	50	48	20	14
No Opinion - Sans opinion	44	34	27	--	--
Don't know/Not stated - Ne sait pas/Non-déclaré	--	--	--	--	--
Females - Féminin	68	58	58	24	17
Satisfied - Satisfaites	68	58	57	17	16
Dissatisfied - Insatisfaites	74	63	69	60	27
No Opinion - Sans opinion	54	63	52	49	--
Don't know/Not stated - Ne sait pas/Non-déclaré	21	--	--	16	--
Age - Âge					
15-24	51	41	44	12	19
Satisfied - Satisfaits	50	39	42	7	17
Dissatisfied - Insatisfaits	60	57	66	49	38
No Opinion - Sans opinion	--	--	--	--	--
Don't know/Not stated - Ne sait pas/Non-déclaré	--	--	--	--	--
25-44	55	49	47	13	12
Satisfied - Satisfaits	53	47	45	8	11
Dissatisfied - Insatisfaits	75	63	64	43	23
No Opinion - Sans opinion	55	54	44	--	--
Don't know/Not stated - Ne sait pas/Non-déclaré	--	--	--	--	--
45-64	58	49	48	12	10
Satisfied - Satisfaits	56	47	47	8	9
Dissatisfied - Insatisfaits	78	65	64	46	20
No Opinion - Sans opinion	--	--	--	--	--
Don't know/Not stated - Ne sait pas/Non-déclaré	--	--	--	--	--
65 and over - 65 et plus	50	38	40	22	7
Satisfied - Satisfaits	51	39	41	17	7
Dissatisfied - Insatisfaits	50	39	49	71	--
No Opinion - Sans opinion	48	42	42	--	--
Don't know/Not stated - Ne sait pas/Non-déclaré	--	--	--	--	--

-- nil or zero. -- néant ou zéro.

-- not statistically reliable. -- données statistiquement non fiables.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993.

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993.

Table 7

Population 15 years and over by routine measures taken to increase safety from crime by victim status, Canada, 1993

	Lock Doors For Safety When Alone In Car	Check Backseat For Intruders	Plan Route With Safety In Mind	Stay Home At Night	Carry Something to Defend Yourself Or Alert Other People
	Verrouiller les portières lorsque seul dans l'automobile	Vérifier à l'arrière s'il y a un intrus	Déterminer son trajet en fonction de la sécurité	Rester chez soi le soir	Emporter quelque chose pour se défendre ou donner l'alerte
	%	%	%	%	%
Total non-victimized population – Population totale non victimisée	54	45	46	14	10
Sexual Assault – Agression sexuelle	59	56	67	30	30
Robbery – Vol qualifié	41	46	43	--	21
Assault – Voies de fait	54	54	48	14	22
Break & Enter – Introduction par effraction	60	50	48	15	16
Theft/Motor Vehicle – Vol/véhicule automobile	62	52	46	14	17
Theft/Personal – Vol/Biens personnels	59	52	45	11	20
Theft/Household – Vol/biens du ménage	56	51	49	14	16
Vandalism – Vandalisme	67	50	52	11	18

– not statistically reliable.

– données statistiquement non fiables.

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993.

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993.

Women responding to the Violence Against Women Survey were asked some of these same questions. Those who indicated that they carried something for protection (26%) were asked to specify the nature of the object (Table 8). They were most likely to indicate that they carry keys for this purpose, for instance between their fingers with the sharp ends pointing out (56%). Sizeable minorities also stated that they carry whistles or noisemakers (23%) or knives or sharp objects (19%). As Table 8 shows, except in the case of whistles/noisemakers, there are no strong differences between urban and rural women.

For all of the items described in Table 6, the data suggest rather sizeable differences in rates between men and women. In all cases, women were considerably more likely than men to indicate that they routinely take these measures. The most significant difference is found with the most restrictive measure – staying home at night because of fear. Women were eight times more likely than men to say that they routinely do this (24% versus 3%).

Tableau 7

Personnes de 15 ans et plus selon les mesures prises systématiquement pour se sentir plus en sécurité et le genre d'acte criminel subi, Canada, 1993

Les participantes à l'Enquête sur la violence envers les femmes ont répondu à des questions du même genre. Les femmes ayant déclaré qu'elles emportaient quelque chose pour se protéger devaient en préciser la nature (tableau 8). La majorité d'entre elles ont indiqué qu'elles emportaient des clés à cette fin (56 %) (le poing étant fermé, le bout pointu des clés dépasse entre les doigts). Un nombre appréciable d'entre elles ont également répondu qu'elles emportaient un sifflet ou une alarme sonore (23 %), ou encore un couteau ou un objet pointu (19 %). Comme le montre le tableau 7, l'écart est faible entre les femmes des régions urbaines et celles des régions rurales, sauf dans le cas des sifflets et des alarmes sonores.

Pour toutes les précautions décrites au tableau 6, les données montrent des différences assez importantes entre les hommes et les femmes. Dans tous les cas, le pourcentage de femmes ayant déclaré prendre systématiquement ces mesures est considérablement plus élevé. L'écart le plus prononcé est observable pour la précaution la plus restrictive, soit rester chez soi le soir par peur de sortir seul. Cette précaution est prise par huit fois plus de femmes que d'hommes (24 % contre 3 %).

Table 8

Women 18 years and over who carry something for personal protection by urban/rural residence, Canada, 1993

	Keys		Whistles/ Noisemakers		Knife/ Sharp Object		Blunt/ Heavy Object		Mace/ Spray		Purse		Other	
	Clés		Sifflet/ Alarme sonore		Couteau/ Objet pointu		Objet lourd/ contondant		Gaz incapacitant/ Aérosol		Sac à main		Autre	
	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%	No.	%
	Nbre		Nbre		Nbre		Nbre		Nbre		Nbre		Nbre	
Numbers in thousands – Nombres en milliers														
Canada	1,507	56	623	23	505	19	259	10	200	7	152	6	21	1
Urban – Urbaine	1,257	56	543	24	408	18	206	9	158	7	115	5	17	1
Rural – Rurale	246	52	79	17	95	20	53	11	42	9	37	8	--	--

– not statistically reliable.

– données statistiquement non fiables.

Source: Violence Against Women Survey, Statistics Canada, 1993.

Source: Enquête sur la violence envers les femmes, Statistique Canada, 1993.

The relationships involving these measures and age are less consistent. With respect to the item relating to carrying something for protection, the frequency of the behaviour declines with advancing age. In regard to the three other items (locking car doors, checking the backseat for intruders, and planning travel routes with safety in mind) the precautionary behaviours were least frequently reported by members of the youngest and oldest age groups. Finally, concerning the item which asked about staying at home out of fear, there is little difference among non-elderly age groups. However, those 65 years of age or older were almost twice as likely as those who are younger to report this behaviour.

Given the findings relating to gender, and in some cases, age, it is reasonable to expect that a relationship exists between other factors related to fear of crime and the taking of routine precautions. Table 9 describes the relationships involving these behaviours and perceptions of neighbourhood crime. In general, those who believe the crime rate to be higher in their neighbourhoods than other areas of Canada are more likely to take precautions than are those who perceive the local crime level as comparatively lower. The effect is especially strong for the item which asks about staying home alone at night.

Table 9 also indicates that for all of the items except one, Canadians who perceive increases in local crime are more likely to take precautionary measures than are those who perceive decreases. However, caution is necessary in interpreting data relating to perceptions of crime. With respect to the locking of car doors and the checking of the backseat for intruders, for instance, many people may judge

Tableau 8

Femmes de 18 ans et plus qui emportent quelque chose pour se protéger selon la région de résidence (urbaine ou rurale) Canada, 1993

Les liens entre ces précautions et l'âge sont moins constants. En ce qui touche le fait d'emporter quelque chose pour se défendre, la fréquence de déclaration diminue avec l'âge. Pour trois autres précautions (verrouiller les portières de l'automobile, vérifier si un intrus se cache à l'arrière de l'automobile et déterminer son trajet en fonction de sa sécurité), ce sont les membres du groupe le plus jeune et ceux du groupe le plus âgé qui affichent la fréquence de déclaration la plus faible. Enfin, pour ce qui est de rester chez soi le soir par peur de sortir, on observe peu d'écart entre les groupes d'âge, si l'on exclut les personnes âgées. Cependant, la proportion de personnes de 65 ans ou plus qui ont déclaré ce comportement est presque deux fois plus élevée par rapport aux autres groupes d'âge.

Étant donné les résultats obtenus concernant le sexe et, dans certains cas, l'âge, on peut s'attendre à ce qu'il existe un lien entre, d'une part, d'autres facteurs liés à la peur du crime et, d'autre part, le fait de prendre systématiquement des précautions. Le tableau 9 décrit le lien entre ces comportements et la perception quant à la criminalité dans le quartier. En général, les personnes qui croient que le taux de criminalité est plus élevé dans leur quartier que dans les autres régions du Canada sont proportionnellement plus nombreuses à prendre des précautions que celles qui pensent que la criminalité est moindre dans leur quartier. Ce lien est particulièrement fort dans le cas de la précaution consistant à rester chez soi le soir.

Le tableau 9 montre également que, pour toutes les précautions sauf une, les Canadiens qui croient que la criminalité augmente dans leur quartier sont proportionnellement plus nombreux à prendre des précautions que ceux qui pensent qu'elle diminue. Il convient toutefois de faire preuve de prudence dans l'interprétation des données sur les perceptions quant à la criminalité. Par exemple, dans le cas des deux précautions consistant à verrouiller les portières

Table 9

Population 15 years and over by measures routinely taken to increase safety from crime and by perceptions of neighbourhood crime, Canada 1993

	Lock Doors For Safety When Alone In Car	Check Backseat For Intruders	Plan Route With Safety In Mind	Stay Home At Night	Carry Something to Defend Yourself Or Alert Other People
Perception of Crime					
La perception du niveau de criminalité	Verrouiller les portières lorsque seul dans l'automobile	Vérifier à l'arrière s'il y a un intrus	Déterminer son trajet en fonction de la sécurité	Rester chez soi le soir	Emporter quelque chose pour se défendre ou donner l'alerte
	%	%	%	%	%
Total population – Population totale	54	46	46	14	12
Level of Crime in Neighbourhood Compared To Other Areas in Canada – Criminalité dans le quartier par rapport aux autres quartiers au Canada					
Higher – Plus élevée	57	46	50	24	19
About the Same – Semblable	57	48	47	16	13
Lower – Plus faible	53	45	45	10	11
Don't know/Not Stated – Ne sait pas/Non déclaré	48	38	41	18	10
Changes In Neighbourhood Crime In Last Five Years – Variation de la criminalité dans le quartier au cours des cinq dernières années					
Increased – Augmentation	60	49	49	17	14
Decreased – Diminution	49	38	43	13	14
Remained The Same – Même	50	43	43	9	10
Don't know/Not Stated – Ne sait pas/Non déclaré	49	44	43	19	11

Source: General Social Survey, Statistics Canada, 1993.

Source: Enquête sociale générale, Statistique Canada, 1993.

these actions as prudent irrespective of the settings in which they find themselves. Also, knowledge about perceptions of whether crime is rising or falling may really tell us little about how Canadians feel about crime, in the absence of knowledge about the magnitude of those rates. Very low rates which are rising may not be of much concern while very high rates that are falling may offer little solace.

Table 6 also allows for a more direct assessment of the relationship between the concern for personal safety and precautionary behaviour. Overall, those who are less satisfied with their safety are more likely to engage in each of the routine precautionary behaviours. It is noteworthy that dissatisfaction with safety has a more pronounced effect on the precautionary behaviour of men than of women. This is, in

Tableau 9

Personnes de 15 ans et plus selon les mesures prises systématiquement pour se sentir plus en sécurité et la perception quant au niveau de criminalité dans leur quartier, Canada, 1993

de l'automobile et à vérifier si un intrus se cache à l'arrière, nombre de personnes peuvent considérer qu'il s'agit de mesures de prudence, peu importe où elles se trouvent. De plus, le fait de savoir si les Canadiens pensent que la criminalité augmente ou diminue ne permet pas nécessairement de déterminer les sentiments des Canadiens face à la criminalité, si l'on ignore l'ampleur réelle de la criminalité. Si les taux de criminalité sont très faibles, leur augmentation peut être peu préoccupante, alors que la diminution de taux par ailleurs très élevés peut n'être qu'une maigre consolation.

Le tableau 6 permet également une évaluation plus directe du lien entre la crainte pour sa sécurité personnelle et l'adoption de mesures de précaution. Dans l'ensemble, les personnes qui sont peu satisfaites de leur sécurité sont plus susceptibles d'adopter systématiquement les précautions énoncées. Il convient de prendre note que l'insatisfaction quant à sa sécurité a une incidence plus prononcée sur le comportement des hommes que sur celui des femmes.

part, because women are generally more likely to be dissatisfied with their safety and to take precautionary measures. Dissatisfaction also appears to have less effect on precautionary behaviour for the elderly than the non-elderly.

Conclusion

Significant numbers of Canadians are likely to express concern for personal safety when they were asked about some specific situations (such as walking alone in their neighbourhoods after dark) in which they may or may not regularly find themselves. However, it appears that Canadians are generally satisfied with their safety from crime.

The fear of crime appears to be a more significant problem for some Canadians than for others. In particular, the following appear more anxious about the threat of crime: women, victims of particular types of crime, those who perceive their neighbourhoods as having higher or escalating crime rates, and urbanites. While there is some evidence to support the popular view that the fear of crime is a particular problem for the elderly, the case is not a strong one.

Canadians report adopting a wide range of precautionary behaviours in response to fear of victimization. Consistent with findings regarding perceptual measures of fear, these behaviours are, in general, more likely to be reported by women and those who perceive higher local crime levels. It also appears to be the case that the tendency to engage in precautionary behaviour increases with the economic resources of households. In general, elderly Canadians are not more likely to adopt these behaviours.

Contrary to what is sometimes argued, it does not appear that Canadians are "gripped by fear". Nor does it seem reasonable to maintain that the distribution of fear and precautionary behaviours suggest irrationality. Canadians are more likely to express concerns about safety and to act on these concerns when they are physically vulnerable, when they have had recent experiences with serious crimes, and when they live in areas which they perceive as more dangerous.

References

- Conklin, J.E.
1975 *The Impact of Crime*. New York: Macmillan Publishing Co.
- Ferraro, K.F. and R.L. LaGrange
1987 "The Measurement of Fear of Crime." *Sociological Inquiry*. 57: 70-101
- Fattah, E.A. and V.F. Sacco
1989 *Crime and Victimization of the Elderly*. New York: Springer-Verlag.

Cela est attribuable, en partie, au fait que les femmes sont généralement plus insatisfaites de leur sécurité et plus susceptibles de prendre des précautions. L'insatisfaction semble également avoir moins d'incidence sur le comportement des personnes âgées que sur celui des autres personnes.

Résumé

Un nombre important de Canadiens ont exprimé une certaine crainte pour leur sécurité personnelle dans certaines situations (par exemple, lorsqu'ils marchent seuls le soir dans leur quartier) où ils peuvent ou non se trouver régulièrement. Cependant, il semble que les Canadiens soient généralement satisfaits de leur sécurité personnelle face au crime.

La peur du crime semble constituer un problème plus aigu pour certaines personnes que pour d'autres, qui ressentent davantage la menace de la criminalité; il s'agit notamment des femmes, des victimes de certains genres d'actes criminels, des personnes qui croient que la criminalité augmente dans leur quartier ou qu'elle y est plus élevée qu'ailleurs, ainsi que des citadins. Bien que certaines données viennent étayer le point de vue largement répandu que la peur du crime est un problème touchant particulièrement les personnes âgées, elles ne permettent pas de l'affirmer de façon catégorique.

Les Canadiens disent adopter diverses précautions parce qu'ils ont peur d'être victimes d'un acte criminel. Selon les résultats obtenus concernant les mesures de la perception, ces comportements sont généralement déclarés par une plus grande proportion de femmes et de personnes qui croient que la criminalité est plus élevée dans leur quartier. Il semble également que la tendance à prendre des précautions augmente en fonction des ressources financières des ménages. En général, les personnes âgées ne sont pas proportionnellement plus nombreuses à adopter ces comportements.

Contrairement à ce que certains prétendent, il ne semble pas que les Canadiens soient «tenaillés par la peur», pas plus qu'il n'est fondé d'affirmer que les personnes qui ont peur et adoptent des mesures de précaution font preuve d'irrationalité. Les Canadiens sont plus susceptibles de craindre pour leur sécurité et de prendre des mesures appropriées, s'ils sont physiquement vulnérables, s'ils ont récemment été victimes d'un acte criminel grave et s'ils vivent dans un quartier qu'ils considèrent plus dangereux que les autres.

Bibliographie

- Conklin, J.E.
1975 *The Impact of Crime*. New York: Macmillan Publishing Co.
- Ferraro, K.F. and R.L. LaGrange
1987 «The Measurement of Fear of Crime.» *Sociological Inquiry*. 57: 70-101
- Fattah, E.A. and V.F. Sacco
1989 *Crime and Victimization of the Elderly*. New York: Springer-Verlag.

- Gordon, M.T. and S. Riger
1989 *The Female Fear*. New York: The Free Press.
- Kennedy, L.W. and R.A. Silverman
1984 "Significant Others and Fear of Crime Among the Elderly." *International Journal of Aging and Human Development*. 20: 241-256.
- Kong, R.
1994 "Urban/Rural Crime in Canada". *Juristat Service Bulletin*. 14.7, Canadian Centre for Justice Statistics, Statistics Canada, 1994.
- LaGrange, R.L. and K.F. Ferraro
1987 "The Elderly's Fear of Crime." *Research on Aging*. 9: 372-391.
- Sacco, V.F.
1990 "Gender, Fear and Victimization: A Preliminary Application of Power-Control Theory." *Sociological Spectrum*. 10: 485-506.
- Sacco, V.F., H. Johnson and R. Arnold
1993 "Urban-Rural Residence and Criminal Victimization." *Canadian Journal of Sociology*. 18: 433-453.
- Skogan, W.G. and M.G. Maxfield
1981 *Coping With Crime*. Beverly Hills: Sage Publications.
- Skogan, W.G.
1990 *Disorder and Decline*. New York: The Free Press.
- Skogan, W.E.
1993 "The Various Meanings of Fear." in W. Bilsky, C. Pfeiffer and P. Wetzels (eds.) *Fear of Crime and Criminal Victimization*. Stuttgart: Ferdinand Enke Verlag.
- Stanko, E.
1990 *Everyday Violence: How Men and Women Experience Sexual and Physical Danger*. London: Pandora.
- Wachs, E.
1988 *Crime Victim Stories*. Bloomington Ind.: Indiana University Press.
- Warr, M.
1984 "Fear of Victimization: Why Are Women and the Elderly More Afraid?" *Social Science Quarterly*. 65: 681-702.
- Yin, P.
1985 *Victimization of the Aged*. Springfield Ill.: Charles C. Thomas.

- Gordon, M.T. and S. Riger
1989 *The Female Fear*. New York: The Free Press.
- Kennedy, L.W. and R.A. Silverman
1984 "Significant Others and Fear of Crime Among the Elderly." *International Journal of Aging and Human Development*. 20: 241-256.
- Kong, R.
1994 "La victimisation en milieu urbain et rural au Canada" *Bulletin de Service Juristat*. 14.7, Centre Canadien de la statistique juridique, Statistique Canada, 1994.
- LaGrange, R.L. and K.F. Ferraro
1987 "The Elderly's Fear of Crime." *Research on Aging*. 9: 372-391.
- Sacco, V.F.
1990 "Gender, Fear and Victimization: A Preliminary Application of Power-Control Theory." *Sociological Spectrum*. 10: 485-506.
- Sacco, V.F., H. Johnson and R. Arnold
1993 "Urban-Rural Residence and Criminal Victimization." *Canadian Journal of Sociology*. 18: 433-453.
- Skogan, W.G. and M.G. Maxfield
1981 *Coping With Crime*. Beverly Hills: Sage Publications.
- Skogan, W.G.
1990 *Disorder and Decline*. New York: The Free Press.
- Skogan, W.E.
1993 "The Various Meanings of Fear." dans W. Bilsky, C. Pfeiffer et P. Wetzels (éds.) *Fear of Crime and Criminal Victimization*. Stuttgart: Ferdinand Enke Verlag.
- Stanko, E.
1990 *Everyday Violence: How Men and Women Experience Sexual and Physical Danger*. London: Pandora.
- Wachs, E.
1988 *Crime Victim Stories*. Bloomington Ind.: Indiana University Press.
- Warr, M.
1984 "Fear of Victimization: Why Are Women and the Elderly More Afraid?" *Social Science Quarterly*. 65: 681-702.
- Yin, P.
1985 *Victimization of the Aged*. Springfield Ill.: Charles C. Thomas.

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1-800-267-6677. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951-9023) ou le numéro sans frais 1-800-387-2231. Pour commander, communiquer avec la Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267-6677. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents

Catalogue 85-002

- | | |
|---------------|--|
| Vol.14 No. 6 | Drug Use and Crime / Consommation de drogues et criminalité |
| Vol.14 No. 7 | Criminal Justice Processing of Sexual Assault Cases / L'administration de la justice pénale dans les cas d'agression sexuelle |
| Vol.14 No. 8 | Spousal Homicide / Les homicides entre conjoints |
| Vol.14 No. 9 | Wife Assault: The findings of a National Survey / Résultats d'une enquête nationale sur l'agression contre la conjointe |
| Vol.14 No. 10 | Private Policing in Canada / Rapport sur les services de police privés au Canada |
| Vol.14 No. 11 | Youth Custody in Canada, 1992-93 / Le placement sous garde des adolescents au Canada, 1992-1993 |
| Vol.14 No. 12 | The Winnipeg Family Violence Court / Le tribunal de la violence familiale à Winnipeg |
| Vol.14 No. 13 | Trends in Criminal Victimization: 1988-1993 / Tendances en matière de victimisation: 1988-1993. |
| Vol.14 No. 14 | Canadian Crime Statistics, 1993 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 15 | Homicide in Canada, 1993 / L'homicide au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 16 | Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993 |
| Vol.14 No. 17 | Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada |
| Vol.15 No. 1 | Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public |
| Vol.15 No. 2 | Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993 |
| Vol.15 No. 3 | Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |
| Vol.15 No. 7 | Youth and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994 |
| Vol.15 No. 8 | Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993 |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'"American National Standard for Information Sciences" – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue, US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 10 \$ l'exemplaire, 90 \$ par année
États-Unis : 12 \$ US l'exemplaire, 108 \$ US par année
Autres pays : 14 \$ US l'exemplaire, 126 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No. 10

Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada

Jennifer Chard*

Highlights

- The 1993 police-reported crime rate represented a 5% drop below 1992 and the largest year-to-year decrease in the crime rate since crime statistics were first collected in 1962. The average yearly increase in *Criminal Code* crime between 1984 and 1993 was 2%.
- For the first time in the past fifteen years, the reported violent crime rate decreased (0.2%) in 1993. Between 1984 and 1993, the violent crime rate averaged 5% growth annually.
- The 1993 police-reported property crime rate, which dropped by 6% below 1992, was the lowest rate observed since 1989. The average annual increase in the property crime rate between 1984 and 1993 was less than 1% (0.3%).
- In the two years in which the General Social Survey was conducted, 1988 and 1993, criminal victimization rates were the same. In both years, 24% of Canadians were victims of at least one crime or attempted crime.

* *Integration and Analysis Program*

June 1995

ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1995. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Vol. 15, N° 10

Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada

Jennifer Chard*

Faits saillants

- En 1993, le taux de crimes déclarés par la police était de 5% inférieur à celui de 1992. Il s'agit de la plus importante diminution en un an du taux de criminalité depuis le début de la compilation de statistiques sur la criminalité, en 1962. En moyenne, l'augmentation annuelle des crimes prévus par le Code criminel entre 1984 et 1993 était de 2 %.
- Pour la première fois au cours des dernières quinze années, le taux de crimes violents déclarés a subi une diminution (0,2 %), en 1993. Entre 1984 et 1993, le taux de crimes violents connaissait une hausse moyenne de 5 % par année.
- En 1993, le taux de crimes contre les biens déclarés par la police, qui a connu une diminution de 6 % par rapport à 1992, était le moins élevé depuis 1989. L'augmentation annuelle moyenne du taux de crimes contre les biens entre 1984 et 1990 était moins de 1 % (0,3 %).
- Au cours des deux années pendant lesquelles l'Enquête sociale générale s'est déroulée, soit 1988 et 1993, les taux de victimisation étaient les mêmes. Au cours de ces deux années, 24 % des Canadiens avaient été victimes d'au moins un crime ou tentative de crime.

* *Programme de l'intégration et de l'analyse*

Juin 1995

ISSN 0715-271X

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministère de l'Industrie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics Canada
Statistique Canada

Canada

- Most persons charged with crimes in 1993 were under 35 years of age and male. Victims of crime also tended to be younger; furthermore, those with the highest rates of criminal victimization were likely to live in urban areas, frequently participate in evening activities, and use alcohol and/or drugs.
- Between 1986-87 and 1993-94, the total number of youths sentenced to custody increased by 41%. However, because shorter custodial dispositions have become more common in recent years, the number of youths in custodial facilities rose by only 21% in the same period. On an average day in 1993-94, there were 4,921 young offenders in custodial facilities across Canada.
- The total adult correctional caseload increased by 31% between 1989-90 and 1993-94. On any given day during 1993-94, an average of 154,106 offenders were under the supervision of correctional agencies. Most of these offenders were either under probation supervision (66%) or serving custodial sentences (18%). An additional 12% were on parole or other forms of conditional release.
- Government spending on the justice system reached \$9.57 billion in 1992-93. Consistent with the rise in government spending in other areas, justice expenditures in 1992-93 represented a current dollar increase of 34% and a constant dollar (inflation adjusted) increase of 13% over 1988-89.
- En 1993, la plupart des personnes accusées étaient des hommes âgés de moins de 35 ans. Les victimes de crimes avaient aussi tendance à être plus jeunes. En outre, les personnes dont le taux de victimisation était le plus élevé étaient plus susceptibles de vivre dans une agglomération urbaine, de participer fréquemment à des activités en soirée et de consommer de l'alcool ou de la drogue.
- Entre 1986-1987 et 1993-1994, le nombre total de jeunes condamnés à une peine s'est accru de 41 %. Toutefois, étant donné que les peines plus courtes sont plus courantes au cours des dernières années, le nombre de jeunes détenus n'a augmenté que de 21 % pendant la même période. En 1993-1994, au cours d'une journée moyenne, il y avait 4 921 jeunes contrevenants détenus dans des établissements au Canada.
- Le nombre total de cas adultes du secteur correctionnel a augmenté de 31 % entre 1989-1990 et 1993-1994. Tous les jours, en 1993-1994, en moyenne 154 106 contrevenants étaient sous la surveillance d'organismes correctionnels. La plupart de ces contrevenants étaient sous probation (66 %) ou purgeaient une peine de détention. En outre, 12 % des contrevenants étaient en liberté conditionnelle ou une autre forme de liberté sous condition.
- Les dépenses du gouvernement à l'égard du système judiciaire ont atteint 9,57 milliards de dollars en 1992-1993. Tout comme les dépenses gouvernementales ont augmenté dans d'autres secteurs, les dépenses en matière de justice en 1993-1994 représentent une augmentation de 34 % en dollars courants et une augmentation de 13 % en dollars constants (corrigés de l'inflation) en 1988-1989.

Introduction

This Juristat provides an overview and summary of data released by the Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) in 1994. The primary focus of this report is crime in 1993, with trend comparisons for the period 1984 - 1993. Criminal victimization rates, victim and offender characteristics, and youth crime are also highlighted, followed by statistics on youth courts and youth custody, adult courts, legal aid, and adult corrections. The most recent data available on justice expenditures and personnel are reviewed as well.

For a complete list of surveys used to obtain the information presented herein, please refer to the **Methodology** section of this Juristat.

Throughout this paper, an attempt was made to compare data across similar reference periods and across similar variable ranges. However, in some cases, this was not possible due to differences in collection methodologies and data availability.

Introduction

Le présent Juristat comprend un aperçu et un sommaire des données diffusées par le Centre canadien de la statistique juridique en 1994. Le présent rapport porte principalement sur la criminalité en 1993 et présente une comparaison des tendances à partir des données recueillies de 1984 à 1993. On porte une attention particulière aux taux de victimisation, aux caractéristiques des victimes et des contrevenants, et à la criminalité chez les jeunes; suivent ensuite des statistiques sur les tribunaux de la jeunesse et la détention des jeunes, les tribunaux pour adultes, l'aide juridique et les services correctionnels pour adultes. Finalement, le présent document comprend un examen des données les plus récentes sur les dépenses en matière de justice et d'effectif.

Pour obtenir une liste complète des enquêtes menées afin d'obtenir l'information ci-après, veuillez consulter la section intitulée **Méthode** du présent document.

Tout au long du présent document, on a tenté de comparer les données à d'autres périodes de référence semblables et à des étendues de variables semblables. Toutefois, dans certains cas, il était impossible de faire de telles comparaisons à cause de la différence des méthodes de cueillette et de la disponibilité des données.

Police Reported Crime

According to the Uniform Crime Reporting Survey (UCR), a total of 2,736,096 *Criminal Code* offences¹ were reported to the police in 1993. The 1993 crime rate of 9,516 incidents per 100,000 population represented a 5% drop below 1992 and the largest year-to-year decrease in the crime rate since crime statistics were first collected in 1962.

While year-to-year decreases in the police-reported crime rate were also observed in 1984, 1988, 1989, and 1992, the crime rate in Canada has, in fact, increased over the past decade. In 1993, the crime rate was 14% higher than in 1984. The average yearly increase in crime between 1984 and 1993 was 2%.

Historically, crime rates across Canada are lowest in the Atlantic provinces and rise from east to west, with rates in the two territories being the highest. Between

¹ Excludes *Criminal Code* traffic offences.

Crimes déclarés par la police

Selon le programme de Déclaration uniforme de la criminalité (DUC), un total de 2 736 096 infractions prévues par le *Code criminel*¹ ont été déclarées par la police en 1993. Le taux de 1993 de 9 516 affaires par 100 000 habitants, représente une diminution de 5 % comparativement aux données de 1992. Il s'agit de la réduction la plus importante en un an du taux de criminalité depuis qu'on a commencé à recueillir des statistiques en 1962.

Bien que des diminutions annuelles du taux de crimes déclarés par la police aient aussi été enregistrées en 1984, 1988, 1989 et 1992, le taux de criminalité au Canada a, en réalité, augmenté au cours de la dernière décennie. En 1993, le taux de criminalité était de 14 % plus élevé qu'en 1984. L'augmentation annuelle moyenne de la criminalité entre 1984 et 1993 était de 2 %.

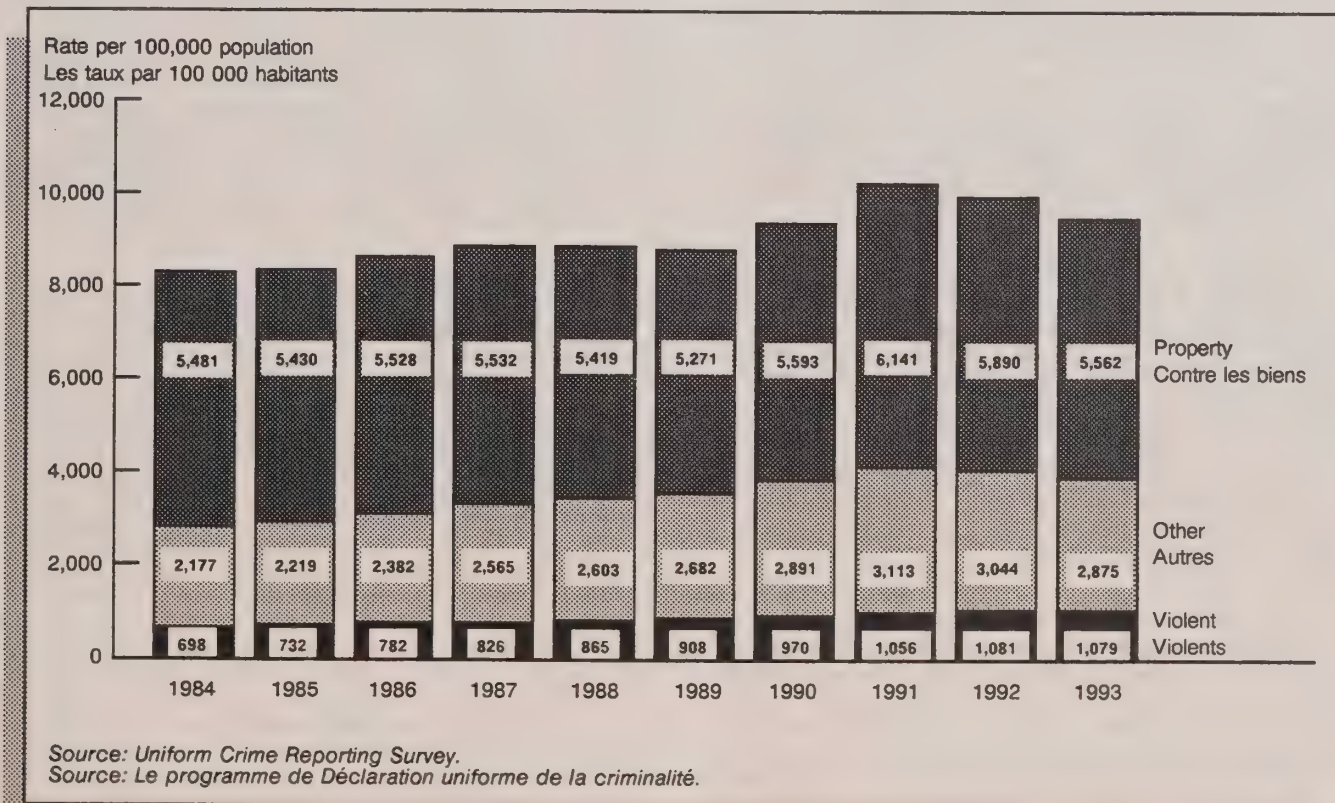
Traditionnellement, les taux de criminalité au Canada sont moins élevés dans les provinces de l'Atlantique et augmentent graduellement à mesure qu'on avance vers l'ouest.

¹ Ne comprend pas les infractions routières prévues par le *Code criminel*.

Figure 1

Police-reported Criminal Code crime rates per 100,000 population, 1984 to 1993

Les taux des crimes déclarés par la police, au *Code criminel*,
pour 100 000 habitants, 1984 à 1993



1992 and 1993, all of the provinces and territories followed the national trend and experienced a decline in crime rate except for the Yukon (+7%), Manitoba (+4%), and New Brunswick (+2%). Substantial decreases in crime rates were observed in Newfoundland (-10%), Alberta (-10%), and Nova Scotia (-9%).

Violent crime

Crimes of violence as a proportion of all *Criminal Code* offences have increased steadily over the past decade. Violent crimes (such as homicide, assault, sexual assault, robbery, and abduction) accounted for 11% of all police-reported crime in 1993, compared with 8% in 1984. The violent crime rate also increased steadily between 1984 and 1993, averaging 5% growth annually. Overall, the rate of police-reported violent crime was 55% higher in 1993 than in 1984. In contrast to the long-term trend, however, the violent crime rate decreased slightly between 1992 and 1993, dropping from 1,081 to 1,079 incidents per 100,000 population (Figure 1, Table 1).

As indicated in the sections which follow, much of the rise in violent crime over the past decade may be attributed to increased reporting of minor assaults, both physical and sexual².

Homicide

Homicide, which traditionally comprises a very small proportion of crime in Canada, accounted for only 0.2% of all violent incidents and just 0.02% of all *Criminal Code* incidents reported by police in 1993. According to the Homicide Survey, there were 630 homicides in 1993, or 2.2 homicides per 100,000 population (Table 1). As in previous years, the Canadian homicide rate was less than one-quarter the rate of the United States (9.5 per 100,000 population).

The rate of homicide in Canada has fluctuated somewhat since national homicide statistics were first collected in 1961. This rate increased from 1.3 homicides per 100,000 population in 1961 to a peak of 3.0 in 1975, then declined to 2.4 in 1980. It has remained relatively stable since then, ranging between 2.1 and 2.7 homicides per 100,000 population. The 1993 homicide rate of 2.2 per 100,000 population was 15% lower than the rate in 1992 (2.6 per 100,000 population) and represented the third largest year-to-year rate decrease since 1961.

² It should be noted that police-reported rates of assault and sexual assault may have been influenced over the past decade by changing attitudes towards the seriousness of these crimes and by the subsequent increase in willingness on the part of victims to report offences to the authorities (for further information, please refer to the section of this Juristat entitled *Crime as Reported in Victimization Surveys*).

Les taux de criminalité sont les plus élevés dans les territoires. De 1992 à 1993, toutes les provinces et tous les territoires ont suivi la tendance nationale et ont connu une diminution des taux de criminalité sauf au Yukon (+7%), au Manitoba (+4%) et au Nouveau-Brunswick (+2%). On a observé une diminution considérable des taux de criminalité à Terre-Neuve (-10%), en Alberta (-10%) et en Nouvelle-Écosse (-9%).

Crimes de violence

Parmi les infractions prévues au *Code criminel*, les crimes de violence ont augmenté régulièrement au cours de la dernière décennie. Les crimes de violence (tels l'homicide, les voies de fait, les agressions sexuelles, les vols qualifiés et les enlèvements) représentent 11% de tous les crimes déclarés par la police en 1993, comparativement à 8% en 1984. Entre 1984 et 1993, le taux de crimes de violence a aussi connu une hausse moyenne régulière de 5% par année. Dans l'ensemble, le taux de crimes de violence déclarés par la police était de 55% plus élevé en 1993 qu'en 1984. Contrairement à la tendance à long terme, le taux de crimes de violence a légèrement diminué de 1992 à 1993 (1 081 affaires et 1 079 affaires respectivement par 100 000 habitants) (figure 1, tableau 1).

Comme l'indiquent les sections ci-après, une bonne partie de l'augmentation des crimes de violence au cours de la dernière décennie peut être attribuée à la hausse du nombre de déclarations de voies de fait simples (y compris les agressions sexuelles)².

Homicide

L'homicide représente traditionnellement une très petite partie de la criminalité au Canada. Il ne représente que 0,2% de tous les crimes de violence et seulement 0,02% de toutes les affaires prévues au *Code criminel* déclarées par la police en 1993. Selon l'Enquête sur les homicides, il y a eu 630 homicides au Canada en 1993, soit 2,2 homicides par 100 000 habitants (tableau 1). Comme par les années précédentes, le taux d'homicide au Canada représente moins du quart du taux d'homicide aux États-Unis (9,5 par 100 000 habitants).

Le taux d'homicide au Canada a quelque peu fluctué depuis que des statistiques nationales ont commencé à être recueillies au Canada, en 1961. Le taux d'homicide a augmenté de 1,3 homicides par 100 000 habitants en 1961, jusqu'à un sommet de 3,0 homicides en 1975. Le taux d'homicide a ensuite diminué à 2,4 par 100 000 habitants en 1980 et est demeuré relativement stable depuis, allant de 2,1 à 2,7 homicides par 100 000 habitants. Le taux d'homicide de 1993 de 2,2% par 100 000 habitants est de 15% moins élevé que le taux de 1992 (2,6 par 100 000 habitants) et représente la troisième plus grande diminution annuelle des taux depuis 1961.

² Il est à remarquer que les taux de voies de fait et d'agressions sexuelles déclarés par la police ont peut-être été influencés au cours de la dernière décennie par la modification des attitudes concernant la gravité de ces crimes et par l'augmentation subséquente de la volonté chez la victime de déclarer des infractions aux autorités (pour de plus amples informations, veuillez consulter la section du présent Juristat intitulée *Crimes déclarés dans le cadre d'enquêtes sur la victimisation*).

In 1993, shootings comprised 31% of homicides where the cause of death was known, down from 34% in 1992 and 36% in 1991 (handguns in particular accounted for 14% of homicides, down from 18% in 1992 and 1991). An additional 31% of homicides resulted from stabbings, 19% from beatings, 12% from strangulation/suffocation, and 7% from other methods (for example, arson or poisoning).

Non-sexual assault

Assault is the most frequently reported category of violent crime in Canada. Accounting for 77% of violent offences and 9% of all *Criminal Code* offences reported to the UCR, there were 238,470 incidents of assault in 1993. This represented a rate of 829 incidents per 100,000 population (Table 1). Rates of this type of crime increased steadily between 1984 and 1993, averaging 5% growth annually. Assault, in particular minor assault (which accounts for 76% of non-sexual assaults and 59% of violent crime), is the driving force behind the increase in violent crime in Canada.

While the rate of the least serious type of assault has increased substantially in recent years, rates of the more serious forms of assault have risen comparatively slowly or have decreased. Between 1984 and 1993, the rate of assault level 1 (minor assault) increased by 77%, yet the rate of assault level 2 (assault with a weapon or causing bodily harm) increased by 32%, and the rate of assault level 3 (aggravated assault) decreased by 8%.

Sexual assault

Though much less common than physical assault, sexual assault is the second most frequently reported violent crime in Canada. In 1993, a total of 34,764 sexual assault incidents accounted for 11% of all violent incidents and over 1% of all *Criminal Code* incidents recorded by police. In contrast to prior years, the rate of sexual assault remained constant between 1992 and 1993. Overall, the rate of reported sexual assault more than doubled (58 versus 121 per 100,000 population) between 1984 and 1993, increasing by an average of 9% annually (Table 1). Much of the increase in the rate of sexual assault in the past decade may be attributed to the adoption of Bill C-127 (1983) and subsequent changes in policing practices and victim reporting. Under Bill C-127, certain acts which were not previously considered criminal (sexual assault by a spouse and sexual touching, for example) became crimes which could be acted on by police; as a consequence, victims became more likely to view these acts as criminal and to report them to the authorities.

The least serious type of sexual assault, sexual assault level 1 (intentionally threatens, attempts, or commits a sexual assault) accounted for 96% of all sexual assault offences in 1993. While the rate of sexual assault level 1 has driven the increase in total

En 1993, 31 % des homicides où la cause du décès était connue avaient été commis avec des armes à feu, ce qui représente une diminution comparativement à 34 % en 1992 et 36 % en 1991 (en particulier, les armes de poing ont été utilisées dans 14 % des homicides, comparativement à 18 % en 1992 et 1991). Par ailleurs, 31 % des homicides ont été commis au moyen de poignards, 19 % à la suite de coups, 12 % par strangulation/suffocation, et 7 % par d'autres moyens (par exemple, incendie criminel ou empoisonnement).

Voies de fait

Les voies de fait sont la catégorie de crimes de violence la plus fréquemment déclarée au Canada. Elles constituent 77 % des infractions violentes et 9 % de toutes les infractions prévues au *Code criminel* déclarées au programme DUC. Il y a eu 238 470 affaires de voies de fait en 1993, soit 829 affaires par 100 000 habitants (tableau 1). Les taux de cette catégorie de crime ont augmenté de façon régulière entre 1984 et 1993, en moyenne de 5 % par année. Les voies de fait, en particulier les voies de fait simples (qui représentent 76 % des agressions autres que sexuelles et 59 % des crimes de violence) sont la composante majeure de l'augmentation des crimes de violence au Canada.

Quoique le taux du type de voies de fait le moins grave ait augmenté considérablement au cours des dernières années, les taux des genres de voies de fait les plus graves ont, de leur part, augmenté lentement ou diminué. Entre 1984 et 1993, le taux des voies de fait de niveau 1 (voies de fait simples) a augmenté de 77 %, tandis que le taux des voies de fait de niveau 2 (voie de faits commise avec une arme ou causant des lésions corporelles) a augmenté de 32 %, et que le taux de voies de fait de niveau 3 (voies de fait graves) a diminué de 8 %.

Agression sexuelle

L'agression sexuelle est moins courante que les voies de fait, mais il s'agit du deuxième genre de crime de violence faisant l'objet de plus de déclarations au Canada. En 1993, un total de 34 764 agressions sexuelles représentaient 11 % de toutes les affaires violentes et plus de 1 % de toutes les affaires prévues par le *Code criminel* déclarées par la police. Contrairement aux années précédentes, le taux d'agressions sexuelles est demeuré constant en 1992 et 1993. Dans l'ensemble, le taux d'agressions sexuelles déclarées a plus que doublé (58 comparativement à 121 par 100 000 habitants) entre 1984 et 1993, soit une augmentation moyenne de 9 % par année (tableau 1). La majeure partie de la hausse du taux d'agressions sexuelles pendant la décennie écoulée peut être attribuée à l'adoption du Bill C-127 (1983) et aux modifications subséquentes aux pratiques policières et aux déclarations des victimes. En vertu du Bill C-127, certains actes qui n'étaient pas déjà considérés criminels (agression sexuelle par un conjoint et attouchements sexuels, par exemple) sont devenus des actes criminels pouvant faire l'objet d'accusations par la police; en conséquence, les victimes sont devenues plus susceptibles de considérer ces actes comme des actes criminels et de les signaler à la police.

Le type le moins grave d'agression sexuelle, l'agression sexuelle niveau 1 (menaces intentionnelles, tentative ou perpétration d'une agression sexuelle), représente 96 % de toutes les agressions sexuelles en 1993. Bien que l'augmentation du nombre total d'agressions sexuelles au cours de la

Table 1

Selected police-reported crime statistics, 1984 to 1993

Tableau 1

Statistiques de certains crimes déclarés par la police, 1984 à 1993

Offence ¹	Yearly crime rates per 100,000 population			Average annual rate change, 1984-1993	Persons charged in 1993			
L'infraction ¹	Les taux de crimes annuels pour 100 000 habitants			Taux annuels moyens de variation, 1984 à 1993	Personnes accusées en 1993			
	1984	1992	1993		Youth	Adult	Female	Male
					Jeunes	Adultes	Femmes	Hommes
	Number - Nombre			%	%		%	
Total Criminal Code² – Total code criminel²	8,356	10,016	9,516	+ 2	22	78	19	81
Total violent crime – Total crimes de violence	698	1,081	1,079	+ 5	14	86	13	87
Homicide	3	3	2	-2	7	93	14	86
Attempted murder – Tentative de meurtre	4	4	3	-1	9	91	14	86
Assault (non-sexual) – Voies de fait	526	819	829	+ 5	13	87	15	85
Sexual assault – Agression sexuelle	58	121	121	+ 9	15	85	2	98
Robbery – Vol qualifié	91	117	104	+ 2	28	72	10	90
Abduction – Enlèvement	3	4	4	+ 5	3	97	32	68
Total property crime – Total crimes contre les biens	5,481	5,890	5,562	0	29	71	23	77
Breaking & entering – Introduction par effraction	1,389	1,502	1,414	0	39	61	6	94
Motor vehicle theft – Vol de véhicules à moteur	298	516	545	+ 7	46	54	8	92
Theft over \$1,000 – Vol de plus de 1 000 \$	1,185	422	410	-3	20	80	17	83
Theft \$1,000 and under – Vol de 1 000 \$ et moins	2,037	2,896	2,674	+ 4	30	70	35	65
Possession of stolen goods – Possession de biens volés	95	111	126	+ 3	27	73	18	82
Fraud – Fraude	478	442	393	-2	7	93	30	70
Total other Criminal Code – Total autres infractions au Code Criminel	2,177	3,044	2,875	+ 3	17	83	16	84
Mischief – Méfait	1,174	1,595	1,446	+ 3	30	70	11	89
Bail violations – Infractions aux lois de cautionnement	125	230	230	+ 7	15	85	19	81
Disturbing the peace – Crimes contre l'ordre public	177	198	190	+ 1	13	87	14	86
Offensive weapons incidents – Armes offensives	62	62	65	+ 1	22	78	7	93
Arson – Crime d'incendie	30	46	44	+ 5	40	60	15	85
Prostitution	4	36	30	+56	3	97	49	51
Impaired driving³ – Conduite avec facultés affaiblies³	553	372	322	-6	..	..	10	90
Drug crimes – Crimes reliés à la drogue	214	207	198	-1	8	92	14	86
Cannabis	171	123	125	-3	9	91	13	87
Cocaine – Cocaïne	16	50	44	+ 14	3	97	17	83
Heroin – Héroïne	3	5	6	+ 10	4	96	15	85

¹ Numbers in columns may not add up to total for each type of crime, as not all subcategories are presented. – Les chiffres des colonnes peuvent ne pas correspondre au total pour chaque type de crime, car certaines sous-catégories ne sont pas présentées.

² Excludes traffic offences – Exclut les infractions aux règlements de la circulation.

³ Includes failure/refusal to provide a breath/blood sample – Comprend le délit/refus échantillon d'haleine ou sang.

.. Figure not available – Nombre indisponible.

Source: Uniform Crime Reporting Survey – Le programme de Déclaration uniforme de la criminalité.

sexual assaults over the past decade, rates of the more serious forms of sexual assault have remained stable or have decreased. The rate of sexual assault level 1 increased steadily from 52 per 100,000 population in 1984 to 117 per 100,000 population in 1993. In contrast, although there was some fluctuation over the ten year period, the rate of sexual assault level 2 (with a weapon, threats to a third party, or causing bodily harm) was 3.0 per 100,000 population in 1993 compared with 3.1 in 1984, and the rate of sexual assault level 3 (aggravated sexual assault) was 1.2 per 100,000 population in 1993 compared with 2.0 in 1984.

Robbery

Robbery, reported only slightly less often than sexual assault, is the third most common category of violent crime in Canada. The 29,961 robbery incidents reported to police in 1993 comprised 10% of all violent crime and 1% of all *Criminal Code* crime recorded that year. The robbery rate has fluctuated somewhat in recent years: the rate in 1993 (104 per 100,000 population) was 11% lower than in 1992 but 14% higher than in 1984 (Table 1).

The use of weapons in robbery incidents increased to 59% in 1993, up from 55% in 1984. In 1993, 27% of reported robberies involved firearms and 32% involved other offensive weapons (for example, knives). In 1984, 30% of robbery incidents involved firearms, while 25% involved other weapons.

Property crime

Crimes against property account for most crime in Canada. In 1993, property crimes accounted for 58% of recorded *Criminal Code* offences. Property crimes as a proportion of all *Criminal Code* incidents have declined steadily over the past ten years: property crimes accounted for 66% of offences in 1984.

Approximately 1.6 million property incidents, or 5,562 incidents per 100,000 population, were recorded by the UCR in 1993 (Figure 1, Table 1). The 1993 property crime rate decreased by 6% compared with the 1992 rate and was the lowest rate observed since 1989. Of all property crimes reported in 1993, 48% were "theft \$1,000 and under", 25% were breaking and entering, 10% were motor vehicle theft, 7% were "theft over \$1,000", 7% were fraud, and 2% were possession of stolen goods offences. Rates for all types of property crime declined in 1993, with the exception of motor vehicle theft and possession of stolen goods offences which experienced rate increases of 6% and 14% respectively.

"Other Criminal Code" offences

"Other *Criminal Code*" offences accounted for 30% of all police-reported crime in 1993 (Figure 1),

dernière décennie découle en majeure partie du taux d'agressions sexuelles niveau 1, les taux des catégories d'agressions sexuelles plus graves sont demeurés stables ou ont diminué. Le taux d'agression sexuelle niveau 1 a augmenté de façon régulière, de 52 affaires par 100 000 habitants en 1984, à 117 affaires par 100 000 habitants en 1993. Par contre, bien qu'il y ait eu fluctuation au cours de la période de dix ans, le taux d'agression sexuelle niveau 2 (commise à l'aide d'une arme, comportant des menaces à une tierce personne ou causant des lésions corporelles) était de 3,0 par 100 000 habitants en 1993, comparativement à 3,1 en 1984. Le taux d'agression sexuelle niveau 3 (agression sexuelle grave) était de 1,2 par 100 000 habitants en 1993, comparativement à 2,0 en 1984.

Vol qualifié

Le vol qualifié est déclaré un petit peu moins souvent que l'agression sexuelle. Il s'agit de la troisième catégorie de crime de violence la plus courante au Canada. Les 29 961 vols qualifiés déclarés à la police en 1993 représentaient 10 % de tous les crimes violents et 1 % de tous les crimes prévus par le *Code criminel* pour cette année. Le taux de vols qualifiés a quelque peu fluctué au cours des dernières années. Le taux en 1993 (104 vols qualifiés par 100 000 habitants) était inférieur de 11 % à celui de 1992, mais il était de 14 % supérieur à celui de 1984 (tableau 1).

L'usage d'armes lors de vols qualifiés a augmenté à 59 % en 1993, comparativement à 55 % en 1984. En 1993, 27 % des vols déclarés étaient commis avec une arme à feu et 32 % comportaient d'autres armes offensives (par exemple, des couteaux). En 1984, les armes à feu étaient utilisées dans 30 % des vols et d'autres armes dans 25 % des cas.

Crime contre les biens

Les crimes contre les biens constituent la catégorie de crime la plus fréquente au Canada. En 1993, les crimes contre les biens représentaient 58 % des infractions déclarées prévues au *Code criminel*. Le nombre de crimes contre les biens, à titre de crimes prévus au *Code criminel* a diminué de façon régulière au cours de la dernière décennie : en 1984, les crimes contre les biens représentaient 66 % des infractions.

Environ 1,6 million d'affaires reliées aux biens, soit 5 562 affaires par 100 000 habitants, ont été inscrites au Programme DUC en 1993 (figure 1, tableau 1). Le taux de crime contre les biens accuse une baisse de 6% comparativement à 1992, et il s'agit du taux le plus bas observé depuis 1989. De tous les crimes contre les biens déclarés en 1993, 48 % étaient des « vols de 1 000 \$ et moins », 25 % étaient des introductions par effraction 10 % étaient des vols de véhicules à moteur, 7 % étaient des « vols de plus de 1 000 \$ », 7 % étaient fraude, et 2 % étaient des cas de possession de biens volés. Les taux de toutes les catégories de crimes contre les biens ont diminué en 1993, à l'exception des vols de véhicules à moteur et des infractions relatives à la possession de biens volés qui ont connu des augmentations de 6 % et de 14 %, respectivement.

Autres infractions prévues par le Code criminel

Les autres infractions au *Code criminel* représentent 30 % de tous les crimes déclarés par la police en 1993

"Other *Criminal Code*" crimes include prostitution, arson, offensive weapons incidents, mischief, and other offences. Mischief accounted for one-half of all "Other *Criminal Code*" incidents in 1993. An additional 8% of "Other *Criminal Code*" crimes were bail violations and 7% were disturbing the peace incidents.

In 1993, as in previous years, the rate of mischief (1,446 incidents per 100,000 population) was greater than the total rate of violent crime (1,079 incidents per 100,000 population) in Canada (Table 1).

Impaired driving

The rate of persons charged with impaired driving has declined steadily in the past ten years. The rate of persons charged with impaired driving in 1993 (322 per 100,000 population) was the lowest rate observed in the decade, dropping by 14% below 1992 (Table 1). Between 1984 and 1993, the rate of persons charged with impaired driving decreased by 42% overall. This decrease may reflect the success of anti-drinking and driving campaigns which have attempted to make drinking and driving socially unacceptable in Canada. As well, changes in policing practices and decreases in alcohol consumption over the past decade may have contributed to the declining rate of persons charged with impaired driving.

Drug Crimes

Police reported 56,811 drug-related offences, or 198 incidents per 100,000 population, to the UCR in 1993 (Table 1). The 1993 rate of drug crime was the lowest reported in ten years and was 19% lower than the decade's peak rate of 245 incidents per 100,000 population recorded in 1989.

Historically, cannabis has been the illicit substance involved in the majority of police-reported drug incidents. In 1993, cannabis was involved in 63% of all drug incidents, cocaine in 22%, and heroin in 3%. Ten years earlier, cannabis accounted for 80% of all drug offences, cocaine for 7%, and heroin for 1%. Possession, in particular possession of cannabis, traditionally comprises the majority of drug crimes. Cannabis possession accounted for 65% of drug offences in 1984 and 43% of drug offences in 1993.

Crime as Reported in Victimization Surveys

The General Social Survey (GSS), a telephone survey conducted by Statistics Canada in 1988 and again in 1993, asked approximately 10,000 respondents 15 years of age and older about their experiences as victims of crime, and about their

(figure 1). Ces crimes comprennent la prostitution, les crimes d'incendie, les affaires reliées aux armes offensives, les méfaits et d'autres infractions. Les méfaits représentent la moitié des autres infractions au *Code criminel* en 1993. Par ailleurs, 8% des autres crimes prévus par le *Code criminel* consistaient en la violation des conditions de la liberté sous caution et 7% étaient des affaires reliées à des crimes contre l'ordre public.

En 1993, comme dans les années précédentes, le taux de méfaits (1 446 affaires par 100 000 habitants) était plus élevé que le taux global des crimes avec violence (1 079 affaires par 100 000 habitants) au Canada (tableau 1).

Conduite avec facultés affaiblies

Le taux des personnes accusées de conduire un véhicule avec facultés affaiblies a diminué de façon régulière au cours des dix dernières années. Le taux des personnes accusées de conduite avec facultés affaiblies en 1993 (322 par 100 000 habitants) est le plus bas de la décennie. Ce taux est de 14 % inférieur à celui de 1992 (tableau 1). De 1984 à 1993, le taux global de personnes accusées de conduite avec facultés affaiblies a chuté de 42 %. Il est possible que cette baisse traduise le succès des campagnes de prévention contre l'alcool au volant qui tentent de rendre l'idée de la consommation d'alcool combinée à la conduite d'un véhicule à moteur socialement inacceptable. D'autre part, les modifications aux pratiques des services de police et une réduction de la consommation d'alcool au cours de la dernière décennie peuvent avoir contribué à la diminution des taux de personnes accusées de conduire un véhicule avec facultés affaiblies.

Crimes reliés à la drogue

Les services policiers ont déclaré 56 811 infractions reliées à la drogue, soit 198 affaires par 100 000 habitants, au Programme DUC, en 1993 (tableau 1). En 1993, le taux de crimes reliés à la drogue était le moins élevé en dix ans et était de 19 % inférieur au sommet de la décennie, atteint en 1989, de 245 affaires par 100 000 habitants.

Traditionnellement, le cannabis est la substance illicite en cause dans la majorité des affaires reliées à la drogue déclarées par la police. En 1993, le cannabis était en cause dans 63 % de toutes les affaires reliées à la drogue, la cocaïne, dans 22 % des cas et l'héroïne, dans seulement 3 % des cas. Dix ans plus tôt, le cannabis était en cause dans 80 % de toutes les infractions liées à la drogue, la cocaïne, dans 7 % des cas, et l'héroïne dans 1 % des cas. La majorité des crimes reliés à la drogue repose sur la possession de substance illégale, en particulier le cannabis. La possession de cannabis était en cause dans 65 % des infractions reliées à la drogue en 1984, et dans 43 % des infractions en 1993.

Crimes déclarés dans le cadre d'enquêtes sur la victimisation

Dans le cadre de l'Enquête sociale générale (ESG), un sondage téléphonique réalisé par Statistique Canada en 1988 et en 1993, on a demandé à environ 10 000 participants, âgés de 15 ans et plus, de faire part de leurs expériences à titre de victimes de crime, et de donner leurs impressions du régime

perceptions of the criminal justice system. According to this survey, criminal victimization rates were the same in 1988 and in 1993. In both years, 24% of Canadians were victims of at least one crime or attempted crime. Specifically, the GSS indicated that Canadians were no more likely to be victims of assaults, thefts of personal or household property, vandalism, or break and enters in 1993 than they were in 1988, and that they were less likely to have been victims of robberies or thefts of motor vehicles or motor vehicle parts³.

While GSS data appear to show no increase in the amount of crime experienced by Canadians in 1993 compared with 1988, UCR data indicate that the 1993 crime rate was 7% higher than that observed in 1988. This is because the nature and extent of criminal victimizations tapped by police-reported statistics and victimization surveys differ. The GSS counts only specific types of victimizations for the population aged 15 years and older, while the UCR collects data on crime for Canadians of all ages. Certain crimes measured by the UCR (such as prostitution and shoplifting) are not measured by the GSS. Further, UCR crime rates include only those incidents which victims have reported to police, whereas GSS rates include both reported and unreported crimes. UCR data are thus more likely to be affected by changes in reporting behaviour which may result from shifts in public perception concerning the seriousness of certain types of crime (sexual assault and school violence, for example). A substantial number of offences are never reported to police: GSS data revealed, for instance, that 90% of sexual assaults and 68% of other assaults were never reported to the police in 1993. Finally, UCR crime rates, unlike GSS crime rates, may be substantially affected by changes in police charging practices and policy and legislative reform. To illustrate, spousal and other assault rates provided by the UCR have clearly been affected in the past decade by Bill C-127 (1983), which gave police the ability to make an arrest without a warrant as long as there are reasonable and probable grounds to believe that an assault took place.

Victim and Offender Characteristics

The following sections examine various demographic characteristics of criminal offenders and victims of crime. Findings are taken from the GSS, the Homicide Survey, the UCR, and the Revised UCR (the Revised UCR (UCR II) collects detailed information on individual criminal incidents for about 32% of the

de justice criminelle. Selon cette enquête, les taux de victimisation étaient les mêmes en 1988 et en 1993. Au cours de ces deux années, 24 % des Canadiens ont été victimes d'au moins un crime ou une tentative de crime. Plus particulièrement, l'ESG indique qu'en 1993, les Canadiens n'étaient pas plus susceptibles d'être victimes de voies de fait, de vols de biens personnels ou de ménage, de vandalisme ou d'introduction par effraction, qu'ils ne l'étaient en 1988. En outre, les Canadiens seraient moins susceptibles d'être victimes de vol qualifié ou de vols de véhicules à moteur ou de pièces de véhicules à moteur³.

Bien que les données de l'ESG ne semblent pas indiquer d'augmentation de la criminalité dont seraient victimes les Canadiens en 1993 comparativement à 1988, les données du Programme DUC indiquent qu'en 1993, le taux de criminalité était de 7 % plus élevé qu'en 1988. Ces écarts résultent de ce que la nature et l'étendue des statistiques de la police sur la victimisation et les enquêtes sur la victimisation diffèrent. L'ESG ne tient compte que de catégories spécifiques de victimisation à l'égard des habitants âgés de 15 ans et plus, tandis que le Programme DUC recueille des données sur la criminalité portant sur les Canadiens de tout âge. Certains crimes mesurés par le Programme DUC (tel que la prostitution et le vol à l'étalage) ne sont pas mesurés dans l'ESG. En outre, les taux de criminalité publiés par le Programme DUC ne comprennent que les affaires qui ont été déclarées à la police par les victimes, tandis que les taux de l'ESG comprennent des crimes déclarés et non déclarés. Les données du Programme DUC sont, par conséquent, plus susceptibles d'être touchées par les changements de comportement en matière de déclaration qui peuvent découler du changement de perception du public concernant la gravité de certaines catégories de crimes (agression sexuelle et violence à l'école, par exemple). En fait, un nombre considérable d'infractions ne sont jamais déclarées à la police : les données de l'ESG indiquent, par exemple, que 90 % des agressions sexuelles et 68 % des voies de fait n'ont jamais été déclarées à la police en 1993. Enfin, les taux de criminalité compilés dans le cadre du Programme DUC, contrairement aux taux de criminalité publiés dans l'ESG, peuvent être considérablement touchés par des modifications des pratiques de mise en accusation par les services de police, ainsi que par les réformes des politiques et des lois. Par exemple, les taux d'agressions entre des conjoints et d'autres voies de fait compilés par le Programme DUC ont clairement été affectés au cours de la dernière décennie par le projet de loi C-127 (1983), qui a donné à la police le pouvoir de procéder à des arrestations sans mandat si elle a des motifs raisonnables et probables de croire que des voies de fait ont été commises.

Caractéristiques des victimes et des contrevenants

Dans les sections suivantes, on examine les différentes caractéristiques démographiques partagées entre les criminels et les victimes de crimes. Ces constatations proviennent de l'ESG, de l'Enquête sur les homicides, du Programme DUC, et du DUC révisé (le DUC révisé (le DUC II) recueille des informations détaillées sur des affaires criminelles parti-

³ Comparative data on sexual assault rates for 1993 and 1988 are not available. The 1993 GSS included additional questions concerning sexual assault that were not included in the 1988 survey.

³ Des données comparatives sur les taux d'agressions sexuelles pour 1993 et 1988 ne sont pas disponibles. L'ESG de 1993 comprend des questions supplémentaires sur l'agression sexuelle qui n'étaient pas comprises dans l'enquête de 1988.

national volume of crime). Information on specific demographic characteristics of offenders and/or victims were not available from all surveys in all cases.

It is important to note that while characteristics are presented herein as separate variables, in reality many of these characteristics are co-dependent.

Urban/rural residence

The GSS indicated that in 1993 urban dwellers experienced overall rates of personal victimization⁴ that were 44% higher than those experienced by rural residents in 1993 (Table 2). Urban dwellers also experienced household victimization⁵ rates that were 67% higher than those experienced by their rural counterparts.

Age

Younger Canadians tend to commit more crime than older Canadians. According to the 1993 UCR II, approximately two-thirds of individuals accused in violent incidents in 1993 were aged 12 to 34. Specifically, 14% were aged 12 to 17, 22% were aged 18 to 24, and 32% were aged 25 to 34. Those aged 12 to 34 accounted for 80% of those accused in property incidents in 1993 as well: 25% were aged 12 to 17, 28% were aged 18 to 24, and 25% were aged 25 to 34. Youths accounted for a disproportionate share of accused persons, especially in property incidents (for more information, please refer to the **Youth Crime** section of this Juristat).

Younger Canadians also tend to have higher rates of criminal victimization than older Canadians. According to the 1993 GSS, those aged 15 to 24 had a rate of personal victimization twice that of those aged 25 to 44 and over four times that of those aged 45 to 64 (Table 2). Data from the UCR II revealed that persons aged 65 and older, who comprised 12% of the total population, accounted for only 3% of violent crime victims in 1993. Younger Canadians were substantially over-represented among sexual assault victims in particular: 63% of sexual assault victims were under age 18 in 1993. The young were over-represented among homicide victims as well: while making up 36% of the total population, those aged 18 to 39 accounted for 56% of all murder victims, according to the Homicide Survey.

culières sur environ 32 % du volume national de crimes). Dans tous les cas, toutes les enquêtes ne comprenaient pas nécessairement des informations sur les caractéristiques démographiques particulières des contrevenants et des victimes.

Il est important de remarquer que, bien que les caractéristiques soient présentées ci-après comme des variables distinctes, en réalité nombre de celles-ci sont inter-reliées.

Résidence en milieu urbain et rural

L'ESG indique qu'en 1993, les habitants d'agglomérations urbaines ont connu des taux globaux de crime contre la personne⁴ de 44 % plus élevés que ceux des résidents de zones rurales (tableau 2). Les résidents en milieu urbain connaissent en outre des taux de crime contre les ménages⁵ de 67 % plus élevés que ceux de leurs homologues en milieu rural.

Âge

Les Canadiens plus jeunes ont tendance à commettre plus de crimes que les Canadiens plus âgés. Selon le DUC II de 1993, environ les deux tiers des accusés d'affaires violentes en 1993 étaient âgés de 12 à 34 ans. Plus particulièrement, 14 % des contrevenants étaient âgés de 12 à 17 ans, 22 % étaient âgés de 18 à 24 ans, et 32 % étaient âgés de 25 à 34 ans. Par ailleurs, les accusés âgés de 12 à 34 ans représentaient 80 % des personnes accusées dans des affaires crimes contre les biens : 25 % des contrevenants étaient âgés entre 12 et 17 ans, 28 % étaient âgés de 18 à 24 ans, et 25 % étaient âgés de 25 à 34 ans. Les jeunes représentaient une part disproportionnée des accusés, en particulier dans le cas de crime contre les biens (pour obtenir de plus amples informations, veuillez consulter la section portant sur la **Criminalité chez les jeunes** dans le présent Juristat).

Les Canadiens plus jeunes ont aussi tendance à connaître un taux de victimisation plus élevé que les Canadiens plus âgés. Selon l'ESG de 1993, le taux de crime contre la personne des jeunes âgés de 15 à 24 ans était deux fois plus élevé que celui des personnes âgées de 25 à 44 ans, et plus de quatre fois celui des personnes âgées de 45 à 64 ans (tableau 2). Les données du DUC II indiquent que les personnes âgées de 65 ans et plus, qui représentent 12 % de l'ensemble de la population, ne représentaient que 3 % des victimes de crimes violents en 1993. Des données supplémentaires du DUC II indiquent que les jeunes Canadiens étaient considérablement sur-représentés à titre de victimes d'agressions sexuelles, en particulier : 63 % des victimes d'agressions sexuelles avaient moins de 18 ans en 1993. Les jeunes étaient aussi sur-représentés parmi les victimes d'homicides : bien que les personnes âgées de 18 à 39 ans représentent 36 % de l'ensemble de la population, elles représentent aussi 56 % des victimes de meurtre, selon l'Enquête sur les homicides.

⁴ Personal victimizations include the violent crimes of assault, sexual assault, and robbery (or attempted robbery) as well as theft (or attempted theft) of personal property.

⁵ Household victimizations include the crimes (or attempted crimes) of vandalism, breaking and entering, motor vehicle/part theft and theft of household property.

⁴ La victimisation personnelle comprend les crimes violents suivants : voies de fait, agression sexuelle et vol qualifié (ou tentative de vol qualifié), ainsi que le vol (ou tentative de vol) de biens personnels.

⁵ Le crime contre les ménages inclut les crimes (ou les tentatives de crimes) suivants : vandalisme, introduction par effraction, vol de véhicule à moteur, vol de pièces de véhicule à moteur et vol de biens ménagers.

Table 2

General Social Survey victimization rates per 1,000 population by type of incident and selected victim characteristics, 1993

Tableau 2

Taux pour 1 000 personnes pour les crimes selon le genre de crime et certaines caractéristiques de victimes, l'Enquête sociale générale, 1993

Victim characteristics ¹ Caractéristiques des victimes ¹	Personal victimizations – Crimes contre la personne						Total household victimization ²
	Total personal victimization	Theft personal property ²	Violent victimizations – Crimes avec violence				Total de crime contre les ménages ²
			Total violent	Sexual assault	Robbery ³	Assault	
	Total de crimes contre la personne	Vol de biens personnels ²	Total de crimes de violence	Agression sexuelle	Vol qualifié ³	Voies de fait	
Rates per 1,000 population – Taux pour 1 000 habitants							
Total population – Population totale	143	51	93	17	9	67	190
Urban/rural residence – Domiciles en région urbaine ou rurale							
Urban – Région urbaine	155	57	98	18	9	72	222
Rural – Région rurale	108	36	72	14	--	53	133
Age – âge							
Age 15-24 – 15 à 24 ans	318	93	225	48	23	155	...
Age 25-44 – 25 à 44 ans	156	61	96	17	9	69	...
Age 45-64 – 45 à 64 ans	74	29	45	--	--	38	...
Age 65 and over – 65 ans et plus	--	--	--	--	--	--	...
Sex and marital status – Sexe et état matrimonial							
Males – Hommes	136	51	84	--	12	68	...
Single – Célibataire	245	79	166	--	31	123	...
Married/common-law – Marié ou partenaire en union libre	85	39	46	--	--	--	42
Separated/divorced – Séparé ou divorcé	187	--	121	--	--	--	...
Females – Femmes	151	51	100	29	6	66	...
Single – Célibataire	311	94	217	70	--	134	...
Married/common-law – Mariée ou partenaire en union libre	85	39	46	12	--	33	...
Separated/divorced – Séparée ou divorcée	374	--	307	77	--	200	...
Household income – Revenu de ménage							
Less than \$15,000 – Moins de 15 000 \$	204	49	155	--	--	101	154
\$15,000 to \$29,999 – 15 000 \$ à 29 999 \$	111	39	72	--	--	48	172
\$30,000 to \$39,999 – 30 000 \$ à 39 999 \$	152	60	92	--	--	73	239
\$40,000 to \$59,999 – 40 000 \$ à 59 999 \$	131	49	81	--	--	67	240
\$60,000 and over – 60 000 \$ et plus	146	73	72	--	--	58	254
Main activity – Activité principale							
Working at a job or business – Employé(e) ou travailleur(euse) autonome	152	60	92	12	8	71	...
Looking for work – À la recherche d'un emploi	135	--	91	--	--	71	...
A student – Étudiant(e)	301	101	201	51	--	129	...
Keeping house – Tavaux ménagers	107	23	84	20	--	58	...
Number of evening activities – Nombre d'activités nocturnes							
Less than 10 – Moins de 10	66	20	46	--	--	34	...
10 to 19 – 10 à 19	130	45	85	17	--	58	...
20 to 29 – 20 à 29	129	48	81	14	--	59	...
30 or more – 30 ou plus	243	89	154	27	14	113	...
Type of drinker – Genres de buveurs							
Non-drinker – Buveur occasionnel	95	34	61	--	--	47	...
Occasional drinker – Buveur occasionnel	168	59	109	23	--	74	...
Current drinker – Buveur actuel	163	57	106	19	10	78	...
Less than 1 drink per week – Moins de 1 consommation par semaine	139	63	76	--	--	59	...
1 to 6 drinks per week – 1 à 6 consommations par semaine	164	60	104	20	10	74	...
7 to 13 drinks per week – 7 à 13 consommations par semaine	158	47	111	--	--	89	...
14 or more drinks per week – 14 et plus consommations par semaine	189	53	136	--	--	97	...

¹ Not all subcategories are presented for each category – Les sous-catégories ne sont pas présentées pour chaque catégorie.

² Includes attempts – Comprend les tentatives.

-- Amount too small to be meaningful – Nombres infimes.

... Not applicable – N'ayant pas lieu de figurer.

Source: General Social Survey, 1993 – Enquête sociale générale, 1993.

Gender

According to police statistics, males commit substantially more crime than females. In 1993, males accounted for 81% of all persons charged with *Criminal Code* offences, 87% of persons charged with violent crimes, and 77% of persons charged with property crimes (Table 1). Most strikingly, males accounted for 98% of those accused of sexual assault, 90% of those accused of robbery, 86% of those accused of homicide, and 85% of those accused of assault in 1993.

While females accounted for fewer crimes than males across every category of *Criminal Code* and drug crime, there was some variation in the proportion of women charged across offences. For example, while women represented just 2% of those charged in sexual assault incidents and 7% of those charged in offensive weapons incidents, they accounted for 49% of those charged with prostitution, 35% of those charged with "theft \$1,000 and under", and 30% of those charged with fraud (Table 1).

While men are more likely to commit crime than women, they are no more likely to fall victim to it. According to both police-reported and victimization surveys, men and women experience similar amounts of crime. However, these surveys also indicate that men and women generally experience different types of crime. Data from the 1993 UCR II revealed that women were over-represented among sexual assault victims (77%) and assault level 1 victims (52%), and men were over-represented among victims of assault involving weapons or serious injury (68%), and victims of robbery (61%). GSS data supported UCR II findings: although the 1993 GSS found that women's total rate of personal victimization was 11% higher than men's, this difference was largely attributed to differences in sexual assault rates (Table 2). GSS survey results further indicated that men fell victim to robbery twice as often as women. Men were also more likely to be murder victims: the Homicide Survey reported that 67% of homicide victims were males in 1993.

Marital status

Homicide Survey data reveal that almost one-half (45%) of persons accused of murder in 1993 were single at the time of the offence. An additional 32% were married or living common-law, 13% were divorced or separated, and less than 1% were widowed (marital status was unknown for 9% of accused). Males were more likely to be single at the time of the offence than females (48% versus 24%); females were more likely to be married (53% versus 29%).

Sexe

Selon les statistiques de la police, les hommes commettent considérablement plus de crimes que les femmes. En 1993, les hommes représentaient 81 % des personnes accusées d'infractions prévues par le *Code criminel*, 87 % des personnes accusées de crimes avec violence, et 77 % des personnes accusées de crimes contre les biens (tableau 1). Il est aussi frappant de constater que les hommes représentent, 98 % des personnes accusées d'agression sexuelle, 90 % des personnes accusées de vol qualifié, 86 % des personnes accusées d'homicide, et 85 % des personnes accusées de voies de fait en 1993.

Bien que les femmes se retrouvent impliquées dans moins de crimes que les hommes dans toutes les catégories du *Code criminel* ainsi que dans les crimes reliés à la drogue, il y a un écart dans la proportion des femmes selon les infractions. Par exemple, tandis que les femmes ne représentent que 2 % des accusés dans les affaires d'agression sexuelle et 7 % des accusés dans les affaires d'armes offensives, elles représentent 49 % des accusés de prostitution, 35 % des accusés de « vols de 1 000 \$ et moins », et 30 % des accusés de fraude (tableau 1).

Bien que les hommes soient plus enclins à commettre des crimes que les femmes, ils ne sont pas moins susceptibles d'en être les victimes. Selon les déclarations de la police comme des enquêtes sur la victimisation, les hommes et les femmes sont victimes d'une quantité semblable de crimes. Toutefois, ces enquêtes indiquent aussi que les hommes et les femmes sont victimes de différentes catégories de crime. Les données du DUC II de 1993 indiquent que les femmes sont sur-représentées dans le cas des victimes d'agression sexuelle (77 %) et des victimes de voies de fait de niveau 1 (52 %). Les hommes, pour leur part, sont sur-représentés parmi les victimes de voies de fait commises avec une arme ou causant des lésions graves (68 %) et les victimes de vol qualifié (61 %). Les données de l'ESG appuient les constatations du DUC II : bien que l'ESG de 1993 constate que le taux global de victimisation des femmes était de 11 % plus élevé que celui des hommes, cet écart est en grande partie attribuable aux écarts des taux d'agression sexuelle (tableau 2). Les résultats de l'ESG indiquent, par ailleurs, que les hommes sont victimes de vol qualifié environ deux fois plus souvent que les femmes. Les hommes sont d'ailleurs plus susceptibles d'être victimes de meurtre : l'Enquête sur les homicides indique que 67 % des victimes d'homicide étaient des hommes en 1993.

État civil

Les données de l'Enquête sur les homicides révèlent que près de la moitié (45 %) des personnes accusées de meurtre en 1993 étaient célibataires au moment de l'infraction. Parmi les autres accusés de meurtres, 32 % étaient mariés ou avaient un conjoint de fait, 13 % étaient divorcés ou séparés et moins de 1 % étaient veufs. Les hommes étaient plus susceptibles d'être célibataires au moment du délit que les femmes (48 % pour les hommes et 24 % pour les femmes); les femmes étaient plus susceptibles d'être mariées (53 % et 29 %).

Married women and men had lower total personal victimization rates (85 per 1,000 population each) than women and men of any other marital status, according to the 1993 GSS (Table 2). Women who were separated or divorced had the highest personal victimization rate in 1993 (374 per 1,000 population). Single women had the next highest rate (311 per 1,000 population), a rate 27% higher than that of single men, though single men were more likely to be victimized than men of any other marital status. Data from the Homicide Survey indicated that, of all homicide victims in 1993, those who were either single or divorced/separated (57%) were over-represented relative to their proportion of the Canadian population (48%), and that male victims were more likely to be single than female victims (43% versus 26%).

Income

According to the 1993 GSS, persons with the lowest household incomes (less than \$15,000) experienced a rate of violent victimization more than double that of those with household incomes between \$15,000 and \$29,999 or those with household incomes of \$60,000 and over (Table 2). Conversely, people with the highest household incomes (\$60,000 and over) had the highest rate of household victimization – a rate 65% higher than that of the lowest income group.

Lifestyle

Those who attended school in 1993 had a rate of personal victimization almost twice that of those who were working and almost three times that of those who were keeping house, according to the GSS (Table 2). In addition, those who reported frequent evening activities outside the home (30 or more a month) had a rate of personal victimization over three times that of those who reported less frequent activities (fewer than 10).

Alcohol and drug use

In 1993, more than one-half (54%) of those accused of homicide had consumed alcohol, drugs, or both at the time of the offence (alcohol and/or drug consumption was unknown for 20% of accused) according to the Homicide Survey. The GSS reported that approximately one-half of victims of violent crime surveyed in 1993 said that in "their opinion" the incident was "related to someone else's or their own alcohol or drug use".

The GSS showed too, that non-drinkers had lower victimization rates than drinkers in 1993; persons who reported drinking the highest volumes of alcohol (fourteen or more drinks per week) had the highest personal victimization rates (Table 2). Furthermore, 26% of individuals who had consumed illicit drugs in the twelve months prior to the 1993 GSS had experienced a personal victimization, compared with less than 10% of those who had not used drugs.

Les femmes et les hommes mariés avaient un taux global de crime contre la personne inférieur (85 par 1 000 habitants) que celui des femmes et des hommes de tout autre état civil, selon l'ESG de 1993 (tableau 2). Les femmes séparées ou divorcées détenaient le taux de crime contre la personne le plus élevé en 1993 (374 par 1 000 habitants). Les femmes célibataires détenaient le deuxième taux le plus élevé (311 par 1 000 habitants), un taux de 27 % supérieur à celui des hommes célibataires, bien que ces derniers soient plus susceptibles d'être victimes de crimes que les hommes de tout autre état civil. Les données de l'Enquête sur les homicides indiquent que, de toutes les victimes d'homicide en 1993, celles qui étaient célibataires, séparées ou divorcées (57 %) étaient sur-représentées compte tenu de la proportion de la population canadienne qu'elles représentent (48 %), et que les victimes mâles étaient plus susceptibles d'être célibataires que les femmes (43 % comparativement à 26 %).

Revenu

Selon l'ESG de 1993, les personnes dont le revenu du ménage est le moins élevé (moins de 15 000 \$) ont un taux de victimisation violente de plus du double que les personnes dont le revenu de ménage se situe entre 15 000 \$ et 29 999 \$ ou que celles dont le revenu de ménage est égal ou supérieur à 60 000 \$ (tableau 2). Par contre, les personnes dont le revenu de ménage était le plus élevé (60 000 \$ et plus) enregistraient le taux de crime contre les ménages le plus élevé, c'est-à-dire un taux de 65 % plus élevé que celui du groupe au revenu le moins élevé.

Style de vie

Le taux de crime contre la personne chez les étudiants en 1993 était près du double de celui des travailleurs et presque trois fois plus élevé que celui des personnes au foyer, selon l'ESG (tableau 2). En outre, les personnes qui ont déclaré avoir fréquemment des activités en soirée à l'extérieur de leur maison (30 ou plus par mois) avaient un taux de victimisation de plus de trois fois supérieur à celui des personnes qui ont déclaré avoir des activités moins fréquentes (moins de dix).

Usage de l'alcool et de la drogue

En 1993, selon l'Enquête sur les homicides, plus de la moitié (54 %) des personnes accusées d'homicide avaient consommé de l'alcool, des drogues ou les deux à la fois au moment du délit (pour 20 % des accusés, on ignore s'ils avaient consommé de l'alcool ou de la drogue). Selon l'ESG, environ la moitié des victimes de crimes avec violence interrogées en 1993 ont déclaré «qu'à leur avis» l'affaire était liée «à la consommation d'alcool ou de drogue, soit parce que les victimes en avaient consommé, soit parce que d'autres personnes en avaient consommé».

L'ESG démontre aussi que les personnes qui ne consomment pas d'alcool avaient un taux de victimisation moins élevé que celui des consommateurs d'alcool en 1993. Les personnes qui ont déclaré boire le volume le plus élevé d'alcool (quatorze verres ou plus par semaine) avaient le taux de victimisation le plus élevé (tableau 2). Par ailleurs, 26 % des personnes qui avaient consommé des drogues illicites au cours des douze mois précédant l'ESG avaient été victimes d'un crime, comparativement à moins de 10 % des

Police reported in 1993 that 40% of homicide victims had consumed alcohol, drugs, or both at the time of the offence (alcohol/drug use was unknown for 23% of victims).

Victim/offender relationship

Most victims know their assailants. According to the 1993 Homicide Survey, at least 84% of murder victims had known their aggressors in homicides where the accused was identified. Data from the 1993 UCR II showed that 71% of victims of violent crime knew their assailants in cases where the victim-offender relationship was known. The proportion of victims who knew the offender varied by type of crime, however: while about eight-in-ten victims of assault and sexual assault were victimized by someone known to them, only about three-in-ten robbery victims knew the offender.

The results of victimization surveys support the contention that assault and sexual assault victims usually know their assailants. According to the GSS, at least 58% of sexual assault victims and 57% of assault victims knew their aggressor in 1993. The same year, data from the Violence Against Women Survey indicated that almost one-half of women aged 18 and older had sometime since the age of 16 experienced violence by men known to them.

The topic of spousal violence has become the focus of much attention in recent years. In 1993, the Violence Against Women Survey found that 29% of ever-married women aged 18 years and older had at sometime since the age of 16 experienced violence at the hands of a current or past marital partner (includes common-law partners). Specifically, one-in-six currently married women reported violence by their spouses and one-half of women with previous marriages reported violence by a previous spouse. Although data from the UCR II and Homicide Survey cannot give an indication of the number of people who have ever in their lifetimes experienced spousal violence, these surveys do show that the amount of spousal violence in Canada is considerable. In 1993, the UCR II indicated that 22% of assault victims and 3% of sexual assault victims were assaulted by a spouse or an ex-spouse. The Homicide Survey reported that although spousal homicides were fewer in 1993 compared with 1992 (87 versus 105), spousal murders continued to account for one-in-six solved homicides. Of all domestic homicides reported to the Homicide Survey in 1993, 43% involved a history of domestic violence known to police.

personnes qui n'avaient pas consommé de drogues. La police a déclaré en 1993 que 40 % des victimes d'homicide avaient consommé de l'alcool, de la drogue ou les deux au moment du délit (pour 23 % des victimes, on ignore si elles avaient consommé de l'alcool ou de la drogue).

Liens entre les victimes et les contrevenants

La plupart des victimes connaissent leurs agresseurs. Selon l'Enquête sur les homicides de 1993, au moins 84 % des victimes de meurtre connaissaient leurs agresseurs dans les cas où l'accusé a été identifié. Les données de 1993 du DUC II démontrent que 71 % des victimes de crimes avec violence connaissaient leurs agresseurs dans les cas où le lien entre la victime et l'accusé était connu. La proportion des victimes qui connaissaient le contrevenant variait selon la catégorie de crime. Tandis que huit personnes sur dix ayant été victimes de voies de fait et d'agression sexuelle connaissaient leur agresseur, seulement trois personnes sur dix ayant été victimes d'un vol qualifié connaissaient le contrevenant.

Les résultats des enquêtes sur la victimisation appuient l'hypothèse que les victimes de voies de fait et d'agression sexuelle connaissent habituellement leurs agresseurs. Selon l'ESG, au moins 58 % des victimes d'agression sexuelle et 57 % des victimes de voies de fait connaissaient leur agresseur en 1993. La même année, les données de l'enquête sur la violence faite aux femmes indiquent que près de la moitié des femmes âgées d'au moins 18 ans ont, parfois dès l'âge de 16 ans, subi des actes de violence perpétrés par des hommes qu'elles connaissaient.

Le sujet de la violence entre conjoints fait l'objet d'une attention particulière au cours des dernières années. En 1993, l'enquête sur la violence faite aux femmes constate que 29 % des femmes ayant déjà été mariées et âgées de 18 ans et plus avaient, depuis l'âge de seize ans, été victimes de violence de la part d'un conjoint actuel ou antérieur (conjoints de fait compris). Plus particulièrement, une femme actuellement mariée sur six a déclaré avoir été victime de violence de la part de son conjoint et la moitié des femmes ayant été mariées précédemment ont déclaré avoir été victimes de violence de la part de leur ex-conjoint. Bien que les données du DUC II et de l'Enquête sur les homicides ne peuvent pas donner d'indications sur le nombre de personnes qui ont subi de la violence entre conjoints à un moment de leur vie, ces enquêtes démontrent toutefois que la fréquence de la violence entre conjoints est considérable. En 1993, le DUC II indiquait que 22 % des victimes de voies de fait et 3 % des victimes d'agressions sexuelles avaient été agressées par un conjoint ou un ex-conjoint. L'Enquête sur les homicides indique que bien que le nombre d'homicides commis par un conjoint était moindre en 1993, comparativement à 1992 (87 plutôt que 105), les meurtres commis par un conjoint continuent de représenter un homicide résolu sur six. De tous les homicides domestiques indiqués dans l'Enquête sur les homicides en 1993, il y avait des antécédents de violence conjugale connus de la police dans 43 % des cas.

Youth Crime

Youth crime is a topic of growing concern in Canada. This section examines crime statistics for persons aged 12 to 17 in the eight year period between 1986 and 1993⁶. It is important to note at the outset that the total number of youths charged in criminal incidents (the crime indicator used herein) may be affected by screening and diversion procedures. According to such procedures, charges against youths may be dropped altogether or youths may be diverted into an alternative measures program (either before or after charges are laid) or another type of police diversion program. In 1993, proportionately fewer youths were charged for their offences than in 1986 (33% versus 37%).

Property offences (mostly theft and breaking and entering) comprise the largest proportion of all reported youth crime. In 1993, 59% of youths charged with *Criminal Code* offences were charged with property crimes, while 17% were charged with violent crimes (mostly minor assault), and 24% were charged with other crimes.

Although youths as a proportion of all persons charged in property crimes remained stable between 1986 and 1993, youths as a proportion of all persons charged with violent crimes increased by about 3%. Those aged 12 to 17 comprised 14% of all persons charged with violent crimes and 29% of persons charged with property crimes in 1993 (Table 1). By violent crime type, youths accounted for 7% of persons accused of committing homicide, 13% of those charged with assault, 15% of those charged with sexual assault, and 28% of those charged with robbery. Youths were most disproportionately represented among those charged with property crimes such as motor vehicle theft (46%) and breaking and entering (39%).

While the rate of property crime among youths decreased by 7% between 1986 and 1993 (3,470 versus 3,216 incidents per 100,000 youths), the rate of youth-perpetrated violent crime more than doubled. In 1993, police charged 921 youths per 100,000 persons aged 12 to 17 with committing a violent offence, up from 408 in 1986. Between 1986 and 1993, the average annual increase in the violent crime rate was over 12% for youths.

⁶ Data on youth crime is not comparable prior to 1986 because the Young Offenders Act (YOA) was enacted in 1984 and the provinces did not implement common age definitions for youths until 1985.

Criminalité chez les jeunes

La criminalité chez les jeunes est une source d'inquiétude grandissante au Canada. La présente section examine les statistiques sur les personnes âgées de 12 à 17 ans dans la période de huit ans comprise entre 1986 et 1993⁶. Il est important de remarquer pour commencer que le nombre total de jeunes accusés dans des affaires criminelles (l'indicateur de criminalité utilisé ci-après) peut varier en raison des procédures d'examen et de déjudiciarisation préalables. Selon ces procédures, des accusations portées contre des jeunes peuvent être abandonnées, ou les jeunes peuvent être soustraits de la procédure judiciaire pour être réorientés vers un programme de mesures de rechange (soit avant ou après le dépôt d'une accusation), ou un autre genre de programme de la police. En 1993, une moins grande proportion de jeunes ont été accusés de leurs infractions qu'en 1986 (33 % contre 37 %).

Les infractions contre les biens (pour la plupart des vols ou des introductions par effraction) constituent la majeure partie de tous les crimes déclarés commis par des jeunes. En 1993, 59 % des jeunes qui ont été accusés d'infractions prévues par le *Code criminel* ont été accusés de crimes contre les biens, tandis que 17 % des jeunes ont été accusés de crimes de violence (surtout des voies de fait simples), et 24 % ont été accusés d'autres crimes.

Bien que le nombre de jeunes, parmi toutes les personnes qui ont été accusées de crimes contre les biens, soit resté stable entre 1986 et 1993, le nombre de jeunes, parmi toutes les personnes qui ont été accusées de crimes violents, a augmenté d'environ 3%. Les jeunes de 12 à 17 ans représentaient 14 % de toutes les personnes accusées de crimes avec violence et 29 % des personnes accusées de crimes contre les biens en 1993 (tableau 1). Par catégorie de crime violent, les jeunes représentent 7 % des personnes accusées d'homicide, 13 % des personnes accusées de voies de fait, 15 % des personnes accusées d'agression sexuelle, et 28 % des personnes accusées de vol qualifié. Les jeunes étaient représentés de la façon la plus disproportionnée parmi les personnes accusées de crimes contre les biens, tel le vol de véhicule à moteur (46 %) et l'introduction par effraction (39 %).

Alors que le taux de crimes contre les biens chez les jeunes a diminué de 7 % entre 1986 et 1993 (3 470 incidents contre 3 216 pour 100 000 jeunes), le taux de crimes violents commis par les jeunes a plus que doublé. En 1993, la police a porté des accusations d'infraction violente contre 921 jeunes par tranche de 100 000 personnes âgées de 12 à 17 ans, comparativement à 408 en 1986. Entre 1986 et 1993, la hausse annuelle moyenne du taux de crimes violents était supérieure à 12 % chez les jeunes.

⁶ Les données sur la criminalité chez les jeunes ne peuvent pas être comparées avec celles datant d'avant 1986, parce que la Loi sur les jeunes contrevenants (LJC) est entrée en vigueur en 1984 et que les provinces n'ont pas adopté de définitions d'âge communes pour les jeunes avant 1985.

In recent years, the increase in the rate of young persons charged with both violent and property crimes appears to have slowed, however. Year-to-year percentage increases in youth-perpetrated violent crime rates declined from highs of 21% in 1989 and 19% in 1991 to lows of 5% in 1992 and 6% in 1993. For property incidents, the rate of youths charged decreased by 11% between 1992 and 1993.

While some argue that the rise in reported youth crime may be at least partially attributed to heightened sensitivity and increased resources dedicated to detecting youth crime, increases in youth crime continue to be an important social concern.

Youth Courts and Youth Custody

In the fiscal year period between April 1993 and March 1994 (1993-94), there were nearly 116,000 cases, involving almost 213,000 charges, processed in the youth courts of Canada. The youth court caseload in 1993-94 was virtually unchanged compared to the previous fiscal year, 1992-93.

In 1993-94, two-thirds of cases heard in youth courts resulted in a finding of guilt for at least one charge. Proceedings were stayed or withdrawn in 28% of cases, another 4% of cases resulted in findings of not guilty or dismissal, and less than 1% of cases were transferred to adult court or to another province/territory. Of the 94 cases transferred to adult court, 47% involved violent offences and 32% involved property offences. Breaking and entering was the crime most frequently transferred to adult court, followed by robbery and attempted murder.

For cases resulting in a finding of guilt, probation was more likely to be given in 1993-94 than any other single disposition (a case may result in more than one disposition). Overall, probation was the most significant disposition handed down in 39% of cases (Table 3). Of the 30,361 cases resulting in probation in 1993-94, 28% were for a period of six months or less, 53% ranged from 7 to 12 months, and 19% were for more than 12 months. The median sentence length for probation was one year.

The most significant dispositions used by youth courts for other cases with findings of guilt were: open custody (19%), secure custody (14%), community service orders (13%), fines (7%), absolute discharge (3%), and other dispositions, including restitution, prohibition, and counselling (5%). Under the YOA, youth courts may sentence a youth found guilty of an offence to open or secure custody

L'augmentation du taux de jeunes accusés de crimes violents et de crimes contre les biens semble avoir ralenti ces dernières années. Les hausses en pourcentage d'une année à l'autre des taux de crimes violents perpétrés par des jeunes sont passées d'un maximum de 21 % en 1989 et de 19 % en 1991 à un minimum de 5 % en 1992 et de 6 % en 1993. En ce qui concerne les crimes contre les biens, le taux de jeunes accusés a diminué de 11 % entre 1992 et 1993.

Bien que certaines personnes croient que l'augmentation des crimes déclarés chez les jeunes peut, du moins en partie, être attribuée à une plus grande sensibilisation et davantage de ressources vouées à détecter les crimes commis par les jeunes, l'augmentation de la criminalité chez les jeunes continue d'être une source importante d'inquiétude sociale.

Les tribunaux de la jeunesse et la détention chez les jeunes

Au cours de l'exercice s'étendant du mois d'avril 1993 au mois de mars 1994 (1993-1994), les tribunaux de la jeunesse au Canada ont traité près de 116 000 causes portant sur environ 213 000 chefs d'accusation. Le nombre de causes du Tribunal de la jeunesse en 1993-1994 est demeuré pratiquement le même comparativement à l'exercice précédent, soit 1992-1993.

En 1993-1994, les deux tiers des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse se sont soldées par un verdict de culpabilité pour au moins un chef d'accusation. Les procédures ont été suspendues ou retirées dans 28 % des causes. Un verdict de non-culpabilité a été rendu ou les accusations ont été rejetées dans 4 % des causes et moins de 1 % des causes ont été transférées à un tribunal pour adultes ou à une autre province ou territoire. Des 94 causes transférées à un tribunal pour adulte, 47 % concernaient des infractions violentes et 32 % des crimes contre les biens. L'introduction par effraction était le crime le plus souvent transféré à un tribunal pour adultes, suivi du vol qualifié et de la tentative de meurtre.

En ce qui concerne les causes qui se sont soldées par un verdict de culpabilité, la décision la plus susceptible d'être prise en 1993-1994 était la probation (une cause peut faire l'objet de plus d'une décision). Dans l'ensemble, la décision la plus importante prise était la probation, qui a été adjugée dans 39 % des causes entendues (tableau 3). Des 30 361 causes résultant en une probation en 1993-1994, 28 % de ces probations étaient d'une durée de six mois ou moins, 53 % avaient une durée de 7 à 12 mois et 19 % étaient d'une durée de plus de 12 mois. La durée médiane d'une sentence de probation était d'une année.

La plus importante décision prise par le tribunal de la jeunesse dans les autres causes se soldant par un verdict de culpabilité étaient : le placement sous garde en milieu ouvert (19%), le placement sous garde en milieu fermé (14%), les ordonnances de travaux communautaires (13%), les amendes (7%), la libération totale (3%), et d'autres décisions, y compris la restitution, l'interdiction et le counselling (5%). En vertu de la Loi sur les jeunes

Table 3

Cases Heard in Youth Courts with Guilty Findings
by Principal Charge and Most Serious Disposition,
1993-94

Tableau 3

Causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse
ecomportant un verdict de culpabilité selon l'infraction
la plus importante et la décision la plus sévère,
1993-94

Offence Type	Total Guilty Findings	Secure Custody	Open Custody	Probation Services	Fine	Community Service	Absolute Discharge
Genre d'infraction	Total avec verdict de culpabilité	Garde en milieu fermé	Garde en milieu ouvert	Probation communautaires	Amende	Travaux communautaires	Libération Absolu
percent - pourcentage							
Total	78,010 100%	14	19	39	7	13	3
Violent Offences - Infractions avec violence	14,381 100%	13	18	45	3	13	3
Minor Assault - Voies de fait mineures	7,347 100%	9	14	48	5	17	4
Other Violent - Autres infractions avec violence	7,034 100%	19	21	43	2	10	2
Property Offences - Infractions contre les biens	40,253 100%	12	17	44	5	15	4
Break and Enter - Introduction par effraction	11,330 100%	18	22	45	1	11	1
Theft under \$1,000 - Vol de moins de \$1,000	11,807 100%	5	12	44	9	19	7
Possession of Stolen Goods - Possession de biens volés	6,273 100%	14	20	38	5	16	3
Mischief/Damages - Méfait/Dommages	4,352 100%	7	11	48	5	17	6
Other Property - Autres infractions contre les biens	6,491 100%	13	18	44	4	14	3
Other Criminal Code - Autre Code criminel	12,685 100%	20	22	28	11	9	3
Failure to Appear - Défaut de comparaitre	5,786 100%	15	27	25	10	9	2
Escape Custody/Unlawfully at large - Evasion/Liberté sans excuses	1,915 100%	60	30	4	1	2	--
Impaired Driving - Conduite avec facultés affaiblies	748 100%	2	4	32	55	6	--
Other Criminal Code - Autres au Code criminel	4,236 100%	11	14	40	10	14	5
Drug Related - Relatives aux drogues	2,120 100%	12	12	38	18	9	8
YOA Offences - Infractions à la LJ	8,282 100%	21	26	22	12	12	2
Other Federal Statutes - Autres aux lois fédérales	289 100%	3	2	26	52	5	6

1 Offence figures relate to the principal charge associated with the most significant disposition in the case. Row totals do not add to 100% since "other" dispositions do not appear in the table (i.e. compensation, pay purchaser, and others such as essays, apologies and counselling programs). - Les données sur les infractions désignent l'infraction la plus importante associée à la décision la plus importante dans une cause. La somme des pourcentages des rangées ne correspond pas à 100% car la catégorie «autre» décision n'apparaît pas dans le tableau (c.-à-d. compensation, remboursement à l'acquéreur et autres tels que la rédaction d'une dissertation, les excuses et les programmes de consultation).

-- Amount too small to be meaningful - nombres infimes.

Source: Youth Court Survey - Enquête sur les tribunaux de la jeunesse.

for a maximum of three years⁷. Of the 25,602 cases resulting in custodial dispositions in 1993-94, 24% resulted in sentences of less than one month, 48% in sentences of one to three months, 18% in sentences of four to six months, and 10% in sentences of more than six months. Breaking and entering and "theft \$1,000 and under", the two most common cases heard in youth court, resulted in median sentence lengths of 90 days and 30 days, respectively. Not surprisingly, murder/manslaughter cases had the highest median sentence length at two years and four months, followed by attempted murder at one year.

Custodial dispositions, and in particular shorter custodial dispositions, have become more common in recent years. Because of this, the total number of youths sentenced to custody increased by 41% between 1986-87 and 1993-94 while the number of youths actually-in custodial facilities rose by only 21% (figure excludes the Northwest Territories). On an average day in 1993-94, there were 4,921 young offenders actually-in custodial facilities across Canada. Of these offenders, 39% were held in secure custody, 43% in open custody, and 18% were on remand awaiting a court appearance.

Males comprised 81% of all those appearing in youth court in 1993-94. They also represented 90% of youths sentenced to secure custody and 87% of youths sentenced to open custody. Almost one-half (49%) of young persons sentenced to custody in 1993-94 were males aged 16 or 17. An additional 37% of young persons sentenced to custody were younger males and 11% were females aged 12 to 17 (in 3% of cases the offender was over age 17 or of unknown age).

Adult Courts

The Adult Criminal Court Survey (ACCS) currently collects caseload data from six jurisdictions (Prince Edward Island, Nova Scotia, Quebec, Ontario, Saskatchewan, and the Yukon), representing approximately 65% of Canadian adult provincial/territorial courts. In 1993-94, there were nearly 916,000 federal statute (including *Criminal Code*) charges disposed of in the reporting jurisdictions. Compared with 1992-93, the number of federal statute charges disposed was down 4% in Nova Scotia and 5% in Quebec and up 2% in Ontario and 17% in the Yukon. In Prince Edward Island, disposed charges remained at the previous year's level. (Saskatchewan caseload data only became fully available in April 1993, therefore comparison with 1992-93 is not possible).

contrevenants (LJC), les tribunaux de la jeunesse peuvent condamner un jeune déclaré coupable d'une infraction à la garde en milieu ouvert ou fermé pendant trois ans, au maximum⁷. En 1993-1994, des 25 602 causes dont la sentence était la garde, 24 % étaient des sentences de moins d'un mois, 48 % étaient des sentences d'une durée d'un à trois mois, 18 % étaient des sentences d'une durée de quatre à six mois et 10 % étaient des sentences de plus de six mois. L'introduction par effraction et les « vols de 1 000 \$ et moins », les deux causes les plus courantes entendues au tribunal de la jeunesse, ont reçu des sentences de 90 jours et 30 jours respectivement. Il n'est pas étonnant que les causes d'homicide involontaire et de meurtre reçoivent la sentence médiane de deux ans et quatre mois, suivies par les tentatives de meurtre qui reçoivent une sentence d'un an.

Les décisions en matière de garde, en particulier les peines plus courtes, sont devenues plus courantes au cours des dernières années. Par conséquent, le nombre total de jeunes condamnés à la garde a augmenté de 41 % entre 1986-1987 et 1993-1994, alors que le nombre de jeunes incarcérés réellement dans des établissements n'a augmenté que de 21 % (Territoires du Nord-Ouest non compris). En 1993-1994, au cours d'une journée ordinaire, il y avait 4 921 jeunes contrevenants dans des établissements de garde au Canada. De ce nombre, 39 % étaient en milieu fermé, 43 % étaient en milieu ouvert, et 18 % étaient des prévenus dans l'attente d'une comparution tardive devant le tribunal.

Parmi les personnes comparaissant devant le tribunal de la jeunesse en 1993-1994, 81 % étaient des adolescents. Ces derniers représentaient aussi 90 % des jeunes condamnés à la garde en milieu fermé et 87 % des jeunes condamnés à la garde en milieu ouvert. Près de la moitié (49 %) des jeunes condamnés à la garde en 1993-1994 étaient des adolescents de 16 ou 17 ans. En outre, 37 % des jeunes condamnés à la garde étaient des adolescents plus jeunes et 11 % étaient des adolescentes âgées de 12 à 17 ans (dans 3 % des cas, le contrevenant avait plus de 17 ans ou son âge était inconnu).

Tribunal pour adultes

Dans le cadre de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes (ETJCA), on recueille actuellement des données sur les causes dans six territoires de compétence (Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse, Québec, Ontario, Saskatchewan et Yukon) représentant quelque 65 % des tribunaux provinciaux et territoriaux pour adultes. En 1993-1994, il y avait près de 916 000 chefs d'accusation déposés en vertu des lois fédérales (y compris le *Code criminel*) dans les territoires de compétence qui relèvent de l'enquête. En comparaison avec 1992-1993, le nombre d'accusations en vertu de lois fédérales était en baisse de 4 % en Nouvelle-Écosse et de 5 % au Québec, mais il était en hausse de 2 % en Ontario et de 17 % au Yukon. À l'Île-du-Prince-Édouard, les chefs d'accusation déposés étaient au même niveau qu'à l'exercice précédent. (Les données sur les causes en Saskatchewan n'ont été disponibles dans leur intégralité qu'en avril 1993, par conséquent il est impossible de les comparer avec les données de 1992-1993.)

⁷ On May 15, 1992, an amendment to the Young Offenders Act and the Criminal Code (c.11, S.C. 1992) came into force, increasing the maximum sentence imposed in youth courts for murder to five years.

⁷ Le 15 mai 1992, une modification à la Loi sur les jeunes contrevenants et au Code criminel (c. 11, l.r.c. 1992) est entrée en vigueur en vue d'augmenter à cinq années la sentence maximale d'un jeune trouvé coupable de meurtre.

The ACCS collects more detailed case characteristics data from all of the aforementioned jurisdictions, excluding Ontario. Survey coverage is approximately 30% for the case characteristics component. In 1993, there were more than 165,000 cases (a case may include more than one charge) involving federal statute offences disposed of in adult provincial criminal courts in the reporting jurisdictions. Excluding cases committed for trial in Superior Court, a finding of guilt was reached in approximately 75% of cases in four jurisdictions and in 65% of cases in the Yukon.

Prison was the most serious sentence in 51% of the cases resulting in conviction in Prince Edward Island, 44% in the Yukon, 31% in Saskatchewan, 27% in Quebec, and 24% in Nova Scotia. The median length of prison sentences associated with the most serious conviction was shortest in Prince Edward Island (14 days) and longest in Quebec and Saskatchewan (60 days). Probation was the most serious sentence in 20% of all convicted cases in Prince Edward Island, 23% of convicted cases in Saskatchewan, 24% of cases in Nova Scotia, 26% of cases in the Yukon, and 31% of cases in Quebec⁸.

A fine was ordered in at least 50% of all convicted cases in four jurisdictions and in 35% of convicted cases in the Yukon. The median fine dollar amount ranged from \$200 in Quebec to \$700 in Prince Edward Island.

Legal Aid

Legal Aid Plans provide legal representation for eligible clients (both adults and youths) charged with offences covered under federal-provincial cost sharing agreements. The financial situation of the accused is generally the primary criteria in determining eligibility for legal aid. There is considerable variation in the organization, administration, eligibility, and service coverage of Legal Aid Plans in Canada.

Across the country, 1.1 million written applications for legal aid services were received in 1993-94. This number represented a decrease in caseload of 4% compared to 1992-93. In 1993-94, almost three-quarters of a million written applications were approved for legal aid certificates, representing 66% of total written legal aid applications. The proportion of approved legal aid applications has remained relatively stable over the last few years.

⁸ For more information on sentencing, refer to the report *Sentencing in six adult criminal provincial courts: a study of six Canadian jurisdictions, 1991 and 1992* by J. Turner, Canadian Centre for Justice Statistics, 1993.

Dans le cadre de l'ETJCA, on recueille des données plus détaillées sur les caractéristiques des causes entendues dans tous les territoires de compétence susmentionnés, à l'exception de l'Ontario. La portée de cette enquête est d'environ 30 % de toutes les caractéristiques des causes. En 1993, plus de 165 000 causes (une cause peut comprendre plus d'un chef d'accusation) portant sur des infractions aux lois fédérales ont été entendues devant des tribunaux criminels provinciaux pour adultes dans les territoires de compétence faisant l'objet de l'enquête. Hormis les causes engagées dans des procès auprès de la Cour supérieure, un verdict de culpabilité a été atteint dans environ 75 % des cas dans quatre territoires de compétence et dans 65 % des cas au Yukon.

L'emprisonnement était la sentence la plus grave dans 51 % des causes se soldant par une condamnation à l'Île-du-Prince-Édouard, 44 % au Yukon, 31 % en Saskatchewan, 27 % au Québec, et 24 % en Nouvelle-Écosse. La durée médiane des sentences d'emprisonnement était la plus courte à l'Île-du-Prince-Édouard (14 jours) et la plus longue au Québec et en Saskatchewan (60 jours). La probation était la sentence la plus grave dans 20 % de toutes les causes se soldant par une condamnation à l'Île-du-Prince-Édouard, dans 23 % des causes se soldant par une condamnation en Saskatchewan, dans 24 % des causes en Nouvelle-Écosse, dans 26 % des causes au Yukon et dans 31 % des causes au Québec⁸.

Dans au moins 50 % des causes se soldant par une condamnation, on a imposé une amende dans quatre territoires de compétence et dans 35 % des causes se soldant par une condamnation au Yukon. La somme médiane en dollars des amendes se situe entre 200 \$ au Québec et 700 \$ à l'Île-du-Prince-Édouard.

Aide juridique

Les régimes d'aide juridique fournissent des services d'avocats aux clients admissibles (tant pour les adultes que pour les jeunes) accusés d'infractions reconnues en vertu des ententes fédérales-provinciales de partage des coûts. La situation financière de l'accusé est généralement le principal critère pour la détermination de l'admissibilité à l'aide juridique. Au Canada, il existe des écarts considérables dans l'organisation, l'administration, l'admissibilité et les services offerts par les régimes d'aide juridique.

À l'échelle du pays, 1,1 million de demandes par écrit de services d'aide juridique ont été reçues en 1993-1994. Ce chiffre représente une diminution de 4 % du nombre de cas, comparativement à 1992-1993. En 1993-1994, près de trois quarts de million de demandes écrites ont été approuvées, ce qui représente 66 % de l'ensemble des demandes par écrit d'aide juridique. La proportion des demandes approuvées est demeurée relativement stable au cours des quelques dernières années.

⁸ Pour obtenir plus d'information sur la détermination de la peine, veuillez consulter le rapport *La détermination de la peine dans les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada: étude de six secteurs de compétence - 1991 et 1992*, par J. Turner, Centre canadien de la statistique juridique, 1993.

Adult Corrections

On any given day during 1993-94, an average of approximately 154,000 offenders were under the supervision of correctional agencies in Canada⁹. Of these, 27,573 were inmates serving custodial sentences: 52% in provincial or territorial facilities and 48% in federal penitentiaries¹⁰ (Figure 2). In addition, there were 5,230 inmates in provincial facilities who were not serving a sentence: 98% were remanded in custody awaiting some judicial action with respect to their cases, while the remaining 2% were on temporary detention. An average of 102,402 offenders were under probation supervision and 19,001 were in the community under various forms of conditional release, such as full parole, day parole, or statutory release. Overall, 79% of offenders in Canada were under supervision in the community, while 21% were incarcerated in 1993-94.

The total adult correctional caseload in 1993-94 showed a 2% increase over 1992-93 and a 31% increase over 1989-90. The sentenced incarceration rate in 1993-94, 188 per 10,000 adults charged, represented an increase of 8% above the rate observed in 1992-93 and 20% above that recorded in 1989-90. The probation rate in 1993-94 (1,363 probationers per 10,000 adults charged) represented an increase of 10% over 1992-93 and 54% over 1989-90.

Of all sentenced admissions in 1993-94, 38% were for less than one month and an additional 48% were for one month to six months, inclusive. Overall, more than eight-in-ten admissions in 1993-94 were for sentences of six months or less. The median sentence length on admission to provincial facilities was 31 days, while the average sentence length on admission to federal penitentiaries was almost four years.

Admissions to both provincial and federal facilities have increased substantially relative to the number of offenders actually in prison in the last five years. This is largely because prison sentences, while somewhat shorter than in the past, are being handed down by courts more frequently. Admissions to provincial facilities increased by 20% between 1989-90 and 1993-94, yet the average provincial inmate population grew by only 10%. In the same period, admissions to federal facilities increased by 32%, while the average federal inmate population grew by just 17%.

⁹ Data exclude federal offenders on temporary absences.

¹⁰ Offenders who are sentenced to an aggregate term of imprisonment of less than two years are the exclusive responsibility of provincial/territorial correctional services. Those who are sentenced to an aggregate term of imprisonment of two years or more are imprisoned in federally administered penitentiaries.

Services correctionnels pour adultes

Chaque jour en 1993-1994, en moyenne 154 000 contrevenants se trouvaient sous la surveillance d'organismes correctionnels au Canada⁹. De ces contrevenants, 27 573 étaient détenus dans des établissements : 52 % dans des établissements provinciaux et territoriaux et 48 % dans des pénitenciers fédéraux¹⁰ (figure 2). En outre, il y avait 5 230 détenus dans des établissements fédéraux qui ne purgeaient pas une peine : 98 % étaient détenus en attendant des actions en justice concernant leur cause et 2 % étaient en détention provisoire. En moyenne, 102 402 contrevenants étaient en probation et 19 001 étaient en liberté sous différentes formes de conditions telles que la liberté conditionnelle totale, la semi-liberté et la libération d'office. Dans l'ensemble, 79 % des contrevenants au Canada se trouvaient sous surveillance dans la collectivité, tandis que 21 % étaient incarcérés en 1993-1994.

En 1993-1994, le nombre total de cas de services correctionnels pour adultes représentait une augmentation de 2 % comparativement à 1992-1993 et une augmentation de 31 % comparativement à 1989-1990. Le taux d'incarcération des condamnés en 1993-1994, soit 188 par 10 000 accusés adultes, représente une augmentation de 8 % sur le taux observé en 1992-1993 et de 20 % comparativement à celui de 1989-1990. Le taux de probation en 1993-1994 (1 363 probationnaires par 10 000 accusés adultes) représente une augmentation de 10 % par rapport à 1992-1993 et de 54 % par rapport à 1989-1990.

De toutes les admissions de condamnés en 1993-1994, 38 % étaient pour une durée de moins d'un mois et 48 % étaient pour une durée d'un mois à six mois, inclusivement. Dans l'ensemble, plus de huit admissions sur dix en 1993-1994 étaient pour des sentences de six mois ou moins. La durée médiane des sentences dans les établissements provinciaux était de 31 jours, tandis que la durée moyenne d'une sentence dans les pénitenciers fédéraux était de presque quatre ans.

Les admissions dans les établissements provinciaux et fédéraux ont augmenté considérablement, relativement au nombre de contrevenants réellement en prison au cours des cinq dernières années. Cette situation est due largement au fait que les sentences d'emprisonnement, quoique plus courtes que par le passé, sont prononcées plus fréquemment par les tribunaux. Les admissions dans les établissements provinciaux ont augmenté de 20 % entre 1989-1990 et 1993-1994, pourtant le nombre moyen de détenus dans les provinces n'a augmenté que de 10 %. Au cours de la même période, les admissions aux établissements fédéraux ont augmenté de 32 %. Tandis que le nombre moyen de détenus dans les établissements fédéraux n'a augmenté que de 17 %.

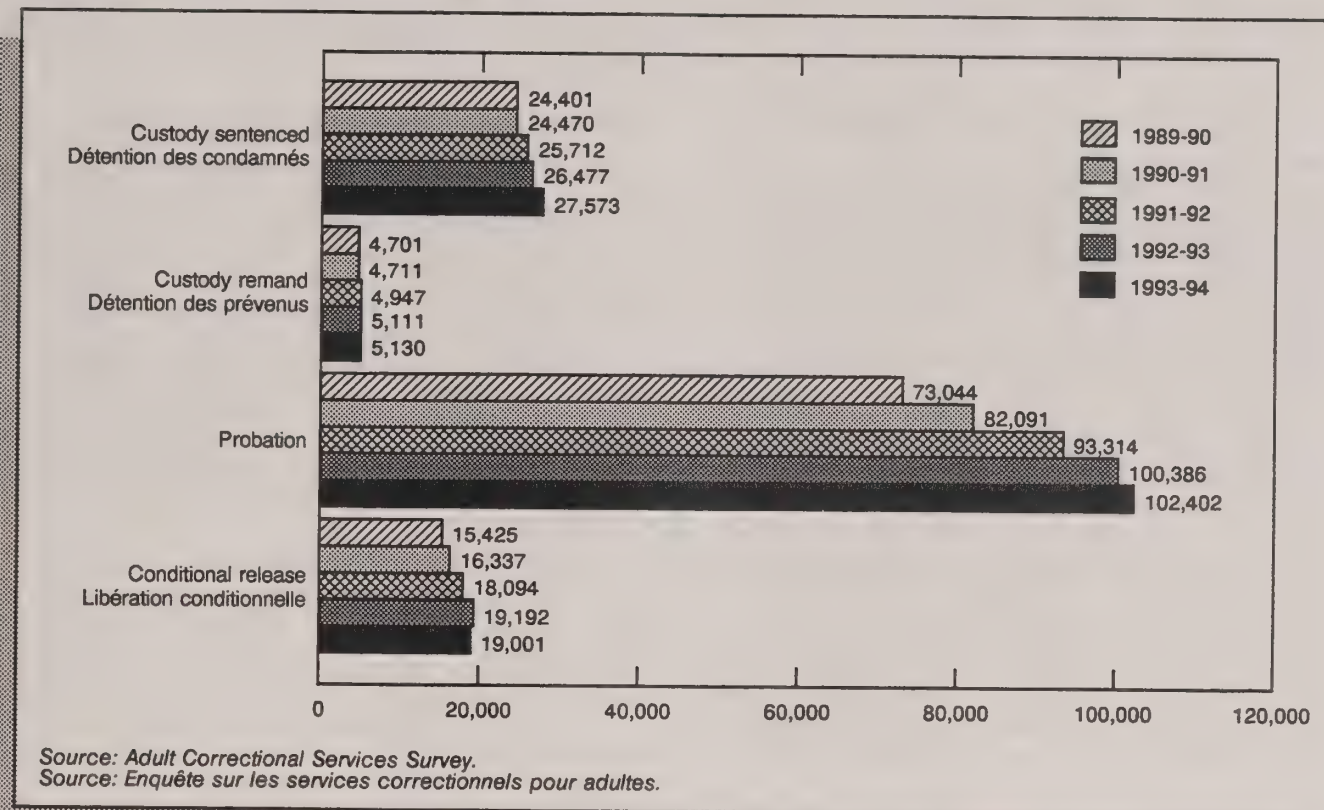
⁹ Ces données ne tiennent pas compte des contrevenants d'un établissement fédéral en absence provisoire.

¹⁰ Les contrevenants qui sont condamnés à une peine combinée de moins de deux ans sont sous la seule responsabilité des services correctionnels de la province ou du territoire où se trouve l'établissement. Les personnes qui sont condamnées à une peine combinée de plus de deux ans sont incarcérées dans des pénitenciers administrés par le gouvernement fédéral.

Figure 2

Adult Correctional Populations, 1993-94

Populations correctionnelles adultes, 1993-1994



It is interesting to note that in 1993-94, 25% of sentenced offenders admitted to custody were serving sentences (relatively short sentences) in default of paying a fine levied under either federal or provincial statutes. This figure compares with 28% in 1989-90 and 35% in 1992-93. To cope with the large number of fine defaulters, many jurisdictions have instituted fine option programs in recent years.

Unlike custody, probation caseloads grew more rapidly than probation intakes in 1993-94. In recent years, more offenders have received probation as a disposition, yet the average probation term has increased as well. In 1993-94, the number of probation intakes (79,171) was 34% higher than in 1989-90, while the average month-end probation count (102,402) was 40% higher than in 1989-90.

In 1993-94, males comprised 91% of all sentenced provincial admissions, 97% of all sentenced federal admissions, and 83% of probation intakes. The median age for offenders sentenced to provincial custody was 29, for federal custody it was 31, and for probationers it was 30. Aboriginal persons were over-represented in the correctional system: while persons

Il est intéressant de remarquer qu'en 1993-1994, 25 % des contrevenants condamnés admis purgeaient des peines (relativement courtes) de non-paiement d'une amende en vertu de lois fédérales ou provinciales. Ce chiffre se compare à 28 % en 1989-1990 et à 35 % en 1992-1993. Afin de composer avec le nombre important de personnes qui ne paient pas leurs amendes, nombre de secteurs de compétence ont mis en place des programmes de solution de rechange à l'amende au cours des dernières années.

Contrairement à la garde, le nombre de cas de probation se sont accrus plus rapidement que les inscriptions à la probation en 1993-1994. Au cours des dernières années, plus de contrevenants ont reçu une probation à la suite d'une décision, et pourtant la durée moyenne des probations a aussi augmenté. En 1993-1994, le nombre d'inscriptions à la probation (79 171) était de 34 % plus élevé qu'en 1989-1990, tandis que le nombre moyen de probations à la fin du mois (102 402) était de 40 % plus élevé qu'en 1989-1990.

En 1993-1994, les hommes représentaient 91 % de toutes les admissions dans les établissements provinciaux, 97 % de toutes les admissions dans les établissements fédéraux, et 83 % des inscriptions à la probation. L'âge médian des contrevenants condamnés à la détention dans les établissements provinciaux était de 29 ans, de 31 ans dans les établissements fédéraux, et de 30 ans pour les proba-

with aboriginal ancestry comprised about 4% of the total population of Canada, aboriginal offenders accounted for 17% of persons sentenced to provincial custody, 12% of persons sentenced to federal custody, and 12% of probation intakes in 1993-94.

Justice Expenditures and Personnel

Government spending on the justice system reached \$9.57 billion in the 1992-93 fiscal year. Justice expenditures¹¹ represented approximately 3% of total annual expenditures by federal, provincial, and municipal governments combined, and were less than one-quarter the amount of those in health and education. Consistent with the rise in government spending in other areas, justice system expenditures experienced a current dollar increase of 34% and a constant dollar increase of 13% between 1988-89 and 1992-93¹². The average annual constant dollar increase in justice expenditures was 3.2% for the period.

Expenditures on policing services accounted for the majority of justice costs (60%) in 1992-93 (Figure 3). Corrections expenditures accounted for 25% (20% on adults and 5% on youths) of justice costs, courts for 9%, and legal aid for 6%. Spending trends in each of the justice sectors, with the exception of legal aid, were fairly consistent between 1988-89 and 1992-93 (current dollar increases of between 28% and 36%).

Specifically, between 1988-89 and 1992-93, spending on the policing sector increased by 30% from \$4.4 billion to \$5.7 billion. Adjusting for inflation, this represented a constant dollar increase of 10%. In the same period, court operating costs increased from \$639.9 million to \$867.0 million, translating into a current dollar increase of 36% and a constant dollar increase of 15%. Adult corrections costs reached \$1.9 billion in 1992-93, representing a current dollar increase of 28% and a constant dollar increase of 9% over 1988-89. Youth custody and community services costs experienced a greater increase than adult corrections costs in the same period (37% in current dollars and 16% in constant dollars), rising to \$484.9

tionnaires. Les autochtones étaient sur-représentés dans le système correctionnel. Les personnes de souche autochtone représentaient environ 4 % de la population canadienne, mais les contrevenants autochtones représentaient 17 % des personnes purgeant une peine dans un établissement provincial, 12 % des personnes condamnées à une peine dans un établissement fédéral et 12 % des inscriptions à la probation en 1993-1994.

Dépenses en matière de justice et effectif

Les dépenses du gouvernement en matière de justice ont atteint 9,57 milliards de dollars au cours de l'exercice 1992-1993. Les dépenses en matière de justice¹¹ représentent environ 3 % du total des dépenses annuelles des gouvernements provinciaux, municipaux et fédéral regroupés et constituaient moins d'un quart des budgets consacrés à la santé et à l'enseignement. Tout comme les dépenses gouvernementales ont augmenté dans d'autres secteurs, les dépenses en matière de justice en 1993-1994 représentent une augmentation de 34 % en dollars courants et une augmentation de 13 % en dollars constants entre 1988-1989 et 1992-1993.¹² L'augmentation moyenne annuelle en dollars constants des dépenses en matière de justice était de 3,2 % pour cette période.

En 1992-1993, les dépenses relatives aux services de police représentaient la majorité des coûts d'administration de la justice (60 %) (figure 3). Les dépenses relatives aux services correctionnels représentaient 25 % (20 % pour les adultes et 5 % pour les jeunes) des coûts de la justice, les tribunaux représentaient 9 %, et l'aide juridique représentait 6 %. Les tendances en matière de dépenses dans chacun des secteurs de la justice, à l'exception de l'aide juridique, sont demeurées relativement homogènes entre 1988-1989 et 1992-1993 (soit une augmentation en dollars courants allant de 28 % à 36 %).

Plus particulièrement, entre 1988-1989 et 1992-1993, les dépenses relatives au secteur des services de police ont augmenté de 30 %, de 4,4 milliards de dollars à 5,7 milliards de dollars. En rajustant ces sommes au taux d'inflation, il s'agit d'une augmentation en dollars constants de 10 %. Au cours de la même période, les coûts de fonctionnement des tribunaux ont augmenté de 639,9 millions de dollars à 867,0 millions de dollars, soit une augmentation en dollars courants de 36 %, et une augmentation en dollars constants de 15 %. Les coûts des services correctionnels pour adultes ont atteint 1,9 milliard de dollars en 1992-1993, ce qui représente une augmentation en dollars courants de 28 % et une augmentation en dollars constants de 9 %, comparativement à 1988-1989. Les coûts associés à la détention des jeunes et

¹¹ Amounts include formal justice expenditures, excluding expenditures on prosecutions (these are not available at the national level). Also excluded are justice-related expenditures such as youth services, mental health services, and spending by non-governmental organizations, and capital and occupancy costs including building replacement, maintenance, and utilities.

¹² For information on justice spending prior to 1988-89, refer to the Juristat, *Government Expenditures on Justice Services*, 1991, Vol. 11 No. 7.

¹¹ Les montants comprennent les dépenses officielles au titre de la justice, mais non les dépenses au titre des poursuites, qui ne sont pas disponibles au niveau national. Sont également exclues les dépenses connexes, comme les services pour les jeunes, les services en matière de santé mentale ainsi que les dépenses des organisations non gouvernementales, de même que les coûts des immobilisations et les frais d'occupation, ce qui comprend le remplacement des immeubles, l'entretien et les services publics.

¹² Pour obtenir des informations sur les dépenses en matière de justice avant 1988-1989, veuillez consulter le Juristat intitulé : *Dépenses des administrations au chapitre des services judiciaires* 1991, Vol. 11 No 7.

million in 1992-93. Expenditures on legal aid were the fastest growing component of the justice system between 1988-89 and 1992-93, rising from \$300.3 million to \$603.3 million.

Although data are not yet available for all sectors of the criminal justice system, expenditure data for the 1993-94 fiscal year are available for policing services, adult corrections, and legal aid. Policing expenditures continued to rise in 1993-94, reaching \$5.8 billion. In current dollars, this increase in expenditures (1%) was the smallest observed since expenditure data were first collected in 1985-86. After adjusting for inflation, policing expenditures actually revealed a decrease of 1% between 1993-94 and 1992-93. Adult correctional expenditures, which totalled \$1.9 billion in 1993-94, also experienced a constant dollar decrease (2%) below the previous fiscal year. Legal aid expenditures dropped for the first time in a decade: at \$594.3 million in 1993-94, expenditures showed a 1% current dollar decrease below 1992-93 (a 3% decrease in constant dollars).






aux services communautaires ont connu une augmentation plus grande que ceux des services correctionnels pour adultes au cours de la même période (37% en dollars courants et 16% en dollars constants), les faisant grimper à 484,9 millions de dollars en 1992-1993. Les dépenses relatives à l'aide juridique étaient l'élément du système judiciaire connaissant la croissance la plus rapide entre 1988-1989 et 1992-1993, passant de 300,3 millions de dollars à 603,3 millions de dollars.

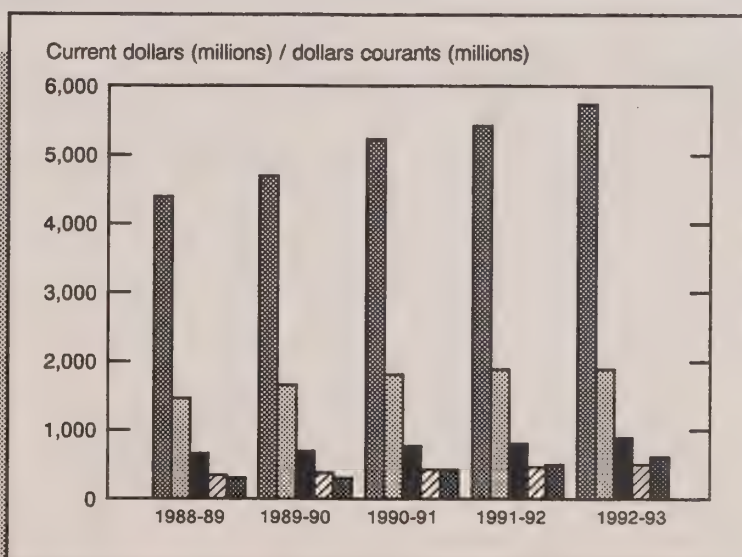
Bien que les données ne soient pas encore disponibles pour tous les secteurs du système de justice criminelle, les données portant sur les dépenses de l'exercice 1993-1994 sont disponibles pour les services de police, les services correctionnels pour adultes et l'aide juridique. Les dépenses des services de police ont continué à augmenter en 1993-1994, pour atteindre 5,8 milliards de dollars. En dollars courants, cette augmentation des dépenses (1%) était la plus modeste observée depuis que des données sur les dépenses ont commencé à être recueillies en 1985-1986. Après ajustement au taux d'inflation, les dépenses des services de police ont en fait accusé une baisse en 1993-1994, comparativement à 1992-1993 (1%). Les dépenses des services correctionnels pour adultes s'élevaient à 1,9 milliard de dollars en 1993-1994 et ont aussi connu une diminution en dollars constants (2%), comparativement à l'exercice précédent. Les dépenses en matière d'aide juridique ont chuté pour la première fois en une décennie : les dépenses s'élevaient à 594,3 millions de dollars en 1993-1994, ce qui constitue une diminution de 1% en dollars courants comparativement à 1992-1993 (une diminution de 3% en dollars constants).

Figure 3

Total Justice Spending by Sector 1988-89 to 1992-93

Dépenses totales de la justice selon le secteur, 1988-1989 à 1992-1993

-  Police
-  Adult corrections
Services correctionnels pour les adultes
-  Courts / Tribunaux
-  Youth corrections
Services correctionnels pour les jeunes
-  Legal aid / Aide juridique



Source: Resource and Expenditure Surveys administrated by CCJS.

Source: Enquêtes sur les ressources et les dépenses menées par le CCSJ.

Between 1988-89 and 1992-93, the number of justice personnel in Canada rose by 6%, from about 113,000 to 120,000 (figure excludes data on youth corrections workers, which are not collected). Specifically, staff increased by 7% in adult corrections, by 6% in policing, and by less than 4% in court services over the period.

Legal Aid Plan staff (including lawyers and other employees who provide direct legal services, clerical and accounting staff, researchers, and librarians) increased by 6% in the one year period from 1992-93 to 1993-94. Twenty-seven percent of "active" lawyers in Canada provided legal aid services during 1993-94, a percentage that has remained relatively stable over the past ten years.

It is interesting to note that the ratio of police officers to civilians rose for the second consecutive year in 1993, reaching one officer for every 509 Canadians. This was the highest ratio observed since 1986.

Methodology

Data from the following surveys were utilized in the preparation of this Juristat: the Uniform Crime Reporting Survey (UCR), the Revised Uniform Crime Reporting Survey (UCR II), the Homicide Survey, the General Social Survey (GSS), the Violence Against Women Survey (VAWS), the Youth Court Survey (YCS), the Young Offender Key Indicator Report (Y-KIR), the Adult Criminal Court Survey (ACCS), the Adult Correctional Services Survey (ACS), and various Resource and Expenditure Surveys. For more information on any of these surveys, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics at (613) 951-9023 or toll-free at 1-800-387-2231.

Entre 1988-1989 et 1992-1993, l'effectif judiciaire a augmenté de 6 %, soit de 113 000 personnes à 120 000 personnes (ces chiffres ne comprennent pas les données sur les travailleurs des services correctionnels à la jeunesse qui ne sont pas recueillies). En particulier, le personnel a augmenté de 7 % pour les services correctionnels aux adultes, de 6 % pour les services de police et de moins de 4 % pour les services de tribunal pendant cette période.

Le personnel du régime d'aide juridique (y compris les avocats et les autres employés qui offrent des services juridiques directement, le personnel de bureau et de comptabilité, les chercheurs et les libraires) a augmenté de 6 % de 1992-1993 à 1993-1994. Vingt-sept pour cent d'avocats «en service» au Canada ont offert des services d'aide juridique au cours de 1993-1994, soit un pourcentage qui est demeuré relativement stable au cours des dix dernières années.

Il est intéressant de remarquer que le rapport agents de police et civils a augmenté pour la deuxième année consécutive en 1993, pour représenter un agent par 509 Canadiens. Il s'agit du rapport le plus élevé observé depuis 1986.

Méthode

Les données contenues dans les enquêtes suivantes ont servi à la rédaction du présent Juristat : l'enquête sur la Déclaration uniforme de la criminalité (DUC), la Déclaration uniforme corrigée de la criminalité (DUC II), l'Enquête sur les homicides, l'Enquête sociale générale (ESG), l'Enquête sur la violence faite envers les femmes, l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse, le Rapport sur les indicateurs clés des jeunes contrevenants, l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes (ETJCA), ainsi que diverses enquêtes sur les ressources et les dépenses. Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet de l'une ou l'autre de ces enquêtes, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, au (613) 951-9023, ou composez sans frais le 1-800-387-2231.

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1-800-267-6677. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951-9023) ou le numéro sans frais 1-800-387-2231. Pour commander, communiquer avec la Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267-6677. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Jurlstat Releases – Diffusions des Jurlstat récents

Catalogue 85-002

- | | |
|---------------|--|
| Vol.14 No. 13 | Trends in Criminal Victimization: 1988-1993 / Tendances en matière de victimisation: 1988-1993. |
| Vol.14 No. 14 | Canadian Crime Statistics, 1993 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 15 | Homicide in Canada, 1993 / L'homicide au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 16 | Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993 |
| Vol.14 No. 17 | Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada |
| Vol.15 No. 1 | Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public |
| Vol.15 No. 2 | Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993 |
| Vol.15 No. 3 | Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |
| Vol.15 No. 7 | Youth and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994 |
| Vol.15 No. 8 | Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993 |
| Vol.15 No. 9 | Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue, US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 10 \$ l'exemplaire, 90 \$ par année
États-Unis : 12 \$ US l'exemplaire, 108 \$ US par année
Autres pays : 14 \$ US l'exemplaire, 126 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No.11

Homicide in Canada – 1994

*Orest Fedorowycz**

Highlights

- The homicide rate in Canada dropped by 6% in 1994, reaching a 25-year low (2.04 per 100,000 population). The 596 reported homicides represent a decrease of 34 from 1993, and the third consecutive year-to-year decrease.
- The decrease in the number of homicides in 1994 was primarily a result of a decline of 30 homicides in the Montreal metropolitan area. This resulted in the province of Quebec having 33 fewer homicides than in 1993, giving Quebec its lowest homicide rate in 26 years. Among the remaining provinces, only New Brunswick and Alberta showed an increase in their homicide rates in 1994.
- Shootings continued to account for about one-third of all homicides. In 1994, 90 homicides were committed with a handgun, 66 with a rifle/shotgun, 26 with a sawed-off rifle/shotgun, and 14 with a fully automatic firearm. Handguns accounted for 15% of all homicides in 1994, up slightly from 14% in 1993, but down from 18% in both 1991 and 1992. Other common methods used to commit homicide in 1994 included stabbing (26%), beatings (18%), strangulation/suffocation (14%), fire (burns) (3%), and poisoning (2%).

* Policing Services Program

August 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1995. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Vol.15, No.11

L'homicide au Canada – 1994

*Orest Fedorowycz**

Faits saillants

- Le taux d'homicides du Canada a diminué de 6 % en 1994, atteignant son plus faible niveau en 25 ans (2,04 pour 100 000 habitants). Les 596 homicides qui ont été déclarés représentent une diminution de 34 par rapport à 1993, ce qui constitue la troisième diminution consécutive d'une année à l'autre.
- La diminution du nombre d'homicides en 1994 est essentiellement le résultat d'un recul de 30 homicides dans la région métropolitaine de Montréal. C'est aussi la raison pour laquelle la province de Québec a enregistré 33 homicides de moins qu'en 1993, et son taux d'homicides le plus faible en 26 ans. Dans le cas des autres provinces, seulement le Nouveau-Brunswick et l'Alberta ont connu une augmentation de leur taux d'homicides en 1994.
- Les homicides commis à l'aide d'une arme à feu ont continué à constituer environ le tiers de tous les homicides. En 1994, 90 homicides ont été commis à l'aide d'une arme de poing, 66 avec une carabine/un fusil de chasse, 26 avec une carabine/un fusil de chasse à canon tronqué, et 14 avec une arme à feu entièrement automatique. Les armes de poing ont servi pour 15 % des homicides en 1994, soit une légère augmentation par rapport au taux de 14 % enregistré en 1993, mais une baisse par rapport à 1991-1992 (18 %). Parmi les autres moyens souvent utilisés pour perpétrer un homicide en 1994 figurent le poignard (26 %), les coups (18 %), la strangulation/suffocation (14 %), brûlures (3 %) et l'empoisonnement (2 %).

* Programme des services policiers

AOÛT 1995
ISSN 0715-271X

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics Canada
Statistique Canada

Canada

- In 1994, eight in ten homicides were solved by police, consistent with previous years. Of the homicides where an accused was identified, 40% of the victims were killed by a spouse or other family member, 46% were killed by an acquaintance, and 13% were killed by a stranger. The proportion of homicides known to be committed by strangers has remained relatively stable over the past ten years, ranging from 12% to 18%.
- Although the number of spousal homicides in 1994 (85) was fewer than in 1993 (87) and in 1992 (105), spousal homicides continued to account for one out of every six solved homicides. Other categories of family-related homicides were as follows: 48 victims were killed by a parent, 20 by one of their children, 17 by a sibling, and 20 by another relative.
- 1994 showed an increase over 1993 in both the number and proportion of youths aged 12-17 accused of homicide: 57 youths were accused of committing homicide, representing 11% of all accused persons. This proportion was up from 6% (35) in 1993 and 9% (58) in 1992. During the previous ten years, youths have accounted for an average of 8% of homicide suspects.
- In 1994, the age of greatest risk of being a homicide victim was during the first year of life. Of the 27 children under one year of age who were killed in 1994, 20 were killed by a parent, three by another family member, and one by an acquaintance of the family (the accused were not identified for the remaining three victims).
- According to police, there was evidence of drug trafficking or the settling of drug-related accounts in almost one in ten homicides in 1994.
- En 1994, huit homicides sur dix ont été résolus par la police, un chiffre assez semblable aux années précédentes. Sur les homicides pour lesquels un accusé a été identifié, 40 % des victimes avaient été tuées par un conjoint ou un autre membre de la famille, 46 % par une connaissance, et 13 % par un étranger. La proportion d'homicides que l'on sait avoir été perpétrés par des étrangers est demeurée relativement stable au cours des dix dernières années, allant de 12 % à 18 %.
- Même si, en 1994, le nombre d'homicides de conjoint (85) a été inférieur aux nombres enregistrés en 1993 (87) et 1992 (105), ce genre d'homicide continue à compter pour un homicide résolu sur six. Pour les autres catégories d'homicides dans la famille, les chiffres étaient les suivants : 48 victimes ont été tuées par un parent, 20 par l'un de leurs enfants, 17 par un frère ou une sœur, et 20 par un autre parent.
- En 1994, le nombre et la proportion de jeunes âgés de 12 à 17 ans qui ont été accusés d'homicide ont augmenté par rapport à 1993 : 57 jeunes ont été accusés d'homicide, soit 11 % de toutes les personnes accusées. Cette proportion représente une augmentation par rapport à 1993 et 1992, où elle était de 6 % (35) et de 9 % (58) respectivement. Au cours des dix années précédentes, les jeunes ont représenté, en moyenne, 8 % des personnes soupçonnées d'homicide.
- En 1994, c'est pendant la première année de la vie qu'il y avait le plus de risques d'être victime d'un homicide. Sur les 27 enfants âgés de moins d'un an qui ont été tués en 1994, 20 l'ont été par un parent, trois par un autre membre de la famille, et un par une connaissance de la famille (l'accusé n'a pas été indiqué pour les trois autres victimes).
- Selon la police, le trafic de drogue ou le règlement de comptes liés à la drogue ont joué un rôle dans presque un homicide sur dix en 1994.

Introduction

The Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS), in cooperation with Canadian police departments, has been collecting homicide statistics since 1961. This report presents an overview of 1994 data by describing the nature and extent of homicide incidents, victim and accused characteristics, as well as recent trends at the national level. Homicide data at the provincial/territorial and census metropolitan area (CMA) levels are also presented.

In Canada, homicide is classified as first degree murder, second degree murder, manslaughter or infanticide. Deaths caused by criminal negligence, suicide, accidental or justifiable homicide are not included in the definition.

Homicide rate lowest in 25 years

There were 596 homicide offences reported in Canada during 1994, a decrease of 34 homicides from 1993, and the third consecutive annual decrease. The 1994 homicide rate of 2.04 per 100,000 population was 6% lower than the rate in 1993 (2.18), and the lowest rate recorded in Canada in 25 years.

Introduction

Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) recueille des statistiques sur les homicides depuis 1961, en collaboration avec les services de police du Canada. Le présent rapport donne une vue d'ensemble des données de 1994, en décrivant la nature et l'étendue des affaires d'homicide, les caractéristiques des victimes et des accusés, ainsi que les tendances récentes au niveau national. Il présente aussi des données sur les homicides au niveau des provinces et des territoires, ainsi que des régions métropolitaines de recensement (RMR).

Au Canada, l'«homicide» comprend le meurtre au premier degré, le meurtre au deuxième degré, l'homicide involontaire coupable et l'infanticide. Les décès causés par la négligence criminelle, le suicide, l'accident ou l'homicide justifiable n'entrent pas dans la définition.

Taux d'homicides le plus faible depuis 25 ans

En 1994, 596 homicides ont été déclarés au Canada, soit une diminution de 34 homicides par rapport à 1993, et la troisième diminution consécutive d'une année à l'autre. Le taux d'homicides de 2,04 % pour 100 000 habitants en 1994 était de 6 % inférieur au taux de 1993 (2,18), et le taux le plus faible enregistré au Canada depuis 25 ans.

Since 1961, when national homicide statistics were first collected, there have been two distinctive trends. Between 1961 and 1975 the homicide rate increased steadily from 1.3 per 100,000 population to a peak of 3.0, an increase of 131%. From 1975 to 1994, despite yearly fluctuations, the homicide rate has gradually declined, from 3.0 per 100,000 to 2.0, a decrease of 33% (Figure 1).

International Comparisons

The homicide rate in the United States has historically been three to four times greater than Canada's rate. According to preliminary 1994 figures, the Federal Bureau of Investigation reported 23,330 homicides, a 5% decrease from the 1993 figure, and a rate of 9.0 per 100,000 population.

Even though Canada's homicide rate was one-quarter that of the United States in 1994, it is generally higher than most European countries. For example, England and Wales reported a homicide rate of 1.4 per 100,000 population in 1994, about 30% lower than Canada's rate. In 1990 (the most recent year statistics were available from all of the following countries), the following European countries reported homicide rates lower than Canada's rate of 2.4 per 100,000 population in that year: Ireland (0.8), Norway (1.1), Germany (1.2), England and Wales (1.3), Sweden (1.4), Netherlands (1.5), Switzerland (1.6), Scotland (1.7), Hungary (1.9), and France (2.1). Reported rates were higher in Italy (3.1) and Northern Ireland (5.2).

Figure 1

Homicide Rates, Canada, 1961-1994 Taux d'homicides, Canada, 1961-1994

* As of 1971, population estimates were adjusted to reflect new methods of calculation.

* Dès 1971, les estimations de la population ont été ajustées pour conformer aux nouvelles méthodes de calculs.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995

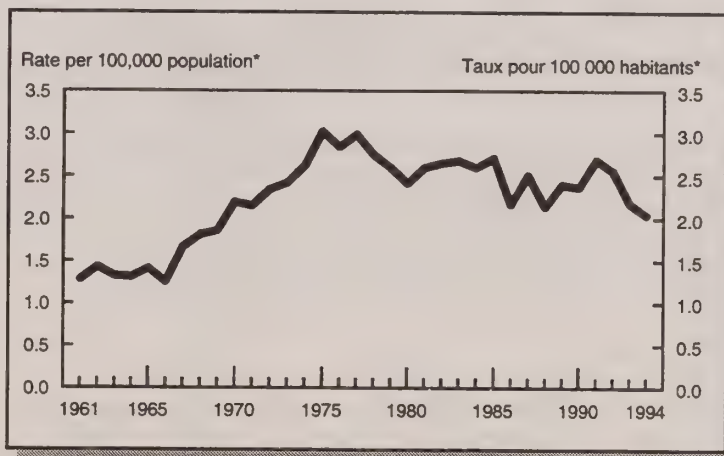
Source: L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers, Centre canadien de la statistique juridique, août 1995

Depuis 1961, année où l'on a commencé à recueillir à l'échelle nationale des statistiques sur les homicides, deux tendances bien nettes se sont dessinées. De 1961 à 1975, le taux d'homicides n'a pas cessé d'augmenter, passant de 1,3 pour 100 000 habitants à un sommet de 3,0, c'est-à-dire une augmentation de 131 %. De 1975 à 1994, en dépit des fluctuations annuelles, le taux d'homicides a régulièrement diminué, soit de 3,0 pour 100 000 habitants à 2,0, une diminution de 33 % (figure 1).

Comparaisons internationales

Le taux d'homicides a été généralement de trois à quatre fois plus élevé aux États-Unis qu'au Canada. En 1994, selon les données provisoires, le *Federal Bureau of Investigations* a fait état de 23 330 homicides, soit 5 % de moins qu'en 1993, et un taux de 9,0 pour 100 000 habitants.

Même si le taux d'homicides au Canada n'a représenté qu'un quart de celui des États-Unis en 1994, il est habituellement plus élevé que celui de la plupart des pays européens. Par exemple, pour la même année l'Angleterre et le pays de Galles ont déclaré un taux d'homicides de 1,4 pour 100 000 habitants, un taux qui est d'environ 30 % plus faible que celui du Canada. En 1990 (la dernière année pour laquelle tous ces pays ont fourni des statistiques), les pays européens suivants ont signalé des taux d'homicides plus faibles que le taux de 2,4 pour 100 000 habitants enregistré par le Canada cette année-là : Irlande (0,8), Norvège (1,1), Allemagne (1,2), Angleterre et pays de Galles (1,3), Suède (1,4), Pays-Bas (1,5), Suisse (1,6), Écosse (1,7), Hongrie (1,9), et France (2,1). Les taux déclarés ont été plus élevés en Italie (3,1) et en Irlande du Nord (5,2).



Attempted murders also decreasing

It has been speculated that the declining homicide rate may be partially due to victims of serious assaults being saved by more advanced medical procedures and the increased use of paramedics. If this were true, then it would be expected that the number of attempted murders in Canada would be increasing in recent years. In fact, the rate of attempted murders has actually decreased in the last two years: by 6% in 1993 and a further 9% in 1994. Therefore the decline in the homicide rate must reflect other factors.

Les tentatives de meurtre ont diminué également

D'aucuns ont supposé que la baisse du taux d'homicides peut être en partie attribuable au fait que les victimes d'agressions graves sont sauvées par des interventions médicales plus avancées et le recours accru à des techniciens médicaux d'urgence. Si c'était le cas, le nombre de tentatives de meurtre au Canada aurait dû augmenter ces dernières années. En fait, le taux de tentatives de meurtre a diminué au cours des deux dernières années, soit de 6 % en 1993, et de 9 % en 1994. Par conséquent, le recul du taux d'homicides doit refléter d'autres facteurs.

Geographical Comparisons

Homicide rate down in eight of ten provinces

Most of the decrease in the number of homicides at the national level between 1993 and 1994 (34) was the result of a decline of 30 homicides in the Montreal metropolitan area. This resulted in the province of Quebec having 33 fewer homicides than in 1993, giving Quebec the third lowest provincial rate in 1994, and the lowest homicide rate in 26 years in that province. Table 1 shows that only three provinces/territories reported an increase in the number of homicides between 1993 and 1994: New Brunswick, Alberta and the Yukon.

Reflective of the overall decline in the number of homicides between 1993 and 1994, seven provinces/territories recorded a lower number of homicides compared to their average for the previous ten years: Newfoundland, Quebec, Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta, and the Northwest Territories. The most notable differences were in Quebec (126 homicides in 1994 compared to an average of 181 over the previous ten years), and in Manitoba (29 homicides compared to the previous ten-year average of 38).

Comparaisons géographiques

Baisse du taux d'homicides dans huit des dix provinces

Le plus clair de la diminution du nombre d'homicides au niveau national de 1993 à 1994 (34) a été la conséquence d'un recul de 30 homicides dans la région métropolitaine de Montréal. C'est aussi la raison pour laquelle la province de Québec signale 33 homicides de moins qu'en 1993, ce qui lui donne le troisième taux provincial le plus faible en 1994, et son taux d'homicides le plus faible en 26 ans. Le tableau 1 indique que seulement trois provinces/territoires ont déclaré une augmentation du nombre d'homicides entre 1993 et 1994 : le Nouveau-Brunswick, l'Alberta et le Yukon.

Parallèlement à la diminution générale du nombre d'homicides entre 1993 et 1994, sept provinces/territoires ont enregistré un nombre plus faible d'homicides comparativement à leur moyenne pour les dix années précédentes : Terre-Neuve, Québec, Ontario, Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Territoires du Nord-Ouest. Les différences les plus marquées ont été notées au Québec (126 homicides en 1994 contre une moyenne de 181 au cours des dix années précédentes) et au Manitoba (29 homicides contre une moyenne de 38 pendant les dix années antérieures).

TABLE - 1

Homicides by Province/Territory,
1993 and 1994

TABLEAU - 1

Homicides par province et territoire,
1993 et 1994

Province/Territory	1994 ¹		1993		Average - Moyenne 1984-1993	
	Number	Rate ²	Number	Rate ²	Number	Rate ²
Province/territoire	Nombre	Taux ²	Nombre	Taux ²	Nombre	Taux ²
Newfoundland – Terre-Neuve	4	0.69	7	1.20	5.2	0.90
Prince Edward Island – Île-de-Prince-Édouard	1	0.74	2	1.50 †	0.8	0.62
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	19	2.03	19	2.04 †	16.7	1.85
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	15	1.98	11	1.46	13.7	1.86
Québec	126	1.73	159	2.20 †	180.6	2.61
Ontario	192	1.76	193	1.78 †	194.9	1.95
Manitoba	29	2.56	31	2.75 †	37.6	3.41
Saskatchewan	24	2.36	30	2.96 †	27.8	2.72
Alberta	66	2.43	49	1.82 †	68.6	2.73
British Columbia – Colombie-Britannique	113	3.08	122	3.41 †	103.8	3.23
Yukon	3	9.97	–	0.00	1.7	7.60
Northwest Territories – Territoires du Nord-Ouest	4	6.22	7	11.04 †	8.1	14.60
CANADA	596	2.04	630	2.18 †	659.5	2.42

¹ The following number of homicides were reported and included in 1994 but occurred in previous years:

N.S. - 3; N.B. - 1; Que. - 2; Ont. - 4; Man. - 1; B.C. - 3; TOTAL - 14.

¹ Les nombres suivants se rapportent à des homicides qui ont été déclarés et inclus en 1994, mais qui ont eu lieu au cours d'une année précédente: N.-É. - 3; N.-B. - 1; Qc - 2; Ont. - 4; Man. - 1; C.-B. - 3; TOTAL - 14.

² Rates are calculated per 100,000 population using updated postcensal estimates.

² Les taux sont calculés pour 100 000 habitants utilisant des estimations postcensitaires mises à jour.

† Revised.

† Révisé.

– Nil or zero.

– Néant ou zéro.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995.

L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers Centre canadien de la statistique juridique, août 1995.

British Columbia recorded the highest provincial homicide rate per 100,000 population (3.08) for the third consecutive year, followed by Manitoba (2.56), Alberta (2.43), and Saskatchewan (2.36). Newfoundland reported the lowest provincial homicide rate (0.69) for the second consecutive year, followed by Prince Edward Island (0.74). With the exception of Nova Scotia, New Brunswick and Manitoba, rates generally followed the historical pattern of increasing from east to west (Figure 2).

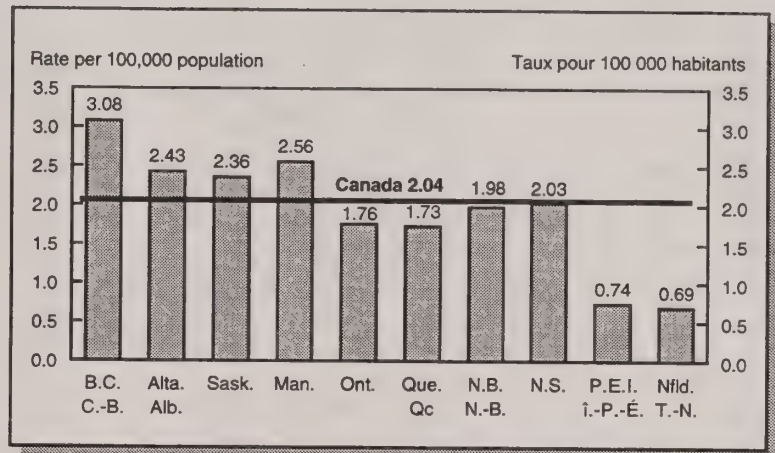
C'est la Colombie-Britannique qui a enregistré le taux d'homicides provincial le plus élevé pour 100 000 habitants (3,08), pour la troisième année consécutive; elle a été suivie du Manitoba (2,56), de l'Alberta (2,43) et de la Saskatchewan (2,36). Terre-Neuve a déclaré le taux d'homicides provincial le plus faible (0,69) pour la deuxième année consécutive, suivie de l'Île-du-Prince-Édouard (0,74). À l'exception de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba, les taux, comme dans le passé, ont généralement augmenté d'est en ouest (figure 2).

Figure 2

Homicide Rates by Province, 1994 Taux d'homicides par province, 1994

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995

Source: L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers, Centre canadien de la statistique juridique, août 1995



Homicide rate in major metropolitan areas only slightly higher than national average

Crime, particularly homicide, is often considered to be an urban phenomenon. In 1994, 377 (63%) of the 596 reported homicides occurred in one of Canada's 25 census metropolitan areas (CMA's - an urbanized core with at least 100,000 population). During the same year, CMA's comprised 61% of the Canadian population, meaning that major metropolitan areas were only slightly over-represented in terms of homicide occurrences.

Table 2 divides the CMA's into three population categories and shows that CMA's with populations of 100,000 – 249,999 and 500,000 and over had rates (2.24 and 2.19 respectively) slightly higher than the national rate of 2.04 homicides per 100,000 population. The remaining CMA group (250,000 – 499,999) reported a rate (1.47) less than the national figure.

Among the nine CMA's with populations of 500,000 and over, Vancouver and Edmonton, despite decreases over 1993 in their number of homicides, reported the highest rate (2.70), followed by Winnipeg (2.65). Quebec City and Ottawa-Hull reported the lowest rates at 1.61 and 1.68 per 100,000 population, respectively. There was a large decrease in the number of homicides in both Montreal (-30) and Vancouver (-15) in 1994, while Toronto experienced an increase (+14) over 1993.

Taux d'homicides dans les grandes régions métropolitaines seulement un peu plus élevé que la moyenne nationale

La criminalité, en particulier l'homicide, est souvent considérée comme un phénomène urbain. En 1994, 377 (63 %) des 596 homicides qui ont été signalés sont survenus dans l'une des 25 RMR du Canada (une RMR est un noyau urbanisé comptant au moins 100 000 habitants). La même année, les RMR comptaient 61 % de la population du Canada, de sorte qu'elles n'étaient que légèrement surreprésentées dans les affaires d'homicides.

Le tableau 2 classe les RMR en trois catégories de taille de population, et il montre que les RMR de 100 000 à 249 999 habitants et de 500 000 habitants et plus ont affiché un taux (2,24 et 2,19 respectivement) légèrement supérieur au taux national de 2,04 homicides pour 100 000 habitants. L'autre groupe de RMR (250 000 – 499 999) a enregistré un taux (1,47) inférieur au chiffre national.

Parmi les neuf RMR de 500 000 habitants et plus, Vancouver et Edmonton ont signalé le taux le plus élevé (2,70), même si le nombre d'homicides dans ces RMR a diminué par rapport à 1993, suivie de Winnipeg (2,65). Québec et Ottawa-Hull ont affiché les taux les plus faibles, soit 1,61 et 1,68 pour 100 000 habitants respectivement. Le nombre d'homicides à Montréal (-30) et à Vancouver (-15) a fortement diminué en 1994, alors que Toronto a enregistré une augmentation (+14) par rapport à 1993.

TABLE - 2

Homicides by Census Metropolitan Area, 1992-1994

TABLEAU - 2

Homicides par région métropolitaine de recensement, 1992-1994

Census Metropolitan Area

Régions métropolitaines de recensement

	1994 ¹			1993			1992		
	Population	Number	Rate ²	Population ^r	Number	Rate ^{2r}	Population ^r	Number	Rate ^{2r}
	(000s)	Nombre	Taux ²	(000s)	Nombre	Taux ^{2r}	(000s)	Nombre	Taux ^{2r}
500,000+ population									
Toronto	4,281.9	85	1.99	4,189.3	71	1.69	4,109.9	90	2.19
Montréal	3,322.4	75	2.26	3,275.6	105	3.21	3,242.3	105	3.24
Vancouver	1,774.7	48	2.70	1,737.5	63	3.63	1,695.4	61	3.60
Ottawa-Hull	1,010.3	17	1.68	996.5	16	1.61	974.4	13	1.33
Ontario	759.5	12	1.58	751.7	12	1.60	735.1	13	1.77
Quebec	250.8	5	1.99	244.8	4	1.63	239.4	—	0.00
Edmonton	888.5	24	2.70	881.0	27	3.06	871.3	33	3.79
Calgary	814.5	18	2.21	800.7	10	1.25	786.8	35	4.45
Québec	683.8	11	1.61	682.9	13	1.90	672.7	6	0.89
Winnipeg	680.5	18	2.65	674.3	17	2.52	669.3	13	1.94
Hamilton	636.9	13	2.04	632.6	8	1.26	627.4	12	1.91
Total	14,093.5	309	2.19	13,870.4	330	2.38	13,649.5	368	2.70
250,000 - 499,999 population									
London	410.3	6	1.46	405.2	6	1.48	400.8	10	2.50
Kitchener	384.9	3	0.78	382.5	8	2.09	376.3	7	1.86
St. Catharines-Niagara	384.2	6	1.56	384.3	6	1.56	382.0	11	2.88
Halifax	339.0	8	2.36	334.7	7	2.09	330.9	8	2.42
Victoria	313.2	6	1.92	305.1	7	2.29	301.3	5	1.66
Windsor	278.7	4	1.44	278.3	10	3.59	274.9	9	3.27
Oshawa	266.4	2	0.75	263.2	5	1.90	256.6	3	1.17
Total	2,376.7	35	1.47	2,353.3	49	2.08	2,322.8	53	2.28
100,000 - 249,999 population									
Saskatoon	219.0	10	4.57	217.1	6	2.76	215.7	7	3.25
Regina	199.3	3	1.51	197.7	4	2.02	196.2	4	2.04
St. John's	177.7	2	1.13	178.2	4	2.24	177.3	1	0.56
Chicoutimi-Jonquière	167.7	1	0.60	166.9	1	0.60	165.7	1	0.60
Sudbury	165.9	3	1.81	166.9	3	1.80	166.0	6	3.61
Sherbrooke	144.9	2	1.38	144.9	—	0.00	143.8	—	0.00
Trois-Rivières	140.5	2	1.42	141.2	4	2.83	141.1	—	0.00
Saint John	130.3	6	4.60	129.6	2	1.54	129.3	4	3.09
Thunder Bay	129.3	4	3.09	129.5	5	3.86	129.6	7	5.40
Total	1,474.6	33	2.24	1,472.0	29	1.97	1,464.7	30	2.05
< 100,000 population									
	11,303.3	219	1.94	11,201.0	222	1.98	11,070.1	281	2.54
CANADA	29,248.1	596	2.04	28,940.6	630	2.18	28,542.2	732	2.56

¹ The following number of homicides were reported and included in 1994 but occurred in previous years:

Halifax - 2; St. Catharines-Niagara - 1; London - 1; Ottawa-Hull - 1; Toronto - 1; Winnipeg - 1; Vancouver - 3; Areas < 100,000 population - 4; TOTAL - 14.

¹ Les nombres suivants se rapportent à des homicides qui ont été déclarés et inclus en 1994, mais qui ont eu lieu au cours d'une année précédente:

Halifax - 2; St. Catharines-Niagara - 1; London - 1; Ottawa-Hull - 1; Toronto - 1; Winnipeg - 1; Vancouver - 3; Régions < 100 000 population - 4; TOTAL - 14.

² Rates are calculated per 100,000 population.² Les taux sont calculés pour 100 000 habitants.^r Revised.^r Révisé.

— Nil or zero.

— Néant ou zéro.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995

L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers Centre canadien de la statistique juridique, août 1995.

Among the seven CMA's with populations of 250,000 – 499,999, Halifax reported the highest homicide rate (2.36) while Oshawa and Kitchener reported the lowest (0.75 and 0.78 respectively). For the nine CMA's with populations less than 250,000, Saint John and Saskatoon reported the highest rates (4.60 and 4.57 respectively), while Chicoutimi-Jonquière reported the lowest (0.60).

It is important to note that, due to the relatively small number of homicides within some of the smaller CMA's, homicide rates for these areas can change dramatically from year to year.

Characteristics of Homicide Incidents

One-half of homicides classified by police as first degree murder

With the abolition of capital punishment in 1976, murder was categorized into first and second-degree (see Glossary of Terms for definitions of homicide). First degree murder as a proportion of all homicides rose from 36% in 1978 to 53% in 1991, levelling off at approximately 50% after that (49% in 1994). There was a corresponding decline in the proportion of second degree murders reported by the police from 54% in 1978 to 38% in 1991 (41% in 1994). During the same time period, the proportion of manslaughters has remained relatively stable at about 9 – 10%, as has the percentage of infanticides (approximately 1% annually).

The classification of homicide offences in this report is based upon initial police investigation. In the transition period from initial police charging of the accused to final court disposition, the legal classification of an incident may be altered.

Ninety-five percent of homicide incidents involved a single victim

In 1994, 557 separate homicide incidents involving 596 victims were reported by the police. Similar to previous years, the majority of these incidents (95%) involved a single victim, while 5% were multiple-victim incidents, up from 4% in 1993. The 30 multiple-victim incidents reported in 1994 were distributed as follows: 23 incidents involved two victims, five incidents involved three victims, and two incidents involved four victims. Of the seven incidents involving more than two victims, four were domestic homicides and the remaining three involved acquaintances. None of these seven incidents involved firearms.

Eight in ten homicides solved by police

During 1994, 80% of the 557 reported homicide incidents were solved by the police through the identification of at least one accused, up slightly from the previous year. Over the past ten years, this proportion has fluctuated between 77% and 85%. Since the process of solving a homicide can be time-consuming, an incident may not be solved until after the year in which it was initially recorded. These data, therefore, underestimate final police clearance rates.

Parmi les sept RMR comptant de 250 000 à 499 999 habitants, Halifax a déclaré le taux d'homicides le plus élevé (2,36), alors que Oshawa et St. Catharines-Niagara ont connu les plus faibles (0,75 et 0,78 respectivement). Sur les neuf RMR de moins de 250 000 habitants, Saint John et Saskatoon ont déclaré les taux les plus élevés (4,60 et 4,57 respectivement), alors que Chicoutimi-Jonquière a signalé le plus faible (0,60).

Il importe de noter qu'en raison du nombre d'homicides relativement faible dans certaines des petites RMR, les taux d'homicides pour ces régions peuvent connaître des fluctuations spectaculaires d'une année à l'autre.

Caractéristiques des affaires d'homicides

La moitié des homicides sont classés par la police comme des meurtres au premier degré

Avec l'abolition de la peine capitale en 1976, le meurtre a été classé en meurtre au premier degré et meurtre au deuxième degré (voir les définitions d'homicide dans le Glossaire). Le meurtre au premier degré en proportion de l'ensemble des homicides a connu une progression qui l'a fait passer de 36 % en 1978 à 53 % en 1991, puis il s'est stabilisé à environ 50 % (49 % en 1994). Il y a eu une diminution correspondante de la proportion de meurtres au deuxième degré signalés par la police : de 54 % en 1978 à 38 % en 1991 (41 % en 1994). Au cours de la même période, la proportion d'homicides involontaires coupables est demeurée relativement stable, soit 9 – 10 % environ, tout comme le pourcentage d'infanticides (environ 1 % par année).

La classification des infractions d'homicides dans le présent rapport reflète les résultats de l'enquête initiale de la police. Dans la période de transition entre le dépôt d'une accusation par la police et le jugement définitif du tribunal, la classification légale d'une affaire peut changer.

Quatre-vingt-quinze pour cent des affaires d'homicides ont fait une seule victime

En 1994, la police a dénombré 557 affaires d'homicides distinctes, qui ont fait 596 victimes. La majorité (95 %) de ces affaires n'avaient fait qu'une seule victime, comme dans les années antérieures, alors que 5 % en avaient fait plusieurs comparativement à 4 % en 1993. Les 30 affaires ayant fait plus d'une victime en 1994 se répartissaient comme il suit : 23 affaires deux victimes, cinq affaires trois victimes, et deux affaires quatre victimes. Sur les sept qui ont fait plus de deux victimes, quatre étaient dans la famille, et les trois autres avaient été perpétrés par une connaissance. Aucune de ces sept affaires n'impliquait des armes à feu.

Huit homicides sur dix résolus par la police

En 1994, la police a résolu 80 % des 557 affaires d'homicides signalées, en accusant au moins une personne, ce qui représente une légère augmentation par rapport à l'année précédente. Au cours des dix dernières années, cette proportion a fluctué entre 77 % et 85 %. Comme il faut parfois du temps pour résoudre un homicide, il peut arriver qu'une affaire ne se règle pas avant la fin de l'année où elle a d'abord été consignée. Par conséquent, ces données constituent une sous-estimation des taux de classement final par la police.

Of those incidents cleared in 1994, 90% were cleared by a charge being laid, 9% by the accused having committed suicide immediately following the offence, and the remaining 1% were cleared by the death of the accused (other than suicide). Of the 39 incidents cleared by suicide, 31 (79%) were of a domestic nature.

One in ten homicides are drug-related

Drugs and drug-dealing are believed to be the causes of many types of crimes, including homicide. Accordingly, in 1991, the following question was added to the homicide survey: "was there evidence of drug trafficking or settling of drug-related accounts". In 1994, one in ten (55) homicide incidents were reported by police to be drug-related, consistent with previous years.

Slightly more than one-quarter (27%) of all homicide incidents reported in 1994 occurred during the commission of another criminal offence. Of these 150 incidents, 71% were committed at the same time as another violent offence: 46 during a robbery, 32 during an assault, 21 during a sexual assault, six during a kidnapping, and two during other violent offences. A further 15 homicides occurred during a property offence and 28 in combination with other types of criminal offences.

Firearms continue to account for one-third of all homicides

In 1994, shootings were the most common method used in the commission of a homicide, accounting for 33% of homicides where the cause of death was known (Figure 3). This proportion has remained relatively stable since 1979. In 1994, 90 (15%) homicides were committed with a handgun, 66 (11%) with a rifle/shotgun, 26 (4%) with a sawed-off rifle/shotgun, and 14 (2%) with a fully automatic firearm.

Handguns accounted for 15% of all homicides in 1994. After remaining at a level between 7% and 11% of all homicides from 1984 to 1990, the use of handguns in homicide increased to 18% in both 1991 and 1992, before dropping to 14% in 1993. The use of rifles/shotguns in homicides continues to decrease, from 30% in 1974 to 20% in 1989 to the present level of 11% in 1994 (Figure 4).

Parmi les affaires résolues en 1994, 90 % ont été classées par mise en accusation, 9 % lorsque le suspect s'est suicidé immédiatement après l'infraction, et le 1 % restant a été classé par le décès de l'accusé (autre que le suicide). Sur les 39 affaires classées par suicide, 31 (79 %) d'entre eux avaient commis le meurtre au sein de la famille.

Un homicide sur dix est relié à la drogue

La drogue et le trafic de drogue seraient la cause de nombreux types de crimes, y compris l'homicide. Par conséquent, on a ajouté, en 1991, la question suivante à l'enquête sur l'homicide : «Y a-t-il une preuve de trafic de drogue ou de règlement de compte lié à la drogue?». En 1994, une affaire d'homicide sur dix (55) a été signalée par la police comme étant liée à la drogue, ce qui suit la tendance des années précédentes.

Un peu plus du quart (27 %) de toutes les affaires d'homicide signalées en 1994 sont survenues pendant la perpétration d'une autre infraction au Code criminel. Sur ces 150 homicides, 71 % ont été commis en même temps qu'une autre infraction avec violence : 46 pendant un vol qualifié, 32 pendant une agression, 21 pendant une agression sexuelle, six pendant un enlèvement, et deux pendant d'autres crimes de violence. Par ailleurs, 15 autres homicides ont eu lieu pendant la perpétration d'une infraction contre les biens, et 28 en combinaison avec divers autres types d'infractions criminelles.

Les armes à feu continuent à intervenir dans le tiers de tous les homicides

En 1994, la méthode la plus souvent utilisée pour la perpétration d'un homicide a été l'arme à feu, qui est intervenue dans 33 % des homicides où la cause du décès était connue (figure 3). Ce pourcentage est demeuré relativement stable depuis 1979. En 1994, 90 homicides (15 %) ont été commis avec une arme de poing, 66 (11 %) avec une carabine/un fusil de chasse, 26 (4 %) avec une carabine/un fusil de chasse à canon tronqué, et 14 (2 %) avec une arme à feu entièrement automatique.

Les armes de poing ont été utilisées dans 15 % de tous les homicides en 1994. Après être demeurée à un niveau se situant entre 7 % et 11 % de tous les homicides commis de 1984 à 1990, l'utilisation des armes de poing a augmenté à 18 % en 1991 et 1992, avant de chuter à 14 % en 1993. L'utilisation de carabines/fusils de chasse continue à diminuer, passant de 30 % en 1974 à 20 % en 1989, pour atteindre le présent niveau de 11 % en 1994 (figure 4).

Figure 3

Most Frequent Methods Used to Commit Homicide, 1994

Méthodes les plus souvent utilisées pour commettre un homicide, 1994

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995

Source: L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers, Centre canadien de la statistique juridique, août 1995

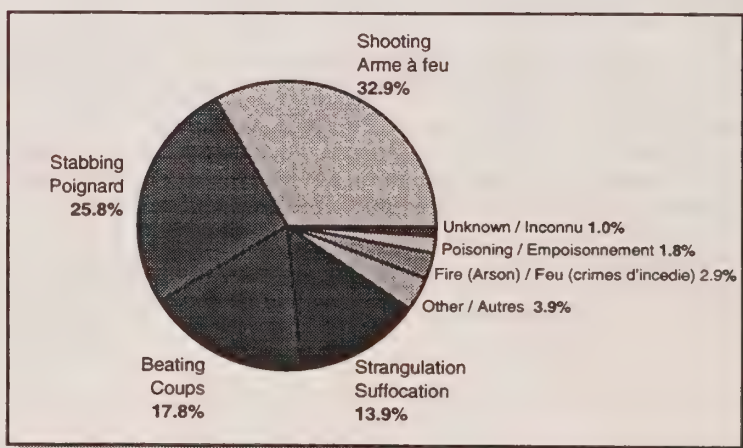


Figure 4

Firearm Homicides as a Proportion of All Homicides, 1984-1994

Homicides avec arme à feu en proportion de tous les homicides, 1984-1994

* This category was introduced in 1991 and may account for some of the decrease in the numbers for the "other firearms" category.

* Cette catégorie a été introduite en 1991 et peut rendre compte de la diminution des chiffres dans la catégorie "autres armes à feu".

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995

Source: L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers, Centre canadien de la statistique juridique, août 1995

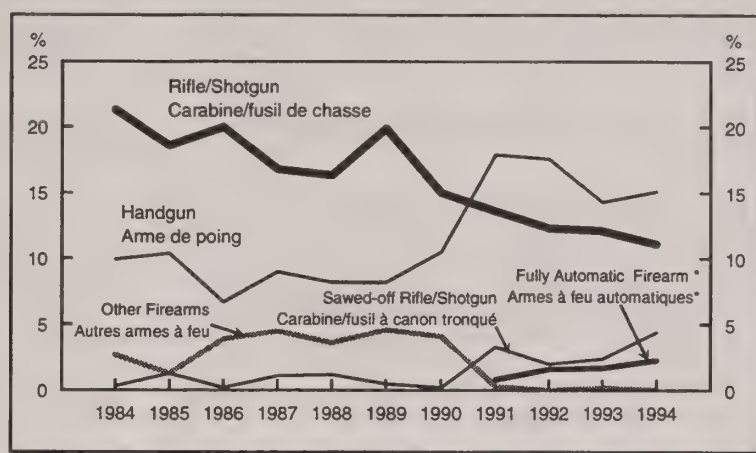


TABLE - 3

Firearm Homicides as a Proportion of all Homicides, 1974-1994

TABLEAU - 3

Homicides avec une arme à feu en proportion de tous les homicides, 1974-1994

Firearm Arme à feu															
Handgun			Rifle/ shotgun		Fully automatic firearm ¹		Sawed-off rifle/shotgun		Other firearms		Total firearms homicides		Total homicide offences		
Arme de Poing			Carabine/ fusil de chasse		Arme à feu entièrement automatique ¹		Carabine ou fusil de chasse à canon tronçonné		Autres armes à feu		Total des homicides avec armes à feu		Nombre total d'infractions d'homicide		
Number	% of total homicides		Number	% of total homicides		Number	% of total homicides		Number	% of total homicides		Number	% of total homicides		
Nombre	% du total des homicides		Nombre	% du total des homicides		Nombre	% du total des homicides		Nombre	% du total des homicides		Nombre	% du total des homicides		
1974	76	12.7	180	30.0	...	12	2.0	15	2.5	283	47.2	600	100.0		
1975	88	12.6	183	26.1	...	10	1.4	11	1.6	292	41.7	701	100.0		
1976	68	10.2	165	24.7	...	5	0.7	20	3.0	258	38.6	668	100.0		
1977	61	8.6	161	22.6	...	14	2.0	24	3.4	260	36.6	711	100.0		
1978	63	9.5	177	26.8	...	2	0.3	8	1.2	250	37.8	661	100.0		
1979	54	8.6	135	21.4	...	4	0.6	14	2.2	207	32.8	631	100.0		
1980	62	10.5	120	20.3	...	4	0.7	9	1.5	195	32.9	592	100.0		
1981	59	9.1	123	19.0	...	2	0.3	15	2.3	199	30.7	648	100.0		
1982	88	13.2	146	21.9	...	9	1.3	5	0.7	248	37.2	667	100.0		
1983	78	11.4	127	18.6	...	4	0.6	15	2.2	224	32.8	682	100.0		
1984	66	9.9	142	21.3	...	2	0.3	18	2.7	228	34.2	667	100.0		
1985	73	10.4	131	18.6	...	9	1.3	9	1.3	222	31.5	704	100.0		
1986	38	6.7	114	20.0	...	1	0.2	22	3.9	175	30.8	569	100.0		
1987	58	9.0	108	16.8	...	7	1.1	29	4.5	202	31.4	644	100.0		
1988	47	8.2	94	16.3	...	7	1.2	21	3.6	169	29.3	576	100.0		
1989	54	8.2	131	19.9	...	3	0.5	30	4.6	218	33.2	657	100.0		
1990	69	10.5	99	15.0	...	1	0.2	27	4.1	196	29.7	660	100.0		
1991	135	17.9	103	13.6	6	0.8	25	3.3	2	0.3	271	35.8	756	100.0	
1992	129	17.6	90	12.3	12	1.6	15	2.0	—	0.0	246	33.6	732	100.0	
1993	90	14.3	76	12.1	11	1.7	15	2.4	1	0.2	193	30.6	630	100.0	
1994	90	15.1	66	11.1	14	2.3	26	4.4	—	0.0	196	32.9	596	100.0	
Average/Moyenne															
1984-1993	75.9	11.5	108.8	16.5	2.9	0.4	8.5	1.3	15.9	2.4	212.0	32.1	659.5	100.0	

¹ This category was introduced in 1991 and may account for some of the decrease in the numbers for the "other firearms" category.

¹ Cette catégorie a été introduite en 1991 et peut rendre compte de la diminution des chiffres dans la catégorie "autres armes à feu".

... Figures not applicable or not appropriate.

... N'ayant pas lieu de figurer.

— Nil or zero.

— Néant ou zéro.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995.

L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers Centre canadien de la statistique juridique, août 1995.

Other common methods of committing homicide in 1994 compared to 1993 were as follows: stabbings (26% vs 31%), beatings (18% vs 19%), strangulation/suffocation (14% vs 12%), fire (burns) (3% vs 3%) and poisoning (2% vs 1%).

Forty-five percent of victims killed in own residence

Of the 541 homicide incidents with a known location (16 were unknown), six in ten (61%) of these occurred in a private residence in 1994, down slightly from 65% in 1993. Forty-five percent occurred in a residence occupied by the victim (either solely or jointly with the accused); a further 6% occurred in the residence of the accused; 7% occurred in a private residence not occupied by either the victim or the accused; and, in 3% of the cases, the residential occupancy was unknown.

Slightly more than one-third (35%) of homicide incidents occurred in a public place in 1994: 23% in an open area (e.g., a parking lot, street or field), 10% in a commercial area (e.g., bar, bank, restaurant), and the remaining 2% (12) in a public institution (correctional facility (seven), community centre/arena (two), school (one), hospital (one), and nursing home (one)). The remaining incidents of homicide (4%) occurred in a private vehicle.

In 1994, females were more likely to be killed in a private residence than males (70% vs 58%). This is not surprising, given two facts: females are killed in greater proportion by spouses and family members and spousal homicides often occur in a private residence. In fact, 89% of spousal homicides occurred in a private residence in 1994, up from 82% in 1993.

Accused-Victim Relationship, Age, Gender and Marital Status

Thirteen percent of homicides committed by strangers

In general, people are more apprehensive of violence at the hands of a stranger than of someone they know. Media coverage of murders perpetrated by strangers tends to reinforce this fear in the minds of the public. However, data indicate that homicides are more likely to be committed by someone known to the victim than by a stranger.

Of the homicides where an accused was identified, 40% of the victims were killed by a spouse or other family member (33% in 1993), 46% were killed by an acquaintance (51% in 1993), and 13% were killed by a stranger (15% in 1993). Male victims were more likely to be killed by strangers (15%) than female victims (5%). The proportion of homicides known to be committed by strangers has remained relatively stable over the past ten years, ranging from 12% to 18% (Figure 5).

Les autres méthodes courantes de perpétration d'un homicide en 1994 par rapport à 1993 ont été les suivantes : poignard (26 % c. 31 %), coups (18 % c. 19 %), strangulation/suffocation (14 % c. 12 %), brûlures (3 % c. 3 %) et empoisonnement (2 % c. 1 %).

Quarante-cinq pour cent des victimes tuées dans leur propre résidence

Sur les 541 affaires d'homicide dont le lieu était connu (il était inconnu dans 16 cas), six sur dix (61 %) sont survenues dans une résidence privée en 1994, comparativement à 65 % en 1993. Quarante-cinq pour cent sont produites dans une résidence occupée par la victime (soit uniquement par la victime, soit conjointement par la victime et l'accusé), 6 % dans la résidence de l'accusé, 7 % dans une autre résidence non occupée par la victime ou l'accusé, et, dans 3 % des cas, l'occupation du domicile était inconnue.

Un peu plus du tiers (35 %) des homicides sont survenus dans un lieu public en 1994 : 23 % à l'extérieur (p. ex., dans un terrain de stationnement, une rue ou un champ), 10 % dans un établissement commercial (p. ex., dans un bar, une banque, un restaurant), et les 2 % qui restent (12) dans un établissement public (établissement de correction (sept), centre communautaire/aréna (deux), école (un), hôpital (un), maison de soins infirmiers (un)). Les autres homicides (4 %) sont survenus dans une voiture particulière.

En 1994, plus de femmes (70 %) que d'hommes (58 %) ont été tuées dans une résidence privée. Cela n'est pas étonnant, étant donné deux faits : les femmes sont tuées en plus grande proportion que les hommes par leur conjoint ou des membres de leur famille et les homicides de conjoint surviennent souvent dans une résidence privée. En fait, 89 % des homicides de conjoint sont survenus dans une résidence privée en 1994, contre 82 % en 1993.

Relation entre l'accusé et la victime, âge, sexe et état matrimonial

Treize pour cent des homicides commis par des étrangers

En règle générale, les gens craignent davantage d'être victimes de violence aux mains d'un étranger que d'une personne qu'ils connaissent. Le traitement par les médias des meurtres commis par des étrangers tend à renforcer cette crainte dans l'esprit du public. Toutefois, les données indiquent que les homicides sont plus susceptibles d'être commis par quelqu'un qui connaît la victime que par un étranger.

Sur les homicides pour lesquels des accusations ont été portées, 40 % des victimes ont été tuées par leur conjoint ou un autre membre de leur famille (33 % en 1993), 46 % par une connaissance (51 % en 1993), et 13 % par un étranger (15 % en 1993). Les victimes de sexe masculin étaient plus souvent tuées par des étrangers (15 %) que les victimes de sexe féminin (5 %). La proportion d'homicides que l'on sait avoir été commis par des étrangers est demeurée relativement stable au cours des dix dernières années, se situant entre 12 % et 18 % (figure 5).

Figure 5

Homicides by Accused - Victim Relationship, 1984-1994

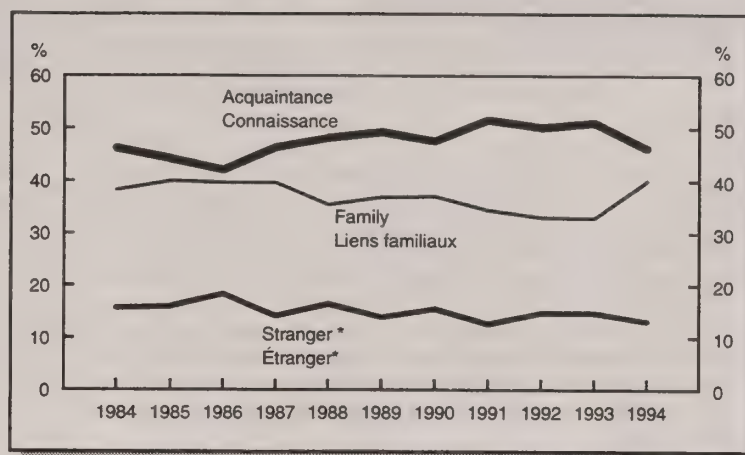
Homicides selon la relation entre l'accusé et la victime, 1984-1994

* Includes unknown relationships prior to 1991.

* Comprend les relations inconnues avant 1991.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995

Source: L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers, Centre canadien de la statistique juridique, août 1995



Spousal homicides continue to account for one in six solved homicides

Spousal homicides continue to account for one out of every six solved homicides. In 1994, 85 persons were killed by spouse, down slightly from 87 the previous year. Spousal homicides include persons in registered marriages, in common-law relationships and persons separated/divorced from such a union. From 1984 through 1993, there was an average of 110 victims killed by a spouse each year, with women representing three-quarters of the victims.

Women were the victims in 76% of spousal homicides in 1994: 51 women were killed by a current spouse (legal or common-law), and 14 were killed by a separated/divorced spouse. Forty percent of female homicide victims were killed by a spouse in 1994, compared to 7% of male victims. Of the 20 men killed by a spouse in 1994, 19 were killed by a current spouse and one by a separated spouse. Many spousal homicides are a tragic outcome of continued domestic violence: in 1994, almost one-half (48%) of spousal homicides involved a history of domestic violence known to police.

Female victims also had a higher risk of being killed by another family member (24%) than male victims (21%), or someone with whom they shared an intimate relationship (7% of female victims compared to 2% of male victims in 1994). Male victims had a greater risk of being killed by a non-intimate acquaintance (53%) or a stranger (17%) than female victims (23% by non-intimate acquaintances and 6% by strangers).

Other family-related homicides in 1994 included: 48 victims killed by a parent (29 by a father/step-father and 19 by a mother), 20 by one of their children, 17 by a sibling, and 20 by another relative. There has been an increase in recent years in the number of fathers/step-fathers killing their children: from 16 in 1992 (2.7% of all solved homicides) to 22 in 1993 (4.4%) to 29 in 1994 (6.2%).

Les homicides de conjoint représentent encore un homicide résolu sur six

Les homicides de conjoint représentent encore un homicide résolu sur six. En 1994, 85 personnes ont été tuées par le conjoint, soit une légère diminution par rapport à 87 l'année précédente. Les homicides de conjoint comprennent les personnes dans des unions de droit ou de fait, et les personnes séparées/divorcées de ce type d'union. De 1984 à 1993, 110 victimes en moyenne ont été tuées par un conjoint chaque année, les femmes représentant les trois quarts des victimes.

En 1994, les femmes ont été les victimes dans 76 % des homicides de conjoint : 51 femmes ont été tuées par leur conjoint (de droit ou de fait), et 14 l'ont été par le conjoint dont elles étaient séparées/divorcées. Quarante pourcent des victimes de sexe féminin ont été tuées par leur conjoint en 1994, comparativement à 7 % des victimes de sexe masculin. Sur les 20 hommes tués par leur conjoint en 1994, 19 l'ont été par leur conjoint du moment et un par le conjoint dont il était séparé. De nombreux homicides familiaux sont l'issue tragique d'une violence familiale continue : en 1994, presque la moitié (48 %) des homicides avaient été précédés de violence familiale connue de la police.

En outre, les victimes de sexe féminin sont plus nombreuses à avoir été tuées par un autre membre de la famille (24 % contre 21 %), ou par quelqu'un avec qui elles partageaient une relation intime (7 % des victimes de sexe féminin comparativement à 2 % des victimes de sexe masculin en 1994). Les victimes de sexe masculin sont plus nombreuses à avoir été tuées par une connaissance non intime (53 %) ou un étranger (17 %) que les victimes de sexe féminin (23 % par une connaissance non intime et 6 % par des étrangers).

Parmi les autres homicides au sein de la famille commis en 1994 figuraient les suivants : 48 victimes tuées par un parent (29 par un père/beau-père et 19 par une mère), 20 par l'un de leurs enfants, 17 par un frère ou une sœur, et 20 par un autre parent. Le nombre de pères/beaux-pères qui tuent leurs enfants a augmenté au cours des dernières années : de 16 en 1992 (2,7 % de tous les homicides solutionnés) à 22 en 1993 (4,4 %) et 29 en 1994 (6,2 %).

TABLE - 4

Solved Homicides by Accused-Victim Relationship¹, 1992-1994

TABLEAU - 4

Homicides résolus selon la relation entre l'accusé et la victime¹, 1992-1994

Relationship Type Genre de lien	1994		1993		1992	
	Number Nombre	Percent Pourcentage	Number Nombre	Percent Pourcentage	Number Nombre	Percent Pourcentage
Accused was – l'accusé était						
Family Relationship – Relation familiale						
Husband (legal and common-law) – Époux (mariage et union de fait)	51	10.7	49	9.8	64	10.7
Husband (separated/divorced) – Époux (séparé/divorcé)	14	2.9	14	2.8	23	3.9
Wife (legal and common-law) – Épouse (mariage et union de fait)	19	4.0	22	4.4	18	3.0
Wife (separated/divorced) – Épouse (séparée/divorcée)	1	0.2	2	0.4	–	0.0
Father – Père	29	6.1	22	4.4	16	2.7
Mother – Mère	19	4.0	16	3.2	20	3.4
Child – Enfant	20	4.2	15	3.0	23	3.9
Sibling – Frère ou Soeur	17	3.6	3	0.6	14	2.3
Other Family Relation – Autres liens familiaux	20	4.2	21	4.2	19	3.2
Total Family – Liens familiaux - Total	190	40.0	164	32.9	197	33.0
Acquaintance – Relations d'affaires et sociales						
Estranged lover – Ancien amant	5	1.1	9	1.8	11	1.8
Intimate relation – Relation intime	13	2.7	22	4.4	23	3.9
Close acquaintance – Ami intime	30	6.3	35	7.0	29	4.9
Business associate (legal) – Relation d'affaires (légitime)	11	2.3	15	3.0	21	3.5
Business associate (illegal) ² – Relation d'affaires (illégitime) ²	48	10.1	41	8.2	39	6.5
Neighbour – voisin	14	2.9	27	5.4	31	5.2
Casual acquaintance – Connaissance	98	20.6	105	21.1	145	24.3
Total Acquaintance – Relations d'affaires et sociales – Total	219	46.1	254	51.0	299	50.1
Stranger – Étranger	62	13.1	73	14.7	88	14.7
Unknown Relationship – Relation inconnue	4	0.8	7	1.4	13	2.2
TOTAL SOLVED HOMICIDES – HOMICIDES RÉSOLUS - TOTAL	475	100.0	498	100.0	597	100.0

¹ Includes only homicide offences in which there are known suspects. If there was more than one suspect, only the closest relationship to the victim was recorded.

¹ Ne comprend que les infractions d'homicide pour lesquelles on a identifié un ou plus d'un accusé. S'il s'agit de plus d'un accusé, on ne déclare que celui ayant le lien le plus étroit avec la victime.

² Includes business relationships such as prostitutes, drug dealers and their clients.

² Comprend les relations d'affaires telles que les prostituées, les vendeurs de drogues et leurs clients.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995.

L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers Centre canadien de la statistique juridique, août 1995.

Twenty-one percent of domestic homicides involved firearms compared to 35% for non-domestic homicides. In domestic firearm homicides, rifles and shotguns were used in three-quarters of the cases.

Separated/divorced persons at greatest risk

This section examines only those victims and accused who were 15 years of age and over at the time of the homicide. Thirty-nine percent of homicide victims in 1994 were single at the time of the offence, 36% were married, 17% were separated/divorced, and 3% were widowed. The marital status was unknown for the remaining 5%.

Vingt et un pour cent des homicides au sein du ménage ont été commis à l'aide d'une arme à feu à comparer à 35 % pour les autres homicides. Dans les homicides au sein du ménage commis à l'aide d'une arme à feu, l'arme était un fusil de chasse ou une carabine dans les trois quarts des cas.

Les personnes séparées/divorcées sont plus vulnérables

La présente partie traite uniquement des victimes et des accusés âgés de 15 ans et plus au moment de l'homicide. En 1994, 39 % des victimes étaient célibataires au moment de l'infraction, 36 % étaient mariées, 17 % étaient séparées/divorcées, et 3 % étaient veuves. L'état matrimonial des 5 % qui restent n'était pas connu.

Separated/divorced persons were at greatest risk of being a victim of homicide, comprising 17% of homicide victims, but only (6%) of the population. Male victims were more likely to be single at the time of the offence than female victims (45% versus 28%), and less likely to be married (31% vs 45%).

Slightly over one-half (52%) of the 539 persons accused of homicide in 1994 were single at the time of the offence, 31% were married or living common-law, 10% were separated/divorced, and less than 1% were widowed. The marital status of the remaining 7% was unknown. Similar to the profile for victims, single and separated/divorced accused were over-represented in relation to their proportion in the Canadian population. Accused males were more likely than females to be single at the time of the offence (55% versus 27%), while females were more likely to be married (55% compared to 28%).

Males continue to account for two-thirds of victims and nine in ten accused

The gender breakdown for homicide victims shows that, since 1984, almost two-thirds of victims were male and one-third were female. This pattern also held true in 1994. Males accounted for 88% of all those accused of homicide in 1994, consistent with the average for the previous ten years (87%). The data show that females accused of homicide tend to kill family members more so than male accused: 62% vs 31%.

Homicides committed by youths increase

1994 showed an increase over 1993 in both the number and proportion of youths aged 12-17 accused of homicide: 57 youths were accused of committing homicide, representing 11% of all accused persons. This was up from 6% (35) in 1993 and 9% (58) in 1992. During the previous ten years, youths accounted for an average of 8% of homicide suspects (Figure 6).

Les personnes séparées/divorcées étaient les plus susceptibles d'être victimes d'un homicide, car elles représentaient 17 % des victimes mais seulement (6 %) de la population. Les victimes de sexe masculin étaient plus souvent célibataires au moment de l'infraction que celles du sexe féminin (45 % contre 28 %), et moins susceptibles d'être mariées (31 % contre 45 %).

Un peu plus de la moitié (52 %) des 539 personnes accusées d'homicide en 1994 étaient célibataires au moment de l'infraction, 31 % étaient mariées ou vivaient en union de fait, 10 % étaient séparées/divorcées, et moins de 1 % étaient veuves. L'état matrimonial des 7 % qui restent était inconnu. À l'instar des victimes, les accusés célibataires et séparés/divorcés étaient surreprésentés par rapport à leur proportion dans la population canadienne. Les accusés de sexe masculin étaient davantage susceptibles que les femmes d'être célibataires au moment de l'infraction (55 % contre 27 %), alors que les femmes étaient plus susceptibles d'être mariées (55 % contre 28 %).

Les hommes constituent encore les deux tiers des victimes et neuf accusés sur dix

La répartition selon le sexe des victimes d'homicide indique que depuis 1984, presque les deux tiers des victimes étaient de sexe masculin, et le tiers de sexe féminin. On retrouve la même situation en 1994. Les hommes formaient 88 % des personnes accusées d'homicide en 1994, ce qui est dans la moyenne des dix années précédentes (87 %). Les données révèlent que les femmes qui sont accusées d'homicide ont tendance à tuer des membres de la famille plus que les accusés de sexe masculin : 62 % contre 31 %.

Les homicides commis par les jeunes augmentent

En 1994, on a enregistré une augmentation sur 1993 aussi bien du nombre que de la proportion de jeunes âgés de 12 à 17 ans accusés d'homicide : 57 jeunes ont été accusés d'homicide, soit 11 % de tous les accusés. Ce pourcentage représente une augmentation par rapport à 6 % (35) en 1993 et 9 % (58) en 1992. Les dix années précédentes, les jeunes ont représenté en moyenne 8 % des personnes soupçonnées d'homicide (figure 6).

Figure 6

Young Persons (Aged 12-17 Years) as a Proportion of Those Accused of Homicide, 1984-1994

Jeunes personnes (âgée de 12 à 17 ans) en tant que proportion des personnes accusées d'homicide, 1984-1994

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995

Source: L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers, Centre canadien de la statistique juridique, août 1995

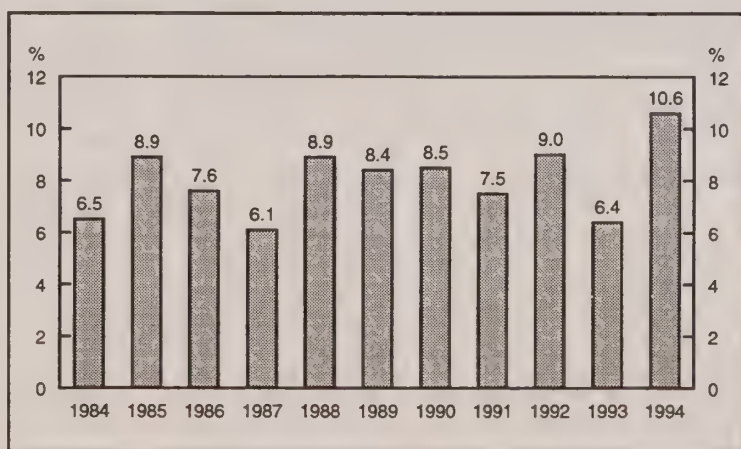


Figure 7 shows the age distribution for those accused of homicide in 1994. The most common single age for someone accused of homicide in 1994 was 19 years. The 16-34 age group appears to be the highest-risk group for accused, accounting for 70% of all accused of homicide in a given year, while comprising only 30% of the total population.

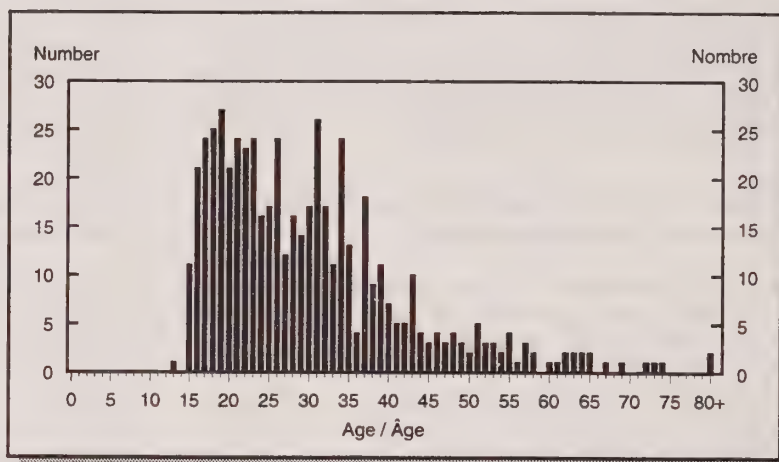
La figure 7 montre la répartition selon l'âge des personnes accusées d'homicide en 1994. L'âge moyen de ces personnes en 1994 était 19 ans. Le groupe des 16 à 34 ans serait le groupe le plus susceptible d'être accusé d'homicide, car il représente 70 % de tous les accusés d'homicides dans une année donnée, alors qu'il ne regroupe que 30 % de la population totale.

Figure 7

Homicides by Age of Accused, 1994 Homicides selon l'âge de l'accusé, 1994

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995

Source: L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers, Centre canadien de la statistique juridique, août 1995



First year of life holds greatest risk of being victim of homicide

Figure 8 shows that, in 1994, the age of greatest risk of being a homicide victim was during the first year of life. The number of victims then declines up to the age of 12, and then begins increasing again up to the age of 25. Victims 50 years of age and older accounted for 18% of all victims, while comprising 25% of the general population.

During the previous ten years, there has been an annual average of 20 victims of homicide under one year of age, accounting for between 2.5% and 5.0% of all victims. Although children under one year of age were also at greatest risk of being killed in 1993 as well as in 1994, this pattern does not hold true for all years.

Of the 27 children under one year of age who were killed in 1994, 20 were killed by a parent (11 by the father and nine by the mother), two were killed by a grandfather, one by a sibling, one by an acquaintance of the family, and the accused were unknown for the remaining three victims. Under Section 233 of the *Criminal Code of Canada*, there is a provision for diminished responsibility in the case of a mother killing her newly-born child, if at the time of the act she was not fully recovered from the act of giving birth or the effect of lactation and consequently her mind was disturbed. Of the nine accused mothers, seven were charged with infanticide.

La première année de la vie est la plus vulnérable

La figure 8 montre qu'en 1994, l'âge le plus vulnérable face à l'homicide était la première année de la vie. Le nombre de victimes diminue ensuite jusqu'à l'âge de 12 ans, puis il augmente jusqu'à l'âge de 25 ans. Les victimes de 50 ans et plus représentaient 18 % de toutes les victimes, alors qu'elles constituent 25 % de la population générale.

Au cours des dix années précédentes, la moyenne annuelle a été de 20 victimes de moins d'un an, ce qui représente de 2,5 % à 5,0 % de toutes les victimes. Bien que les enfants de moins d'un an aient également été les plus à risque d'être tués en 1993 comme en 1994, cette tendance n'est pas valable pour toutes les années.

Sur les 27 enfants de moins d'un an qui ont été tués en 1994, 20 l'ont été par un parent (11 par le père et neuf par la mère), deux par un grand-père, un par un autre enfant de la famille, un par une connaissance de la famille, et les accusés étaient inconnus pour les trois autres victimes. Une disposition de l'article 233 du *Code criminel du Canada* prévoit la réduction de la responsabilité dans le cas d'une mère qui tue son enfant nouveau-né, si au moment de l'acte elle n'était pas complètement remise d'avoir donné naissance à l'enfant et si, de ce fait ou par suite de l'effet de la lactation, son esprit était déséquilibré. Sur les neuf mères accusées, sept ont été accusées d'infanticide.

There was some difference between male and female victims in terms of the median age: 28 years for female victims and 32 years for male victims.

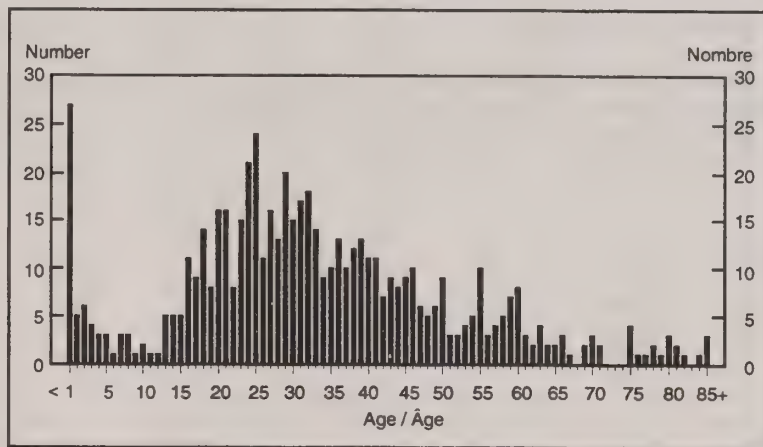
Il y avait quelques différences entre les victimes de sexe masculin et les victimes de sexe féminin pour ce qui est de l'âge médian : 28 ans pour les victimes de sexe féminin et 32 ans pour les victimes de sexe masculin.

Figure 8

Homicide by Age of Victim, 1994 Homicides selon l'âge de la victime, 1994

Source: Homicide Survey, Policing Services Program, Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995

Source: L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers, Centre canadien de la statistique juridique, août 1995



One-half accused and four in ten victims had consumed alcohol/drugs

For the purposes of this report, "drugs" refer to illegal, controlled and restricted substances as defined by the *Narcotic Control Act* and the *Food and Drugs Act*.

In 1994, police reported that 40% of homicide victims had consumed alcohol, drugs or both at the time of the offence: 26% consumed alcohol only; 9% consumed both alcohol and drugs; and 5% consumed drugs only. A further 39% of the victims had not consumed either, and alcohol/drug use was unknown for the remaining 21% of victims. This pattern has remained consistent over the years back to 1991 when this element was first collected in the homicide survey. Male victims were almost twice as likely to have consumed alcohol and/or drugs as female victims.

The blood-alcohol concentration level of the victim was known to police in over one-half of incidents where the victim consumed alcohol, and 18% of these victims were found to be over the legal driving limit (0.08).

In 1994, consistent with previous years, police reported that almost one-half (49%) of all accused had consumed alcohol, drugs or both at the time of the offence: 29% had consumed alcohol; 7% had taken drugs; and, 13% had taken both alcohol and drugs. Twenty-three percent of accused persons had not taken any intoxicating substance and, for the remaining 28%, alcohol and/or drug consumption was unknown. There was little difference between male and female accused.

La moitié des accusés et quatre victimes sur dix avaient consommé de l'alcool/de la drogue

Aux fins du présent rapport, le terme «drogue» désigne les substances illégales, contrôlées et d'usage restreint, définies dans la *Loi sur les stupéfiants* et la *Loi sur les aliments et drogues*.

En 1994, la police a déclaré que 40 % des victimes d'homicide avaient consommé de l'alcool, de la drogue ou les deux au moment du crime : 26 % avaient consommé de l'alcool seulement, 9 % de l'alcool et de la drogue, e 5 % uniquement de la drogue. Par ailleurs, 39 % des victimes n'avaient consommé ni alcool ni drogue, et dans 21 % des cas on ignorait si les victimes en avaient consommé. Cette tendance n'a pas changé depuis 1991, année où ces données ont été recueillies pour la première fois dans le cadre de l'Enquête sur l'homicide. Les victimes de sexe masculin étaient presque deux fois plus susceptibles d'avoir consommé de l'alcool ou de la drogue que les victimes de sexe féminin.

Le taux de concentration d'alcool dans le sang de la victime était connu de la police dans la moitié des homicides où la victime avait consommé de l'alcool, et il dépassait la limite légale pour conduire (0,08) dans 18 % de ces cas.

En 1994, tout comme dans les années précédentes, la police a déclaré que presque la moitié (49 %) de tous les accusés avaient consommé de l'alcool, de la drogue, ou les deux au moment du crime : 29 % avaient consommé de l'alcool, 7 % de la drogue, et 13 % les deux. Vingt-trois pour cent des personnes accusées n'avaient pas consommé de substances intoxicantes, et dans les autres cas (28 %) cet élément d'information était inconnu. Il y avait peu de différences entre les hommes et les femmes qui avaient été accusés.

One police officer killed in line of duty

In 1994, one police officer was a victim of homicide while on duty, compared to two in 1993, one in 1992 and three in 1991. By comparison, 76 police officers were victims of homicide in the United States in 1994, all but one killed by a firearm. For the tenth consecutive year, no federal or provincial correctional worker was a victim of homicide in the line of duty.

Prostitutes at high risk

Other victims of homicide in the course of their work included 16 known prostitutes (compared to nine in 1993 and eight in 1992) and four taxi drivers (compared to seven in 1993 and three in 1992).

Un agent de police tué dans l'exercice de ses fonctions

En 1994, un agent de police a été victime d'homicide dans l'exercice de ses fonctions, comparativement à deux en 1993, un en 1992 et trois en 1991. Par comparaison, 76 agents de police ont été victimes d'homicides aux États-Unis en 1994, tous, sauf un, tués avec une arme à feu. Pour la dixième année consécutive, aucun travailleur correctionnel fédéral ou provincial n'a été victime dans l'exercice de ses fonctions.

Les prostituées sont très vulnérables

Les autres victimes d'homicide dans le cadre de leur travail étaient 16 prostituées connues (à comparer à neuf en 1993 et huit en 1992) et quatre chauffeurs de taxi (à comparer à sept en 1993 et à trois en 1992).

TABLE - 5

Number of Homicides, 1961-1994

TABLEAU - 5

Nombre d'homicides, 1961-1994

Year	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Que.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	B.C.	Yukon	N.W.T.	Canada
Année	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc				Alb.	C.-B.		T.-N.-O.	
1961	1	1	6	2	52	89	15	14	18	34	1	—	233
1962	—	1	10	8	62	76	19	13	18	55	3	—	265
1963	3	—	6	5	69	76	16	8	27	35	3	1	249
1964	5	—	13	5	52	81	16	20	25	32	1	3	253
1965	6	4	10	5	63	77	15	15	20	57	3	2	277
1966	3	1	9	6	56	71	17	12	27	48	—	—	250
1967	1	—	10	5	75	114	15	25	38	47	6	2	338
1968	5	—	9	5	102	104	28	23	25	73	1	—	375
1969	5	1	12	1	126	111	28	33	23	50	—	1	391
1970	1	1	15	8	141	115	29	24	42	78	6	7	467
1971	2	—	16	10	124	151	33	29	45	61	—	2	473
1972	2	2	14	11	157	141	36	28	37	88	3	2	521
1973	3	—	19	17	155	160	38	23	36	87	4	4	546
1974	3	2	8	21	169	160	42	31	44	107	5	8	600
1975	4	—	14	12	226	206	37	36	57	98	6	5	701
1976	6	2	25	14	205	183	31	34	68	88	4	8	668
1977	8	1	14	38	197	192	44	46	70	91	6	4	711
1978	9	4	13	27	180	182	39	32	84	85	2	4	661
1979	5	—	17	11	186	175	44	36	56	90	4	7	631
1980	3	1	12	9	181	158	31	31	55	105	2	4	592
1981	4	1	11	17	186	170	41	29	73	110	1	5	648
1982	6	—	12	13	190	184	35	39	70	109	2	7	667
1983	6	—	13	11	190	202	40	33	75	108	1	3	682
1984	6	—	15	14	198	190	43	30	54	110	2	5	667
1985	5	1	26	14	219	193	26	28	63	113	6	10	704
1986	4	—	15	12	156	139	47	26	64	89	3	14	569
1987	5	—	14	20	174	204	44	30	73	78	—	2	644
1988	7	1	11	8	154	186	31	23	66	80	1	8	576
1989	5	1	16	18	215	175	43	22	67	86	2	7	657
1990	—	1	9	12	184	182	39	36	74	110	1	12	660
1991	11	2	21	17	181	245	43	21	84	128	—	3	756
1992	2	—	21	11	166	242	29	32	92	122	2	13	732
1993	7	2	19	11	159	193	31	30	49	122	—	7	630
1994	4	1	19	15	126	192	29	24	66	113	3	4	596
Total	147	31	474	413	5,076	5,319	1,094	916	1,785	2,887	84	164	18,390

— Nil or zero.

— Néant ou zéro.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995

L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers Centre canadien de la statistique juridique, août 1995

TABLE - 6

Homicide Rates¹, 1961-1994²

TABLEAU - 6

Taux d'homicides¹, 1961-1994²

Year	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Que.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	B.C.	Yukon	N.W.T.	Canada
Année	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc				Alb.	C.-B.		T.-N.-O.	
1961	0.22	0.96	0.81	0.33	0.99	1.43	1.63	1.51	1.35	2.09	6.85	0.00	1.28
1962	0.00	0.93	1.38	1.32	1.15	1.20	2.03	1.40	1.31	3.31	20.00	0.00	1.43
1963	0.63	0.00	0.80	0.82	1.26	1.17	1.69	0.86	1.92	2.06	20.00	3.85	1.32
1964	1.04	0.00	1.72	0.82	0.93	1.22	1.67	2.12	1.75	1.83	6.67	11.11	1.31
1965	1.23	3.67	1.32	0.81	1.11	1.13	1.55	1.58	1.38	3.17	21.43	7.41	1.41
1966	0.61	0.92	1.19	0.97	0.97	1.02	1.77	1.26	1.85	2.56	0.00	0.00	1.25
1967	0.20	0.00	1.32	0.81	1.28	1.60	1.56	2.61	2.55	2.42	40.00	6.90	1.66
1968	0.99	0.00	1.17	0.80	1.72	1.43	2.88	2.40	1.64	3.64	6.67	0.00	1.81
1969	0.97	0.90	1.55	0.16	2.11	1.50	2.86	3.44	1.48	2.43	0.00	3.23	1.86
1970	0.19	0.91	1.92	1.28	2.34	1.52	2.95	2.55	2.63	3.67	35.29	21.21	2.19
1971	0.38	0.00	2.00	1.55	2.01	1.92	3.30	3.10	2.69	2.71	0.00	5.45	2.15
1972	0.37	1.76	1.74	1.69	2.53	1.77	3.59	3.03	2.18	3.81	14.78	5.12	2.34
1973	0.55	0.00	2.33	2.58	2.49	1.98	3.76	2.52	2.08	3.66	18.78	9.73	2.42
1974	0.54	1.72	0.98	3.15	2.69	1.95	4.12	3.40	2.50	4.36	23.58	19.32	2.62
1975	0.72	0.00	1.69	1.77	3.56	2.47	3.60	3.91	3.14	3.90	27.27	11.57	3.02
1976	1.06	1.68	2.99	2.02	3.19	2.17	3.00	3.64	3.63	3.46	17.70	17.94	2.84
1977	1.41	0.83	1.66	5.45	3.05	2.25	4.23	4.86	3.58	3.53	26.09	8.89	2.99
1978	1.58	3.28	1.54	3.85	2.78	2.11	3.74	3.35	4.14	3.24	8.37	8.77	2.75
1979	0.88	0.00	2.00	1.56	2.87	2.01	4.23	3.74	2.66	3.36	16.60	15.18	2.60
1980	0.52	0.81	1.40	1.27	2.77	1.80	2.99	3.20	2.50	3.81	8.16	8.57	2.41
1981	0.69	0.81	1.28	2.40	2.83	1.92	3.95	2.96	3.17	3.88	4.15	10.44	2.60
1982	1.04	0.00	1.39	1.83	2.88	2.06	3.34	3.94	2.94	3.78	8.10	14.00	2.65
1983	1.03	0.00	1.49	1.53	2.87	2.23	3.76	3.28	3.13	3.70	4.20	5.83	2.68
1984	1.03	0.00	1.71	1.94	2.98	2.06	4.00	2.95	2.25	3.72	8.30	9.42	2.60
1985	0.86	0.78	2.93	1.93	3.27	2.07	2.40	2.72	2.61	3.78	24.39	18.18	2.71
1986	0.69	0.00	1.68	1.65	2.32	1.47	4.30	2.52	2.62	2.95	12.10	25.27	2.17
1987	0.87	0.00	1.56	2.74	2.56	2.11	4.00	2.89	2.99	2.55	0.00	3.59	2.43
1988	1.21	0.77	1.22	1.09	2.24	1.88	2.81	2.23	2.68	2.56	3.72	14.21	2.14
1989	0.87	0.77	1.76	2.44	3.09	1.72	3.89	2.15	2.68	2.68	7.30	12.17	2.40
1990	0.00	0.76	0.99	1.62	2.62	1.76	3.52	3.56	2.89	3.33	3.57	20.20	2.37
1991	1.90	1.53	2.29	2.27	2.56	2.34	3.87	2.09	3.23	3.79	0.00	4.89	2.69
1992	0.34	0.00	2.27 ^r	1.46 ^r	2.32	2.27 ^r	2.59 ^r	3.17 ^r	3.47 ^r	3.51 ^r	6.60 ^r	20.77 ^r	2.56 ^r
1993	1.20	1.50 ^r	2.04 ^r	1.46	2.20 ^r	1.78 ^r	2.75 ^r	2.96 ^r	1.82 ^r	3.41 ^r	0.00	11.04 ^r	2.18 ^r
1994	0.69	0.74	2.03	1.98	1.73	1.76	2.56	2.36	2.43	3.08	9.97	6.22	2.04

¹ Rates are calculated on the basis of 100,000 population.¹ Les taux sont calculés pour 100 000 habitants.² Estimates of population used:

1961-1990: (IR) Revised intercensal estimates.

1991-1992: (PD) Final postcensal estimates.

1993: (PR) Updated postcensal estimates.

1994: (PP) Preliminary postcensal estimates.

As of 1971, population estimates were adjusted to reflect new methods of calculation.

² Estimations de la population utilisées:

1961-1990: (IR) Estimations intercensitaires révisées.

1991-1992: (PD) Estimations postcensitaires définitives.

1993: (PR) Estimations postcensitaires mises à jour.

1994: (PP) Estimations postcensitaires provisoires.

Depuis 1971, les estimations de population ont été ajustées afin d'être conformes aux nouvelles méthodes de calculs.

^r Revised.^r Révisé.

Source: Homicide Survey, Policing Services Program Canadian Centre for Justice Statistics, August 1995.

L'enquête sur l'homicide, Programme des services policiers Centre canadien de la statistique juridique, août 1995.

Methodology

The homicide survey has collected police reported data on homicide incidents, and characteristics of the victims and accused since 1961. Whenever a homicide becomes known to the police, an officer from the police department in whose jurisdiction it is committed completes a survey questionnaire. This questionnaire remained virtually unchanged from 1961 to 1990. In 1991, in an effort to respond to changing information needs, the survey was revised to add some new data elements as well as to improve some existing ones.

Note that the homicide "count" for each year reflects the number of homicides "reported" to police in that year, regardless of the date that the homicide actually occurred.

Glossary of Terms

Homicide is **murder** when a person intentionally causes the death of another human being, or means to cause bodily harm that the person knows is likely to cause death.

First degree murder is when:

- a) it is planned and deliberate or
- b) the victim is a person employed and acting in the course of his/her work for the preservation and maintenance of the public peace (e.g., police officer, correctional worker) or,
- c) the death is caused by a person committing or attempting to commit certain serious offences (e.g., sexual assault, kidnapping, hijacking).

Second degree murder is all murder that is not first degree.

Manslaughter is generally considered to be a homicide committed in the heat of passion caused by sudden provocation. It also includes other culpable homicides that are not murders or infanticides.

Infanticide occurs when a female causes the death of her newborn child, if her mind is considered disturbed from the effects of giving birth.

Offence - one offence is counted for each homicide victim.

Incident - an incident is defined as the occurrence of one or more criminal offence(s) during one single, distinct event, regardless of whether there are one or more victims. If there are multiple victims or multiple suspects, the offences must occur at the same location and at the same time if they are to be included within the same incident.

Méthodologie

L'Enquête sur l'homicide recueille depuis 1961 les données communiquées par la police sur les affaires d'homicide et les caractéristiques des victimes et des accusés. Chaque fois que la police a connaissance d'un homicide, un agent du service de police du territoire où l'homicide a été commis remplit un questionnaire d'enquête. Ce questionnaire est demeuré à peu près inchangé de 1961 à 1990. En 1991, à la suite d'un changement au niveau des besoins en information, on a révisé le questionnaire en y ajoutant certains nouveaux éléments d'information et en améliorant d'autres éléments qui y figuraient déjà.

À noter que le «nombre» d'homicides pour chaque année reflète le nombre d'homicides «signalés» à la police dans l'année, quelle que soit la date où l'homicide a effectivement été commis.

Glossaire

L'homicide est un **meurtre** lorsqu'une personne cause intentionnellement la mort d'un autre être humain, ou à l'intention de lui causer des lésions corporelles qu'elle sait être de nature à causer sa mort.

Le meurtre est **au premier degré** lorsque :

- a) il est commis avec préméditation et de propos délibéré, ou que
- b) la victime est une personne qui est employée et qui agit dans l'exercice de ses fonctions à la préservation et au maintien de la paix publique (p. ex., un agent de police, un travailleur correctionnel), ou que
- c) le décès est causé par une personne commettant certaines infractions graves (p. ex., une agression sexuelle, un enlèvement, un détournement).

Le **meurtre au deuxième degré** est tout meurtre qui n'est pas du premier degré.

L'**homicide involontaire coupable** est généralement considéré comme un homicide commis dans un excès de colère causé par une provocation soudaine. Sont compris les autres homicides coupables que ne sont pas des meurtres ou des infanticides.

Il y a **infanticide** lorsqu'une personne du sexe féminin cause la mort de son enfant nouveau-né à un moment où l'on considère que son esprit est déséquilibré par suite des séquelles de l'accouchement.

Infraction : une infraction est comptée pour chaque victime d'homicide.

Affaire : on définit une affaire comme une ou plusieurs infractions criminelles commises pendant un même événement distinct, peu importe le nombre de victimes. S'il y a plusieurs victimes ou plusieurs suspects, les infractions doivent avoir été commises au même endroit et au même moment pour être comptées dans la même affaire.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951 9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call **Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1 800-267-6677**. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951 9023) ou le **numéro sans frais 1-800-387-2231**. Pour commander, communiquer avec la **Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267 6677**. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

- Vol.14 No. 14 Canadian Crime Statistics, 1993 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1993
- Vol.14 No. 15 Homicide in Canada, 1993 / L'homicide au Canada, 1993
- Vol.14 No. 16 Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993
- Vol.14 No. 17 Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada
- Vol.15 No. 1 Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public
- Vol.15 No. 2 Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993
- Vol.15 No. 3 Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994
- Vol.15 No. 4 The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994
- Vol.15 No. 5 Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994
- Vol.15 No. 6 Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes
- Vol.15 No. 7 Youth and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994
- Vol.15 No. 8 Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993
- Vol.15 No. 9 Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle
- Vol. 15 No. 10 Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada
- Vol. 15 No. 11 Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994
- Vol. 15 No. 12 Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.

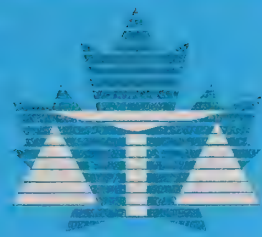




Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue, US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 10 \$ l'exemplaire, 90 \$ par année
États-Unis : 12 \$ US l'exemplaire, 108 \$ US par année
Autres pays : 14 \$ US l'exemplaire, 126 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No. 12

Canadian Crime Statistics, 1994

Dianne Hendrick*

Highlights

- The police-reported crime rate decreased by 5% in 1994, the third consecutive year-to-year decline. Despite these recent decreases, the 1994 crime rate was 8% higher than a decade ago.
- The 1994 violent crime rate declined by 3%, the largest annual decline since 1962, the first year of the crime survey. This decline, and the slight decrease in 1993, follow 15 years of annual increases in the violent crime rate.
- All categories of violent crime declined in 1994. Six of the seven categories of violent crime showed large rate decreases in 1994: sexual assault (levels 1-3) (-10%), other sexual offences (-10%), attempted murder (-8%), abduction (-7%) homicide (-6%), and robbery (-5%). Assault (all categories) also decreased (-2%). The homicide rate of 2.04 per 100,000 population was the lowest rate in 25 years. The combined total of homicides (596) and attempted murders (918) continued to represent less than 1% of violent crime. Most violent crime incidents (60%) were assaults level 1.

* Policing Services Program

August 1995
ISSN 0715-271X

Vol. 15, N° 12

Statistiques de la criminalité au Canada, 1994

Dianne Hendrick*

Faits saillants

- Le taux de criminalité déclaré par les services de police a diminué de 5 % en 1994, ce qui représente une baisse pour la troisième année consécutive. Toutefois, en dépit de ces baisses récentes, le taux en 1994 était de 8 % plus élevé qu'il y a dix ans.
- En 1994, le taux de crimes de violence a fléchi de 3 %, la plus forte baisse annuelle depuis 1962, la première année de l'enquête sur la criminalité. Cette baisse et la légère diminution enregistrée en 1993 suivent 15 années d'augmentations annuelles.
- Toutes les catégories de crimes violents ont diminué en 1994. Six des sept catégories de crimes de violence ont affiché de fortes diminutions de leur taux en 1994 : agressions sexuelles des niveaux 1 à 3 (-10 %), autres infractions sexuelles (-10 %), tentatives de meurtre (-8 %), enlèvements (-7 %), homicides (-6 %) et vols qualifiés (-5 %). Le taux des voies de fait (toutes les catégories) a également diminué (-2 %). Le taux d'homicides de 2,04 pour 100 000 habitants a été le plus faible taux enregistré au cours des 25 dernières années. Le total combiné des homicides (596) et des tentatives de meurtre (918) a continué de représenter moins de 1 % des crimes de violence. La plupart des crimes de violence (60 %) étaient des agressions du niveau 1.

* Programme des services policiers

AOût 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1995. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

- The 1994 property crime rate decreased by 6% from the previous year, continuing the recent downward trend. All types of property crime rates decreased or remained stable, with the exception of one category of theft over \$1,000 (bicycles).
- The 1994 crime rate for the category "other Criminal Code" also declined (-4%). Exceptions within this category included rates for arson (+8%) and restricted weapons (+6%). This category accounted for three in ten Criminal Code incidents, half of these being mischief incidents.
- Youths charged by police decreased for the third consecutive year. The 6% decrease from 1993 was mainly due to a large decline in the rate of youths charged with property crimes (-9%). The rate of youths charged with violent crimes remained stable, decreasing by less than 1% from 1993, in contrast to the increasing trend since 1986.
- All of the provinces/territories followed the national pattern of a decline in the overall crime rate, with the exception of Manitoba which remained stable. The largest decreases in crime rates were reported in Prince Edward Island (-13%) and Alberta (-12%).
- Canada's two largest cities reported a significant decrease in their overall crime rates in 1994: Montreal (-7%) and Toronto (-7%). The violent crime rate decreased notably in Toronto (-6%) and remained stable in Montreal (-0.1%). Property crime rates declined in both Montreal (-9%) and Toronto (-7%).
- In keeping with the long-term trend, the rate of persons charged with impaired driving decreased for the eleventh consecutive year (-6%).
- Le taux de crimes contre les biens enregistré en 1994 a diminué de 6 % par rapport à l'année précédente, maintenant ainsi la récente tendance à la baisse. Les taux de tous les types de crimes contre les biens ont fléchi ou sont demeurés stables, à l'exception d'une catégorie de vols de plus de 1 000 \$ (bicyclettes).
- Le taux de criminalité pour la catégorie «autres infractions prévues par le Code criminel» a également diminué (-4 %) en 1994. Font exception dans cette catégorie, les taux des crimes d'incendie (+8 %) et celui des armes à autorisation restreinte (+6 %). Cette catégorie a compté pour trois infractions au Code criminel sur dix, la moitié étant des affaires de méfait.
- Le taux de jeunes accusés par la police a diminué pour la troisième année consécutive. Le recul de 6 % par rapport à 1993 est en grande partie attribuable à une forte diminution du taux de jeunes accusés de crimes contre les biens (-9 %). Contrairement à la tendance à la hausse enregistrée depuis 1986, le taux de jeunes accusés de crimes de violence est demeuré stable, régressant de moins de 1 % par rapport à 1993.
- Toutes les provinces et territoires ont suivi la tendance nationale à la baisse du taux global de criminalité, à l'exception du Manitoba où le taux est demeuré stable. On a observé les plus importants fléchissements du taux de criminalité à l'Île-du-Prince-Édouard (-13 %) et en Alberta (-12 %).
- Les deux plus grandes villes du Canada ont signalé un important recul de leur taux global de criminalité en 1994 : Montréal (-7 %) et Toronto (-7 %). Le taux de crimes de violence a diminué de façon marquée à Toronto (-6 %) et est demeuré stable à Montréal (-0.1 %). Le taux de crimes contre les biens a régressé aussi bien à Montréal (-9 %) qu'à Toronto (-7 %).
- Conformément à la tendance qui se maintient depuis longtemps, le taux de personnes accusées de conduite avec facultés affaiblies a diminué pour la onzième année consécutive (-6 %).

The following highlights are findings from the 1994 UCR incident-based "research" file, representing a sample of 111 police departments, and account for 33% of the national volume of crime. Note that these data are not representative of any particular region in Canada.

Les points saillants qui suivent sont extraits du fichier de «recherche» fondé sur les affaires du programme DUC de 1994; les données représentent un échantillon de 111 services de police, et 33 % du volume national de criminalité. À noter qu'elles ne sont pas représentatives d'une région particulière du Canada.

- Four in ten violent incidents involved a weapon. A knife or other cutting/piercing instrument was the most serious weapon present in 10% of violent incidents, a club or blunt instrument in 8%, a firearm in 6%, and other types of weapons in 18%.
- Seven in ten victims of violent crime knew their assailants: 15% were victimized by a spouse, 6% by an ex-spouse, 4% by a parent, 7% by another family member, 7% by a close friend (includes intimate and ex-intimate relationships), 7% by a business acquaintance, and 27% by a casual acquaintance. The accused was a stranger to 29% of violent crime victims.
- Quatre crimes de violence sur dix ont été commis à l'aide d'une arme. Un couteau ou autre instrument tranchant ou pointu a été l'arme la plus dangereuse présente dans 10 % des affaires de crime de violence, une massue ou un instrument contondant dans 8 %, une arme à feu dans 6 %, et d'autres types d'armes dans 18 %.
- Sept victimes de crimes de violence sur dix connaissaient leur agresseur : 15 % ont été agressées par un conjoint, 6 % par un ex-conjoint, 4 % par un parent, 7 % par un autre membre de la famille, 7 % par un ami intime (comprend les relations intimes du moment ou antérieures), 7 % par une relation d'affaires, et 27 % par une connaissance occasionnelle. Pour 29 % des victimes de crimes de violence, l'accusé était un étranger.

- Persons charged with property crimes tend to be younger (median age of 24) than those charged with violent crimes (median age of 29). The median age of a victim of violent crime was 27 years of age.
- Following the recent passage of criminal harassment legislation, initial findings indicate that three in four victims of criminal harassment (stalking) were female. For female victims, casual acquaintances (28%) and ex-spouses (27%) posed the greatest threat, followed by close friends (includes intimate and ex-intimate relationships) (18%), strangers (10%), spouses (8%), other family members (5%), and business acquaintances (4%). For male victims, the pattern was quite different: 44% of accused were casual acquaintances, followed by strangers (20%), business acquaintances (12%), other family members (10%), ex-spouses (8%), close friends (5%), and spouses (2%).
- Les personnes accusées de crimes contre les biens ont tendance à être plus jeunes (l'âge médian étant de 24 ans) que les personnes accusées de crimes de violence (âge médian, 29 ans). L'âge médian d'une victime de crime de violence était de 27 ans.
- À la suite de l'adoption récente de la législation relative au harcèlement criminel, les premières données indiquent que trois victimes de harcèlement criminel (traquage) sur quatre étaient de sexe féminin. Pour les victimes de sexe féminin, les connaissances occasionnelles (28 %) et les ex-conjoints (27 %) représentaient la menace la plus sérieuse, suivis des amis intimes (comprend les relations intimes du moment ou antérieures) (18 %), des étrangers (10 %), des conjoints (8 %), d'autres membres de la famille (5 %), et des relations d'affaires (4 %). Pour les victimes de sexe masculin, les données étaient très différentes : 44 % des accusés étaient des connaissances occasionnelles, suivies des étrangers (20 %), des relations d'affaires (12 %), d'autres membres de la famille (10 %), des ex-conjoints (8 %), des amis intimes (5 %) et des conjoints (2 %).

Introduction

The Canadian Centre for Justice Statistics (CCJS) annually releases information about the extent and nature of crime in our society. The Uniform Crime Reporting (UCR) Survey is the main vehicle for collecting statistics and reporting on crime and has been in operation since 1962. The purpose of the UCR survey is to count and describe those criminal incidents which are reported or become known to the police.

This Juristat focuses upon police-reported crime in 1994 and examines recent trends in violent crime, property crime, other Criminal Code incidents, impaired driving, drugs, and youth crime. As well, incident-based data from a non-representative sample of police departments are used to examine the use of weapons in violent crime, the relationship between victims and accused, and the age and sex of victims.

Throughout this report, the terms "crime" and "crime rate" refer to total police-reported Criminal Code actual incidents, excluding traffic, unless noted otherwise. It is also important to note that, for incidents involving multiple offences, only the most serious offence in the incident is counted. All crime rates are based on 100,000 population unless otherwise stated.

These official statistics do not account for all crime in Canada. It is well known that a significant proportion of some types of criminal incidents are not reported to the police for a variety of reasons. Hence, victimization surveys were developed to complement

Introduction

Le Centre canadien de la statistique juridique (CCSJ) publie chaque année des données sur l'ampleur et la nature des actes criminels perpétrés dans notre société. En place depuis 1962, le Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) est le principal moyen par lequel on recueille, avec l'aide des services de police, des statistiques et des données sur les crimes signalés. Le programme a pour objet de dénombrer et décrire les affaires criminelles qui sont signalées aux services de police ou dont ceux-ci ont connaissance.

Dans le présent Juristat, on met l'accent sur les crimes déclarés à la police en 1994, et on examine les tendances récentes concernant les crimes de violence, les crimes contre les biens, d'autres infractions prévues par le Code criminel, la conduite avec facultés affaiblies, les affaires relatives à la drogue et la criminalité chez les jeunes. En outre, on utilise des données fondées sur des affaires qui ont été fournies par un échantillon non représentatif de services de police pour analyser l'utilisation d'armes dans les crimes de violence, la nature du lien entre les victimes et les accusés, et l'âge et le sexe des victimes.

Tout au long de ce rapport, les termes «crime» et «taux de criminalité» se rapportent au nombre total d'affaires liées à des infractions prévues par le Code criminel et signalées à la police, à l'exclusion des infractions aux règlements de la circulation, sauf indication contraire. Il importe également de mentionner que pour les affaires comportant de multiples infractions, seule l'infraction la plus grave est dénombrée. À moins d'indication contraire, tous les taux de criminalité sont exprimés sur la base de 100 000 habitants.

Ces statistiques officielles ne représentent pas tous les crimes commis au Canada. On sait bien que pour diverses raisons, une proportion non négligeable de tous les types d'affaires criminelles n'est pas signalée à la police. C'est pourquoi on a mis au point des enquêtes sur la victimisation

officially recorded crime data. Victimization surveys measure the extent to which criminal incidents are not reported to the police, why victims decide not to report, the consequences of crime upon its victims, and public perceptions about the level of crime. Statistics Canada conducted national victimization surveys as part of the General Social Survey (GSS) in 1988 and again in 1993. For further information on the results of the GSS, please refer to the Juristat "Trends in Criminal Victimization, 1988-1993" (Catalogue 85-002, Vol. 14, No.13).

Crime rate declines for the third consecutive year

Of the 2.6 million Criminal Code incidents (excluding traffic), reported in 1994, 12% were violent crimes, 58% property, and 31% "other Criminal Code" crimes (e.g. prostitution, arson, mischief, restricted weapons). In addition, 185,641 Criminal Code traffic incidents, 60,594 drug incidents and 40,492 "other Federal Statute" incidents (e.g. Excise Act, Immigration Act, Canada Shipping Act) were reported in 1994. In total, there were 2.9 million federal statute crimes reported by police in 1994, down 4% from 1993.

The police-reported crime rate decreased for the third consecutive year (-5%) in 1994. The trend in the crime rate has not been uniform over the last 10 years. The 1994 rate of 9,002 incidents per 100,000 population was similar to the rate in 1987. The crime rate showed slight decreases in 1984, 1988, 1989, and more notable decreases since 1991. Despite these recent decreases, the 1994 crime rate was 8% higher than a decade ago.

The violent crime rate decreased by 3% in 1994. The rates of property and other Criminal Code crimes continued to decline, with decreases of 6% and 4% respectively from 1993 (Figure 1).

Criminal Code - Total, 1994¹

Highest rate:	B.C. (14,106 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (5,570 per 100,000)
Largest increase:	Man. (+0.1%)
Largest decrease:	P.E.I. (-12.7%)

The overall decline in the Canadian crime rate was mirrored in the United States. The 1994 preliminary data released by the Federal Bureau of Investigation (May, 1995) showed the third consecutive yearly decline in reported crime. Violent crime in the United States fell 4% and property crime declined 3% in 1994.

¹ Summary tables exclude the Yukon and the Northwest Territories.

pour compléter les données sur les crimes officiellement signalés. Les enquêtes sur la victimisation mesurent le degré de non-signallement des affaires criminelles à la police, les raisons pour lesquelles les victimes décident de ne pas signaler l'affaire, les conséquences des actes criminels sur les personnes qui en sont victimes, et la perception que les gens ont du niveau de criminalité. En 1988 et de nouveau en 1993, Statistique Canada a mené des enquêtes nationales sur la victimisation dans le cadre de l'Enquête sociale générale (ESG). Pour de plus amples renseignements sur les résultats de l'ESG, voir le Juristat intitulé «Tendances en matière de victimisation : 1988-1993» (numéro de catalogue 85-002, vol. 14, n° 13).

Le taux de criminalité diminue pour la troisième année consécutive

Sur les 2,6 millions d'infractions au Code criminel (à l'exclusion des infractions aux règlements de la circulation) signalées en 1994, 12 % étaient des crimes de violence, 58 % des crimes contre les biens, et 31 % d'autres infractions prévues par le Code criminel (p. ex., prostitution, crimes d'incendies, méfaits, armes à autorisation restreinte). En outre, on a déclaré en 1994, 185 641 infractions aux règlements de la circulation prévues par le Code criminel, 60 594 affaires reliées aux drogues, et 40 492 infractions prévues par d'autres lois fédérales (p. ex., *Loi sur l'accise*, *Loi sur l'immigration*, *Loi sur la marine marchande* du Canada). Au total, 2,9 millions d'infractions à des lois fédérales ont été commises en 1994, ce qui représente une baisse de 4 % par rapport à 1993.

Le taux de criminalité déclaré par la police a diminué pour la troisième année consécutive (-5 %) en 1994. Au cours des dix dernières années, on n'a pas observé de tendance uniforme dans le taux de criminalité. Le taux de 1994, soit 9 002 affaires pour 100 000 habitants est très similaire à celui de 1987. Le taux de criminalité a régressé sensiblement en 1984, 1988, 1989, et a connu des diminutions plus marquées depuis 1991. Malgré ces récentes diminutions, le taux de 1994 était de 8 % plus élevé qu'il y a 10 ans.

Le taux de crimes de violence a diminué de 3 % en 1994. Les taux de crimes contre les biens et d'autres affaires reliées à des infractions au Code criminel ont continué à chuter, enregistrant des baisses de 6 % et 4 % respectivement par rapport à 1993 (graphique 1)

Code criminel - Total, 1994¹

Taux le plus élevé :	C.-B. (14 106 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (5 570 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Man. (+0,1 %)
Dimin. la plus forte :	Î.-P.-É. (-12,7 %)

La baisse générale du taux de criminalité au Canada s'est reflétée aux États-Unis. Il ressort des données préliminaires pour 1994 publiées par le Federal Bureau of Investigation (mai 1995) que le taux de crimes signalés a diminué pour la troisième année consécutive. Aux États-Unis, le taux de crimes de violence a chuté de 4 %, et celui des crimes contre les biens de 3 % en 1994.

¹ Les tableaux sommaires excluent le Yukon et les Territoires de Nord-Ouest.

Table 1

Tableau 1

Rates of Criminal Code Incidents, Canada, 1984 - 1994¹Taux d'infractions prévues par le Code criminel, Canada, 1984 - 1994¹

	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991 ^{2r}	1992 ^{2r}	1993 ^r	1994
Violent crime rate - Taux de crimes de violence											
Year-to-year % change - Variation en % d'une année à l'autre	698	731	782	826	865	908	970	1,056	1,077	1,072	1,037
	3.1	4.7	7.0	5.6	4.7	5.0	6.8	8.9	2.0	-0.5	-3.2
Property crime rate - Taux de crimes contre les biens											
Year-to-year % change - Variation en % d'une année à l'autre	5,481	5,430	5,528	5,531	5,419	5,271	5,593	6,141	5,868	5,525	5,214
	-1.9	-0.9	1.8	0.1	-2.0	-2.7	6.1	9.8	-4.4	-5.8	-5.6
Other Criminal Code crime rate - Taux d'autres infractions prévues par le Code criminel											
Year-to-year % change - Variation en % d'une année à l'autre	2,177	2,219	2,382	2,565	2,603	2,682	2,891	3,113	3,033	2,855	2,751
	0.1	1.9	7.3	7.7	1.5	3.0	7.8	7.7	-2.6	-5.9	-3.7
Total Criminal Code crime rate, excluding traffic infractions - Taux global de crimes prévus par le Code criminel, excluant les infractions aux règlements de la circulation											
Year-to-year % change - Variation en % d'une année à l'autre	8,356	8,381	8,692	8,922	8,887	8,860	9,454	10,309	9,978	9,453	9,002
	-1.0	0.3	3.7	2.6	-0.4	-0.3	6.7	9.0	-3.2	-5.3	-4.8

¹ Rates are calculated on the basis of 100,000 population. The population estimates are from Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division. Revisions to the populations for 1991, 1992 and 1993 have changed crime rates for these years. (Populations as of July 1st: revised intercensal estimates from 1984 to 1990, final postcensal estimates for 1991 and 1992, updated postcensal estimates for 1993, and preliminary postcensal estimates for 1994.) - Les taux sont calculés sur la base de 100 000 habitants. Les estimés de la population proviennent de la Division de la démographie, Direction de la statistique démographique et du recensement, Statistique Canada. Les révisions des chiffres de la population pour 1991, 1992, et 1993 ont eu des répercussions sur les taux de criminalité pour ces années. (Population au 1^{er} juillet: estimations intercensitaires corrigées de 1984 à 1990; estimations postcensitaires définitives pour 1991 et 1992; estimations postcensitaires mises à jour pour 1993; et estimations postcensitaires provisoires pour 1994.)

² Due to a change in counting procedures for Metro Toronto as of 1992, caution should be used when calculating year-to-year changes between 1991 and 1992 for Canada, Ontario and Toronto. - Étant donné un changement au niveau de la procédure de comptage pour la région métropolitaine de Toronto, des précautions doivent être prises lorsque l'on effectue des calculs de variations en pourcentage entre 1991 et 1992 pour le Canada, l'Ontario et Toronto.

^r Revised. - Révisé.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. - Programme de déclaration uniforme de la criminalité, CCJS.

Table 2

Federal Statute Incidents Reported to Police, by Most Serious Offence, Canada, 1990 - 1994

Tableau 2

Affaires liées aux lois fédérales déclarées à la police, selon la règle de l'infraction la plus grave, Canada, 1990 - 1994

	1990		1991 ¹		1992 ¹		1993 ^r		1994	
	Number	Rate*	Number	Rate*	Number	Rate*	Number	Rate*	Number	Rate*
	Nombre	Taux*	Nombre	Taux*	Nombre	Taux*	Nombre	Taux*	Nombre	Taux*
Homicide	656	2	753	3	732	3	630	2	596	2
Attempted Murder – Tentatives de meurtre	905	3	1,044	4	1,054	4	984	3	918	3
Assaults – Total – Voies de fait	207,331	746	226,552	806	232,910	816	238,503	824	236,364	808
Level 1 – Niveau 1	151,585	545	167,227	595	175,745	616	181,807	628	181,400	620
Level 2 – Weapon- Avec arme-Niveau 2	35,282	127	37,796	134	37,459	131	38,767	134	37,706	129
Level 3 – Aggravated-Graves-Niveau 3	3,470	12	3,884	14	3,551	12	3,180	11	2,993	10
Other – Autres	16,994	61	17,645	63	16,155	57	14,749	51	14,265	49
Sexual Assaults – Total – Agressions sexuelles	27,843	100	30,351	108	34,355	120	34,754	120	31,690	108
Level 1 – Niveau 1	26,540	95	28,916	103	33,022	116	33,536	116	30,560	104
Level 2 – Weapon- Avec arme-Niveau 2	918	3	971	3	935	3	860	3	768	3
Level 3 – Aggravated-Graves-Niveau 3	385	1	464	2	398	1	358	1	362	1
Other Sexual Offences – Autres infractions sexuelles	3,613	13	3,931	14	4,040	14	4,171	14	3,812	13
Abduction – Enlèvements	1,046	4	1,095	4	1,220	4	1,204	4	1,130	4
Robbery – Total-Vols qualifiés	28,109	101	33,236	118	33,201	116	29,955	104	28,888	99
Firearms – Avec armes à feu	7,426	27	9,006	32	8,736	31	8,038	28	7,371	25
Other Weapons – Avec autres armes	7,783	28	9,436	34	10,793	38	9,720	34	9,336	32
Other – Autres	12,900	46	14,794	53	13,672	48	12,197	42	12,181	42
Violent crime – Total – Crimes de violence	269,503	970	296,962	1,056	307,512	1,077	310,201	1,072	303,398	1,037
Breaking & Entering – Total – Introduction par effraction	379,364	1,365	434,602	1,546	427,153	1,497	406,421	1,404	387,877	1,326
Business – Établissements commerciaux	117,399	422	134,432	478	128,514	450	115,757	400	110,037	376
Residential – Résidences	215,284	775	246,716	877	245,453	860	239,322	827	226,964	776
Other – Autres	46,681	168	53,454	190	53,186	186	51,342	177	50,876	174
Motor vehicle theft – Vols de véhicules à moteur	114,082	411	139,345	496	146,801	514	156,685	541	159,663	546
Theft over \$1,000 – Vols de plus de 1 000\$	101,639	366	117,540	418	120,063	421	117,765	407	116,295	398
Theft \$1,000 and under – Vols de 1 000\$ et moins	798,851	2,875	864,349	3,074	823,469	2,885	774,293	2,675	727,364	2,487
Have stolen goods – Possession de biens volés	29,814	107	34,040	121	31,551	111	30,827	107	30,522	104
Fraud-Fraude	130,598	470	136,893	487	125,736	441	113,046	391	103,210	353
Property crime – Total – Crimes contre les biens	1,554,348	5,593	1,726,769	6,141	1,674,773	5,868	1,599,037	5,525	1,524,931	5,214
Mischief – Méfait	421,853	1,518	465,045	1,654	453,547	1,589	415,508	1,436	396,596	1,356
Bail Violation – Violation des conditions – sous caution	55,911	201	59,608	212	65,466	229	66,271	229	65,740	225
Disturbing the Peace – Crimes contre l'ordre public	53,677	193	57,407	204	56,327	197	54,492	188	51,205	175
Offensive Weapons – Armes offensives	18,061	65	19,687	70	17,704	62	18,584	64	18,919	65
Prostitution	10,273	37	10,567	38	10,137	36	8,517	29	5,588	19
Arson – Crimes d'incendie	8,778	32	12,389	44	13,146	46	12,470	43	13,565	46
Other – Autres	17,421	63	19,369	69	20,221	71	20,185	70	18,538	63
Other Criminal Code – Total – Autres infractions/Code criminel	803,342	2,891	875,257	3,113	865,696	3,033	826,388	2,855	804,501	2,751
Criminal Code without Traffic – TOTAL – Code criminel sans circulation	2,627,193	9,454	2,898,988	10,309	2,847,981	9,978	2,735,626	9,453	2,632,830	9,002
Impaired Driving – Total – Conduite avec facultés affaiblies	139,078	500	140,727	500	132,419	464	117,574	406	106,979	366
Fail to Stop/Remain – Défaut de s'arrêter lors d'un accident	70,702	254	65,974	235	67,053	235	60,066	208	60,124	206
Other traffic – Autres circulations	234,789	845	250,554	891	249,369	874	250,546	866	252,888	865
Criminal Code Traffic – TOTAL – Circulation – Code criminel	227,201	818	226,070	804	219,693	770	197,825	684	185,641	635
Criminal Code – Total – Code criminel	2,854,394	10,271	3,125,058	11,113	3,067,674	10,748	2,933,451	10,136	2,818,471	9,636
Drugs – Drogues	60,645	218	57,093	203	58,881	206	56,817	196	60,594	207
Other Federal Statutes – Autres lois Fédérales	31,691	114	36,626	130	44,671	157	48,282	167	40,492	138
Total Federal Statutes – Total lois fédérales	2,946,730	10,603	3,218,777	11,447	3,171,226	11,111	3,038,550	10,499	2,919,557	9,982

¹ Due to changes in counting procedures for Metro Toronto as of 1992, caution should be used when calculating year-to-year changes between 1991 and 1992 for Canada, Ontario and Toronto. – Étant donné un changement au niveau de la procédure de comptage pour la région métropolitaine de Toronto, des précautions doivent être prises lorsque l'on effectue des calculs de variations en pourcentage entre 1991 et 1992 pour le Canada, l'Ontario et Toronto.

^r Revised. – Révisé.

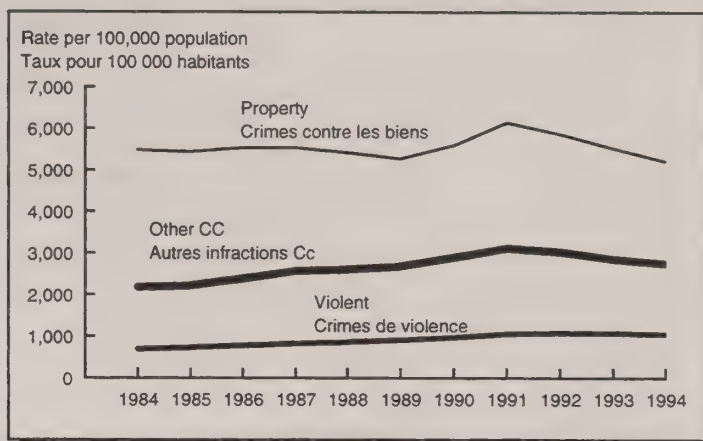
* Rates are calculated based on 100,000 population. Revisions to the populations for 1991, 1992, and 1993 have changed crime rates for these years. – Les taux sont calculés sur la base de 100 000 habitants. Les révisions des chiffres de la population pour 1991, 1992 et 1993 ont eu des répercussions sur les taux de criminalité pour ces années.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité, CCSJ.

Figure 1

Violent, property and other Criminal Code incidents, Canada, 1984 to 1994

Crimes de violence, crimes contre les biens et autres infractions, Canada, 1984 à 1994



Three-quarters of violent crimes solved

A crime is solved by police when there is sufficient evidence to lay a charge against a suspect. The incident is referred to as cleared, either by charge or otherwise. Cleared-otherwise means that, for a variety of reasons, no charges are laid, although there is an identified suspect and sufficient evidence to lay a charge. Examples of the latter include cases where the alleged offender dies before he or she can be formally charged, or where the accused is less than 12 years of age. Consistent with past years, clearance rates for violent crimes were three times higher than for property crimes in 1994. Three-quarters of violent incidents were cleared in 1994 (51% by charge and 24% otherwise), compared to slightly less than one-quarter for property crimes (15% by charge and 7% otherwise). Of all the violent crimes, robbery had the lowest clearance rate. Figure 2 shows clearance rates for selected violent and property crimes.

Les trois quarts des crimes de violence sont résolus

Un crime est résolu par la police lorsque celle-ci a suffisamment de preuves pour porter des accusations contre un suspect. On dit alors que l'affaire a été classée, que ce soit par mise en accusation ou sans mise en accusation. L'expression «classée sans mise en accusation» signifie que, pour diverses raisons, aucune accusation n'a été portée, même si un suspect a été identifié et qu'il y a suffisamment de preuves pour porter des accusations. À titre d'exemples, mentionnons le cas où l'auteur présumé de l'infraction décède avant que l'on puisse porter officiellement des accusations, et le cas où le suspect a moins de 12 ans. Comme dans les années précédentes, le taux de classement des crimes de violence était de trois fois plus élevé que celui des crimes contre les biens en 1994. Les trois quarts des crimes de violence ont été classés en 1994 (51 % par mise en accusation et 24 % sans mise en accusation), comparativement à un peu moins du quart des crimes contre les biens (15 % par mise en accusation et 7 % sans mise en accusation). Parmi tous les crimes de violence, les vols qualifiés étaient ceux qui avaient le taux de classement le plus faible. Le graphique 2 montre les taux de classement pour divers crimes de violence et de crimes contre les biens.

Figure 2

Clearance rates for selected incidents, Canada, 1994

Taux de classement pour certaines affaires, Canada, 1994

Cleared by charge: A charge is laid against an accused
Cleared otherwise: Sufficient evidence to lay a charge but none laid.

Affaires classées par mise en accusation: Une accusation est portée contre un accusé.

Affaires classées sans mise en accusation: Preuve suffisante pour porter une accusation, mais l'accusation n'est pas portée.

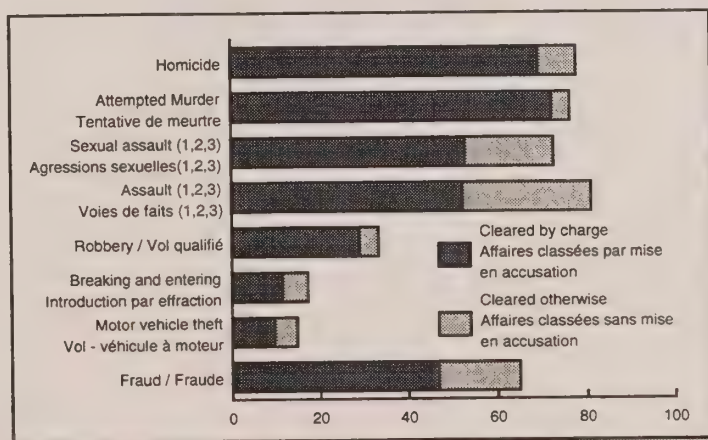


Table 3

Percentage of Selected Incidents Cleared,
Canada, 1994

Tableau 3

Pourcentage des certaines affaires classées, Canada,
1994

	Percentage Cleared – Pourcentage classé			Percentage Not Cleared Pourcentage non-classé
	% Cleared by charge	% Cleared otherwise	Total % Cleared	
	% Classé par mise en accusation	% Classé sans mise en accusation	% Classé – Total	
Homicide ¹	72	8	80	20
Attempted Murder – Tentatives de meurtre	72	4	76	24
Assaults – Voies de faits	54	27	81	19
Sexual Assaults – Agressions sexuelles	50	20	70	30
Other sexual offences – Autres infractions sexuelles	64	18	83	17
Abduction – Enlèvements	25	31	55	45
Robbery – Vols qualifiés	29	4	33	67
Violent crime – Total – Crimes de violence	51	24	75	25
Breaking and Entering – Introduction par effraction	11	6	17	83
Motor Vehicle Theft – Vols de véhicules à moteur	10	5	15	85
Fraud – Fraude	47	18	65	35
Theft over \$1000 – Vols de plus de 1 000\$	6	4	10	90
Theft \$1000 and under – Vols de 1 000\$ et moins	13	7	20	80
Property crime – Total – Crimes contre les biens	15	7	23	77
Mischief – Méfait	7	8	15	85
Arson – Crimes d'incendie	11	10	20	80
Prostitution	96	2	98	2
Offensive Weapons – Armes offensives	54	24	78	22
Criminal Code without traffic – Total – Code criminel sans circulation	23	12	35	65
Impaired Driving – Conduite avec facultés affaiblies	92	4	96	4
Cocaine – Possession – Cocaïne	83	9	92	8
Cocaine – Trafficking – Trafic – Cocaïne	77	3	81	19
Cannabis – Possession – Cannabis	66	25	91	9
Cannabis – Trafficking – Trafic – Cannabis	75	6	81	19

¹ Homicide Survey, CCJS. – L'enquête sur les homicides, CCSJ.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité, CCSJ.

Largest decrease in violent crime since survey began

Violent criminal incidents (approximately 303,000 incidents in 1994) include homicide, attempted murder, assault, sexual assault, other sexual offences, abduction and robbery. The violent crime rate declined by 3% in 1994, the largest annual decline since 1962, the first year of the UCR survey. This decline, and the slight decrease in 1993, follow 15 years of annual increases in the violent crime rate. Despite these declines, the rate of violent crime has increased 49% since 1984.

It is difficult to determine what proportion of the increase in violent crime over the past decade is due to actual increases in the level of societal violence. Factors such as changes in reporting behaviour by the public, police charging practices, and policy and legislative changes may all have contributed to this increase. Figure 3 shows that much of the increase in the violent crime rate over the past decade was directly attributable to a large increase in the rate of minor assaults, which account for 60% of violent crime (Figure 3). If assaults level 1 are removed from total violent crime, the increase in the violent crime rate from 1985 to 1994 drops from 43% to 24%.

All categories of violent crime declined in 1994. Six of the seven categories of violent crime showed large rate decreases in 1994: sexual assault (levels 1-3) (-10%), other sexual offences (-10%), attempted murder (-8%), abduction (-7%) homicide (-6%), and robbery (-5%). Assault (all categories) also decreased (-2%).

Violent Crime - total, 1994

Highest rate:	Man. (1,600 per 100,000)
Lowest rate:	Qc. (730 per 100,000)
Largest increase:	P.E.I. (+4.6%)
Largest decrease:	Alta. (-7.9%)

La plus forte baisse du taux de crimes de violence depuis l'entrée en vigueur du programme

Les affaires relatives à des crimes de violence (approximativement 303 000 affaires en 1994) comprennent les homicides, les tentatives de meurtre, les voies de fait, les agressions sexuelles, les autres infractions sexuelles, les enlèvements et les vols qualifiés. Le taux de crimes de violence a diminué de 3 % en 1994, ce qui représente la plus forte diminution annuelle depuis 1962, la première année du programme DUC. Cette diminution, et la légère baisse observée en 1993, met fin à 15 années d'augmentations annuelles du taux de crimes de violence. Malgré ces diminutions, le taux de crimes de violence a augmenté de 49 % depuis 1984.

Il est difficile de déterminer quelle proportion de l'accroissement du nombre de crimes de violence au cours de la décennie écoulée est due à une progression réelle du niveau de violence dans la société. Des facteurs comme des changements dans les comportements en matière de déclaration, les pratiques de mise en accusation suivies par les services de police, ainsi que des changements de politique et d'ordre législatif ont peut-être tous joué un rôle dans cet accroissement. Le graphique 3 montre qu'une bonne partie de l'augmentation du taux de crimes de violence au cours de la dernière décennie est directement attribuable à une forte augmentation du taux des voies de fait simples, qui comptent pour 60 % des crimes de violence (graphique 3). Si l'on soustrait les voies de fait du niveau 1 du nombre total de crimes de violence, l'augmentation du taux de crimes de violence de 1985 à 1994 chute de 43 % à 24 %.

Toutes les catégories de crimes de violence ont connu des diminutions de leur taux en 1994. Six des sept catégories de crimes de violence ont régressé de façon marquée en 1994 : les agressions sexuelles des niveaux 1 à 3 (-10 %), les autres infractions sexuelles (-10 %), les tentatives de meurtre (-8 %), les enlèvements (-7 %), les homicides (-6 %) et les vols qualifiés (-5 %). Le taux des voies de fait (toutes les catégories) a également diminué (-2 %).

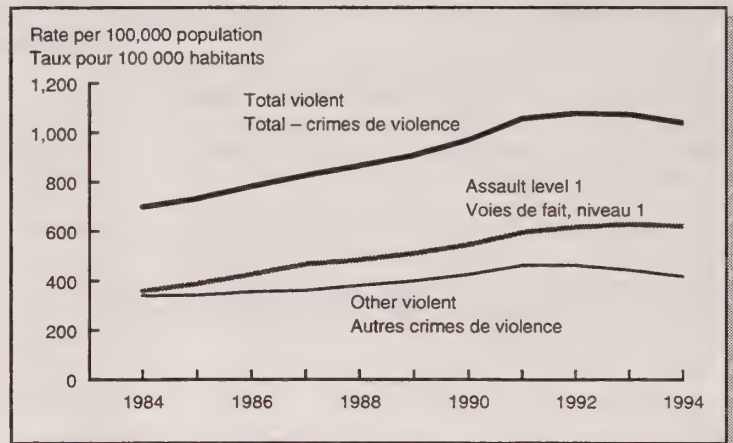
Crimes de violence, 1994

Taux le plus élevé :	Man. (1 600 pour 100 000)
Taux le plus faible :	Qc (730 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Î.-P.-É. (+4,6 %)
Dimin. la plus forte :	Alb. (-7,9 %)

Figure 3

Assault level 1 and other violent crime, Canada, 1984 to 1994

Voies de fait niveau 1 et autres crimes de violence, Canada, 1984 à 1994



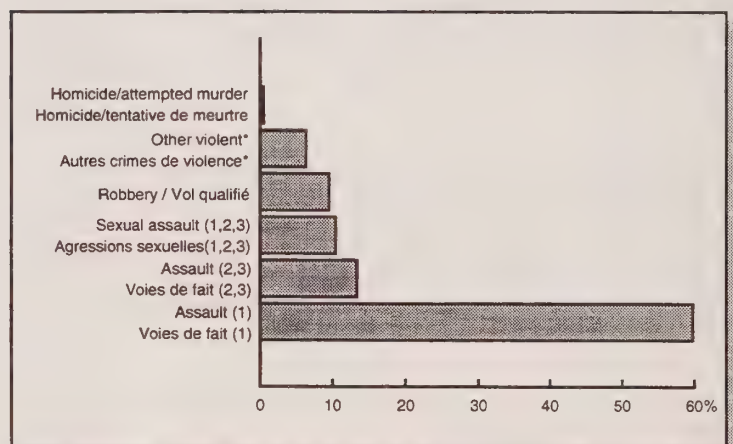
Source: Table 2

Source: Tableau 2

Figure 4

Violent crime categories, Canada, 1994

Composition des crimes de violence, Canada, 1994



* Other violent includes abduction, other sexual offences and other assaults.

* Les autres crimes de violence comprennent les enlèvements, les autres infractions d'ordre sexuel et les autres voies de fait.

Source: Table 2

Source: Tableau 2

Lowest homicide rate in 25 years

There were 596 homicides (first and second degree murder, manslaughter, and infanticide) and 918 attempted murders in 1994. Together these crimes continue to account for less than one-half of one percent of reported violent incidents. In 1994, the homicide rate dropped for the third year in a row (-6%) to a 25-year low of 2.04 per 100,000 population. The attempted murder rate also decreased for the third year in a row, by 8% (Figure 5).

Taux d'homicide le plus faible en 25 ans

Il y a eu 596 homicides (qui comprennent les meurtres au premier degré, les meurtres au deuxième degré, les homicides involontaires coupables et les infanticides) et 918 tentatives de meurtre en 1994. Ensemble, ces affaires représentent encore moins d'un demi de un pour cent des crimes de violence déclarés. En 1994, le taux d'homicides a chuté pour la troisième année consécutive (-6 %) pour atteindre 2,04 pour 100 000 habitants, soit le taux le plus bas en 25 ans. Le taux des tentatives de meurtre a également diminué pour la troisième année d'affilée (-8 %) (graphique 5).

In 1994, shootings continued to account for about one-third of all homicides: 90 homicides were committed with a handgun, 66 with a rifle/shotgun, 26 with a sawed-off rifle/shotgun, and 14 with a fully automatic firearm. Other common methods used to commit homicide in 1994 included stabbings (26%), beatings (18%), strangulation/suffocation (14%), fire/arson (3%), and poisoning (2%).

Of the homicides for which an accused was identified, 40% of the victims were killed by a spouse or other family member, 46% were killed by an acquaintance, and 13% were killed by a stranger. For a detailed analysis on homicide, refer to the Juristat, Homicide in Canada, 1994, Vol. 15 No. 11.

Homicide, 1994

Highest rate: B.C. (3.1 per 100,000)
 Lowest rate: Nfld. (0.7 per 100,000)
 Largest increase: N.B. (+35.8%)
 Largest decrease: P.E.I. (-50.5%)²

Attempted Murder, 1994

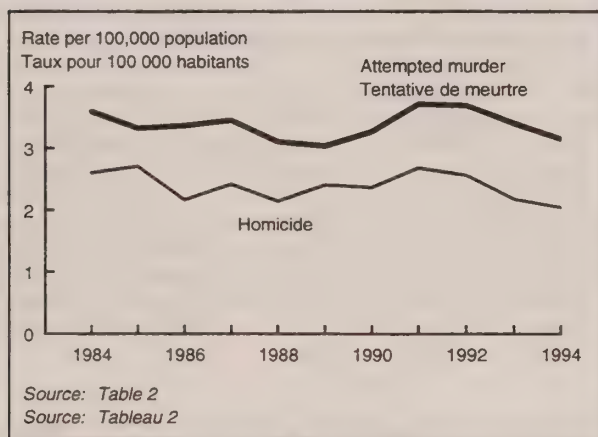
Highest rate: Qc. (4.9 per 100,000)
 Lowest rate: P.E.I. (0.7 per 100,000)
 Largest increase: B.C. (+16.3%)
 Largest decrease: P.E.I. (-50.5%)

² Changes in small numbers produce large percentage variations (e.g. 2 homicides in 1993 vs 1 in 1994).

Figure 5

Homicide and attempted murder, Canada, 1984 to 1994

Homicide et tentative de meurtre, Canada, 1984 à 1994



En 1994, les homicides commis à l'aide d'une arme à feu ont encore représenté environ le tiers de tous les homicides : 90 homicides ont été commis à l'aide d'une arme de poing, 66 avec une carabine/un fusil de chasse, 26 avec une carabine/un fusil de chasse à canon tronqué, et 14 avec une arme à feu entièrement automatique. Les autres méthodes souvent utilisées pour commettre un homicide en 1994 étaient les suivantes : poignard (26 %), coups (18 %), strangulation/suffocation (14 %), incendie criminel (3 %) et empoisonnement (2 %).

Sur les homicides pour lesquels un accusé a été identifié, 40 % des victimes ont été tuées par un conjoint ou un autre membre de la famille, 46 % par une connaissance, et seulement 13 % par un étranger. Pour une analyse détaillée des homicides, voir l'article L'homicide au Canada, 1994, dans le Juristat, vol. 15, n° 11.

Homicides, 1994

Taux le plus élevé : C.-B. (3,1 pour 100 000)
 Taux le plus faible : T.-N. (0,7 pour 100 000)
 Augm. la plus forte : N.-B. (+35,8 %)
 Dimin. la plus forte : Î.-P.-É. (-50,5 %)²

Tentatives de meurtre, 1994

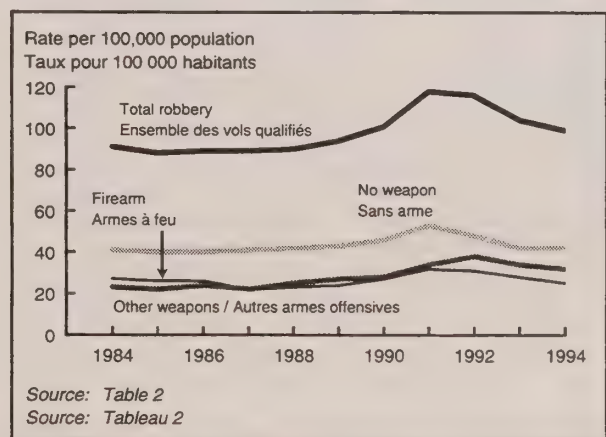
Taux le plus élevé : Qc. (4,9 pour 100 000)
 Taux le plus faible : Î.-P.-É. (0,7 pour 100 000)
 Augm. la plus forte : C.B. (+16,3 %)
 Dimin. la plus forte : Î.-P.-É. (-50,5 %)

² Les variations dans les petits nombres produisent de grandes variations en pourcentage (e.g. 2 homicides en 1993 vs 1 en 1994).

Figure 6

Robbery incidents, Canada, 1984 to 1994

Affaires de vol qualifié, Canada, 1984 à 1994



Robbery rate declines 5%

Robbery represented 10% of violent crime in 1994. Police reported a total of 28,888 incidents of robbery in 1994, representing a rate of 99 incidents per 100,000 population, down 5% from 1993. The robbery rate has been falling since 1991.

Similar to past years, 58% of robbery incidents involved a weapon: 26% were firearms and 32% were other offensive weapons. The rate of firearms use in robbery during the past decade has declined slightly, despite yearly fluctuations. In contrast, the rate of robbery involving other offensive weapons (e.g., knives) generally increased from 23 per 100,000 in 1984 to 32 per 100,000 in 1994, representing an average annual increase of 4%. The rate of robbery with no weapon (use or threat of physical force) gradually increased from 41 incidents per 100,000 population in 1984 to 53 per 100,000 in 1991 and has declined to a rate of 42 per 100,000 in 1994 (Figure 6).

The 1994 UCR incident-based research file showed that while most violent crime victims knew their accused, the accused was a stranger to the victim in over three-quarters of robbery incidents.

Robbery, 1994

Highest rate:	Man. (161 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (12 per 100,000)
Largest increase:	P.E.I. (+27.3%)
Largest decrease:	N.B. (-28.0%)

Sexual assaults decrease by 10%

Sexual assaults accounted for 10% of all violent incidents in 1994. Sexual assault is divided into 3 levels according to the seriousness of the offence: level 1 sexual assault, level 2 sexual assault (with a weapon, threats to a third party, or causing bodily harm), and level 3 aggravated sexual assault (wounds, maims, disfigures or endangers life of victim).

There were 31,690 reported incidents of sexual assault in 1994, most of these (96%) classified by police as level 1. The rate of level 1 sexual assault, 104 per 100,000 population, decreased by 10% in 1994, the first decrease since the new assault categories were created in 1983. Despite this decline, the rate of level 1 sexual assault has increased by 99% since 1984, an average annual increase of 8%.

Le taux des vols qualifiés diminue de 5 %

Les vols qualifiés ont représenté 10 % des crimes de violence en 1994. La police a déclaré au total 28 888 affaires de vol qualifié, ce qui représente un taux de 99 affaires pour 100 000 habitants, et une baisse de 5 % par rapport à 1993. Le taux de vols qualifiés diminue depuis 1991.

Comme dans les années précédentes, 58 % des vols qualifiés ont été perpétrés avec une arme : 26 % avec des armes à feu et 32 % avec d'autres armes offensives. En dépit des fluctuations annuelles, le taux de vols qualifiés perpétrés avec une arme à feu a légèrement diminué au cours de la dernière décennie. Par contraste, le taux de vols qualifiés commis à l'aide d'autres armes offensives (p. ex., des couteaux) est passé de 23 pour 100 000 habitants en 1984 à 32 pour 100 000 habitants en 1994, ce qui représente une augmentation annuelle moyenne de 4 %. Le taux de vols qualifiés commis sans arme (utilisation ou menace d'utilisation de la force physique) a augmenté graduellement, passant de 41 affaires pour 100 000 habitants en 1984 à 53 affaires pour 100 000 habitants en 1991 pour ensuite diminuer à 42 affaires pour 100 000 habitants en 1994 (graphique 6).

Selon le fichier de recherche fondé sur les affaires du programme DUC, la plupart des victimes de crimes de violence connaissaient leur agresseur, alors que l'accusé n'était pas connu de la victime dans plus des trois quarts des vols qualifiés.

Vols qualifiés, 1994

Taux le plus élevé :	Man. (161 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (12 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Î.-P.-É. (+27,3 %)
Dimin. la plus forte :	N.-B. (-28,0 %)

Les agressions sexuelles diminuent de 10 %

Les agressions sexuelles ont constitué 10 % de toutes les affaires de crime de violence en 1994. Les agressions sexuelles se répartissent en trois niveaux selon la gravité de l'infraction : les agressions sexuelles du niveau 1, les agressions sexuelles du niveau 2 (commises à l'aide d'une arme, comportant des menaces à une tierce personne ou causant des lésions corporelles), et les agressions sexuelles graves du niveau 3 (la victime est blessée, estropiée ou défigurée, ou encore sa vie est mise en danger).

En 1994, 31 690 affaires d'agression sexuelle ont été signalées, la plupart d'entre elles (96 %) ayant été classées par la police au niveau 1. Le taux d'agressions sexuelles du niveau 1, soit 104 pour 100 000 habitants en 1994, a fléchi de 10 % en 1994, ce qui représente la première diminution depuis l'instauration des nouvelles catégories d'agressions sexuelles en 1983. En dépit de cette diminution, le taux d'agression sexuelle de niveau 1 a augmenté de 99 % depuis 1984, ce qui représente une augmentation annuelle moyenne de 8 %.

Similar to assault levels 2 and 3, rates of sexual assault causing serious physical harm have remained stable or decreased in recent years. In 1994, there were 768 reported incidents of sexual assault level 2, (representing 2.63 incidents for every 100,000 population), a rate which has declined by 25% over the last three years. Aggravated sexual assault level 3 incident rates have generally declined during the past decade (with the exception of 1991) from 526 incidents in 1984 to 362 incidents in 1994, a decline in the rate of 40%.

Sexual Assault (1,2,3), 1994

Highest rate:	Nfld. (181 per 100,000)
Lowest rate:	Qc. (52 per 100,000)
Largest increase:	P.E.I. (+18.4%)
Largest decrease:	Man. (-19.3%)

The 1994 UCR incident-based research file showed that approximately one-third of sexual assault victims were under 12 years of age and approximately another one-third were aged 12 to 17. For sexual assault victims, 35% were assaulted by a casual acquaintance, 22% by a stranger, 11% by a parent, 13% by another family member, 8% by a close friend (includes intimate and ex-intimate relationships), and 6% by a business acquaintance.

6 in 10 violent crimes are minor assaults

The most frequently reported category of violent crime in Canada is assault. The Criminal Code defines several categories of assault: minor assault (level 1), assault with a weapon or causing bodily harm (level 2), aggravated assault (level 3), and other assaults (i.e. assault peace officer, unlawfully causing bodily harm, discharge firearm with intent and other assaults).

In 1983, Bill C-127 gave police the ability to make arrests without a warrant if there were reasonable and probable grounds to believe that an assault took place. Police no longer had to witness the assault nor see evidence of physical injury in order to make an arrest. The intention of this change was mainly to allow police to act in cases of domestic violence. The effect of this amendment, however, was to make it easier for police to lay charges in all types of assault. For assault level 1 incidents, the cleared-by-charge rate increased steadily from 35% in 1984 to the current level of 53% in 1994. The changes in the definition of assault and police charging practices influenced the overall increases in the rates of reported violent incidents and of persons charged with assault since 1983.

Assaults level 1 continued to account for six in ten reported violent incidents in 1994. Police recorded 181,400 of these incidents, representing a rate of 620

Comme pour les voies de fait des niveaux 2 et 3, les taux des agressions sexuelles causant de graves lésions corporelles sont demeurés stables ou ont régressé au cours des dernières années. En 1994, les services de police ont déclaré 768 affaires d'agression sexuelle du niveau 2 (ce qui représente 2,63 affaires pour 100 000 habitants), un taux qui a connu une diminution de 25% au cours des trois dernières années. Le nombre d'agressions sexuelles graves du niveau 3 a généralement diminué au cours de la dernière décennie (à l'exception de 1991), passant de 526 affaires en 1984 à 362 affaires en 1994, le taux enregistrant une baisse correspondante de 40 %.

Agressions sexuelles (1,2,3), 1994

Taux le plus élevé :	T.-N. (181 pour 100 000)
Taux le plus faible :	Qc. (52 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Î.-P.-É. (+18,4 %)
Dimin. la plus forte :	Man. (-19,3 %)

Le fichier de recherche fondé sur les affaires du programme DUC a montré qu'en 1994, environ le tiers des victimes d'agression sexuelle avaient moins de 12 ans, et environ le tiers étaient âgées de 12 à 17 ans. Parmi les victimes d'agression sexuelle, 35 % ont été agressées par une connaissance occasionnelle, 22 % par un étranger, 11 % par un parent, 13 % par un autre membre de la famille, 8 % par un ami intime (comprend les relations intimes du moment ou antérieures), et 6 % par une relation d'affaires.

Six crimes de violence sur dix sont des voies de fait simples

Au Canada, les voies de fait représentent la catégorie de crimes de violence les plus fréquemment déclarés. Le Code criminel définit plusieurs catégories de voies de fait : les voies de fait simples (niveau 1), les voies de fait commises avec une arme ou causant des lésions corporelles (niveau 2), les voies de fait graves (niveau 3) et les autres voies de fait (c.-à.-d. voies de fait contre un agent de la paix, infraction illégale de lésions corporelles, décharge d'une arme à feu avec intention et autres voies de fait).

En 1983, le projet de loi C-127 a donné à la police le pouvoir de procéder à des arrestations sans mandat si elle a des motifs raisonnables et probables de croire que des voies de fait ont été commises. Il n'est donc plus nécessaire que la police ait été témoin de l'infraction ou qu'elle ait vu des lésions corporelles pour procéder à une arrestation. Ce changement avait principalement pour but de permettre à la police d'intervenir dans les cas de violence familiale. Quoi qu'il en soit, il a fait en sorte qu'il est désormais plus facile pour la police de porter des accusations relativement à tous les types de voies de fait. Pour les affaires de voies de fait du niveau 1, le taux de classement par mise en accusation s'est accru de façon constante, passant de 35 % en 1984 au niveau actuel de 53 % en 1994. Les changements apportés à la définition des voies de fait et aux pratiques relatives aux accusations ont influé sur les hausses globales des taux de crimes de violence déclarés et du nombre de personnes accusées relativement à ces affaires depuis 1983.

Les voies de fait du niveau 1 représentent encore six affaires de crime de violence sur dix déclarées en 1994. La police a signalé 181 400 affaires de ce genre en 1994, ce qui

per 100,000 population. Although the rate of assault level 1 declined slightly in 1994, it has increased by 73% since 1984, an average annual increase of 6%. Increases in assault level 1 incidents have strongly influenced the overall increases in violent crime recorded over the past decade.

In 1994, police recorded 37,706 incidents of assault level 2, for a rate of 129 incidents per 100,000 population. Throughout the decade, the rate of level 2 assault incidents (an average increase of 2%) has not increased as rapidly as the rate for level 1 assaults. The most serious form of assault, aggravated or level 3, accounted for 2,993 incidents in 1994. The rate of 10 aggravated assaults per 100,000 Canadians was down 7% from 1993.

The 1994 UCR incident-based research file showed that for victims of assault, 83% knew their assailant: 18% were assaulted by a spouse, 6% an ex-spouse, 7% by a close friend (includes intimate and ex-intimate relationships), 8% by a business acquaintance, and 27% by a casual acquaintance. Seventeen percent of victims were assaulted by a stranger.

Assault (1,2,3), 1994

Highest rate:	Man. (1,195 per 100,000)
Lowest rate:	Qc. (478 per 100,000)
Largest increase:	N.S. (+5.4%)
Largest decrease:	Alta. (-7.8%)

Majority of abductions are by parents

Abductions continued to account for less than 1% of all violent crime. Police reported 1,130 incidents of abduction in 1994, representing 3.86 per 100,000 population. The abduction rate has remained generally stable during the past decade (3.76 per 100,000). Six in ten abductions were carried out by parents in 1994, two-thirds of whom contravened a custody order. Consistent with previous years, just over one-half (56%) of all abductions were cleared by police. Abductions by persons who were not parents/legal guardians were much less likely to be cleared (38%) than parental abductions (69%).

Abductions, 1994

Highest rate:	Sask. (7.1 per 100,000)
Lowest rate:	Qc. (1.9 per 100,000)
Largest increase:	Nfld. (+117.4%)
Largest decrease:	N.B. (-29.5%)

représente un taux de 620 pour 100 000 habitants. Même si le taux de ces infractions a sensiblement diminué en 1994, il a augmenté de 73 % depuis 1984, soit une augmentation annuelle moyenne de 6 %. L'augmentation du nombre d'affaires de voies de fait du niveau 1 a beaucoup contribué à la hausse globale du nombre de crimes de violence enregistrés au cours de la dernière décennie.

En 1994, la police a enregistré 37 706 affaires de voies de fait du niveau 2, soit un taux de 129 affaires pour 100 000 habitants. Pendant toute la décennie, le taux de voies de fait du niveau 2 (une augmentation moyenne de 2 %) n'a pas augmenté aussi rapidement que celui des voies de fait du niveau 1. On a signalé 2 993 affaires liées à la forme de voies de fait la plus grave, à savoir les voies de fait graves ou du niveau 3. Le taux de dix affaires de voies de fait graves pour 100 000 Canadiens représente une baisse de 7 % par rapport à 1993.

Il ressort du fichier de recherche fondé sur les affaires du programme DUC de 1994 que parmi les victimes de voies de fait, 83 % connaissaient leur agresseur : 18 % ont été agressées par un conjoint, 6 % par un ex-conjoint, 7 % par un ami intime (comprend les relations intimes du moment ou antérieures), 8 % par une relation d'affaires, et 27 % par une connaissance occasionnelle. Dix-sept pour cent des victimes ont été agressées par un étranger.

Voies de fait (1,2,3), 1994

Taux le plus élevé :	Man. (1 195 pour 100 000)
Taux le plus faible :	Qc (478 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	N.-É. (+5,4 %)
Dimin. la plus forte :	Alb. (-7,8 %)

La majorité des enlèvements sont perpétrés par des parents

Les enlèvements ont continué à représenter moins de 1 % de tous les crimes de violence. Les services de police ont déclaré 1 130 affaires d'enlèvement en 1994, soit 3,86 enlèvements pour 100 000 habitants. Le taux d'enlèvements est demeuré généralement stable au cours de la dernière décennie (3,76 pour 100 000 habitants). Six enlèvements sur dix ont été perpétrés par des parents en 1994, et les deux tiers d'entre eux ont enfreint une ordonnance de garde. À l'instar des années précédentes, un peu plus de la moitié (56 %) des enlèvements ont été classés par la police. Les enlèvements par des personnes qui n'étaient pas les parents/tuteurs légaux étaient beaucoup moins susceptibles d'être classés (38 %) que les enlèvements commis par un parent (69 %).

Enlèvements, 1994

Taux le plus élevé :	Sask. (7,1 pour 100 000)
Taux le plus faible :	Qc (1,9 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	T.-N. (+117,4 %)
Dimin. la plus forte :	N.-B. (-29,5 %)

Selected Characteristics of Violent Crime from the UCR incident-based survey

The following sections describe characteristics of the criminal incident, accused and victim, based on data collected from 111 police departments in six provinces through the Revised UCR Survey. These data represent 33% of the national volume of actual Criminal Code crimes. The 1994 research file contains approximately one million incident records, 372,000 accused records, and 98,000 victim records (victim information is only collected for violent crimes). The distribution of these incidents by province is as follows: 51% from Quebec, 36% from Ontario, 6% from Saskatchewan, 6% from British Columbia, 0.8% from New Brunswick, and 0.1% from Alberta. Outside Quebec, the data are primarily from urban police departments. The reader is cautioned that these data are not representative of any particular region in Canada.

Most violent incidents do not involve a weapon

Six in ten violent incidents in 1994 did not involve a weapon: nearly all of these involved physical force, with a small number involving threats of violence.³ Figure 7 shows that the most serious weapons present were knives or other cutting/piercing instruments (10%), clubs or blunt instruments (8%), firearms (6%), and other types of weapons (18%). These weapons were not necessarily used to cause physical injury to the victim.

Weapons were more likely to be present in robbery incidents. Firearms were present in 31% of robberies, and knives or other cutting/piercing instruments in 23% (the proportion of robberies with firearms is larger than indicated by the full aggregate UCR file at 26%). In incidents of assault (excluding level 1), knives or other cutting/piercing instruments were present in one-quarter (24%) of incidents, and clubs and other blunt instruments in 20%.

³ Type of most serious weapon present was unknown in 4% of violent incidents.

Figure 7

Most serious weapon present in violent crime, 1994 UCR Research File

Arme la plus dangereuse sur les lieux de l'affaire d'un crime de violence, Fichier de recherche de la DUC, 1994

Caractéristiques choisies des crimes de violence extraites du fichier DUC fondé sur les affaires

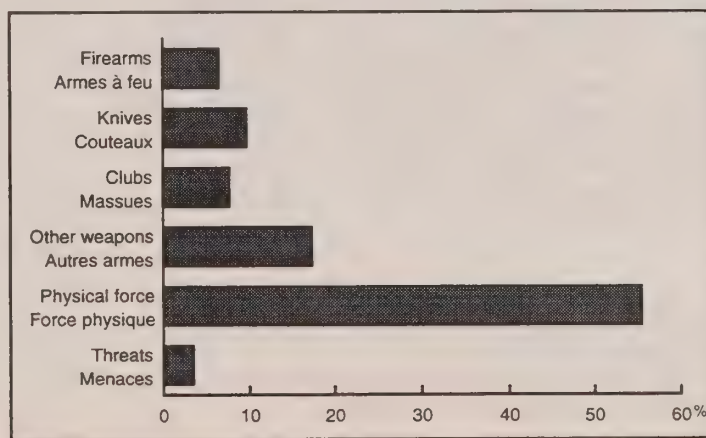
Dans les sections qui suivent, on décrit les caractéristiques de l'affaire criminelle, de l'accusé et de la victime, à partir de données recueillies auprès de 111 services de police de six provinces, dans le cadre du programme DUC révisé. Ces données représentent 33 % du volume national de données sur les infractions réelles au Code criminel. Le fichier recherche de 1994 renferme environ un million d'enregistrements sur les affaires, 372 000 enregistrements sur les accusés et 98 000 enregistrements sur les victimes (des renseignements sur les victimes ne sont recueillis que pour les crimes de violence). La répartition de ces affaires par province est la suivante : 51 % du Québec, 36 % de l'Ontario, 6 % de la Saskatchewan, 6 % de la Colombie-Britannique, 0,8 % du Nouveau-Brunswick, et 0,1 % de l'Alberta. À l'extérieur du Québec, les données proviennent principalement des services de police urbains. On avertit toutefois le lecteur que ces données ne sont pas représentatives d'une région particulière du Canada.

La plupart des affaires relatives à des crimes de violence n'impliquent pas une arme

Six crimes de violence sur dix en 1994 n'impliquaient pas une arme : presque tous impliquaient de la force physique, et un petit nombre des menaces de violence.³ Le graphique 7 montre que les armes les plus dangereuses utilisées étaient des couteaux ou d'autres instruments tranchants ou pointus (10 %), des massues ou des instruments contondants (8 %), des armes à feu (6 %) et d'autres types d'armes (18 %). Ces armes n'ont pas été nécessairement utilisées pour causer des lésions corporelles à la victime.

Des armes étaient le plus souvent utilisées dans des vols qualifiés. Des armes à feu ont été employées dans 31 % des vols qualifiés, et des couteaux ou autres instruments tranchants ou pointus dans 23 % (la proportion de vols qualifiés commis à l'aide d'une arme à feu est plus élevée que les 26 % indiqués par le fichier d'ensemble du programme DUC). En ce qui concerne les voies de fait (excluant niveau 1), on a fait usage de couteaux ou d'autres instruments tranchants ou pointus dans le quart (24 %) des affaires, et de massues et autres instruments contondants dans 20 %.

³ Le type d'arme la plus dangereuse utilisée n'était pas connu dans 4 % des crimes de violence.



Source: Non-representative sample of 111 police departments, accounting for 33% of the national volume of crime.

Source: Échantillon non représentatif de 111 corps policiers, qui représente 33% du volume national de la criminalité.

Most victims knew their accused

The 1994 UCR incident-based research file showed that seven in ten victims of violent crime in 1994 knew their assailants in incidents where the relationship of the accused to the victim was known:⁴ 15% were victimized by a spouse, 6% by an ex-spouse, 4% by a parent, 7% by another family member, 7% by a close friend (includes intimate and ex-intimate relationships), 7% by a business acquaintance, and 27% by a casual acquaintance. Twenty-nine percent of violent crime victims were victimized by a stranger. Robbery was the only violent crime where the majority of accused were strangers.

Female victims were more likely to know their assailants than male victims, while males were more likely to be victimized by strangers.

One-half of violent crime victims were physically injured

One-half of violent crime victims were reported by police to have been injured.⁵ Of these, 88% were described as having minor physical injuries (no professional medical treatment needed or only some first aid), 12% received major physical injuries (required professional medical treatment), and 1% had fatal injuries. Major injuries were sustained by 38% of sexual assault victims (excluding level 1), by 34% of assault victims (excluding level 1), by 20% of robbery victims, and by 36% of other violent crime victims (e.g. attempted murder). Male victims sustained major or fatal injuries more often than did female victims (9% versus 3%).

Over one-third of female victims of criminal harassment were stalked by a spouse or ex-spouse

Amendments to the Criminal Code (s.264(1)) proclaimed on August 1, 1993, to protect persons from harassment are commonly referred to as the anti-stalking provisions. "Criminal harassment" is defined as repeatedly following or communicating with another person, repeatedly watching someone's house or workplace, or directly threatening another person or any member of their family causing a person to fear for their safety or safety of someone known to them. Unlike the previous discussion of incident, victim and accused characteristics, the highlights presented below include all violations of criminal harassment on the 1994 UCR research file (3,200 incident records, two-thirds of which were reported by Montreal and Toronto), not just the most serious violation.

⁴ Type of relationship of the accused to the victim was unknown for 8% of victims.

⁵ For 9% of victims, the level of injury was unknown. No injuries were reported by 44% of victims.

La plupart des victimes connaissaient leur agresseur

Le fichier de recherche de 1994 fondé sur les affaires du programme DUC a révélé que sept victimes de crimes de violence sur dix connaissaient leur agresseur dans les affaires où la nature du lien entre l'accusé et la victime était connue:⁴ 15 % avaient été agressées par un conjoint, 6 % par un ex-conjoint, 4 % par un parent, 7 % par un autre membre de la famille, 7 % par un ami intime (comprend les relations intimes du moment ou antérieures), 7 % par une relation d'affaires, et 27 % par une connaissance occasionnelle. Vingt-neuf pour cent des victimes de crimes de violence avaient été agressées par un étranger. Le vol qualifié était le seul crime de violence où la majorité des accusés étaient des étrangers.

Les victimes du sexe féminin étaient plus susceptibles de connaître leur agresseur que les victimes du sexe masculin, alors que les hommes étaient plus susceptibles que les femmes d'être victimes d'actes criminels perpétrés par un étranger.

La moitié des victimes de crimes de violence ont subi des blessures physiques

Selon la police, la moitié des victimes de crimes de violence auraient subi des blessures.⁵ Parmi ces victimes, 88 % auraient subi ce que l'on a décrit comme des blessures physiques mineures (l'intervention d'un médecin n'avait pas été nécessaire, ou la victime avait reçu seulement des premiers soins), 12 % des blessures physiques graves (ayant nécessité l'intervention d'un médecin) et 1 % des blessures mortelles. Des blessures graves ont été infligées à 38 % des victimes d'agressions sexuelles (excluant niveau 1), à 34 % des victimes de voies de fait (excluant niveau 1), à 20 % des victimes de vols qualifiés, et à 36 % des victimes d'autres crimes de violence (p. ex., tentative de meurtre). Les victimes de sexe masculin ont subi des blessures graves ou mortelles plus souvent que les victimes de sexe féminin (9 % contre 3 %).

Plus du tiers des femmes victimes de harcèlement criminel avaient été traquées par un conjoint ou un ex-conjoint

Les modifications apportées au Code criminel (par. 264(1)) qui ont été proclamées le 1^{er} août 1993 et qui visant à protéger des personnes contre le harcèlement sont couramment appelées les dispositions anti-traquage. Le «harcèlement criminel» est défini de la façon suivante : suivre de façon répétée une autre personne ou communiquer de façon répétée avec cette personne, surveiller la maison ou le lieu de travail d'une personne, ou se comporter d'une manière menaçante à l'égard de cette personne ou d'un membre de sa famille, de façon à lui faire craindre pour sa sécurité ou celle d'une de ses connaissances. Contrairement à l'analyse antérieure des caractéristiques des affaires, des victimes et des accusés, les points saillants présentés ci-après comprennent toutes les infractions de harcèlement criminel figurant dans le fichier de recherche de 1994 du programme DUC, non seulement les infractions les plus graves (c.-à-d. 3 200 enregistrements d'affaires, les deux tiers de ces affaires ayant été signalées par Montréal et Toronto).

⁴ La nature du lien entre l'accusé et la victime était inconnue dans 8 % des victimes.

⁵ Pour 9 % des victimes, le niveau de gravité de la blessure était inconnu. Aucune blessure n'a été signalée dans le cas de 44 % des victimes.

In 1994, three in four victims of criminal harassment were female. Female victims tended to be slightly younger than male victims: the median age for female victims was 30 compared to 34 for male victims. Almost 9 in 10 accused (88%) were male. The median age of the accused was 34 years of age.

For female victims, the greatest threat was posed by casual acquaintances (28%) and ex-spouses (27%), followed by close friends (includes intimate and ex-intimate relationships) (18%), strangers (10%), spouses (8%), other family members (5%), and business acquaintances (4%). For male victims, the pattern was quite different: 44% of accused were casual acquaintances, followed by strangers (20%), business acquaintances (12%), other family members (10%), ex-spouses (8%), close friends (5%), and spouses (2%).

Approximately one-quarter of criminal harassment incidents involved other crimes. Of the related offences, 29% were assaults (levels 1-3), 25% were uttering threats, 8% were harassing calls, 6% were mischief, 6% were breaking and entering, and the remaining 26% involved other crimes.

Property incidents on the decline

Property incidents involve unlawful acts with the intent of gaining property but do not involve the use or threat of violence. Theft, breaking and entering, fraud and possession of stolen goods are examples of property crimes (Figure 8). In 1994, there were 1.5 million property crime incidents, which accounted for 58% of Criminal Code incidents, consistent with 1993. Crimes against property as a proportion of all Criminal Code incidents, however, have generally been declining over the past 10 years. In 1984, property crimes made up 66% of Criminal Code incidents compared to 58% in 1994. During this ten year period, the property crime rate decreased by 5%, to 5,214 incidents per 100,000 Canadians.

Property crime - total, 1994

Highest rate:	B.C. (8,384 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (2,568 per 100,000)
Largest increase:	Man. (+2.7%)
Largest decrease:	P.E.I. (-13.2%)

En 1994, trois victimes de harcèlement criminel sur quatre étaient de sexe féminin. Les victimes de sexe féminin étaient normalement un peu plus jeunes que les victimes de sexe masculin : l'âge médian des victimes de sexe féminin était de 30 ans comparativement à 34 pour les victimes de sexe masculin. Presque neuf accusés sur dix (88 %) étaient des hommes. L'âge médian des accusés était de 34 ans.

Pour les victimes de sexe féminin, elles avaient le plus à craindre de connaissances occasionnelles (28 %) et d'ex-conjoints (27 %), suivis d'amis intimes (comprend les relations intimes du moment ou antérieures) (18 %), d'étrangers (10 %), de conjoints (8 %), d'autres membres de la famille (5 %) et de relations d'affaires (4 %). Pour les victimes de sexe masculin, la tendance était fort différente : 44 % des accusés étaient des connaissances occasionnelles, suivies des étrangers (20 %), des relations d'affaires (12 %), d'autres membres de la famille (10 %), des ex-conjoints (8 %), des amis intimes (5 %) et des conjoints (2 %).

Environ un quart des affaires liées au harcèlement criminel s'accompagnaient d'autres crimes. Sur les crimes connexes, 29 % étaient des voies de fait (niveaux 1 à 3), 25 % des menaces, 8 % des appels téléphoniques harcelants, 6 % des méfaits, 6 % des introductions par effraction, et 26% des autres crimes.

Diminution des infractions contre les biens

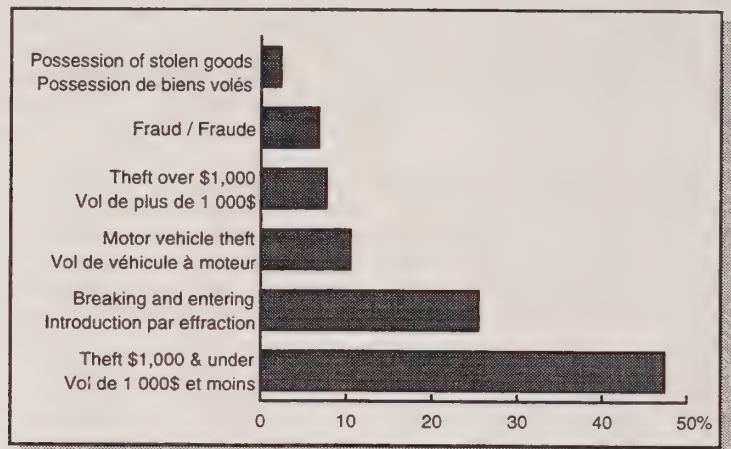
Les crimes contre les biens sont des actes illégaux commis avec l'intention de posséder les biens, mais sans recours à la violence ou menace de violence. Les vols, les introductions par effraction, les fraudes et la possession de biens volés sont des exemples de crimes contre les biens (graphique 8). En 1994, on a dénombré 1,5 millions d'affaires relatives à des crimes contre les biens, qui représentaient 58 % des affaires reliées à des infractions prévues au Code criminel, ce qui est conforme à 1993. Toutefois, la proportion de crimes contre les biens par rapport à l'ensemble des affaires relatives à des infractions prévues par le Code criminel a diminué de façon constante au cours des dix dernières années. En 1984, ces crimes représentaient 66 % de l'ensemble des affaires relatives à des infractions prévues par le Code criminel, comparativement à 58 % en 1994. Au cours de cette période de dix ans, le taux des crimes contre les biens a diminué de 5 %, à 5 214 affaires pour 100 000 canadiens.

Crimes contre les biens - Total, 1994

Taux le plus élevé :	C.-B. (8 384 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (2 568 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Man. (+2,7 %)
Dimin. la plus forte :	Î.-P.-É. (-13,2 %)

Figure 8

Property crime categories, Canada, 1994
Composition des crimes contre les biens,
Canada, 1994



Source: Table 2

Source: Tableau 2

Breaking and entering declines for the third year in a row

The breaking and entering (B&E) rate declined by 6% in 1994, marking the third consecutive year of decline (Figure 10). In 1994, one-quarter (25%) of property incidents were B&E offences. Of the 387,877 B&E incidents, 6 in 10 involved a residence, 3 in 10 involved a business premise, and one in ten involved other types of buildings, such as schools or community centres. The rate of B&E incidents in a residence or business premise each declined by 6% from 1993, while the number of other types of B&E decreased by 2%.

Breaking and entering, 1994

Highest rate: B.C. (1,958 per 100,000)
 Lowest rate: Nfld. (719 per 100,000)
 Largest increase: Man. (+5.5%)
 Largest decrease: P.E.I. (-13.6%)

Les introductions par effraction diminuent pour la troisième année d'affilée

Le taux des introductions par effraction (IPE) a diminué de 6 % en 1994, la troisième année consécutive où il a affiché une baisse (graphique 10). En 1994, le quart (25 %) des infractions contre les biens étaient des IPE. Sur les 387 877 affaires d'IPE, six sur dix avaient pour cible une résidence, trois sur dix un établissement commercial, et un sur dix impliquaient d'autres types d'immeubles, comme une école ou un centre communautaire. Les taux d'IPE dans une résidence ou un établissement commercial ont tous deux diminué de 6 % par rapport à 1993, alors que le nombre d'autres types d'IPE a baissé de 2 %.

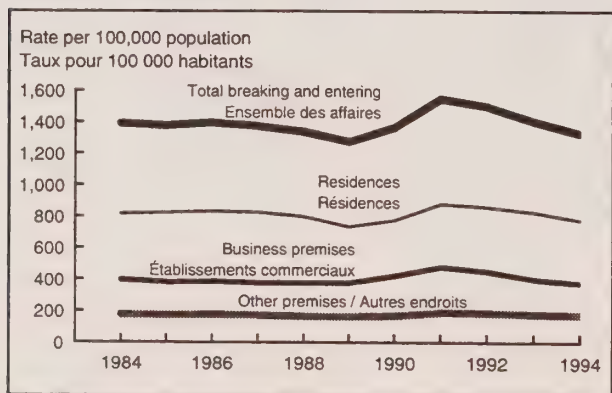
Introductions par effraction, 1994

Taux le plus élevé : C.-B. (1 958 pour 100 000)
 Taux le plus faible : T.-N. (719 pour 100 000)
 Augm. la plus forte : Man. (+5,5 %)
 Dimin. la plus forte : Î.-P.-É. (-13,6 %)

Figure 9

Breaking and entering incidents, Canada, 1984 to 1994

Affaires d'introduction par effraction, Canada, 1984 à 1994



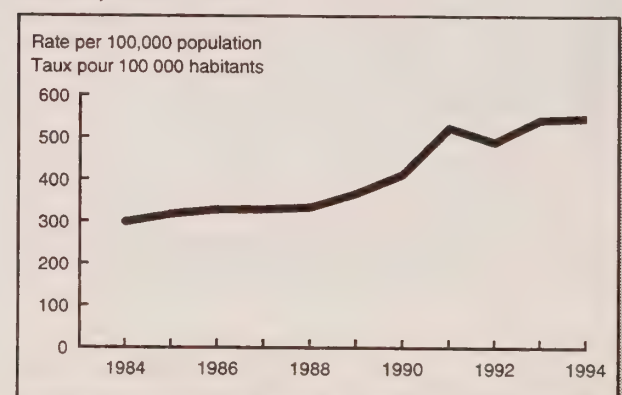
Source: Table 2

Source: Tableau 2

Figure 10

Motor vehicle theft incidents, Canada, 1984 to 1994

Affaires de vol de véhicules à moteur, Canada, 1984 à 1994



Source: Table 2

Source: Tableau 2

Motor vehicle thefts level off

Motor vehicle theft accounted for 10% of property crime in 1994 (159,663 incidents). Theft of automobiles made up about two-thirds of these incidents. Accounting for the remainder were theft of trucks (including jeeps and minivans) (26%), motorcycles (4%) and other motor vehicles (7%).

From 1988 to 1993, the rate of motor vehicle theft increased by 62% (Figure 10). In 1994, the rate increased slightly (+0.8%), although different patterns were evident across the country. Recently, the theft of trucks has increased more rapidly than other types of motor vehicles.

In 1994, 15% of motor vehicle thefts were cleared (10% by charge), consistent with recent years. Of the 16,569 persons charged with motor vehicle theft in 1994, 92% were male. Motor vehicle theft is generally described as a youth crime: almost one-half of all persons charged with this crime were aged 12-17. A recent study⁶ found that, in British Columbia, most auto thieves were young persons interested in joy-riding, and that repeat offenders were responsible for a disproportionate amount of auto theft.

Motor vehicle theft, 1994

Highest rate:	Man. (845 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (82 per 100,000)
Largest increase:	Sask. (+27.2%)
Largest decrease:	Nfld. (-16.5%)

One-half of thefts over \$1,000 are from motor vehicles

In addition to motor vehicle theft, there are two major categories of theft based on the value of goods stolen: theft of \$1,000 and under; and theft over \$1,000. In 1985, the Criminal Code was amended to change the dollar cut-off for "theft over" and "theft-under" to \$1,000 from \$200. Recent amendments have raised the cut-off to \$5,000 and the impact of this will be reflected in the crime data for 1995.

There were 116,295 reported incidents of "theft over \$1,000" in 1994, accounting for 8% of all property incidents. Approximately one-half (48%) of "thefts over" were articles stolen from motor vehicles (e.g. stereo systems). The 1994 rate of "theft over" decreased slightly for the second consecutive year (-2%). Despite these declines, the rate of "theft over" has increased 53% since 1986, the first full year of the \$1,000 cut-off.

⁶ 1994 BCACP Auto Theft Study, sponsored by the British Columbia Chiefs of Police and the Insurance Corporation of British Columbia.

Les vols de véhicules à moteur se stabilisent

Les vols de véhicules à moteur ont représenté 10 % des crimes contre les biens en 1994 (159 663 incidents). Les deux tiers environ étaient des vols d'automobiles. L'autre tiers se composait de vols de camions (ce qui comprend les jeeps et les camionnettes) (26 %), de motocyclettes (4 %), et d'autres véhicules à moteur (7 %).

De 1988 à 1993, le taux des vols de véhicules à moteur a augmenté de 62 % (graphique 10). En 1994, il a augmenté légèrement (+0,8 %), quoique des tendances différentes se soient manifestées dans les diverses régions du pays. Récemment, le vol de camions a augmenté plus rapidement que le vol d'autres types de véhicules à moteur.

En 1994, 15 % des affaires de vol de véhicule à moteur ont été classées (10 % par mise en accusation), ce qui est conforme aux proportions des dernières années. Sur les 16 569 personnes accusées relativement à ces affaires en 1994, 92 % étaient des hommes. Le vol de véhicules à moteur est généralement considéré comme un crime de jeunes : presque la moitié de toutes les personnes accusées de ce crime étaient âgées de 12 à 17 ans. Selon les résultats d'une récente étude effectuée en Colombie-Britannique,⁶ la plupart des voleurs de véhicules à moteur dans cette province étaient des jeunes qui voulaient tout simplement s'emparer du véhicule sans consentement, et les récidivistes étaient responsables d'un nombre disproportionné de ce type de vol.

Vols de véhicules à moteur, 1994

Taux le plus élevé :	Man. (845 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (82 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Sask. (+27,2 %)
Dimin. la plus forte :	T.-N. (-16,5 %)

La moitié des vols de plus de 1 000 \$ étaient des vols d'objets dans des véhicules à moteur

Outre le vol de véhicules à moteur, il existe deux grandes catégories de vols établies en fonction de la valeur des biens volés : vols de 1 000 \$ et moins; et vols de plus de 1 000 \$. En 1985, le Code criminel a été modifié de façon à faire passer de 200 \$ à 1 000 \$ le seuil de la valeur des biens volés. De récentes modifications ont relevé le montant limite à 5 000 \$, et l'effet de ces modifications se fera sentir sur les données de 1995 sur la criminalité.

En 1994, on a déclaré 116 295 affaires de «vol de plus de 1 000 \$», ce qui représente 8 % de tous les crimes contre les biens. Environ la moitié (48 %) des «vols de plus de 1 000 \$» étaient des vols d'objets dans des véhicules à moteur (p. ex., des systèmes stéréophoniques). Le taux de 1994 des «vols de plus de 1 000 \$» a légèrement diminué pour la deuxième année consécutive (-2 %). En dépit de ces baisses, le taux de ces vols a augmenté de 53 % depuis 1986, la première année complète du seuil de 1 000 \$.

⁶ 1994 BCACP Auto Theft Study, parrainée par les chefs de police de la Colombie-Britannique et la Insurance Corporation of British Columbia.

Theft over \$1,000, 1994

Highest rate:	B.C. (600 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (108 per 100,000)
Largest increase:	Man. (+9.1%)
Largest decrease:	Alta. (-8.0%)

Thefts of \$1,000 & under account for over one-quarter of all crimes

Incidents of "theft of \$1,000 & under" continue to account for almost one-half (48%) of all incidents of property crime, and over one-quarter (28%) of total Criminal Code incidents in 1994. Forty-one percent of "theft under" incidents were from motor vehicles, 13% were shoplifting, 12% were bicycle thefts, and the remaining 35% were other types of theft.

The rate of "theft under" incidents (727,364 in 1994) decreased for the third consecutive year (-7%). This decline was consistent for all provinces. Because of the large volume of these incidents, the decrease in "theft under" strongly influenced the decrease in property crime, and the overall crime rate reported for Canada in 1994.

In 1994, 20% of "theft under" incidents were cleared (13% were cleared by charge). Of property crimes, "theft under" has a high proportion of females charged (33%).

Theft \$1,000 & under, 1994

Highest rate:	B.C. (4,506 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (1,375 per 100,000)
Smallest decrease:	Nfld. (-1.9%)
Largest decrease:	P.E.I. (-15.9%)

Other Criminal Code incidents on the decline

"Other Criminal Code" offences (approximately 805,000 in 1994) include mischief, bail violations, disturbing the peace, arson, prostitution and offensive weapons, and continue to represent 3 in 10 Criminal Code incidents. The rate of "other Criminal Code" incidents (2,751 per 100,000 Canadians) decreased by 4% in 1994, the third consecutive annual decline, in contrast to the large increases reported during the 1980's.

Other Criminal Code - total, 1994

Highest rate:	B.C. (4,258 per 100,000)
Lowest rate:	Qc. (1,733 per 100,000)
Smallest decrease:	Nfld. (-0.4%)
Largest decrease:	P.E.I. (-15.8%)

Vols de plus de 1 000 \$, 1994

Taux le plus élevé :	C.-B. (600 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (108 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Man. (+9,1 %)
Dimin. la plus forte :	Alb. (-8,0 %)

Les vols de moins de 1 000 \$ représentent plus du quart de tous les crimes

En 1994, les affaires de «vol de moins de 1 000 \$» ont continué à représenter près de la moitié (48 %) des affaires relatives à des crimes contre les biens, et plus du quart (28 %) des affaires liées à des infractions prévues par le Code criminel. Quarante et un pour cent des «vols de moins de 1 000 \$» étaient des vols d'objets de véhicules à moteur, 13 % des vols à l'étalage, 12 % des vols de bicyclettes, et les 35 % restants d'autres types de vols.

Le taux des affaires relatives au «vol de moins de 1 000 \$» (727 364 en 1994) a diminué pour la troisième année consécutive (-7 %). Cette baisse a été enregistrée dans toutes les provinces. En raison du grand nombre d'affaires de vol, la diminution du nombre de «vols de moins de 1 000 \$» a largement contribué à la diminution des crimes contre les biens, ainsi qu'à la baisse du taux global de criminalité pour le Canada en 1994.

En 1994, 20 % des affaires de «vol de moins de 1 000 \$» ont été classées (13 % par mise en accusation). Parmi les crimes contre les biens, la catégorie des «vols de moins de 1 000 \$» affiche une forte proportion de femmes accusées (33 %).

Vols de moins de 1 000 \$, 1994

Taux le plus élevé :	C.-B. (4 506 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (1 375 pour 100 000)
Dimin. la plus faible :	T.-N. (-1,9 %)
Dimin. la plus forte :	Î.-P.-É. (-15,9 %)

Autres affaires relatives à des infractions prévues par le Code criminel qui affichent une baisse

Les autres infractions au Code criminel (approximativement 805 000 en 1994) comprennent le méfait, la violation des conditions de la liberté sous caution, les crimes contre l'ordre public, les crimes d'incendie, la prostitution et les armes offensives, et elles continuent à représenter trois infractions au Code criminel sur dix. Le taux des autres infractions au Code criminel (2 751 pour 100 000 canadiens) a diminué de 4 % en 1994, la troisième baisse annuelle consécutive, par opposition aux fortes augmentations enregistrées au cours des années 1980.

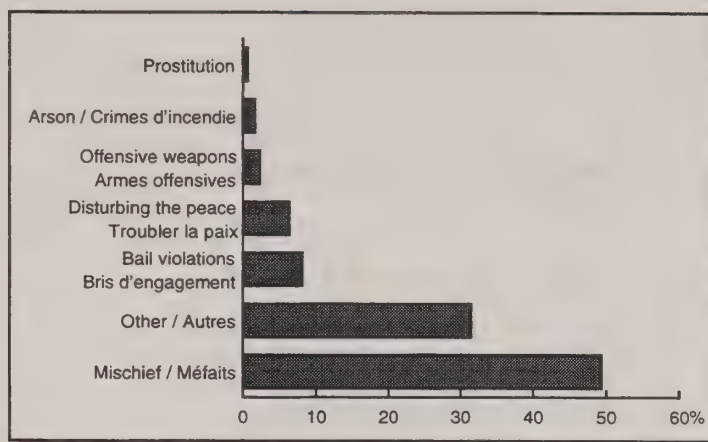
Autres infractions prévues par le Code criminel, 1994

Taux le plus élevé :	C.-B. (4 258 pour 100 000)
Taux le plus faible :	Qc (1 733 pour 100 000)
Dimin. la plus faible :	T.-N. (-0,4 %)
Dimin. la plus forte :	Î.-P.-É. (-15,8 %)

Figure 11

Other Criminal Code crime categories, Canada, 1994

Affaires liées à d'autres infractions prévues par le Code criminel, Canada, 1994



Source: Table 2

Source: Tableau 2

Arson incidents on the increase

Arson includes an array of offences such as arson by negligence, arson with wilful disregard for human life, and possession of incendiary material. Arson was one of the few crimes to increase in 1994 (up 8%), and in virtually every province. The arson rate was 46 per 100,000. In 1990, Criminal Code amendments made arson a more serious offence and now includes many offences that previously would have come under other sections of the Criminal Code. Since the revisions to the law, the arson rate has ranged from 43 to 46 incidents per 100,000 population.

Arson, 1994

Highest rate:	B.C. (82 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (21 per 100,000)
Largest increase:	N.S. (+30.6%)
Largest decrease:	N.B. (-8.7%)

Offensive weapons rate stable

In 1994, offensive weapons incidents accounted for 2% of "other Criminal Code" incidents. Prohibited weapons accounted for 19%, restricted weapons for 12%, explosives for 2%, and other offensive weapons for 67%. The rate of offensive weapons incidents has remained quite stable during the past 10 years, ranging from 62 to 65 per 100,000, with the exception of 1991 (70 per 100,000 population). While the overall offensive weapons rate increased marginally from 1993, the restricted weapons rate was up 6%.

Les crimes d'incendie s'accroissent

Le crime d'incendie englobe une série d'infractions comme l'incendie criminel par négligence, l'incendie criminel commis sans se soucier du danger pour la vie humaine, et la possession de matières incendiaires. Le crime d'incendie a été parmi les quelques crimes qui ont augmenté (+8 %) en 1994, et dans presque toutes les provinces. Le taux de crimes d'incendie était de 46 pour 100 000. En 1990, des amendements au Code criminel ont rendu le crime d'incendie plus grave et ont permis d'inclure dans la définition du crime d'incendie, une série d'infractions qui autrefois étaient considérées dans d'autres sections du Code criminel. Depuis l'amendement de cette loi, le taux de crimes d'incendie a varié entre 43 et 46 affaires pour 100 000 habitants.

Crimes d'incendie, 1994

Taux le plus élevé :	C.-B. (82 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (21 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	N.-É. (+30,6 %)
Dimin. la plus forte :	N.-B. (-8,7 %)

Le taux d'infractions relatives à des armes offensives est demeuré stable

En 1994, le nombre des affaires relatives à des armes offensives a représenté 2 % des autres affaires liées à des infractions prévues par le Code criminel. Parmi ces affaires, 19 % se rapportaient à des armes prohibées, 12 % à des armes à autorisation restreinte, 2 % à des explosifs, et 67 % à d'autres armes offensives. Au cours des dix dernières années, le taux d'infractions relatives à des armes offensives est demeuré assez stable, se situant entre 62 et 65 pour 100 000 habitants, à l'exception de 1991 (70 pour 100 000 habitants). Le taux global des affaires relatives à des armes offensives a cru de façon marginale par rapport à 1993, mais le taux des affaires se rapportant à des armes à autorisation restreinte a augmenté de 6 %.

Offensive weapons, 1994

Highest rate: Man. (105 per 100,000)
 Lowest rate: Qc. (21 per 100,000)
 Largest increase: Man. (+17.2%)
 Largest decrease: Nfld. (-26.1%)

Armes offensives, 1994

Taux le plus élevé : Man. (105 pour 100 000)
 Taux le plus faible : Qc. (21 pour 100 000)
 Augm. la plus forte : Man. (+17,2 %)
 Dimin. la plus forte : T.-N. (-26,1 %)

Mischief incidents account for one-half of other Criminal Code incidents

Mischief continues to account for one-half of all "other Criminal Code" incidents. In 1994, there were 396,596 incidents of mischief, representing a rate of 1,356 per 100,000 which declined from 1993 (-6%) in keeping with the short-term trend. Mischief fires have been included in the arson count since 1990.

Les affaires de méfait représentent la moitié des affaires liées à d'autres infractions prévues par le Code criminel

Les affaires de méfait continuent à représenter la moitié de toutes les affaires reliées à d'autres infractions prévues par le Code criminel. En 1994, on a déclaré 396 596 affaires de méfait, ce qui représentent un taux de 1 356 pour 100 000 habitants, qui a diminué par rapport à 1993 (-6 %) conformément à la tendance à court terme. Depuis 1990, les méfaits d'incendie sont compris dans les chiffres sur les crimes d'incendie.

Mischief, 1994

Highest rate: B.C. (2,410 per 100,000)
 Lowest rate: Qc. (818 per 100,000)
 Largest increase: Man. (+2.3%)
 Largest decrease: P.E.I. (-18.4%)

Méfais, 1994

Taux le plus élevé : C.-B. (2 410 pour 100 000)
 Taux le plus faible : Qc. (818 pour 100 000)
 Augm. la plus forte : Man. (+2,3 %)
 Dimin. la plus forte : Î.-P.-É. (-18,4 %)

Clearance rates for mischief incidents are low as perpetrators are not easily identified: 15% of mischief incidents were cleared in 1994 (7% by charge).

Les taux de classement des affaires de méfait sont faibles, car les auteurs ne sont pas facilement découverts : 15 % des affaires de méfait ont été classées en 1994 (7 % par mise en accusation).

Large decrease in incidents of prostitution

There were 5,588 incidents of prostitution reported in 1994, a decrease of 35% in the rate (19 incidents per 100,000 population) from 1993. Prostitution rates have been on the decline since 1991. It should be noted, however, that prostitution offences are highly sensitive to changes in police enforcement practices.

Forte diminution des affaires se rattachant à la prostitution

On a déclaré 5 588 affaires se rattachant à la prostitution en 1994, soit une diminution de 35 % (19 affaires pour 100 000 habitants) par rapport à 1993. Les affaires se rapportant à la prostitution sont sur le déclin depuis 1991. Il convient de mentionner, toutefois, que les changements dans les pratiques en matière d'application de la loi influent beaucoup sur le nombre d'infractions relatives à la prostitution.

Of the 5,785 persons charged in prostitution incidents in 1994, 55% were female and 45% were male. Males represent a smaller proportion of persons charged in 1994 compared to 1993 (51%). Although some males charged were living from the avails of prostitution or were themselves prostitutes, the majority of males were clients. Only 3% of persons charged in prostitution incidents in 1994 were youths.

Parmi les 5 785 personnes accusées en 1994 relativement à des infractions liées à la prostitution, 55 % étaient des femmes et 45 % étaient des hommes. Les hommes ont représenté une proportion plus faible des personnes accusées en 1994 comparativement à 1993 (51 %). Certains des hommes accusés vivaient des produits de la prostitution ou étaient eux-mêmes des prostitués, mais la plupart des hommes accusés étaient des clients. Seulement 3 % des personnes accusées relativement à des affaires de prostitution en 1994 étaient des jeunes.

Prostitution, 1994

Highest rate: Sask. (25 per 100,000)
 Lowest rate: P.E.I. (0.00 per 100,000)
 Largest increase: Man. (+10.5%)
 Largest decrease: Alta. (-69.8%)

Prostitution, 1994

Taux le plus élevé : Sask. (25 pour 100 000)
 Taux le plus faible : Î.-P.-É. (0.00 pour 100 000)
 Augm. la plus forte : Man. (+10,5 %)
 Dimin. la plus forte : Alta. (-69,8 %)

Criminal Code Traffic incidents

Police reported 185,641 incidents involving Criminal Code traffic offences in 1994, down 6% from 1993. Criminal Code traffic incidents are largely crimes dealing with drinking and driving. Impaired driving accounted for 58% of these incidents in 1994, failure to stop and remain at the scene of an accident accounted for 32%, and dangerous driving, and driving while prohibited comprised the remaining 10%.

Impaired driving continues to decline

Impaired driving includes failure to provide a breath and/or blood sample and impaired operation of a motor vehicle, boat or aircraft. In 1994, 87,838 persons were charged with impaired driving, down 6% from 1993, consistent with the long-term trend towards lower charge rates. In 1985, the Criminal Code was amended to facilitate the enforcement of impaired driving laws, including the authority to take blood samples in certain circumstances. Since then, the rate of persons charged with impaired driving has declined annually (Figure 12), from 492 per 100,000 in 1986 to 300 in 1994, representing an average annual decline of 6%.

This decrease may reflect the success of anti-drinking and driving campaigns across Canada which have contributed to making drinking and driving socially unacceptable. Also, alcohol consumption has been gradually decreasing over the past decade. The rate of persons charged in impaired driving incidents is also affected by police enforcement practices. Roadside-testing and random checking of drivers by police act as deterrents to drinking and driving, but also increase the probability of detecting impaired drivers. Another factor to consider is the trend in the number of "roadside suspensions" handed out by police, although national data are currently not available. It should be noted that all these practices may vary over time and across provinces and municipalities.

Infractions liées aux règlements de la circulation prévues par le Code criminel

La police a déclaré 185 641 affaires liées à des infractions aux règlements de la circulation prévues par le Code criminel en 1994, soit 6 % de moins qu'en 1993. La plupart de ces affaires sont des crimes reliés à l'ivresse au volant. La conduite avec facultés affaiblies a représenté 58 % de ces infractions en 1994, le défaut de s'arrêter lors d'un accident 32 %, et la conduite dangereuse et la conduite durant une interdiction les 10 % restants.

Les affaires liées à la conduite avec facultés affaiblies continuent à diminuer

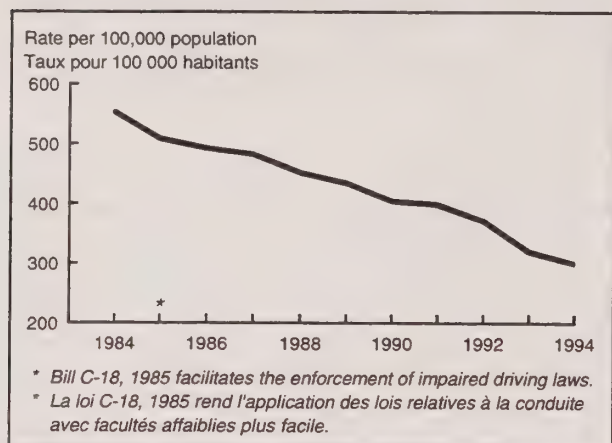
Les infractions relatives à la conduite avec facultés affaiblies englobent le défaut de fournir un échantillon d'haleine ou de sang, et la conduite en état d'ivresse d'un véhicule à moteur, d'un bateau ou d'un aéronef. En 1994, 87 838 personnes ont été accusées de conduite avec facultés affaiblies, soit 6 % de moins qu'en 1993, ce qui est conforme à la tendance à long terme vers une baisse du nombre d'accusations. En 1985, le Code criminel a été modifié pour faciliter l'application de la législation régissant la conduite avec facultés affaiblies, en autorisant la police à prélever des échantillons de sang dans certaines circonstances. Depuis lors, le taux des personnes accusées de conduite avec facultés affaiblies a diminué annuellement (graphique 12), soit de 492 pour 100 000 habitants en 1986 à 300 en 1994, ce qui représente une baisse annuelle moyenne de 6 %.

Il est possible que cette baisse traduise le succès des campagnes de prévention contre l'alcool au volant menées partout au Canada, qui ont contribué à rendre l'idée de la consommation d'alcool combinée à la conduite d'un véhicule à moteur socialement inacceptable. En outre, la consommation d'alcool a diminué progressivement au cours de la dernière décennie. Le taux de personnes accusées relativement à des affaires de conduite avec facultés affaiblies évolue aussi en fonction des changements dans les pratiques d'application de la loi. Les contrôles routiers effectués par la police ont certes un effet dissuasif sur la consommation d'alcool au volant, mais ils augmentent aussi la probabilité de détecter des conducteurs dont les capacités sont affaiblies par l'effet de l'alcool. Un autre facteur dont il faut tenir compte est l'augmentation du nombre de «suspensions immédiates» du permis par la police, bien que des données nationales ne soient pas actuellement disponibles. Il convient de mentionner que toutes ces pratiques peuvent varier dans le temps et selon les provinces et les municipalités.

Figure 12

Persons charged with impaired driving, Canada, 1984 to 1994

Personnes accusées pour conduite avec facultés affaiblies, Canada, 1984 à 1994



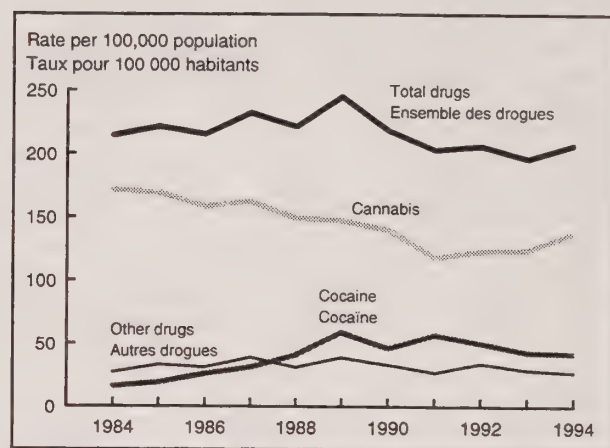
Impaired driving includes failure to provide a breath and/or blood sample.

Facultés affaiblies comprend défaut ou refus de fournir un échantillon d'haleine et/ou de sang.

Figure 13

Drug incidents, Canada, 1984 to 1994

Affaires liées à la drogue, Canada, 1984 à 1994



Source: Table 2

Source: Tableau 2

Other Federal Statutes

Cannabis incidents up, cocaine down

Drug incidents involve offences under two federal statutes: the Narcotic Control Act, which deals with illicit drugs (e.g. cannabis, cocaine and heroin) and the Food and Drugs Act, which deals with controlled and restricted drugs (e.g., amphetamines and LSD). Cannabis incidents accounted for two-thirds of the 60,594 drug-related incidents reported in 1994.

During the past decade, the rate of drug-related incidents reached a high in 1989 of 245 per 100,000 population and gradually declined to 196 per 100,000 in 1993. The 1994 rate of 207 per 100,000 is a 6% increase from 1993, largely due to the increase in cannabis incidents. The rate of cannabis incidents increased by 11%, while declines were reported in the rate of cocaine (-3%) and the rate of other drug-related incidents (-7%). The decline in the rate of cocaine incidents is consistent with the recent trend yet differs from the sharp increases prior to 1992. The rate of cocaine incidents had more than tripled from 1984 to 1991 (Figure 13).

Autres lois fédérales

Le nombre d'infractions relatives au cannabis augmente, alors que le nombre d'infractions relatives à la cocaïne diminue

Les infractions relatives à la drogue sont prévues par deux lois fédérales : la Loi sur les stupéfiants qui traite des drogues illicites (p. ex., cannabis, cocaïne et héroïne) et la Loi sur les aliments et drogues qui traite des drogues contrôlées et des drogues d'usage restreint (p. ex., les amphétamines et le LSD). Les infractions relatives au cannabis ont compté pour deux tiers des 60 594 infractions relatives à la drogue qui ont été rapportées en 1994.

Au cours de la dernière décennie, le taux des infractions reliées à la drogue a atteint un sommet en 1989, à 245 pour 100 000 habitants, puis il a progressivement diminué pour atteindre 196 pour 100 000 habitants en 1993. Le taux de 207 pour 100 000 habitants enregistré en 1994 représente une augmentation de 6 % par rapport à l'année précédente, attribuable en grande partie à l'augmentation des infractions relatives au cannabis. Les infractions relatives au cannabis se sont accrues de 11 %, alors qu'on a signalé une diminution du taux des infractions relatives à la cocaïne (-3 %) et des autres affaires reliées à la drogue (-7 %). La diminution du taux des infractions relatives à la cocaïne suit la tendance récente tandis qu'elle diffère des grandes augmentations enregistrée avant 1992. Le taux des infractions relatives à la cocaïne avait triplé de 1984 à 1991 (graphique 13).

Historically, the majority of drug incidents (62% in 1994) are for "possession", although their proportion has gradually been declining during the past ten years. Most possession incidents involve cannabis (75% in 1994), although possession of cocaine, until recent years, had represented an increasing proportion of incidents, from 5% in 1984 to 19% in 1991. In 1994, possession of cocaine represented 15% of drug incidents. Drug trafficking accounted for 28% of drug incidents in 1994, importation incidents accounted for 2%, and 8% for cannabis cultivation and controlled drug crimes. Trends in drug-related crimes are influenced by police enforcement activities, similar to those for prostitution and impaired driving.

Drugs, 1994

Highest rate:	B.C. (447 per 100,000)
Lowest rate:	Nfld. (146 per 100,000)
Largest increase:	P.E.I. (+19.4%)
Largest decrease:	Alta. (-14.3%)

Other Federal Statutes decline

There were 40,492 "other Federal Statute" incidents reported in 1994, representing a rate of 138 per 100,000 population, down from 167 in 1993. This is primarily due to decreases in the rate of incidents related to the Excise Act (-47%), the Customs Act (-32%), and the Canada Shipping Act (-27%).

Selected Demographics of Crime

Most persons charged are male

Eight in ten persons charged with crimes in 1994 were male. When females were charged, they were more often charged with property crimes (22%) than violent crimes (14%) and other "Criminal Code" crimes (15%). Females were more commonly charged with crimes of prostitution (55%), abduction (38%), "theft under" (33%), and fraud (30%). (Table 4).

La majorité des affaires liées à la drogue (62 % en 1994) a toujours concerné la «possession», même si la proportion de ces infractions a progressivement diminué au cours de la dernière décennie. La plupart des infractions de possession ont trait au cannabis (75 % en 1994), bien que la possession de cocaïne ait représenté, dans les dernières années, une proportion croissante des affaires, passant de 5 % en 1984 à 19 % en 1991. En 1994, la possession de cocaïne représentait 15 % de toutes les affaires relatives aux drogues. Le trafic de la drogue a représenté 28 % des affaires liées à la drogue en 1994, les affaires relatives à l'importation 2 %, et les crimes relatifs à la culture du cannabis et aux drogues contrôlées 8 %. Tout comme dans les cas des infractions reliées à la prostitution et à la conduite avec facultés affaiblies, les activités d'application de la loi ont une influence sur les tendances dans les crimes reliés à la drogue.

Drogues, 1994

Taux le plus élevé :	C.-B. (447 pour 100 000)
Taux le plus faible :	T.-N. (146 pour 100 000)
Augm. la plus forte :	Î.-P.-É. (+19,4 %)
Dimin. la plus forte :	Alb. (-14,3 %)

Diminution des infractions prévues par d'autres lois fédérales

On a déclaré 40 492 infractions à d'autres lois fédérales en 1994, ce qui représente un taux de 138 pour 100 000 habitants, une baisse par rapport au chiffre de 167 déclaré en 1993. Cette baisse est en grande partie attribuable à la diminution du taux des affaires reliées à la Loi sur l'accise (-47 %), la Loi sur les douanes (-32 %), et à la Loi sur la marine marchande du Canada (-27 %).

Caractéristiques démographiques choisies de la criminalité

La plupart des personnes accusées sont des hommes

Huit personnes sur dix accusées de crimes en 1994 étaient des hommes. Lorsque des femmes étaient accusées, elles étaient plus souvent accusées de crimes contre les biens (22 %) que de crimes de violence (14 %) et d'autres crimes prévus par le Code criminel (15 %). Les femmes étaient souvent accusées de prostitution (55 %), d'enlèvement (38 %), de «vois de moins de 1 000 \$» (33 %), et de fraude (30 %). (Voir le tableau 4).

Table 4

Persons Charged¹ by Gender and Age, Selected Incidents, 1994

Tableau 4

Personnes accusées¹ selon le sexe et l'âge, certaines affaires, 1994

	Gender		Age Group		Median Age ²	
	Sexe		Groupe d'âge		Âge médian ²	
	Males	Females	Adults	Youths	Males	Females
	Hommes	Femmes	Adultes	Jeunes	Hommes	Femmes
	%	%	%	%		
Homicide ³	88	12	89	11	27	28
Attempted Murder – Tentatives de meurtre	88	12	85	15	24	32
Assaults – Voies de faits	85	15	87	13	30	29
Sexual Assaults – Agressions sexuelles	98	2	85	15	32	33
Other sexual offences – Autres infractions sexuelle	97	3	84	16	37	25
Abduction – Enlèvements	62	38	94	6	36	33
Robbery – Vols qualifiés	90	10	69	31	24	23
Violent crime – Total – Crimes de violence	87	13	85	15	29	29
Breaking and Entering – Introduction par effraction	94	6	60	40	20	21
Motor Vehicle Theft – Vols de véhicules à moteur	92	8	55	45	19	19
Fraud – Fraude	70	30	93	7	29	29
Theft over \$1000 – Vols de plus de 1 000\$	82	18	80	20	24	28
Theft \$1000 and under – Vols de 1 000\$ et moins	67	33	69	31	24	29
Property crime – Total – Crimes contre les biens	78	22	70	30	23	28
Mischief – Méfait	89	11	70	30	22	28
Arson – Crimes d'incendie	86	14	61	39	19	34
Prostitution	45	55	97	3	34	27
Offensive Weapons – Armes offensives	93	7	77	23	25	26
Criminal Code – Total – Code criminel	82	18	78	22	26	28
Impaired Driving – Conduite avec facultés affaiblies	90	10	..	..	34	34
Cocaine – Possession – Cocaïne	82	18	96	4	29	29
Cocaine – Trafficking – Trafic – Cocaïne	84	16	96	4	29	28
Cannabis – Possession – Cannabis	90	10	85	15	23	25
Cannabis – Trafficking – Trafic – Cannabis	85	15	89	11	24	27

¹ Represents all persons charged in Canada, Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. – Représente toutes les personnes mises en accusation au Canada, Programme de déclaration de la criminalité, CCSJ.

² Revised UCR Research File, representing 33% of the national volume of crime. Age is based on persons charged. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité révisé, qui représente 33% du volume national de la criminalité. L'âge est déterminé selon l'âge des personnes mises en accusation.

³ Homicide Survey, CCJS. – L'enquête sur les homicides, CCSJ.

.. Figures not available. – Nombres indisponibles.

Victims are as often male as female

One-half of victims of violent crimes were female in 1994, based on counts from the 1994 UCR research file. Females accounted for most sexual assault victims (85%), and more than one-half of victims of assault level 1 crimes (54%). Males were more often the victim of robbery (63%) and assaults level 2 and 3 (70%). (Table 5)

Autant d'hommes que de femmes sont victimes de crimes

La moitié des victimes de crimes de violence étaient des femmes en 1994, si l'on se fonde sur les dénombrements effectués à partir du fichier de recherche de 1994 du programme DUC. Les femmes constituaient la plupart des victimes d'agressions sexuelles (85 %), et plus de la moitié des victimes de voies de fait du niveau 1 (54 %). Les hommes étaient plus souvent victimes de vols qualifiés (63 %) et de voies de fait aux niveaux 2 et 3 (70 %). (Voir le tableau 5).

Table 5

Victims of Selected Incidents by Gender and Age, UCR Research File, 1994

Tableau 5

Victimes de certaines affaires, selon le sexe et l'âge, fichier de recherche de la DUC, 1994

	Males	Females	Median Age	
			Âge médian	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	%	%		
Homicide ¹	67	33	32	28
Attempted Murder – Tentatives de meurtre	76	24	29	28
Assaults – Voies de faits	47	53	27	29
Sexual Assaults – Agressions sexuelles	15	85	11	16
Other sexual offences – Autres infractions sexuelles	26	74	12	13
Abduction – Enlèvements	50	50	6	7
Robbery – Vols qualifiés	63	37	25	35
Victims of Violence – Total – Victimes de crimes violents	50	50	27	27

¹ Homicide Survey, CCJS. – L'enquête sur les homicides, CCSJ.

Source: Revised UCR Research file, representing 33% of the national volume of crime. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité révisé, qui représente 33% du volume national de la criminalité.

Persons charged with property crimes are younger than those charged with violent crimes

The 1994 UCR research file showed that persons charged with violent crimes tended to be older than persons charged with property crimes. Persons charged with property crime had a median age of 23 years while those accused of violent crimes had a median age of 29 years of age. Property crimes are more often committed by a youth or young adult (Figure 14a) aged 15 to 21 years. Persons 18 years of age accounted for the largest proportion of any individual age group of persons charged with property crime. The participation rate of persons in their 20's in property crime is generally lower than that of youths and young adults, but still is higher than that of persons in their 30's and older.

Les personnes accusées de crimes contre les biens sont plus jeunes que celles qui sont accusées de crimes de violence

Il ressort du fichier de recherche de 1994 du programme DUC que les personnes accusées de crimes de violence avaient tendance à être plus âgées que les personnes accusées de crimes contre les biens. L'âge médian des personnes accusées de crimes contre les biens était de 23 ans, tandis que les personnes accusées de crimes de violence avaient un âge médian égal à 29 ans. Les crimes contre les biens sont le plus souvent commis par des adolescents ou des jeunes adultes âgés de 15 à 21 ans (graphique 14a). Les personnes âgées de 18 ans constituent la plus forte proportion des personnes accusées d'un crime contre les biens. Le taux de participation des personnes dans la vingtaine au taux de crime contre les biens est généralement plus faible que celui des jeunes et des jeunes adultes, mais il demeure plus élevé que celui des personnes dans la trentaine et de celui des personnes plus âgées.

Figure 14a

Persons charged in crime by age, 1994 UCR Research File

Personnes mises en accusation, selon l'âge, fichier de recherche de la DUC, 1994

Source: Non-representative sample of 111 police departments, accounting for 33% of the national volume of crime.

Source: Échantillon non représentatif de 111 corps policiers, qui représente 33% du volume national de la criminalité.

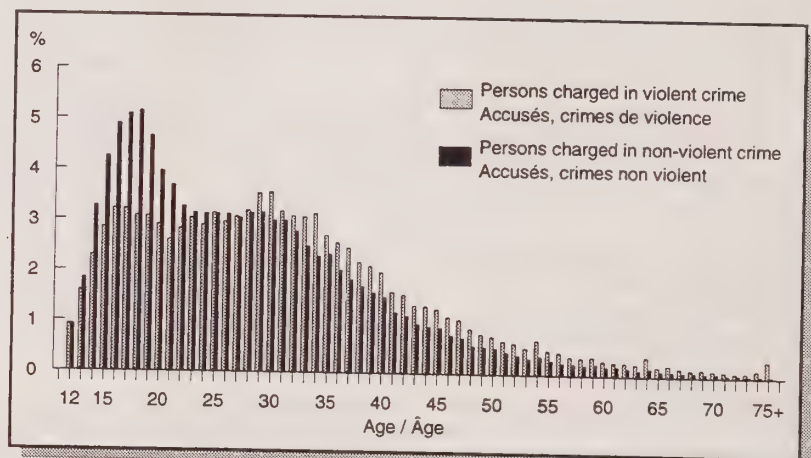


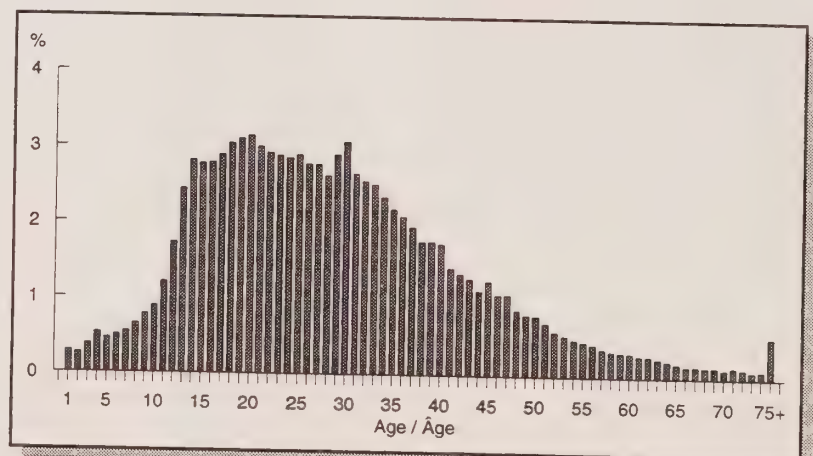
Figure 14b

Victims of violent crime by age, 1994 UCR Research File

Victimes de crime de violence, selon l'âge, fichier de recherche de la DUC, 1994

Source: Non-representative sample of 111 police departments, accounting for 33% of the national volume of crime.

Source: Échantillon non représentatif de 111 corps policiers, qui représente 33% du volume national de la criminalité.



The peak ages for persons charged with violent crimes in 1994 were 29 and 30 years of age. Persons aged 15-28 accounted for a relatively high proportion of violent incidents. The involvement of persons in violent crime over the age of 30 gradually decreased with age (Figure 14a).

Victims of violent crimes tended to be aged 14 to 32 years, based on the 1994 UCR research file (Figure 14b). The UCR incident-based survey does not capture characteristics of victims of property crime. The median age of violent crime victims was 27 years of age. Victims of sexual assault tended to be slightly younger than other victims of violent crime.

No increase in rate of youths charged in violent crime

Youths aged 12 to 17 represented 2 in 10 persons charged with crimes in 1994. Youths tended to be charged with crimes of theft, especially motor vehicle theft, breaking and entering, and assault.

The 119,759 youths charged in 1994 represented a rate of 5,075 per 100,000 youths, down 6% from 1993 and the third consecutive annual decline. The youth property crime rate decreased by 9% while the youth violent crime rate remained stable, declining by less than 1%. Youths charged with "other Criminal Code" incidents (one-half of which were mischief incidents) decreased by 5% from 1993. (Table 6)

One-half of youths charged in violent crimes were charged in connection with minor assault incidents, consistent with past years. The proportion of youths charged with violent crimes in 1994 (18%) was less than the proportion for adults (30%). However, since 1986,⁷ youth violent crime has been increasing at a faster rate than adult violent crime. The youth violent crime rate has more than doubled (+124%) since 1986, compared to a 40% increase in the rate for adults.

Property crimes (mostly theft, motor vehicle theft, and breaking and entering) comprised the largest component of youth crime (58%) in 1994, compared with 38% of adult crime. The rates of both youths and adults charged with property crimes have been slowly declining.

⁷ It is difficult to compare justice statistics for young persons before and after the implementation of the Young Offenders Act (YOA) in 1984, as provinces did not implement common age definitions for youths until 1985, when youths were uniformly defined as persons aged 12 to 17.

En 1994, les personnes accusées de crimes de violence se situaient pour la plupart dans le groupe d'âge des 29 et 30 ans. Les personnes âgées de 15 à 28 ans ont perpétré une proportion relativement élevée des crimes de violence. La participation des personnes âgées de plus de 30 ans diminuait de façon soutenue avec l'âge. (Graphique 14a)

Selon le fichier de recherche du programme DUC, les victimes de crimes de violence avaient tendance à être âgées de 14 à 32 ans (graphique 14b). Le programme DUC qui est fondé sur les affaires ne saisit pas les caractéristiques des victimes de crimes contre les biens. L'âge médian des victimes de crimes de violence était 27 ans. Les victimes d'agressions sexuelles avaient tendance à être un peu plus jeunes que les autres victimes de crimes de violence.

Pas d'augmentation dans le taux de jeunes accusés de crimes de violence

Les jeunes âgés de 12 à 17 ans représentaient deux personnes sur dix accusées de crimes en 1994. Les jeunes avaient tendance à être accusés de vols, surtout de vols de véhicules à moteur, d'introductions par effraction et de voies de fait.

Les 119 759 jeunes accusés en 1994 représentaient un taux de 5 075 pour 100 000 jeunes, soit 6 % de moins qu'en 1993, et une baisse pour la troisième année consécutive. Le taux de crimes contre les biens commis par les jeunes a diminué de 9 %, alors que le taux de crimes de violence perpétrés par des jeunes est demeuré stable, affichant une baisse de moins de 1 %. Le nombre de jeunes accusés d'autres infractions prévues au Code criminel (dont la moitié étaient des méfaits) a diminué de 5 % par rapport à 1993. (Tableau 6)

La moitié des jeunes accusés de crimes de violence l'ont été relativement à des voies de fait mineures, ce qui suit la proportion des années précédentes. La proportion de jeunes accusés de crimes de violence en 1994 (18 %) a été inférieure à la proportion d'adultes (30 %). Toutefois, depuis 1986,⁷ les crimes de violence perpétrés par des jeunes augmentent à un rythme plus rapide que les crimes de violence commis par des adultes. Le taux de crimes de violence commis par des jeunes a plus que doublé depuis 1986 (124 %) comparativement à une augmentation de 40 % du taux chez les adultes.

Les infractions contre les biens (principalement le vol et l'introduction par effraction) forment le gros de la criminalité juvénile déclarée en 1994, soit 58 % comparativement à 38 % chez les adultes. Les taux des crimes contre les biens dont ont été accusés tant les jeunes que les adultes ont lentement diminué.

⁷ Il est difficile de comparer les statistiques juridiques se rapportant aux jeunes qui ont été recueillies avant l'adoption de la Loi sur les jeunes contrevenants (LJC), en 1984, avec celles qui l'ont été après cette date, car ce n'est qu'en 1985 que les provinces ont établi de façon uniforme des limites d'âge pour définir la population des jeunes, soit les 12 à 17 ans.

Table 6

Youths Charged in Criminal Code Incidents,
Canada, 1986 - 1994¹

Tableau 6

Jeunes accusés d'infractions prévues par le Code
criminel, Canada, 1986 - 1994¹

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993 ^r	1994
Population (aged 12-17)	2,272,400	2,260,900	2,249,500	2,245,700	2,260,100	2,284,800	2,315,800	2,340,700	2,359,900
Violent crime - Crimes de violence									
number - nombre	9,275	10,165	11,437	13,780	15,690	18,919	20,028	21,477	21,656
rate - taux	408	450	508	614	694	828	865	918	917
Percent change* - Variation en %*	...	10.2	13.1	20.7	13.1	19.3	4.4	6.1	-0.01
Property crime - Crimes contre les biens									
number - nombre	78,862	74,769	74,316	76,317	83,741	91,656	83,603	74,981	69,045
rate - taux	3,470	3,307	3,304	3,398	3,705	4,012	3,610	3,203	2,926
Percent change* - Variation en %*	...	-4.7	-0.1	2.9	9.0	8.3	-10.0	-11.3	-8.7
Other Criminal Code - Autres crimes prévues par le Code criminel									
number - nombre	20,869	22,764	24,136	25,865	27,118	31,741	31,651	30,429	29,058
rate - taux	918	1,007	1,073	1,152	1,200	1,389	1,367	1,300	1,231
Percent change* - Variation en %*	...	9.6	6.6	7.3	4.2	15.8	-1.6	-4.9	-5.3
Total Criminal Code - Total de crimes prévues par le Code criminel									
number - nombre	109,006	107,698	109,889	115,962	126,549	142,316	135,282	126,887	119,759
rate - taux	4,797	4,764	4,885	5,164	5,599	6,229	5,842	5,421	5,075
Percent change* - Variation en %*	...	-0.7	2.6	5.7	8.4	11.2	-6.2	-7.2	-6.4

¹ Rates are calculated based on 100,000 youths. The population estimates are from Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division. Revisions to the populations for 1991, 1992 and 1993 have changed rates for these years. (Populations as of July 1st; revised intercensal estimates from 1984 to 1990, final postcensal estimates for 1991 and 1992, updated postcensal estimates for 1993, and preliminary postcensal estimates for 1994.) - Les taux sont calculés sur la base de 100 000 jeunes. Les estimés de la population proviennent de la Division de la démographie, Direction de la statistique démographique et du recensement, Statistique Canada. Les révisions des chiffres de la population pour 1991, 1992, et 1993 ont eu des répercussions sur les taux pour ces années. (Population au 1^{er} juillet: estimations intercensitaires corrigées de 1984 à 1990; estimations postcensitaires définitives pour 1991 et 1992; estimations postcensitaires mises à jour pour 1993; et estimations postcensitaires provisoires pour 1994.)

^r Revised. - Révisé.

... Figures not appropriate. - N'ayant pas lieu de figurer.

Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. - Programme de déclaration uniforme de la criminalité, CCSJ.

11 in 12 Provincial/Territorial crime rates decline

There is considerable regional variation in the distribution of reported crime across Canada. Crime rates in the Atlantic provinces and Quebec are generally lower than those in Ontario, which in turn are lower than rates in the Western provinces. Historically, crime rates in the Yukon and Northwest Territories (N.W.T.) have been higher than those in the provinces. Provincial crime rates in 1994 ranged from a low of 5,570 incidents per 100,000 population in Newfoundland to 14,106 per 100,000 in British Columbia.

All of the provinces/territories followed the national trend of a decline in the overall crime rate from 1993, except for Manitoba's rate which remained stable. Substantial decreases in crime rates were experienced in Prince Edward Island (-13%) and Alberta (-12%).

While Canada's violent crime rate declined 3% in 1994, three jurisdictions experienced increases in violent crime: Prince Edward Island (+5%), Nova Scotia (+3), and N.W.T. (+1%). Despite the increase in Prince Edward Island, it still had the second lowest violent crime rate (Quebec had the lowest). The Manitoba violent crime rate remained stable, while the remaining jurisdictions reported declines, with the most substantial being in Alberta (-8%), Ontario (-4%), the Yukon (-4%), and Newfoundland (-4%).

Property crime rates decreased in all jurisdictions except Manitoba (+3%). The largest decreases in property crime rates were reported by Prince Edward Island (-13%), Alberta (-13%), Quebec (-9%) and N.W.T. (-8%). Interjurisdictional comparisons should, however, be made with caution as police resources, policies and reporting practices vary across provinces and territories.

Major Municipalities follow national pattern

Canada's two largest cities reported a decrease in their overall crime rate in 1994; Montreal (-7%) and Toronto (-7%). The violent crime rate remained stable in Montreal (-0.1%) and decreased in Toronto (-6%). Property crime rates declined in both Montreal (-9%) and Toronto (-9%).

Of the nine cities presented in Table 8, the largest decline in the rates of violent crime was in Edmonton (-21%) and the largest property crime decline was also in Edmonton (-18%). Exceptions to the overall

11 provinces/territoires sur 12 ont connu une diminution de leur criminalité

Il existe une grande disparité régionale dans la répartition des affaires criminelles déclarées au Canada. Les taux de criminalité enregistrés dans les provinces de l'Atlantique et au Québec sont généralement plus faibles que ceux qu'on observe en Ontario, lesquels sont moins élevés que les taux enregistrés dans les provinces de l'Ouest. Les taux de criminalité observés au Yukon et dans les Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) ont traditionnellement été plus élevés que ceux des provinces. En 1994, les taux de criminalité provinciaux s'échelonnaient de 5 570 infractions pour 100 000 habitants à Terre-Neuve à 14 106 pour 100 000 habitants en Colombie-Britannique.

Toutes les provinces et territoires, à l'exception du Manitoba où le taux est demeuré stable, ont suivi la tendance nationale à la baisse du taux de criminalité par rapport à 1993. On a observé un important fléchissement du taux de criminalité à l'Île-du-Prince-Édouard (-13 %) et en Alberta (-12 %).

Bien que le taux de crimes de violence au Canada ait diminué de 3 % en 1994, il a augmenté dans trois secteurs de compétence : à l'Île-du-Prince-Édouard (+5 %), en Nouvelle-Écosse (+3), et dans les Territoires du Nord-Ouest (+1). En dépit de l'augmentation enregistrée dans l'Île-du-Prince-Édouard, cette province affiche encore le deuxième taux le plus faible de crimes de violence (Québec a le taux le plus faible). Le taux de crimes de violence au Manitoba est demeuré stable, alors que les autres secteurs de compétence ont signalé des baisses, les plus importantes en Alberta (-8 %), en Ontario (-4 %), au Yukon (-4 %) et à Terre-Neuve (-4 %).

Le taux de crimes contre les biens a diminué partout sauf au Manitoba (+3 %). À ce chapitre, les plus importantes baisses ont été enregistrées à l'Île-du-Prince-Édouard (-13 %), en Alberta (-13 %), au Québec (-9 %) et dans les Territoires du Nord-Ouest (-8 %). Les comparaisons entre différents secteurs de compétence devraient toutefois être établies avec prudence, car les ressources, les politiques et les méthodes de déclaration des services de police peuvent varier d'une province ou d'un territoire à l'autre.

Les grandes municipalités suivent la tendance nationale

Les deux plus grandes villes du Canada ont signalé une baisse de leur taux global de criminalité en 1994 : Montréal (-7 %) et Toronto (-7 %). Le taux de crimes de violence est demeuré stable à Montréal (-0.1 %) et a diminué à Toronto (-6 %). Le taux de crimes contre les biens a accusé une baisse à Montréal (-9 %) et à Toronto (-9 %).

Parmi les neuf villes représentées au tableau 8, le plus important recul du taux de crimes de violence a été affiché par Edmonton (-21 %) et le plus important recul du taux de crimes contre les biens a été aussi enregistré à Edmonton

Table 7

Selected Criminal Code Incidents, Canada and the Provinces/Territories, 1994¹

Tableau 7

Certaines affaires liées à des infractions prévues par le Code criminel, Canada, provinces et territoires, 1994¹

	Nfld.	P.E.I.	N.S.	N.B.	Que.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	B.C.	Yukon	N.W.T.	Canada
	T.-N.	I.P.É.	N.-É.	N.-B.	Qc.				Alb.	C.-B.		T.N.-O.	
Population, 1994 ²	582,400	134,500	936,700	759,300	7,281,100	10,927,800	1,131,100	1,016,200	2,716,200	3,668,400	30,100	64,300	29,248,100
Sexual Assault (1,2,3) - Agression sexuelle (1,2,3)	1,055 181 -18.2	177 132 18.4	1,202 128 -11.5	1,213 160 -6.6	3,786 52 -7.8	11,402 104 -9.2	1,699 150 -19.3	1,568 154 -8.7	3,610 133 -10.5	5,295 144 -9.2	104 348 -20.5	581 904 2.7	31,690 108 -8.8
Assault (1,2,3) - Voies de fait (1, 2, 3)	3,848 661 -3.3	764 568 2.1	7,865 840 5.4	5,254 692 -0.7	34,777 478 2.6	82,254 753 -3.7	13,511 1,195 0.5	9,033 889 1.4	20,512 755 -7.8	40,923 1,116 -1.9	645 2,143 3.4	2,713 4,219 1.9	222,099 759 -1.8
Robbery - Vols qualifiés	72 12 -17.0	27 20 27.3	371 40 12.4	120 16 -28.0	9,798 135 -8.5	8,278 76 -7.2	1,822 161 14.7	528 52 3.5	2,400 88 -9.1	5,417 148 2.9	19 63 -33.4	36 56 4.4	28,888 99 -4.6
Violent crime - Total - crimes de violence	6,417 1,102 -4.4	10,29 765 4.6	10,187 1,088 2.6	7,100 935 -2.5	53,117 730 -1.7	108,574 994 -4.4	18,103 1,600 -0.3	12,275 1,208 -0.5	28,516 1,050 -7.9	53,699 1,464 -3.1	817 2,714 -4.1	3,564 5,543 1.1	303,398 1,037 -3.2
Breaking & Entering - Introduction par effraction	4,185 719 2.7	1,023 761 -13.6	8,774 937 -7.0	6,485 854 -12.8	103,087 1,416 -11.6	118,358 1,083 -2.9	20,285 1,793 5.5	17,315 1,704 2.3	34,098 1,255 -12.9	71,845 1,958 -1.0	573 1,904 -5.4	1,849 2,876 -8.0	387,877 1,326 -5.6
Motor Vehicle Theft - Vols de véhicules à moteur	476 82 -16.5	249 185 -4.4	1,670 178 -6.6	1,413 186 2.6	43,854 602 -9.0	55,116 504 12.0	9,555 845 19.9	4,305 424 27.2	16,123 594 -14.8	26,184 714 0.9	283 940 -7.8	435 677 -20.0	159,663 546 0.8
Other Theft - Autres vols	8,640 1,484 -2.0	2,712 2,016 -14.4	22,749 2,429 -7.0	13,626 1,795 -8.7	148,958 2,046 -8.5	308,992 2,828 -6.9	35,975 3,181 -1.6	29,816 2,934 -7.2	81,290 2,993 -12.6	187,306 5,106 -2.3	1,466 4,870 -5.9	2,129 3,311 -4.3	843,659 2,884 -6.4
Property crime - Total - Crimes contre les biens	14,955 2,568 -1.9	4,591 3,413 -13.2	37,915 4,048 -6.3	24,766 3,262 -7.8	317,564 4,361 -9.4	532,505 4,873 -5.1	71,565 6,327 2.7	59,127 5,818 -1.5	147,101 5,416 -12.8	307,571 8,384 -1.4	2,555 8,488 -5.2	4,716 7,334 -8.2	1,524,931 5,214 -5.6
Offensive weapons - Armes offensives	212 36 -26.1	35 26 -17.5	639 68 5.5	285 38 -3.2	1,560 21 7.3	8,013 73 4.5	1,190 105 17.2	711 70 -6.5	2,450 90 -11.3	3,539 96 -2.7	69 229 -5.2	216 336 0.5	18,919 65 0.7
Mischief - Méfait	5,308 911 -1.3	1,595 1,186 -18.4	12,372 1,321 -6.7	8,302 1,093 -11.4	59,574 818 -9.0	143,860 1,316 -3.8	22,669 2,004 2.3	15,536 1,529 -0.8	35,900 1,322 -11.6	88,414 2,410 -5.6	714 2,372 -2.6	2,352 3,658 -19.1	396,596 1,356 -5.6
Other Criminal Code - Total - Autres Code criminel	11,065 1,900 -0.4	3,821 2,841 -15.8	28,470 3,039 -6.0	19,825 2,611 -5.1	126,188 1,733 -1.1	291,308 2,666 -2.9	42,310 3,741 -3.7	36,871 3,628 -2.5	78,470 2,889 -10.4	156,212 4,258 -3.2	2,384 7,920 -7.5	7,577 11,784 -9.9	804,501 2,751 -3.7
CRIMINAL CODE - TOTAL - CODE CRIMINEL	32,437 5,570 -1.9	9,441 7,019 -12.7	76,572 8,175 -5.1	51,691 6,808 -6.1	496,869 6,824 -6.6	932,387 8,532 -4.4	131,978 11,668 0.1	108,273 10,555 -1.7	254,087 9,355 -11.6	517,482 14,106 -2.1	5,756 19,123 -6.0	15,857 24,661 -7.1	2,632,830 9,002 -4.8

1 Excludes traffic offences. - À l'exclusion des infractions aux règlements de la circulation.

2 The population estimates are from Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division. (Populations as of July 1st: updated postcensal estimates for 1993, and preliminary postcensal estimates for 1994.) Rates are calculated on the basis of 100,000 population. - Les estimés de la population proviennent de la Division de la démographie, Direction de la statistique démographique et du recensement, Statistique Canada. (Population au 1er juillet: estimations postcensitaires mises à jour pour 1993; et estimations postcensitaires provisoires pour 1994.) Les taux sont calculés sur la base de 100 000 habitants.

* Percentage change refers to the change in the rate from the previous year. - La variation en pourcentage correspond à la variation en pourcentage du taux par rapport à l'année antérieure. Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. - Programme de la déclaration uniforme de la criminalité CCSJ.

Table 8

Tableau 8

Selected Criminal Code Incidents for Major Municipalities, 1994¹Certaines affaires liées à des infractions prévues par le Code criminel dans de grandes municipalités, 1994¹

	Halifax	Montreal	Ottawa	Toronto	Winnipeg	Regina	Calgary	Edmonton	Vancouver
Population, 1994	116,500	1,778,900	329,100	2,307,400	619,200	181,100	744,700	633,700	503,900
number - nombre	211	1,172	466	2,067	492	212	629	945	853
rate - taux	181	66	142	90	79	117	84	149	130
% change - variation en %*	4.8	-3.2	-31.3	-7.0	-3.0	-9.3	-3.2	-16.4	-3.4
number - nombre	1,606	15,309	3,710	21,388	5,813	1,305	4,386	4,587	5,138
rate - taux	1,379	861	1,127	927	939	721	589	724	1,020
% change - variation en %*	1.5	4.3	-14.9	-5.2	-1.7	-3.9	7.2	-22.7	-6.5
number - nombre	168	6,382	693	4,117	1,719	242	1,081	1,006	2,257
rate - taux	144	359	211	178	278	134	145	159	448
% change - variation en %*	4.5	-5.3	-0.9	-13.2	16.8	2.6	-5.7	-17.6	-2.3
number - nombre	2,053	24,179	5,016	28,886	8,490	1,975	6,391	6,952	8,244
rate - taux	1,762	1,359	1,524	1,252	1,371	1,091	858	1,097	1,636
% change - variation en %*	2.0	-0.1	-14.8	-6.4	1.8	-1.1	3.1	-20.7	-4.8
number - nombre	1,721	32,205	6,433	21,975	13,017	5,724	11,762	10,039	16,396
rate - taux	1,477	1,810	1,955	952	2,102	3,161	1,579	1,584	3,254
% change* - variation en %*	-17.7	-13.5	-0.9	-4.4	4.9	8.1	-12.4	-16.6	3.0
number - nombre	328	19,506	5,366	13,163	7,849	1,453	6,724	5,280	5,113
rate - taux	282	1,097	1,631	570	1,268	802	903	833	1,015
% change* - variation en %*	-33.7	-11.1	28.2	-1.4	20.1	63.3	-22.1	-15.5	6.1
number - nombre	5,814	60,671	18,945	80,728	25,192	8,093	25,347	22,789	43,643
rate - taux	4,991	3,411	5,757	3,499	4,068	4,469	3,403	3,596	8,661
% change - variation en %*	-14.3	-6.9	-7.1	-9.0	-0.2	-5.9	-13.4	-18.5	4.7
number - nombre	9,041	119,241	32,446	127,248	48,773	16,902	46,702	41,936	67,726
rate - taux	7,761	6,703	9,859	5,515	7,877	9,333	6,271	6,618	13,440
% change* - variation en %*	-13.0	-9.4	-2.0	-8.5	3.7	3.3	-14.7	-17.8	4.5
number - nombre	113	439	198	1,507	439	119	381	349	231
rate - taux	97	25	60	65	71	66	51	55	46
% change* - variation en %*	17.6	11.2	-11.2	-1.7	29.3	1.8	-3.7	-22.5	26.3
number - nombre	2,002	18,725	8,172	30,183	13,320	2,985	7,793	8,123	15,899
rate - taux	1,734	1,053	2,483	1,308	2,151	1,637	1,045	1,282	3,155
% change* - variation en %*	-12.2	-10.8	-6.3	-6.4	4.3	1.5	-18.8	-13.8	-12.3
number - nombre	4,912	39,422	15,258	64,897	18,614	5,830	12,968	15,893	21,080
rate - taux	4,216	2,216	4,636	2,813	3,006	3,219	1,741	2,508	4,183
% change* - variation en %*	-6.4	-5.7	-5.8	-4.3	-6.8	-7.5	-17.0	-21.1	-5.3
number - nombre	16,006	182,842	52,720	221,031	75,877	24,707	66,061	64,781	97,050
rate - taux	13,739	10,278	16,019	9,579	12,254	13,643	8,871	10,223	19,260
% change* - variation en %*	-9.3	-7.4	-4.5	-7.0	0.7	0.2	-13.7	-19.0	1.4
CRIMINAL CODE - TOTAL - excluding Traffic - CODE CRIMINEL excluant des infractions de la circulation									

1 Comparable data for all police services is available upon request. Rates are calculated based on 100,000 population. The estimates are based on populations from Statistics Canada, Demography Division. The intercensal estimates match the jurisdictional boundaries of the police department. - Des données comparables peuvent être disponibles sur demande. Les taux sont calculés sur la base de 100 000 habitants. Les estimés sont basés sur les chiffres de population provenant de la Division de la démographie, Statistique Canada. Les estimations intercensitaires des populations correspondent aux frontières des secteurs de compétence des corps policiers.

* Percentage change refers to the change in the rate from the previous year. - La variation en pourcentage correspond à la variation en pourcentage du taux par rapport à l'année antérieure. Source: Uniform Crime Reporting Survey, CCJS. - Programme de déclaration uniforme de la criminalité, CCJS.

Tableau 9

Population Estimates of Canada and the Provinces/Territories, 1984 to 1994

Estimations de la population, Canada, provinces et territoires, 1984 à 1994

Year Année	Nfld. T.-N.	P.E.I. I.P.É.	N.S. N.-É.	N.B. N.-B.	Que. Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alta. Alb.	B.C. C.-B.	Yukon	N.W.T. T.N.-O.	Canada
thousands - milliers													
1984													
Total - Totale	581.8	127.0	879.6	723.4	6,654.7	9,206.2	1,074.1	1,018.6	2,398.6	2,960.6	24.1	53.1	25,701.8
Adult - Adulte (18+)	387.9	90.8	641.4	517.6	4,980.7	6,873.6	783.1	722.9	1,720.4	2,221.7	17.0	32.8	18,989.6
Youth - Jeunes (12-17)*	73.1	13.2	87.4	74.7	572.4	835.6	100.3	96.9	218.2	256.8	2.3	6.4	2,337.0
1985													
Total - Totale	580.9	128.1	887.7	726.1	6,690.3	9,334.4	1,084.6	1,028.8	2,411.1	2,990.0	24.6	55.0	25,941.6
Adult - Adulte (18+)	392.6	91.8	652.1	523.8	5,034.7	6,998.5	794.5	731.9	1,733.1	2,249.7	17.1	34.2	19,252.8
Youth - Jeunes (12-17)*	72.0	12.9	86.0	73.5	554.5	825.9	99.7	96.2	215.5	254.7	2.3	6.4	2,299.3
1986													
Total - Totale	578.1	128.8	892.1	727.7	6,733.8	9,477.2	1,094.0	1,032.9	2,438.7	3,020.4	24.8	55.4	26,203.8
Adult - Adulte (18+)	394.8	93.0	659.2	528.2	5,089.2	7,131.1	803.4	735.6	1,757.0	2,280.8	17.5	34.4	19,524.3
Youth - Jeunes (12-17)	70.0	12.7	84.4	72.3	545.2	818.5	99.3	95.0	215.1	251.6	2.3	6.4	2,272.4
1987													
Total - Totale	576.5	129.0	896.3	730.5	6,805.9	9,684.9	1,100.5	1,036.4	2,443.5	3,064.6	26.0	55.7	26,549.7
Adult - Adulte (18+)	398.2	93.7	664.8	533.2	5,161.5	7,304.0	809.0	739.0	1,762.2	2,320.3	18.5	35.1	19,838.8
Youth - Jeunes (12-17)	68.3	12.4	83.3	72.0	545.3	818.0	98.8	94.0	212.3	248.0	2.3	6.2	2,260.9
1988													
Total - Totale	576.2	129.7	900.2	733.1	6,860.4	9,884.4	1,104.7	1,031.7	2,463.0	3,128.2	26.9	56.3	26,894.8
Adult - Adulte (18+)	403.0	94.6	671.0	538.3	5,218.0	7,469.7	813.2	737.2	1,779.8	2,373.8	18.9	35.5	20,152.9
Youth - Jeunes (12-17)	67.4	12.2	82.0	71.4	545.5	814.3	98.0	93.4	210.5	246.5	2.3	6.1	2,249.5
1989													
Total - Totale	577.4	130.6	906.7	738.0	6,948.0	10,151.0	1,106.2	1,023.0	2,504.3	3,209.2	27.4	57.5	27,379.3
Adult - Adulte (18+)	408.4	95.1	678.8	544.8	5,297.3	7,694.0	815.5	731.9	1,812.1	2,440.9	19.5	36.1	20,574.1
Youth - Jeunes (12-17)	65.7	12.1	79.9	70.6	551.2	811.1	96.6	92.7	210.6	247.0	2.3	6.0	2,245.7
1990													
Total - Totale	578.9	131.0	912.5	743.0	7,020.7	10,341.4	1,108.4	1,010.8	2,556.4	3,300.1	28.0	59.4	27,790.6
Adult - Adulte (18+)	413.7	95.1	685.6	551.3	5,352.9	7,838.8	816.9	723.2	1,849.2	2,510.5	19.8	37.4	20,895.4
Youth - Jeunes (12-17)	63.6	12.0	78.3	69.2	561.2	813.1	95.9	92.0	214.6	252.3	2.4	6.0	2,260.1
1991													
Total - Totale	580.3	130.8	917.9	748.5	7,080.6	10,471.5	1,112.5	1,006.3	2,601.3	3,379.8	29.1	61.3	28,120.1
Adult - Adulte (18+)	419.2	95.4	691.8	558.4	5,395.7	7,935.7	820.4	721.0	1,882.1	2,572.0	20.9	38.4	21,151.2
Youth - Jeunes (12-17)	61.4	11.9	77.2	67.9	573.4	817.8	95.5	92.1	219.4	259.5	2.4	6.2	2,284.8
1992													
Total - Totale	583.7	131.6	925.1	753.3	7,154.8	10,645.8	1,118.3	1,008.5	2,649.0	3,479.1	30.3	62.6	28,542.2
Adult - Adulte (18+)	426.4	96.4	699.3	565.2	5,455.2	8,077.3	826.3	724.4	1,919.1	2,652.7	21.6	39.1	21,502.8
Youth - Jeunes (12-17)	59.8	11.8	76.6	66.8	586.0	826.5	94.8	92.3	224.5	267.1	2.4	6.4	2,315.9
1993													
Total - Totale	584.4	133.2	931.2	756.0	7,228.8	10,813.2	1,125.8	1,011.9	2,688.1	3,573.9	30.6	63.4	28,940.6
Adult - Adulte (18+)	431.5	97.9	706.5	570.8	5,522.5	8,211.1	833.7	728.6	1,951.9	2,729.4	22.0	39.6	21,845.3
Youth - Jeunes (12-17)	58.1	11.8	76.0	65.4	592.9	835.8	94.5	92.9	229.8	274.4	2.5	6.4	2,340.7
1994													
Total - Totale	582.4	134.5	936.7	759.3	7,281.1	10,927.8	1,131.1	1,016.2	2,716.2	3,668.4	30.1	64.3	29,248.1
Adult - Adulte (18+)	434.4	99.3	713.4	576.6	5,573.0	8,301.9	839.1	733.5	1,978.1	2,804.6	21.7	40.2	22,115.7
Youth - Jeunes (12-17)	56.0	11.9	75.3	64.3	595.5	842.6	94.0	93.6	234.4	283.2	2.4	6.6	2,359.9

* Provinces did not implement common age definitions for youths, from 12 - 17 years of age, until 1985 pursuant to the Young Offenders Act. - Ce n'est qu'en 1985 que les provinces ont établi de façon uniforme des limites d'âge pour définir la population des jeunes, soit les 12 à 17 ans, conformément à la Loi sur les jeunes contrevenants.

Source: Statistics Canada, Census and Demographic Statistics, Demography Division (As July 1st, Revised intercensal estimates for 1984 to 1990, final postcensal estimates for 1991 and 1992, updated postcensal estimates for 1993 and preliminary postcensal estimates for 1994.) - Statistique Canada, Direction de la statistique démographique et du recensement, Division de la démographie (estimations intercensitaires révisées au 1er juillet pour 1984 à 1990, estimations postcensitaires mises à jour pour 1991 et 1992, et estimations postcensitaires mises à jour pour 1993, et estimations postcensitaires provisoires pour 1994).

violent crime trend were evident in several cities: the robbery rate increased 17% in Winnipeg, and the assault rate increased 7% in Calgary and 4% in Montreal. Exceptions to generally declining property rates were large increases in motor vehicle theft in Regina (+63%), Ottawa (+28%), and Winnipeg (+20%).

Municipal comparisons should, however, be made with caution. Changes in police policies or resources can result in important changes in the number of police reported incidents. Statistics for certain crimes (e.g., prostitution, gambling, drug crimes and impaired driving) are particularly sensitive to changes in policing practices. Further, some municipal police departments have jurisdiction over surrounding suburbs while others do not (e.g. Vancouver and Ottawa data reflect the city core only). Crime rates often differ considerably between the main core of a city and its residential areas and suburbs.

(-18 %). On relevait des exceptions à la tendance globale des crimes de violence dans plusieurs villes : les vols qualifiés ont augmenté de 17 % à Winnipeg, et le taux d'agressions a augmenté de 7 % à Calgary et de 4 % à Montréal. Faisaient exception à la tendance générale à la baisse des taux de crimes contre les biens de fortes augmentations du taux de vols de véhicules à moteur à Regina (+63 %), Ottawa (+28 %) et Winnipeg (+20 %).

Cependant, la prudence est de mise lorsqu'on effectue des comparaisons entre les municipalités. Des changements dans les politiques ou les ressources des services de police peuvent avoir de fortes répercussions sur le nombre d'affaires déclarées par la police. Les statistiques relatives à certains crimes (p. ex., la prostitution, le jeu et les infractions liées à la drogue et les infractions liées à la conduite avec facultés affaiblies) sont fortement influencées par des changements dans les pratiques des services de police. Qui plus est, certains services de police municipaux ont compétence dans les banlieues, alors que d'autres, non (p. ex., les statistiques pour Vancouver et Ottawa visent uniquement le centre-ville). Il y a souvent de fortes différences entre le taux de criminalité du centre d'une ville et celui des quartiers résidentiels et périphériques.

Acknowledgements

The CCJS gratefully acknowledges the assistance of Canadian police agencies and the Canadian Association of Chiefs of Police in making this survey possible. Special thanks are offered to the CCJS staff and UCR Survey Managers, Yvan Clermont and Michael Martin, who provided comments, technical and clerical support in the preparation of this Juristat.

Methodology – Uniform Crime Reporting Survey

The Uniform Crime Reporting (UCR) survey was developed by Statistics Canada with the co-operation and assistance of the Canadian Association of Chiefs of Police. The aggregate UCR survey, which became operational in 1962, reports crime and traffic statistics reported by police agencies in Canada. UCR survey data reflect reported crime that has been substantiated through police investigation.

Currently, there are two levels of detail collected by the UCR survey:

1. **Aggregate UCR Survey** – The aggregate-based UCR survey records the number of incidents reported to the police. It includes the number of reported offences and the number of actual offences (excluding unfounded), the number of offences cleared by charge, the number of adults charged and the number of youths charged, and the gender of persons charged. It does not include victim characteristics.
2. **Revised UCR Survey** – The revised microdata survey captures detailed information on individual criminal incidents reported to police, including characteristics of victims, accused persons and the incidents. These data are referred to as a research file in this Juristat because the counts are a non-representative sample of police data, largely urban in nature.

The UCR survey classifies incidents according to the most serious offence in the incident, (generally the offence which carries the longest maximum sentence under the Criminal Code of Canada). In categorizing incidents, violent offences always take precedence over non-violent offences. As a result, less serious offences are under represented by the UCR survey.

Remerciements

Le CCSJ est reconnaissant de l'assistance qu'apporte les différents corps de police canadiens et L'Association canadienne des chefs de police à la réalisation de cette enquête. Des remerciements particuliers sont également offerts au personnel du CCSJ et aux personnes en charge de l'enquête DUC, Yvan Clermont et Michael Martin, qui ont apporté leurs commentaires, le support technique et le travail de bureau nécessaire à la réalisation de ce bulletin Juristat.

Méthodologie – Programme de déclaration uniforme de la criminalité

Le Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) a été conçu par Statistique Canada avec le concours de l'Association canadienne des chefs de police. Le programme DUC d'ensemble a été inauguré en 1962. Il renferme les statistiques sur les crimes et les infractions aux règlements de la circulation qui sont déclarées par les services de police au Canada. Les données du programme DUC font état des actes criminels signalés qui ont été corroborés par des enquêtes policières.

Actuellement, il existe deux niveaux de détail dans les données recueillies par le programme DUC :

1. **Programme DUC d'ensemble** – Le programme DUC d'ensemble enregistre le nombre d'affaires déclarées à la police, ce qui comprend le nombre d'infractions déclarées ainsi que le nombre d'infractions réelles (à l'exclusion des affaires dont on ne connaît pas l'auteur), le nombre d'infractions classées par mise en accusation, le nombre d'adultes et le nombre de jeunes contre lesquels on a porté des accusations, ainsi que le sexe des personnes accusées. Cela ne comprend pas les caractéristiques des victimes.
2. **Programme DUC révisé** – Dans le cadre du programme révisé de microdonnées, on recueille des renseignements détaillés sur les affaires criminelles individuelles déclarées à la police, y compris les caractéristiques des victimes, les personnes accusées et les affaires en tant que telles. Dans le présent Juristat, on désigne ces données sous le nom de fichier de recherche; elles visent un échantillon non représentatif de données fournies par la police, et elles s'appliquent pour la plupart à des centres urbains.

Dans le cadre du programme DUC, les affaires sont déclarées selon l'infraction la plus grave commise au moment de l'affaire (en général l'infraction pour laquelle le Code criminel du Canada prévoit la peine maximale la plus lourde). Aux fins de la déclaration des affaires, les infractions impliquant de la violence prévalent toujours sur les infractions non violentes, ce qui a pour effet de sous-estimer le nombre d'infractions moins graves dans le programme DUC.

The UCR survey scores violent incidents differently from other types of crime. For violent crime, a separate incident is recorded for each victim (i.e. if one person assaults three people, then three incidents are recorded. But if three people assault one person, only one incident is recorded). For non-violent crimes, one incident (categorized according to the most serious offence) is counted for every distinct or separate occurrence.

Robbery is an exception to the above scoring rules. Robbery is categorized as a violent offence. Unlike all other violent offences, one occurrence of robbery is equal to one incident, regardless of the number of victims. The reason for this exception is that robbery can involve many people who could all be considered victims. This would seriously overstate the occurrence of robbery.

The total number of incidents recorded by the UCR survey is not a census of all violations of the law that come to the attention of police. Rather, the total number of incidents is equal to the number of victims of violent crimes (other than robberies) plus the number of separate occurrences of non-violent crimes (and robberies).

In this report, the crime rate excludes traffic violations as the data have proven to be volatile over time and these shifts could influence the overall crime rate if they were included. The shifts are often a result of changes in police procedures for traffic violations which may be scored as either a provincial statute infraction or as a Criminal Code infraction (e.g. failure to stop or remain at an accident).

Par ailleurs, les affaires relatives à des crimes de violence sont déclarées différemment de celles qui ont trait à d'autres types de crimes. En ce qui concerne les crimes de violence, une affaire distincte est déclarée pour chaque victime (c.-à-d. que si une personne en agresse trois autres, trois affaires sont déclarées, tandis que si trois personnes en agressent une, une seule affaire est déclarée). Dans le cas des crimes non violents, une affaire (déterminée selon la règle de l'infraction la plus grave) est déclarée pour chaque événement distinct.

Seul le vol qualifié fait exception à ces règles de déclaration. Cet acte est considéré comme un crime de violence, mais contrairement aux autres crimes de ce genre, il ne donne lieu à la déclaration que d'une affaire, indépendamment du nombre de victimes. La raison de cette exception est que le vol qualifié peut mettre en cause bon nombre de personnes qui pourraient toutes être considérées comme des victimes. Ce serait surestimer gravement l'ampleur du vol qualifié.

Le nombre total d'affaires déclarées dans le cadre du programme DUC n'est pas égal au nombre d'infractions dont la police prend connaissance. Il correspond plutôt au nombre de victimes de crimes de violence (autres que les vols qualifiés) auquel s'ajoute le nombre de crimes non violents (et de vols qualifiés) commis.

Dans ce rapport, le taux de criminalité ne comprend pas les infractions relatives aux règlements de la circulation en raison du caractère volatile de ces données à travers le temps et que ces variations pourraient avoir une influence non-désirée sur le taux global de criminalité. Les variations du taux d'infractions reliées aux règlements de la circulation sont souvent le résultat de changements dans les pratiques policières dans le traitement des ces infractions qui peuvent être parfois considérées comme des infractions à des lois provinciales, parfois à des lois prévues par le Code criminel (p. ex., Défaut d'arrêter sur les lieux d'un accident).

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1-800-267-6677. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951-9023) ou le numéro sans frais 1-800-387-2231. Pour commander, communiquer avec la Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267-6677. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents

Catalogue 85-002

- | | |
|----------------|---|
| Vol.14 No. 14 | Canadian Crime Statistics, 1993 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 15 | Homicide in Canada, 1993 / L'homicide au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 16 | Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993 |
| Vol.14 No. 17 | Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada |
| Vol.15 No. 1 | Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public |
| Vol.15 No. 2 | Risk of Personal and Household Victimization; 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993 |
| Vol.15 No. 3 | Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |
| Vol.15 No. 7 | Youth and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994 |
| Vol.15 No. 8 | Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993 |
| Vol.15 No. 9 | Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle |
| Vol. 15 No. 10 | Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada |
| Vol. 15 No. 11 | Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994 |
| Vol. 15 No. 12 | Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994 |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.



Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue, US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 10 \$ l'exemplaire, 90 \$ par année
États-Unis : 12 \$ US l'exemplaire, 108 \$ US par année
Autres pays : 14 \$ US l'exemplaire, 126 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol. 15, No. 13

Breaking and Entering in Canada

Jennifer Chard*

Highlights

- In 1994, a total of 387,877 incidents of Breaking and Entering (B&E) were reported by police in Canada. As in previous years, the number of B&E incidents exceeded the total number of violent crimes combined (303,398). B&E accounted for 15% of all *Criminal Code* crime (excluding traffic offences) and 25% of all property crime in 1994.
- The rate of police-reported B&E in 1994 (1,326 per 100,000 population) was the lowest rate observed since 1989. Having dropped 6% below that of 1993, the decrease in the B&E rate in 1994 marked the third consecutive annual decline.
- In 1994, B&E's into residences accounted for 59% of all B&E's; B&E's into business premises comprised 28%; and B&E's into other premises (including schools, community centres, garages and sheds) made up the remaining 13%. More than eight-in-ten (81%) B&E's involved forced, rather than unforced, entry.
- Property was damaged in 71% of B&E's and stolen in 81% of B&E's in 1994. In approximately 33% of B&E incidents, stolen property was valued at less than \$1,000.
- Males comprised 96% of those accused in incidents where B&E was the most serious offence in 1994.

* *Integration and Analysis Program*

September 1995
ISSN 0715-271X

Vol. 15, N° 13

Les introductions par effraction au Canada

Jennifer Chard*

Faits saillants

- En 1994, au total 387 877 introductions par effraction ont été signalées par la police au Canada. Comme dans les années précédentes, le nombre d'introductions par effraction était plus élevé que le nombre total de crimes de violence combiné (303 398). Les introductions par effraction représentaient 15 % de l'ensemble des infractions au *Code criminel* (à l'exclusion des infractions aux règlements de la circulation) et 25 % de tous les crimes contre les biens perpétrés en 1994.
- Le taux d'introduction par effraction déclaré par la police en 1994 (1 326 pour 100 000 habitants) était le taux le plus bas enregistré depuis 1989 et de 6 % inférieur à celui de 1993. Il s'agit de la troisième baisse annuelle consécutive enregistrée.
- En 1994, les introductions par effraction dans les résidences représentaient 59 % de toutes les introductions par effraction perpétrées, celles dans les établissements commerciaux, 28 % et celles dans les autres endroits (y compris les écoles, les centres communautaires, les garages et les hangars), 13 %. Dans plus de huit cas sur dix (81 %), l'entrée illicite s'était faite avec recours à la force.
- Des biens ont été endommagés dans 71 % et volés dans 81 % des introductions par effraction perpétrées en 1994. Dans environ 33 % des cas, les biens volés étaient d'une valeur inférieure à 1 000 \$.
- Les hommes représentaient 96 % des personnes accusées dans les affaires dans lesquelles l'introduction par effraction

* *Programme de l'intégration et de l'analyse*

Septembre 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1995. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministère de l'Industrie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Youths aged 12 to 17 (both males and females) comprised 32% of all accused persons.

- According to the 1993 General Social Survey, urban households, multi-unit dwellings and rented homes had higher B&E victimization rates than rural households, single detached households and households which were owned by the occupants.
- Adults and youths convicted of B&E are likely to be incarcerated for their crimes. Data for five jurisdictions indicate that 61% of B&E convictions in adult court resulted in prison sentences in 1993: the median sentence length ranged from two to eight months. In youth courts, national data indicate that 40% of B&E convictions resulted in custodial sentences in the fiscal year 1993-94: the median sentence length was three months.

Introduction

The Canadian *Criminal Code* defines Breaking and Entering (B&E) as a crime which occurs when a dwelling or other premise is illegally entered by a person who intends to commit an indictable offence. As well as being an invasion of private property, B&E's are also a violation of victims' personal security and can have long-term emotional consequences. As evidenced by *Criminal Code* sentencing provisions, B&E's are considered to be more serious than all other property crimes and even some violent crimes. The maximum penalty for an offender convicted of B&E into a dwelling-house is life in prison. The maximum penalty for an offender convicted of B&E into a business or any other premise is fourteen years.

B&E's are of great concern to Canadians. Costing millions of dollars in damaged and stolen property annually, B&E's leave victims with heightened feelings of fear, vulnerability, and anger. Each year, police, courts, and correctional services devote considerable resources to finding and punishing those who break into homes, businesses, and other premises across the country.

This Juristat examines long and short term changes in the rate of B&E in Canada and provides a current profile of residential, business, and other types of B&E. Comparisons of both international and provincial data are included. Offender sentencing is also discussed.

Data used to compile this publication were obtained from Canada's Uniform Crime Reporting Survey (UCR), Revised Uniform Crime Reporting Survey (UCR II), and General Social Survey (GSS). International data were taken from the Uniform Crime Reporting Program in the United States and from the International Crime Survey (ICS). Data on Canadian courts were obtained from the Adult Criminal

était l'infraction la plus grave en 1994. Les jeunes âgés de 12 à 17 ans (adolescents et adolescentes) comptaient pour 32 % de toutes les personnes accusées.

- Selon l'Enquête sociale générale de 1993, les taux de victimisation attribuables à des introductions par effraction étaient plus élevés dans les logements occupés par les ménages urbains, les immeubles à logements multiples et les logements loués que dans les logements occupés par les ménages en milieu rural, les maisons individuelles et les logements occupés par le propriétaire.
- Les adultes et les jeunes reconnus coupables d'introduction par effraction en 1994 sont généralement incarcérés. Selon les données de cinq secteurs de compétence, 61 % des affaires d'introduction par effraction dont ont été saisis les tribunaux pour adultes ont abouti à des peines d'emprisonnement en 1993; la durée médiane de la peine variait entre deux et huit mois. Pour les tribunaux de la jeunesse, les données nationales indiquent que 40 % des affaires d'introduction par effraction ont abouti à un placement sous garde pendant l'exercice 1993-1994 : la durée médiane de la peine était de trois mois.

Introduction

Selon le *Code criminel* du Canada, une introduction par effraction désigne le fait de pénétrer illégalement dans un logement où un autre endroit dans l'intention d'y commettre un acte criminel. Il s'agit non seulement d'entrée illicite mais d'une violation de la sécurité personnelle de la victime qui peut avoir pour celle-ci des conséquences psychologiques à long terme. Comme on peut le constater d'après les dispositions du *Code criminel* relatives à la détermination de la peine, on considère les introductions par effraction comme plus graves que tous les autres crimes contre les biens et même certains crimes de violence. La personne reconnue coupable d'introduction par effraction dans une habitation peut se voir imposer une peine maximale d'emprisonnement à perpétuité. Dans le cas d'un établissement commercial ou de tout autre type de logement, la peine maximale est de quatorze ans.

Les introductions par effraction sont une source de grave préoccupation pour les Canadiens. Non seulement la valeur des biens endommagés et volés représente des millions de dollars par an, mais les victimes se trouvent ensuite aux prises avec des sentiments de crainte, de vulnérabilité et de colère. Chaque année, la police, les tribunaux et les services correctionnels se voient obligés d'affecter des ressources considérables aux activités visant à trouver et à punir les personnes qui s'introduisent par effraction dans les résidences, les établissements commerciaux et les autres habitations dans tout le pays.

Le présent numéro de Juristat passe en revue les changements survenus à long et à court terme dans le taux d'introduction par effraction au Canada et brosse un tableau à jour des introductions par effraction dans les résidences, les établissements commerciaux et les autres types d'endroits. Il comprend également des comparaisons des données internationales et provinciales, ainsi qu'une analyse des peines infligées aux accusés reconnus coupables.

Les données utilisées aux fins de cette publication sont tirées de la Déclaration uniforme de la criminalité (DUC), du Programme de déclaration uniforme de la criminalité «révisé» (DUC II) et de l'Enquête sociale générale (ESG). Les données internationales sont tirées du Uniform Crime Reporting Program aux États-Unis et de l'Enquête internationale sur la criminalité (EIC). Les données des tribunaux canadiens sont extraites de l'Enquête sur les

Court Survey (ACCS) and the Youth Court Survey (YCS). Methodological information has been provided where appropriate.

Police-reported B&E incidents in 1994

Incidents of B&E comprise a major proportion of crime in Canada. According to the Uniform Crime Reporting Survey (UCR)¹, B&E accounted for 15% of *Criminal Code* offences (excluding traffic offences) and 25% of property offences in 1994. That year, a total of 387,877 incidents of B&E were reported by police. As in previous years, the reported number of B&E's was considerably higher than the reported number of violent crimes (303,398). The only crime which occurred more often than B&E was "theft \$1,000 and under" (727,364).

The total rate of B&E in Canada was 1,326 incidents per 100,000 population in 1994 (Figure 1, Table 1). By province, rates of B&E recorded by the UCR survey were lowest in Newfoundland (719 incidents per 100,000 population), Prince Edward Island (761), New Brunswick (854), and Nova Scotia (937). Rates were highest in British Columbia (1,958 per 100,000 population), Manitoba (1,793), and Saskatchewan (1,704). Compared with those in the provinces, rates of B&E in the Northwest Territories (2,876 per 100,000 population) and the Yukon (1,904) were relatively high.

Traditionnellement, la majorité de B&E's are residential B&E's. Across Canada, residential B&E's accounted for 59% of police-reported B&E's in 1994, B&E's into business premises comprised 28%, and B&E's into other places (including schools, community centres, garages and sheds) accounted for the remaining 13% of reported B&E incidents. By province and territory, variations in residential and business B&E rates were similar to those for total B&E (Figure 1).

Trends in B&E rates

Over the long term, the rate of police-reported B&E has dropped slightly. Increasing only in the years 1981, 1986, 1990, and 1991, the rate of B&E declined overall between 1980 and 1994 (Figure 2). With an average annual rate change of -0.4% for the period, the rate of B&E was 7% lower in 1994 than in 1980.

Each of the three types of B&E (residential, business and other) appeared to follow the same general trend between 1980 and 1994, with average annual rate changes of less than one percent each. The rate of residential B&E was 9% lower in 1994 than in 1980, while the rate of business B&E was 7% lower. The rate of other B&E was slightly higher in 1994 than in 1980 (4%).

¹ The UCR is a survey of all police agencies in Canada. UCR data on B&E include only those crimes for which B&E was the most serious offence recorded.

tribunaux de juridiction criminelle pour adulte (EPJCA) et de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (EPJ). Des renseignements sont fournis sur la méthode employée, le cas échéant.

Introductions par effraction déclarées par la police en 1994

Les introductions par effraction constituent une grande partie des crimes perpétrés au Canada. Selon la Déclaration uniforme de la criminalité (DUC)¹, les introductions par effraction représentaient 15 % de toutes les infractions au *Code criminel* (à l'exception des infractions aux règlements de la circulation) et 25 % de toutes les infractions contre les biens perpétrées en 1994. Cette année, 387 877 introductions par effraction ont été déclarées par la police. Comme dans les années précédentes, le nombre d'introductions par effraction rapporté était considérablement plus élevé que le nombre de crimes de violence (303 398). Le seul crime plus fréquent était le «vol de 1 000 \$ ou moins» (727 364).

Le taux d'introduction par effraction pour l'ensemble du Canada était de 1 326 introductions pour 100 000 habitants en 1994 (figure 1, tableau 1). Pour les provinces, selon la DUC, les taux les plus bas ont été enregistrés à Terre-Neuve (719 introductions pour 100 000 habitants), à Île-du-Prince-Édouard (761), au Nouveau-Brunswick (854) et en Nouvelle-Écosse (937). Les taux étaient les plus élevés en Colombie-Britannique (1 958 introductions pour 100 000 habitants), au Manitoba (1 793) et en Saskatchewan (1 704). Par rapport à ces provinces, les taux dans les Territoires du Nord-Ouest (2 876 introductions pour 100 000 habitants) et au Yukon (1 904) étaient relativement élevés.

Traditionnellement, il s'agit dans la majorité des cas de résidences. Pour l'ensemble du Canada, les introductions par effraction dans les résidences représentaient 59 % de ces infractions déclarées par la police en 1994, celles dans les établissements commerciaux, 28 % et celles dans d'autres endroits (y compris les écoles, les centres communautaires, les garages et les hangars), 13 %. Les variations observées dans les taux d'introduction par effraction dans les résidences et les établissements commerciaux par province et territoire étaient semblables à celles observées pour l'ensemble des introductions par effraction (figure 1).

Tendances relevées dans les taux d'introduction par effraction

À long terme, le taux des introductions par effraction déclaré par la police a légèrement diminué. Après avoir enregistré des augmentations uniquement dans les années 1981, 1986, 1990 et 1991, le taux des introductions par effraction a régressé de 1980 à 1994 (figure 2). Avec une variation moyenne annuelle de -0,4 % pour la période, le taux était de 7 % plus bas en 1994 qu'en 1980.

Chacun des trois types d'introduction par effraction (résidences, établissements commerciaux et autres endroits) semble avoir suivi la même tendance générale de 1980 à 1994, enregistrant des variations annuelles moyennes dans le taux de moins de 1 % chacun. Le taux des introductions par effraction dans des résidences était de 9 % inférieur en 1994 par rapport à 1980, alors que le taux pour les établissements commerciaux était de 7 % plus bas. Le taux pour les autres endroits était légèrement plus élevé en 1994 qu'en 1980 (4 %).

¹ La DUC est une enquête à laquelle participent tous les services de police au Canada. Les données ainsi recueillies sur les introductions par effraction ne comprennent que les crimes pour lesquels l'introduction par effraction était l'infraction la plus grave consignée.

Figure 1

Police-reported B&E rates per 100,000 population, by province/territory, 1994

Taux d'introduction par effraction déclaré par la police, pour 100 000 habitants, par province/territoire, 1994

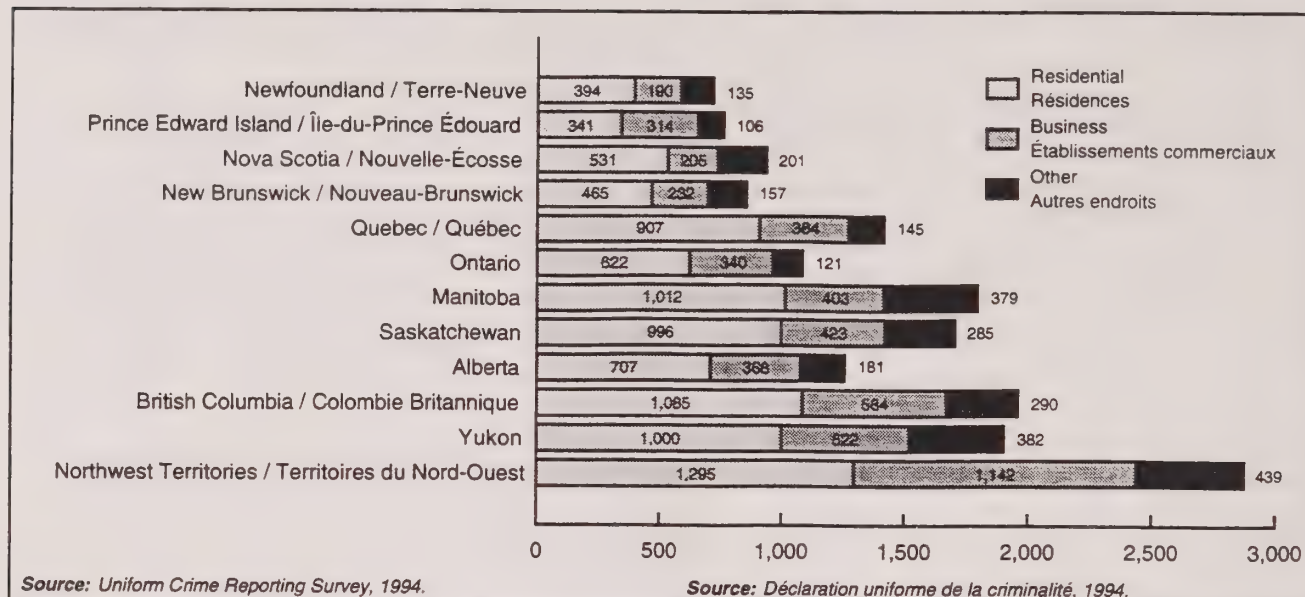


Figure 2

Rates of B&E per 100,000 population by type of B&E, 1980 to 1994

Taux d'introduction par effraction pour 100 000 habitants, selon le type, de 1980 à 1994

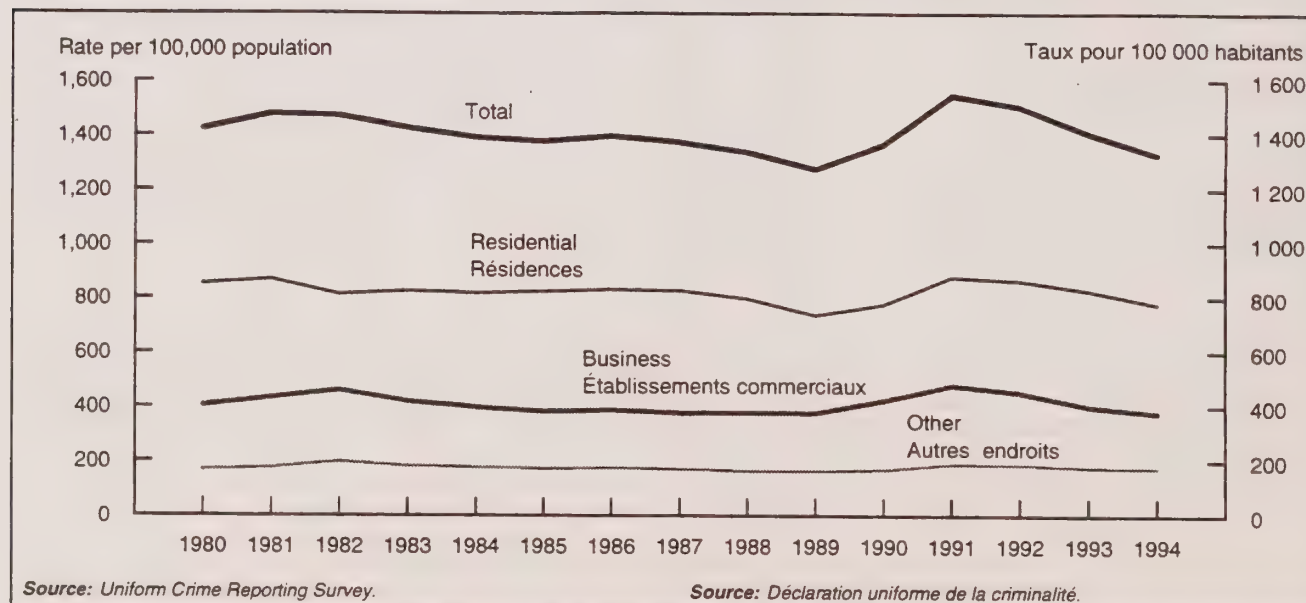


Table 1
Police-reported B&E rates by province/
territory, 1991 to 1994

Province/territory	1991	1992	1993	1994	Total change 1991 to 1994
	Rate per 100,000 population				Variation totale de 1991 à 1994
Province/territoire	Taux pour 100 000 habitants				Percent Pourcentage
Canada	1,546	1,502	1,405	1,326	-14%
Newfoundland - Terre-Neuve	983	884	700	719	-27%
Prince Edward Island - Île-du-Prince Édouard	1,083	1,130	880	761	-30%
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	1,278	1,158	1,007	937	-27%
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	923	937	979	854	-7%
Quebec - Québec	1,814	1,747	1,604	1,416	-22%
Ontario	1,221	1,156	1,115	1,083	-11%
Manitoba	1,757	1,648	1,701	1,793	+2%
Saskatchewan	1,725	1,834	1,665	1,704	-1%
Alberta	1,678	1,666	1,441	1,255	-25%
British Columbia - Colombie Britannique	2,043	2,088	1,979	1,958	-4%
Yukon	1,752	1,927	2,013	1,904	+9%
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	3,234	3,265	3,125	2,876	-11%

Source: Uniform Crime Reporting Survey.

Source: Déclaration uniforme de la criminalité.

In the short-term, rates of B&E have experienced somewhat more dramatic changes from year to year. Although sharp increases in the B&E rate were observed in 1990 and 1991, the rate declined considerably in 1992, 1993 and 1994. Overall, the rate of B&E dropped by more than 14% between 1991 and 1994 (Table 1), mirroring the decline in the rate of all property crimes combined (15%). Rates of residential, business, and other B&E all decreased substantially in the three year period: the business B&E rate experienced the greatest drop between 1991 and 1994, decreasing by 21%, while the residential B&E rate decreased by 12%, and the other B&E rate decreased by 9%.

Between 1991 and 1994, three-year decreases in total B&E rates were observed in all of the provinces and territories with the exception of Manitoba and the Yukon, which experienced total increases of 2% and 9% respectively (Table 1). Relatively large decreases were recorded in Prince Edward Island (-30%), Nova Scotia (-27%), Newfoundland (-27%), Alberta (-25%), and Quebec (-22%). Three-year declines were also recorded in Ontario (-11%), the Northwest Territories (-11%), New Brunswick (-7%), British Columbia (-4%), and Saskatchewan (-1%).

Trends in the United States

As in Canada, the rate of B&E (or "burglary"²) in the United States has declined in recent years. Although complete

² The Uniform Crime Reporting Program in the United States uses the term "burglary" to classify crimes which are called "B&E's" in Canada: burglary is defined as "the unlawful entry of a structure in order to commit a felony or theft".

Tableau 1
Taux d'introduction par effraction déclaré par la police,
par province/territoire, 1991 à 1994

Province/territory	1991	1992	1993	1994	Total change 1991 to 1994
	Rate per 100,000 population				Variation totale de 1991 à 1994
Province/territoire	Taux pour 100 000 habitants				Percent Pourcentage
Canada	1,546	1,502	1,405	1,326	-14%
Newfoundland - Terre-Neuve	983	884	700	719	-27%
Prince Edward Island - Île-du-Prince Édouard	1,083	1,130	880	761	-30%
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	1,278	1,158	1,007	937	-27%
New Brunswick - Nouveau-Brunswick	923	937	979	854	-7%
Quebec - Québec	1,814	1,747	1,604	1,416	-22%
Ontario	1,221	1,156	1,115	1,083	-11%
Manitoba	1,757	1,648	1,701	1,793	+2%
Saskatchewan	1,725	1,834	1,665	1,704	-1%
Alberta	1,678	1,666	1,441	1,255	-25%
British Columbia - Colombie Britannique	2,043	2,088	1,979	1,958	-4%
Yukon	1,752	1,927	2,013	1,904	+9%
Northwest Territories - Territoires du Nord-Ouest	3,234	3,265	3,125	2,876	-11%

À court terme, les taux ont évolué un peu plus rapidement d'une année à l'autre. Même si l'on a observé de fortes augmentations du taux en 1990 et 1991, celui-ci a diminué considérablement en 1992, 1993 et 1994. Globalement, ce taux a chuté de plus de 14 % entre 1991 et 1994 (tableau 1). Cela correspond à la chute du nombre total de crimes contre les biens sur la même période (15 %). Les taux d'introduction par effraction dans les résidences, les établissements commerciaux et les autres endroits ont tous connu des baisses considérables au cours de la période de trois ans à l'étude: le taux d'introduction par effraction dans les établissements commerciaux a enregistré la baisse la plus forte (-21 %) entre 1991 et 1994, alors que le taux d'introduction dans les résidences a baissé de 12 % et le taux d'introduction dans les autres endroits, de 9 %.

Durant la période de trois ans comprise entre 1991 et 1994, toutes les provinces et les territoires ont enregistré une baisse du taux global d'introduction par effraction, à l'exception du Manitoba et du Yukon qui ont affiché une hausse de 2 % et 9 %, respectivement (tableau 1). Des baisses relativement importantes ont été enregistrées à l'Île-du-Prince-Édouard (-30 %), en Nouvelle-Écosse (-27 %), à Terre-Neuve (-27 %), en Alberta (-25 %) et au Québec (-22 %). Des baisses ont été enregistrées également en Ontario (-11 %), dans les Territoires du Nord-Ouest (-11 %), au Nouveau-Brunswick (-7 %), en Colombie-Britannique (-4 %), et en Saskatchewan (-1 %).

Tendances aux États-Unis

Comme au Canada, le taux d'introduction par effraction (ou de «cambriolage»²) aux États-Unis a baissé au cours des dernières

² Aux fins du Uniform Crime Reporting Program aux États-Unis, on emploie le mot «cambriolage» pour désigner le crime que nous appelons au Canada «introduction par effraction». Selon la définition qui en est donnée, cambriolage s'entend de l'entrée illicite dans un établissement afin d'y commettre un acte délictueux grave ou un vol.

data for 1994 are not yet available for the entire country, preliminary figures released by the Federal Bureau of Investigation indicate that burglary decreased by 5% in the United States in 1994. Rates of burglary had previously declined by 6% in 1993 and 7% in 1992.

International comparisons of burglary rates

With the objective of enabling comparisons of national crime rates, the International Crime Survey (ICS) was carried out in 1989 and again in 1992³. This survey measured criminal victimizations in a number of different countries using a standard questionnaire. The two measures of burglary included on the ICS in 1989 were (i) incidents in which a burglar entered the home ("burglary with entry"), and (ii) incidents of attempted burglary. In 1992, an additional measure of break-ins into other household outbuildings (for example, garages and sheds) was added to the survey.

Results of the ICS indicated that burglary is more common in countries with a relatively high proportion of people living in semi-detached and detached homes. Canada, the United States, Australia, and New Zealand were found to have higher victimization rates for residential burglary than European countries. Results of the ICS also revealed that Canada tends to have lower victimization rates than its non-European counterparts.

Specifically, data from the 1989 ICS indicated that Canada had a lower percentage (3.0%) of homes that had been burglarized in 1988 than Australia (4.4%) or the United States (3.8%), but a higher percentage of burglarized homes than any of the European countries participating in the survey (Table 2). Canada was ranked third in terms of attempted burglaries (2.7% of households), again behind the United States (5.4%) and Australia (3.8%).

Similarly, in the 1992 ICS, Canada had a lower percentage (3.4%) of homes burglarized in 1991 than the Czech Republic (4.8%), New Zealand (4.3%), Australia (3.7%) or the Slovak Republic (3.4%), but a higher percentage of homes burglarized than all other participating countries. (Table 2). Canada was ranked seventh in terms of attempted burglaries (2.7%), behind the United States (3.9%), Australia (3.8%), New Zealand (3.6%), the Netherlands (3.0%), England and Wales (2.9%), and Poland (2.8%).

Canadian victimization data on household B&E's

Victimization data, including those collected by the ICS, are useful in that they provide a victim's perspective on crime. Such data describe incidents which are reported to

années. Même si les données complètes pour 1994 ne sont pas encore disponibles pour l'ensemble du pays, selon les données préliminaires publiées par le Federal Bureau of Investigation, les vols auraient diminué de 5 % aux États-Unis en 1994. Ce taux avait déjà diminué de 6 % en 1993 et de 7 % en 1992.

Comparaisons internationales des taux de cambriolage

On a procédé à l'Enquête internationale sur la criminalité (EIC) en 1989 et de nouveau en 1992 pour permettre des comparaisons des taux de criminalité à l'échelle nationale³. Cette enquête a permis de mesurer la victimisation criminelle dans des pays différents à l'aide d'un questionnaire uniforme. Les deux critères de cambriolage utilisés aux fins de l'EIC en 1989 étaient (i) les incidents dans lesquels un cambrioleur a pénétré dans la résidence (cambriolage avec entrée) et (ii) les tentatives de cambriolage. En 1992, un autre critère d'introduction par effraction dans d'autres dépendances de la résidence (par exemple les garages et les hangars) a été ajouté.

Selon les résultats de l'EIC, les cambriolages sont plus courants dans les pays comptant une proportion relativement élevée de personnes habitant dans des maisons jumelées et de maisons individuelles. Le Canada, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande accusent généralement des taux de victimisation des ménages plus élevés en ce qui concerne les introductions par effraction dans les résidences ou les tentatives d'introduction que les pays d'Europe. Les résultats de l'EIC ont révélé également que les taux de victimisation au Canada sont généralement moins élevés que dans les autres pays non européens.

Plus précisément, selon les résultats de l'EIC de 1989, le Canada a accusé une proportion plus faible de maisons cambriolées en 1988 (3,0 %) que l'Australie (4,4 %) et les États-Unis (3,8 %), mais un pourcentage plus élevé de maisons cambriolées que tout autre pays européen ayant participé à l'enquête (tableau 2). Le Canada s'est situé au troisième rang en ce qui concerne les tentatives de cambriolage (2,7 % des ménages), de nouveau après les États-Unis (5,4 %) et l'Australie (3,8 %).

De même, d'après les résultats de l'EIC de 1992, le Canada a enregistré un pourcentage plus faible de maisons cambriolées (3,4 %) que la République tchèque (4,8 %), la Nouvelle-Zélande (4,3 %), l'Australie (3,7 %), ou la République slovaque (3,4 %), mais un pourcentage plus élevé de maisons cambriolées que tous les autres pays participants (tableau 2). Le Canada s'est situé au septième rang en ce qui concerne les tentatives de cambriolage (2,7 %), après les États-Unis (3,9 %), l'Australie (3,8 %), la Nouvelle-Zélande (3,6 %), les Pays-Bas (3,0 %), l'Angleterre et le Pays de Galles (2,9 %), et la Pologne (2,8 %).

Données sur la victimisation au Canada - Introductions par effraction dans des ménages

Les données sur la victimisation comme celles recueillies au moyen de l'EIC sont utiles dans la mesure où elles permettent de considérer le crime du point de vue de la victime. Ces données décrivent les

³ The ICS collected data on eleven types of victimization for 1,500 to 2,000 persons (aged sixteen years or older) in each country. Countries which fully participated in the survey in both 1989 and 1992 were: Canada, the United States, Australia, England and Wales, Belgium, Finland, and the Netherlands. Countries which fully participated in the ICS in either 1989 or 1992 (but not both) were: New Zealand, Japan, West Germany, Scotland, Northern Ireland, France, Spain, Switzerland, Norway, Poland, the Czech Republic, the Slovak Republic, Sweden and Italy.

³ L'EIC a permis de recueillir des données sur onze types de victimisation dont ont fait l'objet entre 1 500 et 2 000 personnes âgées de 16 ans ou plus dans chaque pays. Les pays suivants ont pleinement participé à l'enquête en 1989 et en 1992 : le Canada, les États-Unis, l'Australie, l'Angleterre et le Pays de Galles, la Belgique, la Finlande, et les Pays-Bas. Les pays suivants ont pleinement participé à l'EIC en 1989 ou en 1992 (mais non les deux années) : la Nouvelle-Zélande, le Japon, l'Allemagne de l'Ouest, l'Écosse, l'Irlande du Nord, la France, l'Espagne, la Suisse, la Norvège, la Pologne, la République tchèque, la République slovaque, la Suède, et l'Italie.

Table 2
Victimization rates for burglary with entry by country,
1988 and 1991

Country Pays	Burglary Cambriolage		Attempted burglary Tentatives de cambriolage	
	1988	1991	1988	1991
	Percentage of homes burglarized once or more Pourcentage de maisons cambriolées une fois ou plus			
Total	2.0	2.6	1.9	2.4
Canada	3.0	3.4	2.7	2.7
United States - États-Unis	3.8	3.1	5.4	3.9
Australia - Australie	4.4	3.7	3.8	3.8
New Zealand - Nouvelle-Zélande	..	4.3	..	3.6
Japan - Japon	0.7	1.1	0.2	..
Europe	1.6	2.3	1.5	1.9
England and Wales - Angleterre et pays de Galles	2.1	3.0	1.7	2.9
Scotland - Écosse	2.0	..	2.1	..
Northern Ireland - Irlande du Nord	1.1	..	0.9	..
Netherlands - Pays-Bas	2.4	2.0	2.6	3.0
West Germany - Allemagne de l'Ouest	1.3	..	1.8	..
Switzerland - Suisse	1.0	..	0.2	..
Belgium - Belgique	2.3	2.1	2.3	1.6
France	2.4	..	2.3	..
Norway - Norvège	0.8	..	0.4	..
Finland - Finlande	0.6	0.6	0.4	0.6
Spain - Espagne	1.7	..	1.9	..
Sweden - Suède	..	1.4	..	0.8
Italy - Italie	..	2.4	..	1.7
Poland - Pologne	..	2.3	..	2.8
Slovak Republic - République slovaque	..	3.4	..	1.5
Czech Republic - République tchèque	..	4.8	..	1.7

.. Country did not participate or data unavailable.

.. Pays n'ayant pas participé ou données non disponibles.

Source: *Criminal Victimization in the Industrialised World: Key findings of the 1989 and 1992 International Crime Surveys*. A report to the Conference "Understanding Crime: Experiences of Crime and Crime Control" organised by the United Nations Interregional Criminal Justice Research Institute (UNICRI), Rome, November 18-20, 1992.

Source: *Criminal Victimization in the Industrialised World: Key findings of the 1989 and 1992 International Crime Surveys*. Rapport présenté à la conférence «Understanding Crime: Experiences of Crime and Crime Control» organisée par l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI), Rome, 18-20 novembre 1992.

police, as well those which are not reported. Within Canada, detailed victimization data on household (residential) B&E's are available from Statistics Canada's General Social Survey (GSS), conducted in 1988 and again in 1993⁴.

GSS results indicate that rates of residential B&E vary, sometimes considerably, by household location, type, ownership, and income (Table 3). In 1988 and 1993,

incidents rapportés à la police ainsi que les incidents non rapportés. Au Canada, on peut consulter l'Enquête sociale générale (ESG) réalisée par Statistique Canada, en 1988 et de nouveau en 1993, pour obtenir des données sur la victimisation en ce qui concerne les introductions par effraction dans des ménages (des résidences)⁴.

Selon les résultats de l'ESG, les taux d'introduction par effraction varient, parfois considérablement, selon le lieu où se trouve le logement occupé par le ménage, le type de logement, la propriété

⁴ The GSS asked approximately 10,000 respondents fifteen years of age and older (excluding residents of the Yukon and Northwest Territories): "Did anyone illegally break into or attempt to break into your residence or any other building on your property?". In 1988, respondents were asked to report incidents occurring between January 1st and December 31st 1987, while in 1993 respondents were asked to report incidents occurring "in the past twelve months". For ease of presentation, data published from the 1988 and 1993 surveys will be referred to as if they related to 1988 and 1993.

⁴ L'ESG a posé à environ 10 000 répondants âgés de quinze ans ou plus (à l'exclusion des habitants du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest) la question suivante : « Quelqu'un a-t-il illégalement pénétré ou tâché de pénétrer dans votre résidence ou dans un autre bâtiment sur votre propriété? ». En 1988, on a demandé aux répondants de signaler les incidents qui ont eu lieu entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1987, alors qu'en 1993 on leur a demandé de rapporter ceux qui ont eu lieu « au cours des douze derniers mois ». Aux fins du présent bulletin, les données sur les introductions par infraction résultant des enquêtes réalisées en 1988 et 1993 sont présentées comme si elles portaient sur ces deux années.

households located in urban areas had higher victimization rates than households located in rural areas. By province, rankings of B&E rates from the GSS closely matched those obtained by the UCR survey, with the rate of residential B&E being lowest in Atlantic Canada and highest in British Columbia in both 1988 and 1993.

By type of household, victimization rates were higher for semi-detached houses, row houses or duplexes than for low or high rises and single detached houses. Renters had higher victimization rates than those who owned their own homes.

Table 3
B&E victimization rates by selected household characteristics, 1988 and 1993

Household characteristics	1988	1993
Caractéristiques des ménages		
	Rate per 1,000 households	
	Taux pour 1 000 ménages	
Canada	54	50
Urban/rural residence - Domiciles en région urbaine ou rurale		
Urban - Centres urbains	64	56
Rural - Régions rurales	32	40
Region - Région		
Atlantic Canada - Provinces de l'Atlantique	45	--
Quebec - Québec	57	60
Ontario	40	44
Prairies	64	45
British Columbia - Colombie-Britannique	81	65
Dwelling type - Type de logement		
Single detached - Maison individuelle	51	45
Semi-detached, row house, duplex - Maison jumelée, maison en rangée, duplex	78	67
Low/high rise - Petit immeuble/tour d'habitation	50	58
Ownership - Propriété		
Owned by occupant - Occupé par le propriétaire	52	49
Rented - Loué	57	57
Annual household income - Revenu annuel du ménage		
Less than \$15,000 - Moins de 15 000 \$	55	57
\$15,000 to \$29,999 - 15 000 \$ à 29 999 \$	58	46
\$30,000 to \$39,999 - 30 000 \$ à 39 999 \$	59	77
\$40,000 to \$59,999 - 40 000 \$ à 59 999 \$	64	56
\$60,000 and over - 60 000 \$ et plus	63	56

-- Amount too small to be meaningful

-- Taux trop faible pour être pris en compte.

Source: General Social Survey.

Source: Enquête sociale générale.

In 1988, victimization rates for B&E generally increased with household income. In 1993, however, a somewhat different pattern was observed. That year, victimization rates were highest for households with annual incomes between \$30,000 and \$39,999 (77 per 1,000 households)

et le revenu (tableau 3). En 1988 et en 1993, les taux de victimisation des ménages en milieu urbain étaient plus élevés que ceux des ménages habitant dans des régions rurales. Par province, les taux d'introduction par effraction révélés par l'ESG étaient sensiblement les mêmes que ceux établis à l'aide de la DUC le taux d'introduction par effraction dans les résidences étant le plus bas dans les provinces de l'Atlantique et le plus élevé en Colombie-Britannique en 1988 et en 1993.

Par type de ménage, les taux de victimisation étaient plus élevés dans le cas des maisons jumelées, des maisons en rangée et des duplex que dans le cas des petits immeubles, des tours d'habitation et des maisons individuelles. Les taux de victimisation des locataires étaient plus élevés que ceux des propriétaires occupant leur propre logement.

Tableau 3
Taux de victimisation sous forme d'introduction par effraction, selon des caractéristiques des ménages choisies, 1988 et 1993

En 1988, le taux d'introduction par effraction a augmenté de façon générale selon le revenu du ménage. En 1993, une nouvelle tendance s'est dégagée. Cette année les taux de victimisation en ce qui concerne les introductions par effraction étaient les plus élevés dans le cas des personnes dont le revenu annuel se situait

and lowest for those with incomes between \$15,000 and \$29,999 (46 per 1,000 households). Rates for those with incomes of less than \$15,000 or more than \$40,000 were virtually the same (57 and 56 per 1,000 households, respectively).

Characteristics of B&E incidents

In addition to examining variations in residential B&E rates by household location and type, the GSS provides information on a number of other characteristics of residential B&E's, including the time at which incidents occurred, property damaged, property stolen, and reasons why victims reported or did not report incidents to the police. Descriptive data are also available from the Revised Uniform Crime Reporting Survey (UCR II) which collects detailed information on residential, business, and other B&E's from a non-representative sample of 111 police departments in six provinces. UCR II data account for approximately 33% of the national volume of *Criminal Code* crime. The following sections of this Juristat provide a current portrait of B&E in Canada using data from the GSS and the UCR II, and from the UCR and the ICS.

Seasonal variations

Because B&E's usually occur when the occupant of a dwelling is absent, it is often difficult for victims and police to pinpoint the time or even day when a specific B&E may have occurred. Generally, though, it is possible to determine the month in which the incident happened. According to the 1994 UCR II survey, there was very little variation in the proportion of B&E incidents occurring in each month of the year, although B&E's were least likely to occur in February (6%) and most likely to occur in October (10%). Overall, B&E's were more likely to occur in the summer (27%) or autumn (29%) than in the winter (21%) or spring (23%).

The GSS generally supports UCR II survey findings concerning seasonal variations in the occurrence of B&E incidents. As with other crimes measured by the GSS in 1993, a larger proportion of B&E victimizations occurred in the summer (30%) and autumn (28%).

Type of entry

For B&E crimes, illegal entry into dwellings and other premises may be either forced (for example, prying open a window) or unforced (for example, opening an unlocked door). According to the UCR II, the majority of B&E incidents in 1994 involved forced entry (81%). B&E's into business premises were more likely to be the result of forced entry (88%) than were B&E's into residential (79%) or other (74%) premises.

Violence

Available data indicate that violence is not a common occurrence in B&E incidents. In 1994, the UCR II survey indicated that fewer than 1% of B&E's involved violent crimes. This was the same proportion of B&E's involving violent offences in 1993. Of B&E's involving violent

entre 30 000 \$ et 39 999 \$ (77 pour 1 000 ménages) et les plus bas dans le cas de ceux au revenu entre 15 000 \$ et 29 999 \$ (46 pour 1 000 ménages). Les taux chez les personnes au revenu inférieur à 15 000 \$ ou supérieur à 40 000 \$ étaient à peu près les mêmes (57 et 56 pour 1 000 ménages, respectivement).

Caractéristiques des introductions par effraction

L'ESG permet non seulement d'examiner les variations des taux d'introduction par effraction dans les résidences selon l'endroit où se trouve le ménage et le type de logement qu'il occupe, mais fournit des renseignements sur un certain nombre d'autres caractéristiques des introductions par effraction, y compris le moment où celles-ci sont perpétrées, les dommages subis par les biens, les biens volés et la raison pour laquelle la victime a rapporté ou n'a pas rapporté l'incident à la police. On peut en outre consulter les données descriptives du Programme de déclaration uniforme de la criminalité «révisé» (DUC II) qui permet de recueillir des renseignements détaillés sur les introductions par effraction dans les résidences, les établissements commerciaux et les autres endroits, auprès d'un échantillon non représentatif de 111 services de police de six provinces. Ces données représentent environ 33 % du volume national de criminalité. Les sections qui suivent du présent numéro de Juristat brossent un tableau à jour des introductions par effraction au Canada à l'aide des données tirées de l'ESG, de la DUC II, de la DUC et de l'EIC.

Variations saisonnières

Comme les introductions par effraction sont généralement perpétrées lorsque l'occupant est absent, il est souvent difficile pour la victime et la police de déterminer avec précision l'heure ou même le jour où l'introduction a été commise. Généralement, cependant, il est possible de déterminer le mois. Selon les résultats de la DUC II de 1994, il y a eu très peu de variation des taux mensuels d'introduction par effraction, bien que les introductions par effraction étaient le moins susceptibles de se produire en février (6 %) et le plus susceptibles de se produire en octobre (10 %). Dans l'ensemble, ce taux était légèrement plus élevé en été (27 %) ou en automne (29 %) qu'en hiver (21 %) ou au printemps (23 %).

De façon générale, les résultats de l'ESG sont venus appuyer ceux de la DUC II en ce qui concerne les variations saisonnières des taux d'introduction par effraction. Comme dans le cas des autres crimes mesurés par l'ESG en 1993, les taux les plus élevés de victimisation en 1993 ont été enregistrés pendant l'été (30 %) et l'automne (28 %).

Type d'introduction

Dans le cas d'une introduction par effraction, l'entrée illégale dans un logement ou un autre établissement peut se faire avec recours à la force (p. ex., forcer une fenêtre) ou sans recours à la force (p. ex., ouvrir une porte verrouillée). Selon la DUC II, en 1994 la majorité des introductions par effraction se sont faites avec recours à la force (81 %). Les introductions par effraction dans les établissements commerciaux étaient plus souvent perpétrées avec recours à la force (88 %) que celles dans les résidences (79 %) ou dans les autres endroits (74 %).

Violence

Selon les données disponibles, la violence n'intervient pas souvent dans les affaires d'introduction par effraction. En 1994, selon la DUC II, moins de 1 % des introductions par effraction étaient accompagnées de crimes de violence. Ce taux est le même qu'en 1993. En 1994, dans le cas de 77 % des introductions par effraction

incidents in 1994, 77% involved assault, 11% involved robbery, 8% involved sexual assault and 4% involved other violent crimes.

Property stolen and damaged

Although the majority of B&E's do not involve violence, the majority do involve theft or damage to property. Financial costs resulting from theft and damage can be considerable. According to the Insurance Bureau of Canada, losses due to thefts occurring in B&E incidents amounted to over \$373 million in residential insurance claims and \$118 million in commercial insurance claims in 1993⁵.

The UCR II survey revealed that property was stolen in 81% of police-reported B&E's in 1994. One-third (33%) of B&E's involved the theft of items valued at less than \$1,000, while fewer than one-in-ten (8%) involved thefts of property valued over \$5,000. A large proportion of residential

comportant des crimes de violence, il s'agissait de voies de fait, dans 11 %, d'un vol qualifié, dans 8 %, d'une agression sexuelle et dans 4 %, d'un autre crime de violence.

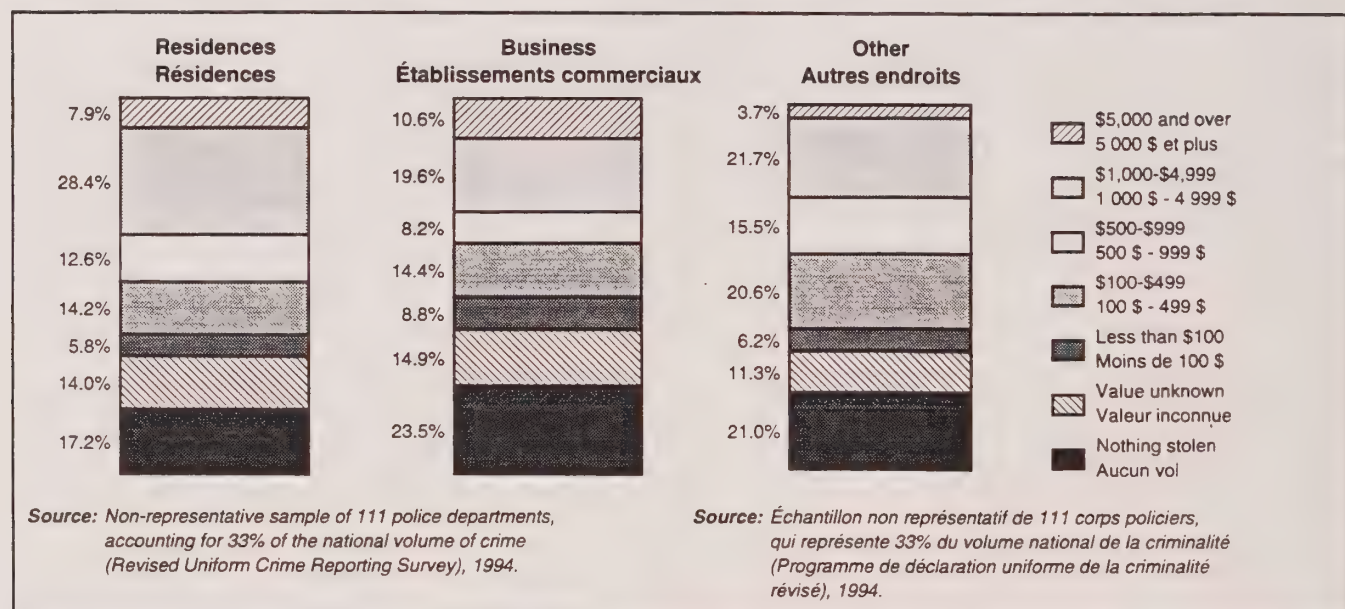
Biens volés et endommagés

Dans le cas de la majorité des introductions par effraction, même s'il n'y a pas recours à la violence, des biens sont volés ou endommagés. Les coûts financiers résultant de biens volés ou endommagés peuvent être considérables. Selon le Bureau d'assurance du Canada, la valeur des biens volés suite aux introductions par effraction s'élevait à plus de 373 millions de dollars d'après les demandes de règlement soumises aux compagnies d'assurance pour les résidences et à 118 millions de dollars d'après les demandes de règlement soumises aux compagnies d'assurance commerciale en 1993⁵.

La DUC II a révélé que des biens ont été volés dans 81 % des introductions par effraction rapportées à la police en 1994. Un tiers des introductions par effraction (33 %) ont entraîné le vol d'articles d'une valeur inférieure à 1 000 \$, alors qu'une sur dix (8 %) a donné lieu au vol de biens d'une valeur de plus de 5 000 \$.

Figure 3

Dollar value of property stolen in B&E incidents by type of B&E, 1994



(28%), business (20%), and other (22%) B&E's involved thefts of property valued at between \$1,000 and \$5,000 (Figure 3).

The type of property stolen in B&E incidents included a wide range of items. In residential B&E's, audio visual equipment (for example, televisions and stereos) was the most valuable type of property stolen in 30% of incidents,

Il reste qu'une proportion importante des introductions par effraction dans les résidences (28 %), les établissements commerciaux (20 %) et les autres endroits (22 %) ont entraîné le vol de biens dont la valeur variait entre 1 000 \$ et 5 000 \$ (figure 3).

Différents types de biens ont été volés lors d'introductions par effraction. Dans les résidences, les biens volés dont la valeur était la plus élevée étaient le matériel audiovisuel (p. ex., téléviseurs et chaînes stéréophoniques) dans 30 % des cas, les bijoux dans

⁵ Figures include data from member companies of the Insurance Bureau of Canada, representing approximately 85% of the entire industry.

⁵ Les chiffres ont été obtenus des compagnies membres du Bureau d'assurance du Canada et représentent approximativement 85 % du total de l'industrie.

jewellery in 11%, Canadian currency, money orders and/or travellers cheques in 7%, and machinery and tools in 5%. In business B&E's, Canadian currency, money orders and/or travellers cheques were the most valuable type of property stolen in 17% of incidents, office equipment in 13%, audio visual equipment in 7%, consumable goods (for example, food, cigarettes and alcohol) in 7%, and machinery and tools in 6%. Machinery and tools were the most valuable property stolen in the greatest proportion (26%) of other B&E's; bicycles (16%), audio visual equipment (6%), and sporting goods (5%) were also commonly stolen from other premises.

In addition to property loss due to theft, B&E's often result in property damage. The UCR II survey indicated that property was damaged in approximately 71% of B&E incidents in 1994. As with thefts, it was relatively uncommon for property damage to exceed \$5,000 in value. In fact, in 1994, almost one-half (49%) of B&E's resulted in damages of less than \$500, while 8% resulted in damages valued between \$500 and \$5,000, and fewer than one percent (0.3%) resulted in damages valued at \$5,000 or more. B&E's into business premises more frequently resulted in damages of higher value: the mean dollar value of losses due to damage was \$490 for business B&E's, \$210 for residential B&E's, and \$190 for other B&E's (where property was damaged and the value of damaged property was known).

In the majority of B&E incidents, victims never recover stolen goods or receive compensation for losses due to theft or property damage. In 1993, the GSS found that nothing was recovered in 84% of residential B&E's where property was stolen. Perhaps because property losses often do not exceed a victim's insurance deductible, only 30% of those who were victimized in residential B&E incidents attempted to obtain compensation through an insurance company. Three-quarters of insurance claims resulted in the victim receiving at least some compensation.

Other costs to victims

In addition to resulting in financial costs for victims, B&E incidents may have other repercussions. The 1993 GSS indicated that 17% of victims of residential B&E found it difficult or impossible to carry out their usual activity for at least most of one day following a B&E victimization. Victims may have been prevented from carrying out their usual activity because they had to take time to do household repairs, make a report to police, or file an insurance claim. They may also have been prevented from their usual activity due to physical injury or emotional trauma. Emotionally, victims of B&E incidents may experience increased feelings of fear, anger, and vulnerability.

Many Canadians who fear becoming victims of B&E have taken measures to protect their homes from intruders. The results of the 1989 and 1992 ICS showed that approximately 5% of Canadian respondents thought that they were very likely to become victims of burglary in the coming year, and that 14% of Canadian respondents had installed burglar alarms in their homes. In 1993, the GSS revealed that 22% of respondents had installed security hardware (for example, a burglar alarm or new locks) in their homes in the twelve months prior to the survey.

11 % des cas, l'argent canadien, les mandats et les chèques de voyage dans 7 % des cas, les machines et les outils dans 5 % des cas. En ce qui concerne les introductions par effraction dans les établissements commerciaux, il s'agissait d'argent canadien, de mandats ou de chèques de voyage dans 17 % des cas, de matériel de bureau dans 13 % des cas, de matériel audiovisuel dans 7 % des cas, de biens consommables (p. ex., aliments, cigarettes et alcool) dans 7 % des cas et de machines et d'outils dans 6 % des cas. En ce qui concerne les introductions par effraction dans d'autres établissements, il s'agissait surtout de machines et d'outils (dans 26 % des cas), de bicyclettes (16 %), de matériel audiovisuel (6%), et d'articles de sport (5 %).

Outre les biens perdus du fait de leur vol, les introductions par effraction causent des dommages. La DUC II a révélé que des dommages ont été causés aux biens dans environ 71 % des introductions par effraction en 1994. Comme dans le cas des vols, la valeur de ces dommages dépassait rarement 5 000 \$. En fait, en 1994 près de la moitié (49 %) des introductions par effraction se sont traduites par des dommages de moins de 500 \$, 8 % par des dommages de 500 \$ à 5 000 \$, et moins de 1 % (0,3 %) des dommages de 5 000 \$ ou plus. La valeur des dommages causés était souvent plus élevée dans le cas d'introduction par effraction dans des établissements commerciaux. La valeur moyenne des biens endommagés était de 490 \$ dans le cas des établissements commerciaux, de 210 \$ dans le cas des résidences et de 190 \$ dans le cas des autres endroits (lorsque des dommages ont été causés à des biens et que la valeur de ces dommages était connue).

Dans la majorité des cas, la victime ne récupère jamais les biens volés et n'est pas indemnisée de ses pertes liées au vol de biens ou aux dommages causés à des biens. En 1993, l'ESG a révélé qu'aucun bien n'a été récupéré dans 84 % des introductions par effraction dans des résidences où des biens ont été volés. Peut-être parce que les pertes de biens dépassent rarement la franchise d'assurance de la victime, seulement 30 % des victimes ont présenté une demande de règlement à leur compagnie d'assurance. Dans les trois quarts des cas, la victime a été indemnisée au moins en partie.

Autres coûts pour la victime

Outre les coûts financiers, les introductions par effraction peuvent avoir d'autres répercussions sur les victimes. Selon l'ESG menée en 1993, 17 % des victimes dans les cas d'introduction par effraction dans les résidences ont trouvé difficile, voire impossible, de reprendre leurs activités habituelles pendant au moins la plus grande partie du jour suivant celui de l'incident. Certaines ont dû prendre le temps d'effectuer des réparations à leur résidence, de faire rapport à la police ou de présenter une demande de règlement à leur compagnie d'assurance. D'autres ont été blessées ou traumatisées psychologiquement. Les victimes d'une introduction par effraction peuvent aussi ressentir une plus grande peur, colère et vulnérabilité.

De nombreux Canadiens qui craignent d'être victimes d'une introduction par effraction ont pris des mesures pour protéger leur logement contre les intrus. Selon les résultats de l'EIC menées en 1989 et en 1992, environ 5 % des répondants canadiens pensaient qu'ils seraient fort probablement victimes d'un vol dans l'année à venir et 14 % avaient installé des dispositifs d'alarme antivol à leur domicile. L'ESG menée en 1993 a révélé que 22 % des répondants avaient fait installer des dispositifs de sécurité (p. ex., un dispositif d'alarme antivol ou de nouvelles serrures) dans leur logement au cours des douze mois précédant l'enquête.

Reporting to police

It appears that, in both Canada and abroad, a relatively large proportion of B&E's are reported to police. Results of the 1989 and 1992 ICS revealed that, in the majority of countries surveyed, burglaries with entry were reported to police more frequently than most other crimes. In Canada, household B&E's were more likely to be reported to police than any other crime covered by the GSS (sexual assault, robbery, assault, motor vehicle theft, theft of household property, or vandalism) in 1988 and 1993.

Findings of the 1993 GSS revealed that almost seven-in-ten (67%) residential B&E incidents were reported to police: 51% were reported by the victim and 16% were brought to the attention of the police by some other means (for example, a neighbour reported the incident). Of respondents who reported a B&E to police, 90% reported the incident in order to catch and punish the offender, 80% felt that it was their duty to notify police, 67% wanted to file a report to claim insurance or compensation, and 66% wished to stop the incident in progress or receive protection⁶. Of those who did not report a B&E to the police, 48% felt the incident was too minor to report, 46% dealt with the offence in another way (for example, they took care of the incident themselves or they reported the offence to a landlord or other official), 42% felt the police could not do anything, and 36% said they did not report the incident because nothing was taken.

Police clearance rates

Property crimes, including B&E, are often difficult to solve, or "clear", as police are often unable to identify a perpetrator. In 1994, clearance rates for B&E offences recorded by the UCR were considerably lower than those for violent crimes, but were similar to clearance rates for theft and vandalism (mischief). That year, 17% of B&E's were cleared by police: 11% were cleared by charge and an additional 6% were cleared otherwise, that is, without charge. Some reasons for not laying charges include the accused being under twelve years of age, the accused already being involved/charged in another incident, the accused being diverted into an alternative measures program, the police deciding not to proceed with the case, or the complainant deciding not to proceed with the charge. According to the UCR II survey, approximately 35% of youths (aged 12 to 17) and 31% of adults accused of B&E in 1994 were not charged.

Characteristics of accused persons

Most persons who are caught by police and accused⁷ in B&E incidents are young males. According to the UCR II survey, males comprised 96% of persons accused in

⁶ Percentages do not add up to 100% because the respondent could provide more than one reason for reporting or not reporting the B&E victimization.

⁷ Accused persons include both persons charged and persons not charged. Characteristics of persons accused in B&E incidents may not be representative of all persons who perpetrate B&E's, as perpetrators are identified in only 17% of B&E incidents (cleared B&E's).

Rapports à la police

Au Canada comme à l'étranger, semble-t-il, un nombre relativement élevé d'introductions par effraction sont rapportées à la police. Selon les résultats de l'EIC menée en 1989 et en 1992, dans la majorité des pays qui ont fait l'objet de l'enquête, les cambriolages avec effraction ont été rapportés à la police plus souvent que la plupart des autres crimes. Au Canada, les introductions par effraction dans les logements ont été plus souvent signalées à la police que toute autre infraction sur laquelle portait l'ESG (agression sexuelle, vol qualifié, voies de fait, vol de véhicule à moteur, vol de biens du ménage, ou vandalisme) en 1988 et en 1993.

Les résultats de l'ESG menée en 1993 ont révélé que près de sept introductions par effraction dans une résidence sur dix ont été rapportées à la police : 51 % par la victime et 16 % par une autre personne (p. ex., par un voisin). Parmi les répondants qui ont rapporté une introduction par effraction, 90 % l'ont fait pour que le coupable soit attrapé et puni, 80 % jugeaient qu'il était de leur devoir d'informer la police, 67 % voulaient déposer un rapport pour présenter une demande de règlement à leur compagnie d'assurance ou une demande d'indemnisation, et 66 % voulaient empêcher que l'incident ne se produise de nouveau ou voulaient être protégés⁶. Parmi ceux qui n'ont pas rapporté l'introduction par effraction à la police, 48 % jugeaient que le cas n'était pas suffisamment grave, 46 % ont pris d'autres mesures (p. ex., ils se sont occupés de l'affaire eux-mêmes ou ils ont signalé l'infraction à leur propriétaire ou à une autre autorité), 42 % étaient d'avis que la police ne pourrait rien faire et 36 % ont déclaré qu'ils n'ont pas rapporté l'incident parce que rien n'a été volé.

Taux de classement des affaires par la police

Les crimes contre les biens, dont les introductions par effraction, sont souvent difficiles à solutionner ou à «classer», car la police, souvent, est incapable d'identifier un suspect. En 1994, les taux de classement des introductions par effraction recueillis au moyen de la DUC étaient considérablement inférieurs à ceux enregistrés pour les crimes de violence mais semblables à ceux enregistrés pour le vol et le vandalisme (méfait). Cette année-là, la police a classé 17 % des affaires d'introduction par effraction : 11 % par mise en accusation et 6 % autrement, c'est-à-dire sans mise en accusation. Des accusations n'ont pas été portées, entre autres, dans les cas où l'accusé était âgé de moins de douze ans, était déjà impliqué ou accusé dans une autre affaire, était adressé à un programme de mesures de rechange, la police avait décidé de ne pas poursuivre l'affaire ou les plaignants avaient décidé de retirer l'accusation. Selon la DUC II, environ 35 % des adolescents âgés de 12 à 17 ans, et 31 % des adultes accusés d'une introduction par effraction en 1994 n'ont pas été poursuivis.

Caractéristiques des accusés

La plupart des personnes qui sont appréhendées par la police et mises en accusation⁷ dans des affaires d'introduction par effraction sont des jeunes de sexe masculin. Selon la DUC II, 96 % des

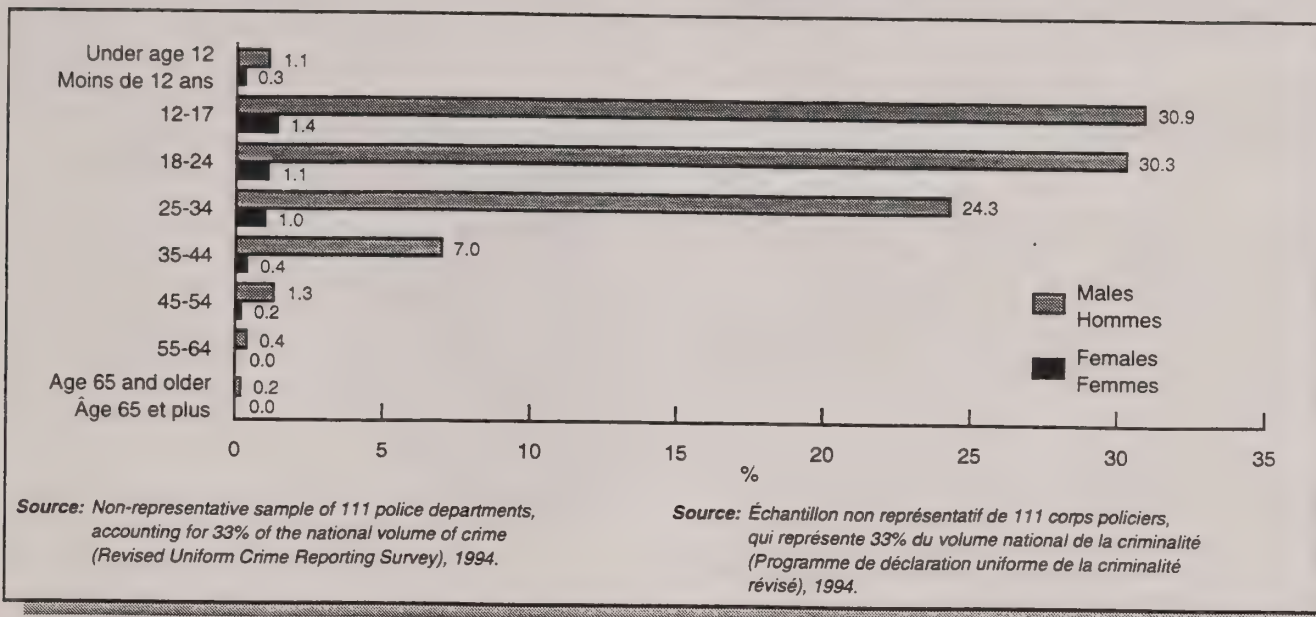
⁶ La somme des pourcentages n'équivaut pas à 100 % parce que les répondants ont donné plus d'une raison pour avoir rapporté ou n'avoir pas rapporté l'introduction par effraction.

⁷ Les accusés comprennent les personnes mises en accusation et celles contre lesquelles des accusations n'ont pas été portées. Les caractéristiques des personnes mises en accusation dans des affaires d'introduction par effraction ne sont peut-être pas celles de toutes les personnes qui perpètrent ce genre d'infractions puisque les auteurs de celles-ci ne sont identifiés que dans 17 % des cas (affaires d'introduction par effraction classées).

Figure 4

**Persons accused in B&E incidents
by age and sex, 1994**

**Personnes accusées d'introduction par effraction
selon l'âge et le sexe, 1994**



incidents where B&E was the most serious offence in 1994. In fact, of all persons accused, 31% were males age 12 to 17, 30% were males aged 18 to 24, and 24% were males aged 25 to 34 (Figure 4). Persons who were accused of committing residential B&E's were most often males between the ages of 12 and 17 (35%), while those accused of committing B&E's into businesses were most often males between the ages of 25 and 34 (34%). Males aged 18 to 24 represented the largest proportion of persons accused in other B&E's (35%).

Females accounted for just 4% of all persons accused in incidents where B&E was the most serious offence in 1994, representing 5% of those accused in residential B&E's and 3% of those accused in both business and other B&E's. As with males, most accused females were young: 85% were under age 35. Almost one-third (32%) of accused females were youths aged 12 to 17.

Including both males and females, persons aged 45 and older made up only 2% of all persons accused in any type of B&E in 1994. Youths aged 12 to 17, on the other hand, comprised 37% of those accused of residential B&E's, 23% of those accused of business B&E's, and 34% of those accused of other B&E's.

Although data are available for persons charged only (and not for all persons accused), national UCR data indicate that there has been no increase in the number of youths

personnes accusées relativement à des affaires dans lesquelles l'introduction par effraction était l'infraction la plus grave en 1994 étaient des hommes. D'ailleurs, de toutes les personnes accusées, 31 % étaient des adolescents âgés de 12 à 17 ans, 30 % étaient des hommes âgés de 18 à 24 ans et 24 % étaient des hommes âgés de 25 à 34 ans (figure 4). Les personnes accusées d'introduction par effraction dans une résidence étaient le plus souvent des adolescents âgés de 12 à 17 ans (35 %), alors que dans le cas d'établissements commerciaux, il s'agissait le plus souvent d'hommes âgés de 25 à 34 ans (34 %). Les hommes âgés de 18 à 24 ans représentaient la plus grande proportion des personnes mises en accusation dans d'autres affaires d'introduction par effraction (35 %).

En 1994, les femmes représentaient tout juste 4 % de toutes les personnes accusées relativement à des affaires dans lesquelles l'introduction par effraction était l'infraction la plus grave, 5 % des personnes accusées relativement à des introductions dans des résidences, et 3 % des personnes accusées d'introduction par effraction dans des établissements commerciaux et d'autres endroits. Comme dans le cas des hommes, la plupart des femmes accusées étaient jeunes : 85 % étaient âgées de moins de 35 ans. Près du tiers (32 %) des femmes accusées étaient des adolescentes de 12 à 17 ans.

Si l'on regroupe les hommes et les femmes, les personnes âgées de 45 ans et plus ne représentaient que 2 % de toutes les personnes accusées relativement à tous les types d'introduction par effraction en 1994. Les jeunes âgés de 12 à 17 ans, cependant, représentaient 37 % des personnes accusées d'introduction par effraction dans une résidence, 23 % de celles accusées d'introduction par effraction dans un établissement commercial et 34 % de celles accusées d'introduction par effraction dans d'autres endroits.

Même si des données ne sont disponibles que pour les personnes poursuivies (et non pour toutes les personnes accusées), les données nationales de la DUC indiquent que le nombre de jeunes

charged in B&E incidents since 1986⁸. In fact, youths were charged in 20,039 B&E incidents in 1994 compared to 27,371 B&E incidents in 1986. Over the nine year period, youths comprised a minimum of 38% of persons charged (1987, 1988) and a maximum of 43% of persons charged (1991) each year.

Youth court outcomes for cases involving B&E charges

In the fiscal year period between April 1993 and March 1994, over 15,600 cases involving a principal charge of B&E were heard in youth courts across Canada. Cases involving B&E were the second most common type of case: 17% of cases heard in youth courts involved a principal charge of "theft \$1,000 and under" and 14% involved a principal charge of B&E.

B&E cases are relatively likely to result in a finding of guilt. In 1993-94, more than three-in-four (76%) cases for which B&E was the principal charge resulted in a guilty finding in youth courts. Cases involving B&E were more likely to result in a finding of guilt than cases involving any other offence except escape from custody/unlawfully at large (90%) and impaired driving (84%).

Youth courts are likely to hand down custodial sentences for B&E convictions. Custodial sentences were handed down in 40% of cases where B&E was the most serious conviction⁹ in 1993-94 (Figure 5). Probation was the most serious sentence handed down in 45% of cases. Youth courts issued community service orders for B&E convictions in a number of cases as well: a community service order was the most significant sentence handed down in 11% of cases where B&E was the most serious conviction in 1993-94.

As for most other criminal convictions in youth and adult courts, median sentence lengths for B&E convictions in youth courts are considerably shorter than the maximum allowed. Under the *Young Offenders Act* (YOA), courts may sentence a youth found guilty of an offence to open or

poursuivis pour des introductions par effraction n'a pas augmenté depuis 1986⁸. En fait, des jeunes ont été poursuivis dans 20 039 affaires d'introduction par effraction en 1994, comparativement à 27 371 en 1986. Au cours de la période de neuf ans, les jeunes ont représenté au moins 38 % des personnes poursuivies (1987, 1988) et au plus 43 % des personnes poursuivies (1991) chaque année.

Décisions des tribunaux de la jeunesse dans les affaires où les chefs d'accusation comprennent l'introduction par effraction

Au cours de l'exercice allant d'avril 1993 à mars 1994, les tribunaux de la jeunesse au Canada ont traité près de 15 600 causes dans lesquelles l'introduction par effraction était le principal chef d'accusation. Les affaires dans lesquelles l'introduction par effraction étaient au nombre des chefs d'accusation se sont classées au deuxième rang : dans 17 % des causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse, le principal chef d'accusation était «vol de 1 000 \$ ou moins» et dans 14 % des cas, le principal chef d'accusation était l'introduction par effraction.

Les affaires d'introduction par effraction ont relativement souvent abouti à un verdict de culpabilité. En 1993-1994, plus de trois causes sur quatre (76 %) dans lesquelles l'introduction par effraction était le principal chef d'accusation se sont soldées par un verdict de culpabilité. Les affaires comprenant l'introduction par effraction se sont plus souvent soldées par un verdict de culpabilité que celles concernant toute autre infraction sauf l'évasion du lieu de garde ou le fait d'être illégalement en liberté (90 %) et la conduite avec facultés affaiblies (84 %).

Les tribunaux de la jeunesse ont tendance à imposer des peines de placement sous garde aux adolescents reconnus coupables d'une introduction par effraction. Une décision de placement de garde a été rendue dans 40 % des affaires dans lesquelles l'introduction par effraction était l'infraction la plus grave⁹ dont l'accusé a été reconnu coupable en 1993-1994 (figure 5). La probation était la peine la plus sévère infligée dans 45 % des cas. En outre, les tribunaux de la jeunesse rendent parfois des ordonnances de services communautaires dans le cas de condamnation pour introduction par effraction : une ordonnance de service communautaire a été la peine la plus grave imposée dans 11 % des cas où l'introduction par effraction était la plus grave effraction en 1993-1994.

Comme pour la plupart des autres condamnations au criminel par un tribunal de la jeunesse ou un tribunal pour adultes, la durée médiane des peines infligées aux personnes reconnues coupables d'introduction par effraction par un tribunal de la jeunesse était relativement plus courte que la peine maximale que les tribunaux

⁸ Data on youth crime are not comparable prior to 1986 because the *Young Offenders Act* was enacted in 1984 and the provinces did not implement common age definitions for youths until 1985.

⁹ Interpretations of sentencing data for cases in which B&E was the most serious conviction should be made with caution. Such cases may involve either a single charge/count of B&E or a charge of B&E in addition to other B&E convictions or convictions on other charges. A study on sentencing in adult courts indicated that B&E cases often result in multiple convictions, and that cases involving multiple charges (with B&E being the most serious offence in the case) have a higher incarceration rate than cases involving a single charge of B&E.

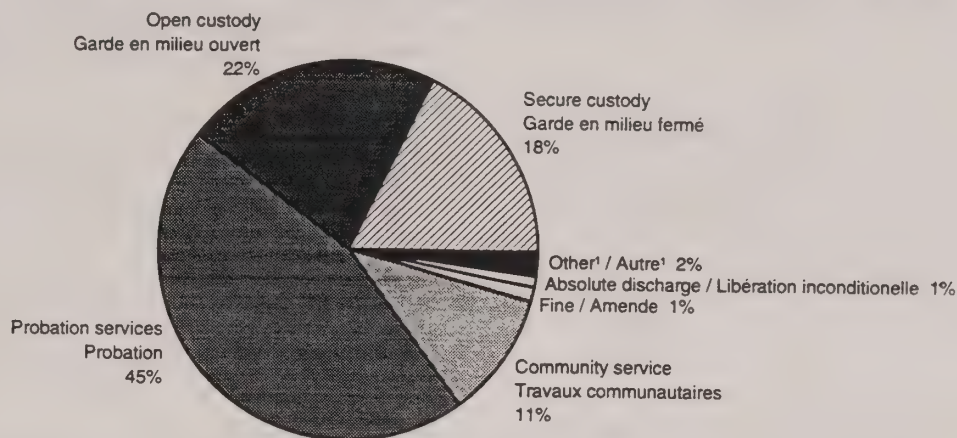
⁸ Les données sur la criminalité chez les jeunes ne sont pas comparables avant 1986, car la Loi sur les jeunes contrevenants a été adoptée en 1984, et ce n'est qu'en 1985 que les provinces ont adopté des définitions communes de l'âge.

⁹ Il faut procéder avec circonspection en interprétant les données sur la détermination de la peine dans les affaires où l'introduction par effraction était l'infraction la plus grave dont la personne avait été reconnue coupable. Dans ce genre d'affaire, il peut y avoir un seul chef d'accusation d'introduction par effraction, ou un chef d'accusation d'introduction par effraction qui vient s'ajouter à d'autres condamnations pour introduction par effraction ou des condamnations pour d'autres chefs d'accusation. Il ressort d'une étude sur les peines imposées par des tribunaux pour adultes que les affaires d'introduction par effraction se sont souvent soldées par des condamnations multiples, et que les causes portant sur plusieurs chefs d'accusation (l'introduction par effraction étant l'infraction la plus grave) accusaient un taux d'incarcération plus élevé que les cas impliquant une seule accusation d'introduction par effraction.

Figure 5

Most serious dispositions for youth court cases where B&E was the most serious conviction, 1993-94

Décisions les plus sévères rendues dans les causes entendues devant les tribunaux de la jeunesse où l'introduction par effraction constituait le plus grave verdict de culpabilité, 1993 - 1994



¹ "Other" includes dispositions such as : compensation, pay purchaser, detention for treatment, restitution, prohibition, seizure, forfeiture, and other dispositions such as essays, apologies, and counselling programs

Source: Youth Court Statistics 1993-94 (Catalogue No. 85-522).

¹ «Autres» comprend des décisions comme les suivantes : indemnisation, paiement à l'acheteur, détention à des fins de traitement, restitution, interdiction, saisie, confiscation, et autres dispositions comme la rédaction de dissertations, la présentation d'excuses et des programmes de counselling.

Source: Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse 1993-1994 (N° 85-522 au catalogue).

secure custody for a maximum of three years (or five years for murder), and to a maximum term of probation of two years. In 1993-94, the median sentence length for custodial sentences given on B&E convictions was three months. The median term of probation was one year. While the YOA allows for a fine of up to \$1,000, the average fine amount imposed in youth courts for B&E convictions was \$210.

Many youths found guilty of B&E and sentenced to custody in 1993-94 had prior convictions. Of B&E cases resulting in a finding of guilt in 1993-94, almost one-half (46%) involved youths who had prior convictions. Specifically, 19% had one prior conviction, 10% had two prior convictions, 6% had three priors, 4% had four priors and 7% had five or more prior convictions. Youths with prior convictions were considerably more likely to receive custodial sentences for B&E than youths without prior convictions (55% versus 15%).

de la jeunesse sont autorisés à imposer. Aux termes de la *Loi sur les jeunes contrevenants (LJC)*, les tribunaux peuvent condamner des jeunes reconnus coupables d'une infraction à la garde en milieu ouvert ou en milieu fermé pour une période maximale de trois ans (ou de cinq ans dans le cas d'un meurtre) et à une période de probation maximale de deux ans. En 1993-1994, la durée médiane des peines de placement sous garde infligées dans les affaires d'introduction par effraction se soldant par une condamnation était de trois mois. La durée médiane de la peine de probation était d'un an. Bien que la *LJC* permette d'imposer une amende pouvant aller jusqu'à 1 000 \$, celle imposée en moyenne par les tribunaux de la jeunesse aux jeunes reconnus coupables d'introduction par effraction était de 210 \$.

De nombreux jeunes reconnus coupables d'introduction par effraction et condamnés au placement sous garde en 1993-1994 avaient déjà été déclarés coupables d'autres infractions. Les jeunes impliqués dans près de la moitié (46 %) des affaires d'introduction par effraction qui se sont soldées par un verdict de culpabilité en 1993-1994 s'étaient déjà vu infliger une ou plusieurs condamnations dans le passé : une dans 19 % des cas, deux dans 10 %, trois dans 6 %, quatre dans 4 %, et cinq ou plus dans 7 % des cas. Les jeunes qui avaient déjà été reconnus coupables d'une ou de plusieurs infractions dans le passé se sont beaucoup plus souvent vu infliger une peine de placement sous garde pour une affaire d'introduction par effraction que ceux qui n'avaient pas de condamnation antérieure (55 %, contre 15 %).

Sentencing of adult offenders

Data on adult courts were obtained from the Adult Criminal Court Survey (ACCS), which currently collects case characteristics data from five jurisdictions: Prince Edward Island, Nova Scotia, Quebec, Saskatchewan, and the Yukon. Jurisdictions included in the ACCS represent approximately 30% of provincial and territorial adult court caseload in Canada.

Not surprisingly, data from the ACCS reveal that adults are more likely than youths to receive prison sentences on B&E convictions. Among the five jurisdictions included in the 1993 ACCS, prison was the most serious sentence handed down in 61% of adult court cases where B&E was the most serious conviction¹⁰. Probation was next most likely to be the primary sentence given by adult courts: probation was the most serious sentence ordered in 37% of B&E cases in 1993.

Many court cases result in more than one type of sentence being handed down for a single conviction. In 1993, probation was ordered along with a prison sentence in a relatively large proportion of B&E cases heard in adult courts (Table 4). Among the five jurisdictions included in the 1993 ACCS, 69% of B&E cases resulted in probation, either as the most serious sentence or as a secondary sentence. Overall, probation was imposed more than any other type of punishment in cases where B&E was the most serious conviction.

Fines, restitution and compensation orders, and other sentences were rarely, if ever, the most serious sentence handed down in cases where B&E was the most serious conviction in 1993. However, like probation, these sentences were often imposed as secondary punishments (Table 4). While fines were the most serious sentence imposed in fewer than 2% of B&E cases (all of which were in three of the five reporting jurisdictions: Saskatchewan, Quebec, and Nova Scotia), fines were ordered in 12% of B&E cases overall. Similarly, restitution and compensation orders were virtually never the most serious sentence imposed, although they were handed down in a total of 9% of cases in the five jurisdictions in 1993. Other sentences (such as absolute discharges, conditional discharges, and

¹⁰ Interpretations of sentencing data for cases in which B&E was the most serious conviction should be made with caution. Such cases may involve either a single charge/count of B&E or a charge of B&E in addition to other B&E convictions or convictions on other charges. According to the report *Sentencing in Adult Criminal Provincial Courts: A Study of Six Canadian Jurisdictions, 1991 and 1992*, at least 40% of B&E offences resulted in multiple convictions in 1991-92. For B&E cases with a single charge, the incarceration rate was 61%, while the incarceration rate for cases involving multiple charges (with B&E being the most serious offence in the case) was 78%. Similarly, the median sentence length was 120 days for single charge cases and 240 days for multiple charge cases in 1991-92.

Peines infligées aux adultes

Les données sur les tribunaux pour adultes peuvent être obtenues de l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes (ETJCA), dans le cadre de laquelle on recueille actuellement des données sur les causes dans cinq territoires de compétence : l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Québec, la Saskatchewan et le Yukon. Les territoires de compétence visés par l'ETJCA représentent environ 30 % du nombre de causes dont sont saisis les tribunaux provinciaux et territoriaux pour adultes au Canada.

Les données recueillies dans le cadre de l'ETJCA révèlent que les adultes se voient plus souvent que les jeunes infliger une peine d'emprisonnement lorsqu'ils sont reconnus coupables d'introduction par effraction, ce qui n'a rien d'étonnant. Dans les cinq régions sur lesquelles a porté l'ETJCA en 1995, l'emprisonnement était la peine la plus grave infligée dans 61 % des affaires dans lesquelles l'introduction par effraction était l'infraction la plus grave dont l'accusé a été reconnu coupable¹⁰. La probation venait au deuxième rang : elle était la peine la plus grave infligée dans 37 % des affaires d'introduction par effraction en 1993.

Dans de nombreuses causes se soldant par une seule condamnation, le tribunal rend plus d'une décision. En 1993, une décision de probation accompagnait la peine d'emprisonnement infligée dans un nombre relativement important d'affaires d'introduction par effraction entendues devant les tribunaux pour adultes (tableau 4). Dans les cinq régions visées par l'ETJCA en 1993, la probation était la plus importante décision ou la décision secondaire prise dans 69 % des affaires d'introduction par effraction. Dans l'ensemble, la probation a été imposée plus que tout autre type de peine dans les affaires où l'introduction par effraction était l'infraction la plus grave dont l'accusé avait été reconnu coupable.

Les amendes et les ordonnances de dédommagement et d'indemnisation ainsi que d'autres décisions étaient rarement, sinon jamais, la peine la plus sévère infligée dans les causes où l'introduction par effraction était l'infraction la plus grave dont l'accusé avait été reconnu coupable en 1993. Toutefois, comme la probation, ces peines ont souvent été imposées à titre de peine secondaire (tableau 4). Même si l'amende était la peine la plus sévère infligée dans moins de 2 % des affaires d'introduction par effraction (toutes entendues dans trois des cinq secteurs de compétence, soit la Saskatchewan, le Québec et la Nouvelle-Écosse), une amende a été imposée dans 12 % de l'ensemble des affaires d'introduction par effraction. De même, les ordonnances de dédommagement et d'indemnisation n'étaient à peu près jamais les peines les plus sévères infligées même si

¹⁰ Il faut procéder avec circonspection en interprétant les données sur la détermination de la peine dans les affaires dans lesquelles l'introduction par effraction était l'infraction la plus grave dont la personne a été reconnue coupable. Dans ce genre d'affaire, il peut y avoir un seul chef d'accusation d'introduction par effraction ou un chef d'accusation d'introduction par effraction qui vient s'ajouter à d'autres condamnations pour introduction par effraction ou à des condamnations pour d'autres chefs d'accusation. Selon le rapport intitulé *La détermination de la peine dans les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada : Études de six secteurs de compétence - 1991 et 1992*, au moins 40 % des affaires d'introduction par effraction ou à des condamnations pour d'autres chefs d'accusation en 1991-1992. Dans le cas des affaires d'introduction par effraction portant sur un seul chef d'accusation, le taux d'incarcération était de 61 % et dans le cas des causes portant sur plusieurs chefs d'accusation (l'introduction par effraction étant l'infraction la plus grave), ce taux était de 78 %. De même, la durée médiane de la peine infligée était de 120 jours dans le cas d'un chef d'accusation et de 240 jour dans le cadre de plusieurs chefs d'accusation en 1991-1992.

Table 4
B&E cases heard in adult courts by types of sentences
by participating provinces/territory, 1993

Province/territory ²	Total cases resulting in conviction ³	Types of sentences ¹				
		Types de peines ¹				
		Prison ⁴	Probation	Fine	Restitution/ Compensation	Other ⁵
		Emprison- nement ⁴		Amende	Dédomma- gement/ indemnisation	Autre ⁵
Province/territoire ²	Ensemble des causes ³					
	Number	Percent				
	Nombre	Pourcentage				
Prince Edward Island - Île-du-Prince-Édouard	64	78	67	8	41	14
Nova Scotia - Nouvelle-Écosse	426	67	61	5	12	32
Quebec ⁶ - Québec ⁶	3,498	60	77	13	5	48
Saskatchewan	1,106	61	48	12	15	35
Yukon	35	54	80	11	40	6

¹ Columns will not balance when added across as more than one sentence may be imposed per case.

² Le pourcentage de chaque rangée ne correspond pas à 100 % puisque plus d'une peine peut être infligée dans une affaire donnée.

³ For Prince Edward Island, Quebec and the Yukon, offences reported represent charges initially presented in court. Information is not available on any subsequent changes or reductions in the offence.

⁴ Dans le cas de l'Île-du-Prince-Édouard, du Québec et du Yukon, les infractions rapportées représentent des accusations déposées initialement devant le tribunal. On ne dispose pas de renseignements sur les éventuelles modifications ou réductions subséquentes de l'infraction.

⁵ Figures presented in this table do not include cases resulting in conviction where sentencing information is not available.

⁶ Ne sont pas inclus dans ces chiffres les causes qui se sont soldées par un verdict de culpabilité et pour lesquelles les renseignements sur la peine infligée ne sont pas disponibles.

⁷ "Prison" includes federal and provincial/territorial prison sentences.

⁸ Les peines d'emprisonnement comprennent les peines d'incarcération dans des établissements fédéraux et provinciaux ou territoriaux.

⁹ "Other" most serious sentence includes, for example, absolute discharges, conditional discharges, suspended sentences, and payment of legal costs.

¹⁰ «Autre» peine la plus sévère comprend, par exemple, l'absolution inconditionnelle, la mise en liberté sous condition, la condamnation avec sursis et l'acquiescement des frais et dépens.

¹¹ The ACCS receives no further information on those charges for Quebec where a committal for trial in Superior Court is indicated on the last appearance. The majority of these charges will eventually return to provincial court for final disposition. The lack of complete information for such situations in Quebec results in an under-reporting of counts for the remaining disposition types. Approximately 15% of the total charge volume are affected by this under-reporting.

¹² L'ETJCA ne reçoit pas d'autres renseignements sur les accusations déposées au Québec dans les causes renvoyées devant la Cour supérieure lors de la dernière comparution de l'accusé devant le tribunal. La majorité de ces accusations reviennent devant les tribunaux provinciaux aux fins d'une décision finale. En l'absence de renseignements complets sur de telles situations au Québec, le nombre déclaré des chefs d'accusation qui ont donné lieu aux autres types de décision est inférieur à la réalité, ce qui influe sur environ 15 % du volume total d'accusations.

Source: Adult Criminal Court Statistics 1993 (Catalogue No. 85-214E).

Source: Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes 1993 (N° 85-214F au catalogue).

suspended sentences) were the most serious punishments ordered in less than 1% of cases, but were included in sentencing in a total of 43% of cases in 1993.

Interestingly, use of the different types of sentences for B&E convictions varies considerably by province and territory (Table 4). For example, in adult court cases where B&E was the most serious conviction, prison sentences were handed down in 78% of cases in Prince Edward Island compared with 54% of cases in the Yukon in 1993. Eighty percent of cases in the Yukon resulted in probation while just 48% of cases in Saskatchewan resulted in this type of sentence. While the proportion of cases resulting in fines was more evenly distributed by jurisdiction, restitution or compensation orders were given in at least 40% of cases in the Yukon and Prince Edward Island, but in just 5% of cases in Quebec. Other sentences (for example, absolute

elles ont été imposées dans 9 % des causes en tout dans les cinq régions en 1993. D'autres décisions (p. ex., l'absolution inconditionnelle, la mise en liberté sous condition et la condamnation avec sursis) ont été les décisions les plus sévères rendues dans 1 % des causes, contre 43 % de toutes les causes entendues en 1993.

Il convient de signaler que les différents types de peine imposés par les tribunaux pour les affaires d'introduction par effraction variaient considérablement selon la province et le territoire (tableau 4). Par exemple, dans les tribunaux pour adultes où les affaires par effraction étaient l'infraction la plus grave dont l'accusé était reconnu coupable, une peine d'emprisonnement a été infligée dans 78 % des cas en l'Île-du-Prince-Édouard comparativement à 54 % des cas au Yukon en 1993. La probation a été imposée dans 80 % des causes entendues au Yukon comparativement à 48 % de celles entendues en Saskatchewan. Même si le nombre proportionnel d'affaires dans lesquelles on a imposé une amende variait moins d'une région à l'autre, des ordonnances de dédommagement et d'indemnisation ont été rendues dans plus

discharges, conditional discharges, and suspended sentences) were used in 48% of cases in Quebec, compared with only 6% of cases in the Yukon.

Of all crimes, B&E has one of the largest discrepancies between median sentence lengths handed down and the maximum penalty available, according to the report *Sentencing in Adult Criminal Provincial Courts: A Study of Six Canadian Jurisdictions, 1991 and 1992*¹¹. This report showed that although the maximum penalty for residential B&E is a life sentence, this sentence was not imposed in any of the six jurisdictions studied in 1991-92. In 1993, ACCS data revealed that less than 1% (0.2%) of B&E cases with prison sentences resulted in sentences of five years or longer. In fact, the median length of prison sentences handed down in adult courts was just 60 days in the Yukon, 180 days in both Prince Edward Island and Nova Scotia, 210 days in Saskatchewan, and 240 days in Quebec.

The median length of probation orders for adult court cases where B&E was the most serious conviction was 365 days in Saskatchewan, 540 days in both Nova Scotia and the Yukon, 720 days in Prince Edward Island and 730 days in Quebec. Median fine dollar amounts ranged from \$200 in Quebec to \$700 in Prince Edward Island.

Public perceptions of sentencing

The International Crime Survey (ICS) provides some insight into public perceptions concerning the sentencing of adults charged in B&E incidents. Respondents to the ICS were asked which of five types of sentences they considered the most appropriate for a recidivist burglar (a man aged 21 who is found guilty for the second time, having stolen a colour television). The results of the ICS revealed that Canadians perceive B&E to be a crime that should not be dealt with lightly by courts. Overall, 39% of Canadian respondents favoured sentencing the offender to prison, while 30% felt a community service order was most appropriate, and 10% favoured fining the offender. Canadian respondents were ranked fifth highest of twenty countries in choosing the prison sentence option, behind respondents in Czechoslovakia (63%), the United States (53%), Northern Ireland (45%), and Scotland (39%).

Summary

B&E is a relatively common crime. Accounting for 15% of *Criminal Code* incidents (excluding traffic offences) and 25% of property crime in 1994, there were more incidents of B&E reported to police (387,877) than all incidents of violent crime combined (303,398).

¹¹ John Turner, *Statistics Canada*, November 1993. Reference No. 46018.

de 40 % des causes au Yukon et en l'Île-du-Prince-Édouard, mais dans 5 % à peine de celles entendues au Québec. D'autres peines (p. ex., l'absolution inconditionnelle, la mise en liberté sous condition et la condamnation avec sursis) ont été imposées dans 48 % des causes entendues au Québec, comparativement à 6 % seulement de celles entendues au Yukon.

De tous les crimes, on constate les plus grandes variations entre la durée médiane de la peine imposée et la peine maximale prévue dans le cas des introductions par effraction, selon le document intitulé *La détermination de la peine dans les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada : étude de six secteurs de compétence - 1991 et 1992*¹¹. Ce rapport a révélé que même si la peine maximale imposée pour une introduction par effraction dans une résidence est une peine d'emprisonnement à perpétuité, cette peine n'a été infligée dans aucun des six secteurs de compétence examinés en 1991-1992. En 1993, les données de l'ETJCA ont révélé que dans moins de 1 % (0,2 %) des affaires d'introduction par effraction où une peine d'incarcération a été imposée, la peine était de cinq ans ou plus. En fait, la durée médiane des peines d'emprisonnement imposées par les tribunaux pour adultes était de 60 jours au Yukon, 180 jours à Île-du-Prince-Édouard et en Nouvelle-Écosse, 210 jours en Saskatchewan et 240 jours au Québec.

La durée médiane des ordonnances de probation rendues dans les affaires où l'introduction par effraction était l'infraction la plus grave dont l'accusé avait été reconnu coupable était de 365 jours en Saskatchewan, 540 jours en Nouvelle-Écosse et au Yukon, 720 jours à Île-du-Prince-Édouard et 730 jours au Québec. Le montant médian des amendes imposées s'est situé entre 200 \$ au Québec et 700 \$ à Île-du-Prince-Édouard.

Perception des peines par le public

L'Enquête internationale sur la criminalité permet de se faire une idée des perceptions qu'a le public des peines infligées aux adultes accusés d'introduction par effraction. On a demandé aux répondants participant à l'EIC lequel de cinq types de peines était à leur avis la plus appropriée dans le cas d'un voleur récidiviste (un homme âgé de 21 ans reconnu coupable de vol pour la deuxième fois, ayant volé un téléviseur couleur). Selon les résultats de l'EIC, les Canadiens estiment que l'introduction par effraction est un crime que les tribunaux ne devraient pas prendre à la légère. Dans l'ensemble, 39 % des répondants canadiens étaient d'avis qu'il convenait d'infliger au contrevenant une peine d'emprisonnement, 30 % préconisaient une ordonnance de travaux communautaires, et 10 % étaient en faveur de l'imposition d'une amende. Pour ce qui est du nombre de répondants qui ont choisi l'option de la peine d'emprisonnement, le Canada s'est situé au cinquième rang parmi les vingt pays recensés, après la Tchécoslovaquie (63 % des répondants), les États-Unis (53 % des répondants), l'Irlande du Nord (45 % des répondants) et l'Écosse (39 % des répondants).

Résumé

L'introduction par effraction est un crime relativement courant. Représentant 15 % des infractions au *Code criminel* (à l'exclusion des infractions aux règlements de la circulation) et 25 % des crimes contre les biens en 1994, on a signalé plus d'introductions par effraction à la police (387 877), que toutes les affaires de crimes de violence combinées (303 398).

¹¹ John Turner, *Statistique Canada*, novembre 1993. N° de référence 46018.

B&E is also a very serious crime, which can result in both emotional and financial costs for its victims. In 1994, the vast majority of B&E incidents resulted in property being stolen (81%) or damaged (71%), with more than one-third (34%) of B&E's involving theft of property valued at over \$1,000. Emotionally, B&E's may leave victims with heightened feelings of fear, vulnerability, and anger. It is not surprising that many Canadians are today taking measures to protect themselves and their possessions from B&E's, investing in burglar alarms and other security devices for their homes and businesses.

Although police devote considerable resources to solving incidents of B&E, the nature of the crime makes it difficult to deal with successfully. In 1994, more than eight-in-ten (83%) B&E incidents remained unsolved.

In B&E's where police were able to identify a perpetrator, most accused persons were males (96%). Youths aged 12 to 17 (both males and females) comprised 32% of accused, adults aged 18 to 24 comprised 31%, and adults aged 25 to 34 comprised 25%. Persons aged 35 and older accounted for only 10% of those accused of B&E in 1994.

Persons convicted of B&E are likely to be sentenced to custody for their crime. Data for five jurisdictions indicate that 61% of B&E cases in adult court resulted in prison sentences in 1993. In youth courts, national data indicate that 40% of B&E cases resulted in custodial sentences in the fiscal year 1993-94. Median sentence lengths for adults convicted of B&E ranged from two to eight months in prison, while the median custodial sentence for youths was three months in length.

Because B&E is a serious crime, with serious consequences, Canadians are concerned about its current incidence. Rates of B&E have remained relatively stable over the past fifteen years, changing by an average of less than one percent per year. In fact, the police-reported rate of B&E in 1994 (1,326 per 100,000 population) was lower than rates observed in the past. Having dropped 6% below 1993, the rate of B&E in 1994 was the lowest rate observed since 1989.

L'introduction par effraction est aussi un crime très grave, qui peut causer des dommages émotifs et financiers à ses victimes. En 1994, la grande majorité des cas d'introduction par effraction ont abouti à des vols de biens (81 %) ou des dommages (71 %), 34 % de ces introductions impliquant des vols de biens d'une valeur de plus de 1 000 \$. Sur le plan émotif, les introductions par effraction peuvent faire naître chez leurs victimes de plus grands sentiments de crainte, de vulnérabilité et de colère. Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui bon nombre de Canadiens prennent des mesures pour se protéger, ainsi que leurs biens, en investissant dans des systèmes d'alarmes et autres systèmes de sécurité pour leur domicile et établissement commerciaux.

Même si la police consacre des ressources considérables pour tenter de résoudre les affaires d'introduction par effraction, c'est un crime qui, de par sa nature, est difficile à solutionner. En 1994, plus de huit affaires d'introduction par effraction sur dix (83 %) n'ont pas été résolues.

Dans les cas où la police a pu identifier le coupable, la plupart des personnes accusées étaient des hommes (96 %). Les jeunes âgés de 12 à 17 ans (adolescents et adolescentes) comptaient pour 32 % des accusés, les adultes âgés de 18 à 24 ans pour 31 %, les adultes âgés de 25 à 34 ans pour 25 %. Les personnes âgées de 35 ans et plus ne représentaient que 10 % des personnes accusées d'introduction par effraction en 1994.

Les personnes reconnues coupables d'une introduction par effraction sont susceptibles d'être condamnées à une peine d'emprisonnement pour leur crime. Les données des cinq secteurs de compétence révèlent que 61 % de ces cas dont ont été saisis des tribunaux pour adultes ont abouti à des peines d'emprisonnement en 1993. Dans les tribunaux de la jeunesse, des données nationales indiquaient que 40 % de ces affaires ont abouti à des placements sous garde au cours de l'année financière 1993-1994. La durée médiane de la peine pour les adultes reconnus coupables d'introduction par effraction variait entre deux et huit mois en prison, alors que la durée médiane du placement sous garde des adolescents était de trois mois.

Comme l'introduction par effraction est un crime grave, qui a des répercussions graves, les Canadiens s'inquiètent de son taux actuel. Les taux des introductions par effraction sont demeurés relativement stables au cours des quinze dernières années, variant en moyenne de moins de 1 % par année. En fait, le taux des introductions par effraction en 1994 (1 326 pour 100 000 habitants) était quelque peu plus faible que les taux observés par le passé : étant inférieur de 6 % à celui de 1993, le taux de 1994 est le taux le plus faible observé depuis 1989.

Canadian Centre for Justice Statistics**Centre canadien de la statistique juridique**

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951 9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call **Marketing Division, Publication Sales, Statistics Canada 1 800-267-6677**. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951 9023) ou le **numéro sans frais 1-800-387-2231**. Pour commander, communiquer avec la **Division du Marketing, Vente des publications, Statistique Canada 1-800-267 6677**. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

- | | |
|----------------|---|
| Vol.14 No. 14 | Canadian Crime Statistics, 1993 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 15 | Homicide in Canada, 1993 / L'homicide au Canada, 1993 |
| Vol.14 No. 16 | Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993 |
| Vol.14 No. 17 | Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada |
| Vol.15 No. 1 | Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public |
| Vol.15 No. 2 | Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993 |
| Vol.15 No. 3 | Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |
| Vol.15 No. 7 | Youth and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994 |
| Vol.15 No. 8 | Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993 |
| Vol.15 No. 9 | Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle |
| Vol. 15 No. 10 | Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada |
| Vol. 15 No. 11 | Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994 |
| Vol. 15 No. 12 | Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 13 | Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue, US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free
line 1-800-267-6677

Prix : Canada : 10 \$ l'exemplaire, 90 \$ par année
États-Unis : 12 \$ US l'exemplaire, 108 \$ US par année
Autres pays : 14 \$ US l'exemplaire, 126 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le
numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, No.14

Impaired Driving – Canada, 1994

Andy Birkenmayer*

Highlights

- In Canada, the rate of persons charged with the impaired operation of a motor vehicle, vessel or aircraft per 100,000 persons 16 and older decreased seven percent since 1993, the eleventh straight year of a decrease.
- The age group with the highest rate of being charged with impaired driving offences was that between 25 and 40 years.
- Most persons charged with impaired driving are male. However, the proportion of females in the total group of persons charged increased from eight percent to ten percent between 1984 and 1994.
- All provinces and territories experienced a decrease in the rate of persons charged with impaired driving offences between 1984 and 1994. The magnitude of the change varied from 14% in Quebec to 64% in Prince Edward Island.
- The proportion of fatally injured drivers who had been drinking decreased from 53% in 1987 to 45% in 1993.

* Canadian Centre for Justice Statistics

December 1995
ISSN 0715-271X

Vol.15, n° 14

Conduite avec facultés affaiblies – Canada, 1994

Andy Birkenmayer*

Faits saillants

- Au Canada, le taux de personnes accusées d'infractions de conduite avec facultés affaiblies d'un véhicule à moteur, d'un bateau ou d'un aéronef pour 100 000 habitants de 16 ans et plus représente une diminution de 7 % depuis 1993, ce qui constitue une diminution pour une onzième année consécutive.
- Le groupe d'âge présentant le plus haut taux de personnes inculpées d'infractions de conduite avec facultés affaiblies était celui de 25-40 ans.
- Dans le cas des personnes inculpées de conduite avec facultés affaiblies, la vaste majorité sont des hommes. Toutefois, la proportion de femmes dans le groupe total de personnes inculpées est passée de 8 % à 10 % entre 1984 et 1994.
- Chaque province et territoire a accusé une baisse du nombre de personnes inculpées d'infractions de conduite avec facultés affaiblies entre 1984 et 1994. La baisse variait de 14 % au Québec à 64 % à l'Île-du-Prince-Édouard.
- La proportion de conducteurs en état d'ébriété qui ont subi des blessures mortelles est passée de 53 % en 1987 à 45 % en 1993.

* Centre canadien de la statistique juridique

Décembre 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1995. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Persons Charged with Impaired Driving

National Trends

In Canada, the rate of persons charged with the impaired operation of a motor vehicle, vessel or aircraft per 100,000 persons 16 and older decreased seven percent since 1993, the eleventh straight year of a decrease. The 1994 national rate was 384 persons charged per 100,000 inhabitants aged 16 and older and was 47% below the 1984 rate.

In 1993, there were 92,531 persons charged with offences related to the impaired operation of motor vehicles, vessels or aeroplanes. This represents a 12.5% decrease from the previous year. In 1994¹, the number of persons charged dropped to 87,838, a further reduction of five percent. These decreases in 1993 and 1994 represent a continuing trend of annual decreases, evident since before the revisions to the *Criminal Code* in 1985 (see Table 1).

The number of persons charged decreased by 38% between 1984 and 1994, while the rate of persons charged with impaired operation per 100,000 inhabitants 16 and older decreased by 47% from 718 to 384 (Table 1). This population segment increased by 16%. Thus, because of the population increase, the rate has decreased at a faster rate than the decrease in the number of people charged.

Note

In this *Juristat*, data on the number and trends of impaired driving incidents, reported by police will be presented and discussed. The last *Juristat*² dealing with this issue was published in 1994 and dealt with 1992 data. This *Juristat* will report on the number of persons charged with impaired operation of a motor vehicle, vessel or aircraft during 1993 and 1994.

Offence information from police records, obtained through the Uniform Crime Reporting Survey (UCR), will form the basis of this report. Additional related information is provided from databases maintained by other divisions of Statistics Canada, by Transport Canada, and by the Traffic Injury Research Foundation of Canada (TIRF). In Canada, traffic fatalities are routinely reported to the *Fatality Database*³. The first year of full national coverage was 1987 (see *Methodology* section at end of the text).

In most jurisdictions, police are empowered to issue road-side suspensions of drivers' licences of those persons who are on the threshold of being legally impaired. At this time, there are no data collected on a national level to indicate the frequency of such suspensions. Thus, the impact of such suspensions on the number of persons charged with driving while impaired is unknown.

Personnes accusées de conduite avec facultés affaiblies

Tendances nationales

Au Canada, le taux de personnes accusées d'infractions de conduite avec facultés affaiblies d'un véhicule à moteur, d'un bateau ou d'un aéronef pour 100 000 habitants de 16 ans et plus représente une diminution de 7 % depuis 1993, ce qui constitue une diminution pour une onzième année consécutive. En 1994, le taux national d'inculpation était de 384 personnes pour 100 000 habitants de 16 ans et plus, est de 47 % de moins qu'en 1984.

En 1993, 92 531 personnes ont été inculpées d'infractions de conduite avec facultés affaiblies d'un véhicule à moteur, d'un bateau ou d'un aéronef. C'est 12,5 % de moins que l'année précédente. En 1994¹, le nombre de personnes accusées a chuté à 87 838, soit une réduction d'encre 5 %. Ces baisses de 1993 et 1994 représentent une tendance à des baisses annuelles, qui a commencé à se dessiner avant les révisions de 1985 au *Code criminel* (voir tableau 1).

Le nombre de personnes inculpées a chuté de 38 % entre 1984 et 1994, et le taux de personnes inculpées de conduite avec facultés affaiblies pour 100 000 habitants de 16 ans et plus a chuté de 47 %, passant de 718 à 384 (tableau 1). Ce segment de la population a augmenté de 16 %. Ainsi donc, du fait de l'accroissement de la population, le taux a diminué plus vite que le nombre de personnes accusées.

Note

Le présent *Juristat* présente et analyse les données sur le nombre et les tendances des affaires de conduite avec facultés affaiblies signalées par la police. Le dernier *Juristat*² traitant de cette question a paru en 1994, mais il portait sur les données de 1992. Le présent *Juristat* fait état du nombre de personnes inculpées de conduite avec facultés affaiblies d'un véhicule à moteur, d'un bateau ou d'un aéronef pendant 1993 et 1994.

Le rapport est fondé sur les renseignements relatifs aux infractions figurant dans les dossiers de la police, obtenus dans le cadre du Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC). D'autres renseignements proviennent de bases de données exploitées par d'autres divisions de Statistique Canada, par Transports Canada, et par la Fondation de recherches sur les blessures de la route (FRBR) au Canada. Au Canada, les décès imputables aux accidents de la route sont couramment signalés à la base de données sur les accidents mortels³. La première année d'observation complète à l'échelle nationale a été 1987 (voir la section *Méthodologie* à la fin du texte).

Dans la plupart des secteurs de compétence, la police est autorisée à imposer une suspension immédiate du permis de conduire aux personnes dont le taux d'alcool dans le sang (TAS) voisine la limite légale. On ne recueille pas encore de données à l'échelle nationale sur la fréquence de ces suspensions. On ignore donc l'effet de ces suspensions sur le nombre de personnes inculpées de conduite avec facultés affaiblies.

¹ For further details on 1994 crime statistics, see: Hendrick, D. Canadian Crime Statistics, 1994. *Juristat Service Bulletin 15(12)*. Ottawa: Canadian Centre for Justice Statistics, 1995.

² Fedorowycz, O. Impaired Driving - Canada, 1992. *Juristat Service Bulletin 15(12)*. Ottawa: Canadian Centre for Justice Statistics, 1994.

³ Mayhew, D.R., Brown, S.W., Simpson, H.M. *Alcohol Use Among Drivers and Pedestrians Fatally Injured in Motor Vehicle Accidents*: Canada, 1993. Transport Canada, 1995.

¹ Pour plus de détails sur les statistiques de la criminalité en 1994, voir Hendrick, D., Statistiques de la criminalité au Canada, 1994. *Bulletin de service Juristat 15(12)*. Ottawa : Centre canadien de la statistique juridique, 1995.

² Fedorowycz, O., Conduite avec facultés affaiblies - Canada, 1992. *Bulletin de service Juristat 15(12)*. Ottawa : Centre canadien de la statistique juridique, 1994.

³ Mayhew, D.R., Brown, S.W., Simpson, H.M., *Consommation d'alcool chez les conducteurs et les piétons décédés dans des accidents de la route* : Canada, 1993. Transports Canada, 1995.

Figure 1

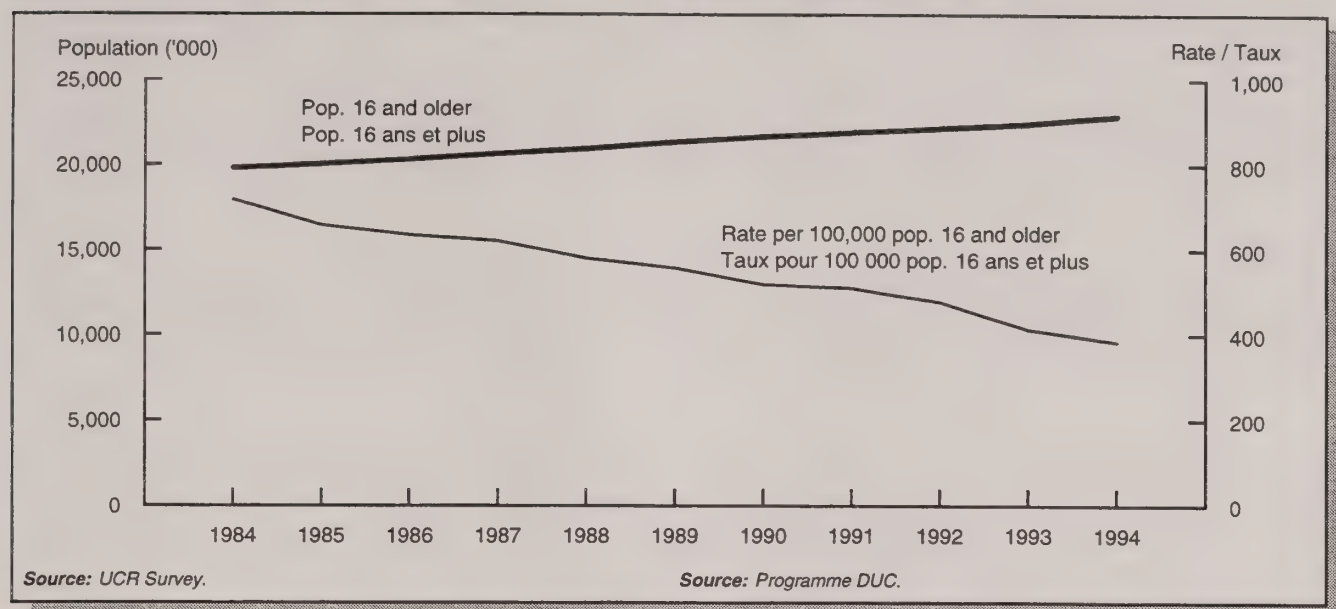
**Persons Charged with Offences Related to
Impaired Operation, Canada, 1984-1994**
**Personnes accusées de conduite avec facultés
affaiblies, Canada, 1984-1994**


Table 1

**Number and Rate of Persons Charged with Impaired Driving,
Canada 1984-1994**

Tableau 1

**Nombre et taux de personnes accusées d'infractions de conduite avec
facultés affaiblies, Canada 1984-1994**

Year	Persons charged	16 years and over Population	Rate
Année	Personnes accusées	16 ans et plus	Taux
		('000)	(100,000)
1984	142,100	19,787.7	718
1985	131,726	20,033.5	658
1986	128,797	20,311.1	634
1987	128,030	20,635.2	620
1988	121,178	20,922.1	579
1989	118,722	21,329.9	557
1990	112,161	21,645.7	518
1991	111,794	21,914.1	510
1992	105,766	22,174.3	477
1993	92,531	22,428.7	413
1994	87,838	22,892.5	384

Source: Uniform Crime Reporting Survey. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

The gender of persons charged by the police is collected by the aggregate UCR survey. In the case of persons charged with impaired operation, the vast majority of persons charged (about 90%) are males. In 1984, 10,883 females were charged with impaired operation offences. By 1994, this number had decreased to 8,847, for a reduction of 19%. However, the proportion of females increased from eight percent in 1984 to 10% in 1994. The rate for males per 100,000 males 16 and older decreased by 40%. The rate for females decreased by 30%. Thus, proportionately, more females are being charged with impaired driving offences now than in 1984.

Le programme DUC agrégé recueille des données sur le sexe des personnes inculpées par la police. Dans le cas des personnes inculpées de conduite avec facultés affaiblies, la vaste majorité (environ 90 %) sont des hommes. En 1984, 10 883 femmes ont été inculpées d'infractions de conduite avec facultés affaiblies. En 1994, ce nombre n'était plus que de 8 847, soit 19 % de moins. Toutefois, la proportion de femmes inculpées a augmenté de 8 % en 1984 à 10 % en 1994. Entre 1984 et 1994, le taux pour les hommes pour 100 000 hommes de 16 ans et plus a diminué de 40%. Le taux pour les femmes a diminué de 30%. Ainsi la proportion de femmes inculpées d'infractions de conduite avec facultés affaiblies est aujourd'hui plus forte qu'en 1984.

Nature of Offences

In both 1993 and 1994, the majority of persons (94%) were charged with offences related to the impaired driving of a motor vehicle (Table 2). With respect to specific offences, in both years the most common offence (93%) was the operation of a motor vehicle, vessel or aircraft with a Blood Alcohol Concentration (BAC) in excess of 80 mg/100 ml. The next largest group, in both years, was charged with refusing to provide a breath sample (5%). The more serious offences of impaired operation causing death or causing bodily harm are not often invoked. In 1993, 1,135 (1.2%)

Nature des infractions

En 1993 comme en 1994, la majorité des personnes (94 %) ont été inculpées d'infractions de conduite avec facultés affaiblies d'un véhicule à moteur (tableau 2). Pour ce qui est des infractions particulières, dans les deux années, 93 % des personnes ont été inculpées de conduite d'un véhicule à moteur, d'un bateau ou d'un aéronef avec un taux d'alcool dans le sang (TAS) supérieur à 80 mg/100 ml. Les personnes inculpées de refus de fournir un échantillon d'haleine (5 %) représentaient le deuxième groupe en importance, dans les deux années. Les accusations plus graves de conduite avec facultés affaiblies causant la mort ou des lésions

Table 2

Persons Charged with Impaired Operation by Nature of Offence, by Province and Territory, 1993 and 1994

Tableau 2

Personnes accusées d'infractions de conduite avec facultés affaiblies, selon le genre d'infraction et les provinces/territoires, 1993 et 1994

Impaired Operation of Motor Vehicle						Impaired Operation Other Vehicles			Fail or Refuse to Provide Breath or Blood Sample			Total Persons charged Total des personnes accusées
Province and Year Province et année	Conduite avec facultés affaiblies d'un véhicule automobile					Conduites avec facultés affaiblies d'autres véhicules			Défaut/refus de fournir un échantillon d'haleine ou de sang			
	Causing Death	Causing Bodily Harm	Over 80 mg	Total	Over 80 mg	Other	Total	Breath	Blood	Total		
	Causant la mort	Causant des lésions corporelles	Le taux dépasse 80 mg		Le taux dépasse 80 mg	Autres		Haleine	Sang			
Newfoundland – Terre-Neuve	1993	4	20	1,573	1,597	4	3	7	126	7	133	1,737
	1994	-	19	1,574	1,593	4	2	6	152	3	155	1,754
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	1993	-	-	488	488	7	-	7	114	2	116	611
	1994	1	1	395	397	4	-	4	107	1	108	509
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	1993	6	19	2,517	2,542	35	5	40	892	21	913	3,495
	1994	3	7	2,427	2,437	17	4	21	797	24	821	3,279
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	1993	3	12	2,788	2,803	1	6	7	517	29	546	3,356
	1994	1	16	2,611	2,628	32	-	32	468	36	504	3,164
Québec	1993	30	316	19,459	19,805	40	11	51	805	49	854	20,710
	1994	20	300	19,490	19,810	21	7	28	768	62	830	20,668
Ontario	1993	36	255	24,221	24,512	42	25	67	1,587	15	1,602	26,181
	1994	38	239	23,582	23,859	33	14	47	1,596	18	1,614	25,520
Manitoba	1993	5	58	3,228	3,291	15	4	19	323	4	327	3,637
	1994	4	67	3,136	3,207	13	2	15	319	11	330	3,552
Saskatchewan	1993	5	61	5,591	5,657	8	4	12	134	3	137	5,806
	1994	7	50	5,369	5,426	3	1	4	89	5	94	5,524
Alberta	1993	15	115	13,621	13,751	6	8	14	228	10	238	14,003
	1994	7	102	12,576	12,685	6	1	7	260	11	271	12,963
British Columbia – Colombie-Britannique	1993	27	136	11,673	11,836	11	6	17	299	15	314	12,167
	1994	19	115	9,736	9,870	23	5	28	164	25	189	10,087
Yukon	1993	2	4	418	424	-	-	-	45	-	45	469
	1994	-	2	462	464	-	-	-	31	-	31	495
NorthWest Territories – Territoires du Nord-Ouest	1993	-	6	344	350	2	-	2	7	-	7	359
	1994	-	1	306	307	3	1	4	11	1	12	323
Canada	1993	133	1,002	85,921	87,056	171	72	243	5,077	155	5,232	92,531
	1994	100	919	81,664	82,683	159	37	196	4,762	197	4,959	87,838

Source: Uniform Crime Reporting Survey. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité.
- nil. – néant.

persons were charged for such offences. In 1994, the number charged decreased to 1,019 (1.2%) persons. In both years, less than one percent of the persons charged with impaired operation were operating a vessel or an aircraft.

Age of Persons Charged

The age of the persons involved with impaired operation offences has always been the subject of some discussion. The popular belief is that impaired driving in particular is the purview of younger persons under 25 years old. The 111 police departments, in six provinces, responding to the incident-based survey are a non-representative sample of the all the police forces. Nonetheless, these data represent a significant proportion (33%) of all the cases reported to the police. In 1994, the ages of 28,130 persons charged with impaired operation offences were available. These age-specific data, presented in Figure 2, are indicative of tendencies.

In 1994, the single largest age group charged (Figure 2) was the 30 to 34 age group (5,034, or 18% of the persons charged). The next three largest groups were 35-39 (4,496; 16%), 25-29 (4,461; 15.8%), and 20-24 (3,568; 12.7 %). Thus, the four age groups most involved with impaired operation were 30-34, 35-39, 25-29, and 20-24 year olds who, together, accounted for 62% of all incidents. The 20-24 year olds had the lowest involvement of these four age-groups.

Of the offences reported through the incident-based UCR in 1994, 77% involved automobiles and a further 19% involved trucks, vans or buses. Most of the incidents (96%) took place on the street, and four percent took place in parking lots. Almost 77% of the incidents took place between eight o'clock in the evening and three o'clock in the morning.

corporelles sont rares. En 1993, 1 135 (1,2 %) personnes ont été accusées de ces infractions. En 1994, ce nombre n'était plus que de 1 019 (1,2 %) personnes. Dans les deux années, moins de 1 % des personnes inculpées de conduite avec facultés affaiblies conduisaient un bateau ou un aéronef.

L'âge des personnes accusées

L'âge des personnes en cause dans les affaires de conduite avec facultés affaiblies a toujours alimenté le débat. La croyance populaire veut que ces infractions soient l'apanage des jeunes de moins de 25 ans. Les 111 services de police, dans six provinces, qui participent au programme fondé sur les affaires sont un échantillon non représentatif de tous les corps de police. Néanmoins, ces données représentent une proportion importante (33 %) de l'ensemble des cas signalés à la police. En 1994, on disposait de données sur l'âge de 28 130 personnes inculpées de conduite avec facultés affaiblies. Ces données par âge, présentées ici à la figure 2, donnent une idée des tendances.

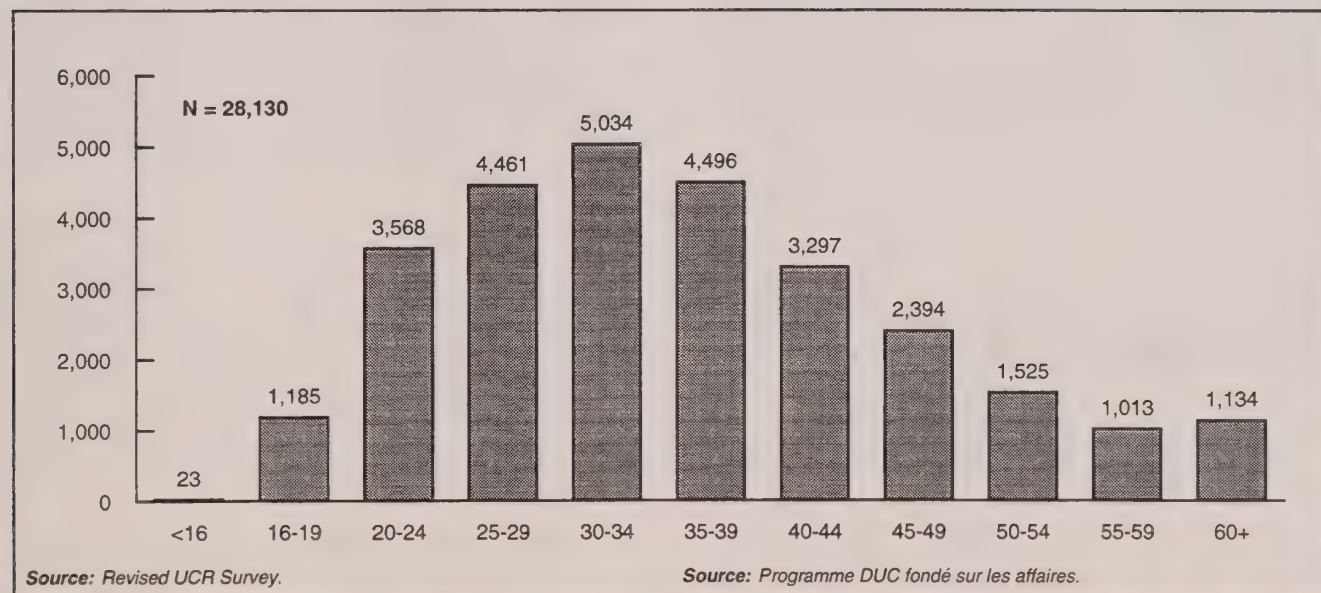
En 1994, le groupe d'âge le plus nombreux (figure 2) chez les accusés était celui de 30-34 ans (5 034, 18 % des personnes accusées). Venaient ensuite les trois groupes de 35-39 ans (4 496, 16 %), de 25-29 ans (4 461, 15,8 %), et de 20-24 ans (3 568, 12,7 %). Les quatre groupes d'âge le plus souvent en cause dans des affaires de conduite avec facultés affaiblies étaient les 30-34 ans, les 35-39 ans, les 25-29 ans et les 20-24 ans, qui, ensemble, comptaient pour 62 % de toutes les affaires. De ces quatre groupes d'âge, ce sont les 20-24 ans qui étaient le moins souvent en cause.

Parmi les infractions déclarées dans le cadre du DUC fondé sur les affaires en 1994, 77 % mettaient en cause des voitures, et 19 % des camions, des fourgonnettes ou des autobus. La plupart des affaires (96 %) se sont produites dans la rue, et 4 % dans des parcs de stationnement. Presque 77 % des affaires sont survenues entre 20 heures et 3 heures.

Figure 2

Age Distribution of Persons Charged with Impaired Driving, 1994

Répartition selon l'âge des personnes accusées de conduite avec facultés affaiblies, 1994



Provincial Trends

In 1993, most jurisdictions followed the national trend of a decreased number of persons charged. The sole exception was Prince Edward Island where there was an increase of four percent (Table 3). Similarly, in 1994 most jurisdictions followed the national trend with the exception of Newfoundland (+ 0.98%) and the Yukon (+ 5.54 %). The longer term trend, since 1984, demonstrates that all jurisdictions experienced a decrease in the number of persons charged.

In 1994, the national rate of persons charged was 384 persons per 100,000 persons aged 16 and older (Figure 3). The provincial rates varied between 297 in Ontario and 2,190 in the Yukon. Ontario, British Columbia and Québec were the three jurisdictions with rates below the national level. The remaining jurisdictions all had rates which were above the national level.

Table 3

Persons Charged with Impaired Operation, 1984 to 1994

	1984	1989	1990	1991	1992	1993	1994	% Change Variation en % 1984-1994	% Change Variation en % 1993-1994
Newfoundland – Terre-Neuve	2,883	3,000	2,453	2,467	2,326	1,737	1,754	-39.2	1.0
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	1,302	677	610	714	585	611	509	-60.9	-16.7
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	5,609	4,337	4,550	4,349	4,251	3,495	3,279	-41.5	-6.2
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	4,609	4,043	4,103	4,078	3,934	3,356	3,164	-31.4	-5.7
Québec	21,543	23,756	22,777	23,003	22,784	20,710	20,668	-4.1	-2
Ontario	46,054	37,905	34,508	32,294	31,295	26,181	25,520	-44.6	-2.5
Manitoba	6,206	5,235	4,846	4,844	4,444	3,637	3,552	-42.8	-2.3
Saskatchewan	9,637	7,414	7,225	7,590	6,912	5,806	5,524	-42.7	-4.9
Alberta	24,907	17,817	17,041	17,946	15,358	14,303	12,963	-48.0	-9.4
British Columbia – Colombie-Britannique	18,194	13,536	13,134	13,519	12,926	12,167	10,087	-44.6	-17.1
Yukon	545	476	425	415	481	469	495	-9.2	5.5
NorthWest Territories – Territoires du Nord-Ouest	619	526	489	575	470	359	323	-47.8	-10.0
Canada	142,108	118,722	112,161	111,794	105,766	92,831	87,838	-38.2	-5.4
Percent change – variation en pourcentage			-5.53	-0.33	-5.39	-12.23	-5.38		

Source: Uniform Crime Reporting Survey. – Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

Tendances provinciales

En 1993, la plupart des secteurs de compétence ont suivi la tendance nationale indiquant une diminution du nombre de personnes inculpées. La seule exception a été l'Île-du-Prince-Édouard, qui a connu une augmentation de 4 % (tableau 3). De même, en 1994, tous les secteurs de compétence, à l'exception de Terre-Neuve (+ 0,98 %) et du Yukon (+ 5,54 %), ont suivi la tendance nationale. La tendance à long terme, c.-à-d. depuis 1984, indique une diminution du nombre de personnes inculpées dans tous les secteurs de compétence.

En 1994, le taux national était de 384 personnes accusées pour 100 000 personnes de 16 ans et plus (figure 3). Les taux provinciaux variaient de 297 en Ontario à 2 190 au Yukon. L'Ontario, la Colombie-Britannique et le Québec étaient les trois secteurs de compétence qui affichaient un taux inférieur au taux national. Tous les autres secteurs de compétence étaient bien au-dessus du taux national.

Tableau 3

Personnes accusées d'infractions de conduite avec facultés affaiblies, 1984 à 1994

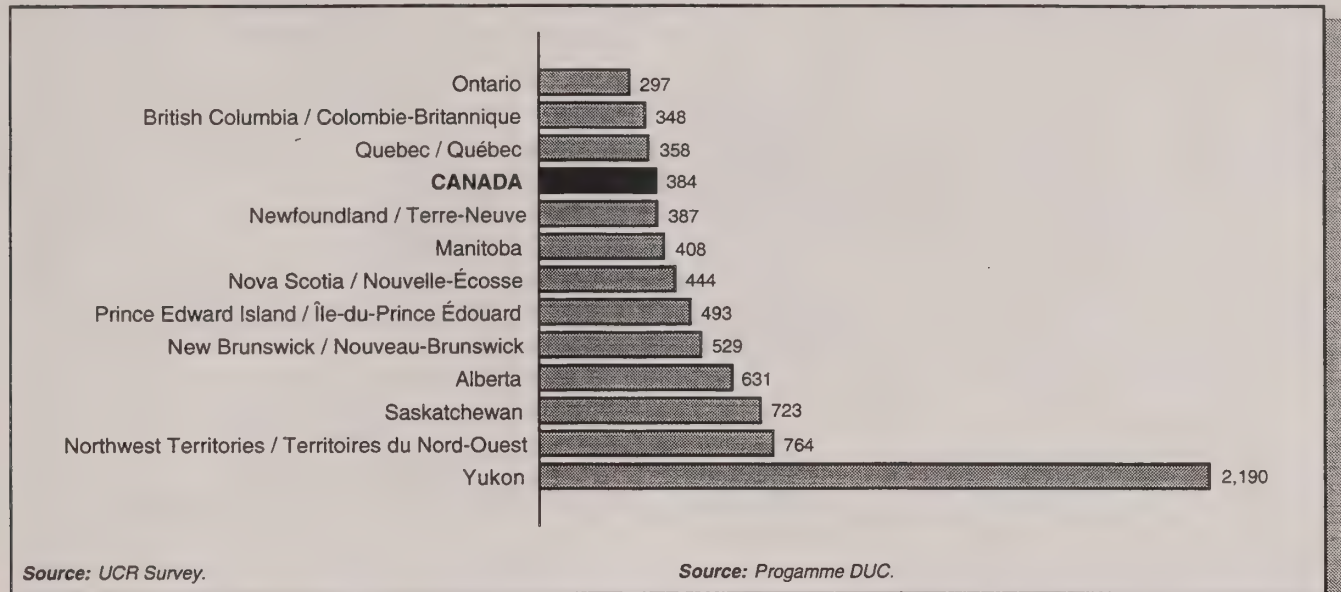
Figure 3

Persons Charged with Impaired Operation, by Province, 1994

Rate per 100,000 persons 16 and older

Personnes accusées de conduite avec facultés affaiblies, par province, 1994

Taux pour 100 000 personnes âgées de 16 ans et plus



Between 1984 and 1994, at the national level, there was a 38% (54,271) decrease in the number of persons charged. All jurisdictions experienced a decrease. The magnitude of the changes ranged from - 61% in Prince Edward Island to - 9% in the Yukon. Eight jurisdictions had decreases that were greater than the national level (Table 3). Together the four largest provinces, with 84% of the population 16 and older, accounted for 76% of the decrease in the number of persons charged for offences related to impaired operation.

The percentage change in the rate of the number of persons charged per 100,000 persons 16 and older, between 1984 and 1994, is presented for each jurisdiction in Figure 4. At the national level there was a 47% decrease in this rate. Six jurisdictions had changes in their rates which were smaller than the national level. The remaining jurisdictions had decreases in their rates which exceeded the national level. The magnitude of the changes ranged from - 64% in Prince Edward Island to - 14% in Québec.

Entre 1984 et 1994, au niveau national, le nombre de personnes inculpées a diminué de 38 % (54 271). Tous les secteurs de compétence ont enregistré une baisse. L'ampleur de la baisse a varié entre - 61 % à l'Île-du-Prince-Édouard et - 9 % au Yukon. Huit secteurs de compétence ont connu une baisse supérieure au niveau national (tableau 3). Ensemble, les quatre plus grandes provinces, dont 84 % de la population est âgée de 16 ans et plus, sont tributaires pour 76 % de la diminution du nombre de personnes inculpées d'infractions reliées à la conduite avec facultés affaiblies.

La figure 4 présente, pour chaque secteur de compétence, le pourcentage de variation du taux de personnes accusées pour 100 000 personnes de 16 ans et plus, entre 1984 et 1994. Au niveau national, ce taux a diminué de 47 %. Les variations de taux ont été plus faibles que la moyenne nationale dans six secteurs de compétence. Les autres secteurs de compétence ont connu des diminutions de taux supérieures au niveau national. L'ampleur des variations a oscillé entre - 64 % à l'Île-du-Prince-Édouard et - 14 % au Québec.

Traffic Fatalities

National Trends

The revisions to the *Criminal Code* in 1985 were prompted, in large part, by the large number of traffic fatalities caused by impaired drivers. In Canada, traffic fatalities are routinely reported to the *Fatality Database*⁴. The *Fatality Database* was developed, and continues to be maintained, by the Traffic Injury Research Foundation of Canada (TIRF). The data consist of case files compiled from police reports and

Décès imputables aux accidents de la route

Tendances nationales

Les révisions apportées au *Code criminel* en 1985 ont été inspirées, dans une large mesure, par le nombre considérable d'accidents mortels causés par des conducteurs avec facultés affaiblies. Au Canada, les décès imputables aux accidents de la route sont couramment signalés à la *base de données sur les accidents mortels*⁴. La *base de données sur les accidents mortels* a été créée, et est toujours maintenue, par la Fondation de recherches

⁴ Mayhew, D.R., Brown, S.W., Simpson, H.M. *Alcohol Use Among Drivers and Pedestrians Fatally Injured in Motor Vehicle Accidents: Canada, 1993*. Transport Canada, 1995.

⁴ Mayhew, D.R., Brown, S.W., Simpson, H.M., *Consommation d'alcool chez les conducteurs et les piétons décédés dans des accidents de la route : Canada, 1993*. Transports Canada, 1995.

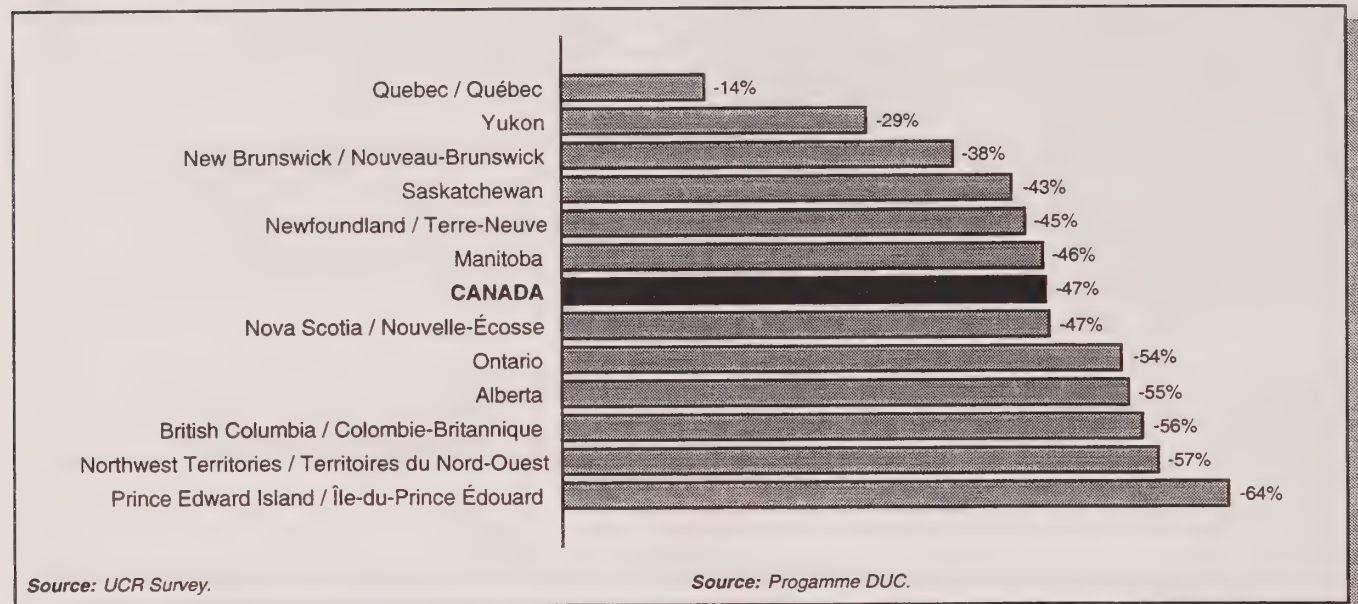
Figure 4

Persons Charged with Impaired Operation, by Province, 1984-1994

Percent change in rate per 100,000 persons 16 and older

Personnes accusées de conduite avec facultés affaiblies, par province, 1984-1994

Changement en pourcentage de taux pour 100 000 personnes âgées de 16 ans et plus



from information obtained from coroners and medical examiners. The first year of full national coverage was 1987.

Of the 3,909 traffic fatalities reported in 1993, 2,038 were the drivers of highway vehicles (Figure 5). In 1993, the number of driver fatalities increased by three percent over 1992. However, there was a 12% decrease in driver fatalities between 1987 and 1993. Most, but not all, fatally injured drivers are routinely tested for the presence of alcohol in the blood. Thus, the number of reported drinking driver fatalities may be a slight understatement of the real number. In 1987, 1,722 (74.4%) driver fatalities were tested. By 1993, 1,674, or 82.1% were tested (Figure 5). In 1987, 53.2% of the tested driver fatalities had been drinking; by 1993, this rate had decreased to 44.7%. Thus, the involvement of alcohol in driver fatalities has diminished over the years.

In 1993, among tested drivers who showed a positive BAC, 15% were below the legal limit of 80 mg/100 ml, 22% had a BAC between 81 and 150 mg, and fully 63% tested over 150 mg. In fact, Mayhew *et al.* (1995) reported that in 1993, the average BAC was 174 mg/100 ml, over twice the legal limit. These high BAC levels would indicate the involvement of very heavy drinkers in fatal motor vehicle accidents.

The age distribution of the drivers who had been tested shows that the drivers with the highest percentage of being over the legal limit were in the three age groups between the ages of 20 and 45 (Figure 6). In the three age groups, over 40% of tested drivers had a BAC over 80 mg (20-25; 44% : 26-35; 48%: 36-45; 44%).

sur les blessures de la route (FRBR). Les données proviennent de dossiers compilés à l'aide de données fournies par la police et de renseignements provenant des coroners et des médecins légistes. La première année d'observation complète à l'échelle nationale a été 1987.

En 1993, sur les 3 909 victimes d'un accident de la route dont le décès a été signalé, 2 038 étaient des conducteurs de véhicules routiers (figure 5). Le nombre de conducteurs décédés a augmenté de 3 % par rapport à 1992. Toutefois, il y a eu une diminution de 12 % de ces décès entre 1987 et 1993. La plupart, mais non la totalité, des conducteurs décédés de leurs blessures sont soumis à un test de routine dont l'objet est de détecter la présence d'alcool dans le sang. Ainsi, le nombre de décès signalés de conducteurs en état d'ébriété est peut-être légèrement inférieur au nombre réel. En 1987, 1 722 (74,4 %) ont subi le test, contre 1 674 (82,1 %) en 1993 (figure 5). En 1987, 53,2 % des conducteurs décédés à qui on avait fait subir un test avaient consommé de l'alcool. En 1993, ce taux n'était plus que de 44,7 %. Ainsi, l'alcool est moins souvent un facteur dans les décès de conducteurs.

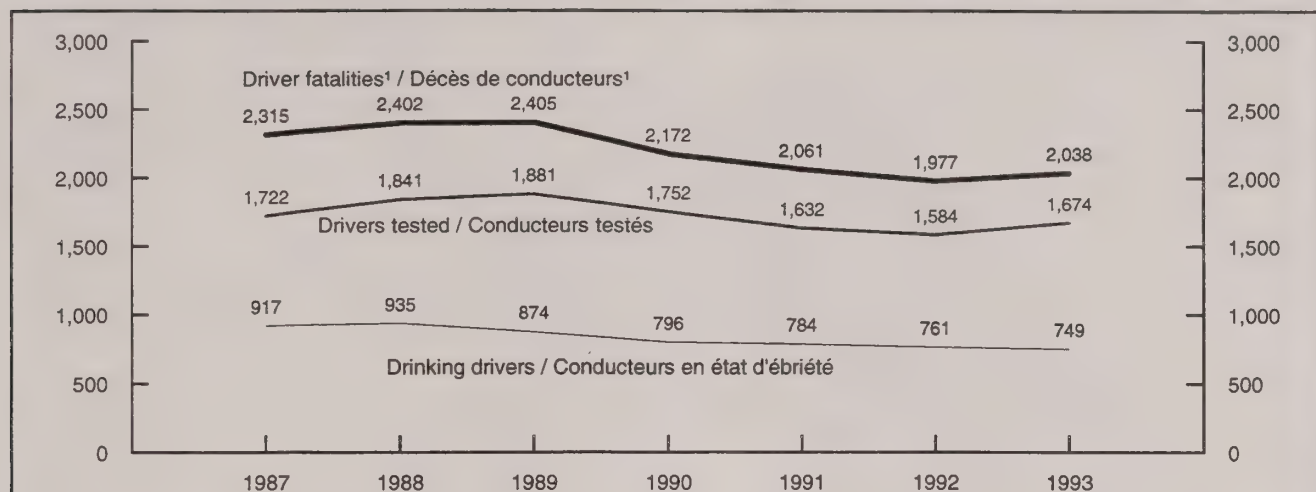
En 1993, parmi les conducteurs dont le TAS était positif, 15 % se situaient en dessous de la limite légale de 80 mg/100 ml, 22 % avaient un TAS de 81 à 150 mg, et pas moins de 63 % avaient un TAS de plus de 150 mg. En fait, Mayhew *et al.* (1995) ont signalé que le TAS moyen a donné 174 mg/100ml, soit plus du double de la limite légale. D'après ces niveaux élevés de TAS, ce sont les très gros buveurs qui seraient le plus souvent en cause dans des accidents mortels de la route.

La répartition par âge des conducteurs soumis à l'alcootest fait ressortir que le pourcentage le plus élevé de violation de la limite légale était dans les trois groupes d'âge de 20 à 45 ans (figure 6). Dans les trois groupes d'âge, plus de 40 % des conducteurs soumis à l'alcootest avaient un TAS de plus de 80 mg (20-25 ans : 44 %; 26-35 ans : 48 %; 36-45 ans : 44 %).

Figure 5

**Driver¹ Fatalities Included in *Fatality Database*,
Canada: 1987-1993**

**Décès des conducteurs¹ figurant dans la base de
données sur les accidents mortels: Canada 1987-1993**



Source: *Fatality Database*.

¹ Excludes operators of bicycles, snowmobiles, farm tractors, and other non-highway vehicles.

Source: La base de données sur les accidents mortels.

¹ Les cyclistes et les conducteurs de motoneiges, de tracteurs agricoles et autres véhicules non routiers sont exclus.

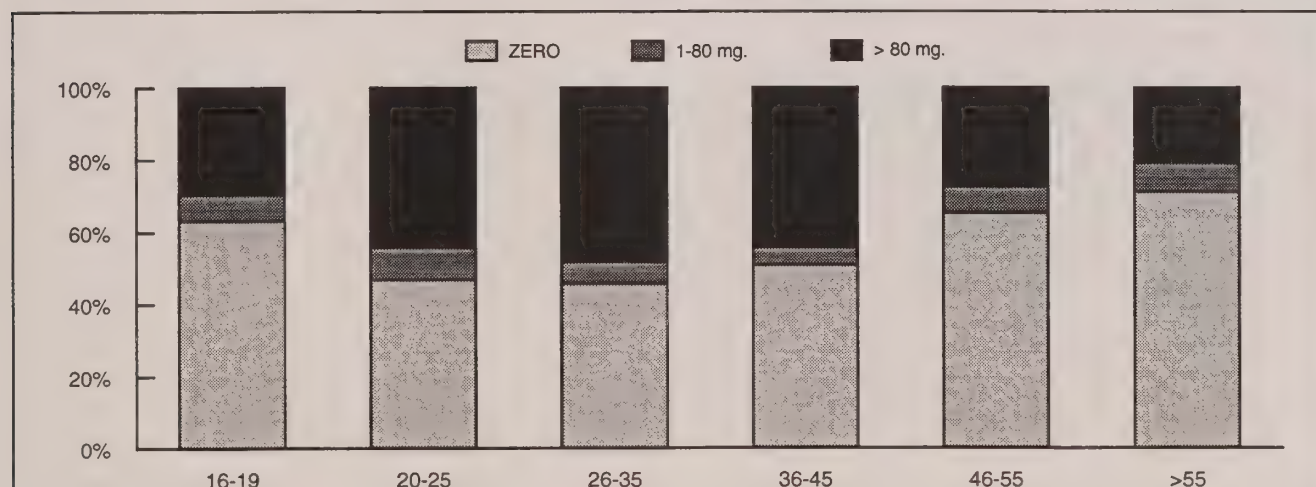
The decrease in driver fatalities as well as drinking driver fatalities may be attributed, in part, to the improvement of general road safety through such measures as lower speed limits, increased enforcement, and improved vehicle safety such as driver airbags.

La diminution du nombre de conducteurs décédés de même que le nombre de conducteurs décédés qui avaient bu peut être attribuable, en partie, à l'amélioration de la sécurité routière en général, par des mesures comme l'abaissement des limites de vitesse, le resserrement de l'application de la loi, et l'amélioration de la sécurité des véhicules, comme les coussins gonflables pour les conducteurs.

Figure 6

**Alcohol Use Among Tested Drivers¹ Fatalities
by Age: Canada, 1993**

**Consommation d'alcool concernant les accidents
mortels parmi des conducteurs¹ soumis à l'alcootest
selon l'âge, Canada, 1993**



Source: *Fatality Database*.

¹ Excludes operators of bicycles, snowmobiles, farm tractors, and other non-highway vehicles.

Source: La base de données sur les accidents mortels.

¹ Les cyclistes et les conducteurs de motoneiges, de tracteurs agricoles et autres véhicules non routiers sont exclus.

Driver Fatalities in the Provinces

As was discussed above, the *Fatality Database* maintained by TIRF contains information on traffic fatalities at the national level and by province since 1987. The numbers for the Yukon and the Northwest Territories are too small to be used in detailed analyses (Table 4). The percentages of driver fatalities tested for BAC who have been drinking during 1993 are shown in Figure 7 and include all levels of BAC, even those within the legal limit. The percentage of driver fatalities who had been tested for BAC ranged from 64% in Newfoundland to 94% in Saskatchewan. The proportion of tested driver fatalities who had some level of BAC ranged from 35% in Alberta to 69% in Newfoundland. The national rate was 45%. The data for six jurisdictions demonstrated that more than half of the tested driver fatalities had nil BAC. These were: Alberta (65%), Saskatchewan (60%), Québec (59%), Ontario (55%), Manitoba (52%) and Nova Scotia (51%).

At a national level, 15% of driver fatalities who had been tested with a positive BAC were below the legal limit of 80 mg (Figure 8). Among the provinces, this varied from 26% in Manitoba to none in Nova Scotia and Prince Edward Island. Thus, the majority of driver fatalities who tested positive had a BAC in excess of the legal limit (85% nationally). In fact, with the exception of Manitoba, the majority of fatally injured drivers who had been drinking had BAC s in excess of 150 mg.

Conducteurs blessés mortellement dans les provinces

Comme il est mentionné ci-dessus, la *base de données sur les accidents mortels* tenue par la FRBR renferme des renseignements sur les accidents mortels de la route, au niveau national et par province, depuis 1987. Les chiffres pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont trop faibles pour se prêter à des analyses détaillées (tableau 4). La figure 7 indique les pourcentages de conducteurs tués dont l'alcootest a révélé qu'ils avaient bu, pour 1993, et elle comprend tous les niveaux de TAS, même ceux qui sont en deçà de la limite légale. Le pourcentage des conducteurs tués qui ont subi l'alcootest variait de 64 % à Terre-Neuve à 94 % en Saskatchewan. La proportion des conducteurs tués dont le TAS était positif variait entre 35 % en Alberta et 69 % à Terre-Neuve. Le taux national était de 45 %. Les données des six secteurs de compétence suivant révèlent que plus de la moitié des conducteurs blessés mortellement avaient un TAS nul. Il s'agit de l'Alberta (65 %), de la Saskatchewan (60 %), du Québec (59 %), de l'Ontario (55 %), du Manitoba (52 %) et de la Nouvelle-Écosse (51 %).

Au niveau national, 15 % des conducteurs mortellement blessés dont l'alcootest donnait un TAS positif se situaient en dessous de la limite légale de 80 mg (figure 8). Au niveau des provinces, les pourcentages variaient de 26 % au Manitoba, à zéro en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard. Ainsi, la majorité des conducteurs blessés mortellement et dont le résultat de l'alcootest était positif avaient un TAS supérieur à la limite légale (85 % à l'échelle nationale). En fait, à l'exception du Manitoba, la majorité des conducteurs mortellement blessés qui avaient consommé de l'alcool avaient une alcoolémie supérieure à 150 mg.

Table 4

Alcohol Use Among Fatally Injured Drivers¹, Canada and the Provinces 1993

Tableau 4

Consommation d'alcool des conducteurs¹ mortellement blessés, Canada et les provinces, 1993

	Number Of Drivers	Drivers Tested	Levels of BAC (mgs) ² – Alcoolémie (mgs) ²			
			Zero	1-80	81-150	> 150
Newfoundland – Terre-Neuve	25	16	5	2	1	8
Prince Edward Island – Île-du-Prince-Édouard	11	10	4	-	1	5
Nova Scotia – Nouvelle-Écosse	60	43	22	-	4	17
New Brunswick – Nouveau-Brunswick	83	68	31	4	11	22
Québec	496	404	237	24	49	94
Ontario	711	543	299	45	40	159
Manitoba	68	56	29	7	7	13
Saskatchewan	90	85	51	7	7	20
Alberta	216	198	129	16	11	42
British Columbia – Colombie-Britannique	271	247	116	10	31	90
Canada³	2,038	1,674	925	115	162	472

Source: Mayhew, D.R., Brown, S.W. and Simpson, H.M. *Alcohol Use Among Drivers and Pedestrians Fatally Injured in Motor Vehicle Accidents: Canada, 1993*. Transport Canada, 1995. – Mayhew, D.R., Brown, S.W., Simpson, H.M., *Consommation d'alcool chez les conducteurs et les piétons décédés dans des accidents de la route : Canada, 1993*. Transports Canada, 1995.

¹ Excludes operators of bicycles, snowmobiles, farm tractors, and other non-highway vehicles. – Les cyclistes et les conducteurs de motoneiges, de tracteurs agricoles et autres véhicules non routiers sont exclus.

² BAC = Blood Alcohol Concentration (mg of Alcohol per 100 ml of blood). – Alcoolémie = mg d'alcool par 100 ml de sang.

³ Includes data for the Yukon and the Northwest Territories. – Comprend les données pour le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

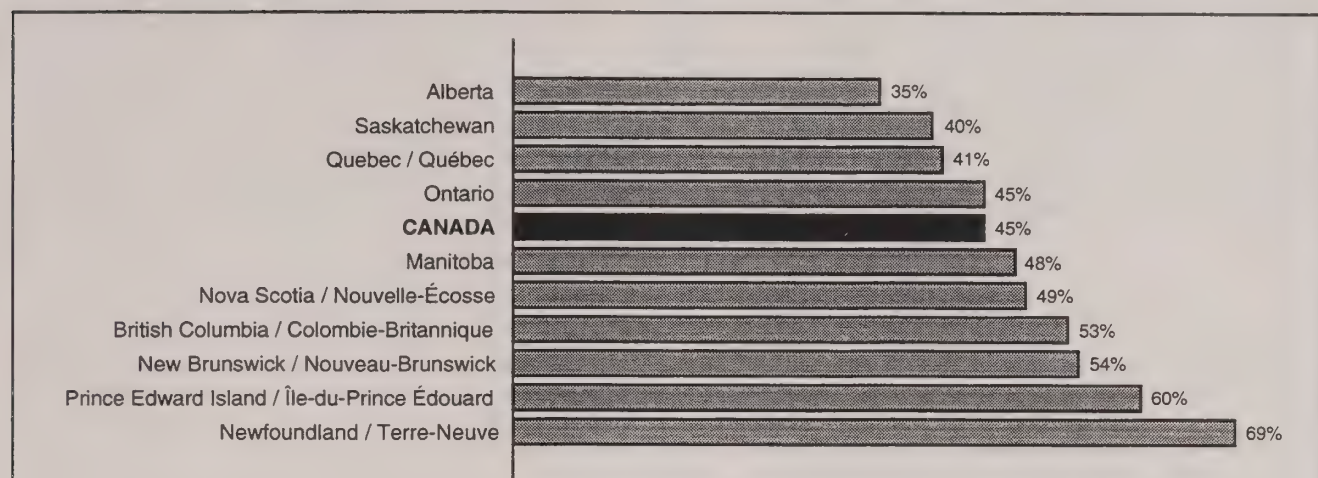
- nil. – néant.

.. not available. – nombres indisponibles.

Figure 7

Fatally Injured Drivers¹, Percent Tested Who Had Been Drinking, 1993

Pourcentage de conducteurs mortellement blessés¹, ayant consommé de l'alcool, 1993



Source: Fatality Database.

¹ Excludes operators of bicycles, snowmobiles, farm tractors, and other non-highway vehicles.

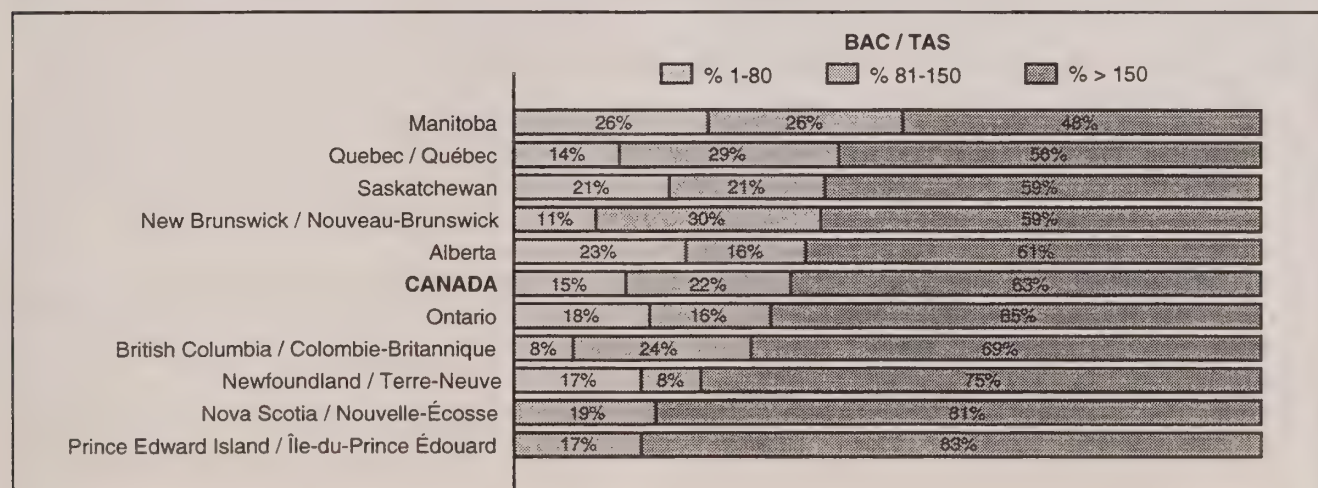
Source: La base de données sur les accidents mortels.

¹ Les cyclistes et les conducteurs de motoneiges, de tracteurs agricoles et autres véhicules non routiers sont exclus.

Figure 8

Level of BAC Among Driver¹ Fatalities Who Tested Positive, 1993

Niveau du TAS parmi les conducteurs¹ blessés mortellement dont le résultat de l'alcootest était positif, 1993



Source: Fatality Database.

¹ Excludes operators of bicycles, snowmobiles, farm tractors, and other non-highway vehicles.

Source: La base de données sur les accidents mortels.

¹ Les cyclistes et les conducteurs de motoneiges, de tracteurs agricoles et autres véhicules non routiers sont exclus.

Impact on the Justice System

The cases of impaired drivers are ultimately disposed of in court. The Adult Criminal Courts Survey (ACCS) currently collects case characteristic information from five jurisdictions⁵. In each of these five jurisdictions, impaired driving cases were the most frequent offences dealt with (Figure 9). In the five jurisdictions taken as a whole, 16.2% of the cases involved impaired driving as the most serious offence. These cases ranged from 14.8% of all the cases disposed of in Québec to 29.2% of all the cases in Prince Edward Island. In most instances, the next most frequent offence represented less than half the number of impaired driving cases.

Persons convicted of impaired operation offences were most likely to get a fine as the most serious sentence in four of the five jurisdictions. The exception was Prince Edward Island where the majority (75%) of persons convicted of impaired operation offences received a jail term as the most serious sentence (Figure 10). In Nova Scotia, 83% of the convictions resulted in a fine. In the other jurisdictions the proportion was slightly less (Québec, 64%; Saskatchewan, 61%; and the Yukon 56%). Québec was the only jurisdiction where the incidence of probation was more common than a jail term.

⁵ *Adult Criminal Court Statistics, 1993*. Statistics Canada, Catalogue No. 85-214E (Annual).

Incidences sur l'appareil judiciaire

Ce sont les tribunaux qui, en dernier ressort, rendent une décision au sujet des conducteurs aux facultés affaiblies. À l'heure actuelle, l'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes (ETJCA) recueille des données sur les caractéristiques des cas auprès de cinq secteurs de compétence⁵. Dans chacun de ces cinq secteurs de compétence, les infractions de conduite avec facultés affaiblies étaient les plus fréquentes (figure 9). Dans l'ensemble des cinq secteurs de compétence, la conduite avec facultés affaiblies constituait l'infraction la plus grave dans 16,2 % des cas. Ces cas variaient de 14,8 % du total au Québec à 29,2 % du total à l'Île-du-Prince-Édouard. Dans la plupart des cas, la deuxième infraction en fréquence représentait moins de la moitié du nombre de cas de conduite avec facultés affaiblies.

Dans quatre des cinq secteurs de compétence, les personnes trouvées coupables d'infractions de conduite avec facultés affaiblies étaient les plus susceptibles de se voir imposer une amende comme la peine la plus sévère. L'exception est l'Île-du-Prince-Édouard, où la majorité (75 %) des personnes trouvées coupables d'infractions de conduite avec facultés affaiblies se sont vu imposer une peine d'emprisonnement comme peine la plus sévère (figure 10). En Nouvelle-Écosse, 83 % des condamnations ont donné lieu à une amende. Dans les autres secteurs de compétence, la proportion était un peu moindre (le Québec, 64 %; la Saskatchewan, 61 %; et le Yukon, 56 %). Le Québec est le seul secteur de compétence où la probation est plus fréquente que l'emprisonnement.

⁵ *Statistiques sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes, 1993*. Statistique Canada, n° 85-214F au catalogue (annuel).

Figure 9

Cases Disposed of by Most Serious Offence, 1993

Accusations selon la décision rendue selon l'infraction la plus grave, 1993

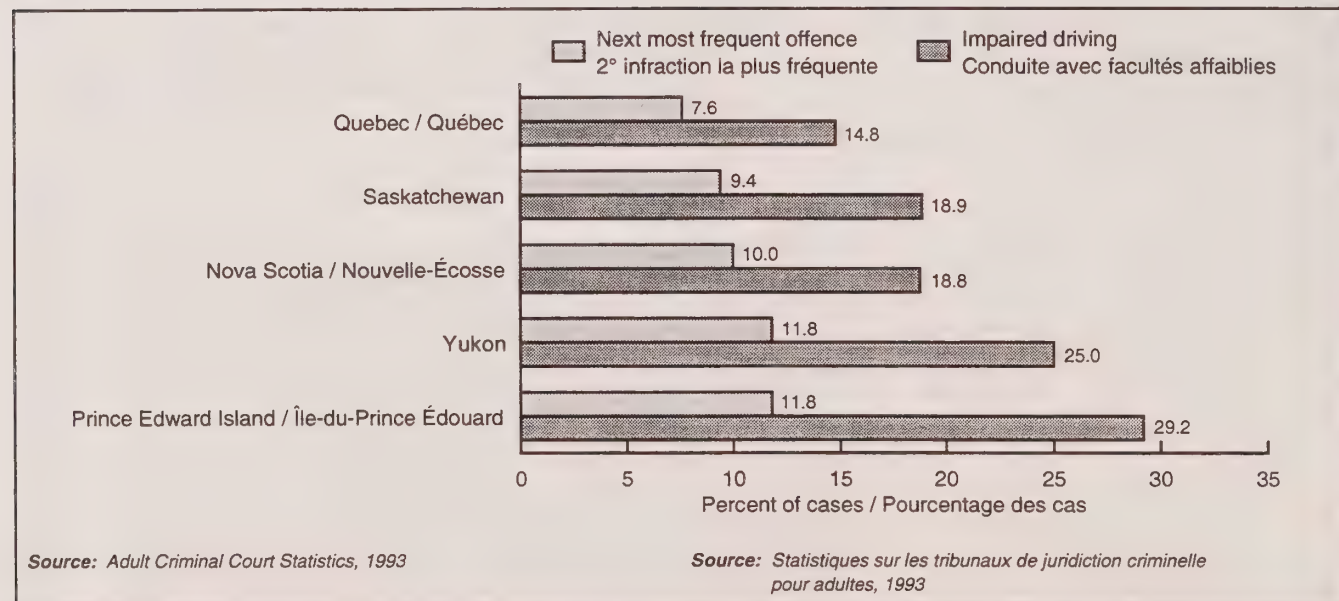
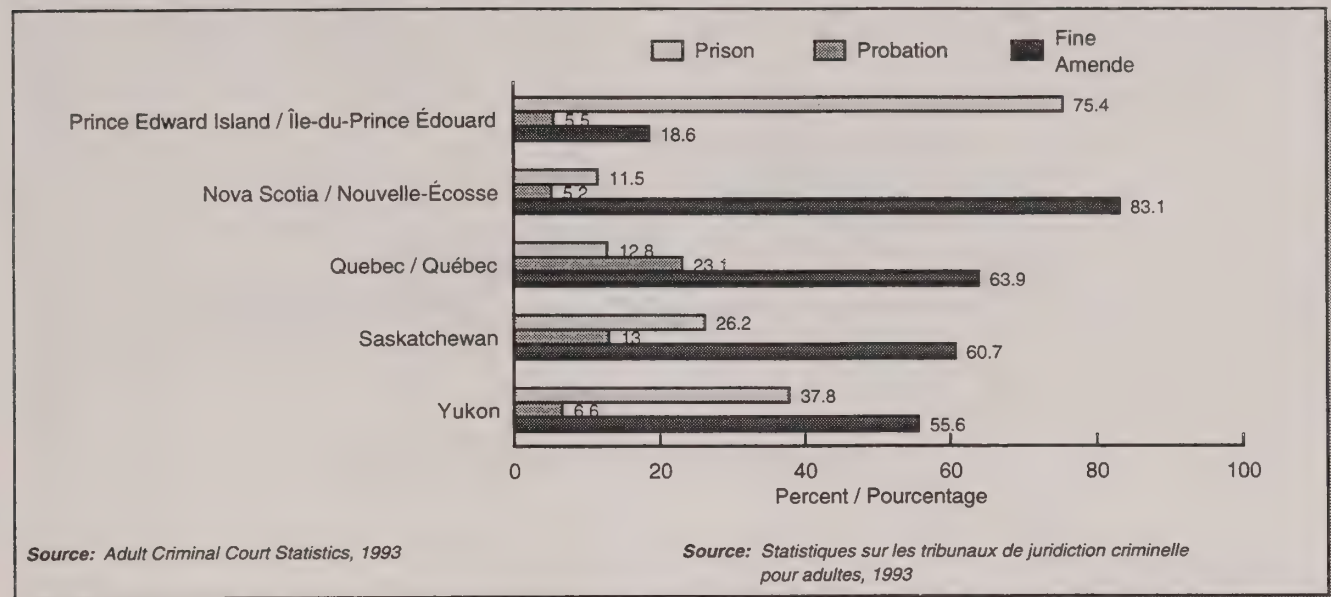


Figure 10

Most Serious Sentences Imposed on Cases Involving Impaired Driving, 1993

Peines les plus sévères imposées pour conduite avec facultés affaiblies, 1993



The *Criminal Code* mandates compulsory incarceration for repeat offenders convicted of impaired operation. As was shown in Figure 10, a large number of offenders receive sentences of incarceration. In addition, a person can be incarcerated in default of paying a fine. The most recently available incarceration data are for the fiscal year 1993-94⁶. There are three methods used across Canada to document the offence for which a person is incarcerated. Because of the use of several rules for classifying an admission against an offence, no national roll up can be provided. In fact, the data from Alberta and the two Territories cannot be used in these comparisons. For each of the remaining provinces, the percentage of total admissions attributable to impaired driving was calculated (Figure 11). For 1993-94, there was a range which varied from 36% in Prince Edward Island to 11% in Ontario. The high proportion in Prince Edward Island is attributable to the decision made by the judiciary to incarcerate virtually all impaired drivers. Sentence lengths, however, are shorter in P.E.I. than in other provinces. In 1992, the median sentence lengths were: 4 days in P.E.I.; 21 days in Ontario; 30 days in Québec and Nova Scotia; 45 days in Alberta; and, 90 days in the Yukon⁷.

Other Influencing Factors

Some may argue that the decreases in the number of persons charged with impaired driving offences are due to such factors as general reductions in motor vehicle usage and reduced alcohol consumption. There is no evidence to support the former argument but there is to support the latter.

Aux termes du *Code criminel*, l'incarcération est obligatoire pour les récidivistes condamnés pour conduite avec facultés affaiblies. Comme on l'a vu à la figure 10, un nombre considérable de délinquants se voient imposer des sentences d'incarcération. En outre, une personne peut être incarcérée pour non-paiement d'une amende. Les données les plus récentes sur l'incarcération portent sur l'exercice 1993-1994⁶. Il y a trois méthodes utilisées au Canada pour documenter l'infraction donnant lieu à l'incarcération. Comme plusieurs règles servent à classer une admission en regard d'une infraction, il est impossible de fournir le sommaire national. De fait, les données de l'Alberta et des deux territoires ne peuvent servir dans ces comparaisons. Pour chacune des autres provinces, on a calculé le pourcentage du total des admissions imputables à la conduite avec facultés affaiblies (figure 11). Pour 1993-1994, ces pourcentages variaient de 36 % à l'Île-du-Prince-Édouard, à 11 % en Ontario. La forte proportion affichée par l'Île-du-Prince-Édouard tient à la décision qu'ont pris les tribunaux d'incarcérer tous les conducteurs aux facultés affaiblies. Les durées des peines sont plus courtes à l'Île-du-Prince-Édouard qu'aux autres provinces. En 1992, la durée moyenne d'une peine d'emprisonnement était : 4 jours à l'Île-du-Prince-Édouard, 21 jours en Ontario, 30 jours au Québec et en Nouvelle-Écosse, 45 jours en Alberta, et 90 jours au Yukon⁷.

Autres facteurs déterminants

D'aucuns pourront prétendre que les diminutions du nombre de personnes inculpées d'infractions de conduite avec facultés affaiblies sont attribuables à des facteurs comme la réduction de l'utilisation des véhicules à moteur et la diminution de la consommation d'alcool. Il n'y a pas de preuve pour accréditer la première thèse, mais il y en a pour accréditer la seconde.

⁶ *Adult Correctional Services in Canada, 1993-94*. Statistics Canada, Catalogue No. 82-211 (Annual).

⁷ *Sentencing in Adult Criminal Provincial Courts: A Study of Six Canadian Jurisdictions, 1991 and 1992*. Ottawa, Canadian Centre for Justice Statistics, 1993.

⁶ *Services correctionnels pour adultes au Canada, 1993-1994*. Statistique Canada, n° 82-211 au catalogue (annuel).

⁷ *La détermination de la peine dans les tribunaux provinciaux de juridiction criminelle pour adultes au Canada, étude de six secteurs de compétence, 1991 et 1992*. Ottawa, Centre canadien de la statistique juridique, 1993.

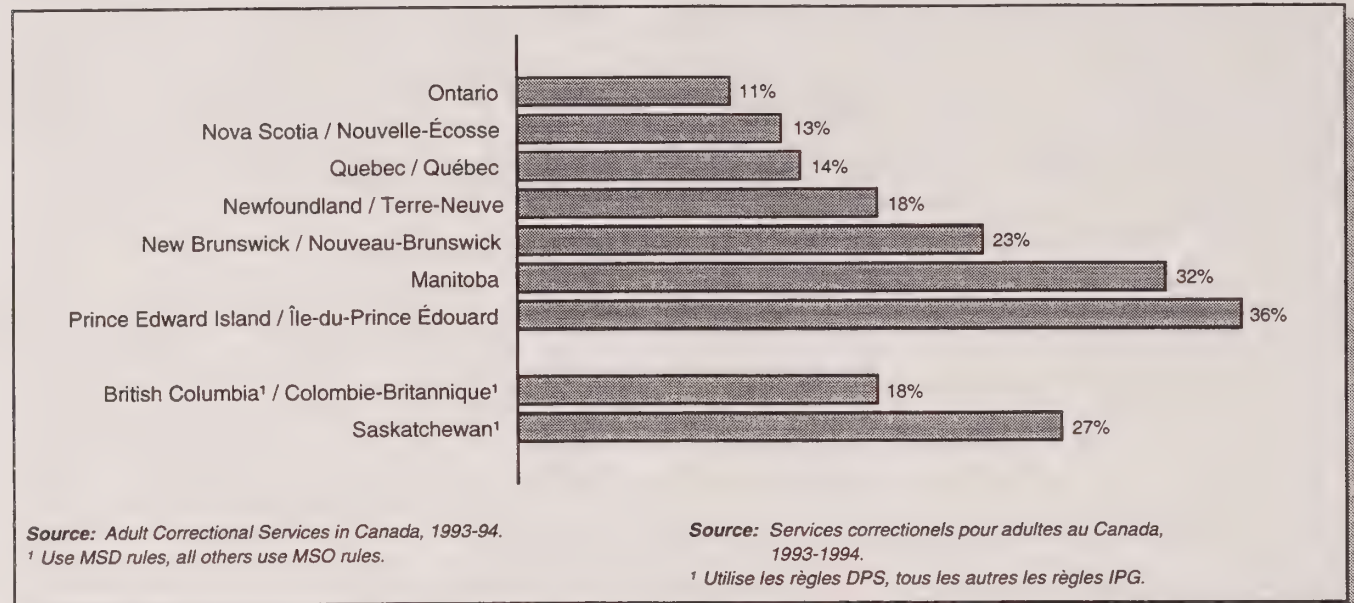
Figure 11

Persons Incarcerated for Impaired Operation Related Offences, by Province, 1993-94

Percent of Total Sentenced Admissions

Personnes incarcérées pour des infractions de conduite avec facultés affaiblies par province, 1993-1994

Pourcentage du total des condamnés



The number of registered motor vehicles is tabulated at the national level by the Transportation Division of Statistics Canada⁸. These data indicate an increase in the number of registered vehicles of ten percent between 1987 and 1993. There is no clear indicator of the extent of motor vehicle usage. However, a good surrogate statistic is the amount of fuel sold. Fuel sales are also tabulated by the Transportation Division of Statistics Canada⁹. Between 1984 and 1993 fuel sales increased by 13%. Since 1987, the number of registered vehicles, the number of registered automobiles and fuel sales have all increased. Given that, in recent years, there has been an increase in the fuel efficiency of motor vehicles, the modest increase in fuel sales may represent a significant increase in vehicle usage.

The sale of alcoholic beverages, through provincial and territorial outlets, is monitored by the Public Institutions Division of Statistics Canada¹⁰. These data do not include other sources of beverage alcohol such as a variety of do-it-yourself methods and outlets. Between 1987-88 and 1993-94 the per capita sales of alcoholic beverages, in litres of absolute alcohol¹¹, have decreased from 9.5 litres per person 15 years of age and older to 7.4 litres. This represents a decrease of 22% during the period. The reduced alcohol consumption may thus have a bearing on the declining impaired driving statistics.

La Division des transports de Statistique Canada compile le nombre de véhicules automobiles immatriculés au niveau national⁸. Ces données révèlent une augmentation de 10 % du nombre de véhicules immatriculés entre 1987 et 1993. Il n'existe pas d'indicateur clair de l'utilisation des véhicules à moteur. Toutefois, une bonne statistique de remplacement serait la quantité de carburants vendus. La Division des transports de Statistique Canada compile aussi les ventes de carburants⁹. Entre 1984 et 1993, les ventes de carburants ont augmenté de 13 %. Depuis 1987, le nombre de véhicules immatriculés, le nombre d'automobiles immatriculées et les ventes de carburants ont tous augmenté. Compte tenu de l'accroissement du rendement énergétique des véhicules à moteur au cours des dernières années, la modeste augmentation des ventes de carburants par véhicule pourrait traduire une augmentation sensible de l'utilisation des véhicules.

La Division des institutions publiques de Statistique Canada suit la vente de boissons alcooliques, par l'entremise des points de vente provinciaux et territoriaux¹⁰. Ces données ne comprennent pas les autres sources de boissons alcooliques comme diverses méthodes et boutiques «faites-le vous-même». De 1987-1988 à 1993-1994, la vente de boissons alcooliques par habitant, en litres d'alcool absolu¹¹, est passée de 9,5 litres à 7,4 litres par personne de 15 ans et plus. Cela représente une diminution de 22 % pour cette période. La réduction de la consommation d'alcool peut être un facteur dans l'amélioration des statistiques relatives à la conduite avec facultés affaiblies.

⁸ Road Motor Vehicles, Registrations. Statistics Canada, Catalogue No. 53-219 (Annual).

⁹ Road Motor Vehicles, Fuel Sales. Statistics Canada, Catalogue No. 53-218 (Annual).

¹⁰ The Control and Sale of Alcoholic Beverages in Canada. Statistics Canada, Catalogue No. 63-202 (Annual).

¹¹ The litres of absolute alcohol are calculated by multiplying the sales volume by the percentage of alcohol content.

⁸ Véhicules automobiles, immatriculations. Statistique Canada, n° 53-219 au catalogue (annuel).

⁹ Véhicules automobiles, ventes de carburants. Statistique Canada, n° 53-218 au catalogue (annuel).

¹⁰ Le contrôle et la vente des boissons alcooliques au Canada. Statistique Canada, n° 63-202 au catalogue (annuel).

¹¹ On calcule les litres d'alcool absolu en multipliant le volume des ventes par le pourcentage de contenu en alcool.

Jurisdictional Countermeasures

All levels of government have instituted a variety of countermeasures to combat impaired driving. These measures cover a wide range of activities by policing services agencies, other government agencies and the private sector. Impaired driving offences, in particular, are detected through very active police enforcement practices. These practices range from routine patrols to random roadside sobriety checks. However, proactive law enforcement is not the only countermeasure used. Most jurisdictions encourage public education and awareness through general media and specific advertising campaigns. Many youth-oriented programs are encouraged through the support of groups such as SADD (Students Against Drunk Driving) and more general programs through MADD (Mothers Against Drunk Driving). In addition, in many municipalities across Canada convicted offenders are required, as part of their disposition, to attend specific educational and treatment programs designed to prevent re-offending.

Methodology

Legislative Mandate

Section 253 of the *Criminal Code (C.C.)*, deals with any occurrence of the impaired operation of a motor vehicle, a vessel or an aircraft. Sec. 254(2) of the *Criminal Code* stipulates that a peace officer may demand a breath sample when there is a reasonable suspicion that the operator is impaired and, under some circumstances, a sample of blood may be required. Failure by anyone to comply with such a request constitutes an offence under Sec. 254 (5). With respect to alcohol, impairment is defined as "... the concentration in the person's blood exceeds eighty milligrams of alcohol in one hundred millilitres of blood." (Sec. 253 (b) C.C.).

It should be noted that sections of the *Criminal Code* dealing with impaired driving were amended in 1985. Essentially, all the punishments were increased and several new offences were introduced. Elements were introduced into the legislation to facilitate enforcement and the sampling of blood in some circumstances. The new offences were "impaired operation causing death" (Sec. 255(2)) and "impaired operation causing bodily harm" (Sec. 255(3)).

The punishments are laid out in Sec. 255 (a) C.C., with the following minimum sentences: for a first offence of impaired operation, a \$300.00 fine; for the second offence, 14 days imprisonment; and for subsequent offences, 90 days imprisonment. The maximum sentence for "impaired operation causing death" is fourteen years incarceration, and is ten years for "impaired operation causing bodily harm". In addition to any other punishment, the court may impose an order prohibiting the operation of a motor vehicle, vessel or aircraft as the case may be. For a first offence of impaired operation, the court may impose a prohibition for a period of three months to three years, and for the second offence for a period of six months to three years. All subsequent offences may receive a prohibition of not more than three years and not less than one year.

Contre-mesures des secteurs de compétence

Tous les niveaux de gouvernement ont institué diverses contre-mesures pour combattre la conduite avec facultés affaiblies. Ces mesures couvrent une vaste gamme d'activités des organismes de services policiers, d'autres organismes gouvernementaux et du secteur privé. Les infractions de conduite avec facultés affaiblies, en particulier, sont décelées par des pratiques très actives d'intervention policière. Ces pratiques vont des patrouilles de routine aux vérifications aléatoires de sobriété en bordure de route. Cependant, l'exécution proactive de la loi n'est pas la seule contre-mesure utilisée. La plupart des secteurs de compétence favorisent l'éducation du public et la sensibilisation par des campagnes de publicité générale dans les médias et auprès de publics ciblés. De nombreux programmes visant les jeunes sont soutenus par des groupes comme le SADD (*Students Against Drinking and Driving - Étudiants contre l'alcool au volant*), et des programmes plus généraux comme le MADD (*Mothers Against Drunk Driving - Mères contre la conduite en état d'ébriété*). En outre, dans de nombreuses municipalités du Canada, les délinquants condamnés sont tenus, dans le cadre de leur sentence, de se soumettre à des programmes particuliers d'éducation et de traitement dont l'objet est de prévenir la récidive.

Méthodologie

Mandat législatif

L'article 253 du *Code criminel* traite de tous les cas de conduite avec facultés affaiblies d'un véhicule à moteur, d'un bateau ou d'un aéronef. Le par. 254(2) du *Code criminel* dispose qu'un agent de la paix peut exiger un échantillon d'haleine lorsqu'il a des raisons de soupçonner que la capacité de conduire de la personne est affaiblie et, dans certaines circonstances, il peut exiger un échantillon de sang. Le défaut de fournir un échantillon constitue une infraction aux termes du par. 254(5). En ce qui concerne l'alcool, la conduite avec facultés affaiblies est définie de la façon suivante : «quiconque... a consommé une quantité d'alcool telle que son alcoolémie dépasse 80 milligrammes d'alcool par 100 millilitres de sang». (alinéa 253 b) du C.C.).

Il convient de mentionner que les articles du *Code criminel du Canada* qui traitent de la conduite avec facultés affaiblies ont été modifiés en 1985. En gros, toutes les peines ont été augmentées, et plusieurs nouvelles infractions ont été créées. L'ajout de certains éléments facilite l'application du Code et le prélèvement d'échantillons de sang dans certaines circonstances. Les nouvelles infractions sont la «conduite avec facultés affaiblies causant la mort» (par. 255(2)) et la «conduite avec facultés affaiblies causant des lésions corporelles» (par. 255(3)).

Les peines sont fixées par l'alinéa 255 a) du C.C., qui prévoit les peines minimales suivantes : pour la première infraction, une amende de 300 \$; pour la seconde infraction, un emprisonnement de 14 jours; pour les infractions subséquentes, un emprisonnement de 90 jours. La peine maximale est un emprisonnement de quatorze ans pour «conduite avec facultés affaiblies causant la mort», et de dix ans pour «conduite avec facultés affaiblies causant des lésions corporelles». En sus de toute autre peine, le tribunal peut rendre une ordonnance interdisant de conduire un véhicule à moteur, un bateau ou un aéronef, selon le cas. Pour une première infraction, le tribunal peut imposer une période d'interdiction de trois mois à trois ans et, pour une deuxième infraction, une période de six mois à trois ans. Toutes les infractions subséquentes peuvent donner lieu à une interdiction d'au plus trois ans et d'au moins un an.

These punishments are to be seen as guidelines; jurisdictions and judges are free to increase the minimum to any other level short of the maximum. For example, in Prince Edward Island almost all persons convicted of impaired driving are incarcerated.

Uniform Crime Reporting Survey

The Uniform Crime Reporting (UCR) survey was developed by Statistics Canada with the co-operation and assistance of the Canadian Association of Chiefs of Police. The aggregate UCR survey, which became operational in 1962, reports crime and traffic statistics reported by police agencies in Canada. UCR survey data reflect reported crime that has been substantiated through police investigation.

Currently, there are two levels of detail collected by the UCR survey:

1. *Aggregate UCR Survey* – The aggregate-based UCR survey records the number of incidents reported to the police. It includes the number of reported offences and the number of actual offences (excluding unfounded), the number of offences cleared by charge, the number of adults charged and the number of youths charged, and the gender of persons charged. It does not include victim characteristics.
2. *Revised UCR Survey* – The revised microdata survey captures detailed information on individual criminal incidents reported to police, including characteristics of victims, accused persons and the incidents. These data are referred to as a research file in this Juristat because the counts are a non-representative sample of police data, largely urban in nature.

The UCR survey classifies incidents according to the most serious offence in the incident, (generally the offence which carries the longest maximum sentence under the *Criminal Code of Canada*). In categorizing incidents, violent offences always take precedence over non-violent offences. As a result, less serious offences are under represented by the UCR survey.

Criminal Code traffic offences are reported under a separate UCR questionnaire. As a separate form, they do not fall under the normal UCR classification system. These incidents involve offences such as impaired driving, dangerous operation of a motor vehicle, and failing to stop or remain at the scene of an accident.

The total number of incidents recorded by the UCR survey is not a census of all violations of the law that come to the attention of police. Rather, the total number of incidents is equal to the number of victims of violent crimes (other than robberies) plus the number of separate occurrences of non-violent crimes (and robberies).

Ces peines doivent être considérées comme des lignes directrices; les secteurs de compétence et les juges ont toute liberté de porter les peines minimales à n'importe quel niveau en deçà du maximum. Par exemple, à l'Île-du-Prince-Édouard, presque toutes les personnes reconnues coupables de conduite avec facultés affaiblies sont incarcérées.

Programme de déclaration uniforme de la criminalité

Le Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) a été élaboré par Statistique Canada avec la collaboration et l'aide de l'Association canadienne des chefs de police. Le programme DUC agrégé, qui est entré en vigueur en 1962, fournit des données sur les crimes et les infractions relatives à la circulation routière qui sont signalés par les organismes de police du Canada. Les données du programme DUC reflètent les crimes signalés qui ont été confirmés par une enquête policière.

À l'heure actuelle, le programme DUC recueille des données à deux niveaux de détail :

1. *Programme DUC agrégé* : Le programme DUC agrégé consigne le nombre d'affaires signalées à la police. Il comprend le nombre d'infractions signalées ainsi que le nombre d'infractions réelles (sont exclues les infractions non fondées), le nombre d'infractions classées par mise en accusation, le nombre d'adultes inculpés et le nombre de jeunes inculpés, et le sexe des personnes inculpées. Il ne donne pas les caractéristiques des victimes.
2. *Programme DUC révisé* : Le programme révisé de microdonnées saisit des renseignements détaillés sur les affaires criminelles signalées à la police, y compris les caractéristiques des victimes, des personnes accusées et des affaires. Dans le présent Juristat, ces données font référence à un fichier de recherche, parce que les nombres constituent un échantillon non représentatif des données des services policiers, essentiellement des services urbains.

Le programme DUC classe les affaires selon l'infraction la plus grave (généralement l'infraction qui entraîne la peine maximale la plus longue en vertu du *Code criminel du Canada*). Dans la catégorisation des affaires, les infractions avec violence ont toujours priorité sur les infractions sans violence. Il s'ensuit que les infractions moins graves sont sous-représentées dans le programme DUC.

Les infractions au *Code criminel* qui sont liées à la circulation routière sont déclarées dans le cadre d'un questionnaire DUC distinct. Elles n'entrent donc pas dans le système normal de classification du DUC. Ces affaires mettent en cause des infractions comme la conduite avec facultés affaiblies, la conduite dangereuse d'un véhicule à moteur, et le défaut d'arrêter ou de demeurer sur les lieux d'un accident.

Le nombre total d'affaires enregistrées par le programme DUC n'est pas un recensement de toutes les infractions à la loi dont la police a connaissance. Le nombre total d'affaires est plutôt égal au nombre de victimes de crimes de violence (autres que les vols qualifiés) plus le nombre d'affaires distinctes de crimes sans violence (et de vols qualifiés).

The Adult Criminal Court Survey

The objective of the Adult Criminal Court Survey (ACCS) is to develop and maintain a national adult criminal court database of statistical information on appearances, charges and cases. The ACCS has two components: Case Characteristics and Caseload. The Case Characteristics component collects detailed data on completed charges, appearances and cases for federal statute offences. The Caseload component collects aggregate data on completed and pending charges, appearances, and cases of federal and provincial statutes and municipal by-law offences. The Case Characteristics component of the survey collects detailed data from courts in five jurisdictions. They are Prince Edward Island (5 courts), Nova Scotia (38 courts), Québec (54 courts), Saskatchewan (16 courts), and the Yukon (18 courts). Not all of the courts in these jurisdictions report to the ACCS. The reporting courts represent about 30% of the national coverage.

The Adult Correctional Services Survey

The Adult Correctional Services Survey is conducted annually, on a fiscal year basis. The survey collects information for adult offenders aged 18 years and over on custodial and community corrections caseload and case characteristics for both provincial/territorial and federal corrections.

Other Data Sources

The *Fatality Database* contains casefiles with personal information, collected by the Traffic Injury Research Foundation of Canada, from police and medical examiners on fatal motor vehicle accidents. The data has historical information from seven provinces since 1973. Full national coverage was achieved in 1987.

Data on fuel sales is collected by means of a monthly questionnaire submitted by each province and territory. Data on vehicle registrations is likewise collected through a questionnaire completed by the relevant authority in the provinces and territories. These data are maintained by the Surface and Marine Transport Section of the Transportation Division of Statistics Canada.

The data on alcohol sales are derived from surveys completed by the liquor authorities and the annual reports of these agencies, as well as the public accounts of provincial and territorial governments. These are tabulated and disseminated by the Systems of National Accounts Branch within the Public Institutions Division of Statistics Canada.

L'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes

L'Enquête sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes (ETJCA) a pour objet d'élaborer et de maintenir une base de données nationale sur les tribunaux de juridiction criminelle pour adultes qui renferment des renseignements statistiques sur les comparutions, les accusations et les causes. L'ETJCA a deux composantes : les caractéristiques des causes et le nombre de causes. La composante «caractéristiques des causes» recueille des données détaillées sur les accusations portées, les comparutions et les causes relatives à des infractions à des lois fédérales. La composante «nombre de causes» recueille des données agrégées sur les accusations portées et en instance, les comparutions et les causes relatives à des infractions aux lois fédérales et provinciales et à des règlements municipaux. La composante «caractéristiques des causes» de l'enquête recueille des données détaillées auprès des tribunaux de cinq secteurs de compétence : l'Île-du-Prince-Édouard (5 tribunaux), la Nouvelle-Écosse (38 tribunaux), le Québec (54 tribunaux), la Saskatchewan (16 tribunaux) et le Yukon (18 tribunaux). Les tribunaux de ces secteurs de compétence ne fournissent pas tous des données à l'ETJCA. Ceux qui en fournissent comptent actuellement pour environ 30 % de tous les tribunaux du pays.

L'Enquête sur les services correctionnels pour adultes

L'Enquête sur les services correctionnels pour adultes a lieu annuellement, et elle coïncide avec l'exercice financier. L'enquête sert à recueillir des renseignements sur les délinquants adultes de 18 ans et plus, sur le nombre de cas de services correctionnels sous garde et communautaires et sur les caractéristiques des causes pour les services correctionnels provinciaux/territoriaux et fédéraux.

Autres sources de données

La *base de données sur les accidents mortels* contient des fichiers de cas renfermant des renseignements personnels sur les accidents mortels de la route que la Fondation des recherches sur les blessures de la route au Canada a recueilli auprès des services de police et des médecins légistes. Sept provinces y ont des données chronologiques depuis 1973. La couverture nationale complète a été réalisée en 1987.

Les données sur les ventes de carburants sont recueillies au moyen d'un questionnaire mensuel que remplit chaque province et territoire. Les données sur les immatriculations de véhicules sont recueillies de la même façon, au moyen d'un questionnaire que remplit l'autorité compétente de chaque province et territoire. Ces données sont tenues à jour par la Section des transports de surface et maritimes de la Division des transports de Statistique Canada.

Les données sur les ventes d'alcool sont tirées de questionnaires que remplissent les régies des alcools, des rapports annuels de ces organismes, ainsi que des comptes publics des gouvernements provinciaux et territoriaux. Elles sont compilées et diffusées par la Division des institutions publiques de la Direction du système de comptabilité nationale de Statistique Canada.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 1-800-267-6677. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951-9023) ou le **numéro sans frais 1-800-387-2231**. Pour commander, communiquer avec **Statistique Canada, la Division des Opérations et de l'intégration, Direction de la circulation, 1-800-267-6677**. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composez le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

- | | |
|----------------|---|
| Vol.14 No. 16 | Trends in Justice Spending - 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice - 1988-1989 à 1992-1993 |
| Vol.14 No. 17 | Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada |
| Vol.15 No. 1 | Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public |
| Vol.15 No. 2 | Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993 |
| Vol.15 No. 3 | Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |
| Vol.15 No. 7 | Youth and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994 |
| Vol.15 No. 8 | Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993 |
| Vol.15 No. 9 | Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle |
| Vol. 15 No. 10 | Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada |
| Vol. 15 No. 11 | Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994 |
| Vol. 15 No. 12 | Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 13 | Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada |

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

**Note de reconnaissance**

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
 United States: US\$12.00 per issue, US\$108.00 annually
 Other Countries: US\$14.00 per issue, US\$126.00 annually
 To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free
 line 1-800-267-6677

Vol.15, No.15

Children and Youths as Victims of Violent Crimes

by Holly Johnson*

Highlights

- Youths 12 to 19 years of age accounted for 20% of all victims of violent crime reported to the police in 1994. Children under the age of 12 were victims in 6% of violent incidents.
- Sixty-six percent of violent incidents directed at youths were non-sexual assaults and 16% were sexual offences. By contrast, less than one-half (46%) of all violent incidents against children were non-sexual assaults; an almost equal proportion were sexual offences (43%).
- The majority of perpetrators in violent incidents involving children and youths were known to the victims; however, 34% of boys and 16% of girls were victimized by strangers.
- Approximately one-in-five violent incidents against children and youths occurred at the hands of family members, and parents were implicated in one-half of these. Girls were more than twice as likely as boys to be victimized by family members.
- Rates of homicide are lower for children and youths than for adults. Infants and newborns, however, are at significantly higher risk of homicide than any other age group. Many cases of child homicide seem to be an extension of child abuse.

* Senior Analyst

December 1995
 ISSN 0715-271X

Prix : Canada : 10 \$ l'exemplaire, 90 \$ par année
 États-Unis : 12 \$ US l'exemplaire, 108 \$ US par année
 Autres pays : 14 \$ US l'exemplaire, 126 \$ US par année
 Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le
 numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, n° 15

Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence

par Holly Johnson*

Faits saillants

- Les adolescents âgés de 12 à 19 ans représentaient 20 % de toutes les victimes de crimes de violence dénoncés à la police en 1994. Les enfants de moins de 12 ans étaient victimes dans 6 % des actes de violence.
- Les agressions non sexuelles représentent 66 % des actes de violence visant des jeunes et 16 % étaient des infractions d'ordre sexuel. Par contraste, moins de la moitié (46 %) de tous les actes de violence dont ont été victimes des enfants étaient des agressions non sexuelles; les infractions sexuelles représentaient une proportion à peu près égale (43 %).
- Dans les cas de violence où des enfants et des jeunes sont victimes, la majorité des agresseurs étaient connus des victimes; toutefois, 34 % des garçons et 16 % des filles ont été agressés par des inconnus.
- Environ 1 infraction avec violence sur 5 commises envers des enfants et des jeunes a été commise par des membres de la famille, et les parents étaient impliqués dans la moitié de ces infractions. Les filles étaient plus de 2 fois plus susceptibles que les garçons d'être victimes d'actes de violence commis par des membres de la famille.
- Les taux d'homicide chez les enfants et les jeunes sont plus faibles que les taux d'homicide pour les adultes. Toutefois, les nouveau-nés et les enfants en bas âge risquent beaucoup plus d'être victimes d'homicide que les personnes de n'importe quel autre groupe d'âge. Dans bien des cas, le meurtre d'un enfant semble être l'aboutissement de mauvais traitements.

* Analyste principale

Décembre 1995
 ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1995. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Introduction

Violent crimes targeting children and youths, like crimes committed by young people, is a subject of current concern for communities, the police and child welfare authorities. Since the early 1960s, with the "discovery" by the scientific community of the "battered child syndrome," interest and attention toward all types of child abuse and victimization have grown (Kempe, 1962). Topics such as violence in schoolyards, weapons use, gang-related violence among young people, child abuse and the involvement of young people in prostitution have made their way onto the agendas of police forces, governments and communities across the country. Along with this increased interest and concern have come improvements to the standard ways of measuring crime in order to better quantify and describe incidents of childhood victimization. This *Juristat* describes what is currently known from statistical databases about violent crimes committed against children and youths. For the purposes of this analysis, "children" includes all young persons under the age of 12, while "youths" represent those 12 to 19 years of age.

Violent crimes against children and youths reported to the police

Young people aged 12 to 19 accounted for 20% of all victims of violent crime recorded in the Revised Uniform Crime Reporting Survey in 1994 but represent just 11% of the Canadian population (Table 1). Children under 12 accounted for 6% of victims compared with 16% of the population. Adults, by comparison, account for 73% of both victims and the population.

Table 1 also indicates that children and youths are over-represented in some violent crimes and under-represented in others. For instance, children and youths are particularly vulnerable to sexual assault and other sexual offences; both are over-represented as victims in these categories of offences. The category of "other sexual offences" encompasses offences implemented in 1988 to better protect children against sexual interference, sexual exploitation and incest. In fact, while adults represent the majority of victims in most types of violent crimes, they account for a distinct minority of victims of both sexual assault and other sexual offences.

As well, children and youths make up a disproportionate number of all victims of kidnapping and abduction. Youths are over-represented among victims of assault, attempted murder and robbery.

Introduction

Aujourd'hui, les crimes de violence perpétrés à l'égard des enfants et des jeunes, tout comme les crimes commis par des adolescents, préoccupent beaucoup les collectivités, la police et les organismes de protection de l'enfance. Depuis le début des années 1960, lorsque la communauté scientifique a «découvert» le «syndrome de l'enfant battu», tous les types de mauvais traitements et de victimisation à l'égard des enfants retiennent de plus en plus l'intérêt et l'attention (Kempe, 1962). Des problèmes comme la violence dans les cours d'école, l'utilisation d'armes, la violence chez les bandes de jeunes, les mauvais traitements infligés aux enfants et la prostitution chez les jeunes ont donné lieu à des interventions de la part des forces de police, des gouvernements et des collectivités de tout le pays. Ce nouvel intérêt et cette préoccupation accrue se sont traduits par une amélioration des méthodes habituellement utilisées pour mesurer le crime, de manière à pouvoir mieux quantifier et décrire les actes de violence dont sont victimes les enfants. Dans le présent numéro de *Juristat*, on décrit ce que l'on sait actuellement, grâce aux bases de données statistiques, au sujet des crimes de violence commis à l'endroit des enfants et des adolescents. Les enfants font partie du groupe des moins de 12 ans, et les adolescents, du groupe des 12 à 19 ans.

Crimes de violence envers les enfants et les jeunes connus de la police

Les adolescents âgés de 12 à 19 ans représentent 20 % de toutes les victimes de crimes de violence consignés dans le Programme de déclaration uniforme de la criminalité en 1994, bien qu'ils ne représentent que 11 % de la population canadienne (tableau 1). Les enfants de moins de 12 ans étaient sous-représentés en tant que victimes de crimes de violence, représentant 6 % des victimes comparativement à 16 % de la population. Par comparaison, les adultes représentent 73 % à la fois des victimes et de la population.

Il ressort également du tableau 1 que les enfants et les jeunes sont surreprésentés dans certaines catégories de crimes de violence, et sous-représentés dans d'autres. Par exemple, les enfants et les adolescents sont tout particulièrement vulnérables aux agressions sexuelles et à d'autres infractions sexuelles; les deux sont surreprésentés en tant que victimes dans ces catégories d'infractions. La catégorie des «autres infractions sexuelles» regroupe des infractions créées en 1988 pour mieux protéger les enfants contre les contacts sexuels, l'exploitation sexuelle et l'inceste. En fait, alors que les adultes représentent la majorité des victimes dans la plupart des catégories de crimes de violence, ils sont une minorité distincte chez les victimes aussi bien d'agressions sexuelles que d'autres infractions sexuelles.

En outre, les enfants et les adolescents représentent un nombre disproportionné de l'ensemble des victimes d'enlèvement et de rapt. Les adolescents sont surreprésentés parmi les victimes d'agressions, de tentatives de meurtre et de vols qualifiés.

Table 1

Percentage distribution of age of victims by type of violent incident, 1994

Tableau 1

Répartition en pourcentage de l'âge des victimes, selon le type d'acte de violence, 1994

Type of violent incident	Age of victim – Âge de la victime			
Type d'acte de violence	Total	Under 12	12 - 19	20 and over¹
		Moins de 12 ans	De 12 à 19 ans	20 ans et plus¹
Percent – Pourcentage				
Representation in the population – Représentation dans la population	100	16	11	73
Total violent incidents – Total des actes de violence	100	6	20	73
Homicide	100	6	6	88
Attempted murder – Tentative de meurtre	100	2	17	81
Kidnapping/abduction – Enlèvement/rapt²	100	20	20	60
Assault – Voies de fait³	100	4	19	77
Sexual assault – Agression sexuelle⁴	100	28	36	36
Other sexual offences – Autres infractions sexuelles⁵	100	43	41	16
Robbery – Vol qualifié	100	2	25	73
Other violent offences – Autres infractions avec violence⁶	100	2	8	91

Figures may not add to 100 percent due to a small number of missing cases where the gender of the victim was unknown – Les chiffres peuvent ne pas faire 100 % en raison d'un petit nombre de cas manquants pour lesquels le sexe de la victime était inconnu.

¹ Includes a small number of cases where the age of the victim was unknown – Comprend un petit nombre de cas où l'âge de la victime était inconnu.

² Includes kidnapping, hostage-taking, abductions contravening a custody order, and other abductions – Comprend les enlèvements, les prises d'otages, les raptés en contravention d'une ordonnance de garde, et autres raptés.

³ Includes assault levels I, II and III – Comprend les voies de fait des niveaux I, II et III.

⁴ Includes sexual assault levels I, II and III – Comprend les agressions sexuelles des niveaux I, II et III.

⁵ Includes sexual interference, invitation to sexual touching, sexual exploitation, incest and other sexual offences – Comprend les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'inceste et d'autres infractions sexuelles.

⁶ Includes criminal negligence causing bodily harm, discharging a firearm with intent, unlawfully causing bodily harm, child abandonment, and other violent offences – Comprend la négligence criminelle causant des lésions corporelles, la décharge d'une arme à feu dans l'intention de causer des lésions corporelles, l'infliction illégale de lésions corporelles, l'abandon d'enfants, et d'autres infractions avec violence.

Populations are calculated on preliminary postcensal estimates for 1994 – Les populations sont calculées en fonction des estimations postcensitaires provisoires pour 1994.

Source: Canadian Centre for Justice Statistics, Revised Uniform Crime Reporting Survey, 1994 – Centre canadien de la statistique juridique, Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité, 1994.

Data Source**Uniform Crime Reporting Survey**

There are various statistical sources that provide information about crimes of violence in Canada, all with distinct limitations and advantages. Police departments across the country have been participating in the Uniform Crime Reporting (UCR) survey since 1962. The UCR survey provides information in aggregate form on the number of criminal incidents reported to the police each year, the clearance status of these incidents, and the gender of youths and adults charged.

Since 1988, the UCR Survey has been expanding to provide more detailed information regarding the characteristics of violent incidents, victims and offenders. A non-representative sample of 111 police departments, covering 33% of criminal incidents across the country, are currently participating in the Revised UCR Survey (or UCRII). As with any analysis of police statistics, it is important to note that an unknown number of violent crimes never become known to the police; thus, police-recorded cases may not be representative of the range of violent incidents that occur. Rates of the occurrence of police-recorded crimes in the population also cannot be calculated using UCRII because the sample of participating police departments is not nationally representative. More than one-half of all cases in this survey originate in Quebec and more than one-third in Ontario.

Source des données**Programme de déclaration uniforme de la criminalité**

Diverses sources statistiques fournissent de l'information au sujet des crimes de violence au Canada, et elles ont toutes leurs limites et leurs avantages distincts. Des services de police de tout le pays participent au Programme de déclaration uniforme de la criminalité (DUC) depuis 1962. Le programme DUC fournit, sous forme agrégée, des renseignements sur le nombre d'affaires criminelles connues de la police chaque année, la façon dont ces affaires ont été classées, ainsi que le sexe des jeunes et des adultes accusés.

Depuis 1988, le programme DUC a été élargi de façon à fournir, sous forme de microdonnées, des renseignements plus détaillés sur les caractéristiques des actes de violence, ainsi que de leurs victimes et de leurs auteurs. Un échantillon non représentatif de 111 services de police, qui représentent 33 % des affaires criminelles enregistrées dans tout le pays, participent actuellement au Programme révisé DUC (ou DUCII). Comme pour toute analyse des statistiques de la police, il importe de noter qu'un nombre inconnu de crimes de violence ne viennent jamais à l'attention de la police; par conséquent, les cas consignés par la police peuvent ne pas représenter toute la gamme de crimes de violence qui sont commis. En outre, le DUCII ne permet pas de calculer les taux de fréquence dans la population des crimes consignés par la police, car l'échantillon des services de police participants n'est pas représentatif à l'échelle nationale. Plus de la moitié de toutes les causes dans cette enquête proviennent du Québec et plus du tiers de l'Ontario.

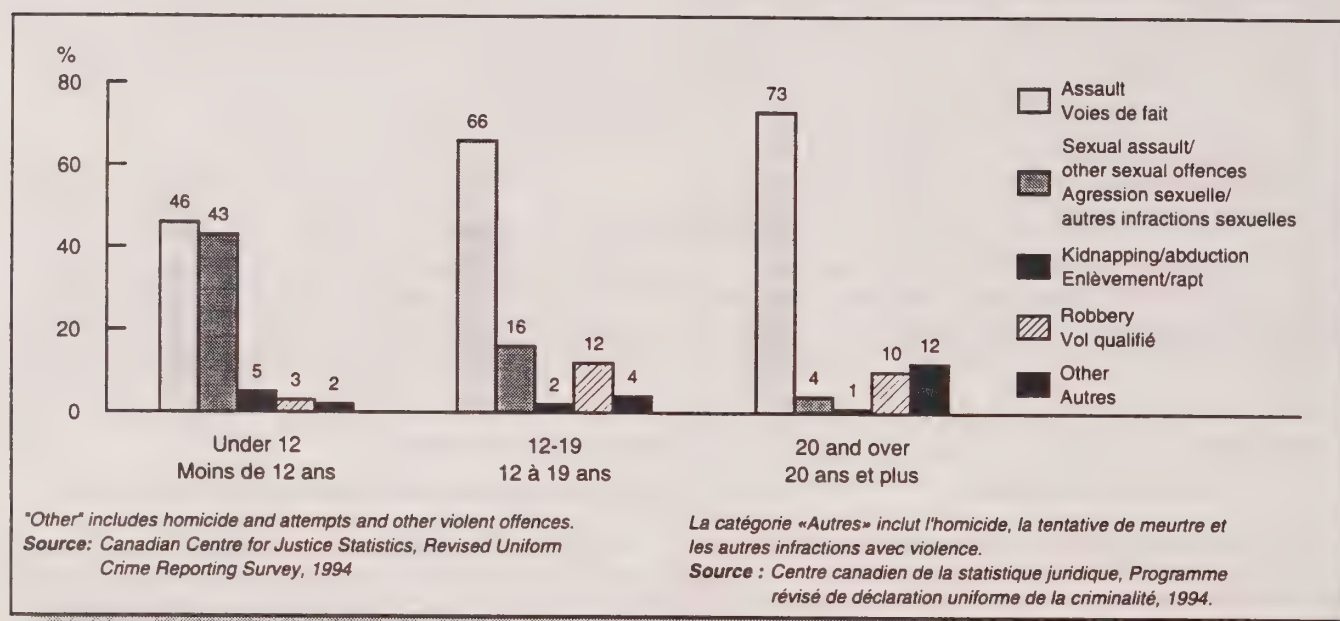
Figure 1 shows that the distribution of violent offences committed against youths are more similar to the types of offences committed against adults than to those involving children. For example, non-sexual assaults account for 66% of violent incidents directed at youths and 73% of those involving adults. Children, by contrast, were assaulted in less than one-half (46%) of all cases and were the subjects of sexual offences in an almost equal proportion (43%). The percentages of cases involving sexual offences are considerably smaller for youths and adults. Robbery and other violent crimes are a bigger threat to youths and adults than to children.

La figure 1 montre que la répartition des infractions avec violence commises à l'endroit des adolescents ressemble plus à la répartition des infractions commises à l'égard des adultes que celle des infractions envers des enfants. Par exemple, les agressions non sexuelles représentent 66 % des crimes de violence perpétrés à l'endroit des adolescents, et 73 % de ceux dont sont victimes des adultes. Par contraste, des enfants ont été agressés dans moins de la moitié (46 %) de tous les cas, et ils ont été la cible d'infractions sexuelles dans une proportion à peu près égale (43 %). Les pourcentages des cas ayant rapport à des infractions sexuelles sont sensiblement plus faibles pour les adolescents et les adultes. Les vols qualifiés et autres crimes de violence constituent une menace plus grave pour les adolescents et les adultes que pour les enfants.

Figure 1

Percentage distribution of type of violent incident by age group of victims, 1994

Répartition en pourcentage des types d'infractions avec violence, selon le groupe d'âge des victimes, 1994



Overall, boys and girls were equally likely to be the victims of violent incidents in both the under 12 and the 12 to 19 age categories (Table 2). However, there is some variation according to crime type. Among children, boys predominate as victims of homicide and attempts,¹ non-sexual assault and robbery. Girls are the more frequent victims of both sexual assault and other sexual offences. Fairly even proportions of boys and girls are victims of kidnapping and abduction.

The pattern is quite similar among youths: boys predominate in incidents of homicide and attempted murder, non-sexual assault and robbery, and girls are even more likely to be the victims of sexual assault and other sexual offences. However, in the case of kidnapping and abductions, while child victims were almost equally likely to be girls or boys, teenage victims were twice as likely to be girls.

Dans l'ensemble, les garçons et les filles, peu importe qu'ils soient âgés de moins de 12 ans ou qu'ils fassent partie de la catégorie des 12 à 19 ans, étaient tous aussi susceptibles d'être les victimes de crimes de violence (tableau 2). Toutefois, on relève certaines différences selon le type de crimes. Chez les enfants, plus de garçons que de filles sont victimes d'homicide et de tentative de meurtre,¹ d'agression non sexuelle et de vol qualifié. Les filles sont plus souvent victimes aussi bien d'agression sexuelle que d'autres infractions sexuelles. Des proportions assez égales de garçons et de filles sont victimes d'enlèvement et de rapt.

On relève une tendance fort semblable parmi les adolescents : les garçons sont plus souvent victimes d'homicide et de tentative de meurtre, d'agression non sexuelle et de vol qualifié, et les filles sont encore plus susceptibles d'être victimes d'agression sexuelle et d'autres infractions sexuelles. Toutefois, dans le cas des enlèvements et des rapt, alors que chez les enfants les victimes étaient à peu près également susceptibles d'être des filles ou des garçons, chez les adolescents les victimes étaient 2 fois plus susceptibles d'être des filles.

¹ These percentages are based on a small number of incidents in the partially implemented UCRII Survey.

¹ Ces pourcentages sont basés sur un petit nombre d'incidents dans le Programme DUCII dont la mise sur pied n'est que partielle.

Table 2

Percentage distribution of age and gender of young victims by type of violent incident, 1994

Tableau 2

Répartition en pourcentage de l'âge et du sexe des jeunes victimes, selon le type d'acte de violence, 1994

	Age and gender of victim – Âge et sexe de la victime					
Type of violent incident	Under 12			12 - 19		
Type d'acte de violence	Moins de 12 ans			De 12 à 19 ans		
	Total	Male	Female	Total	Male	Female
		Garçon	Fille		Garçon	Fille
	Percent – Pourcentage					
Total violent incidents – Total des actes de violence	100	49	51	100	52	48
Homicide	100	58	42	100	69	31
Attempted murder – Tentative de meurtre	100	64	36	100	74	26
Kidnapping/abduction – Enlèvement/rapt ¹	100	53	47	100	32	68
Assault – Voies de fait ²	100	66	34	100	57	43
Sexual assault – Agression sexuelle ³	100	28	72	100	12	87
Other sexual offences – Autres infractions sexuelles ⁴	100	29	71	100	26	74
Robbery – Vol qualifié	100	87	12	100	80	20
Other violent offences – Autres infractions avec violence ⁵	100	53	45	100	42	58

Figures may not add to 100 percent due to a small number of missing cases where the gender of the victim was unknown – Les chiffres peuvent ne pas faire 100 % en raison d'un petit nombre de cas manquants pour lesquels le sexe de la victime était inconnu.

¹ Includes kidnapping, hostage-taking, and abductions contravening a custody order, and other abductions – Comprend les enlèvements, les prises d'otages, les rapt en contravention d'une ordonnance de garde, et autres rapt.

² Includes assault levels I, II and III – Comprend les voies de fait des niveaux I, II et III.

³ Includes sexual assault levels I, II and III – Comprend les agressions sexuelles des niveaux I, II et III.

⁴ Includes sexual interference, invitation to sexual touching, sexual exploitation, incest and other sexual offences – Comprend les contacts sexuels, l'incitation à des contacts sexuels, l'exploitation sexuelle, l'inceste et d'autres infractions sexuelles.

⁵ Includes criminal negligence causing bodily harm, discharging a firearm with intent, unlawfully causing bodily harm, child abandonment, and other violent offences – Comprend la négligence criminelle causant des lésions corporelles, la décharge d'une arme à feu dans l'intention de causer des lésions corporelles, l'infliction illégale de lésions corporelles, l'abandon d'enfants, et d'autres infractions avec violence.

Source: Canadian Centre for Justice Statistics, Revised Uniform Crime Reporting Survey, 1994 – Centre canadien de la statistique juridique, Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité, 1994.

When children under 12 were victimized, the perpetrators were usually adults in cases where the age of the accused person was known (Table 3). Youths were victimized by other youths and by adults in almost equal proportions of known cases. Thirty percent of violent incidents against youths 12-19 years of age were committed by offenders in the same age group (child offenders under 12 years of age were excluded from this analysis because they are not systematically recorded in the UCR Survey).

Lorsque la victime était un enfant de moins de 12 ans, l'auteur du crime était normalement un adulte dans les cas où l'âge de la personne accusée était connu (tableau 3). Les adolescents étaient victimes d'actes de violence commis par d'autres adolescents et par des adultes dans des proportions égales des cas connus. De plus, 30 % des actes de violence perpétrés envers des jeunes de 12 à 19 ans l'ont été par des contrevenants du même groupe d'âge (les contrevenants de moins de 12 ans ont été exclus de la présente analyse, car ils ne sont pas systématiquement consignés dans le programme DUC).

Table 3

Percentage distribution of age of accused persons in violent incidents by age of victim, 1994

Tableau 3

Répartition en pourcentage de l'âge de l'accusé d'actes de violence, selon l'âge des victimes, 1994

Age of accused Âge de l'accusé	Age of victim – Âge de la victime		
	Under 12 Moins de 12 ans	12 - 19 De 12 à 19 ans	Total
	Percent – Pourcentage		
	Percent – Pourcentage	Percent – Pourcentage	Percent – Pourcentage
Total	100	100	100
12 - 19 years – De 12 à 19 ans	26	16	30
20 and over – 20 ans et plus	34	40	32
Unknown – Non classé	39	44	38

Figures may not add to 100 percent due to rounding – Les chiffres peuvent ne pas faire 100 % en raison de l'arrondissement.

Source: Canadian Centre for Justice Statistics, Revised Uniform Crime Reporting Survey, 1994 – Centre canadien de la statistique juridique, Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité, 1994.

Data Source

Crime Victimization Surveys

Through personal interviews, crime victimization surveys provide estimates of the occurrence of certain crimes from the perspective of victims. In 1988 and again in 1993, approximately 10,000 Canadians 15 years of age and older were interviewed in the crime victimization component of Statistics Canada's General Social Survey (GSS) about their experiences with crime and the criminal justice system.

The violent crimes covered by this survey include assault, sexual assault and robbery. According to the 1993 GSS, youths aged 15 to 19 had a victimization rate of 217 incidents per 1,000 youths, twice the national average of 92 per 1,000. Youths aged 16 to 18 had the highest rate of all at 277, three times the national average.

One important characteristic of crime victimization surveys is their ability to record incidents that were not reported to officials, such as police and other social agencies. One major limitation is that crime victims may refuse to report their experiences to survey interviewers for reasons such as humiliation, shame, embarrassment, forgetting, or trivializing the event. As a result, the GSS will contain incidents not found in police statistics, but police statistics may also count some incidents not reported to survey interviewers. In general, however, victimization survey rates are higher than police-recorded crime rates because a substantial number of all crimes are never reported to the police.

The GSS also does not question respondents retrospectively about childhood experiences of violence, or take proxy information concerning respondents' children. The Badgley Committee on Sexual Offences Against Children and Youths conducted a representative sample survey, similar to the crime victimization survey approach, in which adults were interviewed retrospectively about their sexual experiences in childhood (Canada, 1984). In its 1984 report, the Committee estimated that one-half of females and one-third of males have been victims of at least one unwanted sexual act during their lives (including indecent exposure, threats of sexual assault, sexual touching, sexual assault and attempts). About four in five incidents first occurred when the respondents were children or youths.

Child Abuse

Precise estimates of the prevalence of child abuse in Canada are unavailable, largely because of the nature of these events — the secrecy and privacy in which they occur, the dependency of the victim on the perpetrators who are often family members or guardians, a lack of knowledge about the help that is available or even about the wrongfulness of the act, and a fear of repercussions for reporting the incident. In addition, cases of abuse are

Source des données

L'enquête sur les victimes d'actes criminels

La méthode de l'enquête sur les victimes d'actes criminels fournit des estimations de la fréquence de certains crimes, du point de vue des victimes, et ce au moyen d'entrevues personnelles avec des citoyens. En 1988 et de nouveau en 1993, environ 10 000 Canadiens âgés de 15 ans et plus ont été interrogés dans le cadre de la composante d'actes criminels de l'Enquête sociale générale (ESG) de Statistique Canada.

Les crimes de violence sur lesquels porte cette enquête comprennent les voies de fait, les agressions sexuelles et les vols qualifiés. Selon l'ESG de 1993, le taux de victimisation chez les jeunes âgés de 15 à 19 ans affichaient un taux de victimisation de 217 cas pour 1 000 personnes dans ce groupe d'âge, le double de la moyenne nationale de 92 cas pour 1 000 personnes. Les jeunes âgés de 16 à 18 ans enregistraient le taux le plus élevé de 277, 3 fois la moyenne nationale.

L'une des principales caractéristiques des enquêtes sur les victimes d'actes criminels tient à ce qu'elles permettent de consigner des cas qui ont été signalés aux autorités, comme la police et d'autres organismes sociaux, ainsi que des cas qui ne l'ont pas été. L'un des principaux inconvénients est que les victimes de crimes peuvent refuser de parler de leur expérience avec les intervieweurs, entre autres parce qu'elles se sentent humiliées, gênées, qu'elles éprouvent de la honte ou qu'elles veulent tout simplement oublier l'affaire ou en réduire l'importance. Par conséquent, l'ESG fournira des données sur des cas non mentionnés dans les statistiques de la police, mais les statistiques de la police peuvent aussi faire état de certains cas non signalés aux intervieweurs de l'enquête. En règle générale, toutefois, les taux de l'enquête sur les victimes d'actes criminels sont plus élevés que les taux de criminalité consignés par la police, étant donné que de nombreux crimes ne sont jamais signalés à la police.

En outre, dans le cadre de l'ESG, on n'interroge pas les répondants au sujet de leur expérience de la violence pendant leur enfance, et on ne recueille pas de renseignements indirects sur leurs enfants. Le Comité Badgley sur les infractions sexuelles à l'égard des enfants et des jeunes a procédé à une enquête fondée sur un échantillon représentatif, semblable à l'enquête sur les victimes d'actes criminels, où il a interviewé des adultes au sujet de leurs expériences sexuelles pendant leur enfance (Canada, 1984). Dans le rapport qu'il a publié en 1984, le Comité a estimé que la moitié des femmes et le tiers des hommes avaient été, durant leur vie, victimes d'au moins 1 acte sexuel non désiré (y compris outrage à la pudeur, menaces d'agression sexuelle, attouchements sexuels, agressions sexuelles et tentatives d'agression sexuelle). Dans environ 4 cas sur 5, le premier s'est produit pendant leur enfance ou leur adolescence.

Les mauvais traitements à l'égard des enfants

Des estimations précises du nombre de cas d'enfants maltraités au Canada sont indisponibles, en grande partie en raison de la nature de ces cas — le secret et la confidentialité qui les entourent, la dépendance de la victime à l'égard des agresseurs qui sont souvent des membres de la famille ou des tuteurs, le peu de connaissance des services d'aide qui sont disponibles ou même l'ignorance du caractère répréhensible de l'acte, et la crainte de repercussions si l'acte est signalé aux

often not readily detected because the injuries may be concealed.

Child abuse can involve physical, sexual and emotional abuse or neglect. Child welfare legislation characterizes a child in any or all of these circumstances to be a "child at risk" and to warrant investigation by child welfare and/or law enforcement authorities. Physical and sexual abuse and neglect are offences under the *Criminal Code* and are subject to criminal charges.

Child protection legislation in all provinces and territories, except the Yukon, requires that any person who knows about or suspects a case of child abuse must report that knowledge to child welfare authorities (Health Canada, 1994). In the Yukon, mandatory reporting applies to child care workers and teachers. It is the responsibility of child welfare authorities to investigate reports of suspected child abuse or neglect. Allegations which reveal possible grounds for criminal action are often investigated jointly with the police.

Provincial and territorial authorities responsible for child welfare keep records on child abuse cases; however, there are wide variations across data collection systems in the type of data collected and the manner in which they are reported. For example, some provinces report allegations while others report only investigated cases. In addition, the units of count, the reporting period, and the definitions of abuse vary widely, rendering comparisons and national estimates extremely problematic.

In 1993, a representative sample survey of the incidence of child maltreatment reported to child protection workers was conducted in Ontario (Trocmé et al. 1995). A random² sample of 15 Children's Aid Societies was selected for this study. Using this method, the authors estimate that 46,683 children were the subject of investigation for suspected abuse or neglect across the province over the two-month study period. This translates into an estimated incidence rate of 21 cases of maltreatment per 1,000 children in the province. Forty percent of the investigations involved physical abuse, 30% involved neglect, 25% involved sexual abuse, 10% involved emotional maltreatment, and 2% were other types of maltreatment.

Family Violence Cases Reported to the Police

The Revised Uniform Crime Reporting Survey indicates that children were much more likely than youths to be victimized by family members, especially parents (Table 4). In 37% of violent incidents involving children, the perpetrator was a family member; 25% were parents and 11% were other family members. By contrast, family members were implicated in 17% of violent incidents involving youths; parents were involved in 7% and other family members in 10%. Again, the picture was quite

autorités. En outre, il est souvent difficile de reconnaître les cas de mauvais traitements, car les blessures peuvent ne pas être apparentes.

Les mauvais traitements infligés aux enfants peuvent prendre la forme d'agression physique, d'agression sexuelle, de violence morale ou de négligence. La législation relative à la protection de l'enfance considère que toutes ces situations décrivent un «enfant en danger», et qu'elles justifient une enquête par les autorités responsables de la protection de l'enfance et de l'application de la loi. Les agressions physiques et sexuelles ainsi que la négligence sont des infractions prévues au *Code criminel*, et elles peuvent entraîner à porter des accusations criminelles.

La législation relative à la protection de l'enfance de toutes les provinces et des territoires, sauf le Yukon, exige de toute personne qui connaît un enfant maltraité ou qui le soupçonne de l'être qu'elle communique avec une autorité responsable de la protection de l'enfance (Santé Canada, 1994). Au Yukon, les travailleurs d'aide à l'enfance et les professeurs doivent signaler les cas. Il appartient aux autorités responsables des services à l'enfance de faire enquête sur des rapports où l'on allègue des mauvais traitements ou de la négligence à l'égard d'un enfant. Les allégations susceptibles de donner lieu à des poursuites au criminel font souvent l'objet d'enquêtes conjointes avec la police.

Les autorités provinciales et territoriales responsables de la protection de l'enfance tiennent des dossiers sur les cas d'enfants maltraités; toutefois, il existe de vastes différences entre les systèmes de collecte de données, aussi bien dans les types de données recueillies que dans la façon dont les cas sont signalés. Par exemple, certaines provinces déclarent des allégations, alors que d'autres ne déclarent que les cas qui ont fait l'objet d'une enquête. En outre, les unités de base, la période de déclaration et les définitions de mauvais traitements varient énormément, ce qui cause beaucoup de problèmes lorsqu'il s'agit d'établir des comparaisons et des estimations nationales.

En 1993, on a mené en Ontario une enquête fondée sur un échantillon représentatif des cas de mauvais traitements infligés aux enfants signalés aux travailleurs de la protection de l'enfance (Trocmé et al., 1995). On a prélevé pour l'étude un échantillon aléatoire² de 15 sociétés d'aide à l'enfance. En utilisant cette méthode, les auteurs estiment que dans toute la province, 46 683 enfants ont fait l'objet d'une enquête à la suite d'allégations de mauvais traitements ou de négligence, au cours de la période de l'étude qui a duré deux mois. Cela se traduit par un taux de fréquence estimé à 21 cas de mauvais traitements pour 1 000 enfants dans la province. De plus, 40 % des enquêtes ont fait ressortir des agressions physiques, 30 % de la négligence, 25 % des agressions sexuelles, 10 % de la violence morale et 2 % d'autres types de mauvais traitements.

Cas de violence familiale connus de la police

Selon le Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité, les enfants étaient beaucoup plus susceptibles que les adolescents d'être victimes d'actes de violence commis par des membres de la famille, particulièrement par des parents (tableau 4). Dans 37 % des cas d'actes de violence envers des enfants, les agresseurs étaient des membres de la famille: 25 % étaient des parents et 11 % étaient des autres membres de la famille. Par contraste, les membres de la famille étaient associés à 17 % des actes de violence envers les adolescents, les parents

² A random sample is one in which each person in the study population stands an equal chance of being selected. Random selection helps ensure that the sample is statistically representative of the population at large.

² Un échantillon aléatoire en est un où les répondants potentiels ont des chances égales d'être sélectionnés. La sélection aléatoire aide à voir à ce que l'échantillon soit statistiquement représentatif de la population en général.

Table 4

Victim-accused relationship by gender of victims in solved violent incidents involving children and youths, 1994

Tableau 4

Relation entre la victime et l'accusé, selon le sexe des victimes d'actes de violence classés et à l'endroit des enfants et des adolescents, 1994

Relationship of accused to victim Relation entre l'accusé et la victime	Gender of victim – Sexe de la victime		
	Total	Male Garçon	Female Fille
Percent – Pourcentage			
<i>Children under 12 – Enfants de moins de 12 ans</i>			
Total incidents – Total des actes de violence	100	100	100
Total family relationship – Total des actes commis par des membres de la famille	37	30	44
Parent – Père ou mère	25	23	28
Other immediate family – Autre membre de la famille immédiate	6	4	8
Extended family – Membre de la famille étendue	5	3	8
Total non-family relationship – Total des actes commis par des personnes autres que des membres de la famille	63	70	56
Friend/acquaintance – Ami/connaissance	40	42	37
Stranger – Inconnu	16	20	12
Unknown – Ne sait pas	7	8	6
<i>Youths 12-19 – Jeunes de 12 à 19 ans</i>			
Total incidents – Total des actes de violence	100	100	100
Total family relationship – Total des actes commis par des membres de la famille	17	8	27
Parent – Père ou mère	7	4	9
Spouse – Conjoint	5	–	10
Other immediate family – Autre membre de la famille immédiate	3	2	5
Extended family – Membre de la famille étendue	2	1	2
Total non-family relationship – Total des actes commis par des personnes autres que des membres de la famille	83	92	73
Friend/acquaintance – Ami/connaissance	46	44	49
Stranger – Inconnu	28	38	17
Unknown – Ne sait pas	9	11	7

-- percentages too small to report -- pourcentages trop faibles pour être mentionnés.

Figures may not add to totals due to rounding – Les chiffres peuvent ne pas faire le total en raison de l'arrondissement.

Source: Canadian Centre for Justice Statistics, Revised Uniform Crime Reporting Survey, 1994 – Centre canadien de la statistique juridique, Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité, 1994.

different for male and female victims. Girls were victimized by family members more often than boys in both age categories and in all categories of family relationship.

The one offence in which there was a higher percentage of family-related incidents for boys than for girls was kidnappings and abductions (Table 5). Forty-three percent of kidnappings and abductions of boys involved a parent compared to 25% of the same offences involving girls. Girls were more likely than boys to be kidnapped or abducted by friends and acquaintances (35% compared to 19% of boys).

Overall, strangers were responsible for a minority (one-quarter) of acts of violence against children and youths. However, youths were more likely than children to be victimized by strangers, and in both age groups, the percentage of boys victimized by strangers was about double that of girls.

étaient impliqués dans 7 % et les autres membres de la famille dans 10 % des cas. Une fois de plus, la situation était très différente pour les garçons et pour les filles. Celles-ci ont été victimes d'actes de violence plus souvent que les garçons dans les deux groupes d'âge et dans toutes les catégories de liens familiaux.

La seule infraction où les garçons affichaient un pourcentage plus élevé que les filles pour les cas impliquant des membres de la famille était les enlèvements et les rapt (tableau 5). Donc, 43 % des enlèvements et des rapt de garçons impliquaient un parent comparativement à 25 % des mêmes infractions à l'égard des filles. Les filles étaient plus susceptibles que les garçons d'être victimes d'enlèvement ou de rapt commis par des amis et des connaissances (35 % comparativement à 19 % des garçons).

Dans l'ensemble, des inconnus étaient responsables d'une minorité (le quart) des actes de violence perpétrés à l'endroit des enfants et des jeunes. Toutefois, les adolescents étaient plus susceptibles que les enfants d'être victimes d'actes de violence commis par des inconnus, et dans les deux groupes d'âge, le pourcentage de garçons ayant été victimes d'actes de violence commis par des inconnus était le double de celui des filles.

Gender of victim and relationship of accused to victim Sexe de la victime et relation de l'accusé avec la victime	Type of violent incident – Type d'acte de violence				
	Total	Assault Voies de fait	Sexual offences Infractions sexuelles	Kidnap/abduct Enlèvement/rapt	Other ¹ Autre ¹
Percent – Pourcentage					
Male victims – Garçons					
Total incidents – Total des actes de violence	100	100	100	100	100
Total family relationship – Total des actes commis par des membres de la famille	13	13	26	46	3
Parent – Père ou mère	8	8	11	43	2
Spouse – Conjoint	--	--	--	--	--
Other family – Autre membre de la famille ²	4	3	14	3	--
Total non-family relationship – Total des actes commis par des personnes autres que des membres de la famille	87	87	74	53	97
Friend/acquaintance – Ami/connaissance	44	51	52	19	20
Stranger – Inconnu	34	28	14	27	63
Unknown – Ne sait pas	10	10	7	8	15
Female victims – Filles					
Total incidents – Total des actes de violence	100	100	100	100	100
Total family relationship – Total des actes commis par des membres de la famille	32	34	31	31	14
Parent – Père ou mère	14	14	14	25	6
Spouse – Conjoint	8	13	1	6	6
Other family – Autre membre de la famille ²	10	7	16	1	1
Total non-family relationship – Total des actes commis par des personnes autres que des membres de la famille	68	66	69	69	86
Friend/acquaintance – Ami/connaissance	46	48	47	35	32
Stranger – Inconnu	16	12	15	23	37
Unknown – Ne sait pas	7	5	6	10	17

-- percentages too small to report – pourcentages trop faibles pour être mentionnés.

¹ Includes homicide and attempted murder, robbery and other violent offences – Comprend l'homicide et la tentative de meurtre, le vol qualifié et d'autres infractions avec violence.

² Includes other immediate and extended family members – Comprend d'autres membres de la famille immédiate et de la famille étendue.

Figures may not add to totals due to rounding – Les chiffres peuvent ne pas faire le total en raison de l'arrondissement.

Source: Canadian Centre for Justice Statistics, Revised Uniform Crime Reporting Survey, 1994 – Centre canadien de la statistique juridique, Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité, 1994.

Risk factors associated with child abuse

Researchers and child welfare experts have attempted to identify family characteristics that are associated with increased risk of abuse by parents. The most prominent factors cited to date include having a step-parent in the household, young parents, poor parenting skills, marital violence, alcohol or drug abuse in the home, large family size, poverty, unemployment, and disability, poor health or prematurity in the child (O'Keefe, 1995; Crockenberg, 1987; Gelles, 1987; Egeland, Jacobvitz and Sroufe, 1988).

Children who witness violence by one parent against the other often suffer significant emotional trauma, difficulties in their interactions with others, increased aggression, an absence of close emotional ties to their parents, and disrupted or ineffective parenting (Jaffe, Wolfe

Facteurs de risque associés au mauvais traitements à l'égard des enfants

Les chercheurs et les experts en protection de l'enfance ont tenté de définir les caractéristiques familiales qui pourraient faire accroître le risque de mauvais traitements par les parents. Les facteurs les plus évidents cités jusqu'ici comprennent un beau-parent dans le ménage, de jeunes parents, le manque de compétences parentales, la violence conjugale, l'alcoolisme ou la toxicomanie au foyer, une famille nombreuse, la pauvreté, le chômage, une incapacité, une mauvaise santé ou la prématurité de l'enfant (O'Keefe, 1995; Crockenberg, 1987; Gelles, 1987; Egeland, Jacobvitz et Sroufe, 1988).

Les enfants qui sont témoins de violence conjugale souffrent souvent d'un grave traumatisme affectif, ils ont de la difficulté dans leurs interactions avec les autres, ils deviennent plus agressifs, ils n'ont plus de liens émotifs étroits avec leurs parents, et les compétences parentales sont perturbées ou inefficaces (Jaffe,

and Wilson, 1990). In response, child welfare legislation in the Atlantic provinces and Saskatchewan has included "children living in situations of severe domestic violence" under the criteria of children in need of state protection. In these jurisdictions, children who are exposed to domestic violence, like those who are abused or neglected themselves, are considered to be "children at risk" and may be removed from their homes and taken under the care of child welfare authorities.

While reliable estimates of the number of Canadian children affected by child abuse are difficult to obtain, it remains a high-profile social problem because the effects on the child are frequently traumatic and longlasting. The consequences of being a victim of child abuse may include a range of emotional, social and behaviour difficulties, including fear, anger, aggression, destructive behaviour, poor self-esteem, alcohol and drug abuse, running away, poor academic performance, sexually inappropriate behaviour, and an increased risk of future sexual victimization.

To obtain statistical information about critical factors affecting the health, development and well-being of children in Canada, the federal department of Human Resources Development has joined with Statistics Canada to implement a National Longitudinal Survey of Children. Beginning in 1994, approximately 25,000 children, ranging in age from newborn to 11 years, are being surveyed at two-year intervals as they grow to adulthood. Primary caregivers, teachers and school principals will also be interviewed and mathematical and vocabulary skills tests will be administered to the child subjects. The objectives of the Survey are: (1) to determine the prevalence of various biological, social and economic characteristics and risk factors of children and youths; (2) to monitor the impact of such factors and life events on the development of the child; and (3) to enable the development of effective strategies to improve the quality of life for Canadian children. The Survey will soon provide a source of information about the welfare of children in Canada.

Kidnapping and Abduction

Kidnapping and abductions account for a very small proportion (2%) of all violent incidents involving children and youths known to the police in 1994. This category includes the offences of kidnapping, hostage-taking, and abductions with and without a custody order. As shown in Table 2, these incidents were slightly more likely to involve boys than girls in the younger age group whereas in the teenage group, girls were kidnapped or abducted at twice the rate of boys.

One-quarter of kidnapping and abductions were perpetrated by strangers. Parents were responsible for 33% and non-family acquaintances of the victims for 28%. Comparing male and female victims, boys were more likely than girls to be kidnapped or abducted by parents, while higher percentages of girls were kidnapped or abducted by people known to them outside the family (Table 5).

Wolfe et Wilson, 1990). Pour faire face à cette situation, la législation relative à la protection de l'enfance de la Saskatchewan ainsi que dans les provinces de l'Atlantique a inclus «des enfants vivant dans des situations de violence conjugale graves» dans les critères qui définissent les enfants ayant besoin de la protection de l'État. Dans ces juridictions, les enfants qui côtoient la violence conjugale, comme ceux qui sont eux-mêmes maltraités ou négligés, sont considérés comme des «enfants en danger» et ils peuvent être retirés de leur foyer et confiés à la garde des autorités responsables de la protection des enfants.

Même s'il est difficile d'obtenir des estimations fiables du nombre d'enfants canadiens qui sont maltraités, le problème demeure un problème social très visible, car les conséquences pour un enfant pourraient être désastreuses et durables. En effet, un enfant qui est maltraité pourrait éprouver toute une gamme de troubles émotifs, sociaux et de comportement, dont la crainte, la colère, l'agressivité, un comportement destructif, une faible estime de soi, l'alcoolisme et la toxicomanie, les fugues, un mauvais rendement scolaire, un comportement sexuel inapproprié et un risque accru d'être victime d'agression sexuelle dans l'avenir.

Pour obtenir des renseignements statistiques sur les facteurs critiques qui interviennent dans la santé, le développement et le bien-être des enfants au Canada, le ministère fédéral du Développement des ressources humaines s'est joint à Statistique Canada pour mener une Enquête longitudinale nationale sur les enfants. Depuis 1994, environ 25 000 enfants, du nouveau-né à l'enfant de 11 ans, font l'objet d'une enquête à des intervalles de deux ans à mesure qu'ils avancent vers l'âge adulte. Les fournisseurs de soins primaires, les enseignants et les directeurs d'école seront également interviewés, et des tests de mathématiques et de vocabulaire seront administrés aux enfants. Les objectifs de l'enquête sont les suivants : (1) déterminer la prévalence des diverses caractéristiques biologiques, sociales et économiques, ainsi que des facteurs de risque, chez les enfants et les jeunes; (2) surveiller l'impact de ces facteurs et des événements de la vie sur le développement de l'enfant; et (3) permettre l'élaboration de stratégies efficaces pour améliorer la qualité de la vie des enfants canadiens. L'enquête constituera bientôt une source d'information sur le bien-être des enfants au Canada.

Enlèvements et rapt

Les enlèvements et les rapt représentent une très faible proportion (2 %) des actes de violence commis à l'endroit d'enfants et de jeunes et connus de la police en 1994. Cette catégorie comprend les enlèvements, la prise d'otages, et les rapt avec ou sans ordonnance de garde. Comme l'indique le tableau 2, les garçons sont un peu plus susceptibles que les filles dans le groupe d'âge des plus jeunes d'être les victimes de tels crimes, alors que dans le groupe des adolescents, les filles étaient victimes d'enlèvement ou de rapt 2 fois plus souvent que les garçons.

Seulement 25 % des enlèvements et des rapt ont été perpétrés par des inconnus. Des parents étaient responsables dans 33 % des cas, et des connaissances des victimes autres que des parents dans 28 % des cas. Si l'on compare les garçons et les filles, les garçons étaient davantage susceptibles que les filles d'être victimes d'enlèvement ou de rapt commis par des parents, alors que des pourcentages plus élevés de filles étaient victimes d'enlèvement ou de rapt commis par des personnes qu'elles connaissaient, mais qui ne faisaient pas partie de la famille (tableau 5).

Weapons use

According to UCRII data, 36% of all violent incidents directed at children and youths in 1994 involved a weapon of some kind. The remaining 64% were carried out using physical force or threats. Eight percent of incidents involved knives or other cutting instruments, 3% involved firearms, 22% involved other types of weapons, such as clubs, blunt instruments and other objects, and 2% were unknown types of weapons.

A study prepared for the federal Ministry of the Solicitor General using interviews with police and educators determined that firearms are discovered once or twice a year in most schools, with the exception of some schools in Montreal and Toronto where firearms are discovered monthly rather than yearly (Walker, 1994). Knives were found to be the most commonly used weapon, and students were the primary victims of weapons use in schools.

Those interviewed for the Solicitor General study attributed weapons use among youths to the glorification of violence in the media, which typically fails to depict remorse or consequences for acts of violence. In the perception of these police and educators, some of the reasons young people may use weapons in schools include intimidation and power, protection, and to gain status and acceptance among their peers.

Schoolyard violence

School administrators, parent groups and the police have become active participants in communities across the country in efforts to reduce the incidence of violence on school property. Limited information available from UCRII indicates that 11% of violent incidents directed against children and youths occurred on school property. The majority (81%) of these were non-sexual assaults, 10% were sexual assaults, 4% were robberies, and the remainder were other types of violent offences.

Even though the percentage of violent incidents that occur on school property, and the number of students who carry weapons, appear relatively small from the available data, the issue is an important one, particularly from the perspective of students, parents, police and educators. Even one or two violent incidents at a school can have a negative impact on students' perceptions of their personal safety and the school as a safe learning environment (Walker, 1994). The topic of violence on school property will be discussed in greater detail in an upcoming *Juristat*.

Juvenile Prostitution

Prostitution is a dangerous occupation, and especially so for young people. Many prostitutes enter the sex trade at a young age after suffering sexual abuse or other forms of family violence. Once involved in prostitution, young people are vulnerable to physical and sexual assault, exploitation and abuse at the hands of customers and pimps, and to drug addiction and disease (Canada, 1984).

Utilisation d'armes

Selon les données du DUCII, 36 % de tous les actes de violence envers des enfants et des jeunes en 1994 comportaient l'utilisation d'une arme quelconque. Pour le reste, soit 64 %, on a utilisé la force physique ou des menaces. Dans 8 % des cas, l'arme était un couteau ou un autre instrument tranchant, 3 %, des armes à feu, 22 %, d'autres types d'armes, comme des massues, des instruments contondants et d'autres objets, et 2 % étaient des types d'armes non classés.

D'après une étude préparée par le ministère fédéral du Solliciteur général à l'aide d'entrevues avec la police et des éducateurs, des armes à feu sont découvertes seulement 1 ou 2 fois par année dans la plupart des écoles, à l'exception de certaines écoles à Montréal et à Toronto où l'on en découvre tous les mois plutôt que 1 fois par an (Walker, 1994). Les couteaux étaient l'arme la plus souvent utilisée, et les élèves étaient les principales victimes des armes utilisées dans les écoles.

Selon les personnes interviewées dans le cadre de l'étude du Solliciteur Général l'utilisation d'armes parmi les jeunes est attribuable à la glorification de la violence dans les médias, qui normalement ne parlent pas de manifestations de remords ni des conséquences des actes de violence. Ces agents de police et ces éducateurs estiment que si les jeunes utilisent des armes dans les écoles, c'est peut-être, entre autres, pour intimider et exercer un pouvoir, pour se protéger, pour se faire respecter et accepter par leurs pairs.

Violence dans les cours d'école

Aujourd'hui, les cadres scolaires, les groupes de parents et la police interviennent activement dans les collectivités partout au pays pour tenter de réduire les actes de violence dans les écoles. Selon quelques renseignements fournis par le DUCII, 11 % des actes de violence perpétrés à l'égard des enfants et des jeunes se sont produits sur les terrains d'écoles. La majorité (81%) de ces cas étaient des agressions non sexuelles, 10 % des agressions sexuelles, 4 % des vols qualifiés, et le reste était d'autres types de crimes de violence.

Même si le pourcentage de cas d'actes de violence qui se produisent sur les terrains des écoles, et le nombre d'élèves qui portent des armes sur eux, semblent relativement petits d'après les données disponibles, les élèves, les parents, la police et les éducateurs considèrent le problème comme étant très grave. Même un ou deux actes de violence dans une école peuvent avoir un impact négatif sur la perception qu'ont les élèves de leur sécurité personnelle, ainsi que de l'école en tant que milieu d'apprentissage sécuritaire (Walker, 1994). La question de la violence à l'école sera examinée plus en détail dans un des prochains numéros de *Juristat*.

Prostitution chez les jeunes

La prostitution est un métier dangereux, en particulier pour les jeunes. Un grand nombre de prostitués se joignent au commerce charnel lorsqu'ils sont jeunes, après avoir été victimes d'agression sexuelle ou d'autres formes de violence familiale. Une fois engagés dans la prostitution, les jeunes sont vulnérables aux voies de fait, aux agressions sexuelles, à l'exploitation et à de mauvais traitements commis par des clients et des proxénètes, ainsi qu'à la toxicomanie et à la maladie (Canada, 1984).

According to UCRII data, 7% of persons charged by police with prostitution-related offences in 1994 were youths 12 to 19 years of age.

In addition, certain offences in the *Criminal Code* specifically prohibit seeking the sexual services of anyone under the age of 18, or living on the avails of prostitution of anyone under the age of 18. The maximum penalties for these offences are five years and fourteen years imprisonment, respectively. Procuring offences involving anyone over the age of 18 carry a maximum penalty of ten years.

Offences related to prostitution receive a great deal of attention from time to time, from Parliament, provincial and municipal governments, and community groups who strive to alleviate the problems associated with the sex trade and protect vulnerable young people. The most recent efforts at the federal level involve a federal-provincial working group on prostitution which was established in 1992 to review legislation, policies and practices concerning prostitution-related activities and to bring forward recommendations. Juvenile prostitution has been given a special focus.

Homicides Against Children and Youths

Over the past two decades, an average of 54 children under 12, and 60 youths 12-19 years of age were the victims of homicide each year in Canada. Children represented 8% of homicides during this time period and youths accounted for 9%.

Figure 2 shows that the number of children and youth victims of homicide fluctuated between 1974 and 1994. The number of children killed reached a high of 73 in 1984 followed by a decade of figures close to or lower than the 21-year average. The number of youths killed frequently approached 75 during the late 1970s and early 1980s but has declined in recent years.

Overall, the rates of homicide per 100,000 children and per 100,000 youths were lower than the rate for adults. During the early 1990s, the homicide rate for adults was 2.7, compared to 1.1 for children and 1.8 for youths. However, when the rate for newborns and infants (under 12 months of age) is calculated separately, as shown in Figure 3, it becomes clear that the highest risk of homicide occurs within the first year of life. An average of 22 newborns and infants were killed annually between 1991 and 1994 which represents 5.6 per 100,000 youngsters in that age group.³ These incidents include, but are not limited to, cases of infanticide where, typically, a young distraught woman tries to conceal an unwanted pregnancy by killing the newborn child. It is possible that these figures underestimate the number of child homicides and that some are classified in official records as accidental or natural deaths.

Selon les données du DUCII, 7 % des personnes accusées par la police d'infractions reliées à la prostitution en 1994 étaient des jeunes de 12 à 19 ans.

En outre, pour certaines infractions dans le *Code criminel*, il est expressément interdit de solliciter les services sexuels d'une personne de moins de 18 ans, ou de vivre des profits de la prostitution d'une personne âgée de moins de 18 ans. Les peines maximales imposées pour ces infractions sont de 5 ans et 14 ans respectivement. Les infractions reliées au proxénétisme impliquant des personnes âgées de plus de 18 ans entraînent une peine maximale de 10 ans.

De temps à autre, les infractions reliées à la prostitution reçoivent beaucoup d'attention de la part du parlement fédéral, des gouvernements provinciaux et municipaux et des groupes communautaires, qui tentent d'éliminer les problèmes associés au commerce charnel et de protéger les jeunes qui sont vulnérables. À l'échelle fédérale, les plus récents efforts ont consisté à créer, en 1992, un groupe de travail fédéral-provincial sur la prostitution chargé d'examiner la législation, les politiques et les pratiques concernant les activités liées à la prostitution, et de formuler des recommandations. La prostitution des jeunes s'est vu accorder une attention particulière.

Homicides sur les enfants et les jeunes

Au cours des deux dernières décennies, et chaque année au Canada, 54 enfants âgés de moins de 12 ans et 60 adolescents de 12 à 19 ans ont été, en moyenne, victimes d'homicide. Au cours de cette période, les enfants représentaient 8 % des homicides, et les adolescents 9 %.

La figure 2 montre que le nombre d'enfants et d'adolescents victimes a fluctué entre 1974 et 1994. Le nombre d'enfants tués a atteint un sommet de 73 en 1984, qui a été suivi d'une décennie de chiffres qui étaient à peu près équivalents ou inférieurs à la moyenne enregistrée pendant la période de 21 ans. Très souvent, le nombre de jeunes tués se situait à près de 75 au cours de la fin des années 1970 et le début des années 1980, mais il a diminué au cours des dernières années.

Dans l'ensemble, les taux d'homicide pour 100 000 enfants et pour 100 000 adolescents dans la population étaient plus faibles que les taux pour les adultes. Au début des années 1990, le taux d'homicide pour les adultes se situait à 2,7, comparativement à 1,1 pour les enfants et à 1,8 pour les jeunes. Toutefois, si l'on calcule séparément le taux pour les nouveau-nés et les enfants en bas âge (c'est-à-dire les enfants de moins de 12 mois), comme le montre la figure 3, il devient évident que c'est au cours de leur première année de la vie que le risque d'homicide est le plus élevé. De 1991 à 1994, 22 nouveau-nés et enfants en bas âge, en moyenne, ont été tués annuellement, ce qui représente 5,6 pour 100 000 enfants dans ce groupe d'âge.³ Ces cas comprennent, mais sans s'y limiter, des cas d'infanticide où normalement, une jeune femme désespérée tente de cacher une grossesse non voulue en tuant le nouveau-né. Il est possible que ces chiffres sous-estiment le nombre de meurtres d'enfants et que certains cas soient classés dans des dossiers officiels comme étant des morts accidentelles ou naturelles.

³ Figures for age groups under two were not collected separately prior to 1991.

³ Les chiffres pour les groupes d'âge de moins de deux ans n'étaient pas recueillis séparément avant 1991.

Figure 2

Number of homicides against children
and youths, 1974-1994

Nombre d'homicides commis contre les enfants et
les jeunes, 1974 à 1994

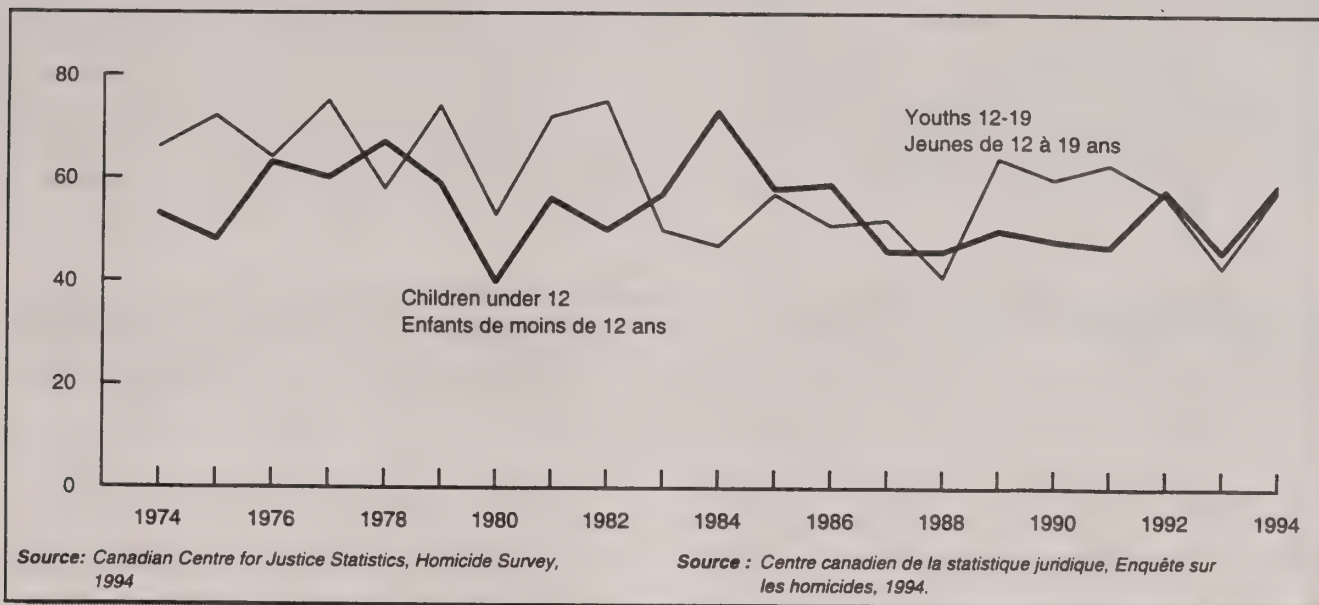
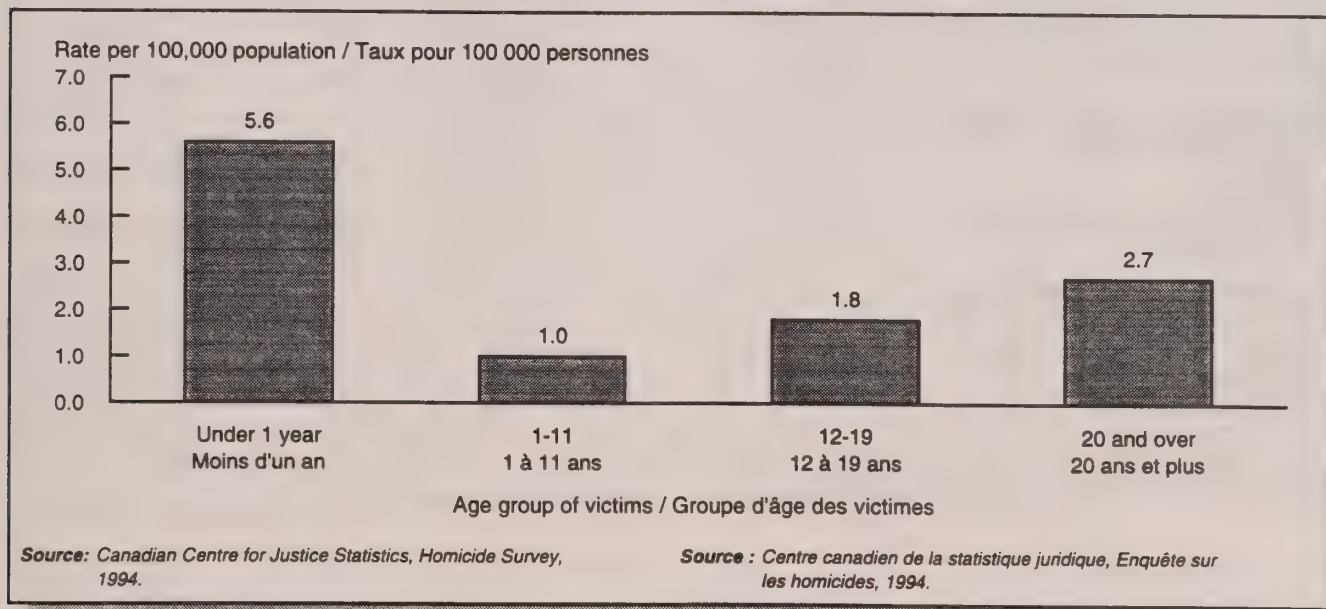


Figure 3

Average rates of homicide by age group
of victims, 1991-1994

Taux moyens d'homicide, selon le groupe d'âge
des victimes, 1991 à 1994



The Circumstances of Child and Youth Homicides

The circumstances of homicides are quite different depending on whether the victim is a child or a youth. During the past two decades, the perpetrators in homicides involving children were family members in the majority of solved cases; 35% were fathers, 31% were mothers and 8% were other family members (Table 6). Fewer homicides were committed by friends or acquaintances; the smallest percentage were committed by strangers. The percentage distribution of the victim-accused relationship was very similar for male and female child victims.

Table 6

Victim-accused relationship by gender of victims in homicides involving children and youths, 1974 to 1994 grouped

Circonstances entourant les homicides chez les enfants et les jeunes

Les circonstances entourant les homicides sont très différentes selon que la victime est un enfant ou un adolescent. Au cours des deux dernières décennies, les auteurs d'homicides sur des enfants étaient des membres de la famille dans la majorité des cas résolus; 35 % étaient des pères, 31 %, des mères, et 8 %, d'autres membres de la famille (tableau 6). Un moins grand nombre ont été commis par des amis ou des connaissances, et le pourcentage le plus faible l'ont été par des inconnus. La répartition en pourcentage de la relation entre la victime et l'accusé était très semblable pour les garçons et pour les filles.

Tableau 6

Relation entre la victime et l'accusé, selon le sexe des victimes dans des homicides sur des enfants et des jeunes, données de 1974 à 1994 combinées

Relationship of accused to victim Relation entre l'accusé et la victime	Gender of victim – Sexe de la victime					
	Total		Male Garçon		Female Fille	
	N	%	N	%	N	%
<i>Children under 12 - Enfants de moins de 12 ans</i>						
Total incidents – Total des actes de violence	1,142	100	608	100	529	100
Total family relationship – Total des actes commis par des membres de la famille	847	74	460	76	385	73
Father – Père	403	35	224	37	178	34
Mother – Mère	357	31	186	31	170	32
Other family – Autre membre de la famille	87	8	50	8	37	7
Total non-family relationship – Total des actes commis par des personnes autres que des membres de la famille	295	26	148	24	144	27
Friend/acquaintance – Ami/connaissance	154	13	85	14	69	13
Stranger – Inconnu	66	6	31	5	35	7
Unknown – Ne sait pas	75	7	32	5	40	8
<i>Youths 12-19 – Jeunes de 12 à 19 ans</i>						
Total incidents – Total des actes de violence	1,252	100	716	100	536	100
Total family relationship – Total des actes commis par des membres de la famille	285	23	139	19	146	27
Father – Père	68	5	31	4	37	7
Mother – Mère	15	1	8	1	7	1
Other family – Autre membre de la famille	152	12	96	13	56	10
Spouse – Conjoint	50	4	4	1	46	9
Total non-family relationship – Total des actes commis par des personnes autres que des membres de la famille	967	77	577	81	390	73
Friend/acquaintance – Ami/connaissance	555	44	384	54	171	32
Stranger – Inconnu	221	18	131	18	90	17
Unknown – Ne sait pas	191	15	62	9	129	24

Figures may not add to totals due to a small number of missing cases where the gender of victims was unknown – Les chiffres peuvent ne pas faire le total en raison d'un petit nombre de cas manquants pour lesquels le sexe de la victime était inconnu.

Source: Canadian Centre for Justice Statistics, Homicide Survey, 1994 – Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les homicides, 1994.

In contrast to child homicides, those involving youths recorded friends and acquaintances as the largest category of offenders (44% of all incidents). Strangers were implicated in 18% and family-related homicides accounted for 23% of incidents. Differences emerge between male and female victims in the teen years when girls are more likely to be killed by a spouse, and boys are at greater risk of homicide by friends and acquaintances. These gender-differentiated patterns begin to more closely resemble adult homicides.

Cause of Death

The cause of death is also quite different for child and youth victims (Table 7). Child killings very often seem to be an extension of child abuse. Almost 60% were committed by beatings or strangulation. Fourteen percent of child victims were shot and 8% were stabbed to death.

On the other hand, guns and stabbing instruments were used in nearly two-thirds (63%) of all cases of homicide against youths and 75% of cases with male youths. Girls were more likely than boys to be strangled. These figures may reflect the smaller stature of children and teenage girls relative to teenage boys, the ease with which they can be overpowered by a bigger and stronger adult without the use of a weapon, and the different situations in which these homicides occur.

Par contraste aux homicides sur des enfants, dans les homicides sur des adolescents, les amis et les connaissances représentaient la plus forte catégorie de meurtriers (44 % de tous les cas). Des inconnus étaient impliqués dans 18 % des cas et des membres de la famille dans 23 %. Des différences se dessinent entre les victimes de sexe masculin et les victimes de sexe féminin pendant les années de l'adolescence, alors que les filles sont plus susceptibles d'être tuées par un conjoint, et les garçons risquent davantage d'être tués par des amis et des connaissances. Ces tendances qui diffèrent selon le sexe commencent à ressembler davantage aux tendances dans les homicides sur des adultes.

Cause du décès

On relève de fortes différences dans les causes de décès selon qu'il s'agit d'enfants ou d'adolescents (tableau 7). Les meurtres d'enfants sont très souvent l'aboutissement de mauvais traitements. Dans presque 60 % des cas, les victimes avaient été battues ou étranglées. De plus, 14 % d'entre elles avaient été tuées au moyen d'une arme à feu, et 8 % avaient été tuées à coups de couteau.

Par ailleurs, des armes à feu et des couteaux sont utilisés dans près des deux tiers (63 %) de tous les cas d'homicide sur des jeunes et 75 % des cas sur des jeunes de sexe masculin. Les filles étaient plus susceptibles que les garçons d'être étranglées. Ces chiffres peuvent s'expliquer par la petite taille des enfants et des adolescentes par rapport aux adolescents, par la facilité avec laquelle ils peuvent être maîtrisés par un adulte plus grand et plus fort non muni d'une arme, et les situations différentes dans lesquels ces homicides se produisent.

Table 7

Cause of death by gender of victims in homicides involving children and youths, 1974 to 1994 grouped

Cause of death Cause du décès	Gender of victim – Sexe de la victime		
	Total	Male Garçon	Female Fille
Percent/Pourcentage			
<i>Children under 12 – Enfants de moins de 12 ans</i>			
Total incidents – Total des actes de violence	100	100	100
Shooting – Arme à feu	14	15	13
Stabbing – Couteau	8	7	9
Beating – Coups et blessures	28	31	24
Strangulation – Étranglement	29	27	32
Smoke/burns – Fumée/brûlures	6	6	6
Other/unknown – Autre/inconnu	14	12	15
<i>Youths 12-19 – Jeunes de 12 à 19 ans</i>			
Total incidents – Total des actes de violence	100	100	100
Shooting – Arme à feu	36	43	27
Stabbing – Couteau	27	32	20
Beating – Coups et blessures	13	12	15
Strangulation – Étranglement	14	6	25
Smoke/burns – Fumée/brûlures	3	3	3
Other/unknown – Autre/inconnu	7	5	9

Figures may not add to totals due to rounding – Les chiffres peuvent ne pas faire le total en raison de l'arrondissement.

Source: Canadian Centre for Justice Statistics, Homicide Survey, 1994 – Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur les homicides, 1994.

Summary

Available data from the Revised Uniform Crime Reporting Survey indicate that children are over-represented among victims of sexual offences, and youths are over-represented among victims of almost all violent crimes. Whereas the majority of perpetrators were known to the victims, boys were twice as likely as girls to be victimized by strangers. Approximately one-in-five violent incidents occurred at the hands of family members and parents were implicated in one-half of these. Girls were more than twice as likely as boys to be victimized by family members.

Rates of homicide are lower for children and youths than for adults. However, infants and newborns are at significantly higher risk than any other age group. Perpetrators of homicides involving children were parents in two-thirds of cases, and many incidents seemed to be an extension of child abuse. Youths were more likely to be killed by someone known to them but outside the family.

Efforts to improve and expand the capacity of statistical databases to measure and describe incidents of violence in Canada are continuing. As they do, profiles of young victims will also be enhanced.

Methodology

Revised Uniform Crime Reporting Survey (UCRII)

The Revised UCR is a microdata survey that captures detailed information on individual criminal incidents reported to the police, including characteristics of victims, accused persons and incidents. Victim, accused and incident variables can be linked and cross-tabulated. As of 1994, 111 police departments were participating in the revised survey. This is a non-representative sample, largely urban in nature. Coverage will continue to grow as more police agencies convert to the Revised UCR Survey.

Homicide Survey

Through the Homicide Survey, the Canadian Centre for Justice Statistics has collected police-recorded data on all homicide incidents, and characteristics of victims and accused persons, since 1961. When a homicide becomes known to the police, a Survey questionnaire is completed. This questionnaire remained virtually unchanged from 1961 to 1990. In an effort to respond to changing information needs, the survey was revised in 1991 to add and to improve on data elements.

General Social Survey

The General Social Survey (GSS) is a multi-cycle survey designed to measure the social conditions of Canadians. The topics covered include, health, the family, work and leisure, and crime and accidents. Each cycle runs once every five years.

Sommaire

Il reste toutefois que les données provenant du Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité indiquent que les enfants sont surreprésentés parmi les victimes d'infractions sexuelles, et que les adolescents sont surreprésentés parmi les victimes de presque tous les crimes de violence. Alors que la majorité des auteurs de ces crimes étaient connus des victimes, les garçons étaient 2 fois plus susceptibles que les filles d'être victimes d'un acte de violence commis par un inconnu. Environ 1 acte de violence sur 5 a été commis par un membre de la famille, et les parents ont été impliqués dans la moitié de ces actes. Les filles étaient plus de 2 fois plus susceptibles que les garçons d'être victimes d'un acte de violence commis par des membres de la famille.

Les taux d'homicide sont plus faibles pour les enfants et les adolescents que pour les adultes, et les enfants en bas âge et les nouveau-nés courent un risque sensiblement plus élevé que tout autre groupe d'âge. Les auteurs des homicides sur des enfants étaient des parents dans les deux tiers des cas, et bon nombre de cas semblaient marquer l'aboutissement de mauvais traitements infligés à l'enfant. Les jeunes étaient davantage susceptibles d'être tués par quelqu'un qu'ils connaissaient à l'extérieur de la famille.

On poursuit actuellement les efforts visant à améliorer et à élargir la capacité des bases de données statistiques de mesurer et de décrire les cas de violence au Canada. On pourra ainsi améliorer également les profils des jeunes victimes.

Méthode

Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité

Le DUC révisé est une enquête fondée sur des microdonnées qui saisit des renseignements détaillés sur divers affaires criminelles signalées à la police, y compris les caractéristiques des victimes, les personnes accusées et les actes de violence. Les variables «victime», «accusé» et «affaire» peuvent être reliées et être présentées sous forme de tableau de corrélation. Depuis 1994, 111 services de police participent au programme révisé. Il s'agit d'un échantillon non représentatif, en grande partie à caractère urbain. Le champ d'observation continuera à s'élargir au fur et à mesure que d'autres organismes de police commenceront à participer au programme révisé DUC.

Enquête sur l'homicide

Grâce à l'Enquête sur l'homicide, le Centre canadien de la statistique juridique a recueilli des données qu'a consignées la police sur des cas d'homicide, sur les caractéristiques des victimes et des personnes accusées, et ce depuis 1961. Lorsqu'un homicide est porté à l'attention de la police, un questionnaire d'enquête est rempli. Ce questionnaire n'a à peu près pas changé de 1961 à 1990. Dans un effort visant à répondre à de nouveaux besoins en données, en 1991, on a révisé l'enquête pour ajouter d'autres éléments d'information et améliorer les éléments existants.

Enquête sociale générale

L'Enquête sociale générale (ESG) est une enquête multicycle conçue pour évaluer la situation sociale des Canadiens. Les sujets traités comprennent la santé, la famille, le travail et les loisirs, et la criminalité et les accidents. Chaque cycle est mené tous les cinq ans.

The 1993 GSS was the second running of the crime and accident cycle. Between February and December, telephone interviews were conducted with approximately 10,000 Canadians aged 15 and older. The sample covered the non-institutionalized population of the ten provinces and was selected using random digit dialling techniques. Respondents were asked about their experiences with crime and the criminal justice system over the previous 12 month period. On the basis of these interviews, estimates were made of the incidence of eight specific crimes (three violent and five property crimes) in the general population 15 and over.

References

Canada, 1984. *Report of the Committee on Sexual Offences Against Children and Youths*. Volume 1. Ottawa: Ministry of Supply and Services.

Crockenberg, S.B. 1987. "Predictors and correlates of anger toward and punitive control of toddlers by adolescent mothers" *Child Development* 58:964-975.

Egeland, B., D. Jacobvitz and L. Sroufe. 1988 "Breaking the Cycle of Abuse" *Child Development* 59:1080-1088.

Gelles, R.J. 1987. "The Family and Its Role in the Abuse of Children" *Psychiatric Annals* 17(4):230.

Health Canada. 1994. *Child Welfare in Canada: The Role of Provincial and Territorial Authorities in Cases of Child Abuse* Ottawa: Federal-Provincial Working Group on Child and Family Services Information.

Jaffe, P., D. Wolfe and S.K. Wilson. 1990. *Children of Battered Women* Newbury Park: Sage.

Kempe, H.C. 1962. "The Battered Child Syndrome" *Journal of the American Medical Association* 17:181.

O'Keefe, M. 1995. "Predictors of Child Abuse in Maritally Violent Families" *Journal of Interpersonal Violence* 10(1):3-25.

Trocmé, N., D. McPhee and K. Kwan Tam. 1995. "Child Abuse and Neglect in Ontario: Incidence and Characteristics" *Child Welfare* 74(3):563-586.

Walker, S. G. 1994. *Weapons Use in Canadian Schools* User Report No. 1994-05, Ottawa: Solicitor General Canada.

L'ESG de 1993 constituait la première reprise du cycle de la criminalité et des accidents. De février à décembre, des entrevues téléphoniques ont été menées auprès d'environ 10 000 Canadiens âgés de 15 ans et plus. L'échantillon englobait la population non institutionnalisée des 10 provinces, et il a été choisi au moyen d'une enquête téléphonique à composition aléatoire. On a posé aux répondants des questions au sujet de leur expérience de la criminalité et du système de justice pénale au cours de la période de 12 mois précédente. À partir de ces entrevues, on a établi des estimations de la fréquence de 8 crimes précis (3 crimes de violence et 5 crimes contre les biens) dans la population générale âgée de 15 ans et plus.

Références

Canada, 1984. *Rapport du Comité sur les infractions sexuelles à l'égard des enfants et des jeunes*. Volume 1. Ottawa : Ministère des Approvisionnements et Services.

Crockenberg, S.B. 1987. «Predictors and correlates of anger toward and punitive control of toddlers by adolescent mothers» *Child Development* 58:964-975.

Egeland, B., D. Jacobvitz et L. Sroufe. 1988 «Breaking the Cycle of Abuse» *Child Development* 59:1080-1088.

Gelles, R.J. 1987. «The Family and Its Role in the Abuse of Children» *Psychiatric Annals* 17(4):230.

Santé Canada. 1994. *Bien-être de l'enfance au Canada : le rôle des autorités provinciales et territoriales en matière d'enfance maltraitée* Ottawa : Groupe de travail fédéral-provincial sur l'information sur les services à l'enfance et à la famille.

Jaffe, P., D. Wolfe et S.K. Wilson. 1990. *Children of Battered Women* Newbury Park : Sage.

Kempe, H.C. 1962. «The Battered Child Syndrome» *Journal of the American Medical Association* 17:181.

O'Keefe, M. 1995. «Predictors of Child Abuse in Maritally Violent Families» *Journal of Interpersonal Violence* 10(1):3-25.

Trocmé, N., D. McPhee et K. Kwan Tam. «Child Abuse and Neglect in Ontario: Incidence and Characteristics» *Child Welfare* 74(3):563-586.

Walker, S. G. 1994. *Les armes dans les écoles au Canada* Série Rapport pour spécialistes n° 1994-05, Ottawa : Solliciteur général Canada.

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call **Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 1-800-267-6677**. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951-9023) ou le **numéro sans frais 1-800-387-2231**. Pour commander, communiquer avec **Statistique Canada, la Division des Opérations et de l'intégration, Direction de la circulation, 1-800-267-6677**. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composer le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

- | | |
|----------------|---|
| Vol.14 No. 16 | Trends in Justice Spending – 1988/89 to 1992/93 / Tendances des dépenses en matière de justice – 1988-1989 à 1992-1993 |
| Vol.14 No. 17 | Urban/Rural Criminal Victimization in Canada / La victimisation en milieu urbain et rural au Canada |
| Vol.15 No. 1 | Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public |
| Vol.15 No. 2 | Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993 |
| Vol.15 No. 3 | Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 4 | The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994 |
| Vol.15 No. 5 | Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994 |
| Vol.15 No. 6 | Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes |
| Vol.15 No. 7 | Youth and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994 |
| Vol.15 No. 8 | Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993 |
| Vol.15 No. 9 | Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle |
| Vol. 15 No. 10 | Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada |
| Vol. 15 No. 11 | Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994 |
| Vol. 15 No. 12 | Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994 |
| Vol. 15 No. 13 | Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada |
| Vol. 15 No. 14 | Impaired Driving – Canada, 1994 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada, 1994 |

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.





Juristat

Canadian Centre
for Justice Statistics

Centre canadien
de la statistique juridique



Price: Canada: \$10.00 per issue, \$90.00 annually
United States: US\$12.00 per issue, US\$108.00 annually
Other Countries: US\$14.00 per issue, US\$126.00 annually
To order Statistics Canada publications, please call our National toll-free
line 1-800-267-6677

Vol.15, No.16

Recidivism in Youth Courts 1993-94

by Glen Doherty and Paul de Souza*

Highlights

- A study of young offenders convicted in Canada's youth courts in 1993-94 found that about 40% were repeat offenders. About one-quarter of the repeat offenders were persistent re-offenders with 3 or more prior convictions.¹
- Repeat young offenders tend to commit more serious crimes in both the violent and property crime categories than first-time offenders.
- Repeat young offenders tend to commit a greater number of property offences and conversely, fewer violent offences than first-time offenders.
- Male youths are more likely to be repeat offenders than females and twice as likely to become persistent offenders.
- As the young offender moves towards persistent re-offending, the number of charges per case increases and the elapsed time between convictions and re-offending decreases.
- Repeat young offenders receive increasingly harsher sentences from the youth courts as the number of prior convictions increases.

¹ In 1993-94, the youth courts of Canada (excluding Ontario and Nova Scotia) dealt with 30,808 cases involving one or more convictions for federal statute offences. Convictions for administrative offences such as failure to comply with a disposition, escaping custody and unlawfully at large were excluded from the analysis.

* Analysts at the Canadian Centre for Justice Statistics

December 1995
ISSN 0715-271X

Prix : Canada : 10 \$ l'exemplaire, 90 \$ par année
États-Unis : 12 \$ US l'exemplaire, 108 \$ US par année
Autres pays : 14 \$ US l'exemplaire, 126 \$ US par année
Pour commander les publications de Statistique Canada, veuillez composer le
numéro national sans frais 1-800-267-6677

Vol.15, n° 16

La récidive dans les tribunaux de la jeunesse 1993-1994

par Glen Doherty et Paul de Souza*

Faits saillants

- Une étude des jeunes contrevenants condamnés par les tribunaux de la jeunesse en 1993-1994 a révélé qu'environ 40% étaient récidivistes. À peu près un quart de ces derniers étaient des multirécidivistes comptant au moins trois condamnations antérieures¹.
- Les jeunes récidivistes sont davantage susceptibles que les contrevenants primaires de commettre des crimes plus graves, que ce soit dans la catégorie des crimes contre la personne ou dans la catégorie des crimes contre les biens.
- Les jeunes récidivistes commettent un plus grand nombre de crimes contre les biens et par conséquent, un moins grand nombre de crimes contre la personne que les contrevenants primaires.
- Les adolescents sont plus nombreux que les adolescentes à récidiver et deux fois plus susceptibles que les adolescentes d'être des multirécidivistes.
- À mesure que se multiplient les condamnations, le nombre de chefs d'accusation par cause augmente et l'intervalle entre les infractions devient plus court.
- Plus le nombre de condamnations antérieures augmente, plus les sentences imposées aux récidivistes par les tribunaux de la jeunesse sont sévères.

¹ En 1993-1994, les tribunaux de la jeunesse du Canada (à l'exclusion de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse) ont entendu 30 808 causes, impliquant au moins une condamnation pour des infractions à des lois fédérales. Les condamnations relatives à des infractions de nature administrative, comme le défaut de se conformer à une décision, l'évasion et le fait d'être en liberté sans excuse étaient exclues de l'analyse.

* Analystes au Centre canadien de la statistique juridique

Décembre 1995
ISSN 0715-271X

Published by authority of the Minister responsible for Statistics Canada. © Minister of Industry, 1995. All rights reserved. No part of this publication may be reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise without prior written permission from Licence Services, Marketing Division, Statistics Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1995. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

Introduction

Over the last decade, Canadians have become increasingly concerned about the nature and incidence of crime committed by young offenders. This concern has been fed by the growing media prominence of youth crime in Canada and abroad, by the public's perceptions that crime rates are rising among young persons, and by the repeated appearance of young persons before a youth justice system struggling to deal with them.

The purpose of this Juristat is to examine, through the data of the Youth Court Survey (YCS), the nature and extent of repeat offending or 'recidivism' among young offenders. 'Recidivism' is the tendency of offenders to repeat criminal acts after having been convicted in the courts. The Juristat provides a profile of recidivism as characterized in the 1993-94 conviction caseload of the youth courts of Canada. More specifically, this Juristat seeks to examine: the extent of recidivism in the current youth court caseload; the age and sex characteristics of recidivist youth; and the relationship of prior conviction to the types of crimes committed, the frequency of criminal activity, and the nature of the dispositions handed down by the youth courts.

The definition of a recidivist in this report is a young person who was found guilty of at least one federal statute charge during 1993-94 and had been previously convicted in a youth court of at least one other federal statute charge since 1986-87. However, convictions for a violation of the Young Offenders Act (YOA) and post-disposition administrative offences in the Criminal Code are excluded from this analysis. The majority of the Young Offenders Act violations are failure to comply with a disposition charges, and Criminal Code post-disposition administrative offences such as failure to comply with a probation order, escaping from custody, and being unlawfully at large. Recidivism can be studied in many ways. This report provides but one view of the characteristics of repeat offending. See the Methodology and Scope Section for more information on study parameters.

Introduction

Depuis les dix dernières années, les Canadiens s'inquiètent de plus en plus de la nature et de la fréquence des crimes commis par les jeunes contrevenants. Cette inquiétude a été alimentée par l'importance croissante accordée par les médias à la criminalité chez les jeunes, aussi bien au Canada qu'à l'étranger, par les perceptions du public selon lesquelles les taux de criminalité s'accroissent chez les jeunes, et par les nombreuses comparutions des jeunes devant un système de justice pour les jeunes qui a de la difficulté à traiter avec eux.

Le présent Juristat a pour objet d'examiner, au moyen des données provenant de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ), la nature et l'ampleur du problème de la répétition des infractions ou de la «récidive» chez les jeunes contrevenants. La «récidive» est la tendance qu'ont les contrevenants à répéter des actes criminels après avoir été reconnus coupables par les tribunaux au moins une fois avant de commettre une autre infraction. Le Juristat fournit un profil de la récidive fondé sur le nombre de jeunes qui, en 1993-1994, ont été reconnus coupables par des tribunaux de la jeunesse du Canada. Plus précisément, ce Juristat tente d'examiner : l'ampleur de la récidive dans le nombre de causes dont sont actuellement saisis les tribunaux de la jeunesse; les caractéristiques selon l'âge et le sexe des jeunes récidivistes; et le lien entre une condamnation antérieure et les types de crimes commis, la fréquence des actes criminels, et la nature des décisions rendues par les tribunaux de la jeunesse.

Dans le présent rapport, on définit un récidiviste comme une jeune personne qui a été reconnue coupable d'au moins une infraction à une loi fédérale en 1993-1994, et qui avait déjà été reconnue coupable par un tribunal de la jeunesse d'au moins une autre infraction à une loi fédérale depuis 1986-1987. Toutefois, les condamnations pour les infractions à la Loi sur les jeunes contrevenants (LJC) et des infractions au Code criminel de nature administrative commises après le prononcé du jugement sont exclues de la présente analyse. La majorité des infractions à la Loi sur les jeunes contrevenants sont le défaut de se conformer à une décision, et la majorité des infractions au Code criminel sont des crimes de nature administrative commis après le prononcé du jugement, y compris le défaut de se conformer à une ordonnance de probation, l'évasion, et le fait d'être en liberté sans excuse. Il y a plusieurs façons d'aborder l'étude de la récidive. Ce rapport ne présente qu'un aspect des caractéristiques de la répétition des infractions. Voir la section de la méthodologie et de la portée de l'étude pour plus de renseignements sur les paramètres de l'étude.

Repeat offenders represent a significant proportion of the youth court caseload

In 1993-94, youth courts in ten Canadian jurisdictions (excluding Ontario and Nova Scotia), dealt with 30,808 cases involving one or more convictions for a federal statute offence (also excluding YOA and Criminal Code post-dispositional administrative offences). Forty-two percent of these cases involved youths with previous convictions: 20% had one prior conviction, 10% had two prior convictions, and 12% had three or more prior convictions at sometime between 1986-87 and 1993-94 (Figure 1).

First-time offenders commit more violent crimes than recidivists

Repeat young offenders tend not to progress from non-violent to violent crimes during their careers. Recidivists were found to be less involved in violent crime

Les récidivistes représentent une forte proportion des causes des tribunaux de la jeunesse

En 1993-1994, les tribunaux de la jeunesse de 10 secteurs de compétence canadiens (sont exclues l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont entendu 30 808 causes impliquant une ou plusieurs condamnations pour une infraction à une loi fédérale (sont également exclues les infractions à la LJC et les infractions au Code criminel de nature administrative commises après le prononcé du jugement). Quarante-deux pour cent de ces causes visaient des jeunes qui avaient déjà été reconnus coupables d'infractions : 20 % avaient encouru une condamnation antérieure, 10 % deux condamnations antérieures, et 12 % trois condamnations antérieures ou plus à un moment entre 1986-1987 et 1993-1994 (figure 1).

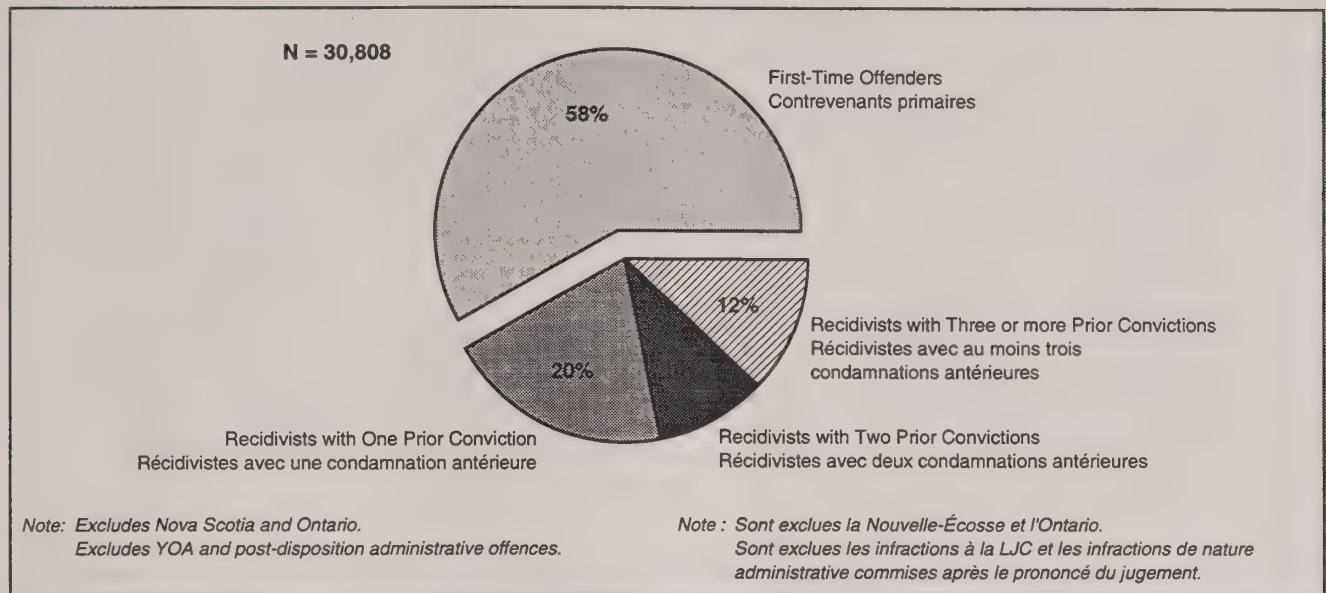
Les contrevenants primaires commettent davantage de crimes contre la personne que les récidivistes

Les récidivistes ne sont pas susceptibles de passer des crimes sans violence aux crimes contre la personne au cours de leur carrière. Les récidivistes sont moins portés à commettre

Figure 1

Youth Court Cases by Offender Type and Number of Prior Convictions, 1993-94

Causes entendues par les tribunaux de la jeunesse, selon le type de contrevenant et le nombre de condamnations antérieures 1993-1994



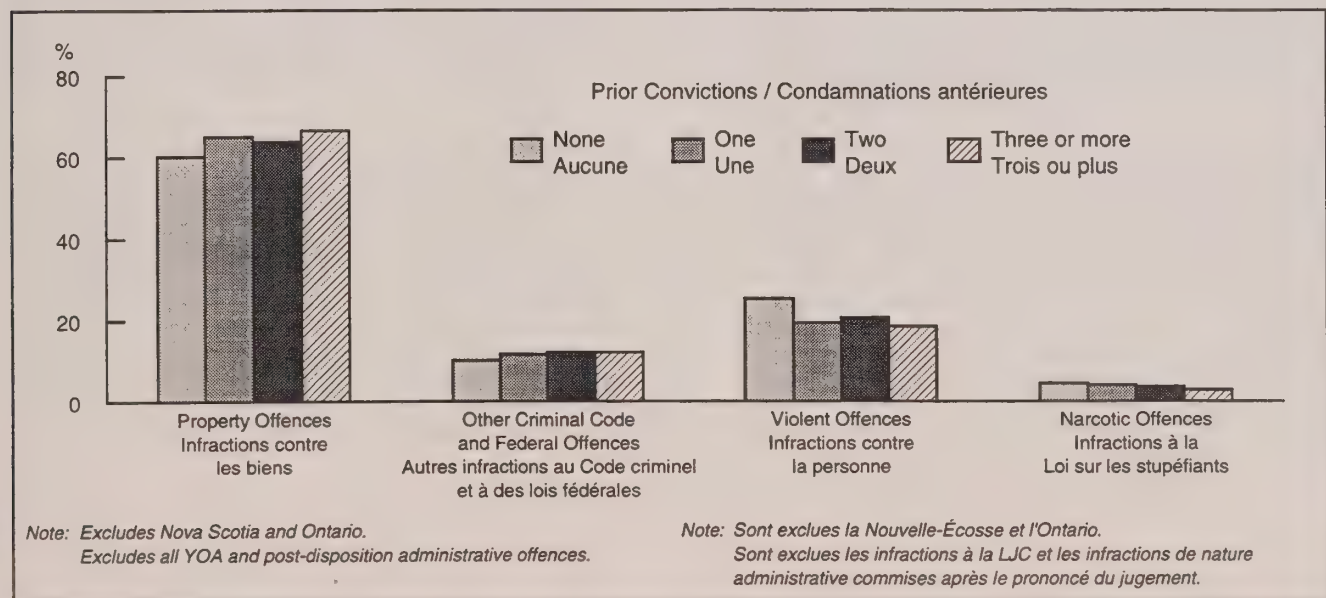
than first-time offenders. (Table 1). The data show that the proportion of violent crimes to property and other crimes committed by repeat offenders is actually lower than that for first-time offenders: 19% of all recidivists were convicted of violent crimes versus 25% of first-time offenders (Figure 2).

des crimes contre la personne que les contrevenants primaires (tableau 1). Les données indiquent que la proportion de crimes contre la personne par rapport aux crimes contre les biens et autres crimes commis par des récidivistes est effectivement plus faible que dans le cas des contrevenants primaires : 19 % des récidivistes ont été reconnus coupables de crimes contre la personne comparativement à 25 % des contrevenants primaires (figure 2).

Figure 2

Patterns in Offence Type by Number of Prior Convictions, 1993-94

Tendances dans les types d'infraction selon le nombre de condamnations antérieures, 1993-1994



Correspondingly, 65% of all repeat offenders had committed property offences versus 60% of first-time offenders. The proportion of violent offences to non-violent offences decreased by 7% with the increase in prior convictions to three or more, while the proportion of property crimes increased by 6%.

Persistent repeat young offenders tend to commit more serious crimes in both the violent and property crime categories than first-time offenders. Within the violent offences category, the more serious violent offences as a proportion of all violent crimes increased from 50% for recidivists with one prior conviction to 58% for those recidivists with three or more prior convictions (Figure 3/ Table 1).

De même, 65 % des récidivistes avaient commis des crimes contre les biens comparativement à 60 % des contrevenants primaires. La proportion d'infractions contre la personne par rapport aux infractions sans violence diminua de 7 % chez les personnes ayant trois condamnations antérieures ou plus, alors que la proportion de crimes contre les biens augmenta de 6 %.

Les jeunes multirécidivistes sont davantage susceptibles que les contrevenants primaires de commettre des infractions plus graves que ce soit dans la catégorie des crimes contre la personne que dans la catégorie des crimes contre les biens. Dans la catégorie des infractions contre la personne, les infractions les plus graves en tant que proportion de tous les crimes contre la personne passent de 50 % pour les récidivistes ayant encouru une condamnation antérieure, à 58 % pour les récidivistes ayant encouru au moins trois condamnations antérieures (figure 3/ tableau 1).

Figure 3

Patterns in Violent Offence Types by Number of Prior Convictions, 1993-94

Tendances dans les types d'infractions contre la personne, selon le nombre de condamnations antérieures, 1993-1994



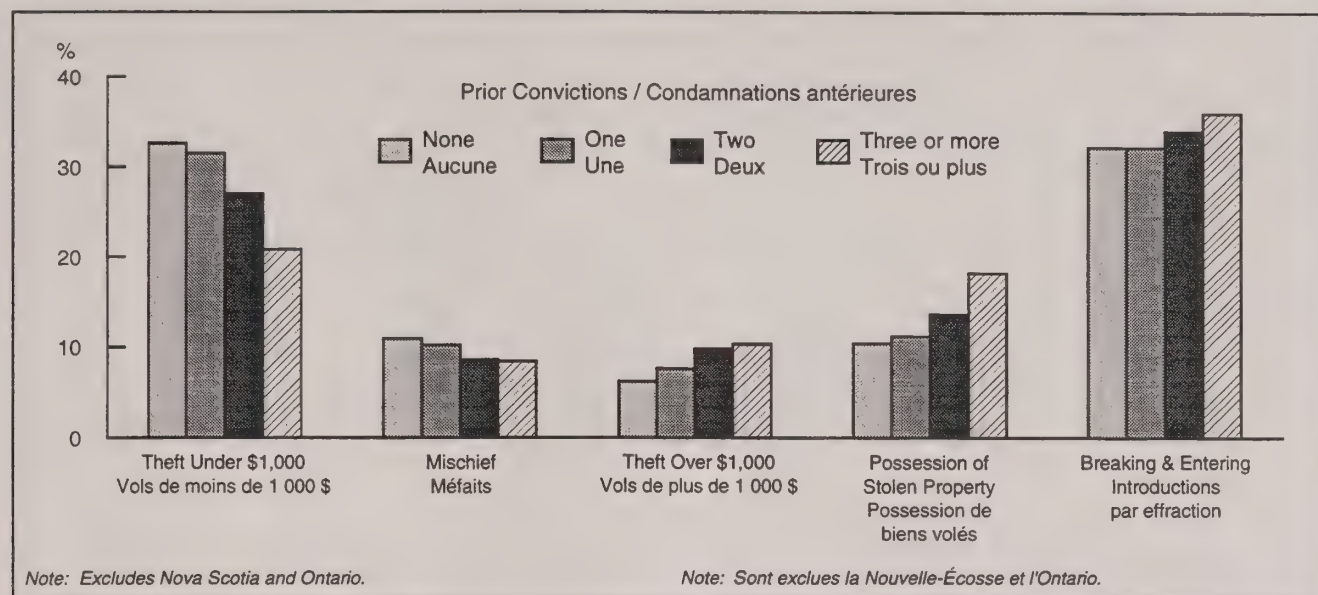
Likewise, there is movement among recidivists towards more serious offences within the property crime category (Figure 4). Lesser property offences as a proportion of all property offences tended to decrease as prior convictions increased. For example, the proportions of theft under \$1,000 and mischief offences decreased by 12% and 3% respectively for those persistent recidivists with 3 or more prior convictions. Conversely, among recidivists there were increases in the proportions of theft over \$1,000 (4%), possession of stolen property (8%), and breaking and entering offences (4%).

De même, on relève chez les récidivistes une progression vers des infractions plus graves à l'intérieur de la catégorie des crimes contre les biens (figure 4). Les infractions contre les biens moins graves, en tant que proportion de toutes les infractions contre les biens, avaient tendance à diminuer à mesure qu'augmentait le nombre de condamnations antérieures. Par exemple, les proportions de vols de moins de 1 000 \$ et de méfaits diminuaient de 12 % et 3 % respectivement pour les multirécidivistes comptant au moins trois condamnations antérieures. Par contre, les récidivistes affichaient des augmentations des proportions de vols de plus de 1 000 \$ (4 %), de possession de biens volés (8 %), et d'introductions par effraction (4 %).

Figure 4

Patterns in Selected Property Offences by Prior Conviction, 1993-94

Tendances dans certaines infractions contre les biens, selon les condamnations antérieures, 1993-1994



Age and Sex are significant factors in determining recidivism

Given that older youths have had more time at risk of committing a criminal offence and being caught, and are therefore more likely to appear in court as recidivists, it was not surprising to find that the proportion of repeat offenders increased with age: from 16% of 12 year olds, to 50% of 17 year olds. Recidivists were generally older youths: 81% of all recidivists were 15 years of age or older.

Males were more likely than females to be recidivists: 44% of the male youths convicted in 1993-94 were recidivists, compared with 33% of female offenders. Moreover, males were almost twice as likely as females to be persistent recidivists (i.e. having three or more prior convictions). Thirteen percent of the males convicted had three or more prior convictions while 7% of the females fell into this category (Table 2).

When comparing male and female youth court conviction caseloads in 1993-94, the predominance of males in the caseload data increased with both age and the number of prior convictions. The proportion of male caseload increased from 80% of 12 year olds to 89% of 17 year olds while the female proportion of caseload dropped from 20% of 12 year olds to 11% of 17 year olds. In terms of prior record, male caseload comprised 81% of first-time offenders and 91% of recidivists with three or more prior convictions (Table 2).

L'âge et le sexe jouent un rôle important dans la détermination de la récidive

Comme les adolescents plus âgés ont eu plus de temps pour commettre une infraction criminelle et être appréhendés, et qu'ils sont donc plus susceptibles de comparaître en cour comme des récidivistes, il n'est pas étonnant de constater que la proportion de récidivistes augmentait avec l'âge : de 16 % chez les adolescents de 12 ans à 50 % chez les adolescents de 17 ans. Les récidivistes étaient généralement plus âgés : 81 % d'entre eux avaient 15 ans ou plus.

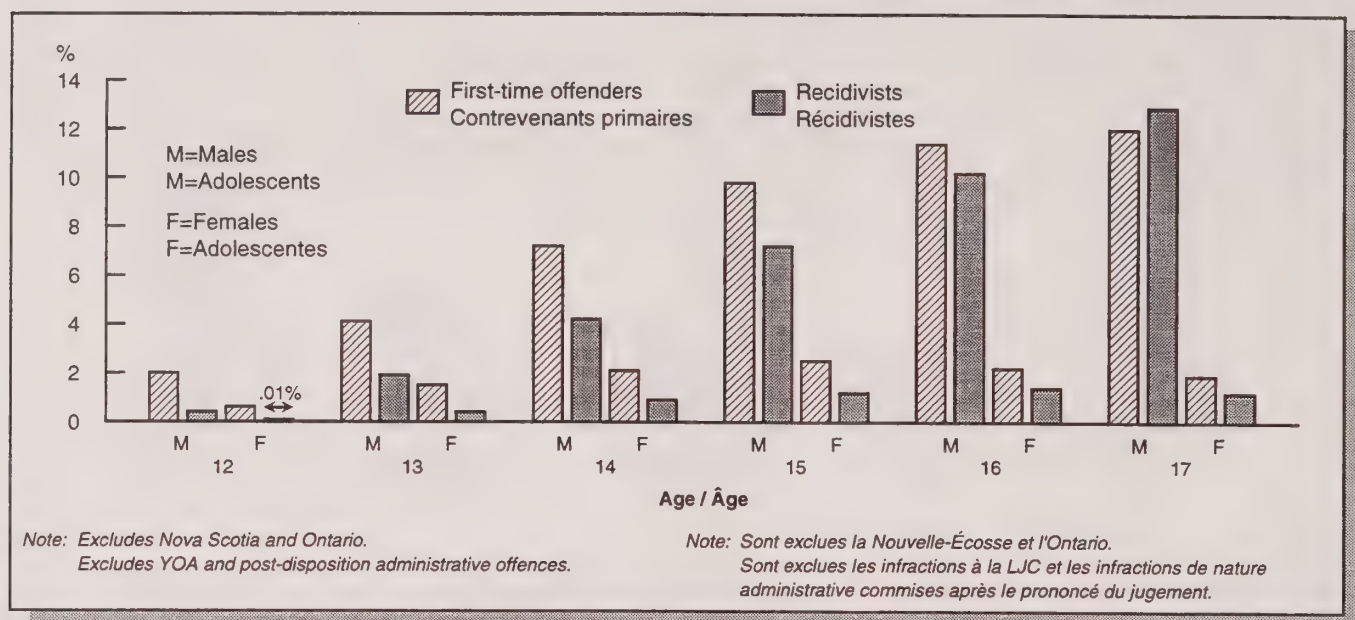
Les adolescents étaient plus nombreux que les adolescentes à récidiver : 44 % des adolescents ayant encouru une condamnation en 1993-1994 étaient des récidivistes, comparativement à 33 % des adolescentes. En outre, les adolescents étaient presque deux fois plus susceptibles que les adolescentes d'être des multirécidivistes (c'est-à-dire d'avoir encouru au moins trois condamnations antérieures). Treize pour cent des adolescents condamnés avaient trois condamnations antérieures ou plus, alors que 7 % des adolescentes faisaient partie de cette catégorie (tableau 2).

Si l'on compare le nombre d'adolescents et d'adolescentes qui ont été condamnés par les tribunaux de la jeunesse en 1993-1994, on constate que la prédominance des adolescents dans les données sur le nombre de causes augmentait aussi bien avec l'âge qu'avec le nombre de condamnations antérieures. La proportion de causes impliquant des adolescents est passée de 80 % d'adolescents âgés de 12 ans à 89 % d'adolescents âgés de 17 ans, alors que la proportion des causes impliquant des adolescentes a régressé de 20 % chez les adolescentes âgées de 12 ans à 11 % chez les adolescentes âgées de 17 ans. Pour ce qui est des condamnations antérieures, le nombre de causes impliquant des adolescents se répartissait entre 81 % de contrevenants primaires et 91 % de récidivistes ayant encouru au moins trois condamnations antérieures (tableau 2).

Figure 5

Youth Court Cases by Offenders' Sex, Age, and Number of Prior Convictions, 1993-94

Causes entendues par les tribunaux de la jeunesse selon le sexe, l'âge et le nombre de condamnations antérieures des contrevenants, 1993-1994



Although males predominated in the youth court caseload, the 1993-94 conviction data indicate that younger females were proportionately more involved in crime than males of the same ages as both first time offenders and recidivists (Figure 6). Younger males were responsible for a very low proportion of overall male caseload but this proportion increased steadily through each age category. In contrast, young female involvement in offending started in a slightly higher proportion to total of female caseload than males of the same age. Female involvement increased more sharply than male involvement until 15 years of age, and then declined gradually through the remaining age categories (Figure 6). Sixty-one percent of all female first-time offenders and 50% of all female recidivists were 15 years of age or less: the equivalent figures for males were only 49% and 37% respectively.

Females also appeared to be proportionately more active at a younger age than males as the number of prior convictions increased. Conversely, females were proportionately less active than 16 and 17 year old males (Table 2). This pattern suggests that females become involved in and then withdraw from criminal behaviour at a younger age than males. This finding is supported by an examination of the median age for both first and second convictions in youth court, which is 15 for females and 16 for males.

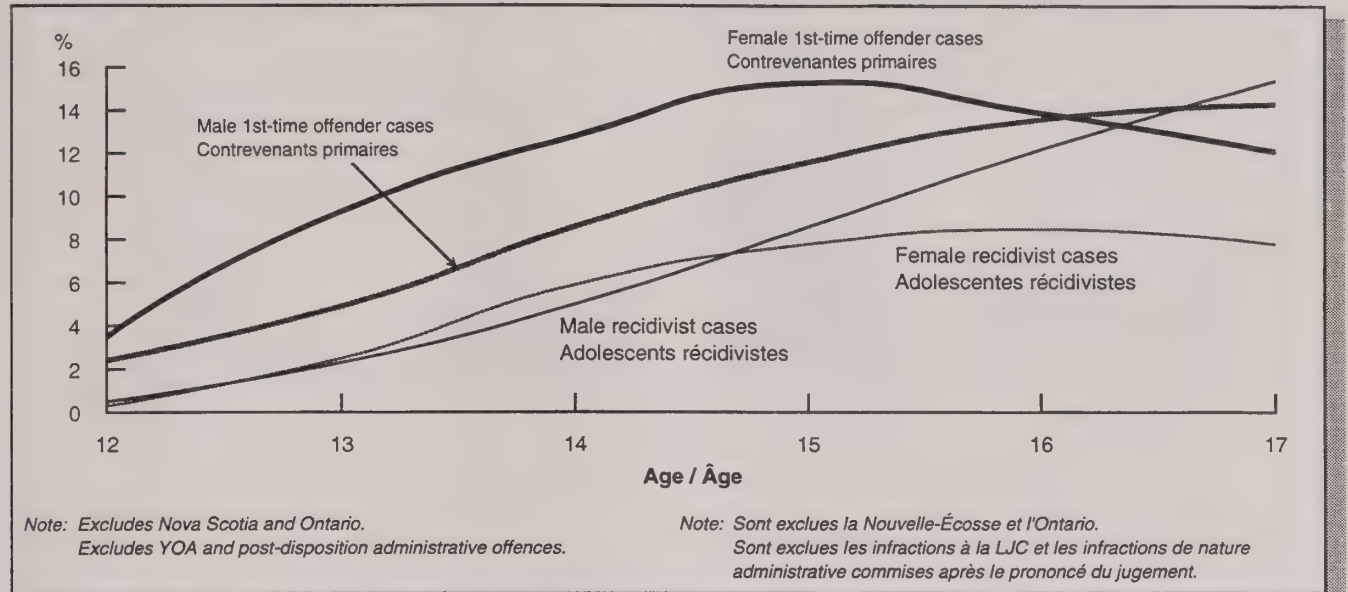
Même si les adolescents prédominaient dans les causes dont étaient saisis les tribunaux de la jeunesse, il ressort des données de 1993-1994 sur les condamnations qu'à un plus jeune âge, les adolescentes étaient proportionnellement davantage impliquées dans des crimes que les adolescents, aussi bien comme contrevenants primaires que comme récidivistes (figure 6). Les adolescents plus jeunes comptaient pour une proportion très faible de toutes les causes impliquant des adolescents, mais cette proportion augmentait progressivement au fur et à mesure que l'on avançait dans les diverses catégories d'âge. Par contraste, les adolescentes plus jeunes représentaient une proportion un peu plus élevée des causes impliquant des contrevenants primaires que ce n'était le cas pour les adolescents du même âge. Leur nombre augmentait plus rapidement que le nombre d'adolescents jusqu'à 15 ans, puis il diminuait progressivement dans les autres catégories d'âge (figure 6). Soixante et un pour cent de toutes les contrevenances primaires et 50 % de toutes les récidivistes étaient âgées de 15 ans ou moins : les chiffres équivalents pour les adolescents étaient de seulement 49 % et 37 % respectivement.

De plus, les adolescentes semblaient être proportionnellement plus actives à un âge plus jeune que les adolescents, au fur et à mesure qu'augmentait le nombre de condamnations antérieures. Par ailleurs, les adolescentes étaient proportionnellement moins actives que les adolescents de 16 et 17 ans (tableau 2). Par conséquent, il semblerait que les adolescentes adoptent puis abandonnent un comportement criminel à un âge plus jeune que les adolescents. Cette constatation est également confirmée par un examen de l'âge médian à la fois pour la première et pour la deuxième condamnation par les tribunaux de la jeunesse, qui est de 15 ans pour les adolescentes et de 16 ans pour les adolescents.

Figure 6

Proportion of Young Offenders : First-time offenders and Recidivists, by Sex and Age, 1993-94

Proportion de jeunes contrevenants : contrevenants primaires et récidivistes, selon le sexe et l'âge, 1993-1994



Male and female young offender crime patterns differ slightly

While young males predominate in all categories of crime, the overall patterns of offending for males and females are similar, but not identical. In particular, the proportion of violent offences committed by females compared to total female offences is higher for both the first-time and recidivist categories than is the case for male offenders (Figure 7). The reverse, however, is true for property offences, where female percentages are lower than those of male first-time and recidivist offenders. Also, the amount of female recidivist involvement in violent crime was proportionately greater than that of males for the categories with only one or two prior convictions. Finally, the level of female recidivist involvement in the Other Criminal Code and Federal Statute category was proportionately higher than that of males. This difference can largely be attributed to the presence of soliciting convictions within this category.

The 1993-94 data indicate that the proportion of total conviction caseload involving violent crime remained fairly stable for females with each successive conviction, while it decreased slightly among male recidivists (Table 1). However, there was a significant difference in the severity of the violent offences committed by young men and women. Minor assault offences accounted for a far greater proportion of females' total offences than males at every

Les tendances criminelles des jeunes contrevenants et contrevenantes diffèrent légèrement

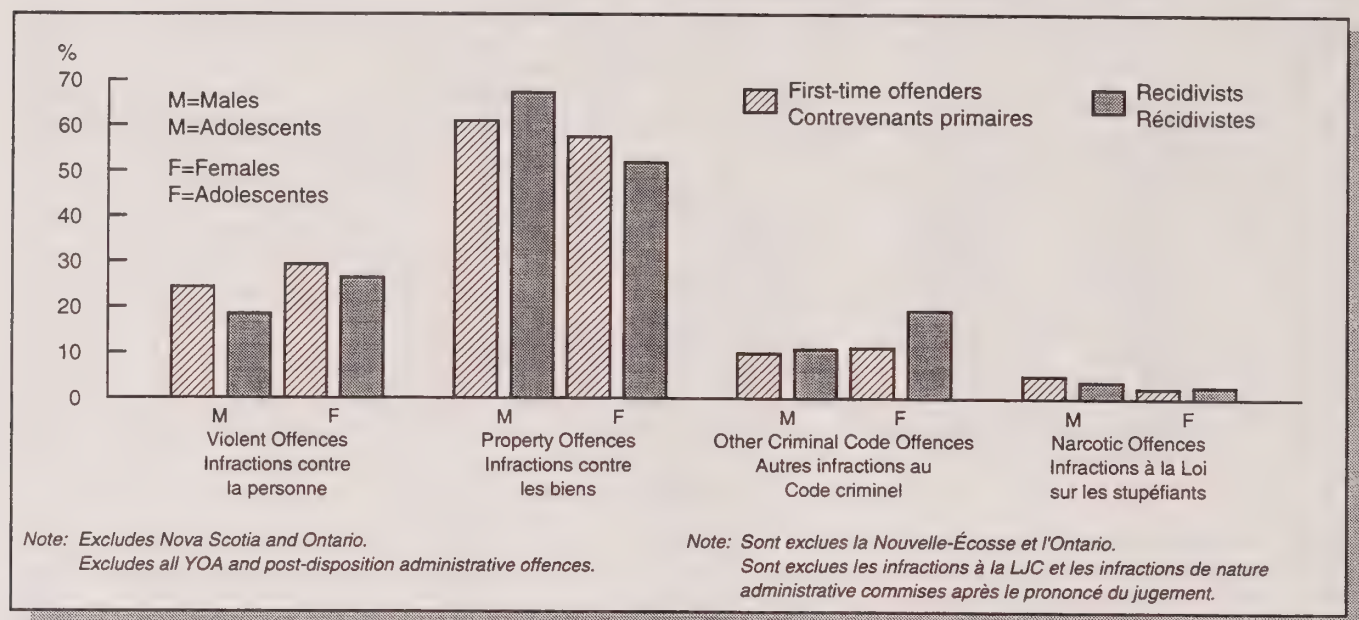
Même si les jeunes contrevenants prédominent dans toutes les catégories de crimes, les tendances générales de la criminalité chez les contrevenants et les contrevenantes sont semblables, mais non identiques. En particulier, la proportion d'infractions contre la personne commises par des adolescentes par rapport au nombre total d'infractions perpétrées par des contrevenantes est plus élevée tant dans la catégorie des contrevenantes primaires que des récidivistes, qu'elle ne l'est pour les contrevenants de sexe masculin (figure 7). L'inverse est toutefois vrai dans le cas des infractions contre les biens, où les pourcentages des adolescentes sont plus faibles que ceux des adolescents qui sont des contrevenants primaires et des récidivistes. En outre, le nombre d'adolescentes récidivistes impliquées dans des crimes contre la personne était proportionnellement plus élevé que celui des adolescents pour les catégories comptant seulement une ou deux condamnations ultérieures. Enfin, le nombre d'adolescentes récidivistes enfreignant d'autres articles du Code criminel et d'autres lois fédérales était proportionnellement plus élevé que celui des adolescents. Cette différence peut être attribuée en grande partie à la présence de condamnations pour sollicitation dans cette catégorie.

Les données de 1993-1994 indiquent que la proportion de toutes les nombres de causes condamnées impliquant des crimes contre la personne est demeurée relativement stable pour les adolescentes avec chaque condamnation successive, alors qu'elle a légèrement diminué chez les récidivistes de sexe masculin (tableau 1). Toutefois, on relevait une forte différence dans la gravité des infractions contre la personne commises par les adolescents et les adolescentes. Les voies de fait mineures

Figure 7

Youth Court Cases by Sex, Offence Type, and Offender Type, 1993-94

Causes entendues par les tribunaux de la jeunesse, selon le sexe, le type d'infraction et le type de contrevenant, 1993-1994



level of prior conviction. Minor assault offences comprised 17% of total caseload for persistent female recidivists in contrast to only 7% for persistent male recidivists.

The proportion of total conviction caseload involving property crime increased for males with each successive conviction, while it decreased among female recidivists (Table 1). Male recidivists tended to concentrate on the "more serious" offences of breaking and entering, theft over \$1,000, and possession of stolen property: the proportions of total male offences that these categories represented steadily increased with the number of prior convictions. In contrast, females' property offences were very heavily concentrated on the theft under \$1,000 category. Overall, this offence accounted for 55% of all female property crimes, and this proportion decreased substantially as it did for males as the number of prior convictions increased.

Recidivists were more criminally active than first-time offenders

Using the number of charges in a case as a measure of the offender's relative level of criminal activity, recidivists were found to be more active in 1993-94 than first-time offenders. As the number of prior convictions increased, there was a steady increase in the proportion of multiple charge cases - from 48% of first-time offenders to 64% of offenders with three or more prior offences (Figure 8).

comptaient pour une proportion beaucoup plus forte du total des infractions commises par des adolescentes que des infractions commises par des adolescents, peu importait le nombre de condamnations antérieures. Les voies de fait mineures comportaient 17 % du nombre total de causes impliquant des adolescentes multirécidivistes comparativement à 7 % chez les multirécidivistes de sexe masculin.

La proportion de toutes les nombres de causes condamnées impliquant des crimes contre les biens augmentait pour les adolescents avec chaque condamnation successive, alors qu'elle diminuait chez les récidivistes de sexe féminin (tableau 1). Les récidivistes de sexe masculin tendaient à se concentrer sur les infractions «plus graves», soit les introductions par effraction, les vols de plus de 1 000 \$, et la possession de biens volés : les proportions de toutes les infractions commises par des adolescents que représentaient ces catégories augmentaient progressivement avec le nombre de condamnations antérieures. Par contraste, les infractions contre les biens commises par des adolescentes étaient très fortement concentrées dans la catégorie des vols de moins de 1 000 \$. Dans l'ensemble, cette infraction comptait pour 55 % de tous les crimes contre les biens commis par des adolescentes, et cette proportion diminuait sensiblement, tout comme dans le cas des adolescents, au fur et à mesure qu'augmentait le nombre de condamnations antérieures.

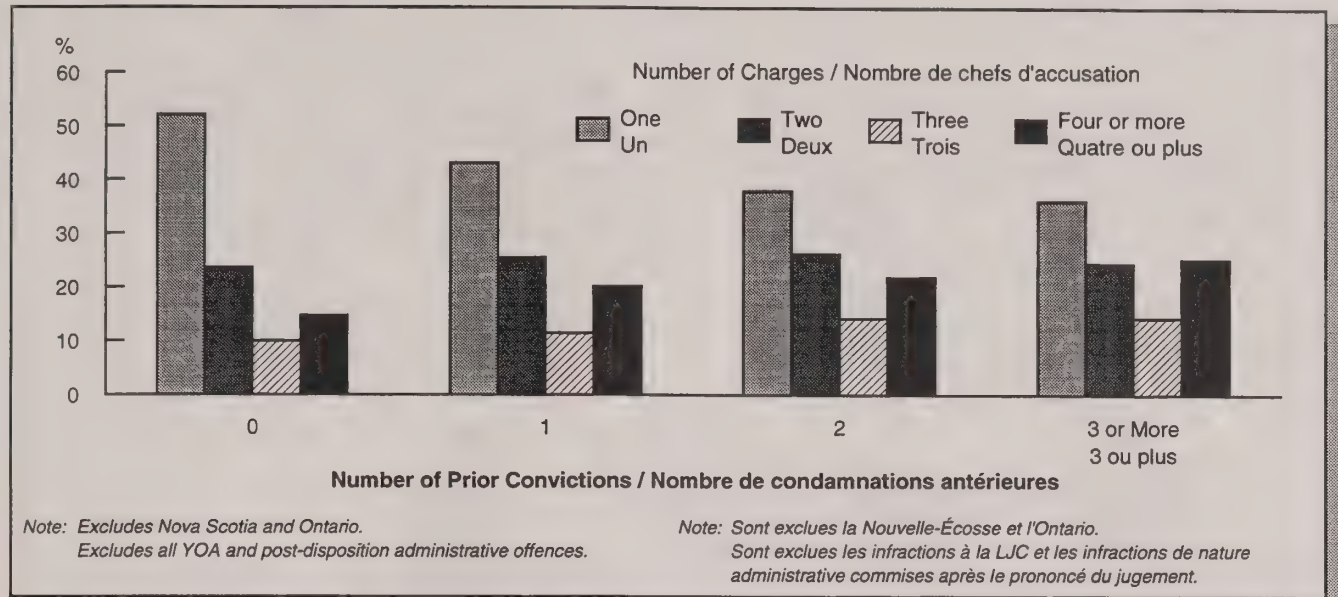
Les récidivistes commettaient plus de crimes que les contrevenants primaires

Si l'on utilise le nombre de chefs d'accusation dans une cause pour mesurer le niveau relatif d'activité criminelle d'un contrevenant, les récidivistes étaient plus actifs en 1993-1994 que les contrevenants primaires. À mesure qu'augmentait le nombre de condamnations antérieures, la proportion de causes impliquant de multiples chefs d'accusation augmentait progressivement - de 48 % chez les contrevenants primaires à 64 % chez les contrevenants ayant encouru au moins trois condamnations antérieures (figure 8).

Figure 8

Young Offenders' Criminal Activity: The Number of Charges per Case by Prior Conviction, 1993-94

Activité criminelle chez les jeunes contrevenants : le nombre de chefs d'accusation par cause et selon le nombre de condamnations antérieures, 1993-1994



This finding of increased activity among recidivists applied to both male and female youths. The proportion of females with two and three or more prior convictions facing multiple charges was almost equal to that of males.

The proportion of multiple charge cases to single charge cases for recidivists is 65% in the 12-13 year old age group, 60% for the 14-15 year olds and 59% for the 16-17 year olds.

Elapsed time between offences is shorter as the number of prior convictions increased

Another measurement of recidivists' criminal activity is the elapsed time between conviction and re-offending. In creating this measure, the time offenders spent in open and secure custody was removed because the majority of offenders should not have been at risk of re-offending². Persistent recidivists in 1993-94 were more active in that the elapsed time to the commission of another offence decreased by half as the offenders' number of prior convictions increased. Young offenders with one prior conviction had an average elapsed time of approximately 8 months while persistent re-offenders with three or more prior convictions averaged elapsed times of less than 4 months. From another perspective, 66% of those with

Cet accroissement d'activité constaté chez les récidivistes s'appliquait à la fois aux adolescentes et aux adolescents. La proportion d'adolescentes ayant encouru deux ou trois condamnations antérieures ou plus, qui faisaient face à de multiples chefs d'accusation, était presque égale à la proportion des adolescents.

Chez les récidivistes, la proportion de causes impliquant de nombreux chefs d'accusation par rapport aux causes impliquant un seul chef d'accusation est de 65 % pour le groupe d'âge des 12 et 13 ans, 60 % pour le groupe des 14 et 15 ans, et 59 % pour le groupe des 16 et 17 ans.

Les infractions sont commises à des intervalles de plus en plus courts à mesure qu'augmente le nombre de condamnations antérieures

Une autre mesure de l'activité criminelle des récidivistes est le temps qui s'écoule entre la condamnation et une nouvelle infraction. Lorsqu'on a établi cette mesure, on a soustrait le temps que les contrevenants avaient passé sous garde en milieu ouvert ou en milieu fermé, car la majorité d'entre eux n'auraient pas dû avoir la chance de récidiver². En 1993-1994, les multirécidivistes étaient plus actifs, en ce que le temps écoulé avant la perpétration d'une autre infraction diminuait de moitié, à mesure qu'augmentait le nombre de condamnations antérieures du contrevenant. Dans le cas des jeunes contrevenants ayant encouru une seule condamnation antérieure, l'intervalle était en moyenne d'environ huit mois, contre moins de quatre mois pour les multirécidivistes comptant trois condamnations antérieures ou plus. D'un autre

² A minority, 9% of all the instances in which a recidivist re-offended, generated a negative elapsed time. These negative numbers represent instances in which a youth committed another offence while in custody or before being sent to custody for his or her earlier crime.

² Dans neuf pour cent de tous les cas où un récidiviste a commis une nouvelle infraction, le temps écoulé entre la condamnation antérieure et la nouvelle infraction était négatif. Ces chiffres négatifs représentent des cas où un jeune a commis une autre infraction pendant qu'il était sous garde, ou avant d'être envoyé sous garde pour un crime antérieur.

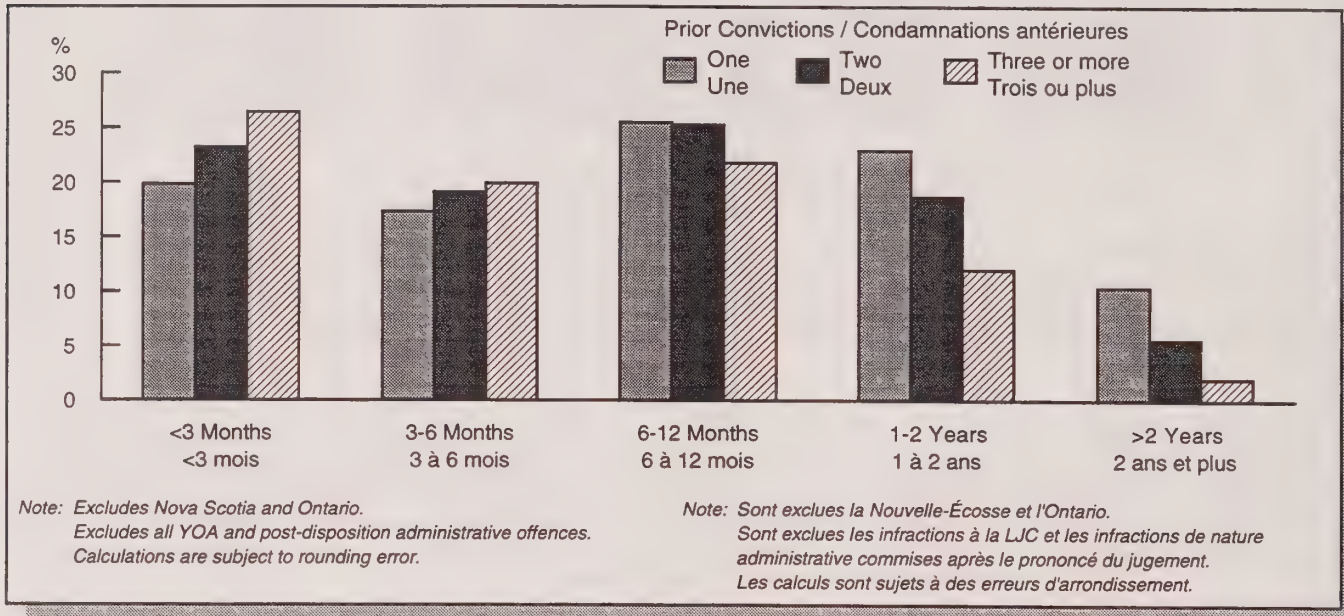
one prior conviction, 76% of those with two prior convictions, and 86% of those with three or more prior convictions, committed a further offence within one year (Figure 9).

point de vue, 66 % de ceux qui comptaient une seule condamnation antérieure, 76 % de ceux qui avaient deux condamnations antérieures, et 86 % de ceux qui avaient trois condamnations antérieures ou plus, commettaient une autre infraction en moins d'un an (figure 9).

Figure 9

Elapsed Time Between Conviction and Re-offending by Prior Conviction, Controlling for Time in Secure and Open Custody, 1986-87 to 1993-94

Temps écoulé entre les condamnations et les infractions subséquentes selon les condamnations antérieures, compte tenu du temps passé sous garde en milieu fermé et en milieu ouvert, 1986-1987 à 1993-1994



Recidivists receive harsher sentences than first-time offenders

There is a strong and consistent relationship between the youth court disposition and the offender's number of prior convictions. The greater the number of prior convictions, the greater the likelihood that the offender will receive a custodial disposition: only 10% of all first-time offenders received a custodial disposition versus 60% of all offenders with three or more prior convictions (Figure 10). As well, 76% of all young offenders ordered to serve secure custody and 70% of those ordered to serve open custody were recidivists (Table 3). Custodial dispositions are for either secure or open custody: secure custody consists of confinement in a detention centre, and open custody refers to placement in either a community residential centre, a group home, a child care institution, a wilderness camp, or any other like facility.

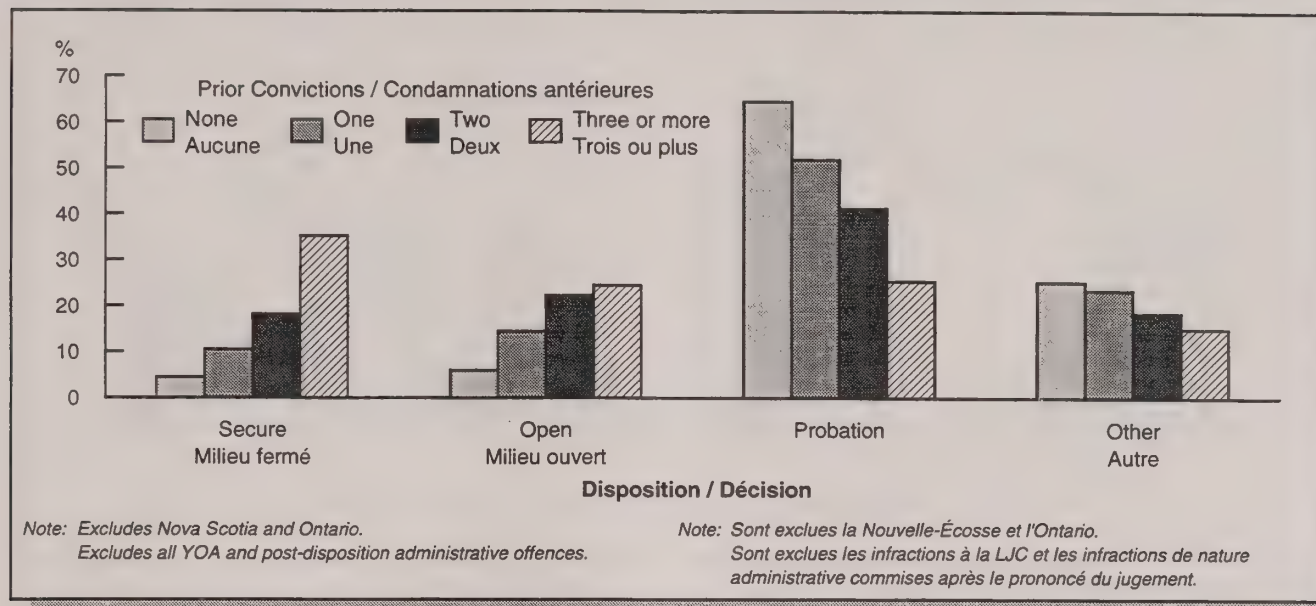
Les récidivistes se voient imposer des peines plus sévères que les contrevenants primaires

La décision du tribunal de la jeunesse est toujours étroitement reliée au nombre de condamnations antérieures du contrevenant. Plus le nombre de condamnations antérieures est élevé, plus le contrevenant risque de se voir imposer une décision comportant le placement sous garde : seulement 10 % de tous les contrevenants primaires faisait l'objet d'une décision comportant la garde, comparativement à 60 % de tous les contrevenants comptant trois condamnations antérieures ou plus (figure 10). En outre, 76 % de tous les jeunes contrevenants placés sous garde en milieu fermé et 70 % des contrevenants placés sous garde en milieu ouvert étaient des récidivistes (tableau 3). Il existe deux types de placement sous garde : la garde en milieu fermé et la garde en milieu ouvert. Dans la garde en milieu fermé, le contrevenant est placé dans un centre de détention, et dans la garde en milieu ouvert, il peut être placé dans un centre résidentiel communautaire, un foyer de groupe, un établissement d'aide à l'enfance, un camp de pleine nature ou autre établissement semblable.

Figure 10

Youth Court Case Dispositions by Prior Conviction, 1993-94

Décisions des tribunaux de la jeunesse, selon le nombre de condamnations antérieures, 1993-1994



In addition, once an offender has served a custody disposition, there is also a strong likelihood of custody for subsequent dispositions. Sixty-seven percent of offenders who had served a custody disposition for their previous conviction were sentenced to custody on their next conviction.

Males recidivists are more likely to receive a custodial disposition

The relationship discussed above between the youth court disposition and the offender's prior record appears to apply to both male and female offenders. However, at each level of prior conviction, males were proportionately far more likely than females to receive a custodial disposition (Figure 11). Twenty-four percent of all dispositions for male youths involved custody compared with 11% for all dispositions for females (Table 4). Moreover, males were generally three times as likely as females to receive a disposition of secure custody: 12% of all males' dispositions were for secure custody, as opposed to 4% for females. This pattern is also apparent in offence specific examples. For those recidivists convicted of the more serious violent offences, 58% of males received custody sentences compared to 50% of females. For break and enter offences, 56% of male recidivists and only 38% of female recidivists received custody sentences.

En outre, lorsqu'un contrevenant a déjà été mis sous garde, il y a de fortes possibilités qu'une période de garde soit de nouveau imposée pour des condamnations ultérieures. Soixante-sept pour cent des contrevenants qui avaient purgé une période de garde pour leur condamnation antérieure ont fait l'objet d'une décision comportant la garde à leur condamnation suivante.

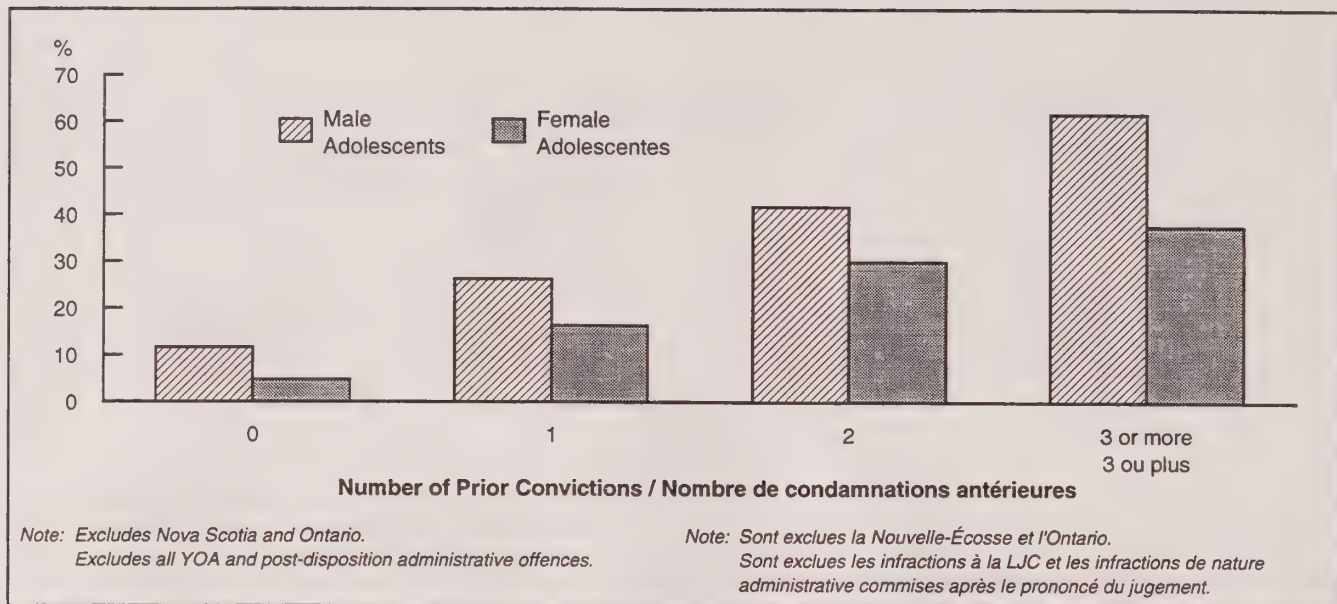
Les récidivistes de sexe masculin sont plus susceptibles de se voir imposer une décision comportant la garde

Le lien entre la décision d'un tribunal de la jeunesse et les antécédents criminels du contrevenant examiné ci-dessus semble s'appliquer à la fois aux contrevenants et aux contrevenantes. Toutefois, peu importe le nombre de condamnations antérieures, les adolescents étaient proportionnellement beaucoup plus susceptibles que les adolescentes de se voir imposer une décision comportant la garde (figure 11). Vingt-quatre pour cent de toutes les décisions concernant des adolescents comportaient la garde comparativement à 11 % de toutes les décisions concernant des adolescentes (tableau 4). En outre, les adolescents sont généralement trois fois plus susceptibles que les adolescentes d'être placés sous garde en milieu fermé : 12 % par opposition à 4 % pour les adolescentes. Cette tendance se dessine également dans des exemples fondés sur des infractions précises. Parmi les récidivistes reconnus coupables des infractions contre la personne les plus graves, 58 % des adolescents ont été placés sous garde, comparativement à 50 % des adolescentes. Pour les introductions par effraction, 56 % des récidivistes de sexe masculin et seulement 38 % des récidivistes de sexe féminin ont fait l'objet d'un placement sous garde.

Figure 11

Youth Court Case Custody Dispositions by Offenders' Sex and Prior Record, 1993-94

Décisions comportant la garde rendues par les tribunaux de la jeunesse, selon le sexe et les antécédents criminels du contrevenant, 1993-1994



Older recidivist youths are more likely to receive a custody disposition

Although at every age, both male and female recidivists were proportionately more likely than first-time offenders to receive a custody disposition, older youths, in general, received more custody dispositions (Figure 12). This is probably because persistent recidivists tend to be older youths. However, it is interesting to note that 16-17 year olds faced fewer custodial disposition and more "other" dispositions than 14-15 year olds. This pattern of increased use of "other" dispositions may be because older youths are more able to pay fines or restitution, or are deemed by the youth courts to be more suited to performing community service.

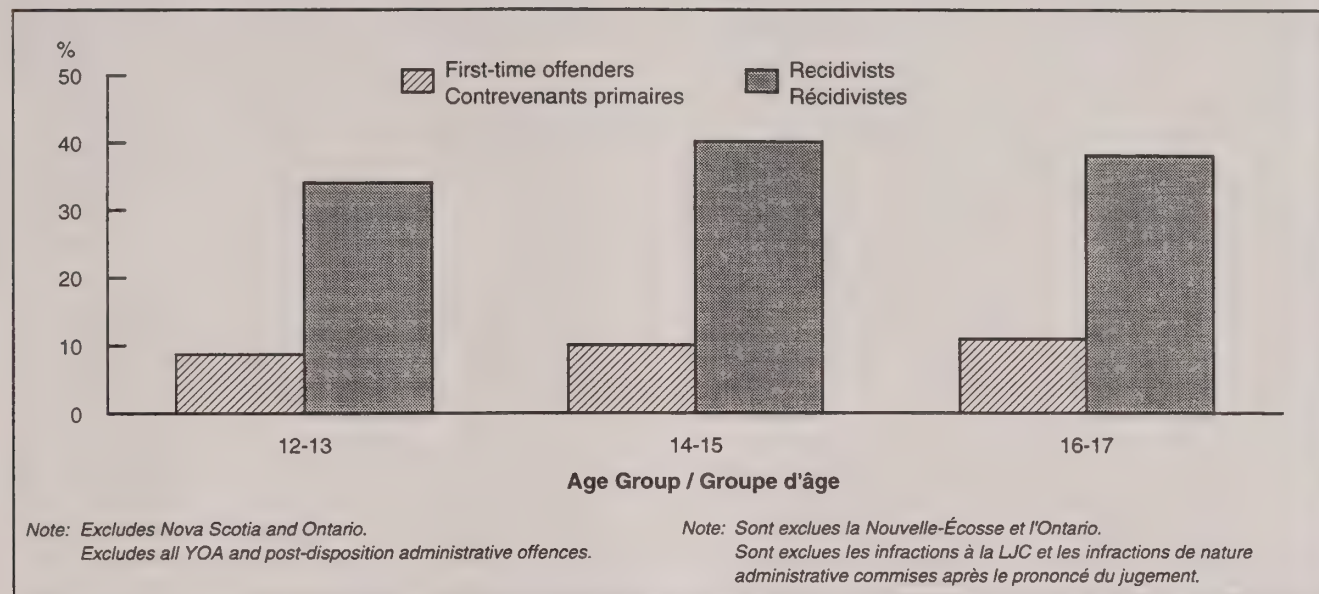
Les adolescents récidivistes plus âgés sont davantage susceptibles d'être placés sous garde

Même si à tous les âges, les récidivistes, qu'ils soient de sexe masculin ou féminin, étaient proportionnellement plus susceptibles que les contrevenants primaires de se voir imposer un placement sous garde, en général les adolescents plus âgés faisaient davantage l'objet de décisions comportant la garde (figure 12). Cette situation tient probablement au fait que les multirécidivistes ont tendance à être des adolescents plus âgés. Toutefois, il est intéressant de noter que les jeunes de 16 et 17 ans se voyaient imposer moins de placements sous garde et davantage d'«autres» décisions que les jeunes de 14 et 15 ans. Ce recours accru à d'autres «décisions» pourrait s'expliquer par la possibilité que les adolescents plus âgés sont peut-être plus en mesure de payer des amendes ou de verser un dédommagement, ou encore que les tribunaux de la jeunesse les jugent peut-être plus aptes à exécuter des travaux communautaires.

Figure 12

Youth Court Case Custody Dispositions by Offender Type and Age, 1993-94

Décisions comportant la garde rendues par les tribunaux de la jeunesse, selon le type de contrevenant et l'âge, 1993-1994



Persistent recidivists receive slightly longer sentences than first-time offenders

In examining the median sentence lengths for probation, open custody and secure custody, little evidence was found that sentence lengths increased with each successive conviction. Sentence lengths for both first-time offenders and repeat offenders were virtually identical. This was surprising given the previous finding of a progression towards more severe dispositions with successive prior convictions.

In an effort to compensate for the possible influence of offence severity upon sentence length, the high volume offence of breaking and entering was examined in isolation from other offences. Some differences in median sentence length were found in the custody dispositions but only for the persistent offenders with 3 or more prior offences. The evidence indicated that persistent offenders were given an additional 30 days in custody. (see box below)

Les multirécidivistes se voient imposer des peines un peu plus longues que les contrevenants primaires

En examinant la durée médiane des peines pour la probation, la garde en milieu ouvert et la garde en milieu fermé, on a trouvé peu de preuves qu'elle augmentait avec chaque condamnation successive. Aussi bien pour les contrevenants primaires que pour les récidivistes, la durée des peines était à peu près identique. Cette situation est étonnante, compte tenu de la conclusion antérieure selon laquelle on progressait vers des peines plus sévères dans les cas où il y avait eu des condamnations antérieures successives.

Dans un effort visant à compenser l'influence possible de la gravité de l'infraction sur la durée de la sentence, on a examiné uniquement le nombre élevé d'introductions par effraction. On a cerné certaines différences dans la durée médiane pour les décisions comportant la garde, mais seulement pour les récidivistes comptant trois infractions antérieures ou plus. Les données indiquaient que les multirécidivistes se voyaient imposer, en moyenne, 30 jours de plus en détention. (Voir case ci-dessous)

Median Length of Disposition by Priors, by Type of Disposition for Break & Enter**Durée médiane de la peine, selon les condamnations antérieures et le type de décision, pour les introductions par effractions**

Disposition	1 st Conviction	One Prior	Two Priors	Three or more Priors
Décision	1 ^{ère} condamnation	Une antérieure	Deux antérieures	Trois antérieures ou plus
Probation	360 days	360 days	360 days	360 days
Open - Milieu ouvert	90 days	90 days	98 days	120 days
Secure - Milieu fermé	90 days	90 days	90 days	120 days

Summary of Findings

The analysis found that young recidivists or repeat offenders comprise a substantial 42% of all caseload passing through the youth courts of Canada and 12% of all caseload involves persistent re-offenders with three or more prior offences. Males are more likely to be repeat offenders than females and twice as likely to become persistent offenders.

Repeat young offenders showed a tendency to commit more serious crimes in both the violent and property crime categories than first-time offenders. There is no evidence of a progression from non-violent to violent crimes among recidivists and in fact, repeat offenders tend to commit a greater number of property offences and conversely, fewer violent offences than first-time offenders.

Youth recidivists appear to become increasingly active as their criminal careers progress. As the young offender moves towards persistent re-offending, the number of charges per case increases and the elapsed time between conviction and re-offending decreases.

In terms of treatment provided by the system, these young repeat offenders receive increasingly harsher sentences from the youth courts as the number of prior offences increases. Overall sentence lengths, however, were found to increase only slightly.

Methodology and Scope

The data used in this report were obtained from the Youth Court Survey (YCS) database for the fiscal years 1986-87 to 1993-94. The YCS is conducted by the Canadian Centre for Justice Statistics in collaboration with the federal, provincial and territorial government departments responsible for youth courts. It is intended to be a census of Criminal Code and other Federal statute charges heard in youth courts for persons aged 12 to 17 (up to their 18th birthday) at the time of offence. The YCS generates statistics on the number of individuals, charges and cases appearing in youth courts in a given year.

Résumé des conclusions

Selon l'analyse, les récidivistes ou ceux qui commettent des infractions à plusieurs reprises représentent un pourcentage assez élevé (42 %) de toutes les causes dont sont saisis les tribunaux de la jeunesse du Canada, et 12 % de toutes les causes impliquent des multirécidivistes ayant déjà commis trois infractions ou plus. Les adolescents sont plus susceptibles d'être des récidivistes que les adolescentes, et deux fois plus susceptibles de devenir des multirécidivistes.

Les récidivistes avaient davantage tendance à commettre des crimes plus graves dans les catégories des crimes contre la personne et des crimes contre les biens que les contrevenants primaires. Il n'y a aucune preuve d'une progression des crimes sans violence aux crimes contre la personne parmi les récidivistes et, en fait, on a constaté que les récidivistes commettaient moins de crimes avec violence que les contrevenants primaires.

Les jeunes récidivistes semblent commettre de plus en plus d'infractions à mesure que progresse leur carrière criminelle. À mesure que le jeune contrevenant chemine vers la multirécidivité, le nombre de chefs d'accusation par cause augmente, et l'intervalle entre la condamnation et une nouvelle infraction diminue.

En ce qui concerne le traitement que leur réserve le système, ces jeunes récidivistes reçoivent effectivement des peines de plus en plus sévères de la part des tribunaux de la jeunesse à mesure qu'augmente le nombre d'infractions antérieures. Toutefois, dans l'ensemble, la durée des peines n'aurait augmenté que légèrement.

Méthodologie et portée de l'étude

Les données utilisées dans le présent rapport ont été obtenues de la base de données de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse (ETJ) pour les exercices 1986-1987 à 1993-1994. L'ETJ est réalisée par le Centre canadien de la statistique juridique, en collaboration avec les ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux chargés des tribunaux de la jeunesse. Elle se veut un recensement des accusations portées en vertu du Code criminel et d'autres lois fédérales, qui sont entendues par les tribunaux de la jeunesse et qui impliquent des personnes âgées de 12 à 17 ans (jusqu'à leur 18^e anniversaire) au moment de l'infraction. L'ETJ produit des statistiques sur le nombre de contrevenants, de chefs d'accusation et de causes dont sont saisis les tribunaux de la jeunesse au cours d'une année donnée.

This study examines data from ten provincial and territorial jurisdictions (excluding Ontario and Nova Scotia) comprising approximately 55% of the national youth court caseload as reported to the Youth Court Survey at the Canadian Centre for Justice Statistics. Data for Nova Scotia (3%) are not included because the division of responsibility for the youth court between two government departments in Nova Scotia makes it impossible to link data on offences committed by 12 to 15 year olds with data on 16 and 17 year olds. Data from Ontario (42%) are not included because such data have only been collected since 1991-92 and are, therefore, incomplete for the purposes of determining whether an offender is a recidivist.

The definition of a recidivist in this report is a young person who was found guilty of at least one federal statute charge during 1993-94 and had been previously convicted in a youth court since 1986-87 of at least one other federal statute charge. However, convictions for a violation of the Young Offenders Act (YOA) and post-disposition administrative offences in the Criminal Code are excluded from this analysis. The majority of the Young Offenders Act violations are failure to comply with a disposition charges, and Criminal Code post-disposition administrative offences such as failure to comply with a probation order, escaping from custody, and being unlawfully at large³. These exclusions were made in order to focus the analysis on those instances where a young offender, having previously been convicted and punished for committing a criminal act, commits another offence independent of the administrative process. YOA and administrative offences arise only after a young offender has come in contact with the justice system on another criminal matter and, as a result, they tend to reflect the experiences of young offenders within the system itself, rather than their criminal behaviour outside of the system. In addition, the YOA and post-disposition administrative offences are predominantly committed by recidivists. Including these offences would exaggerate the amount of recidivism and would distort the analysis.

The basic unit of analysis is the case. A case is defined as one or more federal statute charges against an individual brought before a youth court with the same **date of disposition**.⁴ The charges were linked together as a case using the youth's identification code, sex, date of birth, court location and date of disposition. The most serious charge in each case was then selected in order to characterize it by offence type. Only those cases that resulted in a finding of guilt on at least one charge were considered. Individuals found guilty of an offence during

La présente étude est fondée sur les données de dix secteurs de compétence provinciaux et territoriaux (à l'exclusion de l'Ontario et de la Nouvelle-Écosse) représentant environ 55 % des causes entendues par les tribunaux de la jeunesse de tout le pays, telles que déclarées à l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse du Centre canadien de la statistique juridique. Les données de la Nouvelle-Écosse (3 %) ne sont pas incluses parce qu'il est impossible, en raison d'une division des responsabilités des tribunaux de la jeunesse entre deux ministères gouvernementaux de la Nouvelle-Écosse, d'établir un lien entre les données sur les infractions perpétrées par des jeunes de 12 à 15 ans et les données sur les jeunes de 16 et 17 ans. Les données de l'Ontario (42 %) ne sont pas incluses, car c'est seulement depuis 1991-1992 qu'elles sont recueillies et, par conséquent, elles ne sont pas suffisantes pour permettre de déterminer si un contrevenant est un récidiviste.

Dans le présent rapport, on définit un récidiviste comme une jeune personne qui a été reconnue coupable d'au moins une infraction à une loi fédérale en 1993-1994, et qui avait déjà été reconnue coupable par un tribunal de la jeunesse depuis 1986-1987, d'au moins une autre infraction à une loi fédérale. Toutefois, les condamnations pour des infractions à la Loi sur les jeunes contrevenants (LJC) et des infractions au Code criminel de nature administrative commises après le prononcé du jugement sont exclues de la présente analyse. La majorité des infractions à la Loi sur les jeunes contrevenants, sont le défaut de se conformer à une décision, et des infractions au Code criminel sont des crimes de nature administrative commises après le prononcé du jugement, y compris le défaut de se conformer à une ordonnance de probation, l'évasion, et le fait d'être en liberté sans excuse³. Ces exclusions ont été faites pour axer l'analyse sur les cas où un jeune contrevenant, qui a déjà été reconnu coupable d'un acte criminel pour lequel il a été puni, commet une autre infraction indépendante du processus administratif. Comme un jeune contrevenant ne peut enfreindre la LJC ou commettre des infractions de nature administrative qu'après être entré en contact avec le système de justice relativement à une autre affaire criminelle, les infractions de ce genre ont tendance à traduire les expériences des jeunes contrevenants à l'intérieur du système lui-même, plutôt que leur comportement criminel à l'extérieur du système. De plus, la majeure partie des infractions à la LJC et des infractions de nature administrative commises après le prononcé du jugement sont perpétrées par des récidivistes. Inclure ces infractions exagérerait le niveau de récidive et fausserait l'analyse.

L'unité de base de l'analyse est la cause. Une cause est définie comme étant une ou plusieurs accusations portées en vertu d'une loi fédérale contre une personne traduite devant un tribunal de la jeunesse, avec la même **date de décision**⁴. Dans chaque cas, on a établi un lien entre les chefs d'accusation au moyen du code d'identification du contrevenant, de son sexe, de sa date de naissance, de l'emplacement du tribunal et de la date de la décision. On a ensuite choisi le chef d'accusation le plus grave dans chaque cause, pour le caractériser selon le type d'infraction. On n'a tenu compte que des causes qui ont abouti à

³ There were 4,562 convictions for YOA and Criminal Code post-disposition administrative offences in the ten jurisdictions in 1993-94.

⁴ All numbers have been generated using a case definition based on the date of disposition. As a result, the numbers employed in this analysis do not correspond to the figures presented in the Statistics Canada publication Youth Court Statistics, 1993-94 Cat. No. (85-522), where a case is defined by the date of first appearance.

³ En 1993-1994, on a dénombré, dans les dix secteurs de compétence, 4 562 condamnations pour des infractions à la LJC et des infractions au Code criminel de nature administrative commises après le prononcé du jugement.

⁴ Tous les chiffres ont été produits au moyen d'une définition de cause fondée sur la date de la décision. Par conséquent, les chiffres utilisés dans la présente analyse ne correspondent pas aux chiffres figurant dans la publication de Statistique Canada intitulée Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse, 1993-1994 N° au catalogue (85-522), où une cause est définie en fonction de la date de la première comparution.

the 1993-94 fiscal year were then matched with those of previous years to 1986-87, to determine the total number of prior charges resulting in a conviction - termed "prior convictions" - in order to ascertain whether or not that person was a recidivist, and if so, to what degree. In this manner, a criminal history file of the 1993-94 recidivists was constructed to reveal the characteristics of the young offender, the offences involved, and the courts' response to each successive conviction.

Recidivism can be studied using a variety of approaches. While studies generally use a prospective approach by tracking offending behaviour over many years, this study has used a retrospective approach by looking back in time and compiling a history of prior offences.

It is important to note that, due to limitations in the methodology used to identify and associate young persons and their prior convictions, these data on recidivism represent a conservative estimate of the number of young persons re-offending. Variations in youth court coding practices, the undetected use of aliases, and the movement of offenders among provinces and territories may have resulted in some cases involving recidivists being categorized as those of first-time offenders. As well, the recidivism data for this analysis do not consider any previous participation by youth in Alternative Measures or other diversion programs sponsored by either the police or courts; this information is not captured by the Youth Court Survey.

un verdict de culpabilité pour au moins une des accusations. Les personnes reconnues coupables d'une infraction au cours de l'exercice 1993-1994 ont ensuite fait l'objet de recherches portant sur des années précédentes jusqu'à 1986-1987, pour déterminer le nombre total d'accusations précédentes ayant abouti à une condamnation - appelées «condamnations antérieures» - afin d'établir si cette personne était vraiment une récidiviste et, si tel était le cas, dans quelle mesure. De cette façon, on a créé un fichier sur les antécédents criminels de ceux qui avaient récidivé en 1993-1994, pour cerner les caractéristiques du jeune contrevenant, les infractions commises, et la décision du tribunal à l'égard de chaque condamnation successive.

Une variété d'approches peut servir à étudier la récidive. Bien que les études emploient habituellement une approche prospective, selon laquelle on observe le comportement au cours de plusieurs années, la présente étude fait usage d'une approche rétrospective selon laquelle on effectue un retour dans le passé afin de compiler l'historique des infractions antérieures.

Il importe de noter qu'en raison de limites inhérentes à la méthodologie utilisée pour identifier les jeunes contrevenants et établir un lien avec leurs condamnations antérieures, ces données sur la récidive représentent une estimation prudente du nombre de jeunes personnes qui commettent des infractions à nouveau. Il se peut qu'en raison de différences dans les pratiques de codage des tribunaux de la jeunesse, de l'utilisation inconnue de faux noms, et du mouvement des contrevenants entre les provinces et territoires, certains récidivistes aient été classés comme des contrevenants primaires. En outre, les données sur la récidive pour cette analyse ne tiennent pas compte de toute participation antérieure des jeunes à des programmes de mesures de rechange ou autres programmes de déjudiciarisation subventionnés par la police ou les tribunaux; cette information n'est pas recueillie par l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse.

Table 1
Youth Court Cases by the Offender's Number of Prior Convictions,
Major Offence Category, and Sex, 1993-94

Tableau 1

Causes devant les tribunaux de la jeunesse selon le nombre de
condamnations antérieures du contrevenant, les catégories principales
d'infraction, et le sexe, 1993-1994

	Total Cases Resulting in Conviction			No Prior Convictions			Recidivist Total			One Prior Conviction			Two Prior Convictions			Three or More Prior Convictions		
	Total des causes se soldant par une condamnation			Aucune condamnation antérieure			Total des récidivistes			Une condamnation antérieure			Deux condamnations antérieures			Trois condamnations antérieures ou plus		
	Total	M	F	Total	M	F	Total	M	F	Total	M	F	Total	M	F	Total	M	F
Total violent offences - Total des infractions contre la personne	No. - Nbre	%		No. - Nbre	%		No. - Nbre	%		No. - Nbre	%		No. - Nbre	%		No. - Nbre	%	
Minor Assault ("level one") - Voies de fait ("niveau 1")	7,014	5,614	1,400	4,483	3,511	972	2,531	2,103	428	1,216	983	233	620	519	101	695	601	94
	22.8	21.7	28.3	25.3	24.3	29.2	19.4	18.4	26.3	19.3	18.3	25.2	20.6	19.6	27.1	18.5	17.5	28.7
Other violent offences - Autres infractions contre la personne	3,211	2,227	984	2,025	1,325	700	1,186	902	284	603	447	156	289	217	72	294	238	56
	10.4	8.6	19.9	11.4	9.2	21.0	9.1	7.9	17.5	9.6	8.3	16.9	9.6	8.2	19.3	7.8	6.9	17.1
Other violent offences - Autres infractions contre la personne	3,803	3,387	416	2,458	2,186	272	1,345	1,201	144	613	536	77	331	302	29	401	363	38
	12.3	13.1	8.4	13.9	15.2	8.2	10.3	10.5	8.9	9.8	10.0	8.3	11.0	11.4	7.8	10.7	10.6	11.6
Total property offences - Total des infractions contre les biens	No. - Nbre	%		No. - Nbre	%		No. - Nbre	%		No. - Nbre	%		No. - Nbre	%		No. - Nbre	%	
Break and enter - Introduction par effraction	19,203	16,454	2,749	10,686	8,778	1,908	8,517	7,676	841	4,090	3,590	500	1,923	1,729	194	2,504	2,357	147
	62.3	63.6	55.5	60.2	60.9	57.4	65.2	67.1	51.8	65.1	67.0	54.1	63.8	65.4	52.0	66.6	68.6	45.0
Theft over \$1,000 - Vol de plus de 1 000 \$	6,310	5,937	373	3,440	3,184	256	2,870	2,753	117	1,315	1,244	71	653	627	26	902	882	20
	20.5	23.0	7.5	19.4	22.1	7.7	22.0	24.1	7.2	20.9	23.2	7.7	21.7	23.7	7.0	24.0	25.7	6.1
Theft under \$1,000 - Vol de moins de 1 000 \$	1,422	1,307	115	664	590	74	758	717	41	310	288	22	189	180	9	259	249	10
	4.6	5.1	2.3	3.7	4.1	2.2	5.8	6.3	2.5	4.9	5.4	2.4	6.3	6.8	2.4	6.9	7.3	3.1
Poss. of Stolen Property - Poss. de biens volés	5,812	4,299	1,513	3,485	2,375	1,110	2,327	1,924	403	1,287	1,032	255	520	432	88	520	460	60
	18.9	16.6	30.6	19.6	16.5	33.4	17.8	16.8	24.8	20.5	19.3	27.6	17.2	16.3	23.6	13.8	13.4	18.3
Mischief - Méfaits	2,284	2,032	252	1,109	947	162	1,175	1,085	90	459	415	44	261	236	25	455	434	21
	7.4	7.9	5.1	6.2	6.6	4.9	9.0	9.5	5.5	7.3	7.7	4.8	8.7	8.9	6.7	12.1	12.6	6.4
Other property offences - Autres infractions contre les biens	1,955	1,760	195	1,163	1,040	123	792	720	72	416	370	46	165	154	11	211	196	15
	6.3	6.8	3.9	6.6	7.2	3.7	6.1	6.3	4.4	6.6	6.9	5.0	5.5	5.8	2.9	5.6	5.7	4.6
Other Criminal Code and federal offences - Autres infractions au Code criminel et infractions aux autres lois fédérales	1,420	1,119	301	825	642	183	595	477	118	303	241	62	135	100	35	157	136	21
	4.6	4.3	6.1	4.6	4.5	5.5	4.6	4.2	7.3	4.8	4.5	6.7	4.5	3.8	9.4	4.2	4.0	6.4
Total drug offences - Total des infractions relatives aux drogues	3,336	2,856	680	1,789	1,421	368	1,547	1,235	312	726	563	163	365	297	68	456	375	81
	10.8	10.3	13.7	10.1	9.9	11.1	11.8	10.8	19.2	11.6	10.5	17.6	12.1	11.2	18.2	12.1	10.9	24.8
Total number of cases and percent of gender's total - Total du nombre de causes et pourcentage du total selon le sexe	No. - Nbre	%		No. - Nbre	%		No. - Nbre	%		No. - Nbre	%		No. - Nbre	%		No. - Nbre	%	
	1,255	1,133	122	788	710	78	467	423	44	253	224	29	108	98	10	106	101	5
	4.1	4.4	2.5	4.4	4.9	2.3	3.6	3.7	2.7	4.0	4.2	3.1	3.6	3.7	2.7	2.8	2.9	1.5
Total number of cases and percent of gender's total - Total du nombre de causes et pourcentage du total selon le sexe	30,808	25,857	4,951	17,746	14,420	3,326	13,062	11,437	1,625	6,285	5,360	925	3,016	2,643	373	3,761	3,434	327
	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Note: Excludes Ontario and Nova Scotia.

Excludes YOA and post-disposition administrative offences.

Note: Sont exclues l'Ontario et la Nouvelle-Écosse.

Sont exclues les infractions à la LJC et les infractions de nature administrative commises après le prononcé du jugement.

Des erreurs d'arrondissement peuvent influencer sur les calculs.

Calculations are subject to rounding error.
Minor Assault offences refer to "level one" assaults only. More serious assaults such as aggravated assault and assault with a weapon are included under "other violent offences".

Par voies de fait, on entend les voies de fait de "niveau 1". Les voies de fait plus graves (les voies de fait graves et les voies de fait armées) sont classées dans la catégorie des "autres infractions contre la personne".

Table 2
Youth Court Cases by the Offender's Number of, Prior Convictions,
Age, and Sex, 1993-94

Age/Âge	No. - nbre	Total Cases Resulting in Conviction		No Prior Convictions		Recidivist Total		One Prior Conviction		Two Prior Convictions		Three or More Prior Convictions	
		Total des causes se soldant par une condamnation		Aucune condamnation antérieure		Total des récidivistes		Une condamnation antérieure		Deux condamnation antérieures		Trois condamnation antérieures ou plus	
		Total	M F	Total	M F	Total	M F	Total	M F	Total	M F	Total	M F
12 Years/ans	%	941	751 190	792	618 174	149	133 16	99	88 11	36	35 1	14	10 4
		3.1	2.9 3.8	4.5	4.3 5.2	1.1	1.2 1.0	1.6	1.6 1.2	1.2	1.3 0.3	0.4	0.3 1.2
13 Years/ans	%	2,438	1,853 585	1,722	1,262 460	716	591 125	449	357 92	158	136 22	109	98 11
		7.9	7.2 11.8	9.7	8.8 13.8	5.5	5.2 7.7	7.1	6.7 9.9	5.2	5.1 5.9	2.9	2.9 3.4
14 Years/ans	%	4,439	3,517 922	2,855	2,223 632	1,584	1,294 290	871	705 166	395	313 82	318	276 42
		14.4	13.6 18.6	16.1	15.4 19.0	12.1	11.3 17.8	13.9	13.2 17.9	13.1	11.8 22.0	8.5	8.0 12.8
15 Years/ans	%	6,381	5,237 1,144	3,768	3,009 759	2,613	2,228 385	1,344	1,117 227	595	509 86	674	602 72
		20.7	20.3 23.1	21.2	20.9 22.8	20.0	19.5 23.7	21.4	20.8 24.5	19.7	19.3 23.1	17.9	17.5 22.0
16 Years/ans	%	7,770	6,664 1,106	4,203	3,517 686	3,567	3,147 420	1,639	1,406 233	852	752 100	1,076	989 87
		25.2	25.8 22.3	23.7	24.4 20.6	27.3	27.5 25.8	26.1	26.2 25.2	28.2	28.5 26.8	28.6	28.8 26.6
17 Years/ans	%	8,680	7,697 983	4,307	3,708 599	4,373	3,989 384	1,861	1,669 192	964	883 81	1,548	1,437 111
		28.2	29.8 19.9	24.3	25.7 18.0	33.5	34.9 23.6	29.6	31.1 20.8	32.0	33.4 21.7	41.2	41.8 33.9
Other/Autre ¹	%	159	138 21	99	83 16	60	55 5	22	18 4	16	15 1	22	22 0
		0.5	0.5 0.4	0.6	0.6 0.5	0.5	0.5 0.3	0.4	0.3 0.4	0.5	0.6 0.3	0.6	0.6 0
Total	%	30,808	25,857 4,951	17,746	14,420 3,326	13,062	11,437 1,625	6,285	5,360 925	3,016	2,643 373	3,761	3,434 327
		100.0	100.0 100.0	100.0	100.0 100.0	100.0	100.0 100.0	100.0	100.0 100.0	100.0	100.0 100.0	100.0	100.0 100.0

Note: Excludes Ontario and Nova Scotia.
Excludes YOA and post-disposition administrative offences.

Calculations are subject to rounding error.

¹ "Other" includes those offenders who are either under twelve or over 17 at the time their disposition is handed down, as well as those offenders whose age is unknown.

Note: Sont exclues l'Ontario et la Nouvelle-Écosse.

Sont exclues les infractions à la LJC et les infractions de nature administrative commises après le prononcé du jugement.

Des erreurs d'arrondissement peuvent influencer sur les calculs.

¹ Autre inclut les infractions commises par des contrevenants de moins de 12 ans ou plus de 17 ans au moment de la décision, en plus des contrevenants dont l'âge est inconnu.

Table 3
Youth Court Cases by Major Offence Category and the Offender's
Number of Prior Convictions, Only for Custody Dispositions,
1993-94

Number of Prior Convictions	Secure Custody					Open Custody					Total Custody				
	Milieu fermé					Milieu ouvert					Total des placements sous garde				
	0	1	2	3 or more/ou plus	Total	0	1	2	3 or more/ou plus	Total	0	1	2	3 or more/ou plus	Total
Total violent offences - Total des infractions contre la personne	No. - nbre	293	184	141	281	899	391	232	147	156	684	416	288	437	1,825
	%	37.5	28.3	25.9	21.3	27.2	37.2	25.6	21.9	17.0	37.3	26.7	23.7	19.5	26.7
Minor Assault ("level one") ¹ - Voies de fait ("niveau 1")	No. - nbre	39	46	33	80	198	88	91	62	66	127	137	95	146	505
	%	5.0	7.1	6.1	6.1	6.0	8.4	10.1	9.2	7.2	6.9	8.8	7.8	6.5	7.4
Other violent offences - Autres infractions contre la personne	No. - nbre	254	138	108	201	701	303	141	85	90	557	279	193	291	1,320
	%	32.5	21.2	19.8	15.2	21.2	28.8	15.6	12.7	9.8	30.4	17.9	15.9	13.0	19.3
Total property offences - Total des infractions contre les biens	No. - nbre	378	379	337	914	2,008	544	579	452	670	922	958	789	1,584	4,253
	%	48.3	58.2	61.8	69.1	60.8	51.7	64.0	67.4	72.9	50.3	61.6	64.9	70.7	62.1
Break and enter - Introductions par effraction	No. - nbre	218	203	196	429	1,046	299	296	183	272	517	499	379	701	2,096
	%	27.9	31.2	36.0	32.5	31.7	28.4	32.7	27.3	29.6	28.2	32.1	31.2	31.3	30.6
Theft over \$1,000 - Vol de plus de 1 000 \$	No. - nbre	35	56	43	127	261	48	66	75	76	83	122	118	203	526
	%	4.5	8.6	7.9	9.6	7.9	4.6	7.3	11.2	8.3	4.5	7.8	9.7	9.1	7.7
Theft under \$1,000 - Vol de moins de 1 000 \$	No. - nbre	34	44	30	114	222	76	109	94	134	110	153	124	248	635
	%	4.3	6.8	5.5	8.6	6.7	7.2	12.0	14.0	14.6	6.0	9.8	10.2	11.1	9.3
Poss. of Stolen Property/Poss. de biens volés	No. - nbre	52	38	46	167	303	57	59	54	115	109	97	100	282	588
	%	6.6	5.8	8.4	12.6	9.2	5.4	6.5	8.0	12.5	5.9	6.2	8.2	12.6	8.6
Mischief - Méfaits	No. - nbre	18	21	8	41	88	25	20	22	34	43	41	30	75	189
	%	2.3	3.2	1.5	3.1	2.7	2.4	2.2	3.3	3.7	2.3	2.6	2.5	3.3	2.8
Other property offences - Autres infractions contre les biens	No. - nbre	21	17	14	36	88	39	29	24	39	60	46	38	75	219
	%	2.7	2.6	2.6	2.7	2.7	3.7	3.2	3.6	4.2	3.3	3.0	3.1	3.3	3.2
Other Criminal Code and federal offences - Autres infractions au Code criminel et infractions aux autres lois fédérales	No. - nbre	59	58	49	94	260	83	68	48	77	142	126	97	171	536
	%	7.5	8.9	9.0	7.1	7.9	7.9	7.5	7.2	8.4	7.7	8.1	8.0	7.6	7.8
Total drug offences - Total des infractions relatives aux drogues	No. - nbre	52	30	18	33	133	34	26	24	16	86	56	42	49	233
	%	6.6	4.6	3.3	2.5	4.0	3.2	2.9	3.6	1.7	4.7	3.6	3.5	2.2	3.4
Total number of cases and total percent - total du nombre des causes et pourcentage selon le sexe	No. - nbre	782	651	545	1,322	3,300	1,052	905	671	919	1,834	1,556	1,216	2,241	6,847
	%	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Note: Excludes Ontario and Nova Scotia.

Excludes all YOA and post-disposition administrative offences.

Calculations are subject to rounding error.

¹ Minor Assault offences refer to "level one" assaults only. More serious assaults such as aggravated assault and assault with a weapon are included under "other violent offences".

Note: Sont exclues l'Ontario et la Nouvelle-Écosse.

Sont exclues les infractions à la LJC et les infractions de nature administrative commises après le prononcé du jugement.

Des erreurs d'arrondissement peuvent influencer sur les calculs.

¹ Par voies de fait, on entend les voies de fait de "niveau 1". Les voies de fait plus graves (les voies de fait graves et les voies de fait armées) sont classées dans la catégorie des "autres infractions contre la personne".

Tableau 4

Youth Court Cases by the Offender's Number of Prior Convictions, Disposition, and Sex, 1993-94

Causes devant les tribunaux de la jeunesse selon le nombre de condamnations antérieures du contrevenant, la décision et le sexe, 1993-1994

	Total Cases Resulting in Conviction			No Prior Convictions			Recidivist Total			One Prior Conviction			Two Prior Convictions			Three or More Prior Convictions		
	Total des causes se soldant par une condamnation			Aucune condamnation antérieure			Total des récidivistes			Une condamnation antérieure			Deux condamnations antérieures			Trois condamnations antérieures ou plus		
	Total	M	F	Total	M	F	Total	M	F	Total	M	F	Total	M	F	Total	M	F
Total of all Dispositions - Total des décisions	No. - nbre	%		No. - nbre	%		No. - nbre	%		No. - nbre	%		No. - nbre	%		No. - nbre	%	
Total of Custody Dispositions - Total des décisions impliquant la garde	30,808	25,857	4,951	17,746	14,420	3,326	13,062	11,437	1,625	6,285	5,360	925	3,016	2,643	373	3,761	3,434	327
	100.0	83.9	16.1	57.6	81.3	18.7	42.4	87.6	12.4	48.1	85.3	14.7	23.1	87.6	12.4	28.8	91.3	8.7
	6,847	6,302	545	1,834	1,675	159	5,013	4,627	386	1,556	1,405	151	1,216	1,104	112	2,241	2,118	123
	22.2	24.4	11.0	10.3	11.6	4.8	38.4	40.5	23.8	24.8	26.2	16.3	40.3	41.8	30.0	59.6	61.7	37.6
Secure Custody - Milieu fermé	3,300	3,093	207	782	730	52	2,518	2,363	155	651	594	57	545	502	43	1,322	1,267	55
	48.2	49.1	38.0	42.6	43.6	32.7	50.2	51.1	40.2	41.8	42.3	37.7	44.8	45.5	38.4	59.0	59.8	44.7
Open Custody - Milieu ouvert	3,547	3,209	338	1,052	945	107	2,495	2,264	231	905	811	94	671	602	69	919	851	68
	51.8	50.9	62.0	57.4	56.4	67.3	49.8	48.9	59.8	58.2	57.7	62.3	55.2	54.5	61.6	41.0	40.2	55.3
Probation	16,897	13,966	2,931	11,439	9,338	2,101	5,458	4,628	830	3,259	2,746	513	1,245	1,057	188	954	825	129
	54.8	54.0	59.2	64.5	64.8	63.2	41.8	40.5	51.1	51.9	51.2	55.5	41.3	40.0	50.4	25.4	24.0	39.4
Other Dispositions - Autres décisions	7,064	5,589	1,475	4,473	3,407	1,066	2,591	2,182	409	1,470	1,209	261	555	482	73	566	491	75
	22.9	21.6	29.8	25.2	23.6	32.1	19.8	19.1	25.2	23.4	22.6	28.2	18.4	18.2	19.6	15.0	14.3	22.9

Note: Excludes Ontario and Nova Scotia.
Excludes YOA and post-disposition administrative offences.

Calculations are subject to rounding error.

"Other Dispositions" include such dispositions as fines, community service, restitution, compensation in dollars or in kind on services, etc.

Note: Sont exclues l'Ontario et la Nouvelle-Écosse.

Sont exclues les infractions à la LJC et les infractions de nature administrative commises après le prononcé du jugement.

Des erreurs d'arrondissement peuvent influencer sur les calculs.

"Autres décisions" inclut les amendes, le service communautaire, la restitution, l'indemnité en argent ou en nature relative à des services, etc.

Canadian Centre for Justice Statistics

For further information, please contact the Canadian Centre for Justice Statistics, 19th floor, R.H. Coats Building, Ottawa, Ontario K1A 0T6 (613-951-9023) or toll-free 1-800-387-2231. To order, call Statistics Canada, Operations and Integration Division, Circulation Management, 1-800-267-6677. Outside Canada and the U.S. call (613) 951-7277.

Centre canadien de la statistique juridique

Pour plus de renseignements, veuillez communiquer avec le Centre canadien de la statistique juridique, 19^e étage, immeuble R.H. Coats, Ottawa (Ontario) K1A 0T6 (613-951-9023) ou le numéro sans frais 1-800-387-2231. Pour commander, communiquer avec Statistique Canada, la Division des Opérations et de l'intégration, Direction de la circulation, 1-800-267-6677. De l'extérieur du Canada et des États-Unis, composer le (613) 951-7277.

Recent Juristat Releases – Diffusions des Juristat récents**Catalogue 85-002**

Vol. 15 No. 1	Public Perceptions of Crime / La criminalité et les perceptions du public
Vol. 15 No. 2	Risk of Personal and Household Victimization, 1993 / Risques de victimisation des personnes et des ménages, 1993
Vol. 15 No. 3	Youth Court Statistics 1993-94 Highlights / Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse faits saillants de 1993-1994
Vol. 15 No. 4	The Use of Community Corrections in Canada: 1993-94 / Le recours aux services correctionnels communautaires au Canada : 1993-1994
Vol. 15 No. 5	Correctional Services in Canada: Highlights for 1993-94 / Les services correctionnels au Canada : Faits saillants de 1993-1994
Vol. 15 No. 6	Victims' Use of Police and Social Services / Le recours à la police et aux services sociaux par les victimes
Vol. 15 No. 7	Youth and Probation in Canada 1993-94 / Le placement sous garde et la probation des adolescents au Canada, 1993-1994
Vol. 15 No. 8	Police Personnel and Expenditures in Canada – 1993 / Effectif policier et dépenses sur le chapitre des services de police au Canada – 1993
Vol. 15 No. 9	Fear and Personal Safety / La peur et la sécurité personnelle
Vol. 15 No. 10	Factfinder on Crime and the Administration of Justice in Canada / Recueil de données sur la criminalité et l'administration de la justice au Canada
Vol. 15 No. 11	Homicide in Canada – 1994 / L'homicide au Canada – 1994
Vol. 15 No. 12	Canadian Crime Statistics, 1994 / Statistiques de la criminalité au Canada, 1994
Vol. 15 No. 13	Breaking and Entering in Canada / Les introductions par effraction au Canada
Vol. 15 No. 14	Impaired Driving – Canada, 1994 / Conduite avec facultés affaiblies – Canada, 1994
Vol. 15 No. 15	Children and Youths as Victims of Violent Crimes / Les enfants et les jeunes victimes de crimes de violence

Note of Appreciation

Canada owes the success of its statistical system to a long-standing cooperation involving Statistics Canada, the citizens of Canada, its businesses and governments. Accurate and timely statistical information could not be produced without their continued cooperation and goodwill.

The paper used in this publication meets the minimum requirements of American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials, ANSI Z39.48 – 1984.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises et les administrations canadiennes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences – "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 – 1984.



